



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader) les causeries et infos en bref d'août (190 pages accessibles par date) ainsi que les articles de presse (44 pages pour 28 articles accessibles à partir d'un index).

On a bien bossé quand même, et je ne crois pas qu'on pourra se reposer les mois qui viennent. On va parodier ces crétins de journalistes aux ordres : après le "*printemps*" arabe, voici le temps venu de l'"*automne*" européen, prélude au crépuscule des Dieux de Wagner, du vieux monde.

C'est marrant, les Indiens ont le coup d'oeil. Les touristes facilement repérables parce qu'ils sont blancs ne cessent d'être harcelés, en dehors de quelques mendiants irréductibles, alors que je suis aussi blanc qu'un touriste qui débarque en Inde, c'est rarement mon cas, et pourtant en passant tout mon temps dans le bureau à actualiser le site, je suis aussi pâle que le premier jour ou presque, je bronze un peu en moto quand je vais faire des courses, le reste du temps je fuis le soleil car je crève de chaud et je ne supporte pas la chaleur.

C'est vrai que je suis tellement habitué à cotoyer les Indiens (et ma famille) qui sont noirs, que lorsque je vois un Blanc je lui trouve un air maladif, je dois être devenu Indien quelque part, en fait je ne m'aperçois même plus qu'on est différent, sans doute parce que chez moi cette différence n'a jamais existé.

C'est peut-être aussi pour cette raison que j'ai fustigé les misérables tiers-mondistes qui défendent aveuglément les sans-papiers. Au fait, aucun de mes deux beaux-frères n'a réussi à avoir un visa pour la France ou un pays de la zone Schengen, et bien cela va sans doute surprendre ces camarades, ils ne sont pas morts, ils travaillent et leurs petites familles se portent aussi bien que possible. Vous savez pourquoi ils ont échoué ? Parce qu'ils n'appartiennent pas à la classe moyenne ou n'ont pas de fric, je parle en euros, en roupies ils arrivent parfaitement à s'en sortir, tout comme moi d'ailleurs. Vous voulez que je rentre en France et que je vous joue la scène du malheureux immigré qui n'a que la chemise qu'il porte sur son dos, alors que je vis confortablement en Inde ? En euros, j'aurais à peine de quoi survivre en me privant sur presque tout, en roupies, disons que sans faire de folie, je peux dépenser sans compter, si j'ai envie de quelque chose je peux me le payer sans me ruiner ou toucher à mon capital. Certains verront là mon côté provocateur, pourquoi pas, contre une forme de crétinisme aigu.

D'après vous, pourquoi je m'évertue à vous dire tout ce que je pense et tout ce que je fais ou presque, sinon pour que vous ne pensiez pas que je vous manipule, ce serait si facile, l'être humain étant si faible et si perfectible, si généreux aussi... Mais voilà, j'ai décidé d'être honnête jusqu'au bout, j'ai parfaitement conscience que c'est tellement rare que cela en devient suspect pour ne pas dire impossible, voilà ce qui arrive à force de ne plus penser librement ou autrement que par procuration, que cela plaise ou non,

je m'en tape complètement, de la même manière que je n'ai rien à vous vendre ou que je ne tire aucun profit personnel du travail politique que je fais, étant donné qu'Internet est un support anonyme, j'estime qu'il est normal que vous sachiez à qui vous avez à faire, pas pour vous mettre en confiance et pouvoir mieux vous tromper par derrière, mais uniquement pour que vous vous déterminiez librement sur les questions que nous abordons dans le site, je vous facilite la tâche et rien de plus, à ma connaissance je ne vous ai jamais demandé de partager mes idées ou mes convictions, qui du reste ne m'appartiennent pas vraiment. Parfois on reproche à des gens de trop parler et de ne pas en dire assez, moi, je vous dis tout, c'est peut-être un défaut, dans ma situation je peux me le permettre, c'est sans conséquence pour vous comme pour moi.

En ce moment presque tous les soirs on essuie un gros orage, il tombe des trombes d'eau puis le calme revient, et le lendemain matin on a un temps radieux qui vous met forcément de bonne humeur, pour un peu on aurait envie de se laisser aller ou de prendre du bon temps, impossible avec tout ce boulot.

En repensant aux statistiques du site, étant donné qu'environ une vingtaine de militants seulement téléchargent les pages d'Informations ouvrières qui présentent un intérêt pour les militants, il faut peut-être en déduire qu'une grande partie des autres militants qui se connectent sur le site sont des militants du POI. Il se peut aussi qu'une partie de ceux qui téléchargent ces pages soient aussi des militants du POI qui souhaitent avoir ces pages dans leurs ordinateurs.

Ce serait facile de savoir qui se connectent précisément sur le site, pour cela il faudrait avoir un peu d'argent et y consacrer du temps, il suffirait d'avoir un serveur dédié qui hébergerait le site, ainsi toutes les connections vers le site atterrieraient directement dans ce serveur, il n'y aurait plus qu'à prendre connaissance des adresses électroniques des internautes.

Si nous avions un parti, comme je le disais hier, on pourrait en faire des choses que les autres partis n'ont jamais exploré ou testé. A croire qu'aucun parti n'a vraiment envie de se développer et qu'ils doivent être heureux comme ils sont.

La télé devait tuer le cinéma, l'ordinateur devait tuer le livre, le disque, Internet devait tuer les partis, c'est l'objectif de ce qu'ils appellent les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), rien de tout cela ne s'est produit ou ne se produira, ils sont complémentaires en réalité. L'ordinateur n'a pas tué la machine à écrire, le clavier et l'imprimante ont pris la relève, c'est du domaine du progrès technologique, de la même manière qu'ici le camion a remplacé le char à boeufs !

Il y a un truc qu'ils n'ont pas encore sorti, qui existe mais qui n'est pas encore du domaine du grand public, le téléphone portable muni d'une webcam qui permettra de voir son interlocuteur en temps réel, webcam qui servira aussi de caméra et pourra vous transporter dans l'univers de votre correspondant. Le jour où ils vont commercialiser ce truc-là, ils vont en vendre quelques milliards d'exemplaires en un rien de temps et se faire une fortune en dizaines ou centaines de milliards de dollars.

Sont-ils prêts pour le sortir ou doivent-ils encore régler quelques détails ? Si je ne dis pas de bêtises, jusqu'à présent on peut prendre des photos ou filmer de courtes scènes et les mémoriser pour ensuite les envoyer par Internet à un correspondant, là il s'agirait d'effectuer les deux opérations simultanément, en temps réel, du coup il serait impossible ou plus difficile aux médias ou aux services de renseignement de manipuler les images, c'est peut-être pour cette raison qu'ils ne le sortent pas ! Quand on vous présente des photos ou un film après coup, entre temps on peut imaginer que des gens malintentionnés peuvent les avoir trafiqués, c'est d'ailleurs ce qui se passe sur la Syrie par exemple, alors qu'en appelant un correspondant et en lui montrant simultanément ce qui se passe autour de vous à l'aide de cette webcam, toute manipulation est rendue impossible, c'est comme si vous étiez sur place à ses côtés.

Décidément, la vérité est révolutionnaire, et au diable le manichéisme et ses adeptes déclarés ou non (lire la causerie d'hier ou l'article correspondant au format pdf) !

Hollande. Séance d'hypnotisme.

Après le discours de F. Hollande à la 66e foire de Châlons-en-Champagne (Marne), pour Libération "*tout l'enjeu était de trouver les mots qui calment les inquiétudes du présent et redonnent foi en l'avenir. Ou comment tenter de se poser en pompier autant qu'en architecte, exercice d'autant plus ardu que les marges de manœuvre budgétaires sont jugées inexistantes.*"

La fatalité en guise de "vérité". Autrement dit, à l'impossible nul n'est tenu.

- *«Mon devoir, c'est de dire la vérité aux Français, a-t-il revendiqué. Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle, une crise longue.»*

- *«Les Français sont impatients -il faut donc préciser le calendrier des réformes- et inquiets, ce qui nécessite qu'on concrétise le changement»*, analyse le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.

Une génération sacrifiée, le chômage de masse des jeunes, l'objet d'un pari.

- «*Mon pari, a-t-il expliqué, c'est que si la confiance revient dans la jeunesse, c'est la confiance dans le pays qui de nouveau sera confortée.*» Un pari donc.

Tenir, tenir bon pendant cinq ans, son unique objectif. Comment ? Pardi, grâce au "*dialogue social*".

- Choissant de justifier son rythme, jugé trop pépère par de nombreux Français au regard de leurs difficultés quotidiennes, François Hollande a assumé le temps long qui caractérise son début de quinquennat: «*L'action que je conduis s'inscrit dans la durée du mandat qui m'a été confié: non pas sur trois mois, pas davantage sur douze mois mais sur cinq ans.*» Et le Président d'assurer que les décisions seront prises «*dans un calendrier ordonné, en respectant les rythmes du Parlement et le dialogue social*».

Quand le courage et la justice consistent à accorder le même traitement aux riches et aux pauvres, aux voleurs et à ses victimes.

- Appelant chacun à «*prendre sa part du destin de la nation*», le chef de l'Etat a reconnu que le «redressement» visé allait demander de sérieux efforts. Sur l'épineux dossier du financement de la protection sociale, Hollande a donné le sentiment de pencher pour une hausse de la CSG, quand le gouvernement précédent avait opté pour une TVA sociale, abrogée depuis: «*Des choix courageux seront faits en 2013, a-t-il assuré. Ils seront durables, justes et stables.*»

Comment justifier une politique dictée par l'oligarchie financière en le niant, histoire de ne pas être accusé d'en être le complice... tout en l'appliquant.

- Et s'il n'a pas explicitement réaffirmé l'engagement de la France à respecter un déficit de 3% du PIB l'an prochain, Hollande a fait du «*sérieux budgétaire*» la condition «*pour ne pas être dans la main des marchés financiers*». La rigueur, c'est pour bientôt. (source : libération.fr 31.08)

Tu parles, il sait pertinemment qu'un régime mafieux a été mis en place, qui a consisté à distribuer des milliers de milliards de dollars ou euros aux banquiers qui leur permettent désormais de tenir les Etats dans le creux de leurs mains ainsi que le destin de chaque pays, et je suis poli, dans le langage populaire on aurait dit qu'ils les tenaient par les couilles, et quand on sert cela peut faire très mal !

Quand on lit une déclaration d'où qu'elle vienne, il faut avoir cela à l'esprit avant de l'interpréter.

[Affairisme. Qui gouverne pour qui ? La réponse : les banquiers. Les affaires sont les affaires.](#)

Aux ministères de l'Economie et des Finances, ils n'existent aucun "*grand professionnel*" ou cadre supérieur capable de comprendre le fonctionnement du secteur financier, mais chez les banquiers, si.

- Bercy a confié un mandat à l'établissement dirigée par le "*banquier de gauche*" Matthieu Pigasse, pour conseiller le gouvernement lors de la création de la future Banque publique d'investissement, promise par le candidat François Hollande.

Dans un communiqué, le ministre de l'Economie a expliqué vendredi soir que l'Etat faisait appel à un conseil technique "*sur toutes les opérations d'envergure nécessitant une expertise juridique, comptable, prudentielle et financière pointue et faisant appel à des valorisations d'actifs.*"

Il a précisé que Bercy avait lancé un appel d'offres et que quatre banques avaient présenté un dossier lors des auditions organisées le 7 août. Sur cette base, la banque Lazare frères a été retenue, précise-t-il.

Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, estime qu'il "*faut faire attention*" aux risques de conflit d'intérêts, même s'il pense que le dirigeant de Lazare, Matthieu Pigasse, est un "*grand professionnel*".

Le banquier Matthieu Pigasse est propriétaire des Inrocks et du journal Le Monde notamment. (Ndlr)

Arnaud Montebourg "*n'a absolument pas été impliqué dans ce choix, puisque c'est le ministère de l'Economie et des Finances qui pilote le financement de la future banque publique*", a répété Pierre Moscovici vendredi sur Europe 1.

Mais Arnaud Montebourg a enfoncé le clou. "*Je pense que c'est une très mauvaise idée*", a-t-il dit à l'issue de son intervention devant l'université du Medef.

"*D'autant que la Banque publique d'investissement, je trouve qu'elle ne peut pas être réalisée par des banquiers, parce que faire une banque qui ressemblerait à d'autres banques, c'est vraiment pas ce que l'on cherche à faire*", a-t-il affirmé.

"Je n'ai pas été informé de ce choix, je le regrette. Je ne suis pas très pour, pourquoi? Parce que, pour faire une banque, il ne faut surtout pas demander à des banquiers", a-t-il ajouté.

"Ce n'est pas moi qui l'ai prise (la décision-NDLR). Par ailleurs, je ne la connaissais pas et je l'ai découverte. Vous comprenez que je ne suis pas très content", a encore dit Arnaud Montebourg de la décision de Pierre Moscovici.

"Soyons vigilants et exigeants. L'exigence, elle est pour tout le monde, j'espère que nous veillerons à ne pas commettre ces fautes que commettait monsieur Sarkozy", mis en garde Bertrand Delanoë sur RTL. Sébastien Huyghe juge "pour le moins étrange" que le ministre du Redressement productif, "ait été tenu à l'écart du processus de mise en place de la Banque publique d'investissement".

"Soit il y a un problème de compétences et de coordination entre les divers ministres, soit on ne nous dit pas toute la vérité", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 31.08)

Ils ont tenu à l'écart de ce choix le petit notable de province Montebourg qui ne joue pas dans la cour des grands bourgeois où il y a un maximum de fric à se faire. Montebourg ne le savait-il pas ?

On ne dira pas qu'il a été instrumentalisé par les aristocrates du PS, on dira de préférence qu'il est là où il est parce qu'il a accepté d'être instrumentalisé. Au-delà de l'esprit de clan, il y a la famille monsieur Montebourg, la famille. Publiquement dans le rôle du cocu, c'est certes désagréable, mais pas fatal ! La comédie continue quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Succession héréditaire

- Succession au PS: Aubry annoncera "la semaine prochaine" son candidat - AFP

Sur les traces de G. Bush.

- En matière d'armes de destruction massive, et si le vrai danger était syrien? - L'Express.fr

- Syrie : Fabius promet une réponse "immédiate et fulgurante" en cas d'emploi d'armes chimiques - LePoint.fr

Dictature américaine.

- Pas de poursuites contre la CIA sur la mort de détenus dans ses prisons - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

Des dizaines de milliers de personnes scandant des slogans hostiles au gouvernement et brandissant des photos de militants emprisonnés ont pris part vendredi à Bahreïn à la première manifestation autorisée de l'opposition depuis juin.

Aucun affrontement n'a émaillé cette marche de trois kilomètres organisée sur une autoroute à l'ouest de la capitale, Manama. Les manifestants arboraient des drapeaux bahreïnais et des portraits de militants des droits de l'homme et d'un des chefs de file de l'opposition, Nabil Radjab, appelant à sa libération.

Ce petit archipel du Golfe, qui est dirigé par une dynastie sunnite et abrite la Ve Flotte américaine du Golfe, est en crise depuis qu'une révolte menée par la majorité chiite du royaume réclamant plus de démocratie a éclaté il y a un an.

Cette manifestation organisée par plusieurs groupes d'opposition dont le plus important, Al Wefak, est la première depuis que le ministère de l'Intérieur a interdit en juin les marches menées par Al Wefak sous prétexte qu'elles se terminaient par des violences.

Depuis cette interdiction, les affrontements se sont poursuivis dans les villages chiites. Le 22 août, des manifestants ont lancé des bombes artisanales et des pierres sur la police au cours de l'enterrement d'un manifestant adolescent tué par la police la semaine précédente.

Les partis d'opposition réclament que le Parlement élu puisse établir les lois et former les gouvernements. De nombreux chiites se plaignent d'être politiquement et économiquement marginalisés, ce que dément le gouvernement. (Reuters 31.08)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 11,3% de la population active en juillet, et touche désormais 18 millions de personnes, un record qui pourrait être battu dans les mois à venir, selon les analystes.

Comparé à juillet 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 2,05 millions.

Peter Vanden Houte, d'ING souligne en particulier la progression du chômage des jeunes, passé sur la même période de 20,7% à 22,6%.

L'Espagne a un taux de chômage de 25,1%, devant la Grèce (23,1% selon les derniers chiffres disponibles, datant de mai).

Parmi les Etats membres de la zone euro, l'Autriche enregistre le taux de chômage le plus faible, à 4,5%, suivie par les Pays-Bas (5,3%), l'Allemagne et le Luxembourg (5,5% chacun).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est resté stable par rapport à juin, à 10,4% de la population active, là encore un niveau record.

Dans la zone euro, "*les statistiques sur les embauches laissent augurer une nouvelle baisse de l'emploi, et le taux de chômage devrait encore augmenter*", prévoit Ben May.

Une situation aggravée par l'accélération de l'inflation, passée de 2,4% en juillet à 2,6% en août. Chômage plus inflation devraient donc contribuer à freiner les dépenses de consommation des ménages dans les prochains mois, alimentant la récession dans laquelle s'enfonce la zone euro. (AFP 31.08)

2- France

2.1- PSA Peugeot Citroën.

PSA Peugeot Citroën a levé l'hypothèque qui pesait sur le site Sevelnord de Valenciennes-Hordain, en lui confiant vendredi la production de son futur utilitaire léger, dans laquelle le constructeur automobile en crise va investir 750 millions d'euros.

La nouvelle, saluée par les élus locaux et par le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg, a été accueillie avec un soulagement teinté de prudence par les syndicats, un mois après la signature par trois d'entre eux d'un accord dit «*de compétitivité*» présenté comme clé pour l'activité de l'usine.

La décision de poursuivre l'exploitation de l'usine était en bonne voie, depuis que les trois conditions posées par PSA avaient trouvé une réponse positive le mois dernier.

Le 26 juillet les salariés avaient de leur côté accepté de nombreuses concessions pour améliorer la rentabilité de l'usine.

Négocié avant l'annonce par PSA Peugeot Citroën de son projet de supprimer 8.000 postes au sein du groupe et de fermer Aulnay, cet accord avait reçu la signature des syndicats CFE-CGC, FO et SPI-GSEA mais pas de la CGT qui dénonçait un «*chantage*».

Il porte notamment sur une gestion plus flexible du temps de travail et des RTT des salariés, en contrepartie d'un engagement de la direction à ne procéder à aucun licenciement économique pendant sa durée de validité (trois ans, reconductible pour deux ans supplémentaires).

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a tenu vendredi à «*remercier les partenaires sociaux de Sevelnord pour la qualité du dialogue établi à un moment crucial pour l'avenir du site*».

Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif, s'est lui félicité dans un communiqué de cette décision «*qui permet d'assurer l'avenir du site de Valenciennes-Hordain*» et a salué «*les efforts financiers consentis par les salariés du site*».

Cette annonce «*démontre que le savoir-faire des sites industriels français peut attirer de nouveaux investissements et de nouveaux constructeurs. Elle démontre aussi que le dialogue social est un outil efficace pour renforcer la compétitivité des sites industriels et sécuriser durablement les emplois quand il est mené suffisamment en amont*», a-t-il commenté. (20minutes.fr et AFP 31.08)

Il est fair-play monsieur Varin. Le 16 juillet Mailly déclarait à propos de PSA : "*Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident*", dans quel sens, devinez, ou non vous avez la réponse, "*il y a des moyens de pressions qui existent*" sur qui, devinez, ou non vous avez la réponse, notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*", c'est fait, FO a signé cet accord scélérat "*pour renforcer la compétitivité*", accroître l'exploitation des travailleurs de PSA. (causerie du 17)

Et le 30 août, il a osé demander au gouvernement s'il s'orientait "*vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés*"(causerie du 31) pour lesquels il est normal de consentir de nouveaux sacrifices, la famille Peugeot et les actionnaires l'exigeaient, on ne posera pas cette question incongrue à Mailly.

2.2- Normalisation ou généralisation du chômage partiel à tout le secteur automobile en Europe.

PSA Peugeot Citroën va réduire la cadence de son usine de Sochaux en septembre et en octobre pour ajuster la production à la baisse de la demande, a-t-on appris vendredi auprès d'une représentante syndicale du principal site d'assemblage du constructeur automobile.

En tout, neuf jours de chômage, équivalant à près de deux semaines d'activité, sont désormais programmés ces deux prochains mois pour les deux lignes de production du site, a précisé à Reuters par email Anne-Laure Turk, représentante de la CFE-CGC.

Les salariés de Sochaux ne sont pas les seuls à se voir signifier des journées de chômage quelques jours seulement après avoir repris le travail. Plusieurs autres usines automobiles françaises ont pris des décisions similaires face à une demande en berne sur les marchés français et européen.

"*Si les stocks de véhicules gonflent parce que vous ne vendez pas assez, à un moment ou un autre vous n'avez pas d'autre choix que d'interrompre la production*", commente Erich Hauser, analyste chez Credit Suisse.

A Rennes (Ille-et-Vilaine), où PSA produit la Peugeot 508 et la Citroën C5, la direction a supprimé l'équipe de nuit et instauré un système de chômage tournant à la rentrée. A Maubeuge et à Douai (Nord), Renault a réduit la cadence sur le Kangoo et s'apprête à le faire aussi sur le Scenic.

A l'échelle européenne, Fiat a annoncé mercredi qu'il cesserait la production de son usine de Pomigliano, où est assemblée la Panda, une semaine en septembre et une autre en octobre.

Opel, filiale de General Motors, fermera quant à elle 20 jours durant d'ici la fin de l'année sa principale usine située à Russelsheim, en Allemagne, où est produite l'Insigna.

"*Nous avons décidé de ne produire que ce que les clients commandent et que ce que le marché peut absorber*", a déclaré à Reuters Yves Pasquier-Desvignes, président de GM France.

Ford suspendra lui aussi la production de sa Fiesta à Cologne, en Allemagne, pendant trois jours en septembre, et ajoutera "*plusieurs jours supplémentaires*" de chômage à l'usine belge de Genk, où la cadence est déjà tombée à quatre jours de travail par semaine.

Face à eux, l'allemand Volkswagen tire son épingle du jeu et a maintenu tout l'été des rythmes de production élevés pour répondre à l'engouement suscité par la Golf et le petit 4X4 Tiguan. Le groupe est même allé jusqu'à annuler pour 5.000 salariés de son usine de Wolsburg la fermeture estivale traditionnelle. (Reuters 31.08)

Les syndicats CFDT et FO en tête ont mis le doigt dans l'engrenage du chômage partiel, la suite était écrite d'avance. Après on nous traitera de gauchiste pour avoir refusé de plier devant les exigences du patronat sous prétexte qu'elles étaient assorties de mesures sociales à la marge.

Nous persistons et signons à refuser tout accord avec le patronat ou le gouvernement qui n'interviendrait pas à la suite de la mobilisation des travailleurs ou pour mettre fin à une grève, à condition que ce soit les travailleurs concernés qui le décident et personne d'autres. Nous rejetons catégoriquement cette conception étrangère à la lutte de classe du prolétariat, qui consiste à négocier avec notre ennemi avant toute mobilisation de la classe. A bas le dialogue social, à bas la collaboration de classes !

La lutte de classe ne peut se concevoir que classe contre classe, sur une base de classe et rien d'autres, toute autre position constitue une trahison.

2.3- Suppression de milliers d'emplois dans l'immobilier.

"Le nombre de transactions de logements anciens dans les agences devrait baisser de 20% sur l'ensemble de 2012, comme au premier semestre, par rapport à 2011 et entraîner la suppression de 5.000 emplois", indique à l'AFP Jean-François Buet, secrétaire général de la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim).

Déjà 350 cessations d'activités d'agences ont eu lieu au cours du premier semestre, soit une augmentation de 15% par rapport aux six premiers mois de 2011, indique la Fnaim.

Il existe environ 35.000 agences en France qui emploient au total 200.000 personnes sans compter les 50.000 agents commerciaux qui ne sont pas des salariés et sont payés principalement à la commission.

"Les agents commerciaux servent de variable d'ajustement et sont totalement invisibles dans les statistiques de pertes d'emploi", indique Henry Buzy-Cazaux, président de l'Institut du management des services immobiliers (Imsi). (AFP 31.08)

3- Afrique du Sud

3.1- Le sanglant conflit de la mine sud-africaine de Marikana (nord) tournait à la bataille juridique vendredi après l'étonnante inculpation pour meurtre de près de 300 grévistes, consécutif au massacre de 34 de leurs camarades par la police le 16 août.

Le ministre sud-africain de la Justice Jeff Radebe a demandé des explications après cette décision, qui rappelle les bonnes vieilles méthodes de l'apartheid.

"Il ne fait aucun doute que la décision du Parquet a induit un sentiment de choc, de panique et de confusion dans la société sud-africaine", a déclaré M. Radebe dans un communiqué.

Le magistrat Esau Bodigelo n'a pas indiqué sur quel texte il s'est basé jeudi pour inculper de meurtre ces hommes qui faisaient partie des grévistes, armés de lances et de machettes, sur lesquels la police a tiré.

De nombreux juristes estiment que le juge a utilisé une loi anti-émeutes de 1956 du temps de l'apartheid, qui est toujours en vigueur.

Le texte prévoit que soit inculpée pour meurtre toute personne arrêtée sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient des policiers ou non.

"Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, nldr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange", a déclaré Vincent Nmechille, juriste à l'Université de Witwatersrand.

Aucun policier n'a encore été inquiété, une commission d'enquête spéciale ayant été installée pour faire la lumière sur cette affaire.

Le Parquet a confirmé que l'inculpation pour meurtre était une procédure normale pour les personnes arrêtées lors d'un affrontement mortel avec la police.

Les avocats des 270 inculpés ont appelé le président Jacob Zuma à *"prendre toutes les mesures nécessaires pour faire libérer (leurs) clients d'ici 13H00 (11H00 GMT) dimanche 2 septembre"*.

La prochaine audience a été fixée au 6 septembre.

Les négociations entre les syndicats et Lonmin, le groupe qui exploite la mine de platine de Marikana, ont par ailleurs été ajournées jusqu'à lundi.

"Nous ne pouvons pas dire que nous sommes satisfaits des progrès à ce jour. L'employeur n'a pas fait d'offre sur les salaires. Tout ce qu'ils veulent, c'est que les travailleurs retournent simplement au travail", a déclaré Zolani Bodlani, l'un des représentants des grévistes, alors que seuls 5,7% des 28.000 employés se sont rendus à la mine vendredi matin.

Le petit syndicat radical AMCU, qui a soutenu la grève sauvage de Marikana, a d'ores et déjà annoncé qu'il claquait la porte.

"Nous n'avons pas confiance dans les négociations, elles sont juste une distraction pour que Lonmin puisse apparaître comme faisant quelque chose", a commenté son dirigeant Joseph Mathunjwa. (AFP 31.08)

3.2- Quelque douze mille employés d'une mine d'or sud-africaine se sont mis en grève en raison d'affrontements syndicaux, a annoncé, vendredi 31 août, leur employeur, le groupe Gold Fields.

'Les employés de la section est de la mine d'or KDC, dans le West Rand [banlieue ouest de Johannesburg], en Afrique du Sud, ont entrepris une grève sauvage mercredi soir au moment de la prise de service de l'équipe de nuit', a indiqué la compagnie dans un communiqué. 'Sur la base de rapports informels des salariés, la grève semble principalement liée à des désaccords au sein des organisations syndicales, bien que nous ne puissions pas le confirmer', a précisé le directeur pour l'Afrique du Sud, Peter Turner, cité dans le communiqué.

La compagnie a obtenu une interdiction de la grève en justice, a précisé Gold Fields. Le groupe, coté à Johannesburg et à New York, produit 3,5 millions d'onces d'or par an, selon son site Internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud. (lemonde.fr 31.08)

ECONOMIE

Espagne

Le volume des capitaux retirés d'Espagne pour être placés à l'étranger continue sa forte progression, et a atteint près de 220 milliards d'euros au premier semestre, un nouveau record. Ce chiffre, publié vendredi par la Banque d'Espagne, marque un record depuis le début de la série statistique, lancée en 1990, et signifie que les grands investisseurs espagnols et étrangers ont préféré se tourner vers l'étranger pour placer leurs fonds.

Sur le seul premier semestre, la fuite des capitaux des investisseurs est ainsi déjà trois fois plus forte que sur l'ensemble de l'année 2011, où 68,3 milliards d'euros étaient sortis du pays.

Au total, 219,8 milliards d'euros ont été retirés depuis début janvier, alors que le pays avait enregistré, sur la même période en 2011, un solde positif de 22,5 milliards de sa balance financière, qui n'inclut pas les placements de la Banque d'Espagne. Il s'agit notamment de fonds que possèdent les investisseurs étrangers en Espagne sous forme de prêts et dépôts ainsi que de portefeuilles d'actions et de titres de dette du pays. Au mois de juin, la sortie des capitaux vers l'étranger a atteint 56,6 milliards contre au solde positif de 7,9 milliards enregistré il y a un an.

Cette hémorragie a laissé des traces : la Bourse de Madrid a perdu 15% de sa capitalisation depuis le début de l'année et le volume de dette publique détenue par des investisseurs étrangers n'atteignait plus que 36,1% en juin, contre 56,3% il y a un an. (lexpress.fr 31.08)

Ils ont procédé de la même manière pour conduire la Grèce à la banqueroute et lui imposer le diktat de la troïka...

[Haut de page ↗](#)

Le 2 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas compris le sens du titre d'un courriel qu'un camarade m'a envoyé hier, "des crapules", au-dessus du lien renvoyant vers un article de l'Humanité, s'il pouvait préciser sa pensée j'y verrais plus clair, bien à toi cher camarade et porte-toi bien.

Bon dimanche à tous.

Un article de T. Meyssant (Réseau Voltaire) du 11 novembre 2010 sur *Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat*, 8 pages : [cliquez ici](#)

[Du craque aux couacs...](#)

"*Le président est furieux.*" Si l'on en croit ce familier de l'Élysée, François Hollande n'a pas du tout apprécié la sortie d'Arnaud Montebourg. (leparisien.fr 01.09)

[Le saviez-vous ?](#)

Selon les données du recensement publiées par le Service national des statistiques de Grèce (ESYE), la population du pays a diminué d'un million d'habitants, soit près de 10% en un an ! Le recensement national effectué en mai 2011 révélait que la population grecque était passée de près de 11 millions d'habitants à 9 903 268. Le Greek Reporter écrit que la raison est la crise économique, qui a contraint nombre de Grecs, en particulier les jeunes, à fuir le pays pour chercher de quoi vivre ailleurs. (Liesi 30.08)

[Quand la banque se fait blanchisserie.](#)

1- Jack Blum, qui a passé quatorze ans au Sous-comité anti-trust du Sénat et au Comité des Affaires étrangères du Sénat à mener des enquêtes sur le blanchiment de l'argent de la drogue, a publié une tribune dans Politico le 1er août, dans laquelle il dit qu'après lecture du rapport du Sénat sur le cas de blanchiment d'argent impliquant la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, la plus grande banque britannique et européenne, il est « *convaincu que HSBC devrait être poursuivie au pénal, ainsi que les membres de son comité directeur et de son conseil d'administration. Le rapport et les auditions qui ont suivi ont montré que la banque avait violé en connaissance de cause de nombreuses lois relevant du pénal.* »

Blum rappelle le cas de la Banque de crédit et commerce internationale, qui avait fait l'objet d'enquête et jugée coupable de crimes à la fin des années 1980, qui avait ensuite « *été fermée et dont la direction avait été poursuivie. HSBC mérite le même traitement.* »

Blum ironise sur le fait que le département de la Justice américaine négocie une amende d'un milliard de dollars avec HSBC, tout en l'autorisant à poursuivre ses activités, ce qui revient à payer un « *ticket de parking* », étant donné la taille et les profits de HSBC. « *Le Congrès a mis une clause dans les lois contre le blanchiment d'argent, qui requiert que le gouvernement révoque la licence bancaire des firmes qui violent la loi* », écrit Blum. (Source : EIR) (Liesi 26.08)

2- Ce que l'on appelle désormais le scandale du Libor et l'affaire du blanchiment d'argent par HSBC ne sont en réalité qu'une seule et même opération, une entreprise criminelle organisée par le syndicat des méga-banques transatlantiques basé à Londres et par les banques centrales qu'il contrôle, y compris la Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne.

Une part importante de l'estimation timide de 800 milliards de dollars par an de cash flow d'argent du crime organisé issu du trafic de drogue, a été injectée dans le système bancaire après la paralysie, en 2007-2008, du marché interbancaire centré sur la City (avec son taux Libor), et combinée à l'injection massive d'argent par les banques centrales, en grande partie menée par Timothy Geithner, dirigeant de la Réserve fédérale de New York de 2004 à 2009. Cela inclut des swaps massifs sur les monnaies établis à cette époque, qui ont toujours cours aujourd'hui. Durant son mandat à la Fed de New York, Geithner s'est assis sur les renseignements financiers collectés par les banques membres de la Fed, qui lui étaient communiqués et qui indiquaient des transactions massives en liquide chez nombre d'entre elles, associées au trafic mexicain de cocaïne. (Source : EIR) (Liesi 27.08)

3- Comme l'ancien responsable de la lutte anti-drogue aux Nations Unies Antonio Maria Costa l'a dit à l'EIR dans une interview le 27 avril 2012, « *entre 2008 et 2011, le besoin des banques en liquidités et les surplus du crime organisé ont créé une opportunité extraordinaire pour un mariage de convenance, permettant au crime organisé de pénétrer le secteur bancaire* ».

Cela implique une complicité criminelle, en connaissance de cause, et ce aux plus hauts niveaux. L'ancien membre de la brigade des stupéfiants de la police londonienne Martin Woods, à l'origine de l'alerte sur le blanchiment d'argent par Wachovia lorsqu'il y était employé, avait dit en avril 2011 à The Observer : « *Les plus grands paradis fiscaux du monde ne sont pas les îles Caïman, ni l'île de Man, ni Jersey. Le blanchiment à grande échelle se fait à la City de Londres et à Wall Street* ». (Source : EIR)

Et ce sont les pantins politiques américains, issus de ces milieux (comme T. Geithner), qui donnent des consignes à nos politiciens, via la Fondation franco-américaine (par exemple) ou autres pour nous serrer le carcan des mesures d'austérité pour encaisser les juteux intérêts des dettes.

Et quand un politicien a bien travaillé pour Wall Street ou la City en conduisant son pays au carnage, il est récompensé.

Liesi a eu l'occasion de d'évoquer les rémunérations de Tony Blair. Dernière information :

Selon Le Canard, Morgan Stanley propose à Sarkozy 45 minutes de conférence pour 250 000 €... 92 € la seconde... (Liesi 01.09)

J'ai lu que la fortune de Blair était estimée à 25 millions de dollars. A ce tarif-là, ce n'est plus à un laquais du capital qu'on a à faire, mais bien à un de ses porte-parole, d'un parti ouvrier, pas vraiment !

C'est en ayant ces données en tête qu'il faut analyser les mesures économiques prises par les différents gouvernement, l'UE, etc. Elles valent mieux que de longs discours pour comprendre le fonctionnement du capitalisme de nos jours.

ACTUALITE EN TITRES

Faute professionnelle.

- Marseille : un policier qui dénonçait la corruption révoqué - lepoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Pourquoi je rejoins le groupe Communiste au Conseil Régional Nord-Pas de Calais, par Marie-Claude Marchand
Conseillère Régionale PS

Comme beaucoup d'élus de gauche, verts et socialistes, je suis pour une renégociation du traité européen Merkel-Sarkozy, comme s'y était engagé le candidat François Hollande, reflétant ainsi la volonté des valenciens qui avaient affirmés en grande majorité leur opposition à cette règlementation européenne en 2005.

Elue du Valenciennois, territoire particulièrement touché par des menaces lourdes de suppressions d'emploi, l'application stricte de ce traité, dans sa rédaction actuelle, amplifierait la concurrence entre tous les salariés d'Europe, comme c'est déjà le cas dans le secteur de l'automobile.

Sur le plan budgétaire national et régional, ce traité serait un carcan financier induisant une politique d'austérité généralisée imposée par Bruxelles.

Les choix budgétaires et économiques engageant la Nation doivent demeurer une décision issue du dialogue démocratique. Il appartient aux élus de Gauche d'engager ce dialogue.

Aujourd'hui, je ne trouve plus dans le Parti Socialiste cette volonté de permettre à nos concitoyens de débattre et de donner leur avis par référendum sur des sujets aussi cruciaux pour notre démocratie et pour construire notre Europe.

C'est pourquoi, forte de mes convictions et toujours fidèle aux valeurs de gauche, j'ai décidé de rejoindre le groupe Communiste, Parti de Gauche Unitaire au Conseil Régional sous l'étiquette Divers Gauche. (humanite.fr 29.08)

L'idée de "*renégociation*" est au premier degré du domaine de la fabulation, et au-delà de la légitimité qu'elle accorde à l'UE de rédiger un traité qui pourrait être favorable aux travailleurs, du domaine de l'illusion ou de la mystification quand on est incapable de concevoir la rupture avec l'UE et l'euro.

Qu'est-ce qui peut sortir du "*dialogue démocratique*" entre des partis inféodés à l'UE : une politique permettant d'avancer vers le socialisme ou une plus grande subordination au capital ?

Pourrait-il y avoir un jour sous la Ve République, dans le cadre ou non de l'UE, des "*choix budgétaires et économiques*" qui pourraient être conformes aux intérêts des travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre. Passer du PS au Front de gauche, c'est passer d'une mystification à une autre.

2- Etats-Unis

2.1- M. Romney promet donc beaucoup. Elu, il réduira de 500 milliards de dollars chaque année les dépenses publiques tout en abaissant les impôts de tous et en "*annulant les coupes irresponsables de l'ère Obama dans la défense nationale*". Grâce à quoi l'emploi repartira, et la puissance de l'Amérique, phare du monde, avec lui. Comment ? Le candidat de la "*restauration*" de la grandeur flétrie de l'Amérique est, depuis le début de sa campagne, peu loquace sur le sujet.

A la lecture du programme officiel du Parti républicain, adopté par la convention de Tampa, "*Croire en l'Amérique*", on décèle ce qui en constitue l'ossature. "*Lorsque la lourde main de l'Etat remplace la main invisible du marché, la victime inévitable est la liberté économique*", avait déclaré M. Romney en mars à Chicago. Ce programme se résume à voir l'Etat s'effacer partout où cela est possible derrière cette main miraculeuse.

M. Romney promet "*dès le premier jour*" de signer l'abolition du plan Obama de couverture santé, de réduire massivement et tous azimuts les subventions publiques - aux services sociaux, aux chaînes d'information publiques, au planning familial, à l'aide extérieure, à la protection de l'environnement, on en passe... Il entend aussi abolir la quasi-totalité des réglementations de la finance adoptées sous son prédécesseur.

L'homme qui, il y a dix ans, s'était fait élire gouverneur du Massachusetts sur un programme de conservatisme modéré et "*ouvert*" s'affiche aujourd'hui ultralibéral en économie à en faire frémir les mannes de Ronald Reagan, qui n'en était pas à honnir les transports publics comme l'incarnation du "*socialisme*".

Néoconservateur outrancier en politique étrangère, M. Romney est réactionnaire sur le plan sociétal - sur l'immigration, la contraception, l'écologie, le port d'armes, etc. - à un point que même le "*born again christian*" George W. Bush n'avait osé assumer. M. Romney ne fait que refléter l'évolution d'une partie importante de la société américaine qui s'inquiète des évolutions du monde et rêve, effectivement, de "*restauration*". Le reste du monde, lui, ne peut qu'espérer que, le 6 novembre au soir, cette Amérique-là ne se retrouve pas au pouvoir. (lemonde.fr 01.09)

2.2- Selon le classement établi par le site OpenSecrets.org, la campagne de Barack Obama est ainsi financée par les universités et l'industrie technologique avec Microsoft et Google en deuxième et troisième position derrière l'Université de Californie et en quatrième et cinquième place le cabinet d'avocat DLA Piper et l'Université de Harvard.

Pour Mitt Romney la liste de ses sponsors s'apparente elle plutôt à un annuaire de Wall Street: Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Morgan Stanley, Bank of America et Credit Suisse Group.

Au total, Obama a récolté la somme faramineuse de 348,4 millions de dollars et Mitt Romney est loin derrière avec 193,4 millions de dollars.

Il y a dans ses sources de financement un changement de taille pour Obama entre 2008 et 2012. Il y a quatre ans, Wall Street soutenait massivement le candidat démocrate et Goldman Sachs, JP Morgan Chase et Citigroup faisaient alors partie des principaux contributeurs à sa campagne. La crise financière est passée par là et la volonté par la Maison Blanche de mieux contrôler les banquiers n'a pas rendu Barack Obama populaire à Wall Street. (slate.fr 01.09)

On se demandera comment il est possible de caractériser les Etats-Unis comme une démocratie alors que les deux principaux candidats à la présidentielle sont les marionnettes désignées de l'oligarchie financière, la couche la plus réactionnaire du capitalisme.

A Mitt Romney le cartel des banquiers de la Fed, à Obama les marchés financiers. Ils poursuivent évidemment le même objectif d'instaurer un Nouvel ordre mondial ; Romney brutalement en recourant à la force et en violant toutes les lois internationales, Obama par la propagande et l'intoxication en utilisant les moyens (armes) technologiques de communication dont les Etats-Unis ont le quasi-monopole, alliant informatique et Internet (Google, Yahoo, Internet Explorer, Firefox, Facebook, etc.).

3- Syrie

Pour le Dr. Guenter Meyer, un expert du Moyen Orient à l'université de Mainz, il est aujourd'hui "*évident*" que les rebelles "*étaient responsables du massacre de Houla*", d'il y a quelques semaines. Assad l'avait décrit comme un exemple de "*marketing de massacre, ce qui signifie que les rebelles tuent délibérément autant de gens que possible afin d'inciter l'opinion publique à l'échelle mondiale à encourager une invasion en Syrie depuis l'étranger et de faire tomber Bachar al-Assad*".

Au début, explique Meyer, le gouvernement avait effectivement tué des protestataires pacifiques, mais la situation a complètement changé depuis lors. Les gouvernements occidentaux, les Etats du Golfe, la Turquie et une bonne partie de l'opposition ne cherchent pas la paix, mais le renversement d'Assad. Pour cela, une intervention militaire étrangère est nécessaire.

Par ailleurs, la guerre de l'information dont est victime l'opinion internationale au sujet de la Syrie a été exposée par Aisling Byrne, la coordinatrice des projets au Conflicts Forum de Bey-routh. Dans l'Asia Times du 12 juillet, elle écrivait que le conflit est intentionnellement présenté comme "*une simple lutte pour les droits de l'homme et la démocratie*" afin de couvrir des motifs géostratégiques.

Non seulement les insurgés reçoivent des armes et un entraînement au combat de la part des pays occidentaux, de l'Arabie saoudite et du Qatar, note-t-elle, mais aussi de l'entraînement et de l'équipement en matière de guerre psychologique, qui sert alors de base aux "*nouvelles du front*" fournies par l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui siège... à Londres.

A cet égard, il a été désormais confirmé qu'un autre prétendu massacre près de Homs était en réalité une bataille rangée entre insurgés armés et des forces du gouvernement, au cours de laquelle une centaine de combattants ont été tués. L'Observatoire syrien affirmait d'abord que l'Armée syrienne avait massacré 250 civils innocents et non armés.

Pour les victimes de cette guerre de l'information en Europe et aux Etats-Unis, qui refusent de croire que tant de compte-rendus dans les médias et en provenance des autorités se résument à de la désinformation, il est utile de se rappeler les "*arguments*" invoqués pour lancer la guerre en Irak et plus récemment en Libye (armes de destruction massive, violations des droits humains, terrorisme international, etc.), et qui se sont avérés des mensonges.

Autre signe funeste : des responsables américains prétendent maintenant que Damas a commencé à sortir une partie de son arsenal d'armes chimiques des entrepôts, en laissant entendre que le régime veut les déployer contre la population.

En outre, la Croix rouge vient de déclarer que le conflit est désormais une "*guerre civile*", ce qui veut dire que le droit humanitaire international s'applique dans tout le pays, et sera invoqué pour justifier des poursuites pour crimes de guerre. (Source : EIR) (Liesi 25.08)

SOCIAL

France

L'allocation adulte handicapé (AAH), perçue par près d'un million de bénéficiaires (915.000 personnes en 2010), est passée samedi à 776,59 euros par mois, une revalorisation de 2,19%.

Cette allocation est accordée aux personnes souffrant d'un "*taux d'incapacité*" supérieur à 80%. Entre 50 et 80%, la personne doit être victime "*d'une restriction substantielle d'accès à l'emploi*" du fait de son handicap. (AFP 01.09)

ECONOMIE

1- France

L'Etat a décidé samedi de voler au secours du Crédit immobilier de France en accordant sa garantie à l'établissement de crédit aux particuliers qui était coupé de ses financements sur le marché, et dont la situation faisait craindre une nouvelle déconfiture bancaire en France après celle de Dexia.

Le montant de cette garantie n'est pas connu. Le CIF est à la tête d'une cinquantaine de succursales. Il dispose de 300 agences, dispose de 2,4 milliards de fonds propres et gère 33 milliards d'euros de crédits. L'établissement est spécialiste des prêts immobiliers aux particuliers et est lié au mouvement HLM.

"*Pour permettre au groupe CIF de respecter l'ensemble de ses engagements, l'Etat a décidé de répondre favorablement à sa demande de lui octroyer une garantie. Cette garantie sera mise en place sous réserve de l'autorisation de la Commission Européenne et du Parlement, qui sera saisi dans le cadre de la plus prochaine loi de finances*", indique le communiqué de Bercy.

Le CIF tentait depuis plusieurs mois de s'adosser à une banque pour sortir de l'étau dans lequel l'avait placé la décision de l'agence de notation Moody's de baisser de trois crans la note du CIF, le coupant de son accès au financement puisque le groupe ne gère pas de dépôts et se finance sur les marchés.

"Ce modèle très spécifique, fragilisé par la crise, est remis en cause par les nouvelles normes prudentielles Bâle III", selon Bercy.

L'établissement doit notamment faire face à des échéances de 1,75 milliard d'euros en octobre.

"Conscients de ces fragilités, les pouvoirs publics ont encouragé les dirigeants du groupe CIF à rechercher un adossement depuis plusieurs années. Les dirigeants du CIF ont mis en place en juin 2012 un processus ouvert, afin de trouver un repreneur", rappelle Bercy.

Mais "cette tentative n'a toutefois pas abouti", indique le ministère. La Banque postale a notamment examiné le dossier.

"L'Etat a pris acte de la nomination de Bernard Sevez en qualité de nouveau PDG et de Patrick Amat en qualité de directeur général délégué ainsi que du départ de l'ancien dirigeant du CIF (Claude Sadoun, nldr), en faisant valoir ses droits à la retraite", ajoute le communiqué.

Bercy souligne que "l'Etat s'attend à ce que l'ancien dirigeant du CIF renonce à toute indemnité".

M. Sadoun, par ailleurs vice-président du mouvement HLM, était depuis de longs mois l'objet de nombreuses critiques pour sa gestion de la crise et pour la façon autocrate, muré dans le silence, dont il dirigeait l'établissement.

L'agence Moody's avait mis mardi les pouvoirs publics au pied du mur, en abaissant de trois crans la note de la Caisse centrale du CIF

La note de la structure de refinancement du CIF tombait ainsi de "A1" à "Baa1" pour ce qui est de la dette long terme. Moody's se disait persuadé que l'Etat soutiendrait le CIF. Dans le cas contraire, sa note aurait pu chuter de neuf crans supplémentaires, avait averti l'agence.

Le CIF est la propriété de 56 Sacicap (sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété). Depuis 1991 les Sacicap peuvent détenir des filiales autorisées à intervenir dans le secteur privé. (AFP 01.09)

L'agence Moody's a-t-elle signifié par là à Hollande que la récréation était terminée et qu'il était temps de passer aux choses sérieuses et de s'attaquer aux "réformes structurelles" ? On sera fixé dans les jours ou semaines à venir.

2- Irak

Les exportations pétrolières de l'Irak ont connu le mois dernier un pic jamais atteint depuis plus de trois décennies, ont annoncé samedi les autorités irakiennes.

Le pays a exporté en août environ 2,565 millions de barils par jour (mbj), qui lui ont rapporté 8,442 milliards de dollars, a expliqué Falah al-Amiri, patron de l'organisme public de commercialisation du pétrole.

"Les chiffres des exportations sont les plus élevés que nous ayons enregistrés en plus de 30 ans", a de son côté souligné Assem Jihad, porte-parole du ministère du Pétrole.

En juillet, Bagdad avait exporté 2,515 mbj. Sa production s'élève à l'heure actuelle à 3,2 mbj.

L'Irak dispose de réserves pétrolières prouvées de 143,1 milliards de barils de pétrole et 3.200 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit parmi les réserves les plus élevées du monde pour ces deux matières. La vaste majorité des revenus du pays provient de l'exportation de cette manne pétrolière. (AFP 01.09)

Commentaire d'un internaute.

- "C'est bien d'exporter autant de pétrole avec un chiffre record mais il serait plus intéressant de savoir à qui profite ce record, au peuple Irakien ou aux banques U.S?"

[Haut de page ↗](#)

Le 3 septembre

CAUSERIE

Aux nouveaux venus sur ce site. Je précise qu'il a été initialement réalisé en direction des militants du mouvement ouvrier, et qu'il sera pour cette raison plus difficilement accessible aux travailleurs qui ne sont pas engagés dans un syndicat ou un parti ouvrier ou prétendu tel. Si maintenant vous avez des questions à poser sur le site ou son animateur, je suis à votre disposition pour y répondre. Bonne semaine à tous.

A propos du site.

3600 visites en août une fois déduites mes propres connections (pour vérifier que la page d'accueil s'affiche correctement), pour un mois creux pour cause de vacances d'été c'est pas mal, une augmentation de 20%. 9664 pages vues, 3885 documents téléchargés, là vous vous êtes déchaînés ou vous aviez eu une furieuse envie de lire, bravo !

Ce n'est pas fini, notre record était de 132 connections (en une journée), le 31 août il y en a eu 177 et 191 le 1er septembre, stop, après je ne pourrai pas suivre, et cela malgré la peine que je me donne pour dissuader certains de se connecter au site ! Il se peut qu'on retombe à 100 connections en moyenne par jour, ce n'est pas un problème, je ne me suis fixé aucun objectif.

Ici, on ne triche pas, on ne manoeuvre pas, on n'a pas l'esprit tordu des manichéens qui veulent se faire passer pour des marxistes (voir la causerie du 31 août), on n'a pas de comptes à régler avec sa (mauvaise) conscience, on n'a rien à cacher, rien à vendre, on ne roule pour aucune institution, aucun parti, notre détermination et nos principes sont inébranlables, seul le combat pour l'émancipation de l'humanité du règne de la servitude humaine qui coïncide avec l'existence du capitalisme nous guide. La meilleure, c'est que cela va paraître tellement extraordinaire à certains qu'ils ne vont pas le croire, vous savez le *tous pourris*, cela fait des ravages l'air de rien, on se bat aussi contre cela.

Comme je l'ai déjà répété à plusieurs reprises, ça passe ou ça casse ce n'est pas mon problème, je me suis donné une ligne de conduite et je m'y tiens. J'ai appris que la Libre Pensée, lire le POI ou le Parti radical, au choix selon votre sensibilité, s'était adressée par lettre à Hollande pour lui demander d'avoir l'extrême obligeance de bien vouloir abroger les lois Debré sur l'enseignement, autant lui demander d'abolir le capitalisme pendant qu'ils y sont, ils n'en loupent pas une décidément, l'histoire d'amour continue... C'est leur président après tout...

On se détend un peu, c'est dimanche. Souvent en ouvrant Yahoo j'ai un message de Fesse bouc *faites-vous des amis*, à ce prix-là je préfère rester vierge d'où vous imaginez, sans majuscule pour ne pas m'attirer les foudres des curés de la Libre Pensée. A propos d'église et de procureur, j'ai lu dans un article de Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne hier, que Poutine avait sanctionné l'instrumentalisation par les Américains des Pussy Riots plus que ces jeunes femmes qui ne savent pas dans quelle histoire elles sont embringuées et qu'il fera libéré aussi rapidement que possible.

Continuons notre analyse commencée ces derniers jours.

En réalité, URSS ou Russie, rien n'est changé au niveau des rapports avec l'impérialisme américain, idem avec l'ouverture de la Chine au capitalisme, mieux, la Russie et la Chine sont plus puissantes pour affronter les Etats-Unis. Rien à voir donc avec la fable qu'on nous avait racontée. On n'est pas au bout de nos surprises. Les faits traduisent ou correspondent à la réalité pratique selon un processus dialectique ou historique et se joue de la théorie, même en tordant la réalité pour la faire rentrer dans un schéma préétabli. Les antagonismes entre grandes puissances demeurent et ne trouveront une issue que dans la guerre ou la révolution. Pourquoi ? Parce qu'aucun pays ne peut se soustraire à la lutte de classe. Eh oui, c'est le vieux capitalisme qui fait sa loi... et son pendant prolétarien !

Cependant, bien que la régression sociale et la barbarie gagnent du terrain tous les jours à travers le monde, on ne parvient pas à en venir à bout. C'est désolant, c'est à ne rien y comprendre, l'homme serait-il fait pour faire son propre malheur, serait-ce là son destin final ?

Si on croit les fariboles des maîtres du monde sur la fatalité qui nous accable, on va sombrer dans le désespoir ou la violence individuelle et aveugle, on va finir par détester la terre entière et soi-même pour n'oublier personne.

Si maintenant on met bout à bout les différentes mesures qu'ils ont été amenés à prendre au fil des ans et des décennies depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sur le plan économique, politique et idéologique, on s'aperçoit que cela correspondait à un plan bien déterminé qui avait pour objet, non pas de dépasser les contradictions inhérentes aux fondements du capitalisme puisque c'est impossible, mais de faire en sorte que la tendance qui en émane leur soit favorable. C'est l'évidence même direz-vous, vous ne nous apprenez rien, c'est un truisme, hep là pas si vite !

S'ils en arrivent, au-delà du pouvoir qu'ils possèdent déjà de faire et défaire les gouvernements, de faire chuter une monnaie, de conduire à la faillite un empire industriel, de mener des guerres où bon leur semble (où presque, voir la Syrie), à recourir à des méthodes mafieuses pour imposer leur Nouvel ordre mondial, c'est parce qu'ils rencontrent un problème qu'ils ne peuvent

pas résoudre autrement et qui demeure du domaine de l'économie réel ou du capitalisme classique, un problème qui a un rapport avec la lutte de classe à laquelle ils tentent de tordre le cou par n'importe quel moyen, l'Union européenne par exemple et sa banque centrale, sa monnaie.

Nous de notre côté, on s'évertue à présenter ou expliquer la situation aux travailleurs que sur le plan du capitalisme classique avec ses contradictions, tandis que notre ennemi se situe sur un autre plan en ayant dégainé l'artillerie lourde pour parvenir à ses fins, on continue de faire comme si de rien n'était et à traiter la lutte de classe sur un pied d'égalité avec les capitalistes ou à la loyale serait plus précis, à la manière du XIX et XXe siècle, alors qu'eux ils font feu de tout bois, délits d'initiés à répétition, fraude fiscale à grande échelle et parfaitement légale (sic!), scandale du Libor et Eurobor, le plus grand hold-up de tous les temps qu'il est impossible de chiffrer actuellement, distribution gratuite de milliers de milliards de dollars aux banquiers (par eux-mêmes !) pour étrangler Etats, entreprises et particuliers, bref, asservir à leur dictature la terre entière, rien de moins...

Ces méthodes n'ont plus rien à voir avec la spoliation de la plus-value issue de la force de travail mise en oeuvre dans le procès de la production, le taux de profit et tous les facteurs économiques qui entrent en jeu dans les rapports entre classe dominante et classe dominée sont battus en brèche, ils continuent d'exister, mais pour les atteindre ils jouent à un autre niveau encore plus inaccessible pour les travailleurs. Lundi matin, à la suite d'un article de l'AFP sur le dernier scandale à la fraude fiscale aux Etats-Unis, un internaute crédule confirme ce que je viens d'affirmer : "*des voyous à la tête de la plus grande puissance mondiale demain peut être?*", il ignore qu'elles y sont depuis un siècle qu'existe la Fed (1913 ou 1888 selon les interprétations) et que le pouvoir de ces gangsters n'a cessé de s'étendre depuis, comme les tentacules d'une pieuvre, nom donné aussi à la mafia.

Si maintenant on prend les capitalistes ou leurs représentants au mot, on est très mal, on ne peut pas s'en sortir, on n'a aucun moyen d'expliquer aux travailleurs ce qui est réellement en train de se passer. Ah la fichue crise, et cette dette qui nous est tombée du ciel, et cette perte de compétitivité dont on ignore l'origine, et toute cette violence derrière laquelle on n'est pas foutu de mettre un nom, etc. !

Si on explique aux travailleurs que la situation est le produit de la crise du capitalisme et qu'on s'en tient à cette unique version, étant subordonnés au capitalisme, ils peuvent en arriver à se dire qu'ils n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience ou à subir ce destin qui les frappe brutalement, à se faire une raison à défaut d'y comprendre grand chose, c'est d'ailleurs ce qui se passe quand ils ne se révoltent pas contre leur condition, encore faut-il qu'ils trouvent la voie pour se mobiliser ou se soulever.

Si on ajoute à notre argumentation qu'on est en présence d'un processus mafieux, d'une machination ou un complot, un mot tabou, hors la loi, de véritables gangsters agissant en toute impunité pour les réduire en esclavage ou leur pourrir de plus en plus la vie, là ils risquent de mal le prendre et de se fâcher tout rouge, car les travailleurs sont légalistes, respectueux de la loi plus encore que les capitalistes, ils savent ce qu'il leur en coûte de l'enfreindre, paradoxalement c'est leur faiblesse qui va les pousser à l'action.

Dans le jargon ouvrier, on a l'habitude de dire qu'on est prêt à en entendre des vertes et des pas mûres, mais qu'il ne faut pas nous prendre pour des cons, auquel cas on peut devenir très méchant et tout peut dès lors arriver. On doit dépasser le stade qui consiste à attiser la haine de l'ouvrier envers le capitalisme, pour la diriger (aussi) vers le système mafieux qui préfigure à quoi va ressembler demain le monde. Attention, cela peut le rendre dingue, il ne va pas vous croire au début et c'est normal, c'est tellement gros que cela paraît forcément incroyable.

La suite demain ou plus tard.

L'art de fuir ou contourner la réalité.

"*Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité parce que la politique que nous aurions engagée au début du quinquennat aurait été un échec*", a souligné M. Ayrault, invité de l'émission "*Tous politiques*" de France-Inter/AFP/Le Monde.

La politique menée "*est très claire depuis le début. C'était l'engagement de François Hollande pendant la campagne électorale. C'est-à-dire qu'il faut à la fois maîtriser les comptes publics, ne pas laisser filer la dette et les déficits (...). Personne ne nous l'impose de l'extérieur. On ne peut pas vivre avec comme premier budget de la nation le remboursement des intérêts de la dette*", a-t-il poursuivi.

"*C'est pour cela que les objectifs de 3% pour le budget 2013 seront tenus. L'équilibre des comptes à la fin du quinquennat sera respecté et, en même temps, les priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) seront respectées*", a encore souligné le Premier ministre. (AFP 02.09)

Il a raison de le rappeler aux sourds et aveugles qui depuis le 6 mai n'ont pas cessé d'affirmer qu'ils ne savaient pas sur quel pied danser avec le gouvernement, qu'il aurait été impossible de connaître ses véritables intentions, dans quelle direction allait s'orienter sa politique, etc. Ayrault a raison de claironner que la politique qu'il a menée "*est très claire depuis le début*".

Il a commis un faux cependant, en réalité il ne pouvait pas faire autrement, ce n'est pas son rôle de dévoiler le pot aux roses, quand il a dit à propos de la crise, de l'austérité, "*personne ne nous l'impose de l'extérieur*", hormis, l'oligarchie financière, soit les banquiers, les marchés, la Fed et leurs courroies de transmission l'UE et le FMI notamment. Chut !

Vous aurez noté qu'il a évoqué les "*priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) (qui) seront respectées*", ce qui sera respecté en fait, c'est la manière dont le gouvernement conçoit ces priorités et non le droit à l'éducation, à la santé, etc. pour tous, cet engagement est au-dessus de ses forces ou il lui est étranger.

Cette tournure ou présentation présente un aspect pratique, elle permet de berner les crédules ou les ignorants, ceux qui se font encore des illusions dans les intentions de ce gouvernement ou plutôt qui, malgré la réalité, veulent croire encore qu'il pourrait apporter des réponses satisfaisantes à leurs besoins, autant dire qu'ils se leurrent.

A l'opposé, quand il a évoqué les 3% de Maastricht il a été ferme ne laissant place à aucun doute ou aucune autre interprétation. Mais ce message ne s'adressait pas au même auditoire, il était destiné à ses amis banquiers et des marchés.

[A bas le contrat de travail à durée indéterminée, vive le travailleur taillable et corvéable à merci !](#)

«*Aujourd'hui, le contrat de travail n'est plus un contrat stable, n'a plus aucun sens, c'est complètement détourné: les CDD, les missions d'intérim, les ruptures conventionnelles utilisées de manière extrêmement libérale. Tout cela fait qu'il y a une insécurité dans l'emploi*», a affirmé le ministre du Travail.

«*Il faut revoir cela pour donner plus de sécurité dans l'emploi. Il y a du temps partiel totalement imposé aux gens. Tout ceci doit être abordé par les partenaires sociaux. Cela doit être limité au strict minimum nécessaire*», a-t-il ajouté.

Mais, pour Michel Sapin, «*de l'autre côté*», les entreprises doivent aussi «*pouvoir s'adapter*» aux nouvelles données économiques. «*Il faut permettre une adaptation en terme d'organisation du travail, en terme de localisation de l'emploi, aussi en terme de quantité d'emplois*», a estimé le ministre, choisissant, à l'instar du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de parler d'«*adaptation*» plutôt que de «*flexibilité*».

«*Je ne sais pas ce que c'est que la flexibilité, je sais ce que cela veut dire dans la bouche de certains, cela veut dire qu'il faut que les salariés courbent l'échine*», a-t-il lancé. «*Eh bien non, c'est la possibilité pour chacun de sécuriser l'emploi du salarié, comme l'emploi dans l'entreprise*», a-t-il dit. (20minutes.fr 02.09)

A l'allemande quoi, alors qu'on constate aujourd'hui que des grandes entreprises annoncent des milliers de licenciements ou suppressions d'emplois, et ce n'est qu'un début.

C'est ce que les dirigeants syndicaux corrompus s'approprient à négocier avec le Medef puisqu'ils en ont accepté le principe.

Sapin parle comme un patron, il se met à sa place et comprend ses besoins, normal pour un représentant d'un parti du capital. Ils ont beaucoup de mal à se faire passer pour autre chose, et s'ils pensent que c'est en se livrant à des contorsions sémantiques qu'ils y parviendront, employer «*adaptation*» au lieu de «*flexibilité*» ou "*efforts justes*" au lieu d'austérité, ils se mettent le doigt dans l'oeil, les quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas été voté le 17 juin pour un candidat du PS l'ont parfaitement compris.

Il y a un autre aspect dans cette histoire de "*sécurisation de l'emploi*" dont personne ne parle, c'est qu'elle concerne seulement ou en priorité les grandes entreprises, l'aristocratie ouvrière qu'ils entendent protéger autant que faire se peut, puisqu'elle fait partie du fond de commerce de leurs "*partenaires sociaux*", les syndicats ou plutôt les dirigeants syndicaux avec lesquels ils négocient la liquidation des droits de l'ensemble des travailleurs et dont ils ne peuvent pas se passer pour gouverner pour le compte du capital.

Mieux encore, ils se destinent à protéger l'emploi de certaines couches de travailleurs qui ne représentent qu'une minorité, tandis que la majorité sera purement et simplement vouée au chômage, plus fort encore, si, si c'est possible, allons au bout de notre analyse, les mesures de chômage partiel sont prises en charge par l'Etat, ce qui signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui vont le financer, y compris ceux qui seront jetés dehors parce qu'ils travaillaient dans l'une des 3 millions de petites ou moyennes entreprises.

Vous pensez que les dirigeants syndicaux y trouveront quelque chose à redire, vous plaisantez ou quoi ? Quel parti ouvrier soulève ce lièvre ? Aucun, et pour cause ils partagent le même fond de commerce que les syndicats. On comprend mieux ensuite pourquoi ils s'emploient à épargner le gouvernement ou ils évitent de s'y attaquer directement.

[Quand on a un kyste à la place du cerveau, la pédagogie se fait volontiers démagogie.](#)

La majorité doit serrer les rangs pour expliquer la politique du gouvernement français en oubliant les querelles d'ego, a

déclaré dimanche Bernard Cazeneuve.

"Il y a une crise qui s'enkyste, des inquiétudes qui montent, une impatience qui se manifeste. Nous ne pouvons pas faire comme si ça n'existait pas. Il nous faut par conséquent faire davantage de pédagogie, remettre en perspective ce que nous faisons et (...) faire en sorte qu'au gouvernement, nous ne perdions pas une minute pour que le changement aille à son terme", a dit Bernard Cazeneuve sur Europe 1 et i>TÉLÉ.

"Ce que nous sommes individuellement est moins important que ce pour quoi nous avons été élus. La politique ne peut pas être un exercice narcissisant dans la crise. La parole doit être utile, doit être maîtrisée, tout ce que nous disons doit concourir à expliquer ce que nous faisons et tout le reste est dérisoire."

Bernard Cazeneuve a incité notamment la majorité à faire preuve de discipline pour voter le traité budgétaire européen qui sera soumis au Parlement début octobre.

Bernard Cazeneuve s'est refusé à envisager le fait que des membres de la majorité puissent voter contre ce traité.

"Je ne peux pas imaginer que nous soyons dans ce cas de figure", a-t-il dit.

"La majorité doit être totalement rassemblée derrière le président", a-t-il ajouté. (Reuters 02.09)

Mais elle l'est, les centristes et l'UMP s'appêtent à voter en chœur avec vous le TSCG !

Vous aurez remarqué comment est ordonnancé son discours, il n'a pas lié par hasard, crise, inquiétudes et impatience que le gouvernement entend prendre en charge et réduire pour ceux qui y croient encore, c'était son objectif. Pour faire admettre que les syndicats prennent en compte les besoins du patronat, il ne faut pas qu'ils lui attribuent l'origine de cette crise sinon tout *"dialogue social"* serait impossible, pour se faire le gouvernement est prêt et c'est ce qu'il démontre depuis le premier jour, à prendre sur lui cette crise, quitte ensuite à la faire partager à l'ensemble de la population et le tour est joué, plus personne n'aura la mauvaise idée de s'attaquer au capitalisme et au gouvernement qui plein de bonne volonté fait ce qu'il peut.

Et quand il affirme qu'il faut que *"le changement aille à son terme"*, il faut entendre qu'il aurait déjà commencé, assurément pour les salariés de PSA par exemple ou les millions de chômeurs qui sont voués à y rester, etc.

Quand on affirme que le PS c'est l'escroquerie politique permanente, franchement, est-ce qu'on abuse ou est-on encore en dessous de la réalité ? Je pencherai pour la seconde hypothèse. Ne peuvent être bernés par leur discours que ceux qui le veulent bien au sein du mouvement ouvrier.

[Le PCF face à sa base militante.](#)

Avec un Parti communiste qui termine ses universités d'été dans une *"ambiance combative"*, la gauche de la gauche annonce une rentrée *"dans la rue"*, à commencer par la manifestation nationale contre le traité budgétaire européen le 30 septembre.

"Il y a une mobilisation très forte des militants", prévient dimanche Pierre Laurent, qui terminait des universités d'été du PCF aux Karellis (Savoie) dans une *"ambiance combative"*.

"Le PCF a pour perspective une manifestation nationale co-organisée par le Front de gauche mais aussi avec d'autres forces politiques", souligne Pierre Laurent.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui *"représentent le peuple"*.

Le prochain rendez-vous du PCF sera la Fête de l'Humanité du 14 au 16 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). *"Ce sera un grand moment de débat à gauche"*, promet Pierre Laurent, qui rappelle qu'*"au-delà du Front de gauche"*, le Parti socialiste et Europe Ecologie-Les Verts sont également invités.

Dimanche dans un entretien à l'AFP, Olivier Besancenot du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) s'est félicité de cette mobilisation. *"Sur l'Europe, les choses s'enquillent plutôt pas mal"*, s'est-il réjoui soulignant que le Front de gauche a pris contact avec le NPA.

L'ex-candidat à la présidentielle (2002 et 2007) envisage une même mobilisation pour une *"marche des salariés licenciés"*.

"Ce serait légitime et cohérent que l'on retrouve Poutou (NPA), Mélenchon (FG) et Arthaud (LO) dans la marche puisque, à peu

de choses près, on les a entendu défendre des choses à peu près similaires sur la question des licenciements", fait valoir Olivier Besancenot.

"Le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite", a déclaré dimanche à l'AFP Pierre Laurent soulignant "il y a une exigence forte".

"L'idée, c'est d'être présent partout où il y a des fronts de rupture et partout où il y a des mesures d'urgence à imposer, c'est d'établir un rapport de force parce que rien ne nous sera donné sous Hollande...rien", assure Besancenot pour qui "il faut passer à l'offensive".

«L'actualité fait qu'on recommence à avoir besoin de nous. Vers qui on se tourne, quand il s'agit de ne pas être hésitant pour aller au combat quand cette gauche-là est au pouvoir et pas simplement sur des postures, sur des mots? On est dans l'action», assure Olivier Besancenot. (20minutes.fr et AFP 02.09)

A croire que c'est votre inaction qui a conduit le mouvement ouvrier à la situation actuelle ou que votre conception de l'action n'a pas permis de construire un parti révolutionnaire, ni d'élever le niveau de conscience politique des masses.

Avec le PCF, la grille de lecture est simple, ils ont toujours un pied dans le mauvais camp, Pierre Laurent se félicite que "le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite" qui consacrera de nouveaux cadeaux au patronat.

Sur le plan tactique, ils gesticulent ou braillent de façon à ce qu'on leur prête des intentions bellicistes ou radicales envers le patronat et le gouvernement, alors que parallèlement ils vont s'employer à faire en sorte que la mobilisation des travailleurs soient la moins importantes possibles pour ensuite leur coller sur le dos la situation ; si la situation est ainsi, c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés et la boucle est bouclée, eux ils sont blancs comme neige, irréprochables. Quant à l'absence de perspective politique, vaut mieux parler d'autres choses...

Le NPA qui jusqu'à présent a ignoré les quatre appels du POI, daigne enfin répondre à celui du Front de gauche avec lequel il doit se sentir plus proche... Ces gens-là sont tellement honnêtes qu'il ne leur viendra pas à l'esprit de préciser quel parti est à l'origine de cette bataille. Je rappelle que je ne roule pas pour le POI (ou un autre parti) que j'ai encore brocardé violemment récemment, je suis à cheval sur les principes et l'honnêteté en fait partie.

Bref, prenons acte de ces bonnes intentions et attendons de voir la suite. Nous, nous soutenons l'appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification, donc contre les institutions de la Ve République auxquelles nous refusons toute légitimité pour décider de notre sort et les générations futures.

Un discours patronal. L'Allemagne et 15 années d'austérité, le modèle de Chérèque.

François Chérèque appelle les partenaires sociaux à signer "au plus vite" une réforme sociale pour sauver les entreprises et l'emploi et le gouvernement à aller plus loin dans la lutte contre le chômage.

Dans le Journal du dimanche, le secrétaire général de la CFDT estime que le gouvernement doit "accélérer les réformes" et "les partenaires sociaux aussi".

(cela tombe bien, c'est exactement le discours que viennent de tenir Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot. -Ndlr)

"Nous devons lancer la négociation sur le marché du travail au plus vite, pour la conclure au plus tôt. Nous n'avons pas besoin d'un an pour négocier sur les accords de sauvegarde de l'emploi, qui permettent les mutations économiques et la protection de l'emploi", dit-il.

(Un coup de force à la Schröder et on n'en parle plus !

Il reprend mot à mot le langage du patronat "négociation sur le marché du travail", la notion de "marché" fait davantage penser à du bétail qu'à des travailleurs, c'est le côté mercantile de Chérèque, "accords de sauvegarde de l'emploi" sur fond de baisse des salaires, l'emploi et le salaire à la carte dont le patronat rêve depuis toujours, Chérèque le revendique, "mutations économiques", c'est en leur nom que le patronat jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, le discours de Varin (PSA) ou de EELV notamment, "protection de l'emploi" qui se soldent par officiellement 3 millions de chômeurs, près du double en additionnant toutes les catégories d'emplois, les jeunes qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi, les travailleurs rayés de Pôle emploi ou qui ont cessé de s'inscrire parce qu'ils n'ont plus aucun droit. - Ndlr)

"J'attends de lire son document d'orientation mais je lui dis dès à présent : 'vous ne pouvez pas à la fois nous remercier d'avoir signé un accord sur l'emploi à Air France et considérer que la négociation sur ce sujet peut patienter'. Il y a urgence à réformer", dit-il.

Il avoue qu'ils ont signé un chèque en blanc au patronat ! Chez PSA aussi, partout où la CFDT intervient en réalité, en bon syndicat jaune qu'il est. Ce qu'il suggère ici, c'est de généraliser ce type "d'accord" pourri favorable au patronat. - Ndlr)

Interrogé sur la mise en place des contrats avenir par le gouvernement (150.000 d'ici fin 2013), le dirigeant de la CFDT craint que "cela ne s'avère insuffisant".

C'est avéré, c'est un fait, il n'y a donc rien à "craindre". Cela démontre simplement que Chérèque s'en fout, on le savait déjà. - Ndlr)

"Il faut aller plus loin, renforcer les formations pour les chômeurs, et réactiver les mesures de chômage partiel qui évitent aux salariés d'être exclus de l'entreprise", explique-t-il.

(Cela tombe bien, le patronat et l'UMP ont fait leur cheval de bataille la lutte contre ces privilégiés qui se la coulent douce au chômage en percevant des allocations misérables sans chercher un emploi ou à se former. Ils ont suggéré de soumettre l'octroi des allocations chômage à condition que les travailleurs concernés s'inscrivent à une formation, dans le cas contraire, ils se verraient radiés. Quant au chômage partiel généralisé, c'est une demande pressante du patronat. Chérèque est bien un représentant des intérêts du capital. - Ndlr)

"Les Allemands le font très bien, ils ont aussi des accords de sauvegarde de l'emploi, ils s'inscrivent dans une vision à plus long terme de l'économie", ajoute-t-il. (Reuters 02.09)

(Chaque semaine désormais on apprend que de grandes entreprises en Allemagne vont procéder à des milliers de licenciements ou suppressions de poste... après avoir profité grassement pendant des années du type d'accords que Chérèque préconise. - Ndlr)

[Le lumpenprolétariat français. Avec la bénédiction du ministre des Affaires étrangères et des services de renseignement français.](#)

Des officiels des organisations anti-terroristes françaises se sont confiés à *Time Magazine* : ils craignent que la Syrie, en pleine guerre civile, ne devienne un aimant pour les extrémistes français souhaitant rejoindre la guerre du djihad.

Plusieurs sources officielles ne pouvant être citées ont précisé:

«un nombre significatif de jeunes Français se sont rendus en Turquie pour ensuite aller combattre en Syrie. Dans un cas, un groupe d'une demi-douzaine de jeunes hommes avaient d'abord nourri leur appétit pour l'Islam radical sur Internet. Ils étaient ensuite parvenus dans des camps de réfugiés syriens le long de la frontière turque, pour obtenir des informations et prendre contact avec les forces rebelles. Puis ils avaient enfin voyagé à l'intérieur de la Syrie, pour rejoindre l'un des nombreux groupes formés par les djihadistes étrangers, selon l'un des hommes français du groupe, qui s'est rétracté, est rentré chez lui [en France] et a été interrogé par les autorités qui avaient pris connaissance du voyage». (slate.fr 02.09)

Souvenez-vous du témoignage de Florence Aubenas dans *Le Monde*, en substance : "il n'y a pas de djihadistes en Syrie, pas de combattants étrangers, je n'en ai pas rencontrés", encore une journaliste instrumentalisée, le pire ce sont ceux qui le savent et lui accordent une tribune, Informations ouvrières par exemple, voir dans une précédente causerie.

Demain, quand les masses se seront soulevées, ce lumpenprolétariat combattrait en France au côté de la réaction. On comprend pourquoi ils ne veulent pas résoudre les problèmes de certaines banlieues ouvrières...

ACTUALITE EN TITRES

La comédie continue

- Eurozone: la crise peut être réglée dans un à deux ans, assure le patron du FESF - AFP
- Lisbonne aura du mal à atteindre son objectif de déficit 2012, selon un groupe d'experts - AFP
- La réunion des banquiers centraux finit dans le doute - Reuters

Douter à un certain niveau est une tare. Parmi les réactions démagogiques des banquiers j'ai relevé celle-ci :

- "Qu'est-ce qui retient l'économie ?", s'est demandé Donald Kohn, ancien vice-président de la Fed, résumant le sentiment

général. "Comment se fait-il que nous menions depuis si longtemps des politiques monétaires si souples, (et) que nous obtenions si peu de croissance ?"

En voilà un incroyable mystère ! Pardi, c'est parce que la retraite des Espagnols est trop élevée, la Sécu des Français trop généreuse, le contrat de travail des Italiens trop rigide, les Grecs des fraudeurs...

Il y en a un qui a presque lâché le morceau :

- Lawrence Lindsey, conseiller de George W. Bush lors de sa présidence, a demandé aux banquiers centraux de faire preuve de "modestie" et se rappeler les limites de leurs pouvoirs et de l'autorité qu'ils exercent.

C'est pour dire à quel point ils en usent et en abusent sans modération.

La palme est revenue à :

Une intervention d'Edward Lazear, autre ex-conseiller du président républicain, a tenté de définir si la hausse du chômage américain était conjoncturelle.

Ou incurable, calculée, non, c'est trop sordide, vaut mieux feindre l'ignorance.

- Rajoy présente un plan pour introduire des euro-obligations dans l'UE - AFP

Ah ben alors, voilà qui est audacieux, attendez la suite : d'ici 2017-18 a-t-il précisé. Merkel est rassurée, ouf !

Juré, craché, si "**tout se passe bien**" toutefois !

- Crédit immobilier de France: l'Etat garantit 4,7 milliards d'euros - AFP

Pour l'Association française des usagers des banques (Afab), qui dresse le parallèle avec Dexia, la garantie publique est un "*pari très risqué*" et elle craint que Bercy ne soit "conduit à mettre la main à la poche du contribuable".

"Les gens remboursent leurs prêts immobiliers et si tout se passe bien, à la fin l'actif et le passif s'équilibrent, sachant qu'avec 2,4 milliards de fonds propres, l'établissement dispose d'une marge de manoeuvre suffisante s'il devait y avoir des pertes", selon Bercy.

Et si cela se passe mal comme aux Etats-Unis ou en Espagne ? Devinez qui va casquer ?

Dit maman, elle a mal à la tête la journaliste ? Si tu veux.

- Égypte : pour la première fois, une journaliste voilée présente le journal télévisé - LePoint.fr

Mais non ma fille, en France en haut lieu on appelle cela la "*démocratie en marche*".

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

L'archevêque noir sud-africain et prix Nobel de la paix Desmond Tutu estime dimanche dans l'Observer britannique que les anciens dirigeants américain et britannique George Bush et Tony Blair devraient être jugés à la Haye pour la guerre en Irak, basée selon lui sur "*un mensonge*".

"Une vieille antienne", lui a rétorqué M. Blair immédiatement dans un communiqué.

Mgr Tutu expliquait dans une tribune les raisons pour lesquelles il a renoncé, cette semaine, à participer à Johannesburg à

une conférence à laquelle assistait aussi l'ancien Premier ministre britannique.

L'archevêque reproche à MM. Bush et Blair d'avoir menti en prenant pour prétexte à l'invasion de l'Irak la possible présence dans le pays d'armes de destruction massive, alors qu'ils voulaient uniquement "se débarrasser de Saddam Hussein", son ancien président.

Mgr Tutu estime que MM. Blair et Bush ont ainsi "déstabilisé et polarisé le monde à un degré jamais atteint par aucun autre conflit dans l'histoire", "avec le spectre de la Syrie et de l'Iran devant nous".

Il cite des chiffres selon lesquels leur décision a abouti à ce que, rien qu'en Irak, "6,5 personnes meurent quotidiennement dans des attaques-suicides et des explosions de véhicule". "Plus de 110.000 irakiens sont morts dans ce conflit depuis 2003, des millions ont été déplacés", et fin 2011, "près de 4.500 soldats américains avaient été tués et plus de 32.000 blessés", ajoute-t-il.

"Rien que pour ces faits, dans un monde cohérent, les responsables de ces souffrances et de ces pertes de vies humaines devraient suivre le même chemin que certains de leurs pairs africains et asiatiques qui ont eu à répondre de leurs actes (devant la cour internationale de Justice de) la Haye", soutient-il.

"Les bons dirigeants, conclut Mgr Tutu, sont les gardiens de la morale", et "la question n'est pas de savoir si Saddam Hussein était gentil ou méchant, ou combien de personnes de son peuple il a massacré. La question est que M. Bush et M. Blair n'auraient jamais dû s'abaisser à ce niveau d'immoralité". (AFP 02.09)

Ils ne l'ont pas encore assassiné ? En réalité, je crois avoir lu que ce serait plutôt un million d'Irakiens qui auraient été liquidés depuis 2003.

SOCIAL

1- Allemagne

Le personnel de bord de Lufthansa a appelé à un nouvel arrêt de travail mardi après une première journée de grève, vendredi, qui avait paralysé l'aéroport de Francfort.

Le mouvement prévu mardi devrait durer plus longtemps que le précédent, qui avait duré huit heures, et toucher d'autres aéroports que celui de Francfort, a annoncé le syndicat UFO dimanche sur son site internet.

Un porte-parole de la compagnie a, de son côté, fait savoir qu'elle n'envisageait pas pour le moment d'augmenter son offre de hausse des salaires de 3,5% en échange d'un temps de travail accru. (ReutersReuters 02.09)

2- Afrique du Sud

Les procureurs sud-africains ont provisoirement suspendu dimanche l'inculpation des 270 grévistes de la mine de Marikana pour le meurtre de 34 de leurs collègues tués par des policiers, et dont la mise en cause en vertu d'une loi issue de l'apartheid a créé un choc dans le pays.

"Les accusations définitives ne seront prononcées qu'une fois terminées toutes les investigations. Les inculpations de meurtre contre les 270 suspects actuels seront formellement retirées à titre provisoire devant la cour", a annoncé Nomgcobo Jiba, directeur des poursuites judiciaires, lors d'une conférence de presse télévisée. (Reuters 02.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 septembre

CAUSERIE

Dans la hâte avant-hier j'ai écrit *hatiser* au lieu d'*attiser*, j'ai corrigé. J'ai aussi corrigé des fautes dans la causerie du 1er septembre. Le tout en ligne aujourd'hui sous forme d'articles au format pdf.

Réponse à un courriel d'un camarade du PCRf.

Tu voulais dire que le FdG était une crapule parce qu'ils ont imposé unilatéralement le 30 septembre, un dimanche, c'est normal de la part de Mélenchon !

Il a pris en otage le POI, le PCRf, etc. en leur imposant cette date après avoir pris le train en marche, ce type-là est mégalomane, soudainement il se prend pour un grand dirigeant du mouvement ouvrier après l'avoir ignoré pendant plus de 30 ans, en fait il va le parasiter pour mieux le dévoyer, en tout cas c'est bien parti. Flanqué de P. Laurent, ils font la paire, c'est à se demander lequel déteint sur l'autre.

Sur ce coup, le POI a été correcte et je soutiens son initiative, idem pour le PCRf.

Quant au NPA, tu as pu observer qu'il s'était illustré en tentant de briser la fragile unité réalisée sur la ligne de la manif contre le TSCG en proposant une "*marche des salariés licenciés*", et comme Besancenot rivalise avec Mélenchon l'illusionniste, il a avancé "*l'idée (...) d'être présent partout*", alors qu'ils sont pratiquement nulle part après être retourné au niveau de la LCR en nombre d'adhérents.

C'est malsain tous ces gens qui racontent des histoires ou qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, cela donne une image épouvantable du mouvement ouvrier, comme s'il en avait vraiment besoin.

Que les militants qui ne savent pas trop quoi penser de leurs politiques ou de leurs partis les jugent sur leurs comportements, à travers desquels on peut deviner aisément que leurs intentions ne correspondent pas vraiment avec ce dont les militants et travailleurs sont en droit d'attendre de dirigeants. C'est affligeant.

Finalement les principes, le programme, la morale ou le comportement de dirigeants et d'un parti, tout se tient. Si un jour je devais me comporter comme eux, j'en aurais tellement honte ensuite que je cesserais de militer définitivement, car j'aurais la certitude de desservir la cause pour laquelle je combattais. Ce serait peut-être une erreur, mais me connaissant suffisamment bien je n'en démordrais pas, il n'y a rien de pire que de tromper sciemment les autres, militants ou pas, dans la vie en général.

On aspire à une société meilleure débarrassée de la pourriture du capitalisme, ce n'est certainement pas pour en épouser les tares et la morale. Est-ce que tu crois que ce genre de discussion existe dans les partis ouvriers ? A mon avis non, elle effraierait les dirigeants qui ont trop de choses à se reprocher, hélas!

Quand on aspire à un niveau de conscience supérieur, on aspire à une conduite irréprochable dans la vie et pas seulement dans le parti ou lorsqu'on milite, sinon à quoi bon, ce serait pour se faire plaisir, alors pour le coup on se leurrerait, car en fait de niveau supérieur on ne décollerait pas de la médiocrité ambiante de leur société.

Bien entendu c'est un idéal, personne n'est parfait ni aucun parti, mon propos n'est pas celui-ci, mais plus il est haut placé, plus on aura tendance à s'en rapprocher ou tout du moins, s'il inspire nos actes quotidiens on écartera toute tentation de s'en écarter en se conduisant n'importe comment. On ne peut progresser dans la vie que porté par un idéal qui doit demeurer sans tâche, dans le cas contraire on s'illusionne sur nous-même ainsi que le monde qui nous entoure.

Que pourraient nous reprocher ces gens dont le comportement est aussi aléatoire ou imprévisible que la direction dans laquelle le vent va souffler ? D'être fidèle à notre idéal justement, de le cultiver pour qu'il se réalise un jour, car nous ne sommes pas des farfelus ou des aventuristes, nous sommes réaliste, pragmatique et pourquoi pas marxiste, à notre niveau, restons modeste.

La suprême insulte qu'on pourrait adresser à Mélenchon, Laurent et leurs semblables, c'est que pour rien au monde on voudrait leur ressembler.

Chacun raisonne ou agit selon à peu près le même schéma : chacun croit se connaître lui-même, chacun se croit autoriser par conséquent à agir d'une manière ou d'une autre en fonction des connaissances qu'il a acquies et des expériences qu'il a vécues, sa perception ou son interprétation de la société, etc.

La différence entre les hommes, c'est qu'il y en a certains qui reviennent constamment dessus pour corriger ou affiner cette appréciation, tandis que d'autres estimeront cet exercice inutile et trop périlleux. Les gens médiocres se satisfont de l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes et des idées auxquelles ils ont adhéré un jour, les autres seront éternellement insatisfaits, disons aussi longtemps que leur vie ne coïncidera pas avec la réalisation de leur idéal.

Parole d'internaute

1- "*En France: Trois jeunes ont été condamnés, mercredi 20 juin, à Strasbourg à des peines de 12 à 18 mois de prison ferme pour avoir profané en 2010 deux cimetières musulmans et un juif. Bon ça choque personne? Et les églises on a le droit? Et si*

je vandalise un radar automatique j'irai en prison? Ben oui c'est la loi. En Russie c'est pareil, ils ont des lois."

2- *"Ce qui me choque le plus c'est le soutien inconditionnel quasi unanime des libéraux libertaires français à ces militants "no-limit". Je trouve révoltant de les défendre au nom d'une vague notion de justice tout en passant à la trappe le caractère vraiment immoral de leurs actions. Se fourrer un poulet dans le vagin en public dans un supermarché ou tourner un porno avec des femmes enceintes dans un musée sont des choses que l'on ne peut pas percevoir uniquement comme autant de provocations révolutionnaires envers un état trop strict... Il faut les considérer également, sur un plan moral, comme des atteintes à la décence des gens ordinaires."*

Même en Arabie Saoudite, au Qatar, à Bahreïn, en Israël, en Libye, aux Etats-Unis...

D'après le ministère Affaires étrangères, l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme a décidé de rencontrer les trois artistes cette semaine, il devrait rencontrer les familles des trois membres des « Pussy Riot » ainsi que les avocats de ces dernières.

« François Zimeray se rend à Moscou du 3 au 5 septembre. (...) Il a demandé à visiter en prison les trois jeunes filles membres des "Pussy Riot" placées en détention depuis six mois », a annoncé ce lundi Philippe Lalliot, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a par ailleurs ajouté que l'ambassadeur profitera de ce séjour à Moscou pour rencontrer un représentant du ministère russe des Affaires étrangères et lui « *rappel[er] que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion* ». (elle.fr 03.09)

Et quand le gouvernement français soutient des régimes despotiques dégénérés où règne la charia ou qui ont légalisé la torture et les assassinats ciblés d'opposants, c'est au nom du respect des "*principes de la liberté d'expression et d'opinion*", à croire qu'on n'a pas vraiment les mêmes qu'eux ou que l'un des deux ment et manipule les masses.

Quand la direction du PS revendique le caractère bonapartiste de la Ve République.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux a déclaré lundi 3 septembre qu'il n'y aurait aucune liberté de vote pour ses troupes à l'Assemblée sur le traité de stabilité budgétaire européen, qui braque certains parlementaires proches de Benoît Hamon.

"Non", a répondu le député de Seine Saint-Denis sur RFI à la question de savoir si les députés auraient "la liberté de vote".

"VII y aura une position du groupe, qui aura été prise après débat. Et ensuite, en tous cas pour les socialistes, nous nous en tiendrons à cette position du groupe. C'est quelque chose de normal", a ajouté le successeur de Jean-Marc Ayrault à la tête du groupe PS à l'Assemblée.

"*Quand un texte arrive à l'Assemblée nationale, c'est un texte de soutien à la politique du gouvernement et du président de la République*", selon le parlementaire. (Le Nouvel Observateur avec AFP 03.09)

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

Question : dès lors ne faut-il pas axer notre combat politique contre les institutions de la Ve République ?

Thibault et Mailly s'en prennent à Chérèque qui a le tort de trop parler.

Pour la CGT.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a critiqué lundi sur RTL son homologue de la CFDT François Chérèque pour avoir prôné une baisse du coût du travail, comme "*le Medef*", a-t-il souligné.

Interrogé sur les propos de M. Chérèque, M. Thibault a rétorqué: "*c'est ce que dit aussi le Medef et nous avons une différence de diagnostic*".

Dans un entretien au Journal du Dimanche, François Chérèque a préconisé de "*baisser le coût du travail*" -- "*facteur de perte de compétitivité*" -- "*en transférant une partie des charges sur la CSG, sans toucher le pouvoir d'achat*".

Bernard Thibault a "*récusé le fait que la crise économique, la crise sociale, le niveau du chômage s'expliquent principalement par des salariés qui en France coûteraient trop cher ou bénéficieraient d'une législation sociale, en matière de temps de travail*

par exemple, trop rigide, selon les employeurs".

"Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "le débat sur la compétitivité" mais n'allait "pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments".

Il rejette la flexibilité "qui se fait dans tous les pays européens" -- "le chômage n'a jamais été aussi important" -- et met en cause "le sous-investissement dans les entreprises" ainsi que le "sous-engagement dans la formation professionnelle".

Evoquant une "situation dramatique" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences".

Il y a également "entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault, comme Mailly ou Chérèque, parce que sur cette question ils tiennent exactement le même discours, récusent que le coût du travail serait trop cher en France, alors que c'est la réalité dans une économie mondiale où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres. Qu'est-ce que cela signifie au juste ?

Ils nient la réalité, dès lors tous leurs arguments confinent à l'impuissance, sont incohérents et ne peuvent pas être pris au sérieux par les travailleurs. Mieux encore, ils favorisent leur division, les laissent perplexes, c'est leur objectif, afin d'une part qu'ils estiment qu'il n'y aurait aucune issue à la crise du capitalisme, et que d'autre part, ils ne trouvent pas la force ou la voie pour se mobiliser massivement contre le régime.

Ils tiennent un discours social-patriotique, la solution à la crise du capitalisme serait franco-française dans le cadre du régime existant qu'ils ne combattent pas, pour cette raison aussi, le gouvernement doit venir en aide aux industriels et patrons en contrepartie de mesures sur l'emploi, ce que tous les gouvernements n'ont cessé de faire depuis des décennies avec le succès que le résultat que l'on sait, entre 5 et 7 millions de chômeurs en échange de quelque 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 20 ans, alors qu'il faudrait tenir un langage internationaliste en avançant la nécessité d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, et à commencer en France par exproprier banquiers et capitalistes des 2.000 grandes entreprises sans indemnité ni rachat évidemment.

Pour la CGT-FO.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a lancé lundi une charge contre son homologue de la CFDT, François Chérèque, dont l'analyse "s'inscrit dans le social libéralisme" et il s'est dit en "divergence de fond" avec lui sur la question du "coût du travail".

La CFDT "sur le plan de l'analyse économique, s'inscrit depuis très longtemps dans ce qu'on appelle le social-libéralisme" et "ne veut jouer qu'à la marge sur les politiques économiques", a affirmé M. Mailly sur BFM Business. "C'est une divergence de fond", a-t-il dit.

"Le problème numéro un de la compétitivité n'est pas un problème du coût du travail" et "je ne vais pas dire, en tant que leader syndical, qu'il faut abaisser le coût du travail", a-t-il dit, alors que François Chérèque avait évoqué ce coût comme facteur de perte de compétitivité.

"Sur l'analyse de la compétitivité nous avons une opposition d'analyse" avec la CFDT, a insisté le leader de FO et donc "nous allons nous trouver sur des oppositions dans les solutions". "Cela ne va pas simplifier la négociation" qui doit s'ouvrir sur la sécurisation de l'emploi, selon lui.

Pour M. Mailly, la CFDT "veut être l'interlocuteur privilégié" du gouvernement et cherche ce statut "de manière permanente". "Moi, au titre de FO, je ne cherche pas à être l'interlocuteur privilégié", a-t-il dit.

Selon lui, dans la lettre de cadrage du gouvernement pour les négociations attendue le 10 septembre, "il n'y aura pas le terme de flexibilité, mais peut-être d'adaptabilité".

"Je suis pragmatique, j'attends le document", a affirmé M. Mailly qui a réitéré: "si cette négociation a lieu, on sait d'ores et déjà qu'elle sera très difficile". (AFP 03.09)

Et cela continue, depuis le 6 mai ils sont tous en train d'attendre de voir quelle va être l'orientation politique du gouvernement... Pour rappel, ils avaient tenu le coup ainsi de mai 1981 à décembre 1995.

Ils vont "négocier" sur le terrain du patronat, ils s'en défendent bien sûr. Nous ne sommes pas dupes, par ces sorties Thibault et

Mailly répondent d'avance aux accusations de collusion avec le Medef qui fuseront à l'issue de leur prochain sommet avec le patronat et le gouvernement.

La méthode est éculée, usée jusqu'à la corde : comment nous avons dénoncé publiquement le jeu de Chérèque et vous nous accusez d'en faire de même, franchement, si tel était le cas on se serait abstenu de vous mettre sur la voie en attaquant Chérèque, et le tour est joué.

Allons plus loin.

Mailly accuse Chérèque de produire une analyse qui "*s'inscrit dans le social libéralisme*", c'est juste, on ne dira pas le contraire. Mais Mailly, que fait-il de son côté, Thibault est sur la même ligne, il veut nous faire croire que des réformes sociales ou des mesures sociales progressistes pourraient être adoptées par le gouvernement, ignorant que la situation sociale en France est le produit de l'offensive lancée par l'oligarchie financière à l'échelle mondiale contre le prolétariat depuis le début des années 90, il nie le caractère mondial de la crise du capitalisme, ils nient le développement de la division internationale du travail dans pratiquement tous les secteurs de l'économie depuis cette époque qui contribue en permanence à tirer vers le bas le coût du travail, ils occultent que le gouvernement serait à la solde de l'oligarchie financière via l'UE, il nie que Hollande et son gouvernement seraient les représentants du capital et qu'ils gouvernent la société pour satisfaire les besoins exprimés par les capitalistes qui sont les maîtres du monde.

Finalement Mailly veut nous faire croire que le réformisme serait encore d'actualité, alors que tous les facteurs s'inscrivent en faux contre cette analyse. Il occulte le fait que le gouvernement est sous la coupe des banquiers et des marchés, que les économies des Etats de l'UE dont la France sont désormais placées sous leur contrôle, que le capitalisme français ne peut prétendre à conserver sa place sur le marché mondial qu'en emboîtant le pas des pays qui ont abaissé leur coût du travail et accru la flexibilité du travail, il se place sur le plan idéologique du capitalisme qui a eu cours jusqu'au début des années 70 et auquel correspond le réformisme, ennemi de l'émancipation du capital et du socialisme. Chérèque est à Copé ou Sarkozy, ce que Mailly est à Fillon ou à Chirac pour résumer.

Mailly vit dans un monde (imaginaire) qui n'existe plus et qu'il s'emploie à vouloir faire renaître de ses cendres, résultat : l'impasse, la paralysie, l'adaptation au capitalisme puisqu'il ne peut pas concevoir son dépassement. Pour Mailly, la prise de contrôle de l'économie mondiale par l'oligarchie financière est une fable.

Nous, nous partons de la réalité, nous ne cherchons ni à la nier ni à la contourner, nous estimons que c'est le meilleur moyen pour aider les travailleurs à en prendre conscience pour qu'ils s'organisent pour l'affronter. Notre démarche s'inscrit dans la perspective d'un affrontement général entre les classes, Mailly qui en a horreur cherche à concilier l'inconciliable pour l'éviter, ce qui le conduit à s'adapter au régime, à négocier ce qui n'est pas négociable, à s'asseoir à la même table que nos bourreaux dont il légitime par avance les mesures antisociales par sa seule présence. Cela vaut pour tous les dirigeants syndicaux.

ACTUALITE EN TITRES

[Monsieur Hollande, vous l'avez votre majorité.](#)

- Copé votera le traité européen et sera "*intransigent*" sur la baisse des déficits - AFP

Entre nous, il y a quelques semaines dans une causerie, j'affirmais que la majorité dont se revendiquaient Hollande et le PS n'existait pas, hormis en bénéficiant du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'UMP, qu'elle était une pure escroquerie après que 20 millions de travailleurs aient refusé de voter le 17 juin.

J'ajoutais que c'était un élément et un argument supplémentaire pour montrer aux travailleurs le caractère antidémocratique des Institutions de la Ve République. Depuis absolument personne, aucun parti ne l'a repris à son compte. Pourquoi ? Devinez.

[Dommage !](#)

- Ségolène Royal : «*Je ne vais pas entrer au couvent !*» - Liberation.fr

"*J'éprouvais le besoin d'un retour sur soi, d'une remise en place de la hiérarchie des priorités*", a-t-elle dit lundi au Figaro qui publie ses "*confidences*". (Reuters 03.09) Sa priorité n'a pas changé, c'est elle ! Ce qui est pratique avec les égocentriques, c'est qu'ils ne se rendent même pas compte de ce qu'ils disent et les trahit. Et puis elle transpire la suffisance, l'arrogance, le mépris.

Du coup on n'en est pas encore débarrassé.

- Le gouvernement envisage d'ailleurs de lui trouver une "fonction", a déclaré lundi Najat Vallaud-Belkacem sur Canal +.

"Elle a eu une année difficile", a dit la porte-parole du gouvernement. "Son utilité est d'ores et déjà avérée et on saura sans doute lui trouver une fonction, une responsabilité qui permette aux Français de continuer à bénéficier de son expérience et de son volontarisme". (Reuters 03.09)

On va le faire à la Arthaud : travailleurs, travailleuses, n'avez-vous pas eu une "année difficile", vous les producteurs des richesses ou qui participez au fonctionnement de la société par votre travail, n'avez-vous pas une "utilité (...) d'ores et déjà avérée", ne faites-vous pas bénéficier les "Français" de votre "expérience", ne méritez-vous pas alors un meilleur traitement que celui que vous réserve ce gouvernement au service des banquiers et des capitalistes, des patrons ?

[Erreur sur la personne.](#)

- Une rentrée scolaire avec moins de profs, un "défi" pour le gouvernement - AFP

Un "défi" pour les profs, sans aucun doute. A moins qu'ils ne s'accommodent du gouvernement, après tout, ils se sont accommodés du régime depuis plus d'un siècle.

Avez-vous lu le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* rédigé par K. Marx et adopté le 28 septembre 1864 ? Si non, dommage, je vous le conseille, vous reconnaîtrez facilement le ton que j'emploie ici. On analysera certains passages de ce Manifeste demain ou dans quelques jours.

Vous oubliez la méthode Coué

- Vincent Peillon : la rentrée "devrait bien se passer" - LePoint.fr

[La monarchie héréditaire a encore frappé.](#)

- Anne Hidalgo brigue sans surprise la succession de Delanoë à Paris en 2014 - AFP

Foi de démocrates, bien entendu !

[La décomposition du régime concerne tous les rapports dans la société.](#)

- Enseignement de la morale : 'Une nostalgie de l'école de la IIIe République' - LeMonde.fr

Comment voulez-vous que la jeunesse respecte un minimum de règles morales universelles au moment où le monde est régenté par une bande de gangsters sans foi ni loi qui en terme de morale ne connaît que le dollar et la poudre à canon avec la barbarie orchestrée et instrumentalisée qui les accompagnent ?

L'immoralité est à mettre au compte de votre société monsieur Peillon, elle ne disparaîtra qu'avec elle et tous ces représentants zélés qui la servent servilement.

[Fabius, la voix de l'Amérique.](#)

- Fabius "à l'unisson" avec la politique d'Obama - L'Express.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Bulgarie

La Bulgarie a abandonné son projet d'adoption de l'euro en raison de la détérioration des conditions économiques et des incertitudes entourant les perspectives de l'Union européenne (UE), annonce Simeon Djankov, ministre des Finances du pays, au Wall Street Journal.

Le pays le plus pauvre de l'UE est le dernier en date à tempérer son enthousiasme concernant une éventuelle intégration à l'Union économique et monétaire (UEM), pourtant un objectif stratégique des gouvernements qui se sont succédé à Sofia.

La Bulgarie est l'un des Etats les moins endettés de l'Union européenne et le pays s'efforce de s'en tenir à une stricte discipline budgétaire pour ne pas fragiliser le lev, la devise nationale corrélée à l'euro. (Reuters 03.09)

La Pologne vient également de repousser son adhésion à la zone euro.

2- Etats-Unis

2.1- Provocation et démonstration de force contre l'Iran

À l'orée d'une semaine cruciale pour sa campagne de réélection présidentielle, lors de laquelle il devra notamment défendre son bilan de politique étrangère, Barack Obama a décidé d'accroître sensiblement la pression sur l'Iran, en ordonnant de grandes manœuvres navales dans le golfe Persique et l'installation d'un radar antimissile performant au Qatar. Le président américain espère ainsi faire d'une pierre deux coups: forcer la main à l'Iran pour l'obliger à renouer des négociations au point mort sur l'avenir de son programme nucléaire, et convaincre Israël qu'il existe d'autres biais que les frappes militaires pour neutraliser la menace iranienne.

Complément de rudes sanctions économiques en place depuis six ans, la station radar de détection antimissile prévue au Qatar viendra s'ajouter à celles déjà en place en Israël et en Turquie. Elle permettra à Washington d'assurer une veille efficace des activités balistiques du régime chiite. Les manœuvres navales prévues dans le Golfe du 16 au 27 septembre, réunissant les États-Unis et vingt-cinq autres États, rassembleront une plus large concentration de dragueurs de mine. Sans toutefois chercher à dépasser le détroit d'Ormuz, afin d'éviter toute confrontation directe avec la marine iranienne.

Dans un rapport édifiant rendu public la semaine dernière, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a révélé que l'Iran avait doublé sa capacité d'enrichissement sur le site souterrain et quasi inexpugnable de Fordow, bien que le carburant produit fût loin d'atteindre une qualité militaire, qui nécessite un enrichissement supérieur à 90 %.

Visiblement insatisfait de l'implication américaine, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a fustigé dimanche à mots couverts la pusillanimité de Washington, réticent à envisager des représailles militaires. *«La communauté internationale n'a pas défini une ligne rouge que l'Iran ne doive franchir, a déclaré Nétanyahou, et l'Iran ne voit pas la résolution de la communauté internationale à stopper son programme nucléaire.»*

Ce courroux découle des propos étonnants de franchise du chef d'état-major américain, le général Martin Dempsey, qui estimait jeudi qu'une attaque surprise israélienne contre les infrastructures iraniennes *«etarderait mais ne détruirait probablement pas le programme nucléaire de l'Iran, et pourrait par contre entamer la pression internationale diplomatique sur Téhéran»*, avant d'ajouter qu'il ne serait *«pas complice»* d'une telle opération. (lefigaro.fr 03.09)

2.2- L'Empire contre-attaque.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé la Chine et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) à régler leurs différends territoriaux en mer de Chine méridionale *"sans coercition"*, lundi à la veille d'une visite à Pékin.

"Nous estimons que les pays de la région devraient travailler de concert à la résolution de différends sans coercition, sans intimidation, sans menaces et bien entendu sans l'usage de la force", a déclaré la chef de la diplomatie américaine lors d'une conférence conjointe avec son homologue indonésien Marty Natalegawa à Jakarta.

Les Etats-Unis ont un *"intérêt national"* dans la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale, a-t-elle une nouvelle fois souligné, à la veille d'un déplacement à Pékin dans le cadre d'une tournée de dix jours en Asie-Pacifique.

Mme Clinton a exhorté la Chine et les dix pays de l'Asean à réaliser des *"progrès significatifs"* vers le *"code de conduite"* en mer de Chine méridionale que l'association régionale tente depuis plusieurs années de faire accepter à Pékin. La Chine s'est cependant toujours opposée à ce code, marquant sa préférence pour une résolution bilatérale des différends.

La Chine, le Vietnam, les Philippines mais également Brunei, la Malaisie et Taïwan, s'opposent pour le contrôle d'archipels supposés riches en hydrocarbures et traversés par des voies maritimes internationales en mer de Chine méridionale.

Les prétentions territoriales chinoises divisent profondément l'Asean, à un point tel que, pour la première fois en 45 ans d'existence, l'association n'avait pas réussi lors d'un sommet en juillet au Cambodge à s'entendre sur un communiqué commun.

Jakarta, où l'Asean a ses bureaux, joue le rôle de médiateur dans le dossier et la visite de Mme Clinton a pour but d'encourager l'Asean à adopter un front commun face à Pékin. (AFP 03.09)

Les fauteurs de guerres appellent à la paix, les dictateurs donnent des leçons de démocratie...

3- Israël

Le journaliste israélien Uri Blau, du quotidien Haaretz, a été condamné lundi à quatre mois de travaux d'intérêt général pour détention illégale de documents confidentiels par un tribunal de Tel-Aviv.

«*C'est un jour triste. Dès le départ, le procureur n'aurait pas dû déposer d'acte d'accusation*», a déclaré Uri Blau après le verdict, selon les médias israéliens. Le journaliste s'était vu confier des milliers de documents confidentiels volés à l'armée israélienne par une soldate, Anat Kamm.

En se fondant sur ces documents, il avait publié le 4 décembre 2008 un article indiquant que l'armée avait mené des assassinats ciblés contre des militants palestiniens, en violation de jugements de la Cour suprême. Anat Kamm avait profité durant son service militaire obligatoire entre 2005 et 2007 de ses fonctions de secrétaire du général Yaïr Naveh, à l'époque commandant de la région militaire centre - qui comprend la Cisjordanie - pour s'emparer de quelque 2 000 documents classés «*secrets*» ou «*top secrets*».

Elle a été condamnée le 30 octobre 2011 à six ans de prison, dont quatre ans et demi ferme, et est actuellement incarcérée. (Liberation.fr et AFP 03.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Paupérisation

Plus d'un tiers des Français (37%) affirment avoir déjà connu, à un moment de leur vie, une situation de pauvreté, soit deux points de plus que l'an dernier, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire.

Si 44% disent n'avoir jamais été dans une telle situation, 19% déclarent avoir été «sur le point de connaître» une situation de pauvreté, sans y être pour autant tombé.

Inquiets pour l'avenir, une large majorité (85%) d'entre eux estiment que les risques que leurs enfants connaissent un jour une situation de pauvreté sont plus élevés que pour eux-mêmes (dont 55% estiment qu'ils sont beaucoup plus élevés). A l'inverse, seulement 11% jugent que ces risques sont moins élevés.

Pour 91% des Français, éprouver régulièrement d'importantes difficultés pour se procurer une alimentation saine et équilibrée constitue une situation de pauvreté.

Mais ne pas pouvoir envoyer ses enfants en vacances au moins une fois par an ou ne pas pouvoir accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi et sa famille constituent aussi des situations de pauvreté pour respectivement 73% et 74% des Français.

Par ailleurs, dans un autre sondage réalisé par internet du 4 au 12 juillet, auprès de 500 enfants de 8 à 14 ans, 58% affirment avoir peur d'être pauvre un jour. (20minutes.fr 03.09)

1.2- Rentrée scolaire : des regrets indécents, des sous et rien d'autres.

La rentrée 2012, préparée par la droite et amendée par la gauche, se fait avec 13 000 suppressions de postes, dont 4 700 dans le primaire. La FNEC-FP FO a regretté "*le maintien*" de "*la plupart des réformes*" du précédent ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, citant le socle de connaissance et le livret de compétences, la mastérisation (recrutement des profs à bac+5), une réforme du lycée "*encore aggravée*" ou encore le dispositif d'éducation prioritaire Éclair.

Les mesures du nouveau gouvernement "*ne sont pas suffisantes pour amorcer un véritable changement*", selon le syndicat, qui

crain par exemple que, selon les académies, des contractuels ne bénéficient pas des trois heures de décharge accordées aux nouveaux enseignants pour se former une journée par semaine. FO craint aussi de "*voir progresser l'emploi non statutaire*".

Le syndicat demande "*une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice*", qui sert de base au salaire des fonctionnaires, gelé depuis 2010, et l'"*ouverture de négociations pour le rattrapage*". "*C'est indigne de dire qu'il serait digne d'augmenter les enseignants et de bloquer la valeur du point d'indice*", a fait valoir M. Raguin, secrétaire général de la FNEC-FP FO. (lepoint.fr et AFP 03.09)

Je rappelle que j'ai été prof pendant une brève période et que ma fille est institutrice. On a idéalisé le niveau de conscience politique des enseignants, c'est l'une des plus grossière et tragique erreur du mouvement ouvrier, y compris ou surtout son avant-garde. Donnez-leur donc des "*brioche*s" et vous serez tranquille, ils ne penseront pas à faire la révolution ou à changer la société !

2- Afrique du Sud

La police a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de balles en caoutchouc pour disperser des mineurs en grève dans une mine d'or des environs de Johannesburg.

Dans un communiqué, le propriétaire de la mine de Modder East, Gold One International Ltd, a indiqué qu'une soixantaine de mineurs ont observé une grève "*sauvage*", empêchant la moitié du personnel du site d'aller au travail.

"*Devant le refus des grévistes de se disperser, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les disperser*", a précisé l'employeur.

De son côté, le porte-parole de la police, Pinky Tsinyane, a déclaré que quatre personnes ont été blessées et quatre autres arrêtées.

Lundi, les premiers des 270 mineurs de Marikana placés en détention préventive à la suite de la tuerie du 16 août ont recouvré la liberté.

Ils avaient été, dans un premier temps, inculpés du meurtre de leurs collègues en vertu d'une loi remontant l'époque de l'apartheid. Mais face aux protestations, le parquet a depuis fait machine arrière et levé ces inculpations. (Reuters 03.09)

3- Liban

"*On a des montagnes de déchets et des minibus qui crachent du dioxyde de carbone, le gouvernement aurait mieux fait de régler ces problèmes avant d'interdire la cigarette!*" s'insurge Saad Fleifel, résumant le mécontentement quasi général face à l'entrée en vigueur d'une loi anti-tabac au Liban.

Dans un pays considéré comme le "*paradis des fumeurs*", cette loi était entrée en vigueur il y a un an - mais pas toujours respectée - dans les aéroports, les hôpitaux, les écoles et les transports en commun. A partir de lundi, elle concerne les cafés, les restaurants et autres établissements touristiques.

Sur la terrasse d'un café-resto à Hamra, secteur commerçant de l'ouest de Beyrouth, Saad Fleifel et Firas Ghali, se délectent en fumant le narguilé et pestent contre l'Etat.

Comme la majorité des personnes interrogées par l'AFP, ils l'accusent d'avoir privé les fumeurs d'une sorte de "*défolement*" dans un pays miné par des années de guerre, d'instabilité et de problèmes économiques.

"*Interdire la cigarette, c'est un concept européen, mais fumer le narguilé, c'est un mode de vie libanais et oriental et on veut nous priver de ça!*" s'exclame Saad, 39 ans, propriétaire d'une entreprise de transport.

"*Les plages pleines d'ordure et le gaz toxique des centrales électriques, ce n'est pas de la pollution ça?*" proteste-t-il.

"*Les bars à narguilé, ce sont les seules choses qui marchent au Liban*", renchérit Firas, un commerçant de 30 ans, qui doute de l'application de la loi.

"*Le gouvernement ne s'est jamais préoccupé du citoyen et on n'est même pas couvert par une assurance-maladie comme en Europe, vous voulez me faire croire qu'il s'inquiète pour notre santé maintenant?*" raille Ahmad, un acteur de 26 ans en grillant une cigarette. "*C'est juste pour empocher de l'argent*".

La grogne se fait entendre aussi dans les villes touristiques de Tyr (sud) ou Baalbeck (est).

A Tripoli, la grande ville du nord théâtre d'affrontements confessionnels sporadiques, on n'y va pas de main morte.

"S'ils vont appliquer la loi par la force, je vais couper les routes et brûler des pneus", lance avec défi Khaled el-Abed, propriétaire d'un café à Bab el-Tebbaneh.

"Il est bizarre ce Liban", commente un autre Tripolitain. "Il y est interdit de fumer, mais il est permis de kidnapper des gens", en référence à des enlèvements récents revendiqués par des hommes identifiés mais qui n'ont pas été arrêtés. (AFP 03.09)

J'ai mis cette info en ligne pour montrer que dans tous les pays, ceux qui gouvernement s'emploient à restreindre les libertés et à pourrir au quotidien la vie des simples citoyens jusqu'à ne leur laisser aucun répit pour se détendre ou se changer les idées, à croire qu'ils veulent les pousser à bout.

ECONOMIE

UE

L'agence de notation Moody's a ramené lundi de "stable" à "négative" la perspective de la note qu'elle accorde à l'Union européenne, disant s'aligner sur les baisses de perspectives d'importants pays membres comme l'Allemagne et la France. (AFP 03.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 septembre

CAUSERIE

[Quel regard le NPA porte-t-il sur la situation ?](#)

Titre d'un article : *Aux racines de la crise européenne* - jeudi 30 août 2012

- "*L'Europe est devenue le maillon faible du capitalisme mondial. La crise économique et financière a débouché sur une crise des dettes publiques, aggravée par la nécessité pour les États capitalistes de renflouer des banques dont les bilans débordent de créances « pourries ».*"

L'oligarchie financière, au sommet de laquelle se trouve la Fed et la City, lance une brutale offensive contre le prolétariat européen qu'ils ont mis minutieusement au point étape par étape au cours des décennies précédentes, ils lui donnent le nom de "*crise*" pour lui prêter un caractère inéluctable dont elle serait elle-même la victime, il n'en fallait pas plus pour que tous les crétiens de la place s'en emparent et s'engouffrent dans cette version de la situation qui n'a un rapport qu'indirectement avec le fonctionnement du capitalisme.

L'Europe n'est pas "*devenue le maillon faible du capitalisme mondial*", elle a été étranglée par les banquiers et les marchés qui lui ont imposé leur dictature avec la complicité de tous les gouvernements en place, ainsi que les partis institutionnels en situation d'accéder au pouvoir.

La crise économique et financière n'a pas "*débouché sur une crise des dettes publiques*", ils se sont servis du capital qu'ils avaient accumulé pendant des décennies pour proposer (sic!) leurs services aux Etats ou plutôt leur imposer moyennant des taux d'intérêt qu'ils avaient fixés eux-mêmes, et une fois les Etats ayant accepté de réduire leurs recettes ils se sont retrouvés dans l'obligation de recourir aux marchés pour faire face à leurs dépenses, ainsi la dette des Etats atteint des sommets au point que le service de l'Etat devint leur premier poste budgétaire.

La crise économique était bien réelle, elle correspondait à l'accumulation du capital ne trouvant pas de placements suffisamment rentables pour engranger de nouveaux profits, elle seule est le produit du fonctionnement des lois du capitalisme. Quant à la dette des Etats, elle n'en est pas la conséquence, elle a été fabriquée de toutes pièces selon un plan arrêté par le cartel des banques, qui un siècle auparavant s'était emparé de l'économie et de l'Etat américain.

Et pour financer cette mainmise de l'oligarchie financière sur les Etats, par étapes il leur a fallu disposer de sommes colossales qu'ils n'avaient pas ou pas de disponible sous la main, qui leur furent distribuées généreusement par G. Bush à partir du 11 septembre 2001, le jackpot étant atteint à partir de la faillite de Lehman Brothers qu'ils précipitèrent en 2008, la Fed décrétant que pour une durée illimitée le guichet resterait ouvert et les heureux élus pourraient se servir à leur guise à hauteur de milliers de milliards de dollars une fois mise en branle la planche à billets.

C'est avec cet argent fictif qu'ils ont fabriqué pour l'occasion, qu'ils ont gangrené l'économie européenne et mis à genoux les Etats, cela n'a donc rien à voir ici avec une crise classique du capitalisme, même si parallèlement ou souterrainement elle faisait son oeuvre, ce serait plutôt une entreprise de type mafieuse qui est passée à l'action.

Ce que le NPA ne comprend pas comme pratiquement tous les partis et la plupart des économistes, c'est que la situation actuelle découle de l'interaction entre l'économie réelle et l'économie fictive sans que les deux se chevauchent parfaitement, ils n'arrivent pas à discerner ce qui est du domaine de l'une et l'autre économie ni les rapports qu'ils entretiennent. Du coup ils confondent tout et ne comprennent plus rien ou pas grand chose.

Ils ne veulent pas admettre qu'à un moment donné des règles étrangères aux lois de fonctionnement du capitalisme aient été introduites, non pas pour en changer la nature ou déboucher sur un nouveau système économique puisque les rapports entre les classes sont demeurés les mêmes, les fondements du capitalisme n'ont pas été modifiés depuis plus de deux siècles qu'ils existent, mais pour s'attaquer à la part de la plus-value qui revenait au prolétariat européen sous forme de rémunération ou droits sociaux afin d'enrayer ou freiner la baisse du taux de profit à l'échelle mondiale qui était à la fois le produit du développement du capitalisme mondial et de la lutte de classe, pour finalement consacrer leur hégémonie sur tous les peuples et la planète.

Quand on est en proie à un virus, on va le traiter et en faire disparaître les symptômes, les conséquences, mais on ne se posera pas la question de savoir pourquoi il s'est développé chez nous et pas chez notre compagne ou compagnon, il faut pourtant admettre qu'on présentait un terrain favorable à son développement, la fatigue, la prise de médicaments, l'alcool, une nourriture déséquilibrée. Une fois rétabli, on ne s'attaquera pas à l'origine de cette infection, on se contentera d'observer qu'on a retrouvé la santé, un équilibre qui masque une autre réalité plus profonde qui prend ses racines dans nos habitudes (alimentaires notamment) ou notre mode de vie. En réalité, on aura traité un effet en croyant avoir vaincu sa cause, alors qu'on sera passé à côté, c'est exactement ce que fait ici le NPA. Comment discerner ce qui tient du virus et ce qui appartient au terrain quand on ignore celui-ci ? Sans vouloir être désobligeant pour le plaisir de l'être, j'en déduis donc qu'au NPA ils n'ont rien appris ou pas grand chose de la vie.

Continuons la lecture de cet article.

- *"À son tour, cette crise de la dette a provoqué une crise de la zone euro, désormais menacée dans son existence même."*

Cela aussi on leur a soufflé et ils ont sauté à pieds joints dedans. A les entendre on aurait l'impression d'être placé devant un processus spontané et totalement imprévisible, alors qu'il a été savamment orchestré dans un objectif bien précis. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils le maîtriseraient entièrement, loin de là, au regard des contradictions du capitalisme. Pour mieux comprendre comment fonctionne l'économie, il faut faire un va et vient incessant entre l'économie réelle et fictive ou les avoir toutes les deux à l'esprit en permanence.

Si l'on reprend les faits depuis le début des années 70, la fin de la convertibilité du dollar en or, la fusion des banques de dépôt et d'investissement, l'indépendance de la Banque de France, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés à ses conditions, la création de la BCE détentrice du pouvoir de battre la monnaie à la place des Etats, puis dans la foulée le passage l'euro, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que l'étranglement des Etats par la dette et leur soumission à l'oligarchie financière ont été programmés pour permettre aux plus puissants des capitalistes de le rester tout en soumettant le prolétariat européen à une régression sociale sans fin.

Comme beaucoup d'autres, le NPA s'imagine que l'euro et l'Union européenne seraient des fins en soi, alors qu'ils ne sont que des moyens pour parvenir à une fin inavouée, car inavouable, nous réduire littéralement en esclavage.

On va poursuivre cette lecture en sautant certains paragraphes qui ne présentent aucun intérêt pour nous ici, la suite montre à quel point le NPA prend les problèmes à l'envers.

- *"Pour dix-sept pays la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale ni sociale – celle-ci étant même formellement interdite par les traités de l'Union européenne."*

Pourquoi est-elle *"interdite par les traités de l'Union européenne"*, si ce n'est pas parce que cela ne correspond pas à l'objectif de ceux qui tirent les ficelles. S'ils estimaient à un moment donné que l'harmonisation fiscale et sociale ferait leur affaire, ils passeraient à la vitesse supérieure pour atteindre cet objectif. La question est de savoir qu'est-ce que cela leur apporterait de plus, est-ce que cela servirait l'objectif qu'ils se sont fixés ?

- *"L'Europe est une réalité historique et culturelle, et dans une certaine mesure (malgré les obstacles que place le capitalisme) économique. Son unification est une nécessité pour le progrès de tous les peuples, de toutes les sociétés qui la composent. Les conceptions libérales, présentes dès l'origine mais qualitativement aggravées par l'Acte unique (1986) puis le traité de Maastricht (1992), ont cependant démontré leur incapacité à la faire avancer dans cette voie."*

Le NPA en arrive à produire un truisme, une banalité affligeante, la fraternité entre tous les peuples en Europe serait *"une nécessité pour le progrès de tous les peuples"*, il faut avoir réfléchi pendant de longues années pour sortir un truc pareil !

D'un truisme à la confusion la plus totale il n'y a qu'un pas que le NPA franchit. A propos de l'Espagne :

- *"... le secteur de la construction, qui a fait l'objet d'une spéculation effrénée alimentant une croissance largement artificielle, avant de s'effondrer lorsque la bulle immobilière mondiale a explosé, d'abord aux États-Unis."*

Quelle *"bulle immobilière mondiale"* ? Où a-t-elle explosé à part aux États-Unis et maintenant en Espagne dans une moindre proportion ?

- *"Grèce, le système a utilisé à fond les possibilités d'endettement facilitées par l'Union européenne, et qui profitaient avant tout à ses grandes banques (principalement allemandes et françaises) ; jusqu'à ce que le déclenchement de la crise mondiale mette à nu des déséquilibres que les marchés financiers ont alors considérés comme insoutenables."*

Etonnant, on avait cru comprendre que les comptes de la Grèce avaient été truqués par des hommes de main de Goldman Sachs et leur présentation maquillée pour justement obtenir de nouveaux prêts, qui une fois additionnés à son endettement réel et rendu public allait s'avérer explosif au point de considérer l'Etat grec au bord de la banqueroute.

Encore une fois, ils prennent pour argent comptant la version qu'on leur a servie sur un plateau.

En réalité, les marchés financiers n'avaient pas besoin de considérer comme insoutenable le taux d'endettement de l'Etat grec, il était purement et simplement, ils avaient conduit la Grèce à un point de non retour qui nécessitait soit de liquider le capitalisme, soit de réduire drastiquement le niveau de vie de la population grecque.

Le NPA n'analyse pas la situation, il se contente de la commenter, cela pourrait être le mot de la fin, mais continuons encore un peu cette lecture.

Ils poursuivent en comparant les États-Unis et les pays de l'Union européenne, mais comme ils n'ont pas en tête le cartel des banques qui dirigent les États-Unis depuis le début du XXe siècle, ils nagent en pleine confusion une fois de plus, passons ce passage sans intérêt. La suite est plus gratinée, excellente même.

- *"La Grèce supporte ainsi le poids d'une monnaie totalement surévaluée, tout en étant prise dans le carcan de traités européens qui lui interdisent toute politique autonome par laquelle elle pourrait tenter de se redresser."*

Au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités, vous en avez la preuve sous les yeux, ils vont le confirmer plus loin.

Attention, c'est reparti pour un tour avec la crise :

- *"Jusqu'à présent, les gouvernements européens n'ont trouvé aucune solution cohérente viable pour remédier à cette crise."*

Parce qu'ils en chercheraient une, on leur a dit, ils le croient au NPA !

- *"La vieille idée des États-Unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements au service des travailleurs, commençant à rompre avec la loi du profit."*

Vous aurez noté qu'il ne s'agit pas pour le NPA des États-Unis socialistes d'Europe, passons, ils vont le plaquer à la fin. Il ne manquerait pas quelque chose dans leur énumération ? Les institutions politiques que dans chaque pays le prolétariat doit impérativement abattre pour prendre le pouvoir, pour ensuite *"rompre avec la loi du profit"*, autrement dit, sans cette condition on en revient à ce qui a été souligné plus haut, à savoir qu'au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités.

Vous en doutez encore ? Non, je ne vais pas me fâcher, cet article m'a mis de bonne humeur, il précise la vraie nature du NPA. J'en

ai un autre sous le coude qui n'est pas à piquer des vers non plus, vous allez apprécier j'en suis sûr, il commence sous les chapeaux de roue, un vrai délice :

Titre d'un autre article : *Pas de sortie de crise dans le cadre national, pour un plan d'urgence européen...* - lundi 30 juillet 2012

- *"À l'inverse des politiques austéritaires menées en Europe, il est nécessaire d'augmenter les salaires pour vivre correctement et financer la protection sociale."*

Voilà leur seul et unique objectif, il le confirme ici. Nous notre objectif, c'est de se débarrasser des classes et des Etats, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la nécessité pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Vous allez penser, comme il y va, il a perdu la tête le malheureux, vous allez trop loin, vous croyez, eux au NPA ils vont nulle part, vous avez envie de faire partie du voyage ou vous préférez piétiner sur place indéfiniment, vous avez le choix, je ne vous impose rien.

Nous, nous considérons que l'objectif fixé par le NPA consiste à faire en sorte que certaines couches de travailleurs puissent vivre relativement confortablement et puissent supporter l'existence du capitalisme au détriment des autres qui auront une existence misérable, en France ou ailleurs dans le monde puisque les économies sont imbriquées. Désolé, ce n'est pas notre objectif.

Par ailleurs, nous savons que c'est la violente et profonde dégradation des conditions objectives que rencontrent les travailleurs qui seule les poussa à passer à l'action et à terme à réaliser leur révolution. Donc nous ne cherchons pas à l'éviter, nous préparons les travailleurs à affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles pour sortir victorieux de ce combat. La démarche du NPA s'inscrit dans la perspective de la préservation du régime capitaliste, la nôtre dans celle de sa liquidation. Vous comprendrez pourquoi nous avons si peu de points communs avec le NPA.

- *"Un «pacte budgétaire» combiné à une union bancaire dans le cadre d'une union politique fédérale dont le seul ciment serait financier, la dette, les «eurobonds», le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) auquel succède mi-juillet le Mécanisme européen de stabilité (MES), le tout supervisé par la BCE, tels sont les grands axes du plan de l'Allemagne face à la crise."*

Ils y tiennent au scénario concocté par l'oligarchie financière. On a le droit de penser que le NPA est instrumentalisé par le régime, ce qui vous remettra en mémoire de quelle manière les médias aux ordres de l'Elysée avaient propulsé le NPA sur le devant de la scène avant qu'il ne retourne dans l'ombre.

En réalité, l'Allemagne est le seul pays qui tire profit actuellement de la situation depuis Maastricht ou le passage à l'euro, apparemment ils l'ignorent au NPA, pas tout à fait, mais ils n'en tiennent pas compte.

Je vous épargne la suite qui est du même tonneau que l'article précédent, allons voir plus loin.

- *"La seule voie capitaliste pour éviter l'implosion de l'Europe est que les puissances dominantes soient capables d'imposer une unité par la contrainte économique et financière. Cette voie est celle de la dictature des marchés..."*

Les Etats-Unis sont à l'origine de l'Union européenne, pour eux, l'Union européenne, ils n'y tiennent pas davantage qu'un Kleenex, la dictature des marchés n'est pas une voie ou un moyen, c'est la fin, l'objectif final qu'ils se sont fixés.

- *"Les causes profondes de la crise de l'euro ne sont pas des problèmes de technique budgétaire ou financière. Elles sont sociales et politiques, déterminées par les rapports entre les classes."*

Ils confondent la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions inhérentes à ses fondements dans lesquelles intervient la lutte des classes, avec la "crise de l'euro" qui est le produit d'une entreprise criminelle pilotée par un cartel de banquiers relayé par les banques centrales. Le côté ouvrieriste du NPA le trahit ici.

Ils nous expliquent ensuite que la construction européenne serait minée par les contradictions dues au développement inégal et à l'histoire de chaque pays de l'UE, sans blague, parce que voyez-vous de Schuman à Barroso personne n'y avait pensé avant le NPA, aucun des dirigeants européens ou des chefs d'Etats en 60 ans ne s'en serait aperçu, on se demande alors quel objectif ils poursuivaient en réalité.

En guise de socialisme, les voilà retournés à Owen.

- *"... l'issue de la crise de leur Europe passe par la mobilisation du monde du travail sur le terrain politique pour défendre ses droits, défense indissociable de la lutte pour une autre Europe qui ne soit pas celle de la concurrence et du profit mais celle de*

la solidarité et de la coopération."

Cela ne veut strictement rien dire "*la solidarité et de la coopération*", entre Etats capitalistes, cela vaut bien l'union libre des Etats libres des anarcho-syndicalistes du POI.

Il leur arrive parfois de produire une analyse presque correcte sur un segment de la situation mondiale, presque et sur un segment seulement, pour en déduire immanquablement des conclusions erronées parce qu'il leur manque un gros morceau du puzzle. - "*À l'origine de la dette, la volonté des États de se porter garants de la rentabilité financière de l'économie, de consolider le système financier miné par les spéculations qui visent à pallier la difficulté de réaliser les profits.*"

On peut admettre cette version édulcorée. Et patatras :

- "*L'issue combine la lutte contre les conséquences de l'exacerbation de l'exploitation avec celle contre la suraccumulation du capital et les spéculations financières.*

Il n'y a pas de réponse à la crise qui ne commence par le changement du rapport de forces en imposant une autre répartition des richesses. L'augmentation des salaires pour vivre dignement et financer la protection sociale et les régimes de retraite..." la liste continue sur encore six lignes, et toutes ces revendications pourraient être satisfaites ou ce programme mit en oeuvre sans liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme, à croire qu'ils n'y tiennent pas ou n'y croient pas, et comme cela s'avèrera impossible à réaliser, autant dire qu'avec le NPA dans un siècle on en sera toujours au même point ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en rendent même pas compte.

Ils militent soi-disant pour l'annulation de la dette de l'Etat, mais pas sans conditions, une fois seulement qu'"*un audit populaire*" se sera prononcé "*en vue de son annulation*", dans le cas contraire, il faudra casquer ! Le tout sous un vocable qui se veut radical pour en imposer aux naïfs ou ignorants, il faudra "*prendre le mal à la racine pour en finir avec la soumission des États aux intérêts de l'aristocratie financière*", non mais alors, comment, mystère !

Et comme toujours dans ces articles à rallonge, on y trouve tout et son contraire histoire de noyer le poisson, sauf qu'on a appris à nager!

Ils se prononcent pour l'expropriation des banques et des compagnies d'assurances sans indemnisation, pour immédiatement soutenir qu'il faudrait conserver l'euro, pas comme monnaie de change pour les transactions internationales une fois qu'on aura pris le pouvoir, hypothèse que j'avais envisagée et qui restait à valider ou à infirmer, non, pour sortir de la crise au niveau européen :

- "*La sortie de l'euro est souvent présentée, y compris à gauche, comme une des conditions pour sortir de la crise. C'est une erreur car si les luttes gardent pour cadre premier l'arène nationale, la zone euro et l'UE sont l'espace politique réel dans lequel doit s'inscrire la lutte du mouvement ouvrier*", confirmant ainsi que "*les luttes*" dans le cadre national doivent concerner les revendications alimentaires et que les revendications politiques doivent être traitées au niveau européen, autrement dit le combat politique contre les institutions dans chaque pays passe à la trappe.

Mieux encore, ils veulent conserver la BCE dont il faudrait "*revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique*", alors pourquoi ne pas la liquider et créer une nouvelle banque européenne sur les bases du socialisme. Ils ne peuvent pas l'envisager car rappelez-vous qu'ils ne militent pas dans la perspective du socialisme, ce qu'ils confirment plus loin :

- "*Ce service public bancaire sera le réseau nourricier d'une Europe bâtie sur la solidarité et la coopération, l'instrument d'une planification démocratique.*"

Et comme ils ont bien appris leur leçon, le baroud d'honneur habituel pour nous faire oublier tout ce qui précède et qui de toute évidence ne nous permettra jamais d'avancer vers le socialisme.

- "*La mise en œuvre de cette politique nécessite la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires, un gouvernement démocratique des travailleurs regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Un tel bouleversement ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières nationales, il s'étendra à toute l'Europe pour mettre en œuvre un processus constituant en vue de la construction d'une Fédération des États socialistes d'Europe.*"

Tu parles d'un "*bouleversement*", un gouvernement "*regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité*" mais demeurent subordonnés au capitalisme, par exemple, le PCF, le PG, le NPA, Mailly, Thibault et consorts, des socialistes quoi !

Cet article programme fait plusieurs pages à l'écran, pas une seule fois ils n'ont cité les institutions de la Ve République, la Constitution, pas une seule fois ils auront prononcé le mot révolution ou révolutionnaire.

Parole d'internaute

- "Aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande, les banques avaient spéculé sur la hausse infinie de l'immobilier. Elles ont perdu. Quand la pyramide s'écroule, quelqu'un doit payer. Faire travailler les peuples pour rembourser les banques, tel est le sens de la rigueur décrétée par les gouvernements."

Inexact, les banques n'ont pas spéculé "sur la hausse infinie de l'immobilier", parce qu'elles savaient pertinemment qu'à un moment donné cette bulle éclaterait, elles ont créé les conditions qui leur permettraient de spéculer aussi longtemps que possible tout en sachant que les gouvernements viendraient à leur secours pour nationaliser leurs pertes.

Il est également erroné de penser que parce qu'elles ont enregistré des pertes énormes, celles-ci annuleraient les profits qu'elles ont empochés, il ne viendra à l'idée de personne de demander aux actionnaires qui ont perçu des millions d'euros durant toute cette période de rembourser cette somme. Les profits, ils les conservent, et leurs dettes, c'est effectivement aux travailleurs que les gouvernements entendent les faire payer.

Ce que la plupart des gens n'arrivent pas à comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme, la crise, la banqueroute d'une banque sont parfaitement prévisibles puisqu'inévitables à terme. Donc les différents acteurs qui entrent en jeu se positionnent y compris dans cette perspective, malheur à ceux qui ne l'ignorent ou ne l'ont pas en permanence en tête, c'est évidemment le cas des petits porteurs qui sont les dindons de cette mauvaise farce.

Croire que les représentants du capital, les gros actionnaires ou les dirigeants des grandes entreprises ne comprendraient rien au fonctionnement du capitalisme est une grave erreur. Et pourquoi fait-on généralement cette erreur ? Devinez, parce qu'on ignore soi-même comment fonctionne le capitalisme, du coup on prête volontiers aux capitalistes notre propre ignorance, c'est une sorte d'identification à l'envers inconsciente.

Vous avez remarqué que j'ai progressé en économie au cours des 7 dernières années, au début ce n'était pas très brillant (un euphémisme pour ne pas dire médiocre !), puis on s'y est mis sérieusement. Qu'on progresse ensemble, ce sera mieux, c'est mon seul objectif. On a encore du boulot, c'est sans fin en réalité.

Hollande dans le rôle du contorsionniste.

Hollande, hier, en Italie : "*Nous avons la même préoccupation, celle de la croissance dans la stabilité*" (AFP 04.09),

La croissance des profits des capitalismes ne doit pas être contrariée, perturbée, déstabilisée, comme la paix sociale quoi !

Hollande en famille.

François Hollande a reçu la semaine dernière à l'Élysée l'écrivain-philosophe Bernard-Henri Lévy, qui avait lancé au cours de l'été un appel à une action militaire aérienne en Syrie, a indiqué l'entourage du président, confirmant une information du Parisien. "*Nous confirmons une rencontre entre Bernard-Henri Lévy et le président de la République au sujet de la Syrie*", a-t-on déclaré de même source. S'inspirant du précédent libyen en 2011, quand il s'était fait l'avocat d'une intervention militaire auprès de l'ancien président Nicolas Sarkozy, BHL avait appelé à la mi-août à une action similaire en Syrie, dans une tribune intitulée "*Des avions pour Alep*", publiée par le quotidien Le Monde.

Selon le site internet du Parisien, la rencontre entre François Hollande et le philosophe s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. "*L'entretien entre François Hollande, Laurent Fabius et Bernard-Henri Lévy a duré environ une heure*", poursuit le quotidien, citant "*une source au Quai d'Orsay*". (lepoint.fr 04.09)

TSCG. Ils en sont au chantage.

Le député PS de Seine-et-Marne, ex-conseiller de Jean-Marc Ayrault, Olivier Faure accroît un peu plus la pression sur les opposants au traité européen, membres de son propre parti.

Pour le nouvel élu socialiste, ne pas adopter le traité budgétaire européen, négocié par Nicolas Sarkozy et adopté par François Hollande, reviendrait à ouvrir une "*crise politique majeure*" a-t-il déclaré au Talk Orange-Le Figaro. (lexpress.fr 04.09)

Ben voyons, l'UMP qui ne s'est pas encore remis de sa cinglante défaite vous l'évitera. Gageons que vous ne serez pas ingrat avec lui.

Contre le TSCG... pour sauver l'Union européenne.

La grogne des députés PS continue. Pascal Cherki a annoncé ce mardi qu'il voterait contre le traité de stabilité européen, au lendemain de la déclaration de Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, indiquant que les députés PS n'auront aucune liberté de vote sur le traité.

"Nous formons une majorité politique, pas un club de supporters marchant à coups d'oukases et de rappels à l'ordre disciplinaires", écrit sur son blog Pascal Cherki, député de Paris, proche de Benoît Hamon et membre de l'aile gauche du PS.

Selon le député membre de la commission des Finances, le traité, par l'austérité qu'il programme, fait courir *"un risque majeur"* à l'Europe *"en précipitant les pays vers une récession dont nous aurions le plus grand mal à sortir et qui ne ferait que renforcer les partis d'extrême droite qui plaident pour un repli nationaliste des peuples"*.

En outre, ajoute-t-il, le traité *"contraint fortement les possibilités d'agir des Etats sans pour autant renforcer ceux de l'Europe"*, dont le budget n'est pas augmenté. (L'Express.fr 04.09)

Encore un qui a tout compris : renforcer les Etats ne peut se concevoir qu'au détriment de l'UE, et le renforcement de l'UE ne peut se faire qu'au détriment des Etats, les choses simples s'expriment simplement. Simplet (Pascal Cherki) a-t-il compris ou faut-il lui faire un joli dessin ?

Vous savez d'où viennent les couacs au PS ? C'est parce qu'il y a plein de Pascal Cherki au PS ou parmi leurs élus, pas qui sont opposés au TSCG, mais qui ne comprennent rien ou pas grand chose à la situation.

PS. Le parti unique mérite une candidature unique.

Le mode de désignation du futur premier secrétaire du PS suscite des remous au sein du parti, certains n'hésitant pas à le qualifier d'"obscur" voire de "nord-coréen", alors que la numéro un sortante Martine Aubry avait fait de la rénovation un de ses credo favoris.

L'universitaire Rémi Lefebvre s'étonne pour sa part que Martine Aubry, en dépit d'un bilan résolument réformateur du parti, *"termine son mandat avec une note qui ne va pas dans le sens de la rénovation"*.

"On ne va pas changer les règles (de désignation du successeur) au dernier moment. On a l'impression qu'Harlem Désir sent que les choses tournent en sa défaveur et qu'il se tourne vers les militants", ajoute-t-il.

Le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a fait valoir pour sa part sur RMC sur *"l'unité est porteuse de candidature unique"*. (AFP 04.09)

Rémi Lefebvre, encore un intellectuel à la tête trop pleine...

Vous savez, la tête, c'est comme l'estomac, on va vous expliquer comment cela fonctionne puisque vous l'ignorez apparemment.

Pour favoriser la digestion, le bol alimentaire ou la quantité de nourriture que vous absorbez lors d'un repas ne doit pas excéder un certain volume, afin que le suc gastrique procède à la décomposition des aliments ingurgités dans de bonnes conditions, c'est-à-dire, que la durée de fermentation ne doit pas excéder le temps nécessaire à la décomposition des aliments (conformément à leur composition chimique), car au-delà ils entrent en putréfaction.

Pour se faire, il faut que le suc gastrique soit bien mélangé aux aliments, il faut donc laisser un petit espace vide dans l'estomac pour que les aliments puissent se déplacer et se mélanger correctement au suc gastrique, sinon, devinez, bonjour les odeurs ! Eh oui, qui dit putréfaction, dit gaz ! Mais aussi constipation, mal de tête, nausée, insomnie, irruption cutanée, je ne plaisante pas. Il arrive aussi que ce soit la qualité ou la quantité du suc gastrique qui pose problème, mais c'est autre chose.

Avec la tête un peu moins pleine, on va aérer les neurones monsieur Rémi Lefebvre, on va faire respirer nos connaissances, le matériel qu'on a emmagasiné dans le cerveau, du coup ils seront plus disponibles ou mieux disposés pour réfléchir. Vous me direz que c'est aussi efficace que ne penser à rien, assurément, à condition d'avoir pensé à tout ou presque avant, ce qui ne semble pas être le cas de M. Lefebvre.

Il arrivait à Marx de se balader et de ne penser à rien, selon lui, pour se reposer l'esprit avant de se remettre au boulot, dans son cas cela se concevait aisément ; vous ne voudriez tout de même pas que l'on compare l'auteur du *Capital* avec l'auteur de divagations sur le PS, un peu de sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande en maton.

- Hollande et Monti se veulent les "gardiens" des décisions européennes - AFP

En famille.

- Syrie : François Hollande a reçu Bernard-Henri Lévy - LePoint.fr

Ne vous marrez pas, le dandy sioniste et milliardaire Bernard-Henri Lévy clame sur tous les toits qu'il est de gauche, sans guillemets s'il vous plaît. Il est donc chez lui au Palais.

En attendant le retour du rutabaga et du topinambour.

- Les Français achètent de plus en plus de pommes de terre - LeFigaro.fr

Rutabaga et topinambour, tubercules de la famille du navet qui sert à l'alimentation du bétail et éventuellement à l'alimentation humaine pendant la guerre. Mais nous sommes en guerre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

«Les républicains mentent, et ils s'en fichent si les autres pensent qu'ils mentent... Joseph Goebbels, c'est le grand mensonge et on le répète à l'envi», a confié, lundi, le chef du Parti démocrate de Californie John Burton, de manière un peu décousue, à la radio KCBS et au journal San Francisco Chronicle. Et John Burton de réitérer aussitôt ses accusations en visant nommément le colistier de Mitt Romney. «Cet abruti de Paul Ryan a fait un mensonge effronté sur la fermeture de l'usine General Motors de Janesville dans le Wisconsin et il s'en fiche. C'était Goebbels, le grand mensonge.» «Les républicains ont dit qu'ils n'accordaient aucune importance aux faits. Pour eux, mentir n'est pas un terme péjoratif, c'est plutôt un compliment», conclut le président du Parti démocrate en Californie.

Au cœur de son mécontentement, les arguments anti-Obama des républicains qui déforment la réalité. Dans le cas de l'usine de Janesville, Paul Ryan dans son discours à la convention républicaine de Tampa, la semaine dernière, a sous-entendu que Barack Obama s'était engagé à maintenir ouverte l'usine mais n'en avait rien fait. Le site de Janesville a fermé en 2009. Sauf que, comme l'ont pointé de nombreux journalistes, General Motors avait pris la décision de fermer Janesville à l'été 2008 bien avant l'élection à la Maison-Blanche du démocrate.

Le porte-parole du président américain a déclaré que ces propos ne reflétaient «évidemment pas l'opinion de l'équipe de campagne» démocrate. Le mea culpa de John Burton, dont certains se demandent s'il ne va pas être poussé par son parti à la démission, a été également prompt.

Il n'est pas le premier démocrate du Sunshine State à oser les rapprochements entre les républicains et Goebbels. En 2010, l'actuel gouverneur de Californie Jerry Brown avait fait, en rencontrant en plein jogging un journaliste, la même analogie contre son adversaire républicaine, Meg Whitman. (lefigaro.fr 04.09)

Il y a des analogies qui ne trompent pas, non ?

2- Bahreïn

Une cour d'appel de Bahreïn a confirmé mardi de lourdes peines pour 13 opposants ayant joué un rôle de premier plan dans le soulèvement de 2011, un verdict renforçant la détermination de l'opposition à durcir la contestation.

Le tribunal a confirmé la prison à perpétuité pour sept opposants, tous chiïtes, reconnus coupables de "conspiration pour renverser le gouvernement", et pour certains "d'espionnage".

Parmi eux figure le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui possède également la nationalité danoise et qui a mené jusqu'en mai une grève de la faim de 110 jours.

Le tribunal a également confirmé les peines allant de cinq à quinze ans de prison pour cinq autres opposants.

Les 13 militants, détenus depuis un an et demi, n'ont pas comparu devant la cour, selon des avocats de la Défense. Les forces de sécurité étaient déployées en force autour du tribunal pour empêcher toute manifestation.

Les 13 hommes ont le droit de faire appel auprès de la Cour suprême.

Sur son compte Twitter, le chef du puissant parti d'opposition chiite Al-Wefaq, cheikh Ali Salmane, a affirmé que la décision du tribunal *"ne fera que renforcer la détermination du peuple à poursuivre son soulèvement jusqu'au bout"*.

"Tant que nos frères seront détenus, la crise se poursuivra", a-t-il ajouté, appelant à la libération inconditionnelle des chefs de l'opposition.

Les partis d'opposition dont le Wefaq ont également publié un communiqué commun dénonçant *"la dictature"* à Bahreïn où l'impasse politique semble totale, la dynastie sunnite refusant toute concession sur le fond.

Amnesty International, dont un observateur a assisté au procès, a déploré une décision *"scandaleuse"*, appelant les autorités à *"libérer immédiatement et sans condition"* les treize opposants.

"La décision de la cour porte un nouveau coup à la justice et montre une fois de plus que les autorités bahreïniennes ne sont pas engagées sur la voie de la réforme, mais plutôt dans une logique vindicative", a affirmé Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe de l'organisation pour le Proche-Orient et l'Afrique du nord.

Les treize militants, ainsi que huit autres opposants dont sept jugés par contumace, avaient été condamnés en juin 2011 par le tribunal d'exception pour complot contre le régime.

Le verdict de la cour d'appel intervient alors que la condamnation le 16 août d'un autre militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab, à trois ans de prison ferme a déjà suscité des critiques des organisations de défense des droits de l'Homme et de pays occidentaux à l'égard du pouvoir bahreïni.

M. Rajab, qui dirige le *"Bahrain Centre for Human Rights"*, était jugé pour sa participation à des manifestations non autorisées. (AFP 04.09)

Mais où donc est passé H. Clinton et l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme qui est parti à Moscou pour rappeler au ministère russe des Affaires étrangères *« que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion »* (voir l'info d'hier). De préférence en Syrie, en Chine, à Cuba, en Russie, en Bolivie, au Venezuela, etc. dans tous les pays ne faisant pas partie du club des grandes puissances occidentales ou de leurs alliés, on comprend, on comprend...

3- Chine

La direction du Parti communiste chinois se retrouve plongée dans un scandale, très embarrassant juste avant un important Congrès, lié à la mort en mars dans un accident de Ferrari du fils d'un haut responsable.

Après des mois de spéculations sur internet quant à l'identité exacte de la victime, tant bien que mal étouffées par la censure, tout s'est accéléré le week-end dernier, avec l'annonce de la mutation surprise de Ling Jihua, un proche du président Hu Jintao.

M. Ling était chef de la Direction générale du Comité central du Parti. Il a été nommé à la fonction beaucoup moins stratégique de chef du Département du Front uni du Travail, un service chargé des relations avec les minorités ethniques.

L'agence d'Etat Chine nouvelle a rapporté succinctement sa nouvelle affectation, qui a tout d'une mise à l'écart, sans en donner la raison.

Mais le South China Morning Post, quotidien réputé de Hong Kong, a affirmé lundi, en citant des sources anonymes, que Ling Jihua devait son changement de poste au fait qu'il était le père de l'inconnu mort au volant de la Ferrari.

Le 18 mars à l'aube, le quatrième périphérique de Pékin avait été le théâtre d'un terrible accident impliquant une Ferrari noire,

qui s'était écrasée à grande vitesse contre un mur en béton.

Du luxueux bolide quasiment désintégré sous le choc avaient été extraits le corps sans vie d'un homme âgé d'environ 20 ans, ainsi que deux jeunes femmes grièvement blessées. L'une était nue, l'autre à demi dévêtue. Le jeune homme n'était également qu'à moitié habillé.

Des photos de la carcasse en partie calcinée de la Ferrari ont commencé à circuler sur l'internet, accompagnées de rumeurs persistantes selon lesquelles la principale victime de la collision était le fils d'un haut dirigeant du régime.

Même si les autorités communistes n'ont jamais admis que le jeune homme était bien Ling Gu, fils de Ling Jihua, l'affaire a été jugée suffisamment sensible pour générer une vaste censure, allant jusqu'à bloquer sur les moteurs de recherche l'expression "*Ferrari noire*".

Elle tombe particulièrement mal à quelques semaines du XVIII^e congrès du Parti, une grand-messe qui verra en octobre l'arrivée décennale d'une nouvelle génération de dirigeants.

En cette période sensible, le plus grand parti communiste du monde (80 millions de membres) entend projeter des images de désintéressement et de service de l'intérêt général.

Or l'accident de la Ferrari vient au contraire conforter des centaines de millions de Chinois dans leur conviction que la nomenklatura du régime bénéficie d'une vie dorée et de nombreux privilèges, dans un climat d'impunité.

L'affaire est considérée comme très embarrassante pour le clan des "*libéraux*" et "*réformateurs*" issus de la Ligue de la Jeunesse du président Hu Jintao, qui a toujours vanté une lutte sans relâche contre la corruption.

Elle éclate quelques jours seulement après la condamnation à la peine de mort avec sursis de Gu Kailai, épouse du dirigeant déchu Bo Xilai, reconnue coupable de l'assassinat d'un Britannique dans la mégapole de Chongqing (sud-ouest), alors dirigée par son mari.

Ce scandale d'une ampleur inédite depuis des décennies mêle crime, argent, pouvoir et corruption. Ainsi qu'une... Ferrari: le Wall Street Journal avait en effet affirmé en novembre dernier que Bo Guagua, fils du couple Bo, s'était présenté dans une Ferrari rouge à l'ambassade des Etats-Unis à Pékin, pour emmener dîner dehors la fille de l'ambassadeur de l'époque, Jon Huntsman.

Accusé d'être un "*fil à papa*", fêlard et coupé de la réalité, le jeune Guagua avait assuré n'avoir jamais conduit de Ferrari. Il s'agissait d'une Porsche, selon d'autres sources. (AFP 04.09)

Nous sommes sincèrement désolé pour les camarades maoïstes qui se connectent sur le site... Si je peux me permettre un conseil, à leur place je reverrais de fond en comble ma copie.

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Corsair International

Quatre syndicats de la compagnie française Corsair International (filiale de TUI France) ont déposé aujourd'hui un préavis de grève du 7 au 9 septembre afin d'éviter des licenciements secs et d'obtenir de meilleures conditions de travail, a-t-on appris de sources concordantes.

Les syndicats CFTC, Freebird, SNPNC-FO et Sud aérien, représentant des personnels navigants commerciaux (PNC) et des personnels au sol, appellent les quelque 1.460 salariés de la compagnie à faire grève de vendredi 00H01 à dimanche 23H59. Ce préavis survient dans la dernière droite d'un plan de 380 départs volontaires, lancé au printemps 2010 et qui s'étalait sur deux ans. A quelques semaines de la fin prévue du plan, les syndicats craignent des licenciements secs faute de candidats au départ suffisants, explique Anne-Véronique Rosello, de la CFTC. (AFP 04.09)

1.2- Game France en redressement judiciaire

Le distributeur de jeux vidéo Game France (958 salariés) a annoncé aujourd'hui avoir demandé son placement en

redressement judiciaire pour une période d'observation de six mois, afin d'essayer de rétablir sa situation financière à travers un changement de positionnement stratégique. (AFP 04.09)

1.3- Les fonctionnaires voués à l'austérité

Le gouvernement prévoit de quasiment stabiliser la masse salariale de l'Etat entre 2013 et 2015, avec une progression limitée à 1% sur trois ans, soit "*environ un milliard d'euros sur trois ans*" selon *Les Echos*, ce qui représente une nette économie compte tenu de l'inflation, a-t-on appris mardi de source gouvernementale.

La programmation budgétaire doit définir les orientations des finances publiques sur plusieurs années. "*Il s'agit d'une stabilisation, voire d'une vraie économie car l'inflation progressera plus vite que la masse salariale*", a-t-on insisté de même source. La masse salariale de l'Etat représente 81 milliards d'euros en 2012.

Pour tenir son objectif de progression de 1% seulement sur trois ans, le gouvernement va donc presque automatiquement devoir faire preuve d'une grande modération salariale. (AFP 04.09)

1.4- Carrières et rémunérations des fonctionnaires.

Le gouvernement a appelé mardi les syndicats de fonctionnaires au réalisme en annonçant l'ouverture en octobre de négociations sur les carrières et les rémunérations.

La ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu, qui leur présentait un agenda global de négociations pour les mois qui viennent, a reconnu qu'il était difficile de parler de "*marge de manoeuvre*" pour l'Etat employeur dans la situation actuelle, en s'abstenant toutefois de faire la moindre annonce.

Les syndicats ont exprimé leur déception de ne pas avoir obtenu de réponse sur leurs principales revendications, à savoir le pouvoir d'achat après deux années de gel du point d'indice de leur grille de rémunération et la fin de la journée de carence (non paiement du premier jour d'arrêt maladie) imposées par le précédent gouvernement de droite.

Les réductions de postes prévues pour compenser les 65.000 embauches promises sur le quinquennat dans l'Education nationale et les services de sécurité - police, gendarmerie, justice - sont un autre sujet d'inquiétude des syndicats.

"*Il y a certes un calendrier et un agenda social, mais sur les attentes réelles des fonctionnaires, il n'y a rien*", a déploré Christian Grolier, secrétaire général de Force ouvrière-fonction publique.

"*On est plus que déçus (...), le changement ce n'est pas pour maintenant*", a-t-il dit, en ajoutant que son syndicat n'attendrait pas l'ouverture prévue en octobre des négociations sur les rémunérations pour envisager des actions si le projet de budget 2013 ne prévoit rien pour les fonctionnaires.

"*Les syndicats ont raison d'être impatients*", a répondu Marylise Lebranchu. La ministre a indiqué qu'elle présiderait elle-même les premières réunions de la concertation prévue sur les carrières et les rémunérations, en assurant que celle-ci serait menée "*sans aucune tentative d'évitement ou d'échappatoire*".

"*Aucun sujet n'est tabou, mais il faudra être réaliste*", a-t-elle souligné, en déclarant qu'il lui faudrait travailler dans un cadre budgétaire "*contraint*".

"*Si nous n'étions pas en crise d'une gravité exceptionnelle, on parlerait de marges de manoeuvre, cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire*", a-t-elle ajouté devant la presse.

Elle a évoqué des questions comme les bas salaires, la formation professionnelle et les conditions de travail, pour estimer que "*les avancées ne sont pas seulement liées à des augmentations du point d'indice*".

S'agissant de la journée de carence, qui fait économiser 120 millions d'euros par an à l'Etat, elle a indiqué que le gouvernement n'avait pas arrêté sa position.

Le calendrier dévoilé mardi prévoit aussi une concertation en octobre sur le bilan de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), qui avait amené le précédent gouvernement à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Christian Grolier a estimé que les suppressions d'emploi dans les ministères non prioritaires relevaient d'une "*RGPP bis*." (Reuters 04.09)

Je suis farouchement contre la tenue de telles "négociations" assimilables à une capitulation en rase campagne. On négocie à la fin d'une bataille quand les travailleurs concernés le décident, pas avant qu'elle ait lieu... pour éviter qu'elle ait lieu pour être plus précis.

Les travailleurs n'ont jamais donné mandat aux bureaucrates syndicaux de collaborer ouvertement avec le gouvernement capitaliste ou le patronat. Ceux qui n'ont à la bouche que les mots "mandat" ou "indépendance" les foulent aux pieds en permanence depuis des lustres en réalité.

Que l'on comprenne la situation créée par un accord à minima ou pire encore conclu entre les syndicats, l'Etat ou le patronat.

Il y a des travailleurs et des syndiqués qui vont s'en satisfaire, d'autres non. Il s'agit donc d'un élément de division des travailleurs. Ensuite, à ceux qui voudront revendiquer au-delà de cet accord, les représentants de l'Etat ou le patron leur répondront : écoutez, vos représentants ont signé, maintenant débrouillez-vous avec eux, vous estimez que vos revendications sont légitimes, nous nous vous répondons que vos dirigeants syndicaux en ont décidé autrement, eux au moins ils ont pris conscience de la situation financière de l'entreprise, de l'endettement de l'Etat, etc. par conséquent on est en droit de considérer qu'elles sont illégales et si vous entamez seuls une action, vous commettriez une faute lourde susceptible d'être sanctionnée par un licenciement, donc soyez raisonnable...

Et la paix sociale est préservée.

1.5- PSA

Le travail a commencé à reprendre mardi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où, selon le syndicat CGT, les personnels du site condamné pourraient décider la semaine prochaine d'une action collective.

"On s'oriente vers l'organisation d'une AG pour l'ensemble du personnel le 11, elle décidera entre autres de l'organisation d'une action très rapide à l'extérieur de l'usine", a déclaré Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à PSA Aulnay.

"La reprise se fait normalement, dans le calme, sans incident particulier", a indiqué une porte-parole de la direction du site.

Jean-Pierre Mercier a déclaré de son côté que des salariés s'étaient réunis dans la matinée aux ateliers ferrage et peinture, puis à l'assemblage à la mi-journée. Les appels aux AG sur le site devaient se poursuivre mardi après-midi pour les équipes du soir, et mercredi. (Reuters 04.09)

2- Espagne

Le chômage en Espagne est reparti à la hausse en août, atteignant 4,63 millions de demandeurs d'emploi, mettant fin à quatre mois consécutifs de baisse, alors que ce pays affiche le taux de chômage le plus élevé du monde industrialisé, a annoncé mardi le ministère du Travail.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le nombre de sans-emploi a encore progressé au deuxième trimestre malgré la saison touristique, pour atteindre 24,63% et plus de 53% chez les jeunes.

"Même s'il est vrai que la hausse du chômage est une mauvaise nouvelle, il faut souligner que c'est la hausse la plus faible enregistrée en août, un mois traditionnellement mauvais pour l'emploi, depuis 2006, malgré le contexte actuel de récession économique", a commenté Engracia Hidalgo, secrétaire d'Etat à l'Emploi, citée dans le communiqué. (AFP 04.09)

3- Grande-Bretagne

"Un million de salariés de plus sont sous-employés actuellement par rapport à la période précédant la récession début 2008", soit un bond de 42% en quatre ans à 3,3 millions, indique la confédération syndicale TUC dans une étude basée sur des statistiques officielles publiée mardi .

Plus d'un salarié sur dix est "sous-employé" au Royaume-Uni, une proportion qui monte à environ un sur huit pour les femmes et environ un sur cinq pour les emplois peu qualifiés et les jeunes, selon cette étude.

"Un million de gens ont perdu leur emploi depuis le début de la récession en 2008 mais ce chiffre dramatique ne raconte que la moitié de l'histoire" car "un million d'autres personnes sont désormais bloquées dans des emplois qui ne leur donnent pas assez d'heures pour disposer d'un revenu leur permettant de s'en sortir", s'inquiète Brendan Barber, le secrétaire général de la TUC.

Réagissant à cet appel du syndicat, le ministre de l'Emploi Chris Grayling a estimé qu'"avoir un emploi quel qu'il soit est mieux que de ne pas en avoir du tout". (AFP 04.09)

4- Allemagne

4.1- La grève à Lufthansa s'amplifie.

La grève des stewards et hôtesses de Lufthansa s'est intensifiée mardi, s'étendant à l'aéroport de Berlin-Tegel et de Munich, outre Francfort déjà touché la semaine dernière, et le syndicat UFO menace maintenant la compagnie d'une grève nationale de 24 heures vendredi.

"Nous sommes très sérieux, (...) vendredi il y aura une grève de 24 heures dans tous les aéroports allemands" si la première compagnie aérienne allemande n'accepte pas une médiation sur les revendications syndicales de ses salariés, a averti le président d'UFO Nicoley Baublies.

UFO a indiqué que si la direction de Lufthansa est prête à accepter une médiation sans condition préalable, l'arrêt total du travail de vendredi serait abandonné. UFO a également écarté toute action pour les journées de mercredi et jeudi.

Mardi, le syndicat a montré sa détermination en provoquant l'annulation de 217 des 370 vols prévus à l'aéroport de Francfort, le principal noeud aérien de Lufthansa, où la grève a duré huit heures. Il s'agissait essentiellement de courts et moyen-courriers, 16 long-courriers ont toutefois dû être annulés aussi.

Depuis avril, le syndicat exige une hausse des salaires de 5% sur 15 mois et rétroactive à partir du 1er janvier, pour rattraper trois ans de stagnation.

UFO s'oppose également au recours à du personnel de cabine intérimaire dans des appareils de la Lufthansa.

La compagnie a elle proposé une hausse des rémunérations de 3,5%, renoncé aux licenciements économiques, aux contrats à durée déterminée et au recours aux intérimaires, selon un porte-parole de Lufthansa interrogé mardi matin par la chaîne de télévision allemande ntv. La direction demande en échange "une contribution à une augmentation de la compétitivité", comme travailler deux heures de plus par mois. (AFP 04.09)

4.2- Merck KGaA va supprimer un emploi sur dix

Le groupe allemand de chimie-pharmacie Merck KGaA a annoncé mardi qu'il allait supprimer un emploi sur dix en Allemagne d'ici à la fin de 2015 dans l'objectif d'assurer sa compétitivité à long terme.

Il prévoit 1.100 suppressions de postes sur 10.900 dans le pays.

Merck KGaA, qui emploie plus de 40.000 personnes dans 67 pays, avait présenté en février un plan d'économie censé toucher toutes ses activités et toutes les régions où il est implanté.

Il a déjà commencé à restructurer sa division pharmaceutique Merck Serono, annonçant fin avril la fermeture du siège de la division à Genève avec 500 licenciements à la clé. (AFP 04.09)

5- Afrique du Sud

Des mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana (nord) ont été maltraités par la police sud-africaine quand ils étaient en détention, ont raconté certains d'entre eux à la presse sud-africaine.

Dans le même temps, la situation reste bloquée à Marikana.

Rendant compte des négociations entre employeurs et syndicats, qui ont été suspendues lundi soir, l'un des meneurs du mouvement Zolisa Bodwani a répété que les grévistes voulaient le triplement des salaires avant toute chose

La justice sud-africaine a relâché lundi 162 des 270 mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août à Marikana, après la suspension de leur inculpation pour le meurtre de leurs 34 camarades qui avaient été abattus par la police.

Les 108 autres devraient être remis en liberté jeudi, à condition que leur adresse puisse être vérifiée et qu'ils n'aient pas été impliqués dans des violences antérieures à la fusillade du 16 août.

"Nous avons voulu utiliser nos téléphones à l'intérieur (du centre de détention), mais les policiers, ils nous ont juste fait sortir et nous ont battus. Ils nous ont donné des coups de poing, des coups de pied", a raconté Wildon Febane au site d'informations Daily Maverick.

Un autre mineur, qui n'a pas donné son nom, a expliqué qu'il avait été contraint de rester debout contre le mur, les mains au-dessus de la tête, alors que des policiers le frappaient dans les côtes avec les poings et un bâton.

Les policiers n'ont pour l'instant pas été inquiétés après la fusillade de Marikana, bien que des témoins et des journalistes ayant enquêté sur place les eussent accusés d'avoir pourchassé et abattu de sang froid une bonne partie des victimes.

Une commission d'enquête a été mise en place par le président Jacob Zuma pour faire toute la lumière sur les événements de Marikana, mais ses conclusions ne sont pas attendues avant janvier. (AFP 04.09)

6- Corée du Sud

Les syndicats et la direction du constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor ont conclu un accord sur les salaires et les conditions de travail, mettant un terme au conflit le plus coûteux du secteur automobile du pays, a indiqué le groupe aujourd'hui.

Les 44.000 ouvriers syndiqués du groupe automobile ont repris le travail mardi, après une série de grèves partielles.

Un accord provisoire, présenté la semaine dernière, a été entériné par 52,9% des employés du constructeur lors d'un vote lundi. L'accord, qui entrera en vigueur en mars prochain, prévoit la fin du travail de nuit et des services de 10 heures consécutives, et l'instauration d'une cadence en "deux-huit".

Les syndicats ont également obtenu une augmentation générale des salaires de 98.000 wons (68,8 euros) par mois, une prime à la performance équivalant à cinq mois de salaire et une prime en numéraire de 9,6 millions de wons (6.745 euros) par salarié.

En échange, les syndicats se sont engagés à améliorer la productivité pour maintenir la production à son niveau actuel. La direction va aussi investir 300 milliards de wons (210 millions d'euros) pour moderniser les lignes de production. (AFP 04.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 septembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un camarade.

- "J'ai rencontré aujourd'hui H, nous avons discuté de toi, tous les deux nous n'en revenons pas de ta capacité de travail, (analyse et surtout longueur et nombre de textes) la causerie de ce jour en témoigne encore. Merde dis nous ton secret."

Tu as compris, quand j'étais technicien (Canon) en France pourquoi mon dernier patron m'a viré à contrecœur au bout du septième avertissement, par lettre recommandée avec accusé de réception s'il vous plaît ? Il n'avait évidemment rien à me reprocher sur le plan professionnel, il faisait même l'éloge de mon travail, mais il ne pouvait pas comprendre que je ne pouvais pas fournir un travail de qualité qui prenait beaucoup plus de temps que le travail bâclé de mes collègues.

Quand j'intervenais sur un copieur, le client était tranquille pendant plusieurs mois, je faisais maximum quatre dépannages par jour. Tandis que mes collègues en faisaient entre six et dix par jour, en fait ils repassaient plusieurs fois par mois chez les mêmes clients car leur copieur était retombé en panne. Alors que chaque technicien avait un parc de 50 copieurs, j'en avais trois fois plus.

Donc je coûtai trois fois moins cher à mon patron. Evidemment je ne travaillais pas une minute au-delà de la durée légale de travail, mieux, il arrivait souvent que je ne travaille que 5 ou 6 heures par jour, parfois moins, je gardais ce temps libre pour moi, je fermais ma gueule. Je faisais gagner de l'argent à mon patron, de l'autre côté je bossais moins que les autres, normal.

Tu me croiras si tu veux, j'ai expliqué tout cela à un, deux, trois, quatre patrons, aucun n'a voulu entendre mes arguments, pour eux seul comptait le nombre d'interventions quotidiennes. Ils ne pouvaient pas saquer que je leur tiens tête et que j'avais une

idée précise sur l'organisation du travail.

Dorénavant j'emploie ma capacité de travail à actualiser le site quotidiennement, je la dédie à notre cause, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas, en règle général, j'en ai eu plus d'une quarantaine pour en parler, ils sont trop cons, on a le droit d'ajouter pourris. Bon, il va falloir que je ralentisse parce que les yeux ne suivent pas.

Hypocrisie cynique.

La proposition de loi visant à instaurer des tarifs progressifs du gaz et de l'électricité en France repose sur un objectif de baisse de la consommation des ménages, a déclaré François Brottes, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

"Puisque les tarifs sont dans une logique d'augmentation, pour diminuer la facture des ménages, il faut fixer un objectif de diminution de consommation sans forcément perdre en confort", a déclaré à Reuters François Brottes, qui a coordonné les travaux du groupe socialiste. (Reuters 05.09)

En Inde le tarif de l'électricité est progressif. Il y a deux mois c'était l'été avec entre 40 et 50°C la journée, environ 30 ou 35°C dans la maison à 10h du soir, j'ai payé 3.300 roupies d'électricité, hier je n'ai payé que 1.100 roupies, normal je n'ai pas utilisé le climatiseur et j'ai crevé de chaud !

En France, ce sera l'inverse pour ceux qui se chauffent à l'électricité, ils réduiront la température l'hiver et crèveront de froid ! Il n'y a que pour les nantis que cela ne changera rien.

Non sans cynisme François Brottes le dit lui-même, leur objectif c'est de faire baisser la consommation, mais quand tu crèves de froid, tu allumes quand même ton radiateur et si tu crèves de chaud l'été et que tu a un climatiseur, tu le mets en marche, c'est une autre forme de racket, pire, si votre facture est trop élevée, c'est de votre faute à vouloir avoir plus ou moins chaud selon la saison.

Il reste une solution pour faire baisser sa facture, si le compteur est situé à l'intérieur de votre habitation, vous installez un court-circuit, un fil entre les deux fils situés à l'entrée et le compteur cesse de tourner ou tourne au ralenti, et vous le retirez quelques jours avant le relevé du compteur ou le jour même. Pour le compteur du gaz je n'ai pas de recette, ici on ne connaît que le gaz en bouteille. J'avais lu un jour qu'avec un gros aimant, on pouvait influencer sur le compteur à eau ?

Au fait, EDF est en partie privatisée, cette entreprise exporte de l'électricité vers des pays et des clients solvables. Le problème ne serait-il pas qu'EDF ne pourrait pas à terme satisfaire à la fois cette clientèle et les besoins croissant de la population en France, à qui faute de paupérisation grandissante il faudrait accorder des tarifs spéciaux ?

L'imposture de l'autogestion en régime capitaliste

Titre : Benoît Hamon : '*Un nouveau modèle de coopérative pour faciliter la reprise d'entreprise*' - LeMonde.fr

Il n'a pas de bol, j'avais justement un truc sous le coude depuis plusieurs jours qui fera l'affaire.

Extrait du *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864. Rédigé par K. Marx.

- "En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais alors seulement proclamées hautement.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars des travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris que les lords beaux parleurs, les bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains économistes, coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'oeuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais, jusque-là, les propriétaires de la terre et du capital useront sans cesse de leurs

privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée, quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder l'Association internationale, lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St Martin's Hall." Fin.

Je ne sais pas quand on restaurera le parti ouvrier en France qui se fixera comme "*grand devoir*" à la classe ouvrière de "*conquérir le pouvoir politique*"... On reviendra prochainement sur ce *Manifeste*, qui manifestement n'a rien à voir ou si peu avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pilotée par le POI, contrairement à ce qu'osent affirmer ses dirigeants.

[Le double langage du POI.](#)

Ils sont décidément indécrottables au POI, ils ont remis cela en couverture d'*Informations ouvrières* (n°216) "*Députés du PS, Verts, PG, PCF ne votez pas avec l'UMP la ratification du traité européen TSCG*", ils tiennent absolument à faire passer le PS et les Verts pour ce qu'ils ne sont pas, des partis ouvriers ou appartenant au mouvement ouvrier, on pourrait ajouter le PG par la même occasion puisque son principal dirigeant a été ministre du gouvernement des privatiseurs Chirac-Jospin.

Dans son éditorial, D. Gluckstein en remet une couche, comme en 2005 lorsqu'ils expliquaient que voter non au référendum sur le TCE stopperait l'offensive du capital via l'UE, ils étaient catégoriques si vous vous souvenez, vous pouvez le vérifier en consultant les articles de cette époque qui figurent dans le site.

Tu parles, cela n'a jamais rien stoppé du tout, mieux, leur offensive a redoublé d'intensité par la suite, en 2012 il évoque la possibilité de "*bloquer la mécanique destructrice de l'austérité dictée par Bruxelles !*" sans qu'il nous livre la formule magique qui permettrait d'aboutir à ce résultat spectaculaire, tout simplement parce qu'il n'en existe pas, la classe n'est pas en ordre de bataille pour empêcher la ratification du TSCG parce qu'elle n'a pas été capable de renouveler sa direction.

C'est sur un air plutôt désesparé, désabusé ou conscient de son impuissance à s'y opposer qu'il a rédigé son éditorial. D'ailleurs, c'est aux adhérents du POI que leur stratégie a dû laisser perplexe qu'il s'adresse. Il écrit en s'adressant à eux : "*Nous irons le plus loin possible contre la ratification, nous ferons tout pour l'empêcher. Certes, il se peut qu'au bout du compte, le traité finisse par être ratifié*", pardi! en fait vous n'irez nulle part, parce que vous n'avez pas les moyens de vous y opposer, il brasse du vent, c'est toujours faire quelque chose, si après tout les adhérents du POI s'en contentent, on ne peut rien pour eux. Ce n'est pas "*il se peut*", c'est une certitude.

Il peut faire des ronds de jambes pour faire croire que leur campagne contre le TSCG aurait servi à quelque chose, en ne mettant pas en relief que les institutions sont illégitimes pour le ratifier, ils n'auront pas aidé les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions pour s'en détacher, une perte de temps et d'énergie pour rien. Et vous savez pourquoi ils ne peuvent pas mener le combat contre les institutions ? Parce que le PS en est partie prenante et qu'ils le considèrent comme un parti ouvrier et non un parti capitaliste. Ils ne veulent pas se couper du PS, ils lorgnent en permanence vers leurs élus à défaut de pouvoir recruter des ouvriers.

Oui au combat en direction des militants du mouvement ouvrier pour qu'ils participent unis à cette bataille, non au front unique en direction du PS et ses satellites (EELV, PRG et MRC) qui gouvernent le pays pour le compte des capitalistes.

La semaine dernière, c'était Jean-Marc Schiappa qui citait Gérard Bloch, pour nous rappeler qu'il ne fallait pas confondre le marxisme et le manichéisme avec lequel lui et son courant politique n'ont évidemment rien à voir, faire la liste des preuves qui démontrent le contraire mériterait un ouvrage complet, passons. Je vous renvoie au chapitre *Témoignage de militants exclus ou démissionnaires du PT* de la page consacrée au PT et au POI dans ce site pour en avoir un petit aperçu.

Cette semaine c'est au tour de son collègue du POI-CCI Marc Gauquelin de se servir de Rosa Luxemburg pour se refaire une virginité politique. Passons sur le fait qu'il cite Trotsky sans fournir sa source exacte, ce qui ne permettra pas au lecteur de lire éventuellement ce qui précédait ou suivait cette citation, c'est une fâcheuse habitude chez eux.

Dans cette page (IV) figure le discours prononcé à Brême par Rosa Luxemburg, le 1er mars 1912, d'après un compte rendu

de presse. De ce discours ils ont sorti dans un encart le passage suivant qui m'a fait bondir : *“Des erreurs sont inévitables, mais le principal, c'est qu'elles soient reconnues à temps. Réparer les erreurs des dirigeants, c'est ce à quoi la masse des camarades du parti est appelée”.*

J'ai failli m'étouffer en lisant ce passage, car il n'a absolument rien à voir avec la pratique du courant politique de Marc Gauguelin qui n'a cessé de pratiquer l'exclusion des dirigeants, cadres ou militants qui osaient remettre en cause la ligne politique de feu Pierre Lambert, puis Daniel Gluckstein, là aussi les témoignages sont accablants. Si nécessaire, je pourrais évoquer mes souvenirs de militants dans ce courant politique à la fin des années 70.

Par contre, la pratique ou le principe que décrivait Rosa Luxemburg était familier à la social-démocratie allemande et russe notamment. Quand Lénine se retrouvait en minorité ou seul contre tous les dirigeants du comité central du Parti bolchevik, c'était les militants de base en contact avec les ouvriers qui corrigeaient la ligne politique erronée de la majorité en adoptant celle de la minorité ou de Lénine, mais le Parti bolchevik était démocratique, ce que le courant de Marc Gauguelin n'a jamais été.

A deux reprises en une semaine d'intervalle, on trouve ainsi deux interventions sur le même registre, à croire qu'ils ne seraient pas aussi à l'aise avec leur conscience qu'ils veulent le laisser paraître ou qu'ils seraient en proie à un méchant doute, on peine à le croire franchement, on le voudrait bien mais il faudrait qu'ils nous en fournissent la preuve sur le plan politique, or sur ce plan-là ils sont restés figés sur la même antienne qu'ils récitent depuis des décennies et des décennies, reproduisant avec constance les mêmes erreurs depuis longtemps théorisées et qui chez eux ont depuis valeur de vérités révélées puisqu'il est impossible de les confondre (de confronter nos idées).

Quand on réhabilite par la petite lucarne Bakounine par des moyens frauduleux, que Marx et Engels avaient éjecté de la Première Internationale par la grande porte, on ne peut pas ensuite prétendre qu'on accepterait de bon coeur d'examiner ses propres erreurs, encore moins de les corriger. Il faut la modestie d'un Marx, Engels ou Lénine pour se livrer de bonne grâce à cet exercice, une qualité qui à ma connaissance n'ont jamais eu les dirigeants de l'OCI, du PCI, et du CCI du PT ou du POI. Parfois on traîne son passé comme un véritable boulet.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donné, on conçoit facilement qu'ils leur aient impossible d'envisager d'en changer sans que leur fonction au sein du parti soit remise en cause ou leur place dans le parti. Ils deviennent inamovibles au même titre que leur stratégie... et leurs erreurs qu'ils s'emploient à perpétuer. Le culte de la personnalité qu'ils alimentent fait notamment partie des travers qui en découlent. Et s'il leur arrive de changer de stratégie, immédiatement c'est pour retomber dans le même travers.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donnée, la remettre en cause, c'est remettre en cause les dirigeants qui s'identifient avec elles, ils se liguent contre vous et vous êtes virés ou contraint de démissionner. Le dirigeant qui s'identifie à une ligne politique, si vous la remettez en cause il se sentira attaqué personnellement, il en fera une question d'amour propre, bien mal placée soit dit en passant, alors qu'en principe nous ne sommes pas propriétaire de telle ou telle idée, de la même manière que nous ne servons pas une cause individuelle mais collective, en dehors de notre propre expérience rien ne nous appartient, ni le parti, ni son journal, ni ses militants. Nous servons une cause, ce n'est pas une cause qui nous sert. On lui est dévouée et on ne réclame rien ou n'attend rien en échange à titre personnel.

Je ne supporte pas qu'on veuille se faire passer pour autre chose que ce que l'on est. Si on ne supporte pas ce qu'on est, on modifie son comportement en conséquence, ce n'est pas compliqué. Dans mon cas, je ne suis qu'un simple militant, j'ai expliqué à plusieurs reprises que je n'aspirais pas à autres choses et que je n'avais pas les qualités requises pour prétendre un jour devenir dirigeant, donc on ne pourra m'accuser ni de me prendre pour ce que je ne suis pas, ni d'envier des dirigeants qui présentent selon moi de graves lacunes.

C'est désolant de constater que des dirigeants d'une grande valeur mais possédant de graves lacunes soient finalement incapables de progresser. Mille fois hélas !

[Confirmation. Contrats de génération : un cadeau qui concernera toutes les entreprises.](#)

Les contrats de génération destinés à favoriser l'embauche de jeunes et le maintien dans l'emploi de seniors concerneront *"toutes les entreprises"*, a affirmé le ministre du Travail, Michel Sapin, dans une interview publiée mercredi par Le Parisien. (lepoint.fr 05.09)

[Hollande ou l'ombre de Sarkozy. La réforme du marché du travail et de la flexibilité souhaitées ardemment par le patronat reprises par le gouvernement.](#)

De l'Elysée au ministère du Travail, tous les responsables reconnaissent que cette question devra être, sinon résolue, du moins posée dans les prochaines semaines. Pas de manière aussi brutale que Nicolas Sarkozy avait pu le faire en 2007, en défendant le contrat unique (à la place du CDI et du CDD), ou, début 2012, en plaidant pour que soient négociés, dans les entreprises, des accords garantissant l'emploi contre des baisses de salaire ou une hausse de la durée de travail.

Désormais, les ministres ne cachent plus que le coût du travail est aussi un problème pour les entreprises hexagonales dans la compétition mondiale. "*Les coûts de nos produits sont trop élevés, notamment par rapport à ceux de nos concurrents allemands*", confie un des locataires de Bercy.

Le simple fait qu'un gouvernement de gauche mette le sujet à l'agenda social est, en soi, un événement. Rue de Grenelle, Michel Sapin n'en fait pas mystère : ce thème figurera dans le document d'orientation qu'il transmettra le 10 septembre aux syndicats et au patronat pour les guider dans leur prochaine négociation sur l'emploi. Et de préciser : "*La négociation porte sur la sécurisation des emplois pour les salariés, mais aussi pour les entreprises*". (lexpress.fr 05.09)

Cela tombe bien dans son éditorial daté de mercredi Jean-Claude Mailly le revendique: "*Quand une entreprise a réellement des difficultés, nos syndicats peuvent négocier –et nous les soutenons– des accords prévoyant, par exemple, une modération des salaires contre un maintien de l'emploi*".

Bref, il capitule en rase campagne ou plutôt le bureaucrate syndical est fidèle à l'idéologie dont il est le représentant au sein du mouvement ouvrier pour le détourner du socialisme.

[TSCG. Les grandes manoeuvres au PS et ses satellites.](#)

Au PS. Opération mains propres et bonne conscience.

Interview Le Figaro de Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, elle explique pourquoi elle va voter contre le traité européen.

Question : Le président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, a décrété qu'il n'y aurait pas de liberté de vote.

Réponse : Il y a jamais eu de liberté de vote au PS sur des débats comme celui-là. Ça n'a jamais empêché les socialistes de ne pas voter comme un seul homme! Nous sommes un parti démocratique, dans un pays qui a une tradition de débat politique. L'appel à la discipline ne règle pas les désaccords politiques ou de conscience. François Hollande sait bien que la question européenne a toujours fait débat à gauche. Il y a encore des désaccords, il ne faut pas faire comme s'il y en avait pas. Imaginez le spectacle d'une Assemblée qui voterait unanimement - à l'exception du FN et du Front de gauche - pour un traité qui est rejeté par nos concitoyens, ce serait une claque à la démocratie! Je rappelle que les électeurs de gauche ont voté massivement non à la Constitution européenne en 2005. Ils n'auraient plus confiance dans un PS qui ne serait pas capable de porter leurs convictions. (lefigaro.fr 05.09)

Excellent, elle vient d'expliquer que si une vingtaine ou une trentaine de députés du PS votaient contre ou s'abstenaient sur le TSCG se serait pour éviter que "*nos concitoyens*" se rendent compte que la démocratie est un leurre dans ce pays, conclusion à laquelle il ne faut surtout pas qu'ils parviennent, cela sonnerait le glas du régime, du PS, donc des Lieneman et Cie.

Il faut absolument que les classes et couches moyennes conservent l'illusion que le PS serait "*capable de porter leurs convictions*", ce dont ce sont employés à faire ceux qui ont appelé à voter PS rappelons au passage.

Poursuivons avec un autre article qui lui est consacré.

Sur France Info, la sénatrice de Paris a lancé : "*Mais quelle urgence avons-nous à ratifier ce traité ?*" Elle dit à François Hollande qu'"*au lieu d'aller dans le mur avec sa majorité*", il faut "*reporter cette ratification*". "*Tous les jours qui passent montrent que les préconisations qui étaient celles d'Angela Merkel, celles de la droite allemande, vont nous amener dans l'impasse.*"

L'ex-ministre ne veut cependant pas se joindre à la manifestation organisée le 30 septembre. "*Je ne crois pas qu'il faille tendre les deux pôles de la gauche, une qui gère et une qui proteste.*" "*À tirer trop cela, on s'affaiblit*", selon elle.

A propos du processus de désignation du prochain premier secrétaire du PS.

"*On a une vieille tradition de tribus gauloises, s'ils s'imaginent que c'est avec un coup de sifflet que tout le monde va rentrer dans le rang, c'est pas vrai*" "*Nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats, ne pas faire des psychodrames de tout désaccord*", a insisté Marie-Noëlle Lienemann. (lepoint.fr 05.09)

Excellent, merci pour ces précisions madame Lieneman, on préfère qu'elles viennent de gens comme vous, le PS, tous courants confondus, c'est elle qui le dit, n'a qu'un seul mandat : gérer la société des capitalistes, pour leur compte évidemment. Quant à mener une action qui pourrait affaiblir Hollande et son gouvernement de tartufes, n'y comptez pas, mais ce ne sont pas des "*godillots*" à part cela, en parole non, en acte oui, comme avec le socialisme dont ces imposteurs osent encore se revendiquer.

A la fin, elle précise ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leur véritable intention, quand elle dit qu'il ne faut pas faire de

"psychodrames de tout désaccord", comme si finalement les questions sur lesquelles portent leurs désaccords n'ont pas vraiment d'importance... pour eux, ils se foutent bien des conséquences pour les travailleurs de la politique que leur parti appliquera au gouvernement et qu'ils soutiendront à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Plus ils parlent, plus ils se dévoilent, plus ils s'enfoncent et leur véritable nature réactionnaire s'étale au grand jour.

Autre aspect et non des moindres de sa déclaration.

En affirmant "*nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats*", elle nourrit l'illusion que les institutions seraient démocratiques car pouvant s'accommoder d'un parti (majoritaire en sièges) qui serait démocratique, ce qui est évidemment impossible, alors que nous combattons pour aider les travailleurs à comprendre qu'elles sont antidémocratiques et pourquoi elles sont ainsi. Dès lors, parce qu'il nous faut aller au bout de notre analyse, force est de constater que nous ne combattons pas dans le même camp, ce qui confirme au passage la nature réactionnaire, bourgeoise ou capitaliste du PS.

Une de ces vermines a tenu à faire un rappel hier.

Razzy Hammadi a fait remarquer que "*depuis 1971 il n'y avait pas eu unanimité du PS sur un vote européen*". (lexpress.fr 05.09)

Notez bien, sans que cela ne change quoi que ce soit, ni dans le pays, ni au PS ! A sa manière, il confirme les dispositions de Lieneman, à savoir qu'il ne faut pas faire de "*psychodrames de tout désaccord*", ils ne rentrent pas dans le rang après le premier coup de sifflet, mais le second est inutile !

Au MRC.

Jean-Luc Laurent, président du MRC (Mouvement républicain et citoyen, fondé par Jean-Pierre Chevènement) et député apparenté au groupe socialiste, a affirmé sans surprise à quelques journalistes que les parlementaires MRC voteront contre ce traité. "*C'est acquis*", a-t-il dit. (lexpress.fr 05.09)

Ce sont des souverainistes.

Au PRG.

Le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzberg, a préconisé pour sa part "*que la France assortisse la ratification du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance d'une 'déclaration interprétative'*". Par cette déclaration, la France devrait souligner que le traité budgétaire européen l'autorise à s'affranchir temporairement de ses contraintes budgétaire et à "*s'écarter temporairement de leur trajectoire d'ajustement en cas de grave récession économique*". (lexpress.fr 05.09)

Le traité à la carte, tartufe quoi !

[NPA. La tentation du gauchisme.](#)

Beçancenot interviewé par le Nouvel Observateur.

- "*... Une chose est sûre, les manifestations ne suffisent plus. Mais elles peuvent se conjuguer à des grèves et des occupations... Il est temps d'assumer un degré de détermination supplémentaire. Si demain, Arthaud, Poutou et Mélenchon, ainsi que des animateurs de la gauche sociale, appelaient à occuper les places autour du Sénat ou de l'Assemblée, contre le pacte budgétaire européen, ou sous les fenêtres du ministère de Montebourg contre les licenciements, cela deviendrait compliqué pour un gouvernement de gauche de nous déloger.*" (nouvelobs.com 05.09)

Il se gênerait ! Quelles "*manifestations*", vous avez refusé obstinément de répondre aux différents appels du POI ?

Le NPA est un parti faible numériquement, marginalisé, peu implanté dans la classe ouvrière, il n'est donc pas en mesure d'entraîner seul la classe au combat contre le régime, tout comme le POI ou le LO.

Un front unique avec ces partis pourrait constituer un levier capable de créer une dynamique forçant le Front de gauche à s'y associer, le NPA y est opposé. Le NPA préfère demeurer dans son isolement ou se placer directement sous la coupe du Front de gauche dont la totalité des composantes sont liées au régime en place.

Contrairement au POI qui organise dans des comités des milliers de travailleurs et militants à travers tout le pays contre la ratification du TSCG, le NPA en est incapable ou s'y refuse, il préfère les opérations coups-de-poing sans lendemain qui sont

relayées généreusement par les médias qui l'instrumentalise, les dirigeants du NPA le savent et cela ne les gêne pas apparemment. Il brasse du vent pour donner l'impression d'agir voilà tout.

ACTUALITE EN TITRES

Devinette

- Pourquoi le chômage risque de grimper jusqu'en 2017 - 20minutes.fr

L'état d'esprit du vil et zélé serviteur anime Hollande et son gouvernement

- Traité budgétaire: le copié-collé de Hollande - L'Express.fr

- Coût du travail: la gauche se convertit - L'Expansion.com

- Zone euro: Paris attache une "très grande importance" aux travaux de Rompuy - AFP

Dictature. Une abstraction au service du pouvoir absolu.

- Peillon confirme que la morale sera une matière à part entière - Liberation.fr

Je n'ai pas trouvé le temps, mais il va falloir absolument écrire quelque chose sur ce sujet, c'est trop grave pour qu'on leur laisse le terrain libre.

Le besoin crée le larron.

- Dupont-Aignan : "Il y aura besoin de dialogue" avec le FN - LePoint.fr

Tuer la poule pour avoir l'œuf.

- Le président de Doux accueilli par des jets d'oeufs - Reuters

Parole d'escroc, de pilleur, d'affameur, de gangster.

- La Grèce prête à fermer les yeux sur l'argent caché en Suisse - LePoint.fr

Complétons : Et la troïka, Hollande, Merkel, etc. Idem en Espagne...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Canada

Pauline Marois, fraîchement élue Première ministre du Québec après la courte victoire de son Parti Québécois (PQ) séparatiste aux législatives hier, compte bien tenir sa promesse d'annuler la hausse des frais de scolarité. C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui à l'AFP la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), par le biais de sa présidente Martine Desjardins. Le syndicat étudiant s'est vu assurer de l'annulation de la hausse par des collaborateurs de Mme Maurais, par téléphone aujourd'hui. (LeParisien. fr 05.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 168 suppression d'emplois chez Lohr

Le groupe de matériel de transport Lohr, basé à Duppigheim (Bas-Rhin), a annoncé mercredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 168 emplois sur 630 dans sa filiale Lohr Industrie qui fabrique des remorques porte-voitures, a-t-on appris de source syndicale.

Lohr, qui emploie au total 740 personnes, produit également du matériel militaire et des wagons porte-camions, deux activités qui ne sont pas concernées par les réductions d'effectifs. (Reuters 05.09)

1.2- Revlon. Fermeture d'usines.

Le groupe américain de cosmétiques Revlon va fermer deux usines, dont une en France, dans le cadre d'un plan devant lui permettre de réduire ses coûts de 10 millions de dollars par an et se traduisant par 250 suppressions d'emplois dont plus de 90 dans l'Hexagone, a-t-il annoncé mercredi. (AFP 05.09)

2- Grèce

La troïka pose de nouvelles conditions au sauvetage de la Grèce. Selon une lettre de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI), dont le Guardian publie des extraits, la troïka insiste sur la nécessité d'une réforme du marché du travail.

Elle réclame notamment au pays de rallonger la semaine de travail à six jours. La lettre reproduite en partie par le Guardian indique:

«Mesure: augmenter la flexibilité des horaires de travail: augmenter le nombre maximum de jours de travail à six jours par semaine pour tous les secteurs.»

La troïka demande aussi à ce que l'inspection du travail grecque soit réformée et placée sous supervision européenne. (Slate.fr 05.09)

Ici en Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises (à vérifier que cela s'applique à la totalité des grandes entreprises, je n'en suis pas sûr du tout.), on travaille comme des esclaves: 6j/7, 12 mois/12, sans aucun droit ou avantages sociaux, ni même un contrat de travail ou des feuilles de paie, pas de retraite, pas de Sécu, pas de Pôle emploi, aucune allocation d'aucun sorte, le désert social absolu en dehors de la journée de 8h, en tant que classe les travailleurs n'existent pas.

Voilà le modèle de la troïka, pas seulement pour dépasser leur crise, mais pour l'avenir de l'humanité tel que l'oligarchie financière l'a planifié.

Qu'est-ce que cela signifie travailler 6j/7 toute l'année ? Que vous ne faites plus que cela, travailler, travailler, travailler encore et toujours. Vous consacrez votre vie au travail et vous n'avez plus le temps pour rien d'autres, vous êtes une machine à produire des richesses qu'une minorité de parasites consomment. Cela signifie l'abrutissement totale par le travail.

3- Afrique du Sud

Plus de 3.000 mineurs en grève ont défilé mercredi à proximité de la mine de Marikana. Les grévistes brandissaient des pancartes réclamant un doublement de leur salaire de base.

La grève, entrée dans sa quatrième semaine, se poursuit à la mine de Marikana, propriété de Lonmin, une société cotée à Londres. Mercredi matin, moins de cinq pour cent du personnel s'est présenté au travail. (Reuters 05.09)

4- Brésil

Avec un million de consommateurs, le Brésil est le premier marché mondial de crack, un dérivé bon marché de la cocaïne aux effets dévastateurs, selon une étude réalisée par l'Université fédérale de Sao Paulo (Unifesp), rendue publique mercredi.

Selon l'étude, le géant sud-américain est devenu le deuxième consommateur mondial de cocaïne et dérivés derrière les Etats-Unis et représente aujourd'hui 20% du marché mondial.

Au total, plus de six millions des près de 194 millions de Brésiliens ont déjà consommé de la poudre blanche ou des dérivés au cours de leur vie, dont près de deux millions ont déjà fumé du crack.

Au cours des 12 derniers mois, 2,6 millions d'adultes et 244.000 adolescents brésiliens ont consommé de la cocaïne ou un quelconque dérivé.

Selon l'enquête, un Brésilien sur 100 a fumé du crack l'an dernier.

D'après M. Laranjeira, l'amélioration des conditions sociales et le bas prix de la cocaïne (et dérivés) - au moins cinq fois moins chère qu'à l'étranger -, explique sa progression au Brésil.

Le gouvernement brésilien a lancé en décembre un plan de 2,2 milliards de dollars contre ce qu'il appelle "*l'épidémie de crack*" qui inclut un traitement médical pour les toxicomanes et la répression du trafic dans les zones frontalières.

L'étude montre également un changement du rôle du Brésil dans le trafic international. Avant, le géant sud-américain était utilisé comme route de passage pour la cocaïne qui transitait vers les Etats-Unis et l'Europe, tandis qu'aujourd'hui la drogue reste dans le pays.

Jusqu'à 60% de la cocaïne produite en Bolivie a le Brésil - sixième économie de la planète - comme destination.

L'étude signale que dans les pays développés, contrairement au Brésil, on a enregistré une baisse de la consommation de cocaïne et des dérivés et une hausse des drogues synthétiques. (AFP 05.09)

Un conseil : ne touchez pas à cette merde !

5- Bangladesh

Le patron du géant suédois de l'habillement Hennes & Mauritz (H&M), Karl-Johan Persson, a appelé le gouvernement du Bangladesh à relever le salaire minimum dans les ateliers du pays où des petites mains fabriquent ses collections pour une poignée de dollars mensuels.

A l'occasion d'une visite dans la capitale Dacca, Karl-Johan Persson s'est rendu dans une usine où le salaire de départ plafonne à 37 dollars (29,5 euros), un niveau de rémunération habituel - et légal depuis 2010- pour les trois millions d'ouvriers bangladais du textile.

Les exportations de textile, qui ont rapporté 19 milliards de dollars à l'économie du pays l'an dernier, comptent pour 80% de ses exportations totales et les manufactures de l'habillement emploient 40% des salariés de l'industrie du pays.

H&M a acheté pour 1,5 milliard de dollars d'articles manufacturés au Bangladesh en 2011, ce qui en fait le premier acheteur européen, selon une association d'exportateurs locaux.

Les ouvriers du textile bangladais travaillent 10 à 16 heures par jour, six jours par semaine pour les deuxièmes salaires les plus bas au monde, des conditions d'autant plus difficiles que les prix ne cessent d'augmenter, provoquant des grèves et des manifestations violentes.

En juin, plus de 300 usines produisant pour H&M, Gap ou Wal-Mart avaient fermé leurs portes en raison de grèves. Des heurts entre des ouvriers et les forces de l'ordre avaient fait quelque 100 blessés et endommagé des dizaines d'usines.

En 2010 les usines textiles du Bangladesh avaient été frappées par des mois de protestations qui ont forcé le gouvernement et les propriétaires d'usine à augmenter les salaires de 80% jusqu'à un minimum de 37 dollars par mois. (AFP 05.09)

ECONOMIE

1- Monde

La France a reculé de trois crans, pour se retrouver en 21^e position, au classement du Forum économique mondial des pays les plus compétitifs.

Pour la quatrième année consécutive, la Suisse reste en tête de ce classement diffusé mercredi, devançant dans l'ordre Singapour et la Finlande.

Le "top 10" est complété par la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Hong-Kong et le Japon.

Les pays en crise du sud de l'Europe sont relégués à la 36e place pour l'Espagne, la 42e pour l'Italie, la 49e pour le Portugal et la 96e pour la Grèce. (Reuters 05.09)

Un paradis fiscal en tête de ce classement, vaut mieux en rire qu'en pleurer ! Quant au "top 10" qui peut présenter des anomalies à première vue, le portail Atlantico nous fournit la grille de lecture pour comprendre comment il a été établi :

- Le classement du Forum économique mondial de Davos, censé évaluer la capacité de chaque pays à "*réaliser une croissance économique durable à moyen et long terme*", s'intéresse aux 144 pays les plus importants économiquement de la planète. Il ne faut pas le confondre avec les performances de l'année, ce qui explique notamment que la Chine ne se trouve pas dans le Top 10 mais à la 29e place. (Atlantico.fr 05.09)

2- Irlande

Le Fonds monétaire international a approuvé mercredi le déblocage d'un prêt de 920 millions d'euros à l'Irlande, dans le cadre du plan d'aide de 23,5 milliards d'euros que le Fonds a accordé au pays en décembre 2010 pour lui éviter la faillite, a indiqué le FMI dans un communiqué du FMI.

"*La reprise économique est timide et le taux de chômage est à un niveau inacceptable*", a mis en garde le numéro deux du Fonds, David Lipton, cité dans le communiqué, ajoutant qu'une réduction budgétaire "*profonde*" était encore nécessaire.

En juin, 14,9% de la population active irlandaise était encore sans emploi.

L'Irlande espère par ailleurs toujours obtenir un assouplissement de son plan de sauvetage, et notamment l'allongement de la durée moyenne de remboursement des prêts accordés par l'UE.

M. Lipton a par ailleurs estimé que des "*efforts réguliers*" devraient encore être consentis pour permettre aux banques de "*renouer avec les bénéfices*" et de soutenir l'activité. (AFP 15.09)

Tout cela pour quoi ? Ce charognard l'a dit ouvertement : permettre aux banques de "*renouer avec les bénéfices*".

[Haut de page ↗](#)

Le 7 septembre

CAUSERIE

En suivant un lien dans un article, j'ai découvert un portail en français sur la situation en Grèce : *L'actualité indépendante et alternative de la Grèce, en français, depuis Athènes*, par Okeanos - <http://www.okeanews.fr>

Parole d'internaute

1- "*Ni plus ni moins qu'un coup d'état monétaire de Draghi, avec en toile de fond le cartel bancaire et Goldman Sachs. On sait maintenant qui dirige l'Europe : c'est Draghi.*"

2- "*Ah ben c'est très simple: les obligations restent cantonnées à la BCE. Ça sert juste à transférer les pertes des détenteurs privés d'obligation vers la BCE et in fine vers le contribuable quand il faudra (un jour lointain) déboucler tout ça. Quel scandale...*"

Un Etat émet une obligation, contracte un emprunt auprès des marchés si vous voulez, il ne peut pas le rembourser, la BCE va régler la note aux marchés à sa place au taux d'intérêt fixé par les mêmes marchés, ensuite, aux pourvoyeurs de fond de la BCE, les Etats, de faire payer la note à leur population et le tour est joué, les marchés n'ont pas perdu un centime, mieux ils ont même gagné de l'argent, les travailleurs réglant leur dette.

3- "*Notre démocratie est une dictature entre deux élections*"

Pendant aussi... Donc quand on qualifie nos régimes de démocraties, c'est par défaut ou fainéantise, à défaut de trouver un terme plus approprié pour les distinguer des régimes tyranniques. Dictature démocratique pourrait faire l'affaire.

BCE. Note d'un blog

Décryptage, pour éviter de lire des bêtises : Des investisseurs privés ont acheté de la dette espagnole à long terme. Ils risquent de ne pas être remboursés. "*Drame*".

Pas grave, la BCE va leur racheter leur dette, et au prix fort (dont la valeur est en train de revenir près du pair, au vu de cette garantie, c'est la conséquence de la baisse des taux observée).

Conséquence 1 : les marchés financiers ne vont rien perdre. Conséquence 2 : Le BCE, donc le contribuable, va porter le risque de défaut désormais, pour les beaux yeux des marchés.

Notez que cette politique a été suivie avec la Grèce en 2010 et avec l'Espagne et l'Italie en 2011. Avec pour effet de faire baisser les taux de ces pays quelques semaines, et de leur faire gagner quelques centaines de millions d'euros d'intérêts. Mais la conséquence annexe est que la BCE a désormais 250 Md€ d'obligations pourries, et que si la Grèce fait de nouveau défaut, par exemple, la BCE n'aura plus de capitaux, et les Etats devront la recapitaliser comme prévu dans les traités.

Au final, on prend le risque de couler la BCE et les Etats pour quelques intérêts privés, bel exemple de ploutocratie. (les-crises.fr)

Aphorismes.

1- "*La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent.*" (Albert Einstein)

On vit donc dans un monde de fous !

2- "*Deux choses sont illimitées : l'Univers et la bêtise humaine. Mais, en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue.*" (Albert Einstein)

Reste à se battre contre "*la bêtise humaine*", et c'est vrai qu'il y a du boulot, surtout chez ceux qui se croient épargner !

3- "*Pour détruire le régime bourgeois, il suffit de corrompre sa monnaie.*" (Lénine)

Ils s'y emploient en injectant des milliers de milliards d'euros ou de dollars fictifs dans l'économie, reste à bien comprendre de quelle manière cela contribue à amplifier les contradictions du capitalisme. (à suivre)

L'imposteur fait son numéro de rentrée... médiatique.

Jean-Luc Mélenchon a choisi la circonscription d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour lancer jeudi sa "*campagne de terrain*" contre le traité budgétaire européen.

"*Je démarre ma campagne de terrain contre le traité budgétaire européen*", annonce celui qui souhaite "*utiliser l'énergie qu'a déagée la campagne des législatives*".

Sur le marché de Libercourt (Pas-de-Calais), première étape de la journée, l'accueil est cordial mais les préoccupations bien éloignées du traité européen.

"*Les promesses on en a marre, on est dans la merde... y'a pas de travail. Soit on est trop jeune, soit on est trop vieux*", lance une mère de famille. Tracts à la main, entouré de journalistes, Jean-Luc Mélenchon écoute. "*Faut pas attendre que ça s'arrange tout seul*", répond-il à celle qui l'interpelle.

(Alors qu'il aura attendu la dernière minute pour s'investir dans cette campagne. Quel cancrelat ! -Ndlr)

"*J'ai compris, ça (le traité) passe à 100 kilomètres au-dessus de la tête de tout le monde*", admet un peu plus tard Jean-Luc Mélenchon devant la presse. "*Mais mon travail consiste à montrer aux gens que les difficultés quotidiennes qu'ils vivent sont liées à l'Europe*", persiste-t-il.

(Les détourner des institutions de la Ve République, du capital... -Ndlr)

Accueilli au siège du PCF d'Hénin, Jean-Luc Mélenchon rappelle aux militants que "*notre tâche de militants révolutionnaires est d'expliquer. Les gens, une fois qu'ils ont compris, ils avancent*". (AFP 06.09)

(Le renégat flanqué de staliniens des révolutionnaires, on aura tout entendu, mais où ai-je la tête, ce sont des révolutionnaires de salon, "*par les urnes*", une fois balancé par dessus bord la dictature du prolétariat, autrement dit la classe ouvrière élevé au rang de classe dominante, ce qui signifie qu'ils ne combattent pas pour que le prolétariat prenne le pouvoir, ce n'est pas leur objectif. -Ndlr)

Une seule réponse : plus de flics, le quadrillage, la répression.

Jean-Marc Ayrault a annoncé un "*renfort de 205 policiers et gendarmes à Marseille*" et la création d'une nouvelle Zone de sécurité prioritaire pour les quartiers du sud de la cité phocéenne. Matignon a également assuré que "*la justice se mobilise aussi avec de nouvelles directives pénales*", le Premier ministre citant entre autres "*le renforcement des moyens de l'administration pénitentiaire*". (AFP 06.09)

Ils héritent d'une situation dont ils étaient les complices quand ils n'étaient pas au pouvoir, maintenant qu'ils y sont, c'est à eux d'appliquer les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs. Dans le cas contraire, il faudrait qu'ils s'attaquent à la racine des problèmes, le capital responsable du chômage, de la précarité, de la pauvreté, etc. or ils en sont incapables, pourquoi, parce qu'ils sont totalement inféodés au régime, CQFD.

Hollande l'anglo-saxon.

A Londres jeudi pour soutenir l'équipe de France paralympique, François Hollande y a retrouvé David Cameron, les deux hommes affichant une entente plus que cordiale.

Les deux dirigeants ont salué de concert le nouvel arsenal élaboré le jour même par la BCE pour soutenir la zone euro.

"*Je respecte l'indépendance de l'institution mais je considère qu'elle a agi en conformité au mandat qui lui est confié*" en veillant à la "*stabilité des prix*" et à la "*croissance en Europe*", a déclaré le président français.

La BCE est "*plus proche que jamais*" de ce que souhaitait le gouvernement britannique "*depuis deux ans*", à savoir qu'elle se tienne "*fermement derrière l'euro*" et soutienne "*puissamment ses (propres) déclarations par du financement et un plan clair*", a renchéri David Cameron.

L'entretien bilatéral a également porté sur la Syrie, une semaine après une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel convoquée par sa présidence française et consacrée à l'aide humanitaire.

"*David Cameron et moi-même sommes en plein accord: nous devons hâter, accélérer la transition politique*" et "*aider l'opposition à se fédérer dans un gouvernement*", a lancé le président français. (AFP 06.09)

Nous devons faire la même chose en France, en Grande-Bretagne, etc. Hollande, Cameron, Merkel, Rajoy, Monti, etc. : Dégagés !

Traduisons : La "*stabilité des prix*" = baisse du niveau de vie (Insee) ; la "*croissance en Europe*" = hausse du chômage.

Un business lucratif, pas vraiment une vocation à caractère humaniste.

Les médecins généralistes libéraux peuvent avoir le sourire. Ils ont vu leurs bénéfices, après impôts et charges, augmenter de 6,7% en 2011, rapporte le journal Le Généraliste ce jeudi. Ces chiffres sont issus des statistiques de l'UNASA (Union nationale des associations agréées) récoltées auprès de 18.134 praticiens généralistes.

L'année dernière a été "*bonne*" à plus d'un titre pour la profession. L'épidémie de grippe a par exemple poussé 2,2 millions de patients dans leurs cabinets, deux fois plus qu'en 2010. Bref, les généralistes ont profité "*d'une conjoncture plutôt favorable*". Mais la hausse de l'activité n'explique qu'une mineure partie de la flambée des revenus.

Les généralistes ont en effet surtout profité de la hausse d'un euro du tarif de base de la consultation remboursé par la Sécu, qui est passée à 23 euros au 1er janvier 2011. "*Un euro de plus, c'est 250 millions d'euros en année pleine pour la sécu et 5000 euros de plus dans le compte de résultat du praticien*", calcule Le Généraliste. Les syndicats de médecins, engagés actuellement dans de difficiles négociations sur les dépassements d'honoraires, réclament une nouvelle hausse des tarifs remboursés par la sécu.

Le revenu d'un généraliste s'est élevé en moyenne à 78.869 euros, contre 117.000 euros pour un cardiologue libéral par exemple. (lefigaro.fr 06.09)

Abjetez les toubibs, en plus l'immense majorité des généralistes et des spécialistes sont des praticiens médiocres.

La collaboration de classes tout azimut.

La ministre de la Santé Marisol Touraine lance vendredi une concertation visant à aboutir à un "pacte de confiance" avec l'hôpital, accueillie favorablement par les syndicats qui, cependant, se veulent vigilants. (AFP 06.09)

Rétropédalage du "capitaine de pédalo".

La taxe à 75% promise par François Hollande sur les hauts revenus ne s'appliquerait qu'à partir de deux millions d'euros pour les couples, selon des informations du Figaro et des Echos, l'Elysée ayant toutefois précisé jeudi "qu'aucune décision (n'était) prise".

"En outre, la taxe à 75% ne s'appliquerait qu'aux revenus du travail" et pas à ceux du capital, ajoute le quotidien.

Fin juillet, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac avait déjà annoncé vouloir différencier entre les salaires dépassant un million d'euros par an et les revenus plus aléatoires des "artistes, écrivains, cinéastes ou chefs d'entreprise voulant par exemple vendre leur entreprise", et qui pourraient échapper à cet impôt.

"La prise de risque ne doit pas être dissuadée", avait-il affirmé, "il ne faut pas encadrer la création, il ne faut pas encadrer l'activité économique".

De leur côté, Les Echos précisent que pour éviter une censure du Conseil constitutionnel, "la taxe à 75% s'entendra comme la somme de la taxe exceptionnelle, de la CSG (7,5%) et de la CRDS (0,5%)". "En d'autres termes, la nouvelle taxe sur les très hauts revenus ne serait +que+ de 67%", ajoute le journal économique.

Le mesure pourrait ne durer que deux ans et toucher un millier de ménages. (AFP 06.09)

Vieux monde. Il n'y a de limite à la pourriture.

«Il n'y a pas de monopole sur devenir un milliardaire. Si vous êtes jaloux de ceux qui ont plus d'argent, ne restez pas assis là à vous plaindre. Faites quelque chose pour gagner plus d'argent; passez moins de temps à boire ou à fumer et fréquenter des amis, et plus de temps à travailler.»

L'Australienne Gina Rinehart, qui a hérité de l'empire minier Hancock Prospecting et qui est la femme la plus riche du monde. Propos figurant dans un éditorial pour un magazine spécialisé sur l'industrie minière le 30 août dernier.

Mercredi 5 septembre, c'est au salaire trop élevé des mineurs australiens qu'elle s'est attaquée, affirmant que ceux-ci devenaient trop cher pour les entreprises minières et qu'elle pourrait employer des mineurs pour moins de deux dollars (environ 1,6 euro) par jour en Afrique. (source : Slate.fr 06.09)

Enrichissez-vous en percevant moins de deux dollars par jour...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi pas 20 ?

- Impôt à 75% pour les couples à partir de 2 millions d'euros: rien n'est décidé selon l'Elysée - AFP
- Le patron de LVMH met en garde le gouvernement sur la taxation à 75% - LeMonde.fr
- La taxe à 75% va frapper moins fort - L'Expansion.com

Bonjour GM, Wall street !

- Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën dit au revoir au CAC 40 - AFP

Ça pue !

- Guéant "observe" que Sarkozy "a l'air de revenir en odeur de sainteté" - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Laurent Wauquiez, soutien de François Fillon, a accusé jeudi Jean-François Copé, rival numéro un de l'ancien Premier ministre pour la présidence de l'UMP, d'avoir "*franchi la ligne jaune*" dans ses attaques contre son adversaire.

"*L'UMP a besoin d'être commandée, pas d'être présidée mondainement*", a-t-il notamment lancé.

"*Que Jean-François Copé dise 'je suis le candidat des militants', c'est un slogan, pourquoi pas. Mais qu'il se sente obligé d'ajouter 'François Fillon, lui, est le candidat des barons', c'est ridicule*", a ajouté le député. (Reuters 06.09)

Et malheureusement le ridicule ne tue pas !

2- Grèce

Un dernier sondage (Pulse pour le quotidien ToPontiki) concernant les intentions de vote montre également un résultat inquiétant : si la Nouvelle Démocratie (25%) et le Syriza (24%) sont stables, l'Aube Dorée, avec 10.5%, fait un bond spectaculaire tandis que le PASOK, avec 8.5%, poursuit sa chute historique, malgré son nouveau logo. Le parti néonazi fraîchement entré au parlement poursuit son ascension, malgré toutes les agressions, procès et le passé violent de ses membres.

La Grèce, une nouvelle république de Weimar ? (oceanews.fr 06.09)

3- Etats-Unis

Human Rights Watch (HRW) dit avoir des preuves de deux nouveaux cas d'utilisation par les Etats-Unis du "*waterboarding*", une technique d'interrogatoire simulant la noyade, sur des Libyens détenus par les forces américaines en Afghanistan.

Dans un rapport publié jeudi, l'organisation de défense des droits de l'homme dit avoir obtenu de nouvelles preuves de la façon dont les Etats-Unis et certains de leurs alliés, notamment le Royaume-Uni, ont arrêté des opposants en exil à l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi et les ont renvoyés en Libye.

HRW dit se fonder sur des interviews de victimes, ainsi que sur l'étude d'archives rendues publiques après le soulèvement en Libye l'an dernier. Elles comprennent notamment de la correspondance entre de hauts responsables libyens et la CIA ou les agences de renseignement britanniques MI5 et MI6.

Ces documents montrent comment, entre le renoncement par le colonel Kadhafi aux armes de destruction massive fin 2003 et la révolution libyenne de 2011, le dirigeant libyen et les services de renseignements étrangers ont travaillé discrètement ensemble pour combattre l'islamisme.

"*Non seulement les Etats-Unis ont livré à Kadhafi ses ennemis sur un plateau, mais il semble que la CIA ait d'abord torturé nombre d'entre eux*", dit Laura Pitter, spécialiste de la politique antiterroriste à HRW et auteur du rapport.

"*L'ampleur des actions de l'administration Bush semble beaucoup plus grande qu'on ne le pensait et souligne l'importance de l'ouverture d'une enquête de grande ampleur sur ce qui s'est passé*", ajoute-t-elle dans un communiqué.

Les récits des deux Libyens contredisent les affirmations de l'ancien président George W. Bush, de l'ex-directeur de la CIA Michael Hayden et d'autres responsables américains selon lesquelles la simulation de noyade n'a été utilisée que sur trois personnes soupçonnées d'appartenir à Al Qaïda mais qui n'étaient pas libyennes : Abou Zoubaidah, Khalid Cheikh Mohammed et

Abd al Rahim al Nachiri.

Dans son rapport, HRW présente en détails le cas d'un autre Libyen connu sous le nom d'Ibn al Cheikh al Libi, qui dirigeait un camp d'entraînement en Afghanistan.

Les informations données par Libi pendant ses interrogatoires sur d'éventuels contacts entre l'Irak et Al Qaïda ont aidé le gouvernement Bush à obtenir le soutien de l'opinion publique pour la guerre contre l'Irak en 2003.

Le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, avait souligné ces allégations dans un discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies resté célèbre, en février 2003.

Toutefois, Libi s'était ensuite rétracté sur l'Irak et Al Qaïda. Selon Human Rights Watch, sa famille affirme que, tout en gérant un camp d'entraînement, il était contre la stratégie et l'action d'Al Qaïda et ne cherchait qu'à renverser Kadhafi.

Il a pourtant été arrêté au Pakistan, remis aux autorités américaines, envoyé un temps en Egypte, remis à nouveau aux forces américaines et ensuite renvoyé en Libye.

Human Rights Watch dit avoir organisé en 2009 une brève rencontre avec Libi dans sa prison libyenne. Mais il aurait refusé de parler aux représentants de HRW. Deux semaines plus tard, dit HRW, la Libye annonçait qu'il s'était suicidé.

Human Rights Watch a demandé à Barack Obama l'ouverture d'une enquête sur les pratiques américaines en matière d'interrogation et de détention. Le ministre de la Justice, Eric Holder, a annoncé la fin de l'enquête la semaine dernière sur ces questions, sans annoncer d'inculpations au pénal. (Reuters 06.09)

4- Russie

Vladimir Poutine a souligné jeudi dans un entretien télévisé qu'il ne fallait pas compter sur un changement de position de la Russie dans le dossier syrien.

Le président russe a également accusé à demi-mot les Occidentaux de s'appuyer sur des groupes islamistes comparables à Al Qaïda pour tenter de se débarrasser de Bachar al Assad.

"Pourquoi la Russie devrait-elle réévaluer sa position ?", s'est interrogé Vladimir Poutine dans l'un de ses plus longs entretiens accordés depuis son élection à un troisième mandat à la tête de la Russie en mars dernier.

"Nos partenaires dans le processus de négociation devraient peut-être plutôt revoir leur position", a-t-il ajouté.

Sans mentionner un seul nom de pays, le maître du Kremlin a laissé entendre que les Etats-Unis cherchaient des activistes pour renverser Bachar al Assad mais qu'ils le regretteraient pas la suite.

"Aujourd'hui, on utilise des combattants d'Al Qaïda ou des gens d'autres organisations qui partagent ses visées extrémistes pour atteindre leurs objectifs en Syrie. Il s'agit d'une politique très risquée et inconséquente", a déclaré Poutine.

Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, pourraient aussi bien *"ouvrir les portes de Guantanamo et laisser tous les détenus aller combattre en Syrie. C'est la même chose"*. (Reuters 06.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Baisse du niveau de vie

Après avoir quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, le niveau de vie des Français a baissé en 2010, seuls les plus aisés étant épargnés, selon une étude de l'Insee révélant aussi que la pauvreté progresse, en particulier chez les plus jeunes.

"Il faut remonter à 2004 pour enregistrer un tel recul", note l'Insee.

Par ailleurs, *"la plupart des indicateurs d'inégalités sont à la hausse"*, relève l'Insee.

Entre 1996 et 2010, le niveau de vie moyen des 10% de personnes les plus aisées a augmenté de 2,1% par an en moyenne, contre 1,4% pour le niveau de vie moyen de l'ensemble de la population.

Le taux de pauvreté atteint 14,1%, en hausse de 0,6 point, note l'Insee, précisant qu'il *"poursuit la hausse de 2009 (+0,5 point) et atteint son plus haut niveau depuis 1997"*.

En 2010, 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois), la moitié d'entre elles vivant avec moins de 781 euros par mois.

En fait, cette hausse de la pauvreté touche plus particulièrement les jeunes de moins de 18 ans: après +0,4 point en 2009, leur taux de pauvreté progresse de 1,9 point atteignant 19,6%.

"Les enfants contribuent ainsi pour près des deux tiers (63%) à l'augmentation du nombre de personnes pauvres", explique l'Insee. (AFP 06.09)

1.2- Thibault se donne bonne conscience.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, prévient jeudi le gouvernement qu'on *"n'est pas dans une société de bisounours"* et qu'*"on ne fera pas avaler"* à la CGT *"n'importe quelle déréglementation"* dans le cadre des prochaines négociations.

", déclare le numéro un de la CGT dans une interview à L'Humanité Dimanche de cette semaine.

"Nous ne sommes pas dans une société de bisounours où chacun va faire preuve de bonne volonté! Nous allons participer aux négociations avec le patronat, mais nous entendons son discours: plus de flexibilité, transférer le financement de la protection sociale sur les citoyens" et *"en exonérer les entreprises"*, ajoute M. Thibault.

"Le gouvernement ne va donc pas pouvoir faire comme si tout le monde était d'accord sur les objectifs. On ne nous fera pas avaler n'importe quelle déréglementation", prévient-il.

Selon lui, *"ou le gouvernement reste inerte en l'absence d'accord, ou il reprend des accords d'inspiration patronale, ou grâce à sa légitimité politique il impose des modifications législatives qui reprennent l'esprit pour lequel une majorité des électeurs s'est prononcée lors des élections"*.

M. Thibault déplore aussi les divergences avec la CFDT: *"Manifestement la CFDT est sur une autre démarche syndicale que la nôtre. Ce n'est pas une première, c'est regrettable."*

Il relève que *"dans les entreprises où les salariés sont confrontés à des plans de restructuration ou à des formes de chantage du patronat, dans la plupart des cas, les responsables syndicaux réagissent dans l'unité"*.

"Il serait bon qu'on ait le même réflexe au plan national, ce n'est pas le cas", regrette-t-il.

Selon lui, *"la présidente du Medef (Laurence Parisot) elle-même revendique un duo, qui semble bien fonctionner, dit-elle, avec la CFDT pour la recherche d'un compromis dans les futures négociations"*.

"Je ne sais pas ce que cela recouvre, mais lorsque j'entends le Medef revendiquer plus de flexibilité sur le marché du travail au nom de l'emploi, je me dis que c'est un marché de dupes". *"Il ne faudra pas compter sur la CGT pour un accord sur ce terrain"*, assure-t-il. (AFP 06.09)

Mais comme il ne faudra pas compter non plus sur lui pour mobiliser la classe contre le gouvernement et le patronat, cela revient à un effet d'annonce pour ne pas se couper de la base de son syndicat, nous ne sommes pas dupe.

1.3- Rififi chez RFI.

Les syndicats de RFI ont obtenu la tête d'Alain de Pouzilhac, le président de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), mais ils n'ont pas obtenu le rattachement de RFI à Radio France. Et c'est avec dépit et écoeurément qu'un *"collectif"* de salariés signe aujourd'hui une lettre ouverte au président Hollande très violente. Le candidat François Hollande avait apposé sa signature en bas d'une pétition contre la fusion RFI-France 24, entre-temps conduite à son terme par Alain de Pouzilhac sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy.

Pour les auteurs de cette lettre ouverte, il s'agit d'un "abandon" de la seule radio internationale de service public, d'un reniement de la parole donnée.

Le chef de l'État a jugé qu'il était trop tard et trop coûteux de revenir en arrière en défaisant ce que Nicolas Sarkozy avait péniblement construit en cinq ans. François Hollande a fondé sa décision sur le rapport Cluzel, un haut fonctionnaire proche d'Alain Juppé qui avait autrefois dirigé RFI, puis Radio France. (lepoint.fr 06.09)

Voici la lettre ouverte à François Hollande : "Vous, président de la République"

Vous, président de la République, avez abandonné la seule radio internationale de service public de la France, dont vous prétendiez défendre l'existence et les missions. Il est vrai que vous n'étiez alors que candidat à la magistrature suprême.

Vous, président de la République, avez, en effet, validé en juillet 2012 une structure assassine, l'Audiovisuel extérieur de la France (Aef), pensée et voulue par votre prédécesseur, Nicolas Sarkozy, pour mettre à son service et au service d'intérêts amis un outil public d'information radiophonique, qu'il s'agissait de réduire en instrument de communication.

Vous l'avez fait, vous, président de la République, après avoir commandé à la va-vite, en juin 2012, en pleine campagne électorale pour les législatives, à Jean-Paul Cluzel, homme de droite carriériste, un soi-disant rapport d'évaluation sur la fusion RFI-France24. Vous en avez épousé les conclusions mortifères et les abjects calculs syndicaux.

Vous, président de la République, avez insulté l'intelligence des personnels de RFI en voulant faire croire que la démission du P-DG de l'AEF, Alain de Pouzilhac, le 12 juillet 2012, suffisait à honorer votre signature, en janvier 2012, au bas d'une pétition dénonçant cette fusion et son absurdité.

Vous, président de la République, avalisez ainsi deux plans sociaux qui ont privé RFI de plus de 300 salarié-e-s et prenez la responsabilité de la disparition, à terme, de cette radio sans équivalent en France.

Vous, président de la République, n'avez ni pris la mesure économique et financière, ni voulu apprécier la dimension politique de ce choix dévastateur contre lequel les salarié-e-s de RFI se battent depuis plus de quatre ans.

Vous, président de la République, avez bien vite douché les espoirs qu'avait fait naître la fin du sarkozysme. Nous avons cru que seraient réhabilitées la valeur de notre travail, la considération pour nos personnes et pour nos métiers, la notion de service public. Nous avons aussi, naïvement, cru que serait respectée la parole donnée.

Vous, président de la République, n'aurez pas mis longtemps à nous montrer que vous êtes plus soucieux de ménager vos intérêts politiques et ceux de vos amis ou obligés, tels le banquier Matthieu Pigasse ou David Kessler, votre "conseiller" médias, que d'incarner les principes que vous avez affichés, certes sans trop de risque, quand vous étiez dans l'opposition puis en campagne électorale.

Vous, président de la République, allez sans doute et très opportunément affirmer que vous laissez là votre gouvernement gouverner. Votre Premier ministre et votre ministre de la Culture s'étaient pourtant, comme vous, engagés par signatures, à sauver RFI du naufrage programmé par la machine sarkozyste de l'AEF.

Voilà qui fait de vous, président de la République, un professionnel de la petite politique très tristement "normal".

Un collectif de salariés de RFI écoeurés

2- Grèce

2.1- Les Grecs réduits en esclavage.

Dans les grandes lignes, voilà à quoi correspond cette lettre adressée au ministre des Finances grec par le troïka : «*Accroître la flexibilité des horaires; accroître le nombre de jours de travail maximum à six jours par semaine pour tous les secteurs; instaurer onze heures minimum de repos par jour; déconnecter le nombre d'heures de travail du nombre d'heures d'ouverture des établissements ; supprimer les restrictions de temps entre les permanences du matin et celles de l'après-midi, autoriser les congés de quinze jours à être pris n'importe quand dans l'année pour les emplois saisonniers.*» (20minutes.fr 06.09)

Il manque un détail, imposer 6 jours de travail sur sept sans augmentation de salaire, je l'ai lu dans un autre article.

2.2- Policier, gardes-côtes et pompiers manifestent.

Environ 4.000 policiers, gardes-côtes et pompiers grecs ont manifesté jeudi à Athènes contre l'austérité en simulant notamment des suicides par pendaison.

"*La troïka nous suce le sang*", ont-ils scandé. Le gouvernement grec prévoit ainsi de réduire les salaires des policiers.

Un peu plus tôt dans la journée, des policiers ont bloqué l'entrée du QG de la police anti-émeutes à Athènes pour empêcher des cars d'acheminer des renforts vers Thessalonique, dans le nord du pays, où devraient se dérouler d'importantes manifestations au cours du week-end.

Des heurts ont éclaté lorsque la police anti-émeutes a tenté d'évacuer l'entrée du bâtiment, où des dizaines de policiers syndiqués, la plupart en uniforme, brandissaient des panneaux et scandaient des slogans contre l'austérité.

Pour certains policiers, la situation est complexe. "*Ils nous font nous battre contre nos propres frères*", a déclaré un membre des forces anti-émeutes sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 06.09)

2.3- Mobilisations et infos.

La foire internationale de Salonique, une des plus importantes de Grèce, ouvre ses portes ce samedi dans un climat de tension. Entre les nouvelles annonces de coupes dans les salaires et les retraites et les rumeurs de nouvelles demandes de la troïka, dont le retour de la semaine de travail à 6 jours, les annonces de grèves et de manifestation se multiplient.

Une manifestation anti-fasciste est également prévue demain, veille de la foire, à 18h30, devant la statue de Venizelos ainsi que 3 jours d'actions contre la poursuite du projet de la mine d'or de Halkidiki.

Des grévistes ont bloqué pendant quelques heures ce matin le convoi des bus de la MAT (police anti-émeute) qui partait en renfort à Salonique, avec quelques tensions entre les deux groupes de forces de police.

Cette nuit, des retraités ont campé devant le bâtiment de l'EOPPY (assurance santé) à Salonique pour protester contre la réduction des salaires et les coupes dans la santé.

A Salonique, la foire se prépare et une très forte présence policière est déjà visible, à l'avant veille de l'ouverture. Aujourd'hui, des policiers cadraient le centre ville et une forte présence policière était déjà observable hier soir, selon des contacts sur place : « *10 policiers à chaque coin de rue* ».

En marge de ces manifestations, le Barreau d'Athènes et la chambre technique de Grèce font appel à la Cour Européenne des droits de l'homme pour dénoncer le premier mordordandum.

Tout porte à croire que ce weekend à Salonique sera crucial dans la poursuite de la lutte sociale qui ne fait que (re)commencer après les vacances d'été. Car les nouvelles mesures signeraient la poursuite d'une politique sans avenir économique. Un rapport de la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) a montré que les salaires ont retrouvé leurs niveaux de 1978 et le chômage celui de 1958 en Grèce. Des chiffres qui montrent à quel point la politique européenne actuelle en Grèce est contre-productive. (okeanews.fr 06.09)

2.4- Chômage record.

Le taux de chômage en Grèce a battu un nouveau record en juin, à 24,4% de la population active.

Au total, la Grèce comptait 1.216.410 chômeurs en juin, en hausse de 4,3% sur un mois et de 41,8% sur un an, selon les données de l'Autorité, incluant désormais une correction des évaluations saisonnières.

Plus de la moitié (55%) des jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, et près du tiers (32,1%) des 25-34 ans étaient à la recherche d'un emploi.

Le taux de chômage a été multiplié par deux depuis 2010 dans le pays qui connaît actuellement sa cinquième année de récession.

L'Institut du travail, centre de recherches des deux grandes centrales syndicales grecques, a pour sa part estimé jeudi que le taux de chômage passera de 24% en 2012 à 26-29% en 2013, alors même que les revenus moyens des salariés auront baissé de 30% fin 2012 par rapport à 2009. (AFP 06.09)

3- Allemagne

Un arrêt de travail de 24 heures des hôtesses et stewards de Lufthansa dans tous les aéroports allemands pour vendredi, dans le cadre d'un conflit sur des revendications salariales, a démarré à jeudi 22H00 GMT, a indiqué à l'AFP la première compagnie aérienne allemande.

Lufthansa a annulé 1.200 vols vendredi, soit les deux tiers de son trafic.

Le mouvement de grève entamé la semaine dernière s'est progressivement durci.

Il a démarré vendredi avec un premier débrayage de huit heures à l'aéroport de Francfort. De nouveaux arrêts de travail ont eu lieu mardi à Francfort, ainsi qu'à Berlin-Tegel et Munich, causant l'annulation de centaines de vols.

"Nous regrettons beaucoup d'en être arrivés à cette escalade mais les négociations sont arrivées à un point où il n'y a plus d'alternative à la grève", a martelé le syndicat Ufo dans un communiqué mercredi soir. (AFP 06.09)

4- Afrique du Sud

4.1- Libération de tous les mineurs emprisonnés.

La justice sud-africaine a remis en liberté, jeudi 6 septembre, tous les mineurs qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana et qui étaient encore en détention, soit cent quatre, selon le parquet. *"Il n'y a plus personne en détention, tous ont été relâchés sauf cinq qui sont encore à l'hôpital et devront se présenter au juge pour bénéficier des mêmes conditions"*, a indiqué Frank Lesenyego, porte-parole du parquet régional.

"Les poursuites contre vous pour meurtre et tentative de meurtre ont été retirées", a déclaré aux mineurs le juge Esau Bodigelo, prévenant que l'affaire était renvoyée au 12 février, date à laquelle les mineurs devront comparaître pour les autres chefs de poursuite, violence publique et rassemblement interdit. (lemonde.fr 06.09)

4.2- La grève se poursuit à Marikana

Les grévistes de la mine de Marikana (nord) refusaient jeudi de signer un accord conclu dans la nuit entre syndicats majoritaires et direction, visant à mettre un terme à un conflit social meurtrier qui a plongé l'Afrique du Sud en état de choc.

Trois semaines jour pour jour après le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le conflit salarial à l'origine du mouvement n'était toujours pas résolu jeudi.

"Nous ne pouvons pas accepter de signer ça. Si on signe ce truc, les ouvriers doivent reprendre le travail. Mais ils ne vont pas reprendre le travail", a déclaré à l'AFP le représentant des grévistes non-syndiqués, Zolisa Bodlani.

Quelques heures plus tôt, l'exploitant du site de platine Lonmin, les syndicats majoritaires et le ministère du Travail avaient signé un accord prévoyant, d'une part, la reprise du travail à une date non déterminée et, d'autre part, l'ouverture de négociations salariales sur la base des revendications des grévistes.

Pour les grévistes, le point d'achoppement reste le même: ils exigent de voir leur salaire porter à 12.500 rands (1.250 euros) avant de reprendre le travail. Ils affirment gagner actuellement 4.000 rands, mais Lonmin conteste ce chiffre, qui ne tient pas compte, selon l'entreprise, de certaines primes et allocations fixes.

"J'attends le compte-rendu des gens qui ont participé à la réunion", a dit à l'AFP Malizo, un mineur de 29 ans qui vit dans un bidonville. *"S'ils arrivent avec ce qu'il faut, si Lonmin envoie l'argent, on retourne au travail. Sinon on reste à la maison"*.

L'accord de jeudi a été signé par trois syndicats, mais la petite formation AMCU, qui avait encouragé la grève sauvage début août, a refusé de s'y associer, tout comme les représentants des non-syndiqués.

En début de semaine, l'archevêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a fait sensation en déclarant: *"Marikana ressemblait à un cauchemar, mais c'est ce que notre démocratie de 2012 est devenue"*.

Puis il a de nouveau fustigé les inégalités qui, selon lui, sont à la racine de la violence sociale en Afrique du Sud: *"Il est difficile de croire que des gens empochent autant d'argent, ont autant de privilèges, tandis que la masse souffre dans des bidonvilles (...) c'est légal, mais est-ce moral?"*.

Sur le même thème, mais beaucoup plus politique, le jeune tribun populiste Julius Malema a tiré profit du drame de Marikana pour surgir de l'anonymat politique dans lequel il était plongé, depuis son expulsion de l'ANC (parti au pouvoir) en avril.

Haranguant les foules de mineurs, y compris le jour de la cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, il a promis une "révolution des mines", et a sommé le président Jacob Zuma de démissionner, l'accusant d'être à la botte des puissants groupes miniers.

Cette agitation a fini par inquiéter les milieux d'affaires, qui craignent à terme que les investisseurs étrangers ne désertent l'Afrique du Sud. Julius Malema, lui, s'est défendu de menacer l'investissement. "*Ce que nous menaçons, a-t-il dit, ce sont les profits réalisés par des actionnaires cupides*".

Cette crise a jeté à la face de l'Afrique du Sud la condition misérable de nombre de ses mineurs, dix-huit ans après la fin du régime raciste de l'apartheid, alors même que les richesses du sous-sol (or, diamant, charbon, platine) restent la principale source de la prospérité du pays. (AFP 06.09)

Desmond Tutu descend de son nuage céleste, ce n'est pas ce que notre démocratie "est devenue", mais ce qu'elle a toujours été ; à un moment donné la quantité se transforme en qualité, à force de trop tirer sur la corde de la surexploitation elle finit par rompre. Tutu n'est pas un dialecticien. On a envie d'en rire, mais on a apprécié sa sortie, il ne lui reste plus qu'à proclamer que le capital c'est le diable en personne !

ECONOMIE

UE

Malgré le probable refus de Jens Weidmann (président de la Bundesbank) d'apporter un vote favorable aux décisions prises, la BCE choisit aujourd'hui d'intervenir directement sur le marché de la dette.

Le programme dévoilé sous le nom de OMT (Outright Monetary Transactions) consiste à intervenir de façon illimitée sur le marché obligataire. Les pays concernés seront ceux ayant recours aux programmes EFSF/ESM (European Financial Stability Facility et European Stability Mechanism), ou ayant d'ores et déjà fait l'objet d'un plan de sauvetage. Les obligations concernées auront une maturité comprise entre 1 et 3 ans, et ces rachats seront « stérilisés » (la liquidité créée par le rachat sera « stérilisée » du marché par la Banque centrale européenne afin de ne pas créer de monnaie supplémentaire). Les pays ne respectant pas les termes leur étant imposés seront exclus. Il est à noter que le FMI sera associé à ces programmes.

En clair, il s'agit ici de pouvoir offrir un soutien monétaire aux pays ayant demandé un plan de sauvetage. Ce soutien sera apporté dès lors que le pays en question respectera à la lettre les plans de rigueur de la « Troïka ». L'Espagne et l'Italie font ici figure de favoris. Le marché ayant d'ores et déjà racheté les dettes de ces deux Etats de façon massive depuis quelques jours, en anticipant l'annonce, la marge de manœuvre de la BCE n'est plus que minime. (L'Espagne est aujourd'hui parvenue à emprunter à un taux de 2.946 % sur une période de 3 ans, contre 4.5791 % en juin).

Ainsi, l'annonce de Mario Draghi offre une bouffée d'oxygène aux marchés européens. Il permet en effet d'offrir une mesure de soutien aux pays les plus en difficultés, mais sous de strictes conditions. Cependant, la mise en pratique elle-même n'aura que peu d'influence, étant donné la capacité d'anticipation du marché. L'évènement le plus important n'est pas la réalisation technique de l'opération, mais bien la décision de la BCE d'aller plus loin dans son action. La plus grande souplesse affichée par la BCE est l'évènement de la journée.

Malheureusement, Mario Draghi a également annoncé au début de son intervention la révision à la baisse des prévisions de croissance de la zone Euro, et révisé à la hausse les anticipations d'inflation. La BCE s'attend désormais à un recul de 0,4% du Produit intérieur brut (PIB) en 2012, contre une baisse de 0,1% lors de sa précédente estimation en juin. Pour 2013, elle prévoit une croissance de 0,5%, contre 1% en juin. La situation se détériore dans l'ensemble de la zone, et les prévisions d'une croissance comprise entre - 0.4% et + 1.4% pour l'année 2013 ne permettent pas d'entrevoir une fin de crise.

La BCE vient aujourd'hui au secours des Etats les plus en difficulté mais n'offre aucune perspective de croissance par son action dans la zone euro. Son intervention de la journée n'est qu'une mesure de défense contre l'éclatement de la zone, et non un plan d'action pour une sortie de crise. Le mandat de stabilité des prix, dogme de la BCE ne permettant pas d'agir plus avant.

Ce jeudi matin, l'OCDE avait également laissé entendre que le ralentissement économique se confirmait dans l'Hexagone. L'économie française entre formellement en récession avec deux trimestres successifs dans le rouge: baisse du PIB de 0,2% entre avril et juin et de 0,3% de juillet à septembre. Une prévision bien plus pessimiste que celle du gouvernement...

(Atlantico.fr 06.09)

Les marchés financiers ont plébiscité jeudi la décision tant attendue de la Banque centrale européenne (BCE) d'intervenir sans limite sur le marché de la dette des Etats de la zone euro

[Haut de page ↗](#)

Le 8 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site entièrement, je me suis rendormi ce matin, il faut dire qu'on n'a pas eu de courant de toute la nuit, bref.

J'ai terminé par l'annonce du gouvernement du saccage de nos conditions de travail. J'y reviendrai demain, en attendant j'ai pris quelques notes que je vous sou mets.

Dans le document que le gouvernement a remis aux syndicats (et au patronat) , il est écrit qu'en "préambule, il les invite à inventer une "voie" entre la "*déréglementation et sur-réglementation*" qui permette de "*concilier*" la "*protection et l'accompagnement des salariés*", "*les marges d'adaptation des entreprises (...)*" et "*un haut niveau de dialogue social*" dans l'entreprise." (lire l'article en entier dans cette page)

La voie entre la "*déréglementation et sur-réglementation*", revient à dire qu'il faut alléger la réglementation du travail, comme le réclame le Medef, la partie qui est (encore) favorable aux travailleurs doit disparaître les marchés l'exigent, tailler à la hache dans le Code du travail et les Conventions collectives Bruxelles le réclame.

Pour "*concilier*" l'inconciliable, la "*protection et l'accompagnement des salariés*"... vers la case chômage. La protection, c'est le volet inutile pour berner les crédules, vous êtes protégé quand vous n'avez rien à craindre ; le pendant du volet utile pour le patronat, qui à sa volonté décidera de réduire votre temps de travail et votre salaire ou l'inverse, vous faire travailler comme des forçats... ou vous virer !

Quant à concilier "*les marges d'adaptation des entreprises (...)*" et "*un haut niveau de dialogue social*" , cela signifie collaborer à toute mesure que le patronat pourrait envisager de prendre au détriment des intérêts des travailleurs, au profit de l'entreprise.

On aura compris au premier coup d'oeil que ce document répond exclusivement aux attentes du patronat, des marchés, de Bruxelles, du FMI... Le gouvernement réactionnaire Hollande-Ayrault-Sapin vient d'inventer le travailleur Kleenex.

Camarades, fallait-il s'attendre à autres choses de la part de ce gouvernement ? Réponse : évidemment non.

Alors que dire de tous ces crétins ou illusionnistes qui ont appelé à voter Hollande ou PS et qui n'ont pas cessé de répéter qu'ils ne savaient pas quelle allait être l'orientation politique du gouvernement : réactionnaire, antisocial, anti-ouvrier, j'allais oublier la Syrie : impérialiste ou colonial.

Quant aux dirigeants syndicaux pourris, vous lirez plus loin qu'ils ont accueilli ce document en étant fidèles aux intérêts qu'ils représentent, ceux du patronat. Là non plus, il ne fallait pas s'attendre à autres choses de leur part.

TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

Mélenchon et le Front de gauche se sont appropriés la proposition du POI d'une manifestation à Paris pour en fixer la date unilatéralement le 30 septembre, tout en dévoyant le thème de cette manifestation qui a l'origine était tourné contre la ratification du TSCG au profit d'un référendum.

Le comportement déloyale de Mélenchon et du Front de gauche s'apparente à un coup de force pour venir en aide à Hollande et détourner les militants et travailleurs des institutions de la Ve République, car même si le POI ne développait pas cette argumentation, il va de soi qu'à travers la remise en cause de la ratification du TSCG, c'était les institutions qui étaient visées, en tout cas c'est l'interprétation qu'on pouvait en faire et qui correspond à la réalité pour peu qu'on considère illégitimes et antidémocratiques les institutions de la Ve République.

Donc en réponse à une proposition qui leur avait été adressée, ils se sont comportés comme de vulgaires voyous.

Fallait-il s'y attendre ?

Mélenchon et Laurent ont mené une campagne présidentielle et législative en camouflant leurs véritables intentions bien que leur programme ait été truffé de contradictions pour les confondre. Ils ont profité de la situation créée par le rejet qu'inspirait Sarkozy aux masses exploités et à la totalité des militants du mouvement ouvrier pour se présenter comme une alternative à Hollande dont le programme était en réalité une copie de celui de Sarkozy, sans jamais manifester la moindre intention de rompre avec l'Union européenne dont l'offensive s'accroît contre le prolétariat et Hollande est le relais en France.

Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'au-delà de vitupérations et gesticulations, ils se posent en obstacle à la politique qu'allait mettre en oeuvre Hollande et son gouvernement réactionnaire, et dont le TSCG allait constituer la pierre angulaire et le contenu auquel il allait se soumettre, ce que Mélenchon et Laurent ont clamé haut et fort à plusieurs reprises en refusant de se considérer dans l'opposition à Hollande et son gouvernement.

A cette occasion, chacun aura pu mesurer à quoi conduisait une stratégie de front unique en direction des dirigeants de ces partis, le PG et le PCF. Les dirigeants du POI en tireront-ils les leçons qui s'imposent ? Pas sûr, pas sûr du tout puisque dans le dernier numéro de leur hebdomadaire ils ont remis cela en s'adressant aux députés de ces partis, pire encore, à ceux du PS.

Si depuis des mois vous vous battez pour empêcher la ratification du TSCG, vous avez dépensé votre temps et votre énergie pour rien, pire, vous avez colporté l'illusion que ce serait possible.

Si au contraire, vous avez combattu sur la ligne politique que nous avons définie, à savoir que cette ratification s'apparentait à un coup de force dans la mesure où les institutions sont illégitimes, vous avez contribué à aider votre classe à comprendre le caractère antidémocratique des institutions et à les détourner des partis qui y participent et s'apprêtent à ratifier le TSCG.

En 2005, 92% des députés étaient favorables au TCE qui a été rejeté par la majorité de la population qui a participé au référendum le 29 mai 2005.

En 2012, c'est encore environ 90% des députés qui sont favorables au TSCG, alors que si la population pouvait s'exprimer par référendum elle le rejeterait à une très large majorité.

Entre 2005 et 2012, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale a été inversée au profit du PS qui possède désormais la majorité absolue. Et que constatons-nous ? Que cela n'a absolument rien changé, les institutions sont cadenassées par deux partis, l'UMP et le PS chacun flanqué de satellites qui les épaulent au besoin, ils existent donc une collusion parfaite entre ces deux partis sur les intérêts qu'ils représentent et défendent au sein des institutions, ceux des capitalistes.

Il n'existe à l'Assemblée nationale aujourd'hui (comme hier) aucun député ouvrier ayant comme mandat la rupture avec l'Union européenne et l'euro, l'ONU, l'OTAN, aucun député ouvrier combattant pour en finir avec le capitalisme et défendant les idées du socialisme, seule alternative possible au capitalisme.

Dès lors peut-on considérer l'Assemblée nationale comme légitime, comme l'expression de la démocratie, des besoins de la majorité ? Nous estimons que la preuve du contraire est largement faite pour lui interdire de décider de notre sort et celui des générations futures et qui plus est de se prononcer sur le TSCG.

Rappelons que nous ne menons pas ce combat dans l'espoir grotesque ou infantile d'empêcher la ratification du TSCG par la majorité illégitime PS-UMP de l'Assemblée nationale. Nous menons ce combat contre le TSCG, donc contre son contenu et sa portée, et contre sa ratification considérant les institutions de la Ve République illégitimes afin d'aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions et à rompre avec elles ainsi que les partis qui y participent dans la perspective d'un véritable gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique, socialiste.

Ce combat devrait être subordonné à la construction du parti, et non afin d'obtenir un résultat immédiat qui est ici mégalomane, du domaine du fantasme ou délirant.

Pendant ce qu'ils ont appelé les "*Trente glorieuses*", les dirigeants des organisations trotskistes ont servi de flanc gauche au réformisme et au stalinisme en se satisfaisant de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, qui étaient le produit de leur lutte de classe dans des conditions particulièrement favorables, suite aux rapports entre les classes établis à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Ils n'ont eu de cesse de brader le programme de la révolution socialiste pour ne pas se couper des masses, en réalité des appareils du PS ou du PCF selon les organisations, ainsi que les appareils des syndicats, pour finalement s'avérer totalement incapables de s'enraciner profondément dans toutes les couches exploitées et construire le parti révolutionnaire.

De reculades en reniements, ils en sont arrivés à soutenir plus ou moins ouvertement le PS et le PCF, à appeler à voter pour leurs candidats à chaque élection, à établir des liens organiques avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement saborder leur propre organisation qui avait l'inconvénient de présenter des relents de marxisme ou de léninisme devenus un obstacle pour accueillir des adhérents du PS, du PCF, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes et d'autres éléments petits-bourgeois foncièrement anticommunistes et opposés à la révolution prolétarienne, car ne parvenant pas à recruter des ouvriers, pour assurer leur survie politique il leur fallait chercher ailleurs des adhérents sans être trop regardant sur leurs véritables intentions ou convictions politiques, LO de son côté passant de la sclérose à l'état de fossile.

La dégénérescence de la social-démocratie entamée dès la fin du XIXe siècle en Allemagne, fut pour ainsi dire camouflée en France par la constitution tardive de la SFIO, en 1905, elle éclata au grand jour le 3 août 1914 lorsqu'elle vota les crédits de guerre et renonça à appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale contre la guerre...

Cette dégénérescence fut la contrepartie politique des illusions que les masses allaient développer sur le plan social à l'occasion de l'élévation de leur niveau de vie, leurs dirigeants abandonnant petit à petit le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme pour finalement s'y adapter et en devenir des représentants au sein du mouvement ouvrier. Il leur fallait abonder dans le sens des illusions des masses pour remporter des succès électoraux et se faire une place au sein des institutions, avoir leur part du gâteau.

Au lieu de tirer les enseignements de cette période, les organisations trotskistes sans véritable direction ou dirigeant après l'assassinat de Trotsky par Staline s'employèrent à les ignorer pour reproduire à leur niveau les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs de la social-démocratie. Eux aussi, ils profitèrent que la situation était propice à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de 1945 au début des années 80 pour camoufler leurs véritables intentions ou leur incurie politique, l'OCI appelant à voter Mitterrand dès le 1er tour de la présidentielle en 1981, la LCR appelant à voter Chirac en 2002, laissons de côté le cadavre de LO.

A l'arrivée, en 2005 alors que le TCE posait la question des institutions, personne ne la posera. En 2012, alors que le TSCG pose la question des institutions, personne ne veut la poser, LO ignore qu'elles existent ! A force de se renier on en arrive forcément à un moment donné à ne même plus être en mesure de poser les questions et les tâches que la situation requiert.

De la même manière qu'ils se sont gargarisés de toute avancée sociale -qui seraient remises en cause un jour ou l'autre, c'était écrit d'avance, personne ne pouvait l'ignorer notez bien, vous avez pu constater qu'ils poussent des cris d'orfraie quand le moment est arrivé pour les capitalistes de s'y attaquer brutalement. Tous entendent oeuvrer à la fin de la crise du capitalisme et en même temps épargner à la classe ouvrière de terribles souffrances, sauf que voilà c'est incompatible.

Seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à cette crise en prenant le pouvoir, encore faut-il qu'elle en ait conscience et qu'elle soit organisée dans cette perspective, ce qui n'est pas le cas. Pour en prendre conscience, il faut qu'elle cesse de croire qu'elle doit son niveau de vie au capitalisme, donc qu'elle cesse d'y être subordonnée, or existe-t-il un autre moyen de la détourner du capitalisme que de subir de violents coups qui menacent jusqu'à son existence et de chercher la voie (l'organisation) pour abrégé ce cauchemar ?

Ces dirigeants voudraient que les masses se soulèvent et en même temps ils veulent leur éviter de vivre les conditions qui seules peuvent les conduire à se soulever contre le régime, alors nous nous posons légitimement la question de savoir ce que ces dirigeants veulent vraiment. Ils sont incapables de dire la vérité en face aux travailleurs, aussi dure soit-elle, du coup comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, s'en emparent, réagissent, etc. ?

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse aujourd'hui et c'est bien dommage. J'ajoute quelques réflexions à creuser ou relier entre elles. Depuis plus d'un demi-siècle, on savait que le capitalisme serait réintroduit en Chine... Dès les années 70, dans le textile, l'électroménager ou les biens d'équipement, l'automobile, la diversification de la division internationale du travail annonçait ce que nous vivons aujourd'hui, cela commença par le Japon et la Corée du Sud, par l'Asie, les quatre Dragons et les cinq Tigres comme ils les appellent... La chute de l'URSS était programmée depuis la prise du pouvoir des staliniens, inévitable, sauf à se leurrer... Les partisans du "*grain à moudre*", des réformes, ils ont tous vécu à crédit sur le dos des masses exploitées du monde entier, en Afrique et en Asie principalement, au nom de l'internationalisme prolétarien peut-être, pour être inconscient ou cynique ça l'est !

[Le vrai visage de Facebook. Apologie de l'individualisme. Vous êtes sous le coup du premier amendement de la constitution américaine.](#)

« *Femmes je vous haine!* » Voici la profession de foi d'un groupe Facebook. Pour éviter de lui faire une publicité qu'il ne mérite guère, appelons le GMH, pour Groupe Misogyne Haineux.

Le groupe a été créé en mai 2012. Depuis de nombreuses semaines, il suscite un certain dégoût, que ce soit chez les féministes ou plus généralement chez tous ceux que les appels à la violence émeuvent. Sa page a donc, comme il se doit, été signalée

aux modérateurs Facebook à de très nombreuses reprises. Celles et ceux qui ont fait circuler sur les réseaux sociaux un appel au signalement de cette page pensent alors qu'elle va sauter rapidement.

Mais au bout d'un moment, il est permis de douter que ces signalements aux administrateurs de Facebook soient traités par qui que ce soit. Les semaines passent, et la page est toujours là.

L'incitation à la haine va pourtant à l'encontre de la loi et des conditions d'utilisation du site. Mais en y regardant de plus près, les groupes haineux pullulent sur facebook, antimusulmans, antihomos, antisémites, le marché de la haine raciale/sexuelle se porte bien. Je parviens à contacter quelqu'un qui répond au nom de Facebook France et lui signale cette situation. « (...) *L'enjeu pour Facebook c'est de préserver la liberté d'expression en protégeant les utilisateurs de propos haineux.* »

Pourtant quand il s'agit de censurer une photo taxée de nudité, que ce soit l'Origine du monde de Courbet ou une exposition du Centre Pompidou, la faucheuse est plus rapide.

Doit-on comprendre que les propos qui sont encore en ligne (cf le florilège ci-dessus) ont été considérés comme acceptables? « *Nous voulons que Facebook reste une lieu de partage où les utilisateurs discutent librement entre eux et expriment leurs points de vue, tout en respectant les droits et les sentiments des autres. Je suis d'accord que cette page est de très mauvais goût, mais d'après les modérateurs elle correspond aux règles de Facebook.* »

C'est là où il faut comprendre que la censure de Facebook, Apple ou autres mastodontes globalisés de l'économie numérique est d'inspiration américaine. « Facebook fait énormément d'efforts pour la sécurité de ses utilisateurs, et c'est très difficile parce que Facebook est présent dans de nombreux pays. Mais les législations locales sont respectées. » La loi française sur l'incitation à la haine est pourtant claire : est puni par la loi le fait de provoquer « *à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap* ».

Dans les faits, la censure à l'oeuvre est ciblée : la nudité est un mal absolu qui doit être combattu sans exception, même si certaines photos parviennent à passer entre les mailles du filet « *parce que ce sont des oeuvres d'art* ». Par contre, la liberté d'expression et d'incitation à la haine est à présent mondialement préservée par le premier amendement de la constitution américaine. La violence aurait-elle plus d'avenir sur le réseau que les tétons? (lexpress.fr 07.09)

Laisser libre cours à la haine individuelle ou en groupe tout azimut est une manière de l'encourager pour empêcher que les exploités se rassemblent sur leur terrain de lutte de classe, une fois qu'ils en sont réduits à se haïr copieusement.

La haine aveugle contenue à l'intérieur de chaque individu comme produit de son ignorance peut être vaincue pour peu qu'on l'oriente (politiquement) dans la bonne direction... Tandis que la haine aveugle qui se déverse à l'extérieur de chaque individu dans la société va finir de la pourrir, et conduire les individus à s'opposer les uns aux autres, pendant que ceux qui l'instrumentalisent en coulisse en tirent profit. Il n'y a pas d'inversion ou de confusion de ma part, Facebook permet à la haine de s'exprimer librement dans la société.

Voilà pourquoi ils ont créé les "réseaux sociaux" et non pour favoriser la liberté d'expression. Avis aux défenseurs aveugles de la liberté de penser qui font le jeu de notre ennemi.

[Numéro de contorsionniste de Hollande](#)

"*J'ai pris des engagements et ils seront tenus*", a assuré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Evian (Haute-Savoie) vendredi soir.

Lors d'une audience solennelle de la Cour des comptes en début de journée, il avait réitéré "*l'engagement pris par la France de ramener le déficit public à 3% (du produit intérieur brut) à la fin de l'année 2013*", contre 4,5% du PIB cette année.

"*Ce sera l'effort budgétaire le plus important depuis 30 ans*", avait-il souligné.

Le gouvernement doit boucler d'ici fin septembre son projet de loi de Finances et M. Hollande a reconnu que "*le ralentissement économique*" rendait "*encore plus ardu*", mais "*encore plus nécessaire*", cet objectif représentant "*un peu plus de 33 milliards d'euros*" en économies ou impôts nouveaux.

Du coup, les fuites se multiplient: le gouvernement semble sur le point de repousser, ou de vider de leur substance, bon nombre d'engagements électoraux.

Le plus symbolique est celui d'une contribution exceptionnelle de 75% sur la part des revenus dépassant un million d'euros par an, qui, de l'aveu même d'un membre du gouvernement, se révèle un "*casse-tête*" à mettre en oeuvre.

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac a déjà annoncé que la ponction ne durerait que "*le temps du désendettement*" et épargnerait "*artistes, écrivains, cinéastes*".

Or, selon Les Echos et Le Figaro, la facture pourrait être allégée pour les plus fortunés: la taxation s'appliquerait aux seuls salaires, excluant les revenus du capital. En outre, les couples ne seraient imposés qu'à partir de deux millions d'euros, alors que le candidat Hollande avait assuré que la super-taxe frapperait à partir d'un million "*par foyer fiscal*".

Les Echos ajoutent que CSG et CRDS seraient intégrées au taux d'imposition global de 75%, ce qui abaisserait la contribution en tant que telle à 67%.

Ainsi aménagée cette taxe "*ne contribuera pas à réduire les inégalités de revenus*" et serait "*avant tout symbolique*", a relevé le principal syndicat des agents des impôts, Solidaires.

Face au début de procès en reniement des engagements électoraux, le président Hollande a rétorqué vendredi soir que cette contribution sera mise en oeuvre "*à partir de 1 million d'euros*" de revenus.

"*Il va y avoir des appels à la solidarité, il est normal que ce soient les hauts revenus qui contribuent davantage*", a-t-il justifié. Mais il s'est gardé de préciser si le seuil du million s'appliquerait par foyer fiscal ou par personne.

Selon le ministre des Finances, "*les modalités techniques*" de la future taxe "*sont en cours d'élaboration*". Mais, a assuré Pierre Moscovici à l'AFP, "*cet engagement du président de la République sera strictement respecté*". "*Toute autre interprétation est sans fondement*", a-t-il ajouté.

D'autres points d'interrogation demeurent. La déductibilité des intérêts d'emprunt des entreprises, censée être supprimée, pourrait n'être que rabotée. Et la réforme de l'impôt sur les sociétés, pour en moduler le taux en fonction de la taille de l'entreprise, pourrait, de sources gouvernementales, être repoussée à un "*paquet compétitivité*" au premier trimestre 2013.

Il a aussi exclu toute "*augmentation générale et indifférenciée des impôts sur les ménages*". Or, de source gouvernementale, l'exécutif devrait maintenir en 2013 le gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par l'ancienne majorité et qui s'apparente justement à une hausse généralisée. (AFP 07.09)

Le chef de l'Etat a également déclaré que "*tout doit être fait dans ce moment difficile pour l'économie française, européenne voire mondiale, pour l'emploi*".

Cet engagement aura aussi "*une traduction à travers les mesures sur la compétitivité qui seront prises après concertation avec les partenaires sociaux pour que le financement de la protection sociale ne repose pas sur le seul travail*", a ajouté François Hollande. (Reuters 07.09)

Voilà le terrain sur lequel les dirigeants syndicaux corrompus acceptent de "*négoçier*" avec le patronat et le gouvernement des capitalites, brader encore et encore nos droits et nos acquis sociaux, accompagner la régression sociale sans fin à laquelle conduit inexorablement la survie du capitalisme.

Ces "*économistes de gauche*" qui soutiennent Hollande sur le fond mais pas sur le rythme.

Plusieurs soutiens de François Hollande lors de la campagne prennent leur distance avec la politique économique du gouvernement.

Pendant la campagne, Thomas Piketty avait signé, avec une cinquantaine d'autres économistes, une tribune de soutien à François Hollande.

La prise de distance est surtout stratégique.

L'inquiétude des économistes de gauche porte également sur les objectifs de déficits définis par le gouvernement. Atteindre coûte que coûte les 3% du PIB en 2013 alors que la croissance est en berne? Compliqué, voire dangereux, estiment certains spécialistes.

Difficile pour autant de parler de réelle crise de confiance entre le nouvel exécutif et ces économistes de gauche, bien conscients de la mauvaise conjoncture qui pèse sur les choix du gouvernement. «*Le projet peut toujours être ajusté, mais la situation économique est compliquée et la période de grâce est terminée*, rappelle Romain Perez, professeur à Sciences Po, signataire de la tribune pro-Hollande. *Mais globalement, on est plus satisfaits qu'il y a un an. Dans l'esprit des socialistes, il y a la volonté d'être en rupture avec le précédent gouvernement. Et pour le moment, ils sont en phase avec les engagements pris lors de la campagne. La cohérence politique est respectée*». Sur le fond, il rappelle que le projet de fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG n'est «*pas abandonné*» et que la réduction du déficit est «*inévitable*» pour ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les*

marchés». (lefigaro.fr 07.09)

Ce qui guide leur pensée, leur maître à penser, ce n'est pas une société idéale débarrassée des inégalités et des injustices, non, c'est ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les marchés*», tout est dit ici.

Vous avez compris qu'ils étaient totalement subordonnés au capitalisme, pour eux il est indépassable. Ils ne sont pas les derniers servis par le régime, ceci explique en grande partie cela.

ACTUALITE EN TITRES

A quand le coup de grâce ?

- Taxe à 75%: Michel Sapin évoque une mesure aménagée, mais pas dénaturée - 20minutes.fr
- Rabotage dans les avancements militaires : Le Drian lâche du lest - LePoint.fr
- Logement : gros couac sur la liste des terrains destinés aux HLM - LeParisien.fr
- Construction de logements sociaux : Cécile Duflot va revoir sa copie - LePoint.fr

La sénilité au secours de chattes en folie.

- Russie: Lech Walesa veut la libération des Pussy Riot - L'Express.fr

J'ignorais qu'en anglais pussy désignait le sexe féminin, à ne pas confondre avec le droit des femmes travailleuses. En fait ces trois femmes sont complètement dégénérées (lire leurs "*exploits*" dans des causeries précédentes, par exemple s'introduire un poulet dans le vagin!).

Le vrai visage du maoïsme.

- Les maoïstes népalais saluent leur retrait de la liste noire de Washington - AFP

La Chine est un bon élève du capitalisme mondial, elle vient d'adhérer à l'OMC...

Diablerie.

- Il y a plus de criminalité quand les gens croient au paradis - Slate.fr -

C'est peut-être pour cette raison que l'histoire du capitalisme est synonyme de guerres incessantes depuis plus de deux siècles. A l'époque de la féodalité et de l'esclavage aussi, à croire que l'exploitation de l'homme par l'homme est un crime contre l'humanité.

La barbarie triomphe, à quand le retour des jeux du cirque ?

- Corrida : un retour '*trionphal*' sur les télévisions espagnoles - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le parti Europe Ecologie-Les Verts (EELV) déterminera sa position sur le Traité budgétaire européen lors du conseil fédéral des 22 et 23 septembre, a déclaré vendredi le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts, Pascal Durand.

La coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a assuré vendredi, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, que les parlementaires d'EELV n'avaient pas encore "*pris de décision*" sur le vote à venir du traité budgétaire européen. (AFP 07.09)

SOCIAL

1- France

Le constructeur automobile américain Ford s'engage à maintenir au moins 1.000 emplois dans son usine de Blanquefort en Gironde, a annoncé son vice-président industriel pour l'Europe Jeff Wood, à l'issue d'un comité de pilotage (Copil) à la préfecture.

"C'est un discours plutôt positif puisqu'ils affirment qu'ils maintiennent les engagements pris il y a un an et demi sur les 1.000 emplois", a réagi Philippe Poutou, représentant CGT chez Ford à Blanquefort.

"Maintenant il faut qu'on se donne clairement des échéances", a pour sa part souligné le président PS de la communauté urbaine de Bordeaux, Vincent Feltesse.

"Je souhaite que les conventions avec les collectivités", sur une aide globale de 25 millions d'euros, "puissent être amenées à leur fins" lors de ce nouveau Copil "*que j'ai proposé sur le site afin de voir la concrétisation de ces projets et les perspectives industrielles*", a également indiqué le préfet de la Gironde, Michel Delpuech.

"Les aides publiques sont subordonnées aux engagements qu'à pris Ford et nous serons très vigilants", a souligné le préfet qui dit également attendre "un calendrier sur l'affaire du logo". "*C'est plus qu'un symbole, ce sera la volonté d'une ambition industrielle*", a-t-il dit. (AFP 07.09)

A ce prix-là, l'idiot de service est heureux, il va conserver son emploi... Quant à savoir où et à qui "*les collectivités*" ponctionneront ces 25 millions d'euros, il s'en fout, tenez, je suis prêt à parier qu'il ne s'est même pas posé la question, cela n'aurait rien d'étonnant puisque pendant 40 ans, ni P. Lambert, ni A. Kriivine, ni A. Laguiller ne se la sont posés. Finalement, ils sont comme les capitalistes qui ne raisonnent qu'à court terme, non ?

2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi un renforcement de la rigueur l'année prochaine alors que le Portugal, sous assistance financière, ne parvient pas à respecter ses engagements de réduction du déficit public.

M. Passos Coelho a annoncé en particulier une augmentation des cotisations à la Sécurité Sociale de la part des salariés des secteurs privé et public. En échange, il a prévu une baisse des cotisations patronales afin de favoriser l'emploi alors que le chômage dépasse déjà les 15% de la population active.

"Le gouvernement a décidé d'augmenter les contributions à la Sécurité sociale du secteur privé à 18% ce qui nous permettra en contrepartie de réduire les cotisations patronales fixées également à 18%", a dit le Premier ministre dans une déclaration à la Nation d'une vingtaine de minutes.

"Nous sommes perçus comme un pays fiable et qui mérite d'être soutenu", a d'ailleurs souligné M. Passos Coelho.

En échange du plan d'aide le Portugal s'est engagé à appliquer un programme de réformes et de rigueur qui a déjà donné lieu à des réductions de salaires des fonctionnaires et à des hausses d'impôts.

De nouvelles mesures d'austérité pour l'année prochaine étaient toutefois inévitables après que le Tribunal Constitutionnel eut rejeté en juillet dernier la suppression en 2013 des 13^e et 14^e mois de salaires des fonctionnaires, une mesure dont le gouvernement attendait un gain d'environ 2 milliards d'euros.

Dans le même temps, le chômage devrait l'année prochaine atteindre, selon des prévisions officielles, le taux record de 16%. (AFP 07.09)

ECONOMIE

1- UE

1.1- La BCE s'attribue les mêmes pouvoirs que la Fed.

La Banque centrale européenne (BCE) se verra confier un pouvoir de supervision sur l'ensemble des banques de la zone euro à partir du 1er janvier 2014, selon un projet de la Commission européenne publié vendredi par le journal italien *Il Sole 24 Ore*.

"*La BCE devrait pouvoir exercer les tâches de supervision sur toutes les banques*", écrivent les auteurs du projet, dont une copie a été publiée sur internet.

"*La sécurité et la solidité des grandes banques est essentielle pour garantir la stabilité du système financier. Cependant, les expériences récentes montrent que des banques plus petites peuvent aussi menacer la stabilité financière*", argumentent-ils. (Reuters 07.09)

1.2- Faites chauffer la planche à billet !

En Allemagne. Et comme partout en Europe, le gros des acteurs des milieux financiers et bancaires ont salué la mise en place de ce "*pare-feu illimité*", c'est-à-dire l'annonce de l'achat par la BCE de dettes publiques des pays européens en difficulté et ce, sous conditions, mais sans limitation de volume.

Mais bien évidemment, les partisans des positions de Jens Weidmann, président de la Bundesbank et seul membre du conseil de la BCE à avoir voté contre la décision de Draghi, se sont insurgés contre la décision : "*L'achat d'obligations est la mauvaise voie, car il sape la motivation des pays fortement endettés de faire des économies et d'assainir leur budget. La BCE ne doit pas jouer le rôle d'un ersatz de gouvernement*", a ainsi déclaré le président des Caisses d'épargne Georg Fahrenschon, probablement l'un des seuls banquiers déçus du pays. De son côté, un groupe de députés du parti libéral a publié un texte contre cette voie qui mène vers "une union européenne de l'inflation et l'emploi de la planche à billet pour le financement des Etats".

Egalement opposé à cette "*politique de la planche à billet*", le secrétaire général de la branche bavaroise du parti conservateur (CSU) Alexander Dobrindt en a appelé au bon sens de M. Draghi pour "qu'il n'ouvre pas les écluses de programmes d'achats massifs". Enfin, entre autres réactions, le député CSU Peter Gauweiler, l'un des plaignants qui espèrent que le Tribunal fédéral constitutionnel allemand bloquera bientôt la ratification du pacte budgétaire par l'Allemagne, estime que la BCE a fait une sortie de route juridique : "*Les décisions du conseil de la BCE sont en pleine contradiction avec les traités de Maastricht et de Lisbonne qui interdisent explicitement le financement des Etats*".

Globalement, chez les adversaires de la politique annoncée de la BCE, la critique tourne autour du même axe. M. Draghi veut faire marcher la planche à billet pour adoucir la situation budgétaire des pays les plus mal en point. De facto, il va créer un droit des pays en difficulté à recevoir une aide illimitée de l'Union européenne. Ce faisant, le banquier central italien rend la politique monétaire européenne dépendante de la politique budgétaire des Etats. Ce qui ouvre la voie à la création d'un gouffre financier sans fin et à l'inflation, un phénomène que les Allemands craignent plus que tout. (l'express.fr 07.09)

2- Grèce

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) grec a chuté de 6,3% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après un recul de 6,5% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, le gouvernement grec table désormais sur une récession pire que prévu, autour de 7% pour 2012 contre un objectif de départ de -4,5%, après une chute de 6,9% en 2011.

La dépense totale de consommation a elle reculé de 7,2% au deuxième trimestre sur un an, soit 8% pour la consommation des ménages et -3,7% pour les dépenses publiques, tandis que les investissements bruts de capitaux ont chuté de 19,4%.

Le plongeon de la production nationale a été amorti par le recul du déficit commercial, réduit de 39,9%, en raison de la chute des importations, a ajouté l'ASE.

Au deuxième trimestre 2012, les exportations ont ainsi reculé de 4,1% sur un an, à 10,311 milliards d'euros tandis que les importations chutaient de 12,3%, à 12 milliards d'euros. (AFP 07.09)

2.2- Le ministère du travail grec a côté annoncé la suppression d'une cotisation sociale patronale pour satisfaire aux exigences des créanciers du pays, UE, BCE et FMI, dont des représentants sont arrivés à Athènes pour une visite d'inspection.

"Il s'agit de la première mise en œuvre des mesures de réduction du coût non salarial du travail convenues en mars" entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a précisé à l'AFP une source au ministère. L'économie ainsi réalisée par les entreprises est de quelque 260 millions d'euros par an, a-t-elle ajouté.

Représentant 1,1 % des cotisations de retraite et d'assurance-maladie, cette contribution patronale servait au financement des organismes de logement social et de culture populaire, dont la fermeture a été décidée cet hiver dans le cadre de la cure d'austérité dictée au pays par ses bailleurs de fonds. (lemonde.fr 07.09)

3- Chine

La Chine a donné cette semaine son feu vert à 60 projets de grands travaux, tentant de redonner de l'énergie à une économie qui subit son ralentissement le plus marqué en trois ans.

Les analystes évaluent à plus de 1.000 milliards de yuans (157 milliards de dollars), soit 2,1% du PIB chinois, le total des projets endossés par la puissante Commission nationale de réforme et de développement. (Reuters 07.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre

CAUSERIE

Avant de mettre sous forme d'articles au format pdf certaines causeries du 6 au 9 août, j'ai corrigé une dizaine de fautes, je n'avais pas trouvé le temps avant, et j'ai dû en laisser ! Je n'ai pas une minute pour souffler en ce moment, c'est un peu difficile de suivre le rythme de l'actualité et de faire tout ce que j'ai à faire chez moi en étant tout seul.

J'ai une organisation quasi-militaire, je m'impose une discipline de fer pour arriver à tout faire, en cavalant bien sûr, sans sacrifier la balade quotidienne de mon chien, il en ferait une dépression le pauvre ! C'est plutôt lui qui me balade, mais bon, ce n'est pas compromettant, et puis cela fait du bien à nos vieilles articulations.

Ici il pleut par intermittence depuis plusieurs jours, du coup pas besoin d'arroser le jardin, je gagne 20 minutes par jour, pas vraiment pour dormir puisqu'ils coupent le courant dès qu'il tombe une goutte, et quand il ne pleut plus il faut qu'ils réparent, donc recoupures, etc.!

Bonne fin de week-end à tous et bon courage pour lundi matin.

Un courriel reçu d'un vieux militant.

"TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

Aucune explication ne manque (selon mon propre jugement)

Jugement qui découle avec l'expérience que j'ai de ces individus ... de ma seule intuition de ce que va être leurs comportements face à diverses situations... même si on est malgré tout souvent surpris de leur culot, ce n'est pas compliqué à prévoir ni à dire et dénoncer en quelques mots...mais l'expliquer, le développer comme tu fais c'est vraiment super!!!"

Merci camarade, on essaie de rendre les choses le plus claire possible pour que les militants s'y retrouvent. Tâche presque insurmontable au regard du peu de connections au site, alors qu'il est connu de milliers et milliers de militants. Comme disait je ne sais plus, attendons que le prolétariat subisse une lourde défaite pour que les militants remettent les pendules à l'heure et que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme...

C'est sans compter que tous les partis ont un fonctionnement opaque, je ne parle pas sur le plan de leur trésorerie, mais de leurs liens ou rapports avec tel ou tel syndicat, parti, ou telle ou telle institution, les militants en ignorent tout.

Ce sont des aventuriers, de dangereux apprentis sorciers parce qu'ils sont en grande partie responsable de la situation actuelle, pas seulement en France mais dans le monde.

Tu comprendras que je ne puisse pas écrire ici tout ce que je pense ou les conclusions auxquelles je suis parvenu sur ces partis

et leurs dirigeants, j'en ai déjà trop dit dans certains articles, sans me faire procureur, en reliant entre eux un certain nombre de faits vérifiables ou parfaitement connus. Laissons cela, il y en a plus que marre.

Ce que j'en dis, c'est uniquement pour conseiller aux militants d'être très prudents et de n'accorder leur confiance dans un parti ou des dirigeants qu'après avoir mûrement réfléchi. D'ailleurs cela ne suffit pas, il faut collecter des informations contradictoires pour se faire une idée sur eux aussi, c'est uniquement quand les deux correspondent qu'on peut estimer avoir une réponse satisfaisante à notre question, après en avoir éliminé un certain nombre qui ne nous convenaient pas, on a le droit d'être exigeant, y compris envers soi-même.

Tu apprécies ma contribution parce qu'elle fait réfléchir et propose une autre autre voie, une autre conception de la lutte de classe, entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle, mais apparemment leurs journaux ne sont pas fait pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement de la société, ils servent principalement à entretenir leurs misérables boutiques.

Mission impossible. Comment ne pas se fourvoyer en évitant de poser la question de la illégitimité des institutions ?

En fait ce que veut l'oligarchie financière, c'est vivre la vie de château sous la monarchie en imposant leur dictature à la terre entière via un Nouvel ordre mondial, disposer d'une telle puissance et richesse que le monde est son sujet, il lui est totalement soumis, l'esclavage que nous réserve le TSCG en le suivant à la lettre, le même résultat pourrait être envisagé ou atteint sans le TSCG.

Jacques Nikonoff a titré sa chronique du 4 septembre : *S'il faut un référendum, c'est sur l'euro et l'Union européenne, pas sur le TSCG.*

Suivons le cheminement de sa pensée pour voir où cela le conduit, c'est instructif à plus d'un titre.

L'ensemble de sa démonstration va consister à faire pression sur les parlementaires, autrement dit légitimer les institutions de la Ve République.

- *"Cependant, la revendication d'un référendum sur le TSCG est inappropriée. Elle n'est pas adaptée à la situation et fait même office de diversion par rapport aux causes profondes de la crise. C'est un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne et au maintien dans la zone euro qui devrait être organisé si l'on voulait être vraiment démocrate, car là se trouvent les racines des difficultés. Dans l'immédiat, c'est une pression maximale qui doit être exercée sur les parlementaires pour qu'ils votent « non », début octobre, à la loi de ratification du TSCG qui leur sera proposée."*

En Grande-Bretagne, Cameron n'est pas concerné par le TSCG et pourtant il a mis en oeuvre une politique identique soit dit en passant.

Il estime que le TSCG est ou aboutit à *"un non sens économique"*, parce qu'il faudrait s'attendre à autre chose de la part du gouvernement Hollande-Ayrault ?

Il se fait le défenseur de l'Etat bourgeois et des capitalistes auxquels il prodigue ses conseils :

- *"...les États ont besoin d'un certain endettement. Il permet de lever des fonds pour ajuster la trésorerie, et pour les investissements d'avenir. Imaginons que l'on oblige les entreprises privées à avoir un déficit zéro. Elles ne pourraient tout simplement plus investir !" Quel drame, on en a la larme à l'oeil !*

Un de ses objectifs est clairement affiché ici : redorer le blason de l'Etat des capitalistes qui serait le garant de notre *"bien-être"*, ne vous marrez pas, c'est écrit en toute lettres :

- *"Il faut absolument relégitimer la nécessité, pour l'État, d'emprunter (mais pas aux marchés financiers) pour financer les dépenses d'avenir afin d'assurer le bien-vivre des générations futures."*

Pour y parvenir, vous et moi sommes évidemment disposés à consentir de nouveaux sacrifices :

- *"Les citoyens sont disposés à faire des efforts et à accepter des contraintes. Mais à une condition : qu'ils soient justes et efficaces. Or ce n'est absolument pas le cas avec le Pacte budgétaire."*, il tient là le même discours que Hollande (*"efforts justes"*), Ayrault ou Parisot.

Quand il est question de la Constitution... pour immédiatement après l'enterrer :

- *"Pour le Conseil constitutionnel une loi organique est largement suffisante. Une loi organique a pour objet de compléter*

la Constitution afin de préciser l'organisation des pouvoirs publics. Dans la hiérarchie des normes juridiques, elle est placée en dessous de la Constitution mais au-dessus des lois ordinaires. Le contrôle de la conformité de la loi organique à la Constitution par le Conseil constitutionnel est obligatoire."

En réalité, la Constitution d'un pays se compose d'un texte juridique qui entérine les rapports entre les classes, de lois, de décrets et d'ordonnances, sans oublier les traités internationaux signés. Donc d'une manière ou du autre, comme tous les autres traités, le TSCG vient s'intégrer à l'arsenal juridique déjà existant renforçant le caractère de classe de l'Etat.

Mais un malheur n'arrivant jamais seul, la Banque de France et la politique monétaire se voient gratifier d'une mission sociale, pour ne pas dire prolétarienne :

- "La reprise en main de la Banque de France et de la politique monétaire ne serait plus à l'ordre du jour ?" A croire qu'un jour elles furent à notre service. Nikonoff a la fâcheuse tendance à prêter aux institutions, y compris financières, des intentions qu'elles n'ont jamais eu en réalité pour avoir toujours été au service de la classe dominante, non ?

Il en arrive à enfoncer des portes ouvertes parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse :

- "Enfin, cette exigence d'un référendum sur le TSCG exonère de fait les parlementaires de leurs responsabilités, particulièrement les parlementaires socialistes. La majorité des députés PS a été élue sur la base de la renégociation du traité, c'était l'engagement de François Hollande, qui vaut pour tous les députés."

Certes, un référendum aurait surtout comme vertu d'éviter de poser la question de la légitimité de l'Assemblée nationale et donc des institutions. Sinon, pourquoi tout le monde s'est-il engouffré comme un seul homme dans le référendum de 2005 sans que jamais cette question ne soit posée ?

- "Imaginons un instant que l'évènement (une catastrophe - Ndlr) se produise, qu'un référendum se tienne, et qu'il donne la majorité au « non ». Que se passe-t-il ? Rien ! Le cadre juridique de l'Union européenne reste identique : celui des traités de Lisbonne, d'Amsterdam, de Nice, de Maastricht... Bref, les politiques de l'Union européenne restent inchangées, l'euro est toujours là à nous étrangler. C'est pour parvenir à un résultat aussi nul qu'on nous demande de nous mobiliser pour un référendum sur le TSCG ?"

Ce n'est pas une conclusion, c'est un constat. Il en irait de même en rompant avec l'UE et l'euro, avec tous les traités que vous voulez si vous ne remettez pas en cause l'existence des institutions de la Ve République, cela ne changerait absolument rien aux rapports entre les classes dominés par la classe des capitalistes. J'ai comme dans l'idée que c'est pour cette raison qu'ils évitent de poser la question des institutions, pour ne pas remettre en cause les rapports sociaux de production, le capitalisme.

Il voudrait nous renvoyer dans les sales pattes des parlementaires du PS :

- "Reconnaissons alors que le plus urgent, pendant les quelques jours qui restent, est d'organiser le harcèlement des parlementaires. Il faut les contraindre à s'exprimer publiquement pour justifier leur vote. Et leur faire comprendre que s'ils acceptent de renoncer à leur souveraineté budgétaire, nous ne voterons pas pour eux aux prochaines élections. Telle est l'urgence du moment. "

On aura compris qu'à l'instar de tous les autres partis, il est incapable de développer une politique indépendante du PS qui caractérise son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République.

Il le confirme en rappelant les initiatives que son mouvement a prises.

- "Un appel des citoyens aux parlementaires pour que ces derniers votent « non » au TSCG."

- "Une lettre ouverte adressée individuellement à chaque parlementaire par des collectifs locaux."

- "Une manifestation nationale fin septembre qui ciblerait le palais Bourbon. Ceux qui voudront défiler pour un référendum pourraient l'exprimer dans la manifestation ; ceux qui voudront faire pression sur les parlementaires pourraient également le faire savoir. Le mot d'ordre le plus unificateur de la manifestation serait alors : « Contre la ratification du TSCG »."

Nous lui préférons le mot d'ordre suivant qui a l'avantage d'intégrer le TSCG, le combat contre la dictature du capital et la question du pouvoir ou de l'Etat qui est à l'ordre du jour dans tous les pays de l'UE a des degrés divers, objectifs et tâches que doit se fixer la classe ouvrière :

A bas les institutions de la Ve République qui consacrent la dictature du capital avec le TSCG !

Le saviez-vous ?

La récolte de maïs devrait chuter pour atteindre les niveaux de 1995. En juillet, les prix du maïs et du blé ont bondi d'environ 25% chacun, les prix du soja de 17%. Les répercussions sur les denrées alimentaires seront un élément supplémentaire amputant le pouvoir d'achat des citoyens.

Or les Américains ont pour habitude de consacrer 10% de leur revenu au budget alimentaire. Selon les dernières enquêtes de Gallup, par rapport à 1969 et en ajustant de l'inflation, la famille américaine typique dépense un tiers de moins pour se nourrir ! (liesi 06.09)

Syrie. Témoignages d'Alep.

"Ici, beaucoup ont exprimé leur sympathie pour les manifestations pacifiques contre le régime, mais 90% sont totalement hostiles à la violence et au langage des armes", assure le patron du café Tché-Tché.

De fait, même du côté de certains activistes, c'est la désillusion. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. "Tous ces sacrifices pour avoir des islamistes, des gens d'al-Qaïda, c'est insupportable. Si je tombe entre les mains de l'armée syrienne, je serai certainement torturé. Mais en vie avec les autres, c'est la mort assurée", dit ce libéral.

"Je ne suis pas avec le régime mais je soutiens à 100% l'armée car je veux le rétablissement de l'ordre pour pouvoir travailler. En plus, plein de rebelles sont des islamistes étrangers. Que font-ils dans notre ville? Je suis sûr que 90% des vrais Alépins, riches ou pauvres, partagent mon avis", a dit Elias qui dirige une entreprise familiale de chauffage. (AFP 07.09) (l'article figure en entier à la rubrique Syrie.)

Le NPA a mis en ligne plusieurs articles provenant d'une soi-disant organisation "marxiste (sic !) syrienne, qui évidemment prétend qu'il y aurait une véritable révolution contre le régime, dont l'auteur est basé... à Londres, comme le CNS mis sur pied par la coalition des puissances occidentales qui ont formé, financé et armé une armée de mercenaires sanguinaires pour déstabiliser le régime et si possible le renverser au profit d'un régime fantoche.

Un sondage grotesque piloté par le Medef

Voilà un intéressant sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche. (source : AFP 08.09)

On y apprend que 64% des personnes interrogées se déclarent "prêtes à faire des efforts". Quels efforts et qui sont-elles?

On aura compris qu'il s'agit d'une manipulation de plus de l'Ifop (Parisot du Medef en est actionnaire) en lisant l'interprétation qu'elle donne de ce sondage dans un communiqué, préparer psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices : il "démontre qu'une large majorité est disposée (de manière plus ou moins résignée) à accepter une augmentation des prélèvements obligatoires et/ou une réduction des prestations offertes par les services publics".

C'est sans surprise que 77% des cadres supérieurs et professions libérales et 71% des professions intermédiaires y soient favorables, tandis que la proportion tombe à 63 % chez les employés et à 48 % chez les ouvriers, selon l'Ifop.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

On nous dit que l'étude note que la propension à faire un effort des les sympathisants du Front de Gauche est passée de 72% en juillet à 54 % début septembre, ce qui est normal puisqu'une grande partie des sympathisants du Front de gauche ont pris la poudre d'escampette depuis, s'apercevant qu'ils avaient été bernés par le charlatan Mélenchon.

Du coup il ne reste plus au PG et dans le panier de crabes du FdG qu'une majorité de petits-bourgeois ou d'adhérents appartenant à l'aristocratie ouvrière, aux couches moyennes ou supérieures qui peuvent se payer le luxe de supporter de nouveaux sacrifices, ce qui ne sera pas le cas de l'ouvrier tourneur travaillant dans une petite entreprise, de la caissière payée avec un lance-pierres ou du maçon travaillant sur un chantier dont on ignore jusqu'à l'existence...

Ce qui est intéressant aussi de relever, c'est qu'au PS le pourcentage des sympathisants prêts à supporter de nouveaux coups atteint 76%, il était précédemment de 84%, ce qui confirme qu'on est bien en présence d'un parti de nantis, un parti bourgeois qui attire les intellectuels et les couches de la petite-bourgeoisie qui entendent préserver leurs privilèges et qui en échange sont prêts à supporter quelques modestes sacrifices ; quand on craint de tout perdre, on cède ce qui nous paraît superflu et dans leur cas du superflu il y en a à revendre à la pelle, ce sont elles qui par leur pouvoir d'achat font marcher la machine capitaliste, assurent la stabilité du régime, pas seulement sur les plans social et politique, mais aussi sur le plan économique.

[Le Point analyse le comportement de Hollande depuis le 6 mai.](#)

On feint la fermeté, on rembourse ainsi sa clientèle, on fait illusion et puis l'on se range à la réalité. Mais aussi habile qu'il soit, Hollande l'est moins que Mitterrand. Il n'a pas parfaitement géré sa manœuvre, il a manqué de doigté, de mesure, il est allé trop vite et trop lentement à la fois, trop loin et pas assez.

Et puis le contexte d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a 30 ans. La crise est là, nationale et européenne, et la situation de la France infiniment plus critique. Il semble toutefois probable que le président de la République et son gouvernement soient prêts à se soumettre dans les semaines qui viennent au principe de réalité qu'ils ont allègrement négligé depuis qu'ils sont au pouvoir. (source : Liesi 08.09)

Lisez la suite, Hollande est en train de se rattraper, comme prévu, et ce n'est qu'un début.

[Hollande en chantre de la réaction.](#)

François Hollande a confié vendredi à la Cour des comptes le rôle de gardienne de l'orthodoxie budgétaire, une réforme qui témoigne de sa volonté de respecter ses engagements européens, même s'ils seront lourds de conséquences dès 2013.

Le président français, qui a fait de l'assainissement des comptes d'ici 2017 une priorité de son quinquennat, a annoncé la création d'un Haut conseil aux finances publiques sur lequel la Cour des comptes aura la haute main, complément de la "règle d'or" européenne interdisant les déficits qui doit être adoptée en octobre par le Parlement.

"*Cette nouvelle institution sera, pour la République, une garantie de crédibilité et de transparence*", a promis le chef de l'Etat, qui a par ailleurs réaffirmé sa volonté de ramener les déficits publics à 3% du produit intérieur brut en 2013, malgré la vive détérioration de l'économie.

"*Le ralentissement économique actuel rend encore plus ardu la réalisation de cet objectif mais encore plus nécessaire la réussite de cet exercice*", a-t-il dit lors d'une cérémonie à la Cour des comptes, corps auquel il fut rattaché.

Au coeur de la stratégie budgétaire du président, le Haut conseil des finances publiques sera notamment chargé de vérifier les hypothèses de croissance sur lesquelles les budgets sont construits.

"*Trop de gouvernements se sont souvent par le passé laissés guider par des prévisions exagérément optimistes et le plus souvent démenties*", a dit François Hollande, dont le gouvernement doit justement se résoudre à baisser ses prévisions de croissance pour 2013.

François Hollande a confirmé qu'il faudrait trouver une trentaine de milliards d'euros pour le boucler, dont 10 milliards de coupes dans les dépenses publiques, hors charge de la dette et des retraites.

"*C'est une instance qui n'a aucune légitimité*", a déclaré à Reuters un secrétaire national du Parti de Gauche. (Reuters 07.09)

Grattez un peu et vous vous apercevrez que c'est l'ensemble des institutions de la Ve République qui sont illégitimes, ne représentent-elles pas les intérêts de la minorité contre ceux de la majorité ?

Notez bien que Hollande et le PS sont fidèles à eux-mêmes, qui cela surprendra en dehors de ceux qui ont appelé à voter pour eux ou qui ont voté pour eux par pure mesquinerie ?

[La grande braderie antisociale est ouverte. Mailly y tient : "On y sera".](#)

Le leader de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a qualifié aujourd'hui d'"usine à gaz" la prochaine négociation sur la sécurisation de l'emploi tout en confirmant que FO y participera. "On y sera", a indiqué à l'AFP M. Mailly après avoir reçu le document d'orientation dont il a pointé "le côté usine à gaz" au vu "de l'ensemble des thèmes traités".

Le texte, souligne M. Mailly, "*évitte les mots qui fâchent mais cela ne veut pas dire pour autant que les problèmes ne se poseront pas. Cette négociation va être particulièrement difficile, dure*", a-t-il souligné. Le délai fixé par le gouvernement - aboutir d'ici mars 2013 - est "*un souhait qu'émet le gouvernement mais la négociation, ce n'est pas lui qui la mène. Elle va être dure, alors on verra*", estime-t-il.

Sur la voie ouverte aux possibilités d'adaptation laissées aux entreprises, comme dans les accords de sauvegarde ou de compétitivité, Force ouvrière "*restera vigilante à ce que si dix salariés refusent, ce soit obligatoirement un plan social*", a-t-il

ajouté. (AFP 07.09)

Quand ils ne collaborent pas à la baisse des salaires pour satisfaire les actionnaires, c'est pour accompagner les plans de licenciements, il le dit lui-même.

Question : Pendant combien de temps encore va-t-il bénéficier du soutien des cadres et dirigeants du POI ? Bon, cela fait 65 ans que cela dure, depuis on est en droit de parler de liens organiques, de rapports fusionnels, on se demande encore ce qui distingue les appareils de FO et du POI.

La grande braderie antisociale est ouverte. Thibault : y voit des points "positifs", des "points d'appui pour les salariés".

La CGT participera à la négociation sur la sécurisation de l'emploi et voit des points "positifs" dans le document du gouvernement, mais restera "attentive" car le texte "ne ferme pas la porte aux revendications patronales", a indiqué à l'AFP Agnès Le Bot, secrétaire confédérale.

La CGT voit des "points positifs" dans le document qui sont des revendications avancées par la CGT et des "points d'appui pour les salariés". Elle cite notamment "la volonté de lutter contre la précarité du marché du travail", une "modulation des taux de cotisations" en fonction de la précarité des contrats, la "volonté de progresser dans l'anticipation de l'emploi et de l'activité" et le rôle accru des "instances représentatives du personnel".

"Mais force est de constater que le document ne ferme pas la porte à un certain nombre de revendications patronales, qui visent à assouplir le marché du travail et la législation du travail", estime la dirigeante cégétiste. "Le document relève, par certains aspects, d'une philosophie, telle qu'elle a été défendue dans le cadre des accords de compétitivité-emploi", selon Mme Le Bot. Elle rappelle la réaction du Medef vendredi qui veut "avancer en matière de flexibilisation et déréglementation du travail". (AFP 07.09)

Le Medef a applaudi à la lecture de ce document, il faut donc en conclure que ses revendications y figurent en bonne place. N'était-ce pas suffisant pour refuser de participer à cette mascarade qui va aboutir à brader nos droits et acquis une fois de plus ?

La grande braderie antisociale est ouverte. Les jaunes sont naturellement au rendez-vous, c'est "une bonne base pour négocier".

La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a jugé aujourd'hui que le document de cadrage du gouvernement, qui donne le coup d'envoi de la délicate négociation sur la réforme du marché du travail, constitue "une bonne base pour négocier".

"La CFTC ne présage pas de la capacité des partenaires sociaux à réaliser l'équilibre entre efficacité économique et progrès social", mais "elle s'y emploiera", écrit l'organisation syndicale dans un communiqué. "D'ores et déjà, elle rejette le renvoi dos à dos des mesures présentées comme ouvrant des marges d'adaptation des entreprises et celles destinées à renforcer la sécurisation des emplois et plus globalement des parcours professionnels. Les unes et les autres peuvent, doivent aller de pair", estime-t-elle. (AFP 07.09)

La grande braderie antisociale est ouverte. L'UNSA n'y participe pas mais souhaite qu'elle aboutisse à un "véritable compromis"... en faveur du patronat évidemment.

L'organisation syndicale UNSA a souhaité que la négociation sur la sécurisation de l'emploi, lancée vendredi par le gouvernement, "aboutisse" à un "véritable compromis". "L'UNSA se réjouit de retrouver dans (le document d'orientation) l'essentiel des sujets sociaux qui, dans la crise profonde que nous traversons, doivent impérativement trouver réponse dans l'intérêt des salariés et du pays", a indiqué le syndicat dans un communiqué.

Selon lui en effet, "affronter les réalités de la situation économique et sociale est une obligation". "En mettant en place un vrai cadre de dialogue social, le gouvernement choisit la bonne méthode. L'implication véritable des acteurs sociaux est en effet une condition de l'efficacité."

L'UNSA, qui ne sera pas autour de la table, a appelé les partenaires sociaux à "bâtir un véritable compromis" en souhaitant que, "dans l'intérêt des salariés, la négociation aboutisse". (AFP 07.09)

Vous ne vous êtes jamais demandé quand "l'intérêt des salariés" avait-il été pris en compte chez le travailleur jeté à la rue, qui ne parvient pas à boucler ses fins de mois, qui ne peut plus se soigner, qui ne peut pas payer des études à ses gosses, qui vit dans un taudis, qui ne part jamais en vacances, etc.

Il manque la CFDT dans ce tour d'horizon, on en a eu un aperçu hier dans l'article mis en ligne. On compte désormais trois

syndicats jaunes, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, on peut ajouter la CGC.

La CGT et la CGT-FO ont quant à eux un pied de chaque côté de la barricade car ne pouvant pas renier totalement leurs origines (contrairement au PS), histoire d'empêcher le mouvement ouvrier de basculer entièrement du mauvais côté, celui du socialisme ou de la rupture avec le capital.

Les syndicats sont financés par l'Etat, ils sont tous corrompus, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils crachent dans la soupe, un peu de sérieux tout de même. Etant donné qu'ils participent tous à cette mauvaise farce, est-il exagéré de parler de complot contre la classe ouvrière ? On aurait du mal à imaginer dirigeants syndicaux plus pourris, chut c'est un tabou !

Question : On n'a pas créé de nouveaux syndicats pour des raisons fallacieuses ou frauduleuses pour finalement en arriver à cette situation. Jusqu'où l'incurie légendaire de nos dirigeants politiques nous entraînera-t-elle ? Répétons-le, ce sont les Lambert, Krivine et Laguiller qui sont responsables de cette situation. Cela ne plaira pas aux militants du POI, du NPA, de LO, on s'en tape complètement, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants !

ACTUALITE EN TITRES

[La question la plus stupide de la semaine.](#)

- Pourquoi les riches sont-ils devenus (vraiment beaucoup) plus riches ? - Atlantico.fr

[Tiens, encore un paradis fiscal au coeur de l'UE.](#)

- La Belgique, cet eldorado pour les exilés fiscaux français - Atlantico.fr

[Fermez-la pour de bon !](#)

- Fessenheim "*fermée le plus tôt possible*" mais "*dans le dialogue social*" - AFP

[Qui détient le pouvoir ?](#)

- Les courtiers de Wall Street ne jurent plus que par les banques centrales - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les représentants des partis de centre-droit, dont l'ancien ministre Jean-Louis Borloo, ont réaffirmé samedi à Vannes leur volonté de créer un parti commun, le président des Radicaux assurant que cette nouvelle formation verrait le jour dans les prochaines semaines.

Les annonces officielles viendront plus tard mais l'affaire semble entendue: plusieurs formations centristes -sans le MoDem de François Bayrou- devraient prochainement se regrouper dans un grand parti sous la présidence du Radical Jean-Louis Borloo.

"*C'est une affaire réglée. Le parti sera lancé dans les semaines qui viennent*", a assuré Jean-Louis Borloo, président du Parti radical.

A ses côtés se trouvaient le député Jean-Christophe Lagarde, président de Force européenne démocrate (FED), et le sénateur Joël Guerriau, représentant le Nouveau centre d'Hervé Morin.

La création du nouveau parti centriste doit s'inscrire dans le prolongement des groupes centristes autonomes de l'Assemblée (29 députés) et du Sénat (30 sénateurs).

"La nouvelle formation sera un parti de plein exercice ayant des pouvoirs en matière programmatique, d'investiture aux élections et de discipline interne. Il aura son propre financement et les rôles seront clairement répartis entre les différents partenaires", a précisé Jean-Louis Borloo.

"Ce parti sera transparent et démocratique, une personne une voix", a assuré l'ancien ministre. Il sera "indépendant" mais "clair dans ses alliances" avec la droite, a-t-il ajouté. "L'UMP a le choix dans ses alliances entre nous et le FN mais elle ne gagnera pas seule", a-t-il prévenu.

Interrogé sur les chances de réussite de ce nouvel ensemble, M. Borloo a estimé que l'échec de François Bayrou à la présidentielle et aux législatives, après avoir tendu la main à la gauche, avait démontré à tous que "l'expérience d'un centre indépendant, sans alliance, était beau, romanesque, mais conduisait à une impasse politique".

Pour Jean-Christophe Lagarde, le nouveau parti devra être loyal dans ses alliances (avec l'UMP) mais aussi assumer la compétition avec son partenaire de droite.

"Nous nous sommes séparés parce que nous avons cessé de penser ensemble un projet de société", a souligné le député de Seine-Saint-Denis en référence à l'éclatement des partis centristes, avant d'appeler ses amis "à inventer un nouveau modèle économique pour la France et l'Europe".

"Il ne suffit pas de se regrouper. Il faut que nous soyons les meilleurs sur les différents sujets si l'on veut asseoir notre crédibilité pour gouverner", a abondé Jean-Louis Borloo. (AFP 08.09)

Les "meilleurs", cela signifie être les plus réactionnaires de la droite sans en avoir l'air, entendez sur fond d'humanisme de salon, libres penseurs et franc-maçons, les plus réactionnaires à l'instar de l'UDF de Giscard autrefois qui fut le chantre de l'Union européenne.

Ce qui est intéressant dans ces déclarations, c'est qu'elles confirment que le centrisme ne peut être qu'un appendice du parti de l'ordre, l'UMP.

2- Syrie

Convaincus de mener une "guerre sainte", des islamistes étrangers, notamment français, sont venus gonfler les rangs des insurgés anti-Assad en Syrie, a déclaré samedi à Reuters le chirurgien français Jacques Bérès, rentré la veille d'Alep, dans le nord de la Syrie.

Dans une interview à Reuters, il a précisé que, contrairement à ce qu'il avait vu lors de ses précédentes missions cette année à Homs et à Idlib, la majorité - environ 60% - des blessés qu'il a soignés à Alep étaient des combattants et non des civils et au moins la moitié d'entre eux n'étaient pas des Syriens.

"Il y a une assez forte proportion de fondamentalistes et de djihadistes (...) Ce qui les intéresse, c'est surtout l'après-Assad, l'établissement d'un régime islamiste et de la charia, en vue de l'Emirat mondial", a-t-il poursuivi.

Parmi ces islamistes étrangers figuraient "quelques djihadistes français", a ajouté le docteur Bérès. (Reuters 08.09)

Et la journaliste aux ordres Florence Aubenas qui affirmait récemment dans Le Monde qu'il n'y avait pas de djihadistes étrangers en Syrie... Pas de bol, la vérité est révolutionnaire et Aubenas et Le Monde sont dans le mauvais camp !

3- Egypte

L'offensive lancée début août par l'armée égyptienne contre des militants islamistes dans la péninsule du Sinaï se fait en coordination avec Israël, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée égyptienne.

Depuis le début de cette opération le 7 août, 32 "éléments criminels" ont été tués et 38 suspects, parmi lesquels plusieurs étrangers, arrêtés, a précisé lors d'une conférence de presse au Caire le colonel Ahmed Mohamed Ali.

"Il y a une coordination avec la partie israélienne à propos de la présence des forces armées égyptiennes dans le Sinaï. Ils (les Israéliens) sont au courant."

"Le déploiement des forces armées sur tout le territoire du Sinaï n'est pas une violation du traité de paix entre l'Egypte et Israël", a ajouté le porte-parole.

"*Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que ses objectifs, qui ne sont pas uniquement militaires, soient atteints*", a dit le colonel.

Une trentaine de tunnels de contrebande reliant l'Egypte à la bande de Gaza ont également été détruits. Des armes, notamment des lance-roquettes et des fusils automatiques, ont été saisis. (Reuters 08.09)

Contrairement à ce qu'on peut lire dans des articles publiés par Mondialisation.ca ou le Réseau Voltaire, sachant que l'Etat sioniste est associé aux Etats-Unis dans l'instrumentalisation de leurs créations, Al-Qaïda et les Frères musulman, le gouvernement égyptien pourrait jouer le même rôle que la Turquie contre la Syrie en s'attaquant aux Palestiniens pour donner un gage à Washington de sa fidélité au traité de paix passé entre l'Egypte et Israël.

Reste à savoir qui du président égyptien ou de l'armée a pris cette initiative, qui détient vraiment le pouvoir, il semblerait que ce soit toujours l'armée. Elle se sert des Frères musulman contre les Palestiniens pour les affaiblir ou plutôt elle ne peut pas faire autrement, Moubarak n'étant plus là.

SOCIAL

1- France

Le patron de l'empire du luxe LVMH, Bernard Arnault, a démenti samedi son exil fiscal en Belgique mais sa démarche de naturalisation dans ce pays a fait l'effet d'une bombe en plein débat sur la taxe à 75% des très hauts revenus promise par le président François Hollande.

Quatrième fortune mondiale et première d'Europe selon le magazine Forbes, le milliardaire a affirmé avoir "*sollicité la double nationalité franco-belge*" à seule fin de développer ses investissements dans le pays.

"*Contrairement aux informations publiées ce jour, M. Bernard Arnault précise qu'il est et reste résident fiscal français*", ont assuré ses services après la révélation par le quotidien La Libre Belgique d'une demande de naturalisation déposée à Bruxelles.

M. Arnault a déposé sa demande la semaine dernière, selon Georges Dallemagne, président de la commission des naturalisations de la Chambre des représentants, une des deux chambres du Parlement belge.

"*Le dossier sera traité comme tous les autres. Il y en a 47.000 sur notre table*", a déclaré M. Dallemagne à La Libre Belgique. Il a rappelé que les postulants doivent notamment "*prouver trois ans de résidence en Belgique*" ou "*des attaches véritables avec*" le royaume.

Le patron de LVMH réside à Paris mais il dispose aussi d'un domicile à Bruxelles. Ses services ont souligné ses "*nombreux liens avec la Belgique*" aux plans personnel et professionnel.

Une source proche du dossier jointe par l'AFP a évoqué sans plus de détails un "*projet*" d'investissement "*sensible*", "*qui serait facilité par le fait que Bernard Arnault ait la nationalité*". Egalement interrogé, un fin connaisseur du groupe a, sous couvert d'anonymat, avancé la piste d'un "*lien avec Albert Frère*", milliardaire belge ami de M. Arnault.

Reçu mercredi à Matignon, Bernard Arnault avait réitéré au Premier ministre Jean-Marc Ayrault son opposition au projet de taxation des plus hauts revenus.

La fiscalité est plus avantageuse en Belgique qu'en France pour les grandes fortunes, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF), mais des spécialistes interrogés par La Libre Belgique ont rappelé que c'est la résidence qui prime et non la nationalité.

Certains ont évoqué l'hypothèse que M. Arnault souhaite devenir Belge pour s'affranchir de la nationalité française et s'installer ensuite à Monaco.

Proche de l'ancien président Nicolas Sarkozy et libéral revendiqué, M. Arnault possède une fortune estimée par Forbes à 41 milliards de dollars. Après la victoire de la gauche en 1981, il s'était exilé aux Etats-Unis pendant trois ans. (AFP 08.09)

Il a raison, d'ailleurs on s'étonnera qu'il y a un seul nanti qui se déclare encore fiscalement en France, il faut être fou ou trop riche ! De la même manière, je me demande pourquoi il existe encore une seule usine en France, alors que cela coûte dix fois moins cher de produire ailleurs, en Asie par exemple.

Que ferait un gouvernement ouvrier socialiste ? On lui prendrait tout, ensuite il serait libre d'aller vivre où bon lui semblerait. A moins qu'on ait des charges contre lui et qu'on décide de le juger et de l'embastiller pour le restant de ses jours, à ses frais évidemment, ce qui sous-entendrait qu'il devrait travailler en prison pour payer sa nourriture, son électricité et le salaire de son gardien, le nouvel Etat n'ayant pas les moyens d'entretenir gratuitement un nanti déchu.

2- Grèce

Plus de 12.000 manifestants sont descendus dans la rue samedi soir à Salonique (nord) pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées à la Grèce par l'UE et le FMI, honorant le traditionnel rendez-vous de la rentrée sociale.

A l'issue de la manifestation, des affrontements ont opposé un bloc d'environ un millier d'autonomes aux forces de l'ordre près de l'université, en plein centre-ville, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'année dernière avait vu un record de 25.000 contestataires dans la rue pour la même occasion, l'ouverture de la Foire internationale de la ville.

Les manifestants se sont répartis entre quatre défilés: celui des grands syndicats GSEE pour le privé et Adedy pour la fonction publique, le cortège du principal parti d'opposition, Syriza (gauche radicale), celui du Pame, le front syndical communiste, et celui des autonomes et de l'extrême gauche.

Ils dénonçaient l'intensification de la rigueur après plus de deux ans d'austérité, qui ont fait chuter le niveau de vie de 35% de l'aveu même du gouvernement, exploser le chômage, à près d'un quart de la population active, et aggravé la récession qui en est à sa cinquième année.

"Non à l'abolition d'acquis centenaires", "le peuple grec n'en peut plus", proclamaient des banderoles dans le cortège syndical, escorté de nombreuses ambulances attestant de la tension montante parmi le personnel médical contre les baisses de salaires et les coupes budgétaires.

"Très bientôt, l'immense majorité du peuple grec va réagir", a averti le chef du parti Syriza, Alexis Tsipras, en hausse dans les sondages face au gouvernement de coalition réunissant droite, socialistes et gauche modérée.

Il a accusé le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras, qui lui avait reproché dans la matinée de pousser la Grèce vers la sortie de l'euro, d'être celui "qui conduit le pays à la catastrophe".

Les syndicats du secteur privé espèrent notamment faire barrage aux pressions de la troïka représentant les créanciers UE-BCE-FMI de la Grèce, qui réclament davantage de dérégulation du marché du travail, tandis que l'Adedy condamne les nouvelles coupes "barbares" dans les salaires et les emplois de la fonction publique.

M. Samaras a reconnu qu'il devra batailler dur pour faire passer cette cure d'austérité "douloureuse et injuste", contre laquelle les grèves doivent se multiplier cette semaine. Des manifestations sont aussi attendues quand elle sera soumise au parlement, en principe courant octobre.

Un impressionnant dispositif de quelque 3.500 policiers a été déployé à Salonique pour parer aux débordements, fréquents en marge des manifestations en Grèce.

Plusieurs centaines de policiers, de pompiers et de garde-côtes en uniforme avaient déjà manifesté à la mi-journée dans la ville contre les coupes salariales les visant. "Quand la colère déferlera sur le parlement, nous serons avec le peuple", annonçait une de leurs banderoles.

Plusieurs milliers de militants communistes ont aussi défilé dans la matinée à Athènes contre les coupes dans les pensions et les prestations de santé. (AFP 08.09)

C'est extraordinaire, voilà que ce sont des policiers qui à leur manière pose directement la question du pouvoir, de l'illégitimité du parlement grec, des institutions.

Et en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. n'était-ce pas la même question qui est posée, qui concentre les contradictions de la situation actuelle, la voie et le moyen pour les résoudre : se soulever pour abattre les institutions, l'Etat capitaliste pour refonder la société sur la base des besoins et aspirations légitimes des travailleurs qui constituent la majorité de la population.

3- Etats-Unis

Depuis que la Social Security Administration a publié un avis comme quoi elle procédait à l'achat de 174 000 munitions à tête creuse, les articles foisonnent sur les intentions réelles de l'administration fédérale américaine. Nous publierons un document en fin de mois (en deux parties), tout particulièrement centré sur ce qu'il y a derrière la vitrine présentée par Barack Obama et ses séides.

Mais revenons au sujet du moment. En quoi l'achat de munitions tueuses se justifie-t-il pour un organisme dont les prestations sont avant tout d'ordre social ? Quel rapport avec les handicapés, les malades, les enfants, etc. ? D'aucuns avancent que l'administration américaine se prépare à une guerre civile. Cela semble logique sans que l'on doive nécessairement parler de '*conspiration*'.

Dans le monde du politiquement correct, il faut tout gober et si vous posez des questions légitimes, vous êtes immédiatement étiquetés de '*complotistes*'.

Du fait des questions soulevées, l'organisme social a publié quelques explications sur son site web. Les balles ne sont pas destinées à liquider des personnages âgés qui s'aperçoivent ne plus rien avoir comme aides sociales (et dont les retraites ont fondu comme neige au soleil dans le grand casino boursier), mais aux agents de la sécurité sociale chargés d'enquêter sur les fraudeurs ! Et combien y a-t-il d'agents ? Moins de 300... soit moins de 600 munitions par agent... de quoi faire des cartons le week-end dans les arrières cours... Oui, c'est sur les champs de tirs que la plupart de ces balles seront 'consommées'...

A cause de la crise de nombreux organismes vont devoir s'adapter au monde dangereux généré par les magouilles de Goldman Sachs et Cie.

Cela dit, il y a quelques semaines, la National Oceanic and Atmospheric Administration a aussi fait des emplettes de munitions tueuses pour une quantité donnée de 46 000. Il y aurait eu des erreurs d'écriture... (liesi 07.09)

4- Japon

Des scientifiques incriminent la piscine du réacteur 4 (sur le toit) car un nouvel accident peut se produire n'importe quand. Ils jugent que « *cette piscine est un désastre planétaire en puissance. Un cube en béton de onze mètres de profondeur, rempli d'eau et bourré de combustibles nucléaires usagés : 264 tonnes de barres très radioactives ! Depuis un an et demi, ce bassin dit de "désactivation" repose à trente mètres du sol sur le bâtiment ébranlé du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima. Il n'est plus protégé ni par un toit solide ni par des murs, mais par une simple bâche de plastique blanche* ».

Pourquoi s'inquiéter aujourd'hui ?

Parce que nous entrons dans la période des typhons et qu'un super typhon (voire un éventuel tremblement de terre – et cela secoue beaucoup depuis quelques semaines) pourrait vider la piscine avec des conséquences inimaginables. Un scénario d'apocalypse qui obsède la plupart des chercheurs. « La mise à l'air libre de ces 264 tonnes de combustibles nucléaires pourrait dégager dans l'atmosphère dix fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl, si ce n'est davantage.

Le professeur Koichi Kitazawa qui présidait la prestigieuse Agence japonaise pour les Sciences et la Technologie (JST) est de ceux qui expriment leur vive inquiétude. Cette année, il a dirigé une grande commission d'enquête sur l'accident nucléaire de mars 2011. « *Après avoir écouté des centaines de témoins, ma conviction est faite, raconte cet universitaire respecté. A la centrale de Fukushima, le pire est peut-être à venir. A cause de la piscine du réacteur 4, un nouvel accident peut se produire n'importe quand, qui menacerait la survie même de mon pays.* »

Idem pour Robert Alvarez, un haut responsable du département de l'Energie sous Bill Clinton. « *Si un tremblement de terre ou tout autre événement venait à affecter cette piscine, il pourrait en résulter un incendie radiologique catastrophique, avec près de dix fois la quantité de césium 137 qui s'est propagée à la suite de l'accident de Tchernobyl.* » Pour information, « *les explosions à la centrale de Fukushima n'ont libéré qu'un sixième de ce césium émis à Tchernobyl. Autrement dit, la chute de cette piscine, qui selon l'expression du physicien français Jean-Louis Basdevant, semble être maintenue en hauteur par les seules "forces de l'esprit", pourrait être soixante fois plus grave que la catastrophe de mars 2011* ».

Un professeur à l'Institut de Recherche nucléaire universitaire de Kyoto, Hiraoki Koide, propose, lui, une comparaison plus effrayante encore, surtout pour les Japonais. « *Si le bassin du réacteur numéro 4 devait s'effondrer, assure-t-il, les émissions de matière radioactive seraient énormes : une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima.* » (Source)

A part cela, continuons à vivre dans la plus grande insouciance... dans l'attente du vrai changement. (liesi 08.09)

ECONOMIE

1- Etats-Unis

En 1980, la HSBC rachetait la Marine Midland Bank basée à Buffalo, la principale banque américaine pour la négociation de monnaies avec le Panama, dont la monnaie était le dollar. Cette prise de contrôle a été l'une des pierres angulaires de la structure financière criminelle ayant servi à la phase de décollage du boom de la cocaïne.

En 1999, la HSBC a racheté la Republic National Bank of New York, propriété du financier monégasque Edmond Safra. La banque de Safra bénéficiait d'une relation exclusive avec la Réserve fédérale de New York pour les transactions en liquide, et était connue pour transporter des billets de 100 dollars fraîchement imprimés de la Réserve fédérale de New York jusqu'en Russie dans les années 1990, en collusion criminelle avec les oligarques russes et leur mafia. Lorsque la banque de Safra a essuyé de lourdes pertes après la banque-route de la Russie en 1998, HSBC est intervenue pour reprendre l'affaire. Au cours des négociations, Safra a été tué dans sa demeure à Monaco. (Source : EIR)

Voilà qui illustre parfaitement notre grille de lecture depuis... 1994. Derrière les événements en trompe-l'œil, il y a une autre réalité des choses. Même en période de Guerre (très) froide entre les deux blocs, il y a toujours quelques personnalités qui font la navette entre Washington et Moscou ou... Saint-Pétersbourg. (liesi 01.09)

2- Qatar

Le Qatar veut devenir le premier actionnaire de Royal Dutch Shell en portant sa participation à 7% du capital, afin de renforcer ses liens avec la compagnie pétrolière tout en poursuivant sa politique d'investissement en Occident, selon la Middle East Economic Review (MEES).

Le magazine explique que la Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain de l'émirat, cherche actuellement à augmenter sa participation, inférieure à 3%.

QIA, l'un des fonds souverains du Moyen-Orient les plus actifs ces dernières années, est également actionnaire, entre autres, du groupe pétrolier français Total et des compagnies d'électricité portugais Energias de Portugal et espagnole Iberdrola. Il a aussi acquis une participation de 12,3% dans le groupe minier Xstrata qui lui a permis d'empêcher jusqu'à présent le projet de rapprochement de ce dernier avec le géant du négoce Glencore. (lefigaro.fr et Reuters 07.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre

CAUSERIE

Avertissement.

L'article qui suit ne doit surtout pas vous décourager. Il faut apprendre à rebondir face à l'adversité. Il faut redoubler de patience et ne pas baisser la garde ou les bras quand on tient une position à contrecourant de l'ensemble du mouvement ouvrier bourgeois.

Nos adversaires sont nombreux et se présentent en rangs serrés pour venir au secours du régime. Ce n'est pas nouveau, ils sont fidèles à l'idéologie qu'ils soutiennent et colportent depuis toujours, qu'ils montent au créneau pour protéger les institutions ne devrait pas vous étonner.

Lorsque l'affrontement violent entre les classes se produira, ils seront broyés à la fois par le régime et par les masses qui leur passeront dessus sans s'arrêter.

Il ne faut pas craindre d'être minoritaire. Souvenez-vous que les conditions objectives l'emportent finalement sur les conditions subjectives, autrement dit que la dégradation des conditions matérielles d'existence du prolétariat le poussera à passer à l'action et que l'obstacle des appareils sera balayé par la même occasion, à condition toutefois qu'il existe un parti révolutionnaire pour lui ouvrir la voie...

La recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines ne verra pas le jour sans une terrible défaite de la classe ouvrière, il

en fut toujours ainsi dans le passé. L'Association Internationale des travailleurs vit le jour suite à la défaite de la révolution de 1848, l'Internationale Communiste fut la réponse à la guerre de 14-18, la IVe Internationale à celle de l'annonce de la Seconde guerre mondiale, quant à la IIe Internationale née entre deux guerres, celle de 1870 et celle de 1914, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, pour avoir été incapable de prendre appui sur les enseignements que Marx et Engels tirèrent de la Première Internationale, elle sera condamnée dès sa fondation.

La Commune de Paris et sa défaite ont permis de mettre à l'épreuve les différentes théories qui existaient à l'époque pour consacrer la suprématie incontestable du marxisme. Cela n'a pas empêché que se développe au sein du mouvement ouvrier un puissant courant réformiste liquidateur qui s'est nourri du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, c'est ce dernier qui imprima sa marque de fabrique à la IIe Internationale dont sont issus les partis dit socialistes aujourd'hui, tandis que le courant communiste ou marxiste continuait de se développer, et dont le point culminant sera atteint en 1917 lors de la prise du pouvoir par un véritable parti communiste, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Le manque d'expérience et la faiblesse théorique des différents partis communistes en Europe notamment ne permettront pas de prolonger l'expérience de la révolution russe qui sera balayée par la réaction stalinienne avant d'atteindre l'intégralité de l'Internationale Communiste. La disparition soudaine de Trotsky à l'aube de la Seconde guerre mondiale ne permettra pas de réarmer et de former des dirigeants capables d'assurer la relève, la IVe Internationale sera dès lors condamnée à demeurer à l'état embryonnaire, puis à rapidement dégénérer pour finalement disparaître dans l'indifférence quasi générale, quel travailleur sait seulement qu'elle a existée un jour ? Les militants qui s'en réclament encore refusent ce diagnostic en généralisant leur cas au-delà de la poignée de militants qu'ils sont.

Sans dirigeants de la trempe de Lénine ou Trotsky, sans dirigeants possédant une parfaite maîtrise du marxisme, le mouvement ouvrier demeure la proie des staliniens ou néo staliniens et des sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux, tandis que des dirigeants se réclamant du trotskisme tentent tant bien que mal d'assurer l'héritage du marxisme, sans avoir jamais admis qu'ils avaient pu se fourvoyer eux-mêmes ou leurs prédécesseurs depuis décédés, alors que cela n'aurait pas été un crime, je pense évidemment aux dirigeants du courant communiste internationaliste du POI.

Beaucoup de choses ont été dites et faites qui n'auraient jamais dû exister au cours des 70 dernières années.

Le principal danger qui menace un parti qui manque d'assurance en lui ou dont les dirigeants présentent de graves lacunes, c'est que ses dirigeants s'enfoncent en refusant de reconnaître leurs faiblesses et leurs erreurs et finissent par les théoriser pour les justifier ou en recourant à des méthodes déloyales, rendant ainsi à jamais impossible tout retour en arrière ou toute rectification de leur interprétation de la situation mondiale, des rapports entre les classes, etc. C'est dommage car l'erreur est humaine et se corrige, et pour peu qu'on ose le reconnaître et qu'on s'adresse à l'esprit de discernement des militants, il y a tout lieu de penser qu'ils sont aptes à le comprendre et à l'admettre à leur tour. Cela requiert d'autres qualités que la connaissance de la lutte de classe, notamment sur le plan psychologique, d'autant plus aujourd'hui qu'autrefois du fait que les militants ont plus de temps libre pour penser.

De plus, avec le développement des moyens modernes de communication mis à notre disposition, chacun a tendance à refaire le monde sans tenir compte des lois qui le régissent, chacun a l'impression (trompeuse) d'être libre de penser ce qu'il veut, c'est un leurre en réalité, de telle sorte qu'il s'oppose à toute interprétation qui ne correspond pas exactement à la sienne, la pensée individuelle prenant le pas sur la pensée collective rendant difficile ou impossible toute action collective ou l'appartenance à un parti, pour parvenir à un accord sur une question cela nécessite un effort démesuré sans rapport avec son importance. Du coup, pour y parvenir on est prêt à lâcher du lest, à faire des concessions jusqu'à dénaturer notre propre engagement politique, qui finalement n'a plus aucune consistance, alors que le mouvement ouvrier a besoin exactement du contraire, d'une attitude intransigeante sur les principes et les objectifs de son combat.

La lutte de classe violente ou radicale qui s'annonce, servira à remettre le mouvement ouvrier sur la bonne voie, celle du socialisme, il faut juste encore un tout petit peu de patience.

[TSCG. Quand la gangrène s'emmêle, le régime peut dormir sur ses deux oreilles.](#)

Tous ce que comptent comme philistins, tartufes, charlatans, illusionnistes, ignares et parasites le mouvement ouvrier, les intellectuels et la petite-bourgeoisie s'est réveillés et donnés rendez-vous pour voler au secours de Hollande et de l'Union européenne, en se retrouvant en famille dans un collectif ou trônent staliniens, néo staliniens, crypto-staliniens, gauchistes, sociaux-libéraux qui s'ignorent, ayant tous en commun d'être inféodés aux institutions de la Ve République et au capital. Vous en trouverez la liste à la fin de cet article.

Ils ont sorti une déclaration non datée et un appel daté du 6 septembre. Je n'ai pas perdu mon temps à chercher qui était à l'origine de ce collectif, j'ai relevé qu'en postant leurs document ils les signaient "*Collectif pour un audit citoyen*", parce que voyez-vous la question de la dette de l'Etat, que les capitalistes nous ont refilée pendant qu'eux ont conservé les profits et perçus des centaines de milliards d'euros, cela se discuterait, cela se négocierait, nous pensons le contraire.

Il n'y a rien à discuter ou à négocier, sauf à chercher à savoir à quel niveau il fallait placer la barre au-dessus de laquelle l'exploitation capitaliste serait insupportable, car en dessous on devrait s'en accommoder, ce qui revient à se placer dans la perspective de la pérennité du capitalisme, alors que nous combattons pour le faire disparaître de la surface de la planète. Chacun place la barre en fonction de sa propre condition et de sa conception de la société, y compris les capitalistes qui sont la classe dominante, donc l'étalon qui fera office de jugement dernier sera le profit.

Les travailleurs n'ont pas de dettes à régler aux capitalistes puisque ce sont eux qui collectivement produisent les richesses, tandis que les gangsters de la finance et les rentiers les rançonnent comme de vulgaires voleurs.

En Grèce, il serait possible de mener campagne pour que les 300 ou 400 milliards d'euros détournés par les privilégiés dans des paradis fiscaux soient confisqués, ce qui permettrait de rétablir immédiatement les droits sociaux qui ont été soustraits aux travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières années. Il faut un gouvernement révolutionnaire pour prendre une telle mesure.

Revenons à notre objet.

Dans le premier paragraphe ils dramatisent, dans le second ils vous livrent à la fosse aux lions, aux institutions, ce sont les nouveaux jeux du cirque.

Ce sont des charlatans ou ils sont instrumentalisés par le régime, quand on lit dans leur lettre aux députés : "*Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie*", quel malheur ! signifiant par là qu'ils souhaitent la survie de l'UE, alors qu'on veut la mettre à bas, l'abattre, tout comme leur démocratie à laquelle on devrait accoler dictature, on ne peut pas souscrire à une telle perspective, c'est entretenir des illusions dans l'Union européenne, conception des Américains, dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Ils poursuivent dans le même registre en s'adressant aux députés du PS, il faut sauver l'UE : "*C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe*", autrement dit la réformer, donc cette lettre et ce geste ont pour fonction de venir au secours de l'UE, comme si sa raison d'être et ses fondations n'étaient pas de servir les intérêts de l'oligarchie financière.

D'ailleurs il faut faire avec ce qui existe, vous constaterez que c'est une constance chez eux, pas question de faire table rase du passé, ils le confirmaient dans le deuxième paragraphe de leur appel : "*L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires*", ceux du PS en particulier ils ajoutaient, alors que le TSCG sera adopté grâce aux voix de l'UMP et des centristes, entre se fâcher avec Hollande et le gouvernement et voter contre pour faire plaisir à des gens qu'on ne connaît même pas et dont on se moque éperdument, et voter pour en espérant un service en retour et la considération du chef, ils ne vont pas hésiter longtemps ou pas du tout.

Pourquoi devrait-on convaincre des élus qui pensent le contraire de nous ou qui se placent sur le terrain du capitalisme, c'est grotesque, c'est comme demander à Arnault d'abandonner sa fortune ! C'est entretenir des illusions dans le PS, c'est rouler pour lui, et comme il roule pour le régime, c'est soutenir le régime en place, nous sommes donc en présence d'une entreprise à caractère réactionnaire.

Ils veulent que l'UE renégocie ce traité, qu'elle leur concocte un bon traité, conforme aux intérêts des travailleurs, parce que lui non plus il ne reposerait pas sur une base pourrie, vous voyez qu'ils veulent absolument tout conserver, ce sont des conservateurs.

En ce qui nous concerne, nous estimons que l'UE est illégitime pour rédiger et encore moins pour nous imposer un traité, et que piétinant les principes élémentaires de la démocratie, viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et par conséquent doit être déclarée illégale et nuisible à la société. L'Union européenne est la négation des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous ne demanderons pas à des élus qui ont adopté le programme de F. Hollande dans lequel figuraient le respect des règles de Maastricht et la ratification du TSCG de voter contre leurs convictions ou de se renier, nous les laissons là où ils sont pour mieux les combattre ainsi que leur politique.

J'ai fait une distinction parce qu'on combat également leur tendance à mentir effrontément, leur hypocrisie, leur suffisance, leurs traits de caractère minables, sournoiserie, perfidie, mesquinerie, frustration qui se transforme en autoritarisme, fausse modestie à vomir... Comme ils disent dans l'autre monde, ils n'ont même pas la classe, ils n'en sont que l'ombre et s'effacent quand le soleil est au zénith, quand cette classe reprendra les commandes qu'elle n'a jamais vraiment lâchées d'ailleurs. Le PS est le suppléant du parti de l'ordre au pouvoir pour continuer la même politique anti-ouvrière et il ne peut pas remplir une autre fonction.

Les parlementaires du PS sont les commis politiques de la classe qui détient le pouvoir économique, avec la particularité de se réclamer d'un socialisme tellement édulcoré, qu'il ne fait plus office que de service après-vente auprès d'une certaine clientèle de privilégiés, intellectuels, artistes, médias, bourgeois, banquiers, etc. Autour s'agglutinent tous un tas d'organisations ou

associations que les staliniens et les sociaux-libéraux ont créé eux-mêmes et qui servent à rassembler et instrumentaliser les éléments les plus impatients des classes et couches moyennes qui ne supportent pas de voir leur niveau de vie diminuer, elles servent de rabatteurs pour le compte du régime en orientant leurs aspirations dans la perspective d'un capitalisme à visage humain, alors que chaque jour qui passe, la pire des barbaries s'abat au quatre coin du monde sur des centaines de millions de travailleurs innocents et leurs familles.

C'est ainsi que, sans que le TSCG ne soit ratifié, Hollande serait en mesure d'appliquer une politique sociale exemplaire, il en aurait la volonté, si, si :

"Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique", formule qui s'apparente à celle employée par le Medef, la CFDT ou le gouvernement dans le cadre du dialogue antisocial qui vient de s'ouvrir pour rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs, puisque nulle part il n'est question de remettre en cause les rapports sociaux de production existant.

Donc, ils veulent venir en aide à Hollande pour qu'il puisse appliquer une bonne politique sociale, pour qu'il montre qu'il est un vrai socialiste, comme si c'était dans ses intentions, quelle crasse ignorance !

Ils se leurrent sur ce qu'est le PS, sa fonction, ou ils feignent plutôt de l'ignorer, mieux peut-être, ils ignorent que l'exercice du pouvoir est lui-même institutionnalisé et que presque chacun de ses gestes ou rendez-vous sont dictés à Hollande, ses bains de foule et chacune de ses apparitions médiatiques faisant partie du même scénario.

Si vous n'êtes pas encore convaincu que nous sommes en présence d'une opération consistant à soutenir l'UE au lieu de la combattre, le dernier extrait devrait finir de vous convaincre.

Attention, un effroyable malheur nous guette, c'est horrible, imaginez un instant que la zone euro éclate :

"Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement", mais on en rêve chaque nuit, ce n'est pas un cauchemar, mais une délivrance annonciatrice des plus grands combats de classe de tous les temps, voilà ce qui les effraie, ce qu'ils veulent éviter à tout prix, car ces parasites tirent profit de la situation actuelle et comptent bien continuer.

A ce propos, la semaine dernière l'illusionniste Mélenchon en balade à Hénin a constaté lui-même, lors d'une diffusion sur le marché de cette ville, que les travailleurs se foutaient pas mal du TSCG, à croire que lorsque l'on descend au niveau des couches inférieures exploitées on ne rencontre que des abstentionnistes du 17 juin qui n'ont rien à perdre, ce qui n'est pas le cas des signataires de cet appel ou de cette déclaration qui sont tous financés par l'Etat dont certains par l'UE.

Pour conclure, on aura compris qu'ils réclament un bon traité à l'UE, un traité *"renégocié"* par les technocrates de Bruxelles, Barroso, Draghi, Merkel, etc., nous ne pouvons pas cautionner une telle opération qui a pour fonction de canaliser le rejet qu'inspire ce traité auprès de certaines couches de travailleurs, pour finalement que son adoption se passe dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire, sans que soit remis en cause la légitimité de l'UE et des institutions de la Ve République.

Ils volent au secours de Hollande, qui, s'il se sentait acculé, pourrait déclarer en empruntant un air malheureux, qu'il n'a pas pu renégocier ce traité et qu'il s'en excuse humblement, parce qu'il n'était pas seul à prendre la décision, patati patata et le tour est joué.

Pour cette raison, nous ne signerons ni leur appel ni leur déclaration qui finalement va servir à faire passer le TSCG.

Vous noterez qu'en dehors du PRCF, du POI et de LO, qui ne figurent pas parmi les signataires de ces documents, la quasi-totalité des partis et organisations du mouvement ouvrier se retrouve dans ce collectif dont le PS tire les ficelles et le PCF joue les petites mains.

Appel à mobilisation contre le Pacte budgétaire !

Posté le 6 septembre 2012 par Collectif pour un audit citoyen.

La ratification du Pacte budgétaire par la France début octobre serait un événement grave. Elle imposerait durablement une politique d'austérité. Nous, organisations associatives, syndicales et politiques, avons décidé de mener ensemble une vaste campagne d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, avec en particulier une grande manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires, particulièrement celles et ceux qui ont

été élu sur la promesse d'une renégociation de ce Pacte budgétaire, de refuser sa ratification et de permettre ainsi la réouverture du débat en Europe. L'appel en permanence à la signature de toutes les organisations qui souhaitent contribuer à ces objectifs.

Premiers signataires de l'appel : Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de Gauche (Fase, C&A, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, PCF, PCOF, Parti de Gauche, République & Socialisme), Marches Européennes, NPA, Résistance Sociale, Solidaires, Sud BPCE.

Leur lettre aux députés.

Monsieur, Madame le (la) Député-e

François Hollande, candidat, s'est engagé devant les Français à renégocier le nouveau Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance, dit aussi Pacte budgétaire, signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui le gouvernement présente pour ratification au Parlement ce même Traité, rigoureusement inchangé.

Le Pacte budgétaire interdit les déficits publics et donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté. Dans l'espoir de rassurer les créanciers et les spéculateurs, il impose aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise: la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Ce Pacte va aggraver le chômage et bloquer toute amorce de transition écologique. Les très maigres mesures « pour la croissance » adoptées par le Conseil européen fin juin n'y changeront rien.

Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie. C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe.

En vous remerciant de votre réponse, que nous publierons, croyez, Monsieur, Madame le (la) Député-e, à nos sentiments républicains.

Le Collectif pour l'audit citoyen de la dette publique

Leur déclaration *Non à l'austérité permanente. Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* figure dans leur blog www.audit-citoyen.org

Membres : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marche Mondiale des Femmes France, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires

Soutiens : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et Socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance, PCOF

Signataires à ce jour du texte de référence (membres du collectif) :

Membres du collectif : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Observateurs : Acrimed, Alternatives Economiques, Droit au logement (DAL), Désobéissants

[Le prolétaire n'a pas de patrie, Mélenchon si, cherchez l'erreur.](#)

Jean-Luc Mélenchon, invité dimanche soir du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», s'est indigné que «*les riches, les importants, les puissants n'ont d'autre patrie que l'argent. Ils n'aiment pas leur patrie*». (lefigaro.fr 09.09)

Nous non plus ! Aucune d'ailleurs puisqu'elles répondent tous à la même norme : celle du capital que Mélenchon affectionne en secret quand il consulte ses relevés bancaires.

C'est un populiste dénué de principes qui amuse la galerie. Pétri de suffisance, il ne voit même pas qu'il est instrumentalisé par les médias ou si... pour son propre compte, sinon il disparaîtrait.

Au fait, cela tombe bien, Hollande a appelé au "*patriotisme*" de tous dimanche soir. (lefigaro.fr 09.09) Message entendu.

Chérèque : "*moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints*"... de Sarkozy.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque a invité dimanche le gouvernement à "*accélérer les réformes*" face à la crise, mais s'est refusé à critiquer l'action du chef de l'Etat qui va tenter de reconquérir l'opinion à la télévision dans la soirée.

M. Chérèque a été interrogé pour savoir s'il regrettait le volontarisme du président Nicolas Sarkozy.

Il a répondu: "*moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints (...) de l'activisme sans résultat et qui aujourd'hui commencent à dire: écoutez, regardez, on ne le voit plus (le président de la République)*".

Se disant "*assez à l'aise*" face au gouvernement de gauche, le responsable syndical a souligné que la CFDT voulait "*prendre ses responsabilités*".

"*Donc, je dis au gouvernement: accélérez les réformes, mais nous devons faire que les négociations aillent vite, parce que les salariés nous attendent, aussi les syndicats*", a-t-il ajouté.

Interrogé pour savoir si le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, avait fait ses preuves, il a répondu: "*pas encore. Mais, moi je ne juge pas les gens sur quatre mois*". (Reuters 09.09)

Et PSA par exemple ? Passons la jaunisse.

ACTUALITE EN TITRES

[Hollande ment comme il respire](#)

- Vers une hausse des taxes sur la bière en France ? - Reuters

Mais Hollande prétend ne pas taxer indifféremment tous les "*Français*". Qui boit de la bière sinon les jeunes et les pros ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet de l'Apec

Les pays de la région Asie-Pacifique, Chine, Etats-Unis et Japon en tête, se sont engagés dimanche à soutenir la croissance économique et ont rejeté les mesures de limitations des exportations agricoles.

Réunis ce week-end en sommet à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, les 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (Apec) ont fait part de leur inquiétude face à l'état de l'économie mondiale, les tensions sur les marchés alimentaires et les signes croissants de protectionnisme.

Face à cette conjoncture négative, les pays de l'Apec, qui représentent 40% de la population mondiale, mais 54% de la

production économique et 44% du commerce, s'engagent à favoriser collectivement la croissance économique, à la stabilisation financière et au rétablissement de la confiance.

Les 21 pays membres de l'Apec s'accordent aussi à considérer que le protectionnisme ne peut constituer une réponse à la crise.

En dépit des effets de la sécheresse sur les récoltes céréalières aux Etats-Unis et en Russie, l'Apec exclut ainsi toute mesure limitant les exportations agricoles et insisté au contraire sur la nécessité de maintenir l'ouverture des marchés. (Reuters 09.09)

SOCIAL

1- France

Quelque 21% des Français se retrouvent en découvert bancaire à la fin de chaque mois, 48% reconnaissant passer dans le rouge au moins une fois par an, selon un sondage publié lundi et réalisé par l'institut CSA pour l'agence Hopscotch et le spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

Dans la catégorie des personnes âgées de 35 à 49 ans, la proportion de sondés affichant un découvert à la fin de chaque mois monte à 30%. (lefogaro.fr 10.09)

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont défilé samedi dans les rues de Thessalonique, la deuxième ville du pays, pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité réclamées par les créanciers internationaux.

A l'exception de quelques drapeaux de l'Union européenne brûlés et de jets de pêches, la manifestation, qui a rassemblé 15.000 syndicalistes et militants de gauche, s'est déroulée sans incident. (Reuters 09.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 septembre

CAUSERIE

Ceux que ma personnalité indispose peuvent passer directement aux infos en bref plus loin.

Un courriel reçu d'un camarade à propos de la causerie du 10 août :

"Vraiment c'est très très bon, j'espère que de nombreux prolos vont sur le site car c'est chaque jour une leçon magistral claire et facile à comprendre."

Je n'en sais rien. Pour abattre un tel boulot quotidiennement, je n'ai pas le temps de consulter des auteurs ou des manuels d'histoire, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai une mauvaise mémoire, cela m'oblige à faire simple, certains y trouveront leur compte d'autres non.

Je m'inspire de la méthode des marxistes, je le revendique, c'est délibéré de ma part, c'est un choix. A la fin des années 30 Trotsky expliquait aux dirigeants américains que le journal de leur parti devrait être écrit par des ouvriers pour les ouvriers, qu'il ne fallait pas leur expliquer comment il devait boire leur whisky mais que c'était à eux d'expliquer comment ils le buvaient, je me souviens de cet exemple qui résume la méthode dont je m'inspire.

Marx et Engels organisaient des réunions d'ouvriers, donc au XIXe siècle, auxquels ils expliquaient le fonctionnement du capitalisme, et ils étaient toujours plus nombreux à y participer. Au XIXe siècle, c'est à peine croyable, est-ce que tu imagines le niveau de connaissances générales, d'instruction ou de culture des ouvriers à cette époque, si on n'avait pas les preuves que ces réunions ont bien eu lieu on ne le croirait pas, alors qu'aujourd'hui on n'est pas foutu de faire l'équivalent, il y a donc un problème quelque part qu'on le veuille ou non.

Je veux bien admettre qu'on vit à une époque de réaction sur toute la ligne et que les choses ne soient pas faciles, mais au XIXe siècle les ouvriers avaient un mode de vie tellement épouvantable et un niveau de connaissances tellement bas qu'ils

partaient avec un handicap pire que les travailleurs en 2012, à moins qu'ils aient atteint un niveau de vie trop élevé de nos jours, c'est vrai pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour d'autres qui peuvent saisir notre discours et vouloir en savoir plus, sauf qu'on refuse de s'adresser à ces couches-là de travailleurs.

Ah faire des réunions ou des meetings de propagande, là on sait faire, on ne sait faire que cela d'ailleurs ! Et cela sert à quoi ? Rien la plupart du temps. Je vais même t'avouer un truc que je n'ai encore jamais dit dans le site, c'est que lorsque je militais à l'OCI et que je participais à des meetings, je m'emmerdais la plupart du temps et ce n'était pas faute d'être motivé, j'étais un activiste forcené.

J'ai une toute autre conception du militantisme et des rapports avec les travailleurs que ce que proposent tous les partis. Je ne cherche pas à me distinguer, ce serait stupide, je ne vois pas où cela pourrait me mener à part me ridiculiser.

Un soir, il y a quelques semaines, je réfléchissais à la meilleure formule pour présenter mes dernières réflexions sur le capitalisme mondial et ses deux volets, l'économie réelle (ou classique basée sur les fondements du capitalisme et la lutte de classe) et l'économie virtuelle ou de la planche à billets qu'on pourrait aussi appeler la fuite en avant hypothéquant notre avenir et le sien par la même occasion, à haute voix j'en suis arrivé à m'imaginer les présenter face à un auditoire de militants et travailleurs dans une réunion publique ou un meeting (le terrain me manque), réfléchissant à mon sujet en même temps, j'en suis arrivé à interpellier la salle, à donner la parole aux militants ou travailleurs qui le souhaitaient auxquels je répondais ensuite et ainsi de suite tout en continuant mon exposé, en l'enrichissant des réflexions de ces intervenants de telle sorte qu'on avançait ensemble.

Pour en revenir à ton courriel, c'est l'unique but du site. Je n'écris pas pour me faire plaisir, de la même manière que je ne me vois pas intervenir dans un meeting rigide derrière un pupitre et tenir un monologue, bien que cela puisse se concevoir dans certaines circonstances, je prête plus d'intérêt aux réflexions que mon discours peut déclencher chez mes interlocuteurs et les échanges qu'on peut avoir ensemble, qu'à m'écouter parler qui n'en présente aucun, chez moi cela va très loin puisque c'est même une corvée de me relire. Pourquoi ? Parce que très souvent pour ne pas dire presque toujours, entre temps il m'est venu d'autres idées ou des choses auxquelles je n'avais pas pensé, et du coup si je devais récrire un passage je le formulerais d'une autre manière, bref, je suis rarement satisfait de mon travail.

Je travaille sans filet, j'ai décidé d'aborder un sujet, j'ai deux ou trois idées dans la tête au départ, je suis face à une page blanche à l'écran et c'est parti pour quelques lignes ou quelques pages. Je n'ai pas d'objectif précis en tête au départ, je ne sais pas où ma réflexion va me mener, je n'ai aucun a priori et aucune limite en dehors des connaissances que j'ai acquises et qui sont disponibles ou non au moment où j'écris, je suis incapable de calculer un coup, de me livrer à une manoeuvre, parfois cela donne quelque chose d'un peu rustique ou rugeux, d'autres fois quelque chose de plus élaborée ou mieux finie, c'est comme cela vient en fonction de mes dispositions du moment, c'est le côté arbitraire de cet exercice que je ne contrôle pas, je n'essaie jamais de tricher avec moi-même, je connais mes faiblesses et mes limites et je fais avec. Quand on m'attente un procès d'intention, je rigole.

C'est vrai qu'en procédant de la sorte j'épargne rarement la susceptibilité (possible) des lecteurs qui doivent supporter mon style ou mon humeur, j'en ai conscience et j'en conviens, cela te montre que j'y ai réfléchi aussi. Au fil du temps j'ai intégré ce facteur, et au moment d'écrire j'en tiens compte ou non, car il ne faut pas non plus que ce soit une concession qui reviendrait à déformer ma pensée, on s'adresse à l'intelligence des militants et c'est ainsi que je considère nos rapports, et non pour produire un effet ou répondre à leurs attentes, auquel cas il vaudrait mieux cesser d'écrire car nos relations seraient faussées.

Je pense qu'il faut faire simple, être sincère, être soi-même avec toujours sa part d'inconscience, on est tous faits pareils sur ce plan-là à ma connaissance, la suite ne nous appartient pas et c'est très bien ainsi, chacun se forge ses propres convictions.

Si j'étais moins isolé, sans doute que je ne me livrerais pas de cette manière, cela aussi j'en ai conscience. Ce n'est pas facile de vivre comme je le fais, plus d'un auraient perdu contact avec la réalité et seraient déjà devenus fous.

On ne peut pas militer sans tenir compte de la nature humaine, de l'aspect psychologique de l'être humain ou du travailleurs si tu préfères, je raisonne en terme générique. Et quand on s'adresse à des travailleurs, on ne peut pas tenir compte de l'humeur ou de l'état d'âme de chacun, il faut donc trouver une formule qui réponde à un état psychologique dans lequel nous avons tous été placés un jour ou l'autre de façon à ce que chacun puisse s'y retrouver ou à défaut on peut l'imaginer.

C'est le résultat auquel on parvient quand dans un discours on introduit la personne à laquelle on s'adresse ou un auditoire fictif dans lequel le lecteur va se reconnaître. On ne cherchera pas à le flatter, c'est un truc qui m'est totalement étranger, on fera seulement en sorte qu'il existe, de façon à ce que son attention soit au maximum si l'on veut qu'il retire quelque chose de notre discours ou qu'il y réfléchisse.

Je n'aime pas beaucoup la formule selon laquelle on devrait convaincre quelqu'un de quelque chose. Et si la personne qu'on a rencontrée avait l'intention de nous bernier ou qu'elle était plus ignorante qu'elle paraissait, on est convaincu de quoi à l'arrivée ? Je préférerais toujours que la personne se soit convaincue elle-même de quelque chose, que cela vienne d'elle et non de nous ou d'une tierce personne. C'est à chacun de travailler sans cesse pour combattre ou réduire sa propre ignorance, personne ne peut le faire à notre place. C'est le travail de toute une vie.

Pourquoi cette causerie très personnelle aujourd'hui ? C'était mon cadeau d'anniversaire, le mien (57 ans).

["L'agenda du redressement" en 2014 de Hollande, c'est l'"Agenda 2010" de Schröder.](#)

François Hollande parie sur une accélération du dialogue social pour cautionner une politique de réduction du coût du travail et d'assouplissement du marché de l'emploi qu'il paraît mieux à même de faire passer que Nicolas Sarkozy.

Pour Jacques Capdevielle, chercheur associé au centre de recherches en sciences politiques Cevipof, ce "*social-démocrate bon teint*" est "*mieux placé pour faire passer certaines choses*" que son prédécesseur de droite.

Il emboîterait ainsi le pas à un autre social-démocrate, l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, qui a lancé en 2003 en Allemagne un programme de réforme du système social et du marché du travail baptisé "*Agenda 2010*", que Nicolas Sarkozy n'avait de cesse de citer en modèle ces dernières années.

François Hollande s'est pour sa part donné deux ans - "*L'agenda du redressement, c'est 2014*", a-t-il dit.

Mais le contexte est très différent, ne serait-ce qu'en raison de la culture allemande du compromis social, qui fait défaut à la France. Les analystes interrogés par Reuters ne comptent d'ailleurs pas sur un accord entre les partenaires sociaux sur des sujets aussi sensibles.

Les apparences seraient cependant sauvées, d'autant que François Hollande bénéficie du soutien remarqué de la CFDT.

"On peut augmenter les possibilités de formation des chômeurs mais est-ce que c'est la solution quand il y a déjà beaucoup de chômeurs qualifiés ?" souligne l'économiste Henri Sterdyniak.

"Il y a des choses qui ont été mises en place dans des pays comme le Danemark, où il y avait très peu de chômeurs. Mais quand on a un chômage à 10%, comment fait-on ?" ajoute-t-il.

Des solutions à l'allemande peuvent marcher en France mais à condition que les Français acceptent, comme les Allemands, de "*souffrir pendant cinq ans*", souligne Henri Sterdyniak.

"Le grand arbitrage c'est effectivement : est-ce qu'on baisse le coût du travail en acceptant des baisses de pouvoir d'achat des salariés ou des retraités", dit-il.

Il partage avec Jacques Capdevielle l'idée que François Hollande est mieux placé que Nicolas Sarkozy pour faire passer la pilule. "*Mais le risque est qu'il soit accusé de faire la politique de la droite*", ce qui ne manquerait pas d'être perçu comme une trahison, ajoute-t-il.

Gerhard Schröder a certes relancé avec son agenda 2010 l'économie allemande mais il a perdu les élections et dû céder le pouvoir à la chrétienne-démocrate Angela Merkel. (Reuters 10.09)

Si on voulait bien analyser la lutte de classe du passé tranquillement et honnêtement ou sans a priori, on s'apercevrait que le PS et le PCF (ou leurs semblables dans le monde) sont prêts à soutenir le régime capitaliste jusqu'à entraîner la propre autoliquidation de leurs partis et de leurs dirigeants, ce qui de notre point de vue semble inconcevable.

Mais si on a à l'esprit que ces partis n'existent que par leur soumission au régime en place (qui les financent en plus), on comprend mieux, tout s'explique. Le problème, c'est qu'on ne veut pas le reconnaître, du coup on leur prête une nature ou des intentions qui ne correspondent pas à la réalité. Ensuite, on est incapable de définir une tactique et une stratégie correcte.

Contrairement à ce que m'avait écrit un jour un camarade d'un groupe de militants, la question de nos rapports au PS ne se réduit à une question de tactique électorale, c'est une question déterminante d'où découle notre stratégie, et qui selon la question qu'on y apporte, nous place au côté du régime ou contre le régime au côté des travailleurs.

C'est en grande partie l'incapacité de l'avant-garde à clarifier sa position vis-à-vis du PS et du PCF au lendemain de la Seconde guerre mondiale, qui est responsable de son éparpillement et de son incapacité à proposer aux travailleurs une alternative politique sérieuse et cohérente à ces partis. Jusqu'à preuve du contraire, cette question qui a entraîné la dislocation de la IVe Internationale n'est toujours pas réglée.

[Parole, parole, parole...](#)

Quelques réactions après la prestation de Hollande, dimanche soir.

- Le pays s'engage dans une "*politique d'austérité*" conduisant "*nécessairement à l'enlèvement*", a estimé Jean-Luc Mélenchon sur Europe1.

Lui il s'en plaint, nous nous disons tant mieux ! Il va devoir monter au créneau et se démasquer un peu plus...

- "*C'est à un agenda de l'enlèvement social-libéral et non à celui du redressement industriel auquel nous avons eu le droit*", a estimé aussi Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche.

Ah le redressement du capitalisme, ils en rêvent au Parti de gauche, nous nous souhaitons qu'il s'effondre !

- "*Tout cela ne peut que mener la gauche à une terrible impasse*", a renchéri Christian Picquet, porte-parole de Gauche unitaire (FG).

C'est terrible, sortez vos mouchoirs ! Tant mieux, ainsi la véritable nature de votre "*gauche*" sera mise en lumière...

Picquet dit ici qu'il est solidaire du PS que nous qualifions de parti capitaliste, c'est ainsi que ses dirigeants le définissent eux-mêmes en se réclamant de l'"*économie de marché*", dont acte.

On a compris que le Front de gauche est le dernier rempart qu'il leur reste pour défendre le régime contre la révolution socialiste. (source : AFP 09.09)

Cela vous a-t-il échappé ?

Un aveu.

"*On ne peut pas mettre des policiers et des gendarmes partout (...) sinon nous affaiblissons le dispositif*", avait déclaré Manuel Valls auprès de l'AFP. (AFP 10.09)

Quel dommage ! La réponse aux chômages massifs des jeunes et à l'absence de toute perspective : des flics partout ! C'est leur version du socialisme, après cela c'est un jeu d'enfant de démontrer que le PS est totalement étranger au socialisme, non ?

Renierment.

Contrairement à un engagement de campagne du candidat Hollande, le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui a rapporté 1,7 milliard d'euros aux caisses de l'Etat en 2012, se poursuivra, sauf pour les deux premières tranches. Concrètement, à revenu égal, tous les particuliers déclarant plus de 11.896 euros de revenus verront augmenter leur impôt sur le revenu au niveau de l'inflation. (20minutes.fr 10.09)

Il ne peut pas taper sur les plus pauvres, certaines banlieues ouvrières sont déjà des états de non-droit au bord de la guerre civile, et taxer les plus riches les ferait fuir le pays, il ne lui reste donc que les classes ou couches moyennes à frapper.

Mais si Hollande aime les riches.

La facture pour les classes moyennes "*se chiffre en milliards, à des montants beaucoup plus importants que la tranche supplémentaire (de l'IR) ou que les 75%*" qui visent les plus riches, relève l'économiste Thomas Piketty, proche du PS. Ce gel "*est la façon la plus hypocrite et la moins juste d'augmenter les impôts*", critique-t-il.

Des spécialistes ont relevé que beaucoup de très riches y échappent car ils gagnent plus d'argent en dividendes et intérêts (non soumis aux 75%) qu'en salaires.

Selon M. Piketty, de grandes fortunes continueront de ne payer "*ni ISF, ni taxe à 75%*". (AFP 10.09)

Encore heureux, sans blague ! On aura compris que cet économiste représente les intérêts des classes moyennes.

Un syndicaliste... capitaliste

Chérèque dans une interview au Monde datée de mardi, regrette que "*le drame social dans lequel la crise est en train d'enfoncer l'Europe laisse de moins en moins d'espace à une modernisation du capitalisme*". (AFP 10.09)

C'est la ligne ou la position adoptée par tous les participants au "*Collectif pour un audit citoyen*" qui soutiennent le capitalisme.

Au nom de la réaction anticommuniste.

Un ancien dirigeant communiste, Bela Biszku, a été arrêté à Budapest pour son rôle joué dans la répression de l'insurrection hongroise contre l'Union soviétique en octobre 1956, a annoncé lundi l'Office du procureur.

"Bela Biszku a été arrêté pour crimes de guerre, en relation avec deux fusillades qui ont causé la mort de plusieurs personnes lors des événements à la suite de l'insurrection de 1956", a indiqué le Procureur principal de Budapest, Tibor Ibolya, devant des journalistes.

La première fusillade a eu lieu le 5 décembre 1956 à la gare de l'Ouest à Budapest et a fait cinq morts. La deuxième à Salgotarjon, une ville dans le nord du pays près de la frontière slovaque, a eu lieu trois jours plus tard, le 8 décembre, et a fait 46 morts. (AFP 10.09)

Il s'agit d'une action de type anticommunisme primaire, car elle n'est pas menée au nom du combat contre la spoliation du pouvoir politique et des richesses produites par les travailleurs hongrois par la bureaucratie stalinienne dans le cadre de la propriété collective des moyens de production, mais en mémoire de ceux qui en Hongrie luttèrent pour le rétablissement du capitalisme.

[La division du travail selon le jaune Chérèque.](#)

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, réclame "*un droit de regard*" des représentants des salariés sur la stratégie des entreprises et prévient que "*si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet*".

"Ce que la CFDT réclame ce n'est pas le pouvoir de codécision, mais c'est un droit de regard sur la stratégie des entreprises", affirme le numéro un de la CFDT, dans une interview au Monde, daté de mardi.

"Si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet", prévient-il. Ces thèmes devront être abordés lors des prochaines négociations entre patronat et syndicats sur la "*sécurisation de l'emploi*", que le gouvernement souhaite voir aboutir avant la fin de l'année.

Selon le dirigeant de la CFDT, "*il faut donner aux institutions représentatives du personnel, en fait aux comités d'entreprise, un pouvoir qui ne soit pas uniquement défensif, mais aussi de négociation, d'expertise et de débat, sur les orientations économiques, le développement, la politique sociale et environnementale, et enfin le partage de la valeur ajoutée*".

Selon lui, une telle avancée sera "*plus efficace qu'une présence salariée au Conseil d'administration à l'allemande, sauf à ce qu'il s'agisse de 50% des sièges et d'une codétermination à l'allemande*". Mais "*je crains que la France ne soit pas mûre pour cela*", dit-il. (AFP 10.09)

Associer davantage les travailleurs à la stratégie des entreprises par le biais du Comité d'entreprise, revient à les subordonner davantage au capitalisme, dans la mesure où ne disposant pas du pouvoir, ils seront amenés à accompagner les mesures prises par les dirigeants et actionnaires en matière de rémunération, emploi et conditions de travail, ils seront les artisans de leur propre malheur.

Cela a commencé aux alentours du début des années 50, un coup d'accélérateur a été donné après mai 68, puis en 1982, puis au cours des années 2000, et ils en rajoutent une couche, crise oblige, il faut serrer les boulons pour que leur mécano ne s'écroule pas sous la pression de la lutte de classe qu'ils cherchent à brider, neutraliser par tous les moyens.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à chaque fois que les dirigeants syndicaux et leurs relais dans les partis parlent de nouveaux droits accordés aux travailleurs, cela correspond à une amplification de la collaboration de classes, ils servent en fait à resserrer un peu plus le noeud coulant de la corde passer autour du cou des travailleurs.

En conclusion, Chérèque est favorable à la flexisécurité revendiquée par le patronat, à condition que les travailleurs y soient davantage associés, afin que les syndicats ne soient pas accusés d'être les seuls à faire le sale boulot. Ce sera sans nous !

ACTUALITE EN TITRES

Le "**redressement**" industriel... par le vide.

- Doux frais: près d'un millier d'emplois perdus, malgré la reprise de 5 sites - AFP

Leur monde ou à quoi mène la survie du capitalisme.

- Kenya: au moins 38 tués dans de nouveaux heurts tribaux dans le sud-est - AFP

- L'armée turque a tué plus de 50 militants kurdes en une semaine - Reuters

- Une voiture piégée tue 14 personnes au Pakistan - Reuters

- Mali : les islamistes amputent quatre braqueurs présumés - LePoint.fr

- Affrontements meurtriers entre l'armée et les rebelles au Soudan - Reuters

- Afghanistan: 16 morts dans un attentat suicide lors d'une manifestation - AFP

- Irak: Une série d'attentats fait 88 morts, la France visée - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chine

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a prévenu lundi que Pékin ne "*cédera jamais un centimètre carré*" dans le différend qui l'oppose au Japon sur un groupe d'îles en mer de Chine orientale, après que Tokyo eut annoncé son intention de racheter ces territoires.

"*Les îles Diaoyu sont partie intégrante du territoire chinois. Sur les questions concernant la souveraineté et les territoires, le gouvernement et le peuple chinois ne céderont jamais un centimètre carré*", a déclaré le Premier ministre, cité par l'agence de presse officielle Xinhua.

Tokyo avait annoncé dans la matinée sa décision d'acheter "*aussi vite que possible*" trois des îles de ce petit archipel que les Japonais ont baptisé, eux, Senkaku. Et ceci grâce un accord avec les propriétaires privés de ces territoires inhabités, une famille japonaise. (AFP 10.09)

2- Inde

L'arrestation pour sédition d'un dessinateur de presse, pour ses croquis moquant la corruption présumée au sein du gouvernement, suscitait lundi une condamnation unanime des médias et des activistes anti-corruption.

Aseem Trivedi, un dessinateur free-lance, a été arrêté sur des accusations de sédition, après avoir publié des dessins sur la corruption au sein du gouvernement, dont l'un dépeint le Parlement nt comme un gigantesque pot de chambre.

Markandey Katju, président du conseil de la presse en Inde et ancien juge à la Cour suprême, a défendu Trivedi.

"*Je suis d'avis que le dessinateur n'a rien fait d'illégal*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Dans une démocratie, beaucoup de choses sont dites, certaines vraies et d'autres fausses*". (AFP 10.09)

Mon beau-frère Karnan, à qui j'ai acheté une voiture pour qu'il ait du boulot et fasse taxi, a eu un accident la semaine dernière au Kerala, cela s'est déroulé alors que la nuit était déjà tombée. Une moto avec trois jeunes montés dessus a percuté sa voiture, il y en a pour 40.000 roupies de réparation que mon beau-frère va régler en revendant ses cadeaux de mariages, des bijoux en or essentiellement.

Les trois jeunes ont réussi à prendre la fuite. J'ai demandé à Karnan s'il avait relevé le numéro d'immatriculation et porté plainte à la police. Il m'a répondu non car s'adresser à la police est une source d'emmerdement insupportable du fait qu'elle est corrompue. Du coup, impossible de se tourner vers la compagnie d'assurance qu'il engraisse pour rien finalement. Voilà ce qu'est la plus grande "démocratie" du monde.

Evidemment il est dans l'incapacité de me verser quelque chose ce mois-ci pour le troisième mois consécutif, je vais m'asseoir sur les 300.000 roupies que je lui ai avancées en achetant cette bagnole. Ce qui est le plus rageant, ce n'est pas que l'Inde soit un pays pourri jusqu'à l'os, mais qu'on soit totalement impuissant face à certaines situations, c'est un coup à entretenir une haine aveugle et à vous rendre violent.

3- Syrie

Le général Manaf Tlass, plus haut gradé syrien ayant fait défection, a affirmé lundi à une chaîne française avoir été exfiltré de Syrie par les services secrets français.

"Des services français m'ont aidé à sortir de Syrie et je les en remercie", a déclaré le général dissident dans un entretien à la chaîne d'informations en continu BFM TV.

Général dans la Garde républicaine, une unité d'élite chargée de la protection du régime, cet homme d'une cinquantaine d'années originaire de Rastane dans la province de Homs (centre) avait été écarté il y a plus d'un an de ses responsabilités, car jugé peu fiable, selon une source proche du pouvoir syrien.

Il avait fait défection en juillet et avait appelé à la "transition" dans son pays, en accusant le pouvoir d'être responsable de la crise et en exprimant sa "colère" vis-à-vis de l'armée.

Il a depuis indiqué qu'il préparait une feuille de route pour une sortie de crise impliquant d'"honnêtes" gens au sein du régime mais sans Bachar al-Assad.

Interrogé sur la présence d'islamistes syriens et étrangers en Syrie, le général a minimisé leur importance. "Il y a bien évidemment 20% d'islamistes, mais ils ne sont qu'une minorité. Le peuple syrien n'a jamais été un peuple extrémiste". (AFP 10.09)

Que ferait un gouvernement ouvrier pour défendre la révolution face à ces barbares islamistes : on les liquiderait tout simplement. Avec toutefois le regret de ne pas pouvoir ramener à la vie leurs innocentes victimes, aucun châtiment ne sera jamais à la hauteur des horribles crimes qu'ils ont commis.

SOCIAL

1- UE

Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté de 50% dans l'Union européenne depuis le début de la crise, rappelle lundi la Commission européenne à l'occasion de la publication d'un rapport sur la jeunesse, qui insiste sur les efforts à faire pour leur intégration.

Le chômage des jeunes est passé en moyenne de 15% en février 2008 à 22,5% en juillet 2012, selon l'institut européen de statistiques Eurostat. Le taux de chômage des jeunes atteint même 53,8% en Grèce et 52,9% en Espagne. (AFP 10.09)

2- France

Une salariée de l'usine PSA à Valenciennes (Nord), accusée d'avoir volé pour un peu plus de trois euros de matériel, a été licenciée début septembre, a-t-on appris lundi auprès d'un représentant de la CGT, confirmant une information de France Bleu Nord.

Avant les congés d'été, fin juillet, cette salariée, qui avait un an et demi d'ancienneté dans le groupe, aurait gardé dans son sac deux raclettes pour nettoyer le sol, "d'un montant de 3,07 euros", selon Cédric Brun, représentant de la CGT.

"Elle changeait de poste et elle a voulu garder son matériel, car avec les restrictions de budget il est difficile d'avoir du matériel, d'où la présence de ces deux raclettes dans son sac. Un salarié l'a dénoncée", a-t-il déclaré.

"Sa mise à pied conservatoire lui a été notifiée sur le champ (...) et au début de la semaine la direction nous a informés qu'elle avait été licenciée", a affirmé M. Brun.

La salariée licenciée envisage de saisir le conseil des prud'hommes, a ajouté le syndicaliste. (AFP 10.09)

3- Italie

Des affrontements ont opposé lundi les forces de l'ordre à des centaines de salariés qui protestaient devant le ministère de l'Industrie à Rome contre la fermeture de l'usine du géant américain de l'aluminium Alcoa à Portovesme, en Sardaigne.

Des responsables gouvernementaux, des représentants des syndicats et de la direction d'Alcoa s'étaient réunis lundi au ministère de l'Industrie pour tenter de trouver un moyen d'éviter la fermeture de l'usine.

Dans un communiqué à l'issue de la réunion, le ministère a annoncé que le groupe américain avait accepté de ralentir le rythme de la fermeture du complexe et que des discussions allaient avoir lieu avec les sociétés qui se sont montrées intéressées par une éventuelle reprise.

L'usine de Portovesme emploie 500 salariés, auxquels s'ajoutent un millier d'emplois induits. (Reuters 10.09)

4- Etats-Unis

Eastman Kodak, l'ex-numéro un mondial de la pellicule photo qui a déposé son bilan au début de l'année, a annoncé lundi son intention de supprimer 1.000 emplois supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Les effectifs de Kodak sont tombés à environ 17.100 personnes fin 2011 contre 145.000 pendant les années 1980.

L'entreprise, qui a supprimé environ 2.700 postes depuis le début de cette année, prévoit que les nouvelles réductions d'effectifs lui permettront d'économiser quelque 330 millions de dollars. (Reuters 10.09)

5- Afrique du Sud

Les mineurs sud-africains en grève sur le site d'extraction de platine de Marikana.

Les mineurs de Lonmin, un des principaux acteurs du marché mondial de platine, avaient jusqu'à lundi pour reprendre le travail à Marikana, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Mais lundi matin, 4.000 grévistes équipés de bâtons, de lances ou de machettes ont continué d'occuper le terrain, à une cinquantaine de mètres à peine d'unités des forces de police anti-émeute lourdement armées et appuyées par des véhicules blindés.

"Les blancs tremblent, la police tremble", ont scandé les manifestants lundi matin.

D'après la direction de Lonmin, seuls 6,3% des effectifs ont repris le travail lundi. Vendredi, ils étaient 2%.

Un nouveau front dans le mouvement social minier s'est ouvert lundi dans une mine d'or exploitée par la compagnie Gold Fields. Quinze mille mineurs ont entamé une grève sauvage à KDC Ouest, une des sections d'un site aurifère exploité par le groupe à l'ouest de Johannesburg, a annoncé lundi le quatrième producteur mondial d'or.

La semaine dernière, la direction de Gold Fields avait trouvé un accord pour mettre fin à une précédente grève sauvage impliquant 12.000 employés d'une autre section du site KDC, qui s'étend entre 60 et 80 km à l'ouest de Johannesburg.

Gold Fields, groupe coté à Johannesburg et New York, produit 3,5 millions onces d'or par an, selon son site internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud.

L'ampleur des disparités sociales en Afrique du Sud explique en partie le mouvement de colère dans le secteur minier, où nombre de salariés reprochent à leur syndicat majoritaire, le NUM, d'être trop lié à l'ANC. (Reuters et LePoint.fr 10.09)

6- Palestine

Des milliers de jeunes Palestiniens protestant contre la hausse du coût de la vie en Cisjordanie ont violemment manifesté lundi à Hébron, où ils ont attaqué à coups de pierres un poste de police et des bâtiments publics, ont rapporté des témoins.

Des heurts ont également été signalés à Bethléem et des manifestants ont dressé des barrages de pneus incendiés sur les

routes conduisant à Ramallah, la capitale administrative des territoires palestiniens.

Le gouverneur de Hébron, Kamel Hmeid, a déclaré à la radio palestinienne que ces incidents étaient dus à "une minorité" de voyous.

Des protestataires ont également bloqué les principaux accès à plusieurs autres villes du territoire, ce qui fait craindre aux autorités palestiniennes et en Israël une extension des manifestations contre la vie chère dans un contexte économique de plus en plus difficile.

Les employés des transports publics de Cisjordanie se sont parallèlement mis en grève pour protester contre l'augmentation du prix du carburant, empêchant de nombreux habitants de se rendre à leur travail.

Des chauffeurs de taxi ont bloqué la rue menant aux bureaux du Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, à Ramallah, où plusieurs dizaines de jeunes gens ont réclamé son départ.

Le mouvement de protestation en Cisjordanie a débuté la semaine dernière, déclenché par l'augmentation de 5% du prix du carburant, consécutive à une hausse des charges de la part de fournisseurs en Israël.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a salué ces manifestations, les comparant à celles du printemps arabe de 2011 et imputant les difficultés palestiniennes aux restrictions et contrôles sur l'économie imposés par l'Etat juif.

La protestation s'est cependant pour l'heure focalisée contre le gouvernement palestinien plutôt que contre Israël.

Une nouvelle décision pourrait provoquer de nouveaux troubles, celle du ministre palestinien des Finances, Nabil Kassis, de reporter une partie du paiement des fonctionnaires, faute de liquidités suffisantes. (Reuters 10.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 septembre

CAUSERIE

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, aussi je ne me suis pas cassé la tête en rédigeant cette causerie. A quoi bon d'ailleurs ! J'ai même laissé tomber certains sujets d'actualité, on verra cela demain, peut-être ou pas...

Est-il minuit dans le siècle?

Ce qui est le plus insupportable, ce n'est pas particulièrement la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement, il ne fait que poursuivre celle de son prédécesseur, ce n'est pas le soutien que lui apportent les dirigeants syndicaux, on y est habitué et on n'attendait rien d'autre de leur part, c'est qu'aucun parti ouvrier ne parvienne à en conclure qu'il faut rompre les relations avec eux, on y est habitué aussi, à ceci près qu'on n'arrivera jamais à se faire une raison à cette situation qui augure mal l'avenir du mouvement ouvrier, si on devait en rester à ce constat quelque part dramatique.

Ceux qui n'ont que le front unique à la bouche depuis des lustres sont comblés, il est réalisé sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre sur une base frelatée, qui le relève ou s'en soucie vraiment ? Cette manifestation va se transformer en démonstration contre la politique d'austérité du gouvernement, pendant que la question du TSCG et des institutions passera au second plan ou mieux à la trappe.

C'est l'objectif du "*collectif*" qui en est à l'origine, qui réclame de Hollande qu'il renégocie le TSCG et à l'UE de leur concoter un traité conforme aux intérêts des travailleurs. Autrement dit, ce sera à la fois une manifestation contre le TSCG et en soutien à l'UE, contre et en soutien au gouvernement pour qu'il mette en oeuvre une politique sociale, ce qui est logique puisque tous les participants à ce collectif sont inféodés à la fois à l'UE, au capitalisme et aux institutions de la Ve République avec lesquels ils ne veulent surtout pas rompre.

Leur déclaration et appel sont explicites et précise leurs objectifs : faire en sorte de sauver l'UE, l'euro, le capitalisme et venir en aide au gouvernement Hollande-Ayrault. Il n'y a qu'un facteur qui pourrait modifier la donne, l'émergence des masses qui profiteraient de cette manifestation pour faire entendre leur refus de nouveaux sacrifices et exiger que leurs revendications sociales soient satisfaites immédiatement.

A cette étape, trouveront-elles la force pour se mobiliser ? Tout dépendra de quelle manière on leur présente cette manifestation. Si c'est contre le TSCG, dont apparemment elles n'ont que faire, elles ne se mobiliseront pas, par contre, si c'est contre la

politique qu'elles subissent depuis des années et qui est inchangée depuis le 6 mai 2012, il se peut qu'elles soient plus motivées et nombreuses à y participer.

Notons que le M'PEP remporte la palme de l'opportunisme sur cette question alors que la concurrence fait rage sur ce plan-là, dans la mesure où il est signataire ou partie prenante de ce "*collectif pour un audit citoyen*" qui réclame un "*bon*" traité à l'UE, donc qui lui reconnaît la légitimité pour rédiger un traité, tout en se raliant à l'appel du POI qui est contre la ratification du TSCG, mieux encore, le M'PEP martelant qu'il est pour la rupture avec l'UE et l'euro, bref, en guise "*d'éducation populaire*" on aura du mal à imaginer pire.

Quand on observe attentivement la composition de ce "*collectif*", on s'aperçoit qu'il est composé de sous-traitants du PS et du PCF ou encore de sous-traitants de leurs sous-traitants, par exemple Attac, sous-traitant du PCF, le M'PEP sous-traitant d'Attac lui-même sous-traitant du PCF, ou la Fondation Copernic sous-traitant du PS, etc.

Apparemment, le front unique entre le POI, le M'PEP et quelques autres formations a fait long feu, si j'en crois le communiqué du BN du POI du 8 septembre. Le POI ne se distingue pas vraiment de ce "*collectif*" dans la mesure où il s'adresse à Hollande et aux députés du PS, ne vous marrez pas, pour qu'ils respectent la démocratie, alors que leur élection a constitué un déni de la démocratie et que depuis il la foule aux pieds, les travailleurs doivent être les seuls à s'en apercevoir, pas les militants ou les dirigeants qui s'adressent au PS et ses dirigeants ou élus.

Avions-nous eu raison de dénoncer depuis des années le front unique en direction du PS et du PCF qui tient lieu de stratégie politique au PT puis au POI ? On a la réponse sous le nez, mais il est certain que la plupart vont continuer de le nier, car ils sont incapables de définir une politique indépendante de ces partis liés au capital et aux institutions, à l'Etat.

Comme prévu, le rapport d'experts commandé par le gouvernement confirme le bien-fondé des décisions rendues publiques en juillet par la direction de PSA, il juge que "*la nécessité, dans son principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielles et de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable*" (AFP 11.09). Et le rapport des experts nommés par le Comité d'entreprise aboutira à la même conclusion.

PSA a abandonné le marché iranien de plus de 250 000 véhicules sur injonction de son partenaire américain GM, les actionnaires se sont mis dans la poche au bas mot 6 milliards d'euros entre 1999 et 2011, davantage au cours des décennies précédentes, peut importe, le patron de droit divin ne doit souffrir aucune exception, surtout au moment où il est question de le rétablir dans ses prérogatives par l'intermédiaire de la négociation entamée entre le gouvernement et le patronat d'un côté, et les syndicats de l'autre sur la "*réforme du marché du travail*".

A ce propos, si les patrons parviennent à leur fin, il ne restera plus du contrat de travail qui lie le travailleur au patron, que le coût horaire de la vente de la force de travail du salarié, tout le reste aura été liquidé ou sera suspendu au bon vouloir du patron rétabli dans son rôle de négrier ou d'esclavagiste des temps modernes.

Puisque aucun syndicat et aucun parti n'entend se situer strictement ou exclusivement sur le terrain des besoins du prolétariat, on n'accusera pas les travailleurs de se placer sur le terrain des capitalistes et d'être tentés de sauver leur peau individuellement ou de ne penser qu'à leurs propres intérêts.

Mardi Ayrault a dit qu'il fallait "*trouver un compromis*" avec le patronat qui est aux commandes, la culture du compromis ayant remplacé le terrain de classe chez tous les partis, il faut donc s'attendre au pire dans les mois ou les années à venir, le pire dans le sens où les travailleurs vont devoir supporter de nouveaux sacrifices sans en tirer le moindre enseignement et donc sans l'espoir de pouvoir changer la société un jour.

S'il y a loin de la coupe aux lèvres, il faut toutefois admettre que parvenu à un certain niveau de renoncement ou d'abaissement, la possibilité de se redresser ou d'inverser cette tendance s'amenuise ou disparaît, reste à savoir si l'avant-garde du mouvement ouvrier sera capable ou non de rompre avec cette politique du compromis et de capitulation qui nous a menés là où nous en sommes, de renouer avec le socialisme, jusqu'à présent elle a démontré le contraire.

Tous en appel à Hollande et aux députés du PS, on est donc en droit de se demander si nous ne sommes pas en présence du crépuscule de la lutte de classe et de la civilisation humaine.

[L'ONU, parole de dealer.](#)

Les Nations unies ont publié mardi 11 septembre une étude sur les finances des talibans, évaluée à environ 100 millions de dollars en 2011-2012 les revenus tirés de l'opium par les insurgés, soit une faible proportion de la valeur de la récolte annuelle (de 3,6 à 4 milliards de dollars) du pays. (lemonde.f 11.09)

Où sont passés alors ces milliards de dollars ? Dans les paradis fiscaux, les banques...

Etrange, Obama n'a pas encore ordonné de bombarder la Lybie ?

Un fonctionnaire américain du consulat américain à Benghazi a été tué et un autre blessé, dans l'attaque mardi soir du consulat par des hommes armés qui protestaient contre un film offensant l'islam, selon eux, a indiqué le vice-ministre de l'intérieur libyen, Wanis al-Charef.

Des manifestants armés ont tiré des roquettes RPG ont été tirées sur le consulat depuis une ferme toute proche. Peu après, un témoin a indiqué à l'AFP que des manifestants avaient mis le feu au consulat. (lemonde.fr 11.09)

Ce sont leurs créatures infâmes, leurs protégés...

Qui sont les conspirateurs ?

"Nous avons favorisé un certain nombre d'opérations de défections, nos services sont actifs", a déclaré M. Fabius lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. (AFP 11.09)

Quand le patronat recycle les jaunes.

Présenté mardi à la direction, le rapport de la commission mise en place par le PDG Jean-Paul Bailly, et présidée par M. Kaspar, suggère de "desserrer les contraintes sur les effectifs".

Jean Kaspar, chargé d'un rapport sur les conditions de travail à La Poste (240.000 personnes) à la suite de deux suicides, a préconisé mardi entre 4.500 et 5.000 recrutements pour améliorer le climat social dans le groupe.

"J'ai fait un calcul qui n'engage que moi", a déclaré Jean Kaspar devant la presse, après avoir remis son rapport. "Il faudrait 2.000 emplois pour le dialogue social et 2.700 à 3.000 pour la formation, donc le chiffre varie autour de 4.500 à 5.000" au total, a estimé l'ancien responsable de la CFDT.

Selon M. Kaspar, "il y a la réalité d'un mal-être, même s'il n'est que partiel dans l'entreprise. Il y a la réalité des suicides, il faut répondre à tout cela". (AFP 11.09)

Il minimise ce "mal-être", en réalité il s'en fout autant que Chérèque quand il avait été nommé par Mitterrand super préfet de la sidérurgie pour accompagner sa restructuration-liquidation.

Tous les cadres ou dirigeants de la CFDT sont recyclés par le patronat. Normal ils font déjà partie de la maison ! Qu'est-ce que cela signifie des "emplois pour le dialogue social", pour qu'au lieu d'estimer leurs conditions de travail de plus en plus insupportables des syndicalistes fassent comprendre aux salariés de La Poste qu'ils doivent se faire une raison ?

ACTUALITE EN TITRES

Eux aussi, c'est leur gouvernement !

- Lionel Luca : "Les emplois d'avenir sont une bonne chose" (Droite populaire de l'UMP) - Le Nouvel Observateur

- "Pourquoi je voterai le texte sur les emplois aidés" (Alain Fouché, sénateur UMP de la Vienne) - L'Express.fr

- Raffarin votera les emplois d'avenir, "une marche vers l'emploi" AFP

Inévitable !

- PSA: la restructuration inévitable, l'Etat promet de limiter la casse - AFP

- Ayrault annonce 30 milliards d'euros pour la banque publique d'investissement - LePoint.fr

- Nouvel écueil pour la SNCM qui pourrait avoir à rembourser des aides de l'Etat - AFP

- Dexia demande une extension des garanties publiques, Bruxelles prêt à dire oui - AFP

La marchandisation sans limite.

- Les compagnies d'assurance s'emparent du marché de l'angoisse scolaire - LeMonde.fr

- Un riz OGM américain expérimenté sur des enfants chinois - L'Express.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

"*In - Inde - Independencia*", hurlaient un million et demi de manifestants en défilant mardi à Barcelone, à l'occasion du Jour de la Catalogne et à l'appel des indépendantistes qui accusent l'Etat central d'entraîner cette grande région endettée dans la spirale de la crise.

"Le peuple catalan a répondu d'une façon magnifique" à l'appel, a affirmé Carme Forcadell, présidente de l'Assemblée nationale catalane (ANC), une association organisatrice de la manifestation, au début du défilé parti du centre-ville de Barcelone (nord-est) jusqu'aux abords du Parlement de la région.

Le gouvernement régional a affirmé que les manifestants, dont certains arboraient des banderoles "Non au Quatrième Reich", "Non à l'Europe", ou "Indépendance maintenant !", étaient 600.000. Les estimations de la police donnaient jusqu'à un million et demi de personnes.

Fait exceptionnel, les organisateurs ont réussi, malgré des dissensions, à rassembler quasiment toutes les autres organisations indépendantistes ou souverainistes sur un parcours unique.

"Que veut cette foule? Un nouvel Etat d'Europe. Que veulent ces gens? Une Catalogne indépendante", hurlaient en catalan les manifestants venus en famille et entre amis.

Le gouvernement nationaliste (CiU) de Catalogne avait lui-même appelé à une participation massive, décidé à faire pression sur Madrid pour revoir le pacte budgétaire qui définit combien l'Etat, qui collecte l'impôt, reverse à la région.

"S'il n'y a pas d'accord sur le terrain économique, vous savez que la voie de la Catalogne vers la liberté est ouverte", a menacé le président de la région, Artur Mas, mardi.

D'autant que selon un sondage réalisé en juillet et publié dans le journal La Vanguardia, 51,1% des Catalans voteraient "oui" aujourd'hui à l'indépendance en cas de référendum, contre 36% en mars 2001.

Selon la Catalogne, l'Etat, qui collecte l'impôt, ne reverse pas assez à la région qui représente, avec environ 200 milliards d'euros, un cinquième du produit intérieur brut annuel du pays.

Artur Mas veut redéfinir le reversement avec l'Etat central, qui s'y oppose, et ira le 20 septembre à Madrid pour en discuter avec le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

"En ce moment, nous n'avons pas besoin de pagaille, ni de dispute, ni de polémique", a mis en garde ce dernier, pour qui la seule voie à suivre est celle de la réduction du déficit et de la dette.

A elle seule, la Catalogne a dérapé à 3,9% du PIB en 2011, contribuant au déficit global de l'Espagne de 8,9% contre 6% promis. Elle est désormais la région la plus endettée du pays, croulant sous une ardoise de 42 milliards d'euros (21% de son PIB).

fin août, la Catalogne a dû se résoudre à demander une aide de 5,023 milliards à l'Etat central pour honorer ses échéances de remboursement. (AFP 11.09)

2- Egypte

Des milliers d'Egyptiens, en majorité des salafistes, ont manifesté mardi devant l'ambassade américaine au Caire pour dénoncer le film, selon eux "*anti-islam*", de coptes vivant aux Etats-Unis, certains arrachant le drapeau pour le remplacer par un étendard islamique.

Devant quelque 3.000 manifestants rassemblés pour protester contre un film produit par des chrétiens égyptiens (coptes) qui, selon eux, insulte le prophète Mahomet, une dizaine d'hommes ont escaladé le mur d'enceinte de l'ambassade et l'un d'eux a arraché le drapeau américain.

Le drapeau a ensuite été déchiré et remplacé par un immense étendard noir sur lequel était écrite la profession de foi musulmane: "*Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète*".

La police, qui n'a pas fait usage de la force, est parvenue à convaincre la poignée d'hommes de sortir de l'enceinte de l'ambassade, selon un photographe de l'AFP.

Le drapeau noir a ensuite été accroché sur le mur d'enceinte, au pied duquel la police anti-émeutes était déployée. Des centaines de manifestants, en grande majorité des fondamentalistes salafistes, étaient toujours présents dans la soirée, selon une journaliste de l'AFP.

Sur le mur, un graffiti s'en prenait aux "*Chiens de l'étranger*", en référence aux coptes de l'étranger, tandis qu'un autre mettait en garde contre les attaques contre Mahomet: "*tout sauf le Prophète*".

La Ligue arabe a condamné le film, estimant qu'il contenait des "*insultes contre le prophète Mahomet*", selon l'agence officielle égyptienne Mena.

Dimanche, le grand mufti d'Egypte Ali Gomaa avait dénoncé "*les actions de coptes extrémistes ayant produit un film offensant le prophète*", affirmant qu'il blessait "*des millions de musulmans à travers le monde*", soulignant que l'islam interdit la représentation du prophète.

"*L'attaque du caractère sacré de la religion ne relève pas de la liberté*" d'expression, avait-il ajouté.

Visiblement pour tenter d'apaiser les esprits, l'ambassade américaine au Caire a condamné dans un communiqué "*les efforts continus déployés par les individus malavisés pour blesser les sentiments religieux des musulmans*". (AFP 11.09)

SOCIAL

1- France

1.1- GDF Suez a transmis à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) une demande de majoration de 7% des tarifs du gaz pour le 1er octobre, écrit mardi Lefigaro.fr.

"*Au titre de l'évolution de ses coûts d'approvisionnement, l'entreprise réclame une majoration de 1% des prix réglementés du gaz, qui concernent près de 11 millions de foyers*", précise le site internet du quotidien. (Reuters 11.09)

1.2- L'emploi salarié dans les secteurs marchands a perdu 22.400 postes au 2e trimestre 2012 (-0,1% sur trois mois), pour une grande part dans l'intérim, selon les chiffres définitifs publiés mardi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Hors intérim, 3.500 postes ont été détruits dans ces secteurs sur le trimestre. Aucun secteur n'est épargné, ajoute l'Insee.

Sur un an, les secteurs principalement marchands ont essuyé une perte de 39.500 postes (-0,2%), intérim compris, portant à 16,116 millions le nombre d'emplois dans le secteur marchand.

L'embellie enregistrée au premier trimestre (+22.800, +0,1%, selon des chiffres révisés à la hausse mardi) a été balayée par une reprise de la dégradation de l'emploi intérimaire.

L'intérim voit ainsi disparaître 18.900 postes au 2e trimestre après un premier trimestre stable. Sur un an, il accuse une baisse de 54.800 postes.

Tous les secteurs sont déficitaires au 2e trimestre.

L'industrie essuie une perte de 7.700 postes, du même ordre qu'au trimestre précédent (-6.200) tandis que la construction et le tertiaire basculent eux dans le rouge avec respectivement 6.800 et 7.900 emplois détruits (+3.100 et +25.900 au 1er trimestre).

Les destructions enregistrées au 2e trimestre sont à des niveaux proches de celles des deux derniers trimestres de 2011 (-26.000 et -13.800) lorsque l'économie française a renoué avec les pertes après sept trimestres de reprise.

Au plus fort de la crise de 2008-2009, les secteurs marchands avaient perdu jusqu'à 165.000 postes en trois mois (1er trimestre 2009). (AFP 11.09)

Les effectifs dans l'intérim ont chuté de 3,5% en juillet par rapport à juin et accusent un repli de 10,4% sur un an, selon des données publiées mardi par Pôle emploi.

Fin juillet, le nombre d'intérimaires s'élevait à 587.100 personnes, soit 21.500 de moins en un mois et 67.900 en un an.

Leur nombre baisse en un mois dans les trois grands secteurs: -2,1% pour l'industrie, -4,3% pour la construction et -4,9% pour le tertiaire.

Comme les trois mois précédents, toutes les catégories socioprofessionnelles voient leurs effectifs baisser sur un an et les ouvriers non qualifiés plus fortement que les autres catégories (-13,8%). (AFP 11.09)

1.3- L'intersyndicale d'ArcelorMittal, à Florange, (Moselle) a repris mardi après-midi l'occupation des bureaux de la direction, au lendemain d'un déplacement au siège parisien du groupe où elle estime ne pas avoir reçu de réponse satisfaisante quant à l'avenir de l'usine.

La CFDT, la CGT et FO craignent l'annonce prochaine d'un plan social sur ce site de 2.750 salariés où les deux hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis un an et où l'activité packaging tourne au ralenti depuis plusieurs mois.

La direction, qui a toujours indiqué que ces activités repartiraient quand la conjoncture le permettrait, a annoncé le 1er juin que la situation resterait inchangée jusqu'à la fin de l'année.

«*Nous voulons savoir où la direction a l'intention d'emmener les salariés. On veut une réponse sur notre avenir* », a dit à Reuters Frédéric Weber, un des responsables de la CFDT de Florange. L'occupation des bureaux de la direction, qui avait marqué le début de la mobilisation syndicale, en février dernier, se poursuivra jusqu'à l'obtention d'une réponse jugée satisfaisante, a-t-il précisé. (Reuters 11.09)

2- Allemagne

Deutsche Bank supprimera davantage d'emplois, réduira les primes et vendra des actifs pour répondre à de nouvelles normes de fonds propres plus exigeantes, ont annoncé mardi ses co-présidents du directoire, entendant mettre un terme à une culture du risque privilégiant les gains à court terme.

Anshu Jain et Jürgen Fitschen ont déclaré aux actionnaires mardi qu'ils ne leur demanderaient pas de mettre la main à la poche.

Anshu Jain, qui a pris les rênes de la banque avec Jürgen Fitschen le 1er juin, a dit que la banque opèrerait des suppressions de postes au-delà des 1.900 déjà annoncées, y compris dans les opérations sur dérivés.

"*Les perspectives économiques et réglementaires sont éprouvantes à moyen terme, c'est pourquoi nous devons améliorer sensiblement nos performances et notre efficacité opérationnelles*", ont dit les deux hommes dans un communiqué commun détaillant leur stratégie.

Pour Anshu Jain, il est vital d'économiser pour améliorer les marges bénéficiaires.

Il a expliqué que les économies proviendraient désormais notamment du rapprochement entre gestion d'actifs et de fortune et de la coopération avec la banque d'investissement, un modèle qui évoque celui choisi par UBS et Credit Suisse.

Deutsche Bank veut ramener les coûts à moins de 65% des revenus, contre 83% du deuxième trimestre. Elle veut également dégager un rendement des fonds propres après impôt d'au moins 12% en 2015. Elle visait auparavant 25% avant impôt mais n'a pu faire mieux que 6,8% au deuxième trimestre. (Reuters 11.09)

3- Pays-Bas

Philips a annoncé mardi un renforcement de son plan de restructuration, avec un nouvel objectif de réduction des coûts de 1,1 milliard d'euros qui entraînera la suppression de quelque 2.200 postes supplémentaires dans le monde.

En octobre 2011, le groupe avait déjà annoncé 4.500 suppressions d'emplois.

Philips a confirmé qu'il était en mesure d'atteindre son objectif de croissance des ventes de 4% à 6% en 2013, avec une marge d'exploitation (Ebita) de 10% à 12% et un retour sur fonds propres investis de 12% à 14%. (lexpress.fr 11.09)

4- Afrique du Sud

Un dissident du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a encouragé mardi les mineurs du pays à mener une grève nationale, alors que les mouvements sauvages qui ont frappé le secteur du platine s'étendent désormais à une société d'extraction d'or.

"Il faut une grève nationale dans toutes les mines", a déclaré Julius Malema, ancien responsable de l'organisation de jeunesse de l'ANC, devant des grévistes de Gold Fields rassemblés dans un stade de Carletonville, à l'est de Johannesburg.

Les grévistes de Gold Fields demandent le limogeage des dirigeants du NUM dans leur secteur, une revendication que Julius Malema a étendue mardi au secrétaire général du syndicat, Frans Baleni.

Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), la fédération à laquelle appartient le NUM, a condamné les propos de Julius Malema.

Dans le secteur du platine, quelque 10.000 grévistes de Marikana ont marché hier du lieu initial du mouvement au puits de Karee, distant de cinq kilomètres, et ont menacé de tuer les 'briseurs de grèves' éventuels. Les rares employés qui ont tenté mardi de reprendre le travail sur le site en ont été dissuadés par Lonmin.

Un groupe de mineurs armés de machettes, de bâtons, d'arcs et de lances a marché dans l'après-midi vers l'hôpital de la mine.

Loyiso Mtsheketshe, l'un de leurs meneurs, a dit à l'agence Sapa qu'ils voulaient demander à l'hôpital d'arrêter de livrer les mineurs blessés à la police.

Selon la compagnie Lonmin, qui exploite la mine de platine de Marikana, seulement 3% des 28.000 employés se sont présentés à leurs postes, en raison des intimidations des non-grévistes contre ceux qui veulent travailler. (Reuters et AFP 11.09)

ECONOMIQUE

1- Grèce

L'agence grecque des privatisations, la HRADF, a donné mardi le coup d'envoi de la vente de plusieurs actifs de l'Etat, mettant fin à cinq mois d'inactivité pour causes de dissensions politiques.

La HRADF a publié une liste de quatre candidats présélectionnés pour développer l'ancien aéroport d'Athènes-Hellenikon, un projet estimé à plusieurs milliards d'euros. Parmi les investisseurs candidats figurent Qatari Diar Real Estate et le britannique London and Regional Properties.

Il a parallèlement lancé un appel d'offres pour la cession d'une partie du capital de la compagnie publique de gaz DEPA.

Les privatisations et concessions d'actifs de l'Etat constituent l'une des principales conditions prévues par le plan d'aide international dont bénéficie la Grèce mais Athènes a accumulé un énorme retard en la matière : alors que le programme est censé rapporter 19 milliards d'euros d'ici la fin 2015, son produit ne dépasse 1,6 milliard pour l'instant.

Cette dernière prévoit également pour le début de l'année prochaine l'attribution de deux projets immobiliers de moindre ampleur, sur les îles de Corfou et Rhodes, a-t-il ajouté, expliquant qu'Hellenikon était un projet plus complexe, qui nécessiterait plusieurs mois.

Le gouvernement grec a déclaré espérer pouvoir annoncer une privatisation importante cet automne mais le calendrier détaillé par la HRADF laisse entendre qu'il aura du mal à tenir son objectif.

Une source gouvernementale avait déclaré il y a quelques jours à Reuters qu'Athènes pourrait essayer de boucler rapidement une vente importante, par exemple celle de la participation résiduelle de l'Etat dans OPAP, l'une des plus grandes entreprises européennes de jeux de hasard.

Avant de conclure des privatisations, la Grèce doit modifier ou abolir 70 dispositions réglementaires et législatives qui limitent l'entrée d'investisseurs étrangers au capital d'entreprises issues du secteur public.

Il a déjà aboli la loi qui obligeait l'Etat à conserver une participation minimale dans une série d'entreprises, notamment les principaux acteurs nationaux du marché de l'énergie comme la compagnie d'électricité DEH ou le groupe de raffinage pétrolier Hellenic Petroleum. (Reuters 11.09)

2- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint en juillet un nouveau record avec la Chine et s'est, plus inhabituellement, considérablement creusé avec l'Union européenne où les produits et services américains semblent avoir été pénalisés par la crise.

Globalement, le déficit commercial s'est stabilisé en juillet à 42,0 milliards de dollars.

Les exportations américaines de nourriture et de boissons ont atteint un record (12,9 milliards), largement compensé par une hausse des importations automobiles, qui se sont elles aussi établies à un niveau sans précédent (26 milliards).

Globalement, les exportations américaines ont baissé de 1% en juillet par rapport à juin, à 183,3 milliards, à peu près au même rythme que les importations qui ont reculé de 0,8%, à 225,3 milliards.

Mais c'est géographiquement que les chiffres de juillet apportent le plus d'enseignements.

Comme c'est régulièrement le cas, le déficit avec la Chine a atteint un nouveau record, à 29,3 milliards de dollars, marquant un accroissement de près de 7% par rapport à juin, selon des données non-corrigées des variations saisonnières.

Plus inhabituellement, il s'est brutalement dégradé avec l'Union européenne, suggérant que la crise économique sur le Vieux Continent et le renchérissement du dollar par rapport à l'euro ont commencé à produire leurs effets.

En un mois, le déficit avec l'UE a bondi de 42%, à 11,9 milliards d'euros, soit son plus haut niveau depuis octobre 2007. Dans le détail, il a plus que doublé avec la France (+57%) et progressé de plus de 20% avec l'Allemagne.

"Il y a eu une chute des exportations dans pratiquement tous les pays du continent", souligne l'économiste indépendant Joel Naroff, rappelant que l'Union européenne accueille près de 18% des exportations américaines.

"Avec les problèmes économiques (en Europe, ndlr), l'activité sera restreinte pendant longtemps", a-t-il ajouté.

Selon les données du ministère, cette aggravation tient surtout à la difficulté croissante pour les entreprises à écouler leurs produits et services en Europe.

En un mois, les exportations américaines ont ainsi reculé de près de 12% et de près de 4% sur un an. (AFP 11.09)

3- Chine

Pékin ouvre une enquête à la suite d'une plainte de Greenpeace. L'ONG accuse des chercheurs américains et chinois d'avoir fait tester du riz génétiquement modifié par des enfants chinois. Les autorités chinoises ont lancé une enquête pour vérifier si plus de 20 enfants ont été nourris avec du riz transgénique, servant ainsi de cobayes à des expériences menées par des chercheurs chinois et américains, a rapporté mardi l'agence officielle Xinhua.

Dans un communiqué publié en août, l'organisation a affirmé que du riz modifié génétiquement afin de réduire les carences en vitamine A aurait nourri 24 enfants de 6 à 8 ans en 2008 aux cours d'expériences conduites dans la province du Hunan.

Selon Greenpeace, les chercheurs américains impliqués sont affiliés à un centre de recherche sur la nutrition basé à l'université

de Tufts à Boston. "Il est incroyablement perturbant de penser qu'un organisme de recherche américain a utilisé des enfants chinois comme cobayes pour de la nourriture génétiquement modifiée", a déploré l'organisation.

Le Centre chinois pour le contrôle et la prévention des maladies a nié avoir donné son autorisation ou participé aux tests, selon l'agence Xinhua. La parution d'un article sur ces recherches dans une publication américaine spécialisée le American Journal of Clinical Nutrition, n'a pas non plus été soumise à l'approbation du ministère chinois de la Santé, a-t-elle ajouté. (L'Express.fr 11.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 septembre

CAUSERIE

Je suis exténué et j'ai un problème aux yeux à force de passer trop de temps devant l'écran, aussi je pourrais ralentir ou stopper mon activité pendant quelques jours ou semaines, j'y réfléchis.

De plus je ne supporte toujours pas davantage le genre de relations anonymes que l'on a par le biais d'Internet que je trouve misérables et qui sont étrangers à mes principes ou mon éducation, qui sont à l'image du mouvement ouvrier pourri par les idées de la classe dominante comme on vient une nouvelle fois d'en avoir la preuve avec cette manifestation programmée le 30 septembre.

Je sais que l'hypocrisie et la couardise ont valeur de vertus de nos jours, je ne m'y ferai jamais et dans ces conditions je ne vois pas à quoi peut servir le site que j'anime, en dehors des quelques camarades qui m'envoient un courriel épisodiquement. Et puis je n'ai plus grand chose à ajouter aux causeries que j'ai entamées en août 2008 sauf à me répéter. Mon isolement ne me permet pas d'aller plus loin, puisque vous avez décidé qu'il devait en être ainsi, dont acte.

Sur ce, je n'ai pas l'intention de brasser du vent éternellement et de sacrifier ma santé par la même occasion. Je vous laisse à votre conception des relations à sens unique qui en dit plus que de longs discours, ce n'est pas la mienne. Je vous souhaite bonne continuité. De mon côté, j'ai juste à me laisser vivre si je le souhaite, quelle contrainte !

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier. Grâce au service de Catch-up TV, ce sont 563 000 connexions qui ont été enregistrées dans les sept jours de mise à disposition gratuite. "Un chiffre historique" pour la télévision de rattrapage d'Arte.

Un chiffre considérable au regard des 717 000 téléspectateurs qui avaient vu le documentaire lors de son passage à l'antenne le 4 septembre. Arte avait également créé un dossier web le 29 août sur le "supermarché de la finance" qui a reçu 140 000 visites, selon la chaîne.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spéculé contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. On peut revoir ce documentaire sur Arte le 19 septembre à 10 h 25 et le 27 septembre à 2 h 45. (LePoint.fr 12.09)

La chronique du jour.

Les fonctionnaires de la lutte de classe se sont donc unis sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre, cela ne vous interpelle-t-il pas ? Personne ne se demande-t-il pourquoi soudainement les voilà bras dessus bras dessous ?

Parallèlement s'ouvre la grande braderie sur le contrat de travail qui devrait aboutir à une précarité généralisée. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement d'intellectuels et de membres des couches moyennes qui entendent défendre leurs avantages et leurs boutiques.

Dans le second, il s'agit de l'aristocratie ouvrières, le chômage partiel concernant essentiellement les grandes et moyennes entreprises, et non les 3 millions de petites entreprises qui concentrent l'essentiel des salariés qui sont déjà taillables et corvéables à merci et qui n'intéresse personne.

S'ils se mobilisent, c'est parce que le gouvernement s'apprête à s'attaquer à leur fond de commerce sans lequel ils n'existeraient

pas. Il faut dire qu'ils ont bien vécu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la plupart de leurs dirigeants, quand ils sont encore en vie ont atteint tranquillement l'âge de la retraite sans avoir jamais travaillé ou si peu, quand ils n'ont pas passé leur temps à gérer la société pour le compte du régime, eux vous diront pour le compte des travailleurs, au compte desquels il doit falloir compter les médecins qui nous rançonnent et les trusts pharmaceutiques qui se sont enrichis sur le dos des malades.

Aucun ne remettant en cause le capitalisme, les institutions, les rapports entre les syndicats et l'Etat, les rapports entre les partis et l'Etat, il est normal qu'ils se retrouvent réunis au chevet du régime et de son représentant, Hollande.

Depuis des années nous dénonçons et nous combattons la gangrène qui s'est emparée du mouvement ouvrier jusqu'à le pourrir complètement affirmons-nous, y compris sa soit-disant avant-garde révolutionnaire ou anticapitaliste, malheureusement les faits ne nous contredisent pas une fois de plus. Ce sont aussi les faits qui contribueront à la clarification politique et théorique indispensable pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, au cours de laquelle ses partis et ceux qui gravitent autour seront balayés pour laisser la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire dont on ne voit pas aujourd'hui d'où il pourrait émerger.

Chacun comprendra qu'on ne peut rien attendre de dirigeants qui demandent à Hollande de se comporter en socialiste, on a dépassé là le stade du grotesque, c'est pitoyable, ils étalent au grand jour leurs propres illusions et leur incurie politique, ce ne serait pas sérieux de faire confiance à de tels dirigeants, ce serait suicidaire en réalité et signerait notre mort politique.

Terrible constat, n'est-ce pas ? Qui aurait cru qu'on en arriverait là ? Ceux qui s'y refusent sont eux-mêmes corrompus par le capitalisme, ils ne se sont sans doute jamais retrouvés un jour au cours de leur vie à se demander ce qu'il allait devenir sans un sou en poche et au chômage par exemple, des dettes en plus pourquoi pas. Si cela ne vous fait pas forcément réfléchir sur le coup, vous ne risquez pas de l'oublier par la suite, surtout si le restant de vos jours vous vivez dans une plus ou moindre grande précarité. Passons à autre chose.

Harlem Désir est une marionnette, un pantin entre les mains de Hollande et son courant politique qui tirent les ficelles.

Apparemment, ses origines caraïbes, c'est la seule caution qu'ils ont trouvée ou qu'il leur reste au PS pour se revendiquer (fraudemment) de gauche face à l'extrême droite ou à l'UMP car sur le plan économique et social plus rien ne les distingue.

Le PS, qui n'a plus rien d'un parti ouvrier depuis des lustres, n'est plus qu'un ramassé de clans où chacun défend ses propres intérêts et les couches de la petite-bourgeoisie liées au capitalisme, du moment qu'ils sont servis ils se foutent bien du reste, tels sont leur principe et leur morale accompagnée d'un soupçon d'humanisme à l'occasion pour qu'on ne les catalogue pas parmi les réactionnaires, ce qu'ils sont en réalité. Non, nous ne leur accorderons pas le bénéfice du doute ou la moindre circonstance atténuante, désolé c'est au-dessus de nos moyens contrairement à ceux qui s'adressent à eux, chacun dans son camp ainsi nos intérêts respectifs seront bien gardés.

Jean-François Copé a souhaité à Harlem Désir des "*voeux républicains de succès*" (Reuters 12.09), c'est touchant n'est-ce pas, la famille c'est la famille que voulez-vous !

Harlem Désir sera flanqué de Guillaume Bachelay, diplômé en philosophie politique, qui a pour mentor l'impérialiste Laurent Fabius, selon le député de l'Ardèche Pascal Terrasse, il "*a une vision idéologique*", on n'en doute pas un instant. Pendant la campagne, Guillaume Bachelay, comme son mentor, est passé activement avec armes et bagages dans l'équipe de l'actuel président. (20minutes.fr 12.09) Encore un qui respire la modestie, il le porte sur lui, ailleurs on lui trouverait vraiment une sale gueule. Bref, tirons la chasse ! Ce n'est pas très lutte de classe, le PS nous répugne au dernier degré, c'est physiologique mais c'est surtout idéologique !

[PS. Et dire qu'il y en a pour leur demander de respecter la démocratie. Bouffonnerie.](#)

La première secrétaire du Parti socialiste et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui présentent une motion commune, proposeront Harlem Désir, secondé par Guillaume Bachelay, proche de Martine Aubry, au vote des militants (175.000 adhérents) en octobre.

"*A quoi cela sert de voter si tout est déjà prévu à l'avance, si l'équipe de direction est déjà choisie?*", a déploré sur LCI le député PS Gaëtan Gorce, qui présente une motion contre celle de la direction.

"*Je m'imagine dans la peau d'un militant socialiste qui écoute ce matin les chaînes de radio et de télévision et à qui on dit "le prochain secrétaire s'appelle Harlem Désir. Il se dit 'à quoi je sers?'"*", a déploré le secrétaire général adjoint de l'UMP, Marc-Philippe Daubresse. (Nous, nous connaissons des militants qui ont appris par les médias que leur parti allait disparaître sans que cela ne les choque plus que cela, il s'agissait du PT. - Ndlr) (Reuters 12.09)

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous ces partis, c'est que tu votes ou non cela ne sert strictement à rien à l'arrivée, leurs propriétaires décident pour vous, ils appellent cela la démocratie, sans rire s'il vous plaît. La preuve

Quand elle arrive pour le Conseil national du PS en compagnie de Jean-Marc Ayrault, d'Harlem Désir, son futur successeur, de Guillaume Bachelay, futur numéro 2 et d'Olivier Faure, futur porte-parole, la maire de Lille lance à la presse : « *Il y a rarement eu autant de démocratie au PS. D'habitude, ça se règle à 4 ou 5 dans l'ombre. Là, tout le monde a pu donner son avis* ».

Tout le monde, c'est Martine Aubry, Jean-Marc Ayrault, François Hollande et les quelques poids lourds du parti : Le Foll, Peillon, Moscovici, Valls. Or le sentiment dominant avant le congrès de Toulouse d'octobre est bien le manque de démocratie interne. (publicsénat.fr 12.09)

Le Point rajoute que "*certains dans les couloirs du parti regrettent une propension à la langue de bois et estiment qu'il ne suscite guère l'enthousiasme*", mais il a été choisi justement parce qu'il possédait cette "*qualité*".

Il fait partie de ces gens faibles qui n'ont jamais réussi à assumer pleinement leurs origines et qui ont développé un tel complexe d'infériorité qu'ils sont en extases devant ceux qui exercent un pouvoir au point de les servir aveuglément. Généralement, il suffit de les flatter ou de leur reconnaître des qualités qu'ils n'ont pas pour en faire ce qu'on veut ou les retourner comme des crêpes.

Monsieur Désir n'est pas seul dans ce cas-là, les masses arriérées présentent les mêmes caractéristiques. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte en observant le comportement de mon père menuisier en bâtiment...

Ces gens-là sont entrés au PS uniquement pour faire carrière, pour être élus, parce qu'ils ne voulaient pas aller gratter au bureau, à l'usine ou au chantier, ni même dans une salle de classe. Quand est-ce qu'on voudra bien le comprendre au lieu de se figurer qu'on a à faire à des gens qui entendent militer pour défendre une cause ou des idées, ils s'en contrefoutent royalement en vérité. Pour eux, tout au plus les idées ont une valeur marchande, ils les monnaient, elles ne représentent rien d'autres, s'imaginer autre chose c'est se leurrer sur leur compte et tromper militants et travailleurs.

La CFDT chante des lois Auroux... et du corporatisme.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a souhaité mardi une "*accélération*" de la négociation sur la réforme du marché du travail, tandis que le numéro un de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement et au parlement d'éviter toute "*contrainte*" sur ces négociations.

"*Nous sommes extrêmement favorables à une accélération*" de ces négociations, a affirmé le ministre, lors d'un colloque sur le trentenaire des Lois Auroux qui ont renforcé les droits des salariés, organisé par la CFDT à son siège.

"*Il y a une urgence sociale et économique prégnante avec la crise et le rebondissement de la crise*", a souligné M. Sapin lors d'une table ronde avec François Chérèque.

M. Chérèque reconnaît la nécessité d'"*aller vite*", "*mais il faut avoir une compréhension des enjeux et l'évolution de la négociation pour ne pas l'arrêter*", dit-il.

"*Il serait stupide d'arrêter une négociation en fin d'année qui pourrait aboutir dans le mois qui suit à un accord très positif, sous prétexte qu'il manque un mois*", a estimé M. Chérèque.

La présidente du Medef Laurence Parisot a jugé mardi qu'un accord entre partenaires sociaux ne serait "*pas facile*", mais restait "*possible*". (AFP 11.09)

Les Lois Auroux ont reçu à l'époque le soutien de tous les syndicats et partis, alors qu'elles n'étaient qu'une étape supplémentaire franchie sur la voie du corporatisme.

Fabius. Réactionnaire pas qu'à moitié.

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a défendu mercredi la nécessité pour les parlementaires de voter le traité budgétaire européen, au nom de la "*stabilisation de l'Europe*", ainsi que la maîtrise des déficits à 3% du PIB en 2013.

Invité de "Questions d'Info" LCP/France Info/Le Monde/AFP, M. Fabius, qui était l'un des chefs de file du non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, a fait valoir que celui qui sera soumis en octobre aux députés et sénateurs était "*un paquet, parce qu'il y a le traité et d'autres choses, qui permet d'aller dans la bonne direction*".

Pourquoi? "*Il y a la question de la Grèce qui n'est pas réglée, la question espagnole, il y a la croissance qui n'est pas suffisamment*

au rendez-vous. On attend le vote du Parlement français. Imaginez que dans ce contexte --ce qui n'arrivera pas-- le Parlement français refuse le paquet budgétaire, ça veut dire que vous avez une déstabilisation de l'ensemble des (économies)", a-t-il répondu.

A propos du budget 2013 qui suscite des interrogations sur son objectif de maîtrise à 3% du PIB des déficits avec une croissance à peine positive, M. Fabius l'a défendu vivement.

Pour lui, pas question de "faire un arrangement" sur ces 3%: "Comme on n'est pas à moitié enceinte, on n'est pas non plus à moitié sérieux". (AFP 12.09)

Comme on n'est pas à moitié réactionnaire !

Vous avez de la chance, les dirigeants du mouvement ouvrier sont magnanimes envers vous -comme ils le sont envers eux-mêmes, ils vous accordent de ne l'être qu'à moitié, un quart, les trois quarts selon le cas, cela les arrange bien en réalité, comme on s'arrange avec sa conscience, et pas à moitié non plus !

ACTUALITE EN TITRES

Homme de paille et petite main.

- Harlem Désir, un "gestionnaire" adepte de la langue de bois à la tête du PS - LePoint.fr

- Bachelay, l'ascension d'un «Guaino de gauche» au PS - LeFigaro.fr

Le parti de l'ordre se stalinise.

- Guaino : « La démocratie à l'UMP » se situe « entre Cuba et la Corée du Nord » - Public Sénat

- Mort d'un ambassadeur américain: "Frapper la Libye serait se tromper de cible" - lepress..fr

Faire preuve de courage peut coûter très cher.

- Un journaliste cambodgien dénonçant le trafic de bois retrouvé mort - AFP

Gloire à lui ! Avec nos fraternelles condoléances...

Encore un petit effort et la vérité éclatera au grand jour.

- George W. Bush a ignoré plusieurs alertes de la CIA avant le 11-Septembre -Slate.fr

Récapitulatif.

1- Bush et sa clique ont créé les monstres Ben Laden et Al-Qaïda, au départ pour servir leur plan de Nouvel ordre mondial,

2- conscient d'être manipulés, ils se sont en partie affranchi du pouvoir de leurs mentors,

3- pour finalement agir pour leur propre compte,

4- tandis que leurs maîtres en tiraient profit,

5- avant de les liquider ou de leur confier des missions en Libye, Tunisie, Egypte, Syrie, etc. 6- le Yémen étant devenu leur terrain (grandeur nature) d'entraînement favori, 7- leurs zones de recrutement s'étendant aux banlieues ouvrières des grandes villes en Europe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a donné mercredi son aval à la stratégie des Européens pour conjurer la crise de la dette dans la zone euro, offrant une victoire précieuse à la chancelière Angela Merkel.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, comme le ministre délégué français aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, ont qualifié d'"excellente nouvelle" la décision de la Cour.

Dans la matinée, les huit juges suprêmes de la deuxième chambre de la Cour de Karlsruhe ont autorisé le président allemand Joachim Gauck à signer les textes de loi sur le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité budgétaire européen.

A peine la décision connue, le chef de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker a fixé la première réunion du conseil des gouverneurs du MES -composé des 17 ministres des Finances de la zone euro- au 8 octobre à Luxembourg.

Ce fonds devait initialement entrer en vigueur début juillet mais ne pouvait démarrer qu'une fois ratifié par des Etats pesant 90% de son capital. Le feu vert de l'Allemagne était donc indispensable.

Cela "suggère qu'un pare-feu substantiel est à présent en place pour éviter un défaut de paiement de l'Espagne ou de l'Italie", a déclaré Jennifer McKeown de Capital Economics.

"En moins d'une semaine, la zone euro a fini par obtenir le bazooka qu'elle cherchait depuis longtemps : des rachats d'obligations (publiques) par la BCE soumis à des conditions, mais illimités, et le MES", a résumé Carsten Brzeski d'ING. (AFP 12.09)

Quel suspense !

2- Pays-Bas

Les partis néerlandais favorables aux politiques de rigueur dans la zone euro sont arrivés mercredi largement en tête des élections législatives aux Pays-Bas, le Parti libéral (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte étant crédité d'un siège d'avance sur le Parti travailliste (PvdA).

Selon un sondage NOS/RTL effectué à la sortie des urnes, les libéraux de Mark Rutte obtiennent 41 des 150 sièges de la chambre des députés contre 40 pour l'opposition travailliste. Chacune de ces deux formations progresse de 10 sièges par rapport à l'assemblée sortante.

Le Parti socialiste, opposé à l'austérité et aux conditions des plans de sauvetage européens des pays en difficulté, devrait en revanche perdre des élus après avoir dominé le début de la campagne. Il en va de même pour le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders, hostile à l'immigration et aux institutions européennes.

Si ce résultat se confirme, Mark Rutte devrait être reconduit à la tête du gouvernement. Des tractations vont désormais commencer pour tenter de former une coalition.

Même s'ils ne s'allient pas dans une coalition de gouvernement, la majorité dont disposent ensemble libéraux et travaillistes signifient que les Pays-Bas devraient rester l'un des plus fermes défenseurs des politiques de rigueur dans la zone euro. (Reuters 12.09)

3- Libye

3.1- Le Congrès national libyen a désigné mercredi le vice-Premier ministre Moustafa Abou Chagour comme nouveau chef du gouvernement, lors d'un vote retransmis à la télévision.

Abou Chagour l'a emporté avec 96 voix contre 94 sur l'ancien Premier ministre Mahmoud Djibril, l'un des chefs de file de la révolution contre Mouammar Kadhafi, lors d'un second tour de vote des 200 membres de l'Assemblée nationale.

Le futur Premier ministre, ingénieur en optique respecté, a fait carrière en tant qu'universitaire aux États-Unis avant de retourner en Libye l'an dernier en tant que conseiller du Conseil national de transition désormais dissous.

Il avait été désigné adjoint au Premier ministre Abdel Rahim al Kib en novembre. (Reuters 12.09)

3.2- L'ambassadeur des Etats-Unis en Libye Chris Stevens et trois autres Américains ont été tués dans une attaque contre le consulat à Benghazi par des hommes armés en colère contre un film anti-islam, suscitant mercredi une onde de choc à Washington et dans le monde.

L'attaque résulte d'un assaut planifié plutôt que de débordements d'une foule en colère, a affirmé à l'AFP un responsable américain.

"C'est l'hypothèse de travail en ce moment", a déclaré cette personne sous couvert d'anonymat. Selon cette source, les extrémistes se sont servis de manifestants qui protestaient contre ce film anti-islam comme d'un prétexte pour s'en prendre au consulat américain avec des armes de petit calibre mais aussi des lance-roquettes.

Les autorités libyennes ont présenté leurs excuses aux Etats-Unis et pointé du doigt à la fois les partisans du régime déchu de Mouammar Kadhafi et Al-Qaïda après cette attaque survenue mardi soir, jour du 11e anniversaire des attentats du 11-Septembre aux Etats-Unis commis par le réseau islamiste.

Le président américain Barack Obama a dénoncé une attaque "*choquante*" tout en écartant une rupture des liens avec la Libye, alors que le Pentagone a annoncé le déploiement dans ce pays d'une équipe de Marines spécialisés dans la lutte antiterroriste.

Les Etats-Unis ont aussi ordonné de revoir les mesures de sécurité autour de toutes leurs missions diplomatiques. Un responsable américain a précisé que le personnel du consulat à Benghazi avait été évacué vers l'Allemagne et que la présence diplomatique américaine à Tripoli avait été réduite.

Les protestations contre le film "*Innocence of Muslims*" ont commencé à faire tache d'huile avec des rassemblements devant des représentations américaines à Casablanca, Tunis et Khartoum. Une manifestation est prévue jeudi à Téhéran devant l'ambassade de Suisse qui représente les intérêts américains.

Pour la deuxième soirée consécutive, des islamistes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis au Caire, après un appel des autorités à la retenue. Les puissants Frères musulmans ont appelé à un rassemblement vendredi à travers l'Egypte.

Signé par un certain Sam Bacile -- un pseudonyme apparemment --, qui décrit l'islam comme un "*cancer*", le film se veut une description de la vie du prophète Mahomet et évoque les thèmes de l'homosexualité et la pédophilie.

Selon des médias américains, il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain, mais son nom était introuvable sur internet avant les événements des derniers jours.

Mardi soir, des hommes armés ont attaqué notamment avec des roquettes le consulat à Benghazi (est), considéré comme un fief des islamistes radicaux, selon des sources de sécurité.

Des bombes artisanales ont été lancées et des affrontements ont opposé forces de sécurité aux hommes armés parmi lesquels des salafistes, ont indiqué des témoins. Le consulat a été incendié après avoir été pillé et vandalisé, selon eux.

Des agents de sécurité libyens ont également été tués, d'après un diplomate libyen à l'ONU.

La mort de l'ambassadeur serait dû à une asphyxie au monoxyde de carbone, a indiqué une source de sécurité.

"Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus forts cette attaque scandaleuse et choquante", a dit M. Obama lors d'une intervention solennelle à la Maison Blanche. "*L'attaque ne rompra pas les liens entre les Etats-Unis et la Libye*".

"Les Nations unies s'opposent à toute forme de calomnie contre une religion mais rien ne justifie les actes de violence qui ont eu lieu à Benghazi", a déclaré de son côté le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

A Tripoli, le président du Congrès général national, plus haute autorité politique du pays, Mohamed al-Megaryef, a "*présenté (ses) excuses aux Etats-Unis, au peuple américain et au monde entier*" pour cette "*attaque lâche*".

"Ce qui s'est passé hier, coïncide avec le 11 septembre et a une signification claire", a-t-il dit, en allusion à Al-Qaïda. (AFP 12.09)

On imagine qu'après un coup pareil en Syrie, le pays croulerait déjà sous les bombes...

4- Turquie

La Turquie "ne livrera pas" le vice-président irakien Tarek al-Hachémi, réfugié en Turquie et condamné à mort dans son pays, a déclaré mardi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous garderons M. Hachémi en Turquie tant qu'il souhaitera rester dans notre pays. Et nous ne le livrerons pas" à l'Irak, a-t-il dit devant la presse à l'aéroport d'Ankara, avant de quitter la Turquie pour une visite qui le mènera notamment en Azerbaïdjan et en Bosnie.

M. Hachémi est l'un des principaux dirigeants sunnites d'Irak. Réfugié depuis avril en Turquie, où il vit avec sa famille sous la protection de l'Etat turc, il a été condamné à mort par contumace dimanche par la justice irakienne pour le meurtre d'une avocate et d'un général.

M. Hachémi et des membres de sa garde rapprochée étaient accusés du meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables. (AFP 11.09)

La Turquie est sous la protection américaine et sioniste, elle peut se permettre ce qu'elle veut...

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

L'Unédic a annoncé mercredi qu'elle s'attendait à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans activité de 235.000 personnes au total en 2012.

Au cours des sept premiers mois de l'année, 138.800 personnes supplémentaires se sont déjà inscrites en catégorie A, selon le ministère du Travail.

2,577 millions de demandeurs d'emploi ont été indemnisés en juillet dernier, soient environ la moitié des 5 millions d'inscrits à Pôle emploi. (AFP 12.09)

1.2- Mobilisation chez Sanofi

L'ensemble des syndicats de Sanofi appellent à une mobilisation nationale des salariés du laboratoire le 13 septembre afin d'obtenir l'abandon du plan de restructuration de la recherche annoncé par le groupe en juillet dernier.

Cette contre-attaque syndicale intervient à la veille des réunions des comités centraux d'entreprise, prévus le 25 septembre, et la tenue le 3 octobre d'un comité de groupe extraordinaire au cours desquels Sanofi doit chiffrer son projet, affirme-t-on de source syndicale.

Pour tenter de contrer les projets de la direction, l'intersyndicale de Sanofi (CFDT, CGC, CGT, CFTC, FO) appellent donc à des arrêts de travail, des débrayages ainsi que des assemblées générales, notamment sur les sites de Toulouse et Montpellier.

Ces sites, employant respectivement 600 et 200 chercheurs, seraient principalement touchés par un plan qui devrait aussi affecter les fonctions "support" (achats, comptabilité) du laboratoire et son activité vaccins, selon les syndicats.

Au total, estime la CFDT, 1.200 à 2.500 salariés sont menacés par le projet de Sanofi qui emploie quelque 28.000 personnes en France, soit un quart de ses effectifs mondiaux.

A la CGT, le coordinateur Thierry Bodin affirme que "dans tous les secteurs d'activité de Sanofi, il y a aujourd'hui, pour la première fois, une prise de conscience collective que la stratégie du groupe est nuisible".

"Un groupe qui réalise 8,8 milliards d'euros de profit et qui touche de l'Etat chaque année 130 millions de crédit d'impôt recherche doit embaucher au lieu de détruire l'emploi", écrit l'intersyndicale dans un communiqué commun.

Le gouvernement doit intervenir pour obtenir l'abandon des projets de restructurations, ajoute-t-elle. (Reuters 12.09)

1.3- Suppression de postes à la Banque de France

La Banque de France va engager un plan stratégique pour adapter l'institution à ses missions et modifier son réseau d'ici à 2020, ce qui entraînera entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes nettes, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Un dispositif d'accompagnement de la mobilité pour 2013-2015 permettra, sur la base du volontariat, de faciliter les mouvements des agents des unités qui pourraient être allégées ou fermées.

"Notre objectif est de reclasser tout le monde en interne. Nous en avons les moyens", a commenté M. Peyret. (AFP 12.09)

2- Grèce

Les 2 organisations syndicales, la GSEE + ADEDY envisagent une grève générale fin septembre ou début octobre (okeanews.fr 12.09)

Une de plus qui ne servira à rien ? Elles n'ont pas empêché les salaires et les retraites de baisser de 30 à 40% depuis trois ans... Pourquoi ? Lire les causeries des semaines ou mois passés, vous trouverez la réponse.

3- Allemagne

Opel, filiale de l'américain General Motors, pourrait supprimer 1 000 postes administratifs à son siège de Rüsselsheim (ouest), selon le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), un chiffre que le constructeur automobile allemand a réfuté.

«Nous réfutons cet article. Nous avons dit à plusieurs reprises qu'il y aurait une réduction du personnel mais nous ne consentons pas à entrer dans le domaine des chiffres concrets», a déclaré un porte-parole d'Opel.

Dans un communiqué envoyé un peu plus tôt, une porte-parole avait confirmé l'existence d'*«un plan clair concernant les coûts, dont les coûts de personnel»*, ajoutant que des négociations intensives étaient en cours avec le syndicat IG Metall.

«Nous avons annoncé à plusieurs reprises que notre structure organisationnelle se devait d'être plus mobile et plus réduite. Mais nous n'avons rien à annoncer actuellement», a-t-elle encore dit.

Selon la FAZ, qui cite deux membres du conseil de surveillance d'Opel, les suppressions de postes ne devraient pas prendre la forme de licenciements secs mais de retraites anticipées à temps partiel et d'un guichet départ. Le constructeur avait annoncé en juin qu'il excluait tout licenciement sec et fermeture d'usine en Allemagne jusqu'à fin 2016.

Opel, très exposé au marasme du marché automobile en Europe de l'Ouest, a déjà mis plus de 11 000 salariés au chômage partiel en Allemagne depuis le mois dernier, soit la moitié de ses effectifs dans le pays. (libération.fr et AFP 12.09)

Les salariés d'Opel ne sont pas officiellement informés qu'un plan de licenciements les menace, mais IG Metall est en train de le "*négozier*" dans leurs dos avec la direction qui le reconnaît... Vous signez un accord entérinant des périodes de chômage partiel avec diminution de votre salaire ou vous acceptez un gel de votre salaire en échange de quoi vous conservez votre emploi, jusqu'au jour où l'on vous fout dehors.

Voilà ce que ces ordures de bureaucrates syndicaux sont prêts à "*négozier*" en France avec le patronat. Et l'accord de tous les partis ouvriers puisque cela ne suffit pas encore pour qu'ils rompent avec eux. Un seul exemple à suivre : celui des mineurs d'Afrique du Sud avec leur syndicat minoritaire, eux au moins ce ne sont pas des lopettes comme nos dirigeants, honte à eux !

4- Afrique du Sud

La révolte ouvrière dans le secteur minier sud-africain a touché mercredi le premier producteur mondial de platine, Anglo American Platinum, dont des puits ont été bloqués par des mineurs en grève, a indiqué la police.

"Près d'un millier de mineurs ont affronté les services de sécurité des mines la nuit dernière au puits de Siphumelele et la situation s'est étendue aux autres puits de la mine ce (mercredi) matin", a indiqué le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane.

La situation a été tendue toute la journée sur place, des routes ayant été barricadées par des manifestants armés de lances, de machettes et de bâtons.

"*En gros, c'est une émeute, mais la situation est sous contrôle*", a affirmé le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane, joint par téléphone dans la matinée.

Des journalistes de l'AFP ont constaté qu'une troupe d'environ 1.500 manifestants se déplaçait de puits en puits pour appeler les mineurs à cesser le travail.

Ils ont tenu à préciser qu'ils étaient bien des mineurs d'Amplats en grève, malgré les dénégations de la direction.

"*Nous sommes en grève pour de l'argent*", a résumé la chef d'équipe Agrippa Phiri.

"*Nous voulons de l'argent. Nous demandons 14.500*" rands (1.350 euros) par mois, a-t-elle dit, précisant n'en gagner que 5.500 nets.

Cette somme est plus importante que les 12.500 rands (1.200 euros) réclamés dans tous les mouvements sociaux en cours.

Les quatre mines d'Anglo American Platinum à Rustenburg, une centaine de kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, représentent près de 17% de la production totale de la compagnie, qui produit au total 40% du platine mondial et emploie plus de 19.000 personnes. Le pays possède 80% des réserves connues de ce métal précieux.

Le "*massacre de Marikana*" a électrisé les relations sociales au sein du secteur minier et est devenu un puissant symbole de l'échec du parti au pouvoir, l'historique Congrès national africain (ANC), à tenir sa promesse d'une "*vie meilleure pour tous*" dans l'ère post-apartheid.

La journée a été marquée mercredi à Marikana par une grande manifestation d'environ 5.000 mineurs et villageois des environs --selon la police-- vers la fonderie de la mine.

"*Nous voulons que toutes les opérations s'arrêtent*", a répété à l'agence Sapa leur meneur Loyiso Matsheketshe, qui réclame depuis plusieurs semaines l'arrêt total des opérations --tandis que la direction veut que le travail reprenne calmement avant de commencer à parler salaires.

A une centaine de kilomètres de là, des gardes de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes contre des grévistes de la mine d'or de Gold Fields à Carletonville, à 70 km au sud-ouest de Johannesburg, qui voulaient bloquer un train.

Quelque 15.000 grévistes y ont cessé le travail depuis dimanche soir.

Le feuillet social a été en outre alimenté mercredi par une prestation du jeune tribun populiste Julius Malema devant une trentaine de militaires mis à pied, à qui il a fait une publicité inattendue.

Exclu de l'ANC --le parti dominant-- en avril pour ses prises de positions outrancières, Malema avait attiré plus de journalistes que de militaires, alors que l'annonce du meeting avait mis le gouvernement en émoi.

Le ministère de la Défense avait menacé les militaires de sanctions disciplinaires s'ils participaient à un tel rassemblement sans autorisation.

"*Le souhait a été exprimé par Malema de rendre le secteur minier +ingouvernable+ et de saper l'économie. Le pays ne peut pas se permettre que la même instabilité gagne l'armée*", avait déclaré la ministre de la Défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula.

Malema, qui a renouvelé mercredi son appel à la nationalisation des mines, avait renouvelé mardi devant les grévistes de Gold Fields son appel à faire la "*révolution*", invitant tous les mineurs du pays à débrayer cinq jours par mois jusqu'à ce qu'ils obtiennent tous 12.500 rands par mois. (Reuters 12.09)

5- Pakistan

Au moins 310 personnes ont perdu la vie dans deux incendies qui ont ravagé à quelques heures d'intervalle des usines de textile et de chaussures dans les deux plus grandes villes du Pakistan, signes de la fragilité du secteur industriel local.

Le premier incendie, qui s'est déclaré mardi en début de soirée dans une usine de sandales et de semelles en plastique de Lahore (est), a fait 21 morts selon un dernier bilan fourni mercredi par les autorités locales.

Le second, plus meurtrier, a frappé une usine de textile à Karachi (sud), mégapole de 17 millions d'habitants et coeur du secteur industriel pakistanais. Les autorités avaient fait état d'une dizaine de morts mardi soir, mais le bilan a vingtuplé mercredi.

"Le bilan des victimes est maintenant de 289 morts", a déclaré à l'AFP un haut fonctionnaire de la ville de Karachi, Roshan Shaikh, portant ainsi à au moins 310 le nombre total de victimes dans ces deux incidents.

Les causes exactes de la catastrophe de Karachi n'étaient toutefois pas encore connues mercredi en fin de journée. Mais comme régulièrement au Pakistan dans de pareils cas, l'inadaptation et le manque de sécurité des lieux étaient pointés du doigt.

"L'usine n'avait pas été construite très solidement. Elle fourmillait de gens. Il y avait peu d'espace pour la ventilation et pas de sortie de secours", a ajouté M. Salim. "Malheureusement le propriétaire de l'usine avait condamné toutes les portes sauf celle d'entrée à l'avant de l'édifice", a-t-il détaillé.

"Il y avait entre 600 et 700 personnes dans l'usine lorsqu'elle a pris feu... nous estimons que plusieurs personnes ont réussi à s'échapper mais nous craignons que le bilan ne s'alourdisse encore", a dit à l'AFP Irfan Moton, président de l'Association des industriels de la province du Sindh.

Le ministre de l'Industrie a annoncé l'ouverture d'une enquête pour négligence criminelle visant les propriétaires du site qui ont été placés sur une liste spéciale leur interdisant de quitter le pays. Les autorités ont aussi ordonné aux propriétaires de verser une compensation financière aux familles des victimes. (AFP 12.09)

Quel drame terrible ! En dehors du Pakistan tout le monde s'en fout, au moins cela permet de maintenir le pouvoir d'achat dans des pays comme la France...

[Haut de page ↗](#)

Le 14 septembre

CAUSERIE

Si vous avez lu le début de ma causerie d'hier, on est très con parfois, je parle de moi, j'ai changé de lunettes et je me suis rapproché de l'écran, du coup j'ai nettement moins mal aux yeux.

Debout les damnés de la terre...

Je dédie mon travail d'aujourd'hui aux courageux mineurs d'Afrique du Sud qui sont la fierté du mouvement ouvrier international. Je vois dans leur mouvement la preuve que la théorie que je soutiens et que j'ai empruntée à Marx et Engels n'est pas dénuée de fondements...

La lutte de classe à venir va permettre de faire le ménage dans le mouvement ouvrier et c'est une bonne chose, c'est aussi une formidable source de motivation et d'espoir pour la suite de notre combat...

On y reviendra si possible dans les jours qui viennent, les mineurs ont fait la peau à un responsable syndical jaune et ils en ont virés plusieurs à qui ils ont interdit de prendre la parole, avis aux Thibault, Mailly, Chérèque et Cie...

Dans les infos sociales, j'ai placé l'Afrique du Sud avant la France tellement le mouvement ouvrier et surtout son avant-garde en France nous font honte.

De la sclérose, à la fossilisation, à la putréfaction finale. Vous ne le savez peut-être pas, il y a un groupe de militants qui a été jusqu'à pondre un appel en direction du PS notamment pour qu'il organise une manifestation de soutien aux mineurs d'Afrique du Sud, alors que Hollande et son parti impérialiste soutienne Rajoy contre les mineurs espagnols et Monti contre les mineurs en Italie. Passons sur leur soutien aux barbares qui sèment la terreur en Syrie...

On arrête là pour aujourd'hui. Il est déjà très tard ici, je corrigerai les fautes d'hier et aujourd'hui demain. Bon week-end à tous.

[Il n'y a pas pire que l'ignorance qui s'ignore.](#)

Dépasser le stade de la profonde ignorance semble au-dessus des forces ou du niveau intellectuel de l'immense majorité de la population, que ce soit dans un pays dominant comme la France ou un pays en voie de développement comme l'Inde où je vis depuis de nombreuses années, c'est un constat et non une interprétation orientée de ma part. (réfléchissez, il n'y a pas ici de contradiction avec ce qui a été écrit plus haut sur l'Afrique du Sud où ce sont les couches les plus exploitées qui se dressent contre le capital et non les couches les mieux pourvues du prolétariat, ne parlons même pas des intellectuels...)

Que cette arriération concerne également les intellectuels est sans doute une des raisons pour lesquelles elle se porte si bien dans le monde à travers toutes les couches ou classes de la population. Censés la combattre, ils s'emploient à la perpétrer.

Quelle que soit la classe ou la couche à laquelle on appartient, on interprète la société et ses rapports à partir de sa propre condition, de ses intérêts matériels ou de son statut social. Ce sont ces facteurs individuels qui n'en font qu'un qui dominant inconsciemment tous les autres. C'est à l'aune de ces facteurs que l'on porte des jugements de valeur sur les idées et les actes extérieurs ou d'autrui qui seront pour cette raison faussés ou erronés.

J'ai été enseignant pendant un peu plus de quatre ans, principalement à l'Alliance française de Pondichéry, ainsi qu'au lycée français, et ma fille est institutrice en France. J'ai pris connaissance des divers agressions dont ont été victimes des enseignants ces derniers jours en France, cela arrive parfois aussi en Inde, par des parents d'élèves qui ne supportent pas que leurs enfants aient une mauvaise note par exemple.

Hormis les cas d'indiscipline ou les comportements agressifs d'élève qui doivent être réglés entre le proviseur et les parents de l'élève, je voudrais aborder la délicate question des rapports de l'enseignant à la religion puisque c'est un sujet d'actualité.

Il faut savoir que les éditeurs de manuels scolaires qui appartiennent à de grands groupes de presse ou de médias vont jusqu'à inclure des passages de textes religieux dans des manuels de français où ils n'ont rien à y faire, qu'il soit fait référence à telle ou telle religion en cours d'histoire peut se concevoir ou est même parfois inévitable, tout dépend ensuite de quelle manière on va les inclure dans le développement socio-économique de la société au fil des siècles ou des millénaires. Que ce qu'ils appellent "*le fait religieux*" soit enseigné à l'école publique et laïque relève d'un coup d'Etat contre la connaissance avec laquelle l'obscurantisme est placé en concurrence.

Camarade, pourquoi ne faites vous pas la lecture commentée de Mein Kampf aux travailleurs, des oeuvres de Staline, de la littérature de Pol Pot, etc. des ouvrages des plus grands criminels de tous les temps (parmi bien d'autres) ? Parce qu'ils vous répugnent et que vous n'en voyez pas l'intérêt, parce qu'il est possible d'amener les travailleurs au socialisme par d'autres voies. Et bien tous les professeurs que j'ai rencontrés lors de ma brève expérience étaient d'un avis contraire s'agissant de textes religieux. Vous vous dites que les auditeurs peuvent prendre goût à ces oeuvres infâmes ou obscurantistes, parce qu'ils ne partageront pas forcément la lecture que vous en faites. Question : si vous ne leur aviez pas soumis ces thèmes de lecture ou ces ouvrages à étudier, dans 99% des cas il ne serait jamais venu à l'idée de les lire à ces élèves ou à ces travailleurs et parfois d'adhérer aux idées nauséabondes et dangereuses qu'ils contiennent. Cela revient à placer dans une situation délicate des enfants ou des adultes qui n'y sont pas préparés, sans qu'on puisse savoir à l'avance de quelle manière ils vont les appréhender ni ce qu'ils vont en conserver par la suite, c'est jouer inconsciemment à l'apprenti sorcier avec des esprits faibles ou fragiles facilement manipulables.

Soumis à la question de l'existence de dieu dans une classe de 6e et de 5e, je l'ai résolue de façon lapidaire mais explicite. En 6e, ils avaient des supports où s'ébattaient des fées, je faisais un remplacement et je n'avais pas eu le temps de préparer mes cours avec d'autres supports, par la suite je les ai virés, inmanquablement à un moment donné la question de l'existence des fées a été posée et a débouché sur celle de dieu. Je leur ai demandé sur un ton neutre (c'est très important) s'ils croyaient à l'existence des fées, la plupart ont répondu non, mais certains n'étaient pas convaincus, justement ceux qui étaient portés à croire en l'existence de dieu, ensuite je leur ai demandé s'ils avaient déjà vu une fée en chair et en os, en chœur ils m'ont répondu non, vous devinez la question suivante que je leur ai posée, est-ce que vous avez déjà vu dieu, est-ce que quelqu'un l'a déjà croisé dans la rue? Ils m'ont répondu non, à l'exception de certains qui m'ont dit : "*mais monsieur ce n'est pas pareil que les fées*", très juste, une fée et dieu ce n'est pas la même chose et c'est bien la raison pour laquelle je les ai traités séparément, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun de n'exister que dans la tête des hommes qui les a créés, dans le cas contraire ils se matérialiseraient et la question de leur existence ou non ne se poserait pas, si elle est posée, ce n'est pas pour infirmer l'existence des fées ou des dieux, mais bien parce qu'on est incapable de prouver leur existence puisque depuis des milliers d'années nous ne disposons d'aucun témoignage...

Si je pose une plaquette de chocolat sur mon bureau, je ne vais pas vous poser la question : est-ce qu'il y a une plaquette de chocolat sur mon bureau, ce serait stupide vous l'avez sous les yeux, si par contre je vous demande s'il y a un paquet de bonbons sur mon bureau, vous allez répondre non, mais certains vont se demander si des fois je n'en aurais pas amenées aussi et si je n'allais pas les sortir de mon cartable d'où ma question, en fait une question qui en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'au moment où l'idée que j'aurais un paquet de bonbons planqué dans mon cartable dépasse la fiction pour devenir la réalité, à partir de rien ou plutôt d'un mécanisme intellectuel se déroulant inconsciemment on a réussi à faire naître quelque chose qui n'existe pas, à partir de rien ou une idée.

J'ai procédé à peu près de la même manière avec la classe de 5e, où la question de l'existence de dieu était venue sur la table à partir d'un roman de science-fiction, la frontière entre la réalité et la fiction se prêtant à bien des extrapolations au point de ne plus trop savoir ce qui appartient à l'un ou à l'autre.

Certains élèves, qui étaient croyants malgré eux car c'était des gosses, continuèrent de débattre ensemble de cette question une

fois le cours terminé, avant je m'étais amusé à les écouter et je les avais laissé animer (une partie) le cours sans trop de chahut. Je dois préciser qu'au départ il m'avait demandé si j'étais croyant et je leur avais répondu non, car je ne confondais pas ce qui est matériel et ce qui est du domaine des idées ou de l'esprit et qui à ma connaissance ne s'est jamais matérialisé.

J'avais pris soin de cadrer la discussion dès le départ, afin que toute confusion soit impossible entre le réel et l'irréel. Ce thème est particulièrement délicat, parce que l'on pourrait très bien considérer qu'il y a ou qu'il y a eu ce qui existe matériellement du fait de la nature ou de sa transformation par la main de l'homme, et ce qui aurait pu être issu de l'activité de son cerveau ou attribué à un être extérieur aux pouvoirs extraordinaires, or ni dieu ni le cerveau de l'homme en lui-même n'ont jamais rien produit sur le plan matériel, le cerveau n'est apte qu'à interpréter le monde et produire des idées, au mieux à commander nos gestes, comme celle de l'existence de dieu ou des fées par exemple, mais ces créations n'existent qu'à l'état virtuel, ces créatures n'ont pas davantage d'existence que les petits hommes verts sur la planète Mars ou les sirènes dans l'océan Indien.

Mon argumentation était matérialiste et dialectique évidemment, et à aucun moment je n'ai exprimé le moindre mépris pour les croyances de mes élèves je dois préciser, ces cours se sont très bien déroulés et je ne n'ai eu aucune plainte des parents par la suite. J'allais oublier une chose, j'ai précisé à mes élèves que je croyais en moi et que c'était déjà pas mal en les invitant à faire de même.

C'est une question que les partis ouvriers sont incapables d'aborder sereinement comme la plupart des questions auxquelles nous sommes confrontées en réalité. Il l'aborde sur un plan idéologique en la caricaturant sans être capables de la poser de la manière dont les travailleurs l'introduise dans leur interprétation ou leurs rapports à la société.

Un travailleur croit dans un dieu parce qu'il ne peut pas croire dans l'homme et la société tels qu'ils sont, ils sont trop abominables, à ce stade on aurait plutôt tendance à penser que c'est salutaire et que le contraire serait plus préoccupant ou effrayant encore. Il croit dans un monde meilleur imaginaire parce que les hommes et la société tels qu'ils sont incapables de la réaliser, on pourrait dire que c'est le côté progressiste chez le croyant du fait qu'il part de la réalité et d'une bonne intention même si c'est pour s'en détourner ensuite, et qu'à côté le militant ouvrier qui se dit laïc, mais qui dans les faits s'accommode de cette société capitaliste à laquelle il réclame de réaliser le socialisme fait plutôt figure de réactionnaire à côté. (Je sens que je vais encore me faire des amis, c'est un art chez moi, je le cultive à la manière de Lénine et j'y prends un certain plaisir pour tout vous avouer.)

Un travailleur croit dans un dieu parce que sa vie sur terre est insupportable, c'est sa soupape de sécurité pour ne pas péter les plombs ou sombrer dans un désespoir qui le conduirait au suicide ou au crime. C'est une forme de thérapie contre la dépression et la folie.

La lutte de classe, quand il y participe, lui apporte un certain soulagement et lui procure l'occasion de comprendre que son salut est sur terre et non dans les cieux, mais comme sa condition d'existence ne change pas pour autant, il est normal qu'il se réfugie ensuite dans sa religion quand il y a pris goût ou qu'il a été éduqué dans un milieu de croyants.

On ne croit pas exclusivement par ignorance, mais pour se soulager du fardeau insupportable du quotidien, c'est un acte de résistance quelque part, sans issue sur ce plan-là certes. Ce qui est parfois difficile à saisir ou peut prêter à confusion et à des discussions sans fins, c'est que l'ignorance est à la fois la cause et la conséquence de notre incapacité à comprendre dans quel monde nous vivons, comment la société fonctionne.

Donc quand on aborde la question de la religion, il faut avoir à l'esprit tous ces aspects qui peuvent paraître contradictoires, tout en sachant que ce sera seulement lorsqu'on aura résolu la question des rapports sociaux de production qui sont à l'origine des injustices et des inégalités, ainsi que les souffrances qui accablent quotidiennement l'humanité, que les religions disparaîtront à leur tour, naturellement, de la même manière qu'elles étaient apparues un jour sur terre. (A suivre)

[PCF. Pierre Laurent fossoyeur du communisme.](#)

Titre : Pierre Laurent : «*Le communisme n'est pas une société parfaite à atteindre*» - Libération 15 août.

Mes commentaires figurent entre guillemets dans le premier paragraphe.

Question : En tant que communiste, êtes-vous toujours opposé à la propriété privée des moyens de production ?

Réponse : La vision étatiste, centralisée de la propriété collective est dépassée, mais pas l'appropriation sociale des richesses.

Il poursuit : Prélever à la source une partie des richesses pour la consacrer au bien-être social des populations, c'est communiste ! (Non, c'est le capitalisme !) Mais cela n'est pas contradictoire avec l'existence d'entreprises privées ! (Ah ben heureusement, il manquerait plus que cela qu'on touche à la sacro-sainte propriété privée, au pouvoir des capitalistes !) Le communisme aujourd'hui est tout sauf un égalitarisme qui s'imposerait de manière administrative et qui nierait le travail. (parce que voyez-vous un actionnaire, un banquier ou un rentier cela travaille et produit des richesses, c'est marrant on croyait plutôt qu'ils

se les accaparaient et les dilapidaient !) Les individus ont besoin de confronter librement leurs envies de création. (*"l'humain d'abord"*, les rapports sociaux sont secondaires, à la trappe. Les mieux lotis peuvent s'en sortir et le reste, la majorité crever, c'est vrai que cela donne fortement envie d'être communiste !) Mais, je n'aspire pas à une société idéale. (Il manquerait plus que cela ! Nous si voyez-vous, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, des classes, de l'Etat, des frontières, de l'argent de tous ces rapports mercantiles qui nous pourrissent la vie et auxquels vous tenez tant monsieur Laurent, responsables des guerres pensez-y, cela ne vous dérange pas vous les soutenez.)

Ensuite il est comme les curés ou les religieux qui vous promettent le paradis céleste, sur terre il faut se faire une raison, mieux "rêver" : *"Je suis animé par le fait de rêver une société, mais ça n'a rien à voir avec définir une société idéale"*, c'est au-dessus de ses forces ou moyens, il est limité, sur la photo il avait franchement l'air niais ou débile sans que j'y attache de l'importance, c'était juste un constat, on regarde de quelle manière se tient une personne, l'air qu'elle se donne, ce qui s'en dégage, et puis on écoute ce qu'elle dit, il parle assez bien du développement du communisme dans le mouvement ouvrier international à partir de 1917, mais dès qu'il doit affronter l'épreuve pratique, l'économie, le capitalisme, patatras, il trébuche !

C'est pour cela qu'il rêve, la réalité est trop dure à affronter pour lui, partant de là, effectivement il est impossible de concevoir une société idéale, alors que c'est parfaitement possible, il suffit que chacun se sente bien à la place qu'il a dans la société, que chacun donne le meilleur de lui-même et qu'en retour la société satisfait tous ses besoins, après nul ne peut dire à quoi ressemblera la société et comment elle évoluera, dans quelle direction...

"La réflexion écologique permet de s'interroger sur le sens de l'activité humaine", je pensais plutôt que c'était les rapports sociaux qui faisaient que nous nous interrogeons sur la société, il est sur un petit nuage avec les anges de saint capitalisme. L'écologie c'est une manière d'appréhender la matière première, mais ce n'est pas la matière première elle-même, or c'est sur elle qu'il nous agit pour changer le monde, le mode de production.

A propos du nucléaire. *"Si on considère qu'il reste nécessaire, il faut créer des conditions de sécurité suffisantes pour les salariés comme pour la société"*, comme si c'était possible, alors que cela est du domaine de l'impossible, il y a des endroits sur terre qui sont irradiés pour des milliers d'années, donc l'irréversible a déjà été commis, c'est un crime contre l'humanité. (source : libération.fr 15.08)

C'était ma manière de leur souhaiter une bonne fête de l'Humanité, j'avais rédigé ce passage rapidement un soir il y a un mois !

Les mineurs

K. Marx : un chapitre inédit du Capital

- *"Chaque grève montre comment les patrons exploitent le fait que les mineurs dépendent d'eux, pour ce qui est de leur logement. Par exemple, en novembre 1863, à Durham, des mineurs furent chassés de leurs logis, avec femme et enfants, à la saison des pires intempéries, et leurs meubles furent jetés à la rue. La plupart d'entre eux dormit en plein vent; le reste envahit les logis vides afin de les réoccuper, la nuit au moins.*

Là-dessus, les exploités des mines firent barricader, au moyen de planches et de clous, les portes et fenêtres, pour priver les expulsés de ce qu'ils estimaient un luxe et un abri : dormir à même le sol dans des masures vides pendant les nuits glaciales de l'hiver. Les mineurs résolurent de se débrouiller en montant des huttes de bois et des wigwams de terre, mais les propriétaires des champs les firent démolir. Nombreux furent les enfants qui périrent ou dont la santé fut à jamais ruinée, au cours de cette campagne du capital contre le travail." Cf. Reynold's Newspaper, 29 novembre 1863.

La différence entre les marxistes, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et nos vaillants dirigeants, c'est qu'eux ils baignaient dans la classe ouvrière, ils connaissaient par coeur son mode de vie, ses terribles souffrances, la plèbe en guenille, la condition des affamés de la terre n'avait pas de secrets pour eux, ils l'avaient épousée, elles coulaient dans leurs veines et toute leur oeuvre en a été imprégnée. Voilà pourquoi on peut s'en revendiquer et en être fier.

Le saviez-vous ?

1- La nouvelle est tombée fin août, trois mois après la signature de ce contrat patrimonial.

Une union civile à trois personnes a été célébrée par un dépositaire de la puissance publique. En l'occurrence, un homme et deux femmes de Rio de Janeiro unis par une notaire de la ville, Claudia do Nascimento Domingues. (lemonde.fr 13.09)

Aimer une seule femme, c'est hypocrite, c'est n'en aimer aucune ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Mais il n'en demeure pas moins qu'on ne peut pas exiger d'une seule femme qu'elle possède toutes les qualités qu'un homme est en droit d'attendre d'elle. Vous pouvez en déduire ce que vous voulez, en demeurant correcte envers notre chère moitié sans laquelle nous ne serions rien.

2- Un consultant sur le script du film *Innocence of Muslims*, Steve Klein, est un ancien marine est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite. (lefigaro.fr 13.09)

Pas étonnant. Les évangélistes et autres néo conservateurs dégénérés sont les alliés des sionistes qui oeuvrent au Nouvel ordre mondial concocté par le cartel des banques qui dirige la Fed, les Etats-Unis, sans oublier Al-Qaïda et les Frères musulman, tous ce que compte le monde de pourritures qu'ils instrumentalisent quand ils ne se livrent pas eux-mêmes à de grotesques provocations aux quatre coins du monde.

ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici pire que le FMI !](#)

- Le FMI voit de "*bons arguments*" pour accorder un délai à la Grèce - AFP
- La Grèce doit remplir ses engagements, dit Moscovici à Athènes - Reuters

[A bas le patriotisme derrière les capitalistes !](#)

- Batho prône le "*patriotisme écologique*" avant la conférence environnementale - AFP

[Les travailleurs s'en foutent et ils ont bien raison, que nos dirigeants en prennent de la graine !](#)

- PS: 74% des Français ne sont pas intéressés par la désignation d'Harlem Désir - 20minutes.fr

Si, si, vous devez vous y intéresser...

Il va encore s'en trouver pour affirmer que les travailleurs sont derrière le PS. Quand bien même ce serait le cas, ce ne serait pas une raison pour les imiter, aux intellectuels et responsables de formations politiques corrompus chez lesquels la fainéantise et la couardise tiennent lieu de programme.

[L'ennemi est dans notre propre pays, la preuve.](#)

- Les partis pro-austérité grands vainqueurs aux Pays-Bas - Reuters

[Un modèle de société paraît-il... à éviter !](#)

- La moitié des Suédois en surcharge pondérale ou obèse - LeMonde.fr

[La foi aveugle est la pire des violences, Le Monde en est le porte-parole](#)

- La violence des fossoyeurs de la foi - LeMonde.fr

[Le monde à feu et à sang...](#)

- Pour Mitt Romney, '*le Proche-Orient a besoin d'un leadership américain*' - LeMonde.fr

[Pour le pire...](#)

- Vidéo anti-islam : "*Néoconservateurs et islamistes sont alliés objectifs*" - Le Nouvel Observateur

[Les "**complotistes**" ne sont pas toujours ceux qu'on croit, la preuve.](#)

- La thèse du complot évoquée après l'attaque de Benghazi - Reuters

[C'est tout ?](#)

- Hausse de 10% du bénéfice de Ferrari au 1er semestre - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- Les mines sud-africaines de Lonmin et Amplats, deux des plus gros producteurs mondiaux de platine, étaient paralysés jeudi par un conflit social autour des salaires que les mineurs menacent d'étendre à tout le pays.

Dans le bassin minier de Rustenburg (nord), 4.000 à 5.000 mineurs en grève d'un site d'Amplats, propriété du géant anglo-sud-africain Anglo American, se sont rassemblés dans un stade, armés de bâtons traditionnels, chantant à tue-tête et dansant pour dire leur ras-le-bol d'être mal payés.

A quelques kilomètres, plongé dans un silence inhabituel, la mine est restée grille fermée, sous la garde de vigiles. Les mineurs ont affiché leur détermination à obtenir 12.500 rands mensuels (1.200 euros). La plupart gagnent moitié moins.

Avec 76.000 employés en Afrique du Sud, Anglo American est tout un symbole: c'est le premier employeur privé du pays et l'une des plus anciennes compagnies minières locales.

La direction a mis à l'arrêt ses cinq sites du bassin minier de Rustenburg mercredi, officiellement, pour raisons de sécurité et pour protéger les mineurs de "*menaces et intimidations*" de ceux qui veulent les empêcher de travailler.

Comme chez Lonmin à Marikana, ou chez Gold Fields, une mine d'or proche de Johannesburg où 15.000 mineurs sont entrés en grève dimanche dernier, les grévistes d'Amplats ont rejeté leurs délégués habituels issus du puissant syndicat des mines, le NUM.

Dans le stade, ce sont des représentants choisis par les mineurs et un leader d'un micro-parti trotskiste qui ont harangué la foule, dans une ambiance festive. Des unités de police étaient stationnées à distance respectable.

"*Nous allons faire avancer ce problème*", expliquait, déterminé, à l'AFP Siphamandla Makhanya, au nombre de la délégation de mineurs qui a déposé un mémorandum auprès de la direction.

"*Si l'entreprise échoue à le résoudre, nous allons le porter dans toute l'Afrique du Sud. Nous allons mobiliser tous les Sud-Africains, dans les mines ou dans les usines. Ensuite nous irons le porter devant l'Union Buildings*", le siège du gouvernement à Pretoria, a-t-il affirmé.

"*Au minimum, ce qu'on attend c'est 12.500 rands (1.200 euros). Si cela ne marche pas, Anglo American n'a qu'à faire ses bagages et partir aux Etats-Unis. Nous allons demander au gouvernement de diriger l'entreprise*", a-t-il ajouté, en écho aux tenants d'une nationalisation des mines.

A Marikana, d'où est parti le conflit le 10 août, faisant revivre les pires heures de l'apartheid lorsque la police a abattu 34 mineurs le 16 août, les installations du groupe britannique Lonmin, étaient toujours au ralenti, avec un absentéisme dépassant les 90% depuis plusieurs jours.

Les négociations étaient toujours dans l'impasse, malgré la participation d'un groupe de chefs coutumiers aux pourparlers. La donne est compliquée par la volonté des grévistes d'obtenir gain de cause avant de reprendre le travail, une entorse aux règles de négociations salariales que refuse Lonmin.

Jeudi, le corps d'un homme frappé à mort, retrouvé mardi, a été identifié comme celui d'un permanent du NUM, visiblement tué à coup de machette à la tête.

C'est la 45e victime du conflit de Marikana, après des troubles intersyndicaux qui avaient déjà fait 10 morts entre le 10 et le 12 août et les 34 morts de la fusillade.

Un troisième géant minier de cette ceinture de platine, le groupe sud-africain Impala, n'est pas touché par les grèves, mais fait également face à des revendications salariales du même ordre que celles des autres sites.

Chez KDC, un site de Gold Fields, une tentative du NUM de s'adresser à ses troupes a tourné court et ses dirigeants se sont fait huer.

Le syndicat dissident AMCU, qui a encouragé et soutenu les grévistes de Marikana, a appelé jeudi le président sud-africain Jacob Zuma à convoquer une conférence nationale sur les mines.

Relativement effacé depuis le début de la crise, M. Zuma n'a pas répondu. (AFP 13.09)

1.2- Afrique du Sud (Reuters) - Un appel à une grève nationale a été lancé jeudi en Afrique du Sud dans le secteur minier où les manifestations de milliers de grévistes constituent le pire conflit social auquel le Congrès national africain (ANC) fait face depuis son arrivée au pouvoir en 1994.

"*Dimanche, nous entamons une grève générale ici, à Rustenburg*", a déclaré Mamelwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

L'action vise à "*mettre les compagnies minières à genoux*", a ajouté ce militant du Mouvement socialiste démocratique (DSM) qui s'adressait à quelques milliers de travailleurs dans un stade de football situé près de Rustenburg, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Le président Jacob Zuma a réagi devant le Parlement en déclarant que les grèves illégales et la politique d'intimidation qui se répandait dans le secteur minier n'aidaient pas les travailleurs et "*appauvrissait le pays*".

Mais le populaire Julius Malema, en rupture de banc avec la ligne majoritaire de l'ANC, a également appelé de son côté à une grève nationale du secteur minier.

L'homme politique, qui incarne un "*tout sauf Zuma*", accuse le président polygame de s'inquiéter d'avantager d'organiser des mariages arrangés plutôt que d'agir pour apaiser la situation.

Différents ministres et meneurs du Syndicat national des mineurs (NUM), principal syndicat et proche du parti au pouvoir, ont déjà écarté Malema, le considérant comme un opportuniste irresponsable. Mais sa popularité va croissante parmi la population pauvre noire, majoritaire en Afrique du Sud. (Reuters 13.09)

2- France

2.1- Les salariés du Crédit immobilier de France se mobilisent.

L'ex-patron du Crédit immobilier de France (CIF) et une large part des salariés ont tenté jeudi de faire entendre leur voix pour sauver cet établissement spécialisé dans les prêts immobiliers aux particuliers, insistant sur son rôle dans l'accession à la propriété des ménages modestes.

Appartenant à la mouvance HLM, le CIF a dû se résoudre fin août à demander la garantie de l'Etat, l'abaissement de sa notation par l'agence Moody's quelques jours avant l'empêchant de se refinancer sur les marchés. Or, il ne dispose pas d'une base de dépôts pour lui permettre de fonctionner malgré tout.

En échange de leur aide, qui devrait s'élever à plus de 20 milliards d'euros, les pouvoirs publics lui ont imposé une gestion "*en extinction*", c'est-à-dire sans possibilité d'accorder de nouveaux prêts.

Dans son premier entretien accordé depuis son éviction à la tête du CIF, Claude Sadoun a affirmé au Figaro que qu'il s'agissait de "*la seule institution reconnue en France pour sa capacité à aider les ménages très modestes à devenir propriétaires, tout en prenant les sûretés nécessaires pour que le risque soit maîtrisé*".

Selon lui, les conditions imposées par les banques, qui rechignent de plus en plus à prêter sur des durées supérieures à vingt ans, ont fait chuter le nombre de ménages modestes devenus propriétaires en 2012, malgré des taux d'intérêt bas.

Le CIF a financé 34.000 projets immobiliers en 2011. La valeur moyenne des prêts consentis était de 149.000 euros sur une durée de plus de 25 ans, pour des ménages fournissant un apport inférieur à 10% du prix d'achat et gagnant en moyenne deux smics. Il compte actuellement 424.000 prêts en cours.

"*Que l'Etat se pose la question de savoir s'il veut ou non promouvoir une vraie politique du logement avec pour composante indispensable l'accession sociale à la propriété. Si la réponse est oui, et je n'en doute pas, que l'Etat fasse du CIF*

un acteur public au service du logement", a plaidé M. Sadoun.

Parmi les pistes qu'il avance figure celle longtemps évoquée d'un adossement, par exemple à un établissement public. La Banque Postale, longtemps pressentie pour un tel projet car ayant à sa disposition une base de dépôts importante, n'avait pas donné suite, jugeant qu'un tel rapprochement n'était pas dans son intérêt.

L'ancien patron du Crédit immobilier de France a également jugé que la liquidation programmée du CIF pourrait rapporter entre 1 milliard et 3,6 milliards d'euros à l'Etat et que les actionnaires, issus du mouvement coopératif, *"ne vont pas se laisser faire"*.

Une attitude de combat partagée par de nombreux salariés de l'établissement, qui ont manifesté jeudi. Ils étaient ainsi environ 1.700 à Paris, selon la police, sur quelques 2.500 employés au total.

"Non au sauvetage braquage", *"Le marché sauvé, le personnel sacrifié"*, *"Bercy beaucoup"*, *"François réveille-toi, sauve nos emplois"*, *"Devenir propriétaire, ça va être galère"*, disaient les banderoles.

"On veut sauver nos emplois mais aussi l'accession à la propriété pour les foyers modestes", ont indiqué les manifestants à l'AFP, alors que l'intersyndicale de l'entreprise avait appelé à la première grande manifestation nationale.

Le personnel a demandé à l'Etat de reprendre le dossier soit pour autoriser le CIF à émettre de nouveau du crédit, soit pour l'aider à trouver un repreneur.

Venus de toute la France, les salariés ont manifesté dans les rues de la capitale avant un sit-in devant le siège de l'établissement.

"On était une société en pleine expansion. Si on ne peut plus produire, on meurt", a mis en garde Pascale, responsable commerciale.

Avec la disparition du CIF, ce sont 250.000 familles qui ne pourront plus accéder au crédit, ont prévenu des manifestants. (AFP 13.09)

2.2- Mobilisation générale chez Sanofi.

Le mouvement de protestation des salariés de Sanofi a pris de l'ampleur jeudi à Toulouse, avec la première journée entière de grève sur le site et le renfort de près de 200 autres grévistes, arrivés de région parisienne et de Montpellier, a constaté une journaliste de l'AFP.

Environ 80% des 600 salariés de Toulouse étaient en grève jeudi matin, a dit Pascal Delmas, délégué syndical CFDT de Toulouse.

Ils étaient 700 personnes d'après la police, entre 800 et 1.000 de source syndicale, à exprimer dans la rue leurs inquiétudes après l'annonce par le groupe pharmaceutique le 5 juillet, d'une prochaine réorganisation notamment dans la recherche.

Depuis l'annonce de la direction en juillet, les salariés ont multiplié les actions de protestations tous les jeudis.

Cette fois, à l'issue d'un défilé et de prises de paroles de syndicalistes et d'élus locaux de tous bords près de l'établissement, les manifestants ont perturbé le trafic routier notamment sur le périphérique toulousain pendant plus de deux heures en début d'après midi.

Le mouvement a aussi touché de nombreux autres établissements de Sanofi. Environ 200 personnes se sont réunies devant le site de Montpellier, à Strasbourg la moitié des 70 salariés ont débrayé pendant une heure.

A Vitry/Seine-Alfortville (plus de 1.300 salariés), quelques 120 salariés ont débrayé à la mi-journée et manifesté sur les quais de Seine.

A Chilly-Mazarin (Essonne) ils étaient environ 200 à débrayer, 120 à Sisteron (Alpes de Haute-Provence), de même qu'à Aramon (Gard) ou Neuville/Saône (Rhône), selon Thierry Bodin, coordonnateur adjoint CGT.

Selon lui, *"cette grosse mobilisation"* s'explique par le fait que *"tout le monde sait qu'avec la stratégie de Sanofi, tous les sites vont être touchés, tout salarié sait qu'il peut être menacé"*.

L'intersyndicale en appelle à l'Etat et souhaite l'organisation de réunions tripartites (direction/organisations syndicales/pouvoirs publics).

Un seul mot d'ordre, comme chez PSA et ailleurs : grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de suppressions d'emplois ou fermeture de sites...

2.3- Des subventions publiques avant rachat.

Le gouvernement va débloquer 1 million d'euros pour la "*revitalisation industrielle*" de l'abattoir Doux de Graincourt (Pas-de-Calais), placé lundi en liquidation judiciaire, a annoncé le ministère de l'Agriculture jeudi à l'AFP.

L'abattoir de Graincourt, qui employait 254 salariés, est occupé par la moitié d'entre eux depuis mercredi matin; il est le seul des six sites industriels (abattoirs et transformation) du groupe Doux condamné à la fermeture.

"*Le site de Graincourt qui n'était pas éligible au Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT) le sera finalement compte tenu de sa taille et de la situation de l'emploi dans le bassin d'Arras*" qui l'abrite, a précisé le ministère.

Ce fonds d'un million d'euros est débloqué sous forme de prêts sans garantie.

"*Il reviendra au préfet de repérer ou de susciter les projets industriels*" pouvant s'implanter à Graincourt.

Les salariés qui occupent le site depuis mercredi demandent à leurs "*élus et au gouvernement de racheter l'usine pour un euro symbolique*" et "*de remettre en état les bâtiments*" a expliqué à l'AFP Fabrice Anot, délégué CGT. (lexpansion.com 13.09)

Je suis opposé à cette subvention que l'ensemble des travailleurs vont devoir payer avec leurs impôts ou la TVA. Il s'agit d'une nationalisation déguisée avant de trouver un repreneur une fois que l'affaire sera redevenue juteuse. Comme en 1981...

2.4- De nouveaux déremboursements de médicaments en perspective.

Près d'un médicament sur deux est inutile, un gaspillage qui coûte 10 à 15 milliards d'euros à la Sécu : un an après un rapport au vitriol sur le Mediator, les médecins Philippe Even et Bernard Debré lancent un nouveau coup de gueule contre l'industrie pharmaceutique.

Publié jeudi, le "*Guide des 4.000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux*", écrit par le pneumologue Philippe Even, directeur de l'Institut Necker, et Bernard Debré, urologue et député UMP de Paris, relève que 40% des médicaments "*ont une efficacité faible ou nulle*" et que 25% présentent "*un risque potentiel*" dont 5% "*un risque majeur*".

Pourtant 70% des médicaments "*peu efficaces*" et 28% des médicaments "*sans la moindre efficacité*" continuent à être remboursés, soit un gaspillage annuel de 10 à 15 milliards d'euros chaque année pour la Sécurité sociale, selon le guide de 900 pages qui passe en revue 2.200 spécialités.

Le Pr Even s'en prend notamment aux statines, médicaments contre le cholestérol, "*avalés par 3 à 5 millions de Français*", qui coûtent "*à la France 2 milliards d'euros par an*".

Son guide épingle aussi les pilules de 3e et 4e générations dont la plus grande efficacité n'est pas "*démontrée*" et qui comportent des risques accrus.

Pour l'auteur d'un rapport sévère sur le Mediator publié en 2011, la faute de cette dérive est à chercher dans le "*laxisme, la démagogie, l'incompétence et la corruption*".

"*Je crains que ce soit avant tout (lié, NDLR) à l'incompétence, arrosée par la corruption assurée par l'industrie pharmaceutique pour se procurer les 20% de bénéfices qu'elle s'accorde chaque année*", dit M. Even.

"*Les médecins submergés n'ont pas conscience que certains médicaments ne servent à rien et coûtent cher*", a déclaré pour sa part le Pr Debré sur France Info, avant d'estimer qu'il n'était "*pas là pour faire plaisir aux labos*".

Bernard Debré et Philippe Even s'étaient vu confier par l'ancien président Nicolas Sarkozy une mission à la suite de l'affaire du Mediator et lui avaient remis en mars 2011 un rapport au vitriol sur la réforme du système du médicament.

Le pharmacologue Jean-Paul Giroud, auteur avec le Dr Charles Hagège d'un guide évaluant 10.000 produits - remboursables ou non - jugeait en 2001 que 45% des médicaments étaient inutiles ou insuffisants. La précédente édition datait de 1997.

L'industrie pharmaceutique (LEEM) a dénoncé de son côté "*amalgames et approximations*" dans cet "*énième réquisitoire de Bernard Debré et Philippe Even*".

Interrogé par l'AFP, Bruno Toussaint, directeur de la revue Prescrire, une publication indépendante qui évalue les médicaments, a souligné qu'il y avait encore "*beaucoup trop de médicaments sur le marché, beaucoup trop d'opacité sur les effets indésirables et trop peu d'exigences pour les nouveaux médicaments*".

Il a également estimé qu'une "*grande partie des médicaments*" faisaient "*double, triple ou quadruple emploi par rapport à ce qu'on a déjà*". (AFP 13.09)

Le problème, c'est que leur analyse correspond en grande partie à la réalité, par contre leurs conclusions sont intolérables puisque cela devrait aboutir à dérembourser des médicaments efficaces. Donc on ne soutient pas ses auteurs.

Qu'en pensent les syndicats qui cogèrent la Sécu et collaborent à l'enrichissement des trusts pharmaceutiques et des médecins qui nous rackettent, en échange d'un service le plus souvent médiocre pour ne pas dire pire encore ?

3- Grèce

3.1- La détérioration du chômage en Grèce a continué au deuxième trimestre 2012 avec un taux de 23,6%.

L'aggravation du chômage est due à l'austérité imposée au pays par l'UE et le FMI en échange de prêts internationaux depuis 2010 et la récession qui en résulte et frappe la Grèce pour la cinquième année consécutive.

Le Produit intérieur brut (PIB) doit chuter de près de 7% en 2012, tandis que la reprise n'est prévue qu'en 2015, selon une récente étude marco-économique commanditée par le gouvernement. (AFP 13.09)

3.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale le 26 septembre.

La Confédération générale du privé (GSEE) et celle du public Adedy "*appellent à une grève générale de 24 heures*", a indiqué à l'AFP une responsable de la GSEE. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures que la Grèce s'apprête à adopter sous pression de ses créanciers UE et FMI.

"*Il s'agit d'une grève d'avertissement pour marquer notre refus des nouvelles mesures*", a affirmé à l'AFP le secrétaire général de l'Adedy, Ilias Iliopoulos.

Il a souligné que les syndicats prévoient par ailleurs une nouvelle action quand les mesures, actuellement négociées entre Athènes et la troïka représentant ses créanciers, seront officiellement présentées ou soumises au vote du Parlement.

"*Notre grand rival est le temps, il faut adopter ces mesures le plus tôt possible*", a souligné jeudi le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou lors d'un entretien à la radio Vima FM, sans préciser la date du vote au Parlement.

Le gouvernement de coalition est en train actuellement de finaliser ces nouvelles économies dans des négociations à Athènes avec les représentants des créanciers, UE, BCE et FMI, qui alimentent l'ire de l'opposition et des syndicats.

Le gouvernement de coalition a déjà reconnu que ce nouveau tour de vis "*serait douloureux*" après plus de deux ans et demi d'austérité stricte imposée au pays, a dit M. Kédikoglou.

Mais "*il s'agit de la seule solution pour sauver le pays*" et "*maintenir le pays dans la zone euro*", a-t-il ajouté.

Il a avoué que "*les décisions que les députés devraient prendre étaient difficiles mais déterminantes et cruciales pour l'avenir de la Grèce*".

La grève du 26 septembre est la première depuis l'élection en juin du nouveau gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche modérée, dirigée par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras.

Les deux syndicats ont déjà mené depuis janvier trois grèves générales, les dernières de 48 heures en février. (AFP 13.09)

Une énième grève générale de 24 heures sans orientation politique contre les institutions, donc qui ne servira strictement à rien, sauf à laisser le plan de la troïka s'appliquer.

Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi qu'elle allait augmenter le montant de la perfusion financière sous laquelle elle maintient l'économie américaine afin de soutenir la relance du marché de l'emploi et de l'immobilier.

Son Comité de politique monétaire (FOMC) a décidé qu'elle allait racheter à partir de vendredi de nouveaux titres adossés à des créances immobilières émis par les organismes de refinancement hypothécaires parapublics (Fannie Mae, Freddie Mac) à raison de 40 milliards de dollars par mois.

La Fed ne fixe pas de date de fin à ce nouveau programme qui va créer de nouveau de la monnaie, et indique qu'elle le continuera si "*la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement*".

Elle est même prête à augmenter ses rachats ou à employer d'"*autres moyens*" (comme jouer sur la composition de son portefeuille de titres, ou préciser davantage ce que serait sa réponse à certaines éventualités), pour parvenir à cette amélioration tant espérée par les quelques 12,5 millions de chômeurs que compte officiellement le pays, mais aussi par des millions d'autres Américains contraints de travailler à temps partiel faute de pouvoir trouver mieux.

La Réserve fédérale promet également de maintenir son taux directeur, quasi nul depuis plus de trois ans et demi, à un niveau "*exceptionnellement bas*" jusque mi-2015 au moins si nécessaire.

Cette annonce était attendue, mais un certain nombre d'analystes doutaient que la Fed décide de se lancer dans une nouvelle phase "*d'assouplissement quantitatif*" en créant de nouveau de la monnaie pour financer ses rachats de titres.

Depuis l'automne 2008, la Fed a injecté ainsi 2.300 milliards de dollars dans le circuit financier.

Cette politique est très critiquée, aux Etats-Unis, par nombre de républicains qui l'accusent de saper le dollar, à l'étranger par des pays émergents qui lui reprochent de susciter des flux de capitaux déstabilisateurs, et au sein même de la Fed par un certain nombre de dirigeants pour qui elle risque d'entraîner une inflation difficilement maîtrisable à terme et de compliquer le retour à une politique monétaire normale. Conscient des limites de ces mesures, M. Bernanke a indiqué qu'elles n'étaient pas la "*panacée*" aux problèmes de l'économie américaine.

Mais comme le Congrès est totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques, la Fed est la seule à avoir les moyens d'agir. (AFP 13.09)

C'est la Fed qui détient le pouvoir... En Europe aussi ! En France, avec la bénédiction de Hollande et son gouvernement, sans oublier ceux les soutiennent et ils sont nombreux dans nos rangs...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 septembre

CAUSERIE

(suite) J'ai mis quelques articles en ligne de sources diverses, quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles une fois les fautes corrigées. A demain ou lundi, j'ai un boulot monstre qui m'attend chez moi.

Je continuerai d'actualiser le site dans l'après-midi, ici en Inde, il est 14h37 et je n'ai pas encore pris ma douche ni déjeuné.

Sapin ministre du capital.

Invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV/RMC, le ministre du Travail Michel Sapin a affiché sa volonté de "*faciliter le recours au chômage partiel*". Une entreprise doit pouvoir baisser le temps de travail quand son carnet de commande s'effrite, explique-t-il, prenant exemple sur l'Allemagne, où les employeurs n'hésitent pas à baisser les salaires et à placer des employés en chômage partiel. Le ministre ajoute que cette période de carence de travail est "*l'occasion pour l'employé*", qui reste "*dans l'entreprise*" et n'est pas "*jeté au chômage*", de pouvoir suivre une formation. (lefigaro.fr 14.09)

Il faut en conclure que vos créanciers, votre ventre et ceux de vos enfants fonctionnent également à temps partiel, vous allez régler en fin de mois un loyer à votre propriétaire ou une traite à votre banquier partiellement, idem en allant faire vos courses.

C'est se placer sur le terrain du capital contre le travail, la vraie nature du PS, tout est dans l'ordre des choses.

Est-ce qu'il serait préférable que ces travailleurs se retrouvent au chômage ? Question stupide, évidemment, cela les forcerait à réagir et à s'organiser, à moins qu'ils souhaitent finir clochards ce qui serait méconnaître la nature humaine.

Nos dirigeants la connaissent-ils, qu'ont-ils retenu des enseignements de la lutte de classe que les marxistes nous ont légués ? Pas grand chose ou rien. Vous n'êtes pas d'accord, cela vous effraie, vous êtes ignorant ou vous avez la mentalité d'un petit-bourgeois. Oui, c'est le prix à payer pour envisager de changer la société, aller au socialisme une fois que le prolétariat aura fait sa révolution.

Est-ce la direction dans laquelle se situent nos dirigeants ? On est en droit d'en douter fortement, puisqu'ils veulent à tout prix éviter que les conditions objectives ne se détériorent au point que les masses se soulèvent, c'est l'une des conditions sur laquelle repose le socialisme, ils sont corrompus par les idées de la classe dominante, dont le réformisme est l'expression achevée au sein du mouvement ouvrier pour le pourrir et assurer la survie du régime en place. Eh oui, tout se tient, tout finit un jour par s'expliquer et ces dirigeants auront des comptes à nous rendre !

Une préoccupation malsaine.

Ni Martine Aubry ni son successeur désigné Harlem Désir ne seront présents à la Fête de l'Humanité, ce week-end, au grand dam des organisateurs et des partis d'extrême gauche.

Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles craint qu'en choisissant cette attitude (l'absence d'Aubry et Désir - Ndlr), le PS «*ne se coupe encore plus d'une base populaire dont elle s'éloigne déjà sérieusement avec ses choix politiques d'austérité*». (lefigaro.fr 14.09)

Le Front de gauche est conservateur, contre-révolutionnaire, c'est sa marque de fabrique, aussi il ne peut pas concevoir que les travailleurs rompent avec ce parti capitaliste, le PS, pour qu'il puisse continuer à assumer son rôle de pilier de l'Etat des privilégiés. Ce sont des cancrelats dans tous les sens du terme, qui vivent au crochet du PS et récoltent les miettes tombées de sa table, et quand ils donnent de la voix, c'est uniquement pour réclamer du rab en échange de quelques services rendus ou de leur neutralité sur telle ou telle question embarrassante.

Heureusement qu'une politique de gauche est possible aujourd'hui. Vous ne vous en êtes pas encore rendu compte ?

Déclaration en marge de l'ouverture de la fête de l'Humanité.

Il n'y a pas de référendum sur le TSCG, et il n'y a qu'un mois pour parvenir à mobiliser les Français. «*C'est une façon de délégitimer ce traité*», explique Coquerel qui veut expliquer aux Français qu'aucune politique de gauche n'est possible en ratifiant ce traité.

«*La mobilisation contre le traité européen, c'est l'un, si ce n'est le grand pari de cette rentrée*», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 14.09)

Question : le TSCG n'est pas encore ratifié, faut-il en conclure que le gouvernement ferait autre chose qu'une politique de droite ou favorable aux capitalistes depuis le 6 mai, qu'il ferait une politique de gauche ? Ils prétendent que non au Front de gauche, il faut sans doute en conclure qu'une politique de droite ou de gauche serait finalement la même chose, non ?

Quant au TSCG, les travailleurs s'en foutent royalement, eux ce qu'ils ont en tête ou qui tourne au cauchemar, ce sont leurs difficultés quotidiennes qui s'accumulent, qui prennent des proportions inquiétantes et dont ils ne voient pas le bout, salaire, emploi, logement, santé, école, violence, etc.

Quand des banquiers sont la caution de la démocratie...

Édouard de Rothschild n'envisage pas de vendre ses parts dans le quotidien Libération, dont il est l'actionnaire de référence.

Après la Une choc («*Casse-toi riche con !*») du quotidien de la rue Béranger sur Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH, Édouard de Rothschild avait déclaré lundi 10 septembre sur Canal : «*C'est tout à fait dans le style provocant de Libération, et j'ai pensé que c'était une très belle opération marketing*». La Lettre A faisait état cette semaine de rumeurs selon lesquelles Édouard de Rothschild pourrait céder ses parts au banquier Matthieu Pigasse, actionnaire de l'hebdomadaire Les Inrockuptibles et du groupe Le Monde. (lefigaro.fr 14.09)

Très sérieusement, les banquiers Édouard de Rothschild et Matthieu Pigasse sont de gauche, comme leurs torchons. Vous

vous demandez peut-être ce que viennent faire des banquiers sur ce terrain-là, de gauche comme vous et moi seraient de droite il faut préciser ?

Pour occuper un créneau politico-médiatique qui répond aux attentes de la bonne conscience de l'intellectuel et du petit-bourgeois, qui finalement ne comprennent pas grand chose ou si peu au fonctionnement du capitalisme et de la société pour les garder dans le giron du capital. Les lecteurs du Monde et de Libération ont généralement un mode de vie qui se rapproche plus de celui d'un banquier ou d'un bourgeois que d'un ouvrier.

Le problème de l'ouvrier, c'est qu'il ne sait pas, celui de l'intellectuel ou du petit-bourgeois c'est de croire qu'il sait, alors qu'en réalité il n'en sait pas davantage que l'ouvrier, à ceci près que cela ne l'empêche pas de vivre confortablement contrairement à l'ouvrier.

Coup tordu ou manipulation ?

1- Morris Sadek, un activiste copte vivant en Virginie, a affirmé dès mardi soir avoir joué un rôle dans la promotion de ce film, tout en précisant n'être "*intéressé que par la première partie du film*" qui mettrait selon lui en lumière les discriminations dont sont victimes les coptes d'Egypte.

Il a communiqué à Reuters un numéro de téléphone, selon ses dires celui du réalisateur de ce brûlot anti-islam. Ce numéro remonte au domicile de Nakoula Basseley Nakoula, un copte égyptien résidant à Cerritos, une banlieue de Los Angeles, en Californie.

L'actrice Cindy Lee Garcia, qui a joué dans ce film, décrit le producteur, qu'elle appelle Sam Bassil, comme un homme âgé, les cheveux grisonnants, avec un accent. Il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain résidant en Californie.

Selon le groupe Southern Poverty Law Center, qui combat les extrémismes, Steven Klein, un assureur de Hemet (Californie) qui se présentait comme consultant et porte-parole de la production du film et qui se présente comme un ancien "*Marine*", est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite.

Paul Audley, président de FilmL.A., l'agence qui traite les autorisations de tournage, a indiqué qu'une organisation à but non lucratif, Media for the Christ, avait obtenu un permis de tourner le 8 août 2011 dans un studio de Santa Clarita Valley, au nord de Los Angeles.

Media for the Christ, qui gère un site internet chrétien en langue arabe et est basée à Duarte, en Californie, se décrit comme un groupe chrétien évangéliste, selon des documents fiscaux. Ses responsables n'ont pu être joints et la porte d'entrée de ses bureaux à Duarte était fermée jeudi. (Reuters 14.09)

2- Des ambassades américaines ont de nouveau été la cible de manifestations vendredi dans le monde arabe où plusieurs protestataires dénonçant la diffusion sur internet d'un film insultant le prophète Mahomet ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité à Tunis, Le Caire et Khartoum.

D'autres rassemblements contre la vidéo anti-islam ont été organisés au Yémen, où quatre personnes avaient été tuées la veille selon un nouveau bilan, en Afghanistan, en Malaisie, au Pakistan, au Bangladesh, en Iran et en Irak. (Reuters 14.09)

3- Google n'est pas revenu sur sa décision de laisser le film islamophobe à l'origine de la flambée de violences anti-américaines dans le monde musulman à disposition sur internet, malgré un appel en ce sens de la Maison blanche.

La firme en a interdit l'accès en Inde et en Indonésie pour se conformer aux législations locales, après l'avoir censuré mercredi en Egypte et en Libye, où des représentations diplomatiques américaines ont été attaquées après la diffusion de cette vidéo intitulée '*L'innocence des musulmans*'.

La présidence des Etats-Unis avait invité vendredi la compagnie à procéder à un nouvel examen pour déterminer si le film répondait aux règles en vigueur sur YouTube. Google l'avait jugé conforme deux jours plus tôt. (lemonde.fr 14.09)

Un coup tordu des républicains pour embarrasser Obama ? Sauf que Romney est nul en politique étrangère, donc engager un bras de fer sur ce terrain avec son adversaire pourrait plutôt tourner à son désavantage, mais rien n'est impossible avec les néo conservateurs, on l'a vu avec Bush, Cheney, Rumsfeld, etc.

Forcer les Frères musulman qu'ils ont portés au pouvoir ou des régimes qu'ils visent comme le Soudan ou le Yémen à faire allégeance publiquement à leurs mentors pour les affaiblir ? C'est possible, une façon de leur rappeler leurs responsabilités et qui est le maître.

Autre hypothèse, diaboliser l'islam et les musulmans présentés indistinctement au monde comme des fanatiques, alors que cela

ne concerne qu'une poignée d'arriérés sanguinaires instrumentalisés par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Faire en sorte de diviser les peuples face à une religion qu'ils identifient plus ou moins avec les fondamentalistes islamiques ou Al-Qaïda, ou parce que cette propagande a du mal à prendre ou à s'imposer au niveau que les Américains auraient souhaité atteindre pour justifier leur guerre au Proche et Moyen-Orient jusqu'en Asie, l'Afghanistan.

Dernière hypothèse, ils ont été pris de court par une de leurs créatures infâme qui a décidé de passer à l'action pour son propre compte ou celui du lobby qu'il représente, c'est possible également. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Le ministère des banquiers

- Paris veut mettre les bouchées doubles sur la recapitalisation directe des banques - L'Expansion.com

Racket de l'Etat.

- Tous les paquets de cigarettes à plus de 6 euros début octobre - AFP

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac, qui parle de hausse "progressive et modérée", a signé vendredi l'arrêté qu'il avait déjà annoncé et avance que la hausse du prix du paquet moyen sera donc de 6%.

Cette mesure doit faire partie d'un plan anti-tabac qui devrait être dévoilé d'ici la fin du mois. Selon des médias, il inclura aussi une réforme de la fiscalité visant à taxer plus fortement les produits les moins chers, comme le tabac à rouler.

Il est aussi envisagé une taxe de 200 millions d'euros sur les bénéfices des industriels du tabac. (Reuters 14.09)

Qui achète du tabac à rouler ? Les plus pauvres, les jeunes, autrefois c'était le tabac des clochards, le taxer davantage est franchement dégueulasse, réactionnaire. A bas les pauvres et vive les riches !

Ensuite, Hollande et ses ministres diront qu'ils ne taxent que les riches ou les familles aisées...

Aux fondements du capitalisme

- La richesse est-elle forcément rare? - Slate.fr

Aussi sûrement que la pauvreté se généralise, c'est l'injustice et l'inégalité sur lesquelles repose le système économique capitaliste que rien ni personne ne peut justifier, et auxquelles les lois ou contradictions de fonctionnement du capitalisme sont soumises.

Comme dit le dicton populaire, le bonheur des uns, une infime minorité d'exploiteurs, fait le malheur des autres, l'immense majorité des exploités. Il paraîtrait que c'est légitime, de droit divin dit l'église catholique dans son infinie bonté, c'est en tout cas ce que recouvre tout soutien à l'existence ou à la pérennité du capitalisme.

Une vulgaire marchandise, qu'on brade, qu'on consomme et qu'on jette

- Sapin veut faire baisser le prix du CDI - Liberation.fr

Il veut faire de nouveaux cadeaux aux patrons et actionnaires qui ne sont pas encore assez riches. Il propose de diminuer les cotisations sociales des entreprises en échange de la conclusion de CDI, cotisations sociales qui seront prises à sa charge par l'Etat, donc qui concourra à augmenter ses dettes envers les marchés.

Dettes des capitalistes que les travailleurs seront amenées à régler par les impôts, les taxes ou plus sournoisement par l'augmentation du prix à payer pour accéder à des services (publics) dorénavant privatisés ; l'Etat devant réduire ses dépenses pour rentrer dans les clous de Maastricht ou du TSCG, tandis que celles des travailleurs doivent augmenter, c'est ce qu'ils appellent au PS le "donnant-donnant", le "gagnant-gagnant", l'"effort juste" qui finalement ne profite qu'aux rentiers et autres capitalistes.

Hypothèque sur la civilisation humaine et la planète.

- Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique du conservateur David Cameron a annoncé vendredi des propositions destinées à assouplir encore plus le marché du travail en réduisant notamment les indemnités de licenciement.

Le gouvernement, qui cherche tous les moyens de redynamiser une économie retombée en récession en début d'année, "*compte réduire le plafond des compensations*" pour les salariés dans le cadre des "*recours pour licenciement injustifié*", a indiqué le ministère des Entreprises dans un communiqué.

Il veut par ailleurs réformer les tribunaux pour rendre "*plus facile*" le rejet par les juges des plaintes "*faibles*" sur le plan juridique.

Les accords entre employeurs et employés afin de mettre fin aux relations de travail de façon "*juste et consensuelle*" devraient être en outre développés, prône-t-il, en annonçant le lancement d'une "*consultation*" sur les moyens de mettre cet objectif en oeuvre.

"*Nous avons examiné l'ensemble des lois sur le travail avec la volonté de faciliter les embauches pour les entreprises tout en protégeant les droits basiques des salariés*", a déclaré le ministre des Entreprises, Vince Cable, cité dans le communiqué.

"*La Grande-Bretagne a déjà un marché du travail très flexible*" mais il est possible de "*faire plus pour aider les petites entreprises*", a-t-il ajouté. (lexpansion.com 14.09)

No comment !

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- L'augmentation de salaire proposée par le groupe Lonmin aux mineurs de Marikana (nord), la première depuis le début du conflit entré dans sa cinquième semaine, est largement inférieure aux revendications des grévistes, a-t-on appris de sources concordantes vendredi.

"*Hier (jeudi) on a réussi à ce que l'entreprise mette quelque chose sur la table, ce qui constitue déjà en soit un succès car cela a été un pas difficile à franchir, il y a donc une sorte de satisfaction sur ce point*", a indiqué à l'AFP l'évêque Jo Seoka, l'un des médiateurs de la négociation.

Mais "*ce n'est pas ce qu'ils avaient espéré*", a-t-il ajouté, en référence aux mineurs en grève qui réclament 12.500 rands (1.200 euros) depuis le 10 août.

Un dirigeant régional du NUM, le syndicat majoritaire parmi les mineurs mais qui n'est pas à l'origine de la grève à Marikana, a expliqué à l'AFP que les parties prenantes à la négociation étaient tenus au secret.

Mais il a confirmé qu'un montant de 900 rands (90 euros environ) de hausse a été proposé pour les mineurs au plus bas de l'échelon salarial, ce qui porterait leur salaire mensuel à 5.500 rands (550 euros environ).

Le groupe britannique Lonmin, dont la mine de Marikana est au coeur d'un des plus violents conflits sociaux de ces dernières années en Afrique du Sud, a présenté son offre jeudi soir, à l'issue d'un nouveau round de négociations. (AFP 14.09)

1.2- Inquiet des conséquences économiques des troubles dans le secteur minier, le gouvernement sud-africain a annoncé vendredi de fermes mesures de maintien de l'ordre dans la région de Rustenburg (nord), où les compagnies ferment les puits de platine les uns après les autres.

"Ceux qui procéderont à des rassemblements illégaux, porteront des armes dangereuses, se livreront à la provocation ou menaceront de violence dans les zones concernées seront traités comme il se doit", a déclaré le ministre de la Justice Jeff Radebe, appelant explicitement les forces de l'ordre à procéder à l'arrestation des contrevenants.

Dans l'après-midi, l'australien Aquarius Platinum, quatrième producteur mondial de platine, a annoncé la suspension jusqu'à dimanche soir de l'activité de sa mine de Kroondal.

Sa décision a été annoncée après qu'un cortège venu des mines voisines eut fait irruption sur un site de la société et sommé la direction de stopper immédiatement l'activité. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et procédé à sept arrestations.

La Bourse a salué la décision d'Aquarius, l'action ayant pris 18,7% à Londres, tandis qu'Anglo American prenait 9%. Le platine s'est parallèlement hissé à 1.715,12 dollars l'once, au plus haut depuis six mois.

Les deux groupes ont salué le discours de fermeté du gouvernement sud-africain.

Des grévistes ont parallèlement annoncé qu'ils allaient désormais se cacher. "Nous craignons pour notre vie, nous sommes quelque part dans un endroit secret. Les flics nous cherchent", a indiqué Gaddafi Ndoda, l'un des leaders du mouvement chez Amplats, à l'agence Sapa.

Les grévistes de Lonmin ont refusé vendredi une proposition d'augmentation, mise pour la première fois sur la table par leur employeur jeudi soir.

Le groupe britannique a précisé son offre vendredi soir, expliquant dans un document envoyé à Sapa qu'il avait notamment proposé 1.875 rands (175 euros) pour les foreurs, soit près de deux fois plus que la somme évoquée dans la journée par les syndicalistes, mais une augmentation encore bien loin des revendications des grévistes, qui réclament 12.500 rands (1.160 rands) par mois.

Les mineurs se plaignent d'être sous-payés pour un travail éminemment pénible et de vivre dans des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité.

Interrogé par l'AFP sur le risque de contagion à d'autres mines, Frans Baleni, le secrétaire général du Syndicat national des mineurs (NUM, allié du pouvoir), est resté évasif: "C'est imprévisible, ça (la crise) peut s'étendre, sauf si réellement cette histoire de maintien de l'ordre peut être vraiment efficace." (AFP 14.09)

Il est encore en vie celui-là ? Soutien inconditionnel aux mineurs en grève. Il est rappelé qu'ils vivent dans "des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité". Vous pourriez travailler et vivre dans ces conditions ? Leurs revendications sont parfaitement légitimes.

2-France

2.1- PSA. Opération diversion, division...

Tanja Sussest, représentante du syndicat SIA, dit ne plus se faire trop d'illusions sur l'avenir du site depuis la remise, mardi, du rapport Sartorius sur la situation de PSA, qui a critiqué le choix de fermer Aulnay plutôt que l'usine espagnole de Madrid sans pour autant préconiser que PSA revienne sur sa décision.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a admis jeudi "qu'il serait difficile de sauver" Aulnay, tout en prenant soin d'ajouter qu'à titre personnel, il préférerait que des fermetures hors de France soient privilégiées.

Entre 200 et 250 salariés du site PSA ont participé vendredi à l'opération "péage gratuit", selon Jean-Pierre Mercier, représentant de la CGT. La manifestation a été organisée par les syndicats CGT, SIA, Sud et CFDT sur l'autoroute A1 dans le sens province-Paris à la barrière de Senlis (Nord), à une trentaine de kilomètres de l'usine d'Aulnay. (Reuters 14.09)

Les syndicats de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois seront reçus jeudi prochain par le président François Hollande à l'Élysée, annonce aujourd'hui le SIA, syndicat majoritaire sur le site. (AFP 14.09)

Jean-Pierre Mercier est militant de Lutte ouvrière j'ai cru comprendre, ainsi il reprend les mêmes méthodes que les staliniens de la CGT, ses maîtres à penser, normal quoi.

2.2- Petroplus. Bonapartisme syndical.

L'interyndicale de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a exigé aujourd'hui que des membres du gouvernement viennent sur le site avant jeudi après n'avoir reçu qu'une proposition de rencontre à Bercy en réponse à leur demande formulée mardi.

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC avait demandé mardi la venue sur le site du président de la République, du Premier ministre et du ministre du Redressement productif.

Mais selon les syndicats, seul Arnaud Montebourg a proposé une rencontre à Bercy et le personnel a refusé exigeant "sa venue dans les plus brefs délais" à Petit-Couronne.

L'intersyndicale qui assure avoir toujours été "responsable et constructive" demande au gouvernement de "l'être également" en répondant à la demande des salariés.

"Si nous n'avons aucune nouvelle pour une venue sur le site des responsables gouvernementaux avant le jeudi 20 septembre nous pourrions considérer que les contacts sont rompus", ajoute l'intersyndicale en menaçant de mettre en place "d'autres types d'action".

Dans ce communiqué, les syndicalistes s'adressent aussi directement à François Hollande. "Aujourd'hui, face au silence du Président de la République, nous pouvons poser la question qu'il avait posée lui-même lors de sa visite du 5 janvier: "mais que fait le Président de la République pour les Petroplus", écrivent-ils. (AFP 14.09)

2.3- Quand le Crédit agricole déménage...

Le Conseil d'administration de la caisse régionale de Crédit agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres a donné son mandat vendredi pour fermer les sites de Niort et Saintes afin de les fusionner et les transférer avec le personnel, soit plus de 500 personnes, à La Rochelle, a-t-on appris auprès de représentants du personnel.

Quelque 120 salariés à Niort et une centaine à Saintes ont observé une heure de débrayage en début d'après-midi pour marquer leur inquiétude face à ce projet de déménagement.

Devant les salariés réunis sur le parking du site niortais, un représentant de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-SUD, Stéphanie Roy, a souligné qu'"avec ce déménagement des deux sites vers La Rochelle, les effectifs vont passer de 593 personnes à 502 en 2016, soit une perte de 91 emplois".

"Si aujourd'hui on laisse le champ libre pour la Rochelle, n'oublions pas que demain il y aura peut-être un autre déménagement qui se fera à Nice, avec, au passage, combien encore d'emplois en moins", s'est-elle exclamée. Dans un communiqué, FO a indiqué ne pouvoir "admettre une telle décision impactant économiquement toute une région et imposant une mobilité géographique à 500 salariés". (AFP 14.09)

2.4- Nos syndicats sont décidément trop généreux... avec les nantis.

L'assurance maladie a repris aujourd'hui les négociations avec les médecins libéraux sur les dépassements d'honoraires en proposant aux praticiens à honoraires libres un contrat doté d'avantages financiers pour les inciter à limiter leurs dépassements.

La présentation de ce contrat a été plutôt bien accueillie par les représentants des médecins.

En vertu de ce contrat "pour un meilleur accès aux soins" qui serait signé sur la base du volontariat, les médecins de secteur 2 (par opposition à ceux du "secteur 1" appliquant strictement le tarif Sécu) devraient s'engager à ne pas demander de dépassements aux patients éligibles à l'aide à la complémentaire santé (ACS), c'est-à-dire ceux qui ne peuvent s'offrir une mutuelle.

Ils devaient s'abstenir jusqu'ici uniquement pour les patients, encore plus modestes, bénéficiant de la CMU-C (soins gratuits) ou en cas d'urgence pour tous les patients.

L'absence de dépassements pour les bénéficiaires de la CMU et pour les bénéficiaires potentiels de l'ACS représente un total de près de 9 millions de personnes, selon le directeur de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) Frédéric van Roekeghem qui mène les négociations. (AFP 14.09)

Faut-il en rire ou en pleurer, de nombreux médecins ou spécialistes, dentistes, etc. refusaient déjà de recevoir des patients qui bénéficiaient de la CMU, dorénavant les patients éligibles à l'ACS seront logés à la même enseigne.

3- Belgique

3.1- Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi matin dans l'un des quartiers les plus chics de Bruxelles pour réclamer *'une fiscalité plus juste'* et dénoncer *'les rentiers'*, notamment français, qui *'viennent profiter du système belge'*. Entre 8 000 et 10 000 personnes, selon les organisateurs, se sont rassemblées à l'appel de la FGTB (Fédération générale des travailleurs belges), l'un des deux grands syndicats du pays, proche du PS.

Le lieu de cette manifestation sociale était inédit. Au lieu des grands boulevards du centre de la capitale, la FGTB avait choisi Ixelles, un quartier du sud plutôt huppé *'qui abrite malheureusement des rentiers qui éludent l'impôt'*, a commenté Anne Demelenne, secrétaire générale du syndicat. Leur revendication est simple : *'Nous demandons que les revenus financiers soient taxés à la même hauteur que les revenus du travail, de l'ordre de 28 %'*, a expliqué Mme Demelenne. (lemonde.fr 14.09)

3.2- Ford s'est refusé aujourd'hui à rassurer les syndicats belges quant à l'avenir de son usine de Genk, faisant craindre une prochaine fermeture du site.

Ford emploie plus de 4.000 salariés à Genk pour assembler la Mondeo, ainsi que les monospaces S-Max et Galaxy.

Ford a multiplié par deux en juillet sa prévision de perte en Europe cette année, à un milliard de dollars, et indiqué que des mesures s'imposaient pour *"diminuer notre production afin de s'aligner sur la demande réelle"*. (Reuters14.09)

4- Roumanie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi pour protester contre le géant russe Metchel qui a annoncé des licenciements massifs dans son usine métallurgique de Campia Turzii en Roumanie, a constaté un photographe de l'AFP.

Plus de 1.600 emplois sur 1.900 vont disparaître cette année et l'usine est menacée de fermeture.

"Les Russes dehors!", ont scandé les manifestants, principalement des salariés de cette usine qui fut un des fleurons de l'industrie métallurgique roumaine durant près de 100 ans.

"Nous voulons travailler, nous ne voulons pas mendier", ont également crié les manifestants. Si l'usine devait fermer définitivement, cela affecterait la moitié de la population de cette ville du nord-ouest de la Roumanie, selon les syndicats.

La vente à Metchel de l'usine d'Etat de Campia Turzii, spécialisée dans des productions de laminés à haute valeur ajoutée, avait été présentée comme un grand succès en 2003 par le gouvernement du Premier ministre social-démocrate d'alors Adrian Nastase, aujourd'hui en prison pour corruption.

Metchel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine (bien Ziouzine, ndlr), avait racheté l'usine où travaillaient plus de 5.000 personnes pour un montant total de 27 millions d'euros: 2,5 millions d'euros pour racheter les actions de l'Etat, le reste consistant en promesses d'investissement et mesures environnementales.

Après une première période de redressement, l'usine a vu ses pertes se creuser. Au premier semestre 2012, elles atteignent 12 millions d'euros contre 5,5 M EUR sur la même période de 2011.

"Les dirigeants de Metchel ont depuis longtemps une stratégie visant à se retirer de cette zone", a dénoncé Ioan Vuscan, préfet de Cluj dont dépend Campia Turzii, citant la fermeture d'ateliers, le démantèlement de l'outil de travail vendu comme ferraille dans des pays hors de l'Union européenne, et le refus de certaines commandes.

"Dans les discussions avec nous, ils ont invoqué la crise, le prix de l'énergie... mais ce sont eux qui ont mené cette perle de la sidérurgie vers la fermeture", a-t-il poursuivi, cité par l'agence Mediafax. (AFP 14.09)

ECONOMIE

1- UE

L'inflation en zone euro s'est accélérée en août sur un an, à 2,6% contre 2,4% en juillet, selon Eurostat, qui a publié une seconde estimation de cet indicateur. L'inflation dépasse pour le 21e mois consécutif le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne chargée de la stabilité des prix. Mais c'est aussi la première fois qu'elle repart à la hausse depuis un

an. (AFP 14.09)

2- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin juin un nouveau record historique, à 75,9% du PIB, augmentant tant au niveau de l'administration centrale que des 17 régions autonomes, un niveau préoccupant alors que le pays emprunte à des taux élevés.

La dette espagnole, qui a augmenté de 9,2 points en un an.

Selon les chiffres de la Banque d'Espagne, au premier semestre la situation s'est aggravée pour l'administration centrale et la Sécurité sociale, qui cumulent une dette de 58,3% du PIB, huit points de plus qu'il y a un an.

Les 17 régions autonomes, sources d'inquiétudes pour les marchés en raison de leur fragilité financière, totalisent une dette de 14,2% du PIB.

Le reste de la dette publique espagnole provient des municipalités, qui affichent un niveau légèrement inférieur (3,4% du PIB) à celui de l'an dernier (3,5%).

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 82,3% du PIB, avant de légèrement reculer en 2014 (81,5%) et en 2015 (80,8%), des chiffres qui cette fois encore ne tiennent pas compte du poids que pourrait ajouter l'aide européenne pour les banques. (AFP 14.09)

Inde

L'Inde a ouvert ses frontières aux chaînes de supermarchés étrangères vendredi, après des mois d'hésitation, engageant une des réformes les plus audacieuses du gouvernement de Manmohan Singh pour tenter de revitaliser l'économie chancelante du pays.

Des groupes de distribution mondiaux comme Wal-Mart auront le droit d'ouvrir des magasins, avec un partenaire local, et de vendre directement aux consommateurs, pour la première fois dans l'histoire de l'Inde. Selon ses partisans, cette réforme pourrait transformer ce marché, qui représente 450 milliards de dollars, tout en freinant l'inflation.

Le Premier ministre a également donné son aval à une politique d'ouverture des compagnies aériennes du pays aux investissements étrangers et de cession de participations au capital des grandes entreprises contrôlées par l'Etat. Singh devra faire preuve de détermination et bénéficier du soutien de Sonia Gandhi, dirigeante du Parti du Congrès au pouvoir, s'il veut résister au vent de protestations, tant de ses alliés que des partis d'opposition, contre les réformes, accusées de détruire des emplois et de faire monter les prix.

L'ouverture sur le marché de la grande distribution avait été annoncé l'an dernier mais de violentes protestations avaient obligé le gouvernement à mettre la réforme en suspens. (Reuters 14.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre

CAUSERIE

Hier je ne me suis pas reposé ou je n'ai pas glandé, j'ai bossé chez moi et je me suis un peu reposé les yeux. Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry contre la hausse du prix de l'essence notamment. Elle est très suivie, même les petites échoppes sont fermées.

Le prix de mes cigarettes vient encore d'augmenter de 12%, en fait tout augmente à une allure folle. J'ai encore dû déboursier 10.000 roupies pour la voiture de mon beau-frère qui n'a plus un sou pour manger et qui sans sa voiture ne peut plus travailler, il a deux gosses aussi. C'est aussi cela la solidarité ouvrière. Je suis peut-être coupé du terrain en France, mais je ne suis pas coupé de notre classe, en France ou en Inde nous sommes logés à la même enseigne sur ce plan-là.

Hier soir ils ont coupé le courant de minuit à une heure du matin, du coup j'ai attendu cette heure-là pour aller me coucher, et à 2h ils ont recoupé jusqu'à 3h, la coupure suivante est intervenue comme tous les jours à 6h, je me suis levé à 7h, faites le calcul, j'ai encore dormi moins de 5 heures car chaque fois j'ai mis un certain temps avant de me rendormir. Bref, je suis crevé en permanence, cela n'aide pas pour réfléchir et bosser.

J'ai rédigé le passage suivant après la rédaction de l'article qui suit écrit hier soir, vous pouvez le lire ou le relire à la suite de cet article.

Il y en a qui vont manifester le 30 septembre contre le TSCG, mais pas contre les institutions, contre la ratification du TSCG sans remettre en cause la légitimité des institutions, pour un référendum sans remettre en cause la ratification de ce traité par les députés, contre l'austérité en se tournant vers la troïka qui en serait responsable, mais pas contre les institutions qui n'y sont évidemment pour rien, d'ailleurs avec la Constitution ils ne sont absolument pour rien à toutes les difficultés ou souffrances qui vous accablent.

Ils vont tous s'adresser à Hollande et aux députés du PS (notamment) histoire de les légitimer, légitimer les institutions de la Ve République. Non, nous ne sommes pas obnubilés par les institutions, nous constatons simplement que chaque fois que l'actualité politique ou les mesures annoncées par les différents gouvernements qui se sont succédés au cours des 3 ou 6 dernières décennies mettaient au premier plan cette question, tous les partis sans exception faisaient mine systématiquement de l'ignorer.

Là en l'occurrence, ils ne peuvent pas à la fois s'adresser à Hollande et aux députés du PS qui sont les représentants des institutions de la Ve République, et en même temps avancer le fait qu'elles sont illégitimes après les avoir légitimées. C'est simple à comprendre, non ? Ce sont des faits et non une interprétation partisane que l'on émettrait par esprit de contradiction.

Imaginez que vous soyez face à un voleur qui nie les faits, et qui dans la foulée vous propose de vous rendre ce qu'il vous a volé moyennant une somme d'argent, en procédant de la sorte il vous donnerait raison et prouverait pas là sa culpabilité. C'est la même chose avec Hollande et le PS, personne n'ignorait leurs réelles intentions, disons par expérience, les travailleurs n'étant pas nés de la dernière pluie. Et bien non, il paraîtrait qu'on aurait dû leur laisser le bénéfice du doute. C'est délirant ou pire que cela malheureusement, mais il faut bien regarder la réalité en face si on veut comprendre la situation. Vous devriez y être habitués depuis le temps, non ?

Bonne semaine et bon courage à tous.

[TSCG. Tout faire pour épargner les institutions de la Ve République.](#)

Je ne soutiendrai pas l'appel du POI du 8 septembre et je m'en explique.

Ils demandent aux députés du PS et de EELV de voter non à la ratification du TSCG, ce qui pour nous est inacceptable.

Ils écrivent au début de leur appel :

"Début octobre, le gouvernement Hollande-Ayrault, contrairement aux engagements électoraux, soumet pour ratification au Parlement le traité TSCG (pacte budgétaire)", voilà qui pose plusieurs problèmes parce que cela ne correspond pas à la réalité.

Il s'agit là d'une interprétation du POI qui consiste à reprendre à la lettre une intention manifestement frauduleuse émise par Hollande lors de sa campagne électorales, alors que chacun savait qu'il n'en ferait rien, il faut être d'une mauvaise fois ou d'une malhonnêteté sans fond pour soutenir aujourd'hui le contraire, ce qui ne nous étonne pas vraiment de la part des dirigeants de ce parti, nous verrons plus loin ce que cela recouvre.

Qui, quel travailleur a cru un instant le discours tenu par Hollande lors de sa campagne électorale sur le TSCG ? Personne, pas un, d'autant plus que le TSCG ne les intéressait pas plus hier qu'aujourd'hui, c'est un fait incontestable que Mélenchon a bien été obligé de reconnaître la semaine dernière sur le marché de Hénin. Les faits, camarades, les faits. Hier, c'était au tour d'un journaliste de l'AFP de le confirmer : Dans les allées de la Fête de l'Humanité peu de badauds sont réellement au courant de l'enjeu du traité budgétaire européen. (AFP 16.09)

Qu'en est-il de la légitimité de Hollande ? C'est une autre question, mais on pourrait également se demander depuis quand un Bonaparte serait légitime pour représenter les intérêts des travailleurs dans le cadre des institutions de la Ve République que l'on prétend combattre et abolir, comment cela serait-il possible ?

Rappelons que Hollande a été élu par défaut parce que la majorité des masses exploitées souhaitaient virer Sarkozy, apparemment il n'y a que le POI pour l'ignorer encore. Enfonçons le clou, ne cherchez pas cette argumentation dans la littérature des partis ouvriers vous ne la trouverez nulle part, Hollande a été élu de justesse avec seulement 1,5% (en voix) d'avance sur Sarkozy, après que la majorité des médias aient mené campagne contre Sarkozy, en le pilonnant quotidiennement pendant des mois. Il y a fort à parier que sinon le résultat aurait été inverse où Hollande aurait été élu avec une majorité encore plus faible, autant dire qu'il n'aurait eu aucune légitimité dès le premier jour de sa mandature.

Les médias, qui est-ce, qui est derrière ? Les banquiers, l'aristocratie financière, les capitalistes qui ont estimé que Hollande serait mieux placé pour appliquer les contre-réformes qui accompagneront le TSCG, ils ont estimé que Sarkozy était déjà usé au bout d'un mandat ou qu'il lui manquait quelque chose pour mener à bien le "dialogue social" avec les dirigeants syndicaux qui sont censés s'entendre mieux avec Hollande et le PS. Dès lors Hollande était leur candidat et jusqu'à preuve du contraire à ce jour ils ne le regrettent pas. Hollande tient son mandat de ses mentors du CAC 40, certainement pas pour remettre en cause le TSCG qui a été concocté pour eux. A ce propos, une précision. Il est faux d'affirmer que ce serait Merkel et Sarkozy qui l'aurait rédigé, franchement, vous voyez Sarkozy rédiger un traité, un peu de sérieux, ce sont les technocrates (économistes, avocats, juristes, etc.) de Bruxelles et Washington qui l'ont mis au point de tel sorte qu'il soit acceptable pour les deux parties.

Qu'est-ce que cela signifie prendre à la lettre le discours tenu par Hollande avant le 6 mai, autrement dit lui prêter une intention qu'il n'a jamais eu en réalité ? Qu'il aurait pu être un véritable président socialiste ? C'est grotesque. Quoi alors ? Qu'il pourrait le devenir, qui sait ? Comment ? Pardi, sous la pression de la rue il pourrait décider de ne pas faire ratifier le TSCG ! Qui peut colporter ce genre de baliverne ? Des illusionnistes professionnels.

Voyons maintenant ce que signifie s'adresser aux députés du PS (notamment) pour qu'ils ne ratifient pas le TSCG.

Ils devraient refuser de le ratifier parce que Hollande leur aurait menti, il aurait promis de le renégocier et il ne l'a pas fait. On revient en arrière, quel candidat, puis député du PS a cru un instant que Hollande allait prendre le risque de faire capoter une entreprise que l'UE a mis si longtemps à mettre au point et à amener sur le tapis si près du but, qui plus est dès le lendemain de son élection en se mettant à dos la totalité des chefs d'Etat de l'UE, le président de la Commission européenne, de la BCE, du FMI, etc ? Qui a pu croire une chose pareille ? Personne évidemment. C'est comme si Hollande avait promis d'éradiquer le chômage en 1, 2, 3, 4 ou 5 ans absolument personne ne l'aurait cru, surtout au PS. En résumé, la ligne politique du POI repose sur une assertion gratuite et sans lendemain de Hollande, un mensonge, une fausse promesse, une illusion, appelez cela comme vous voudrez, que le POI aurait pris à la lettre ainsi que les députés du PS, en prêtant aux travailleurs et aux militants de l'avoir cru aveuglément, de les avoir imités.

Comprenez bien, ils sont obligés de prêter aux travailleurs et militants cette illusion pour justifier leur appel en direction de Hollande et des députés du PS, le procédé est sournois, crapuleux et scandaleux, à croire qu'ils n'avaient pas d'autres arguments pour justifier leur position qui revient une fois de plus à soutenir les institutions que représentent Hollande et les députés du PS, on arrive là à la réelle signification de cet appel : soutenir le régime tout en prétendant le combattre, notez bien qu'ailleurs le POI se prononce pour l'abolition des institutions de la Ve République, sur le papier, car sur le plan pratique quand la question des institutions et leur légitimité se trouve poser, le POI est au abonné absent, on en a ici la preuve, une fois de plus.

L'angle sous laquelle le POI mène cette campagne est d'autant plus farfelu, ubuesque, que ce sont les députés centristes et de l'UMP qui vont le ratifier le TSCG. A l'UMP, ils ne se sont toujours pas remis de la défaite de leur chef, il faut dire que les médias ne les aident pas non plus, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut. Ils savourent en coulisse que ce soit Hollande qui s'y colle au TSCG, après tout, il faut bien qu'il mérite le poste et les responsabilités qui lui ont été confiés, ils l'ont payé assez cher ! Que voulez-vous les intérêts supérieurs de la finance priment sur les questions de personne ou de parti... ou d'appareils !

Surtout ne pas remettre en cause la légitimité de la Ve République, c'est la seule question sur laquelle la totalité des partis engagés dans cette bataille sont unis.

A l'arrivée, le TSCG va être ratifié contre l'avis de la majorité de la population qui est contre et va souhaiter son abrogation, du coup les institutions qui l'ont ratifié vont être placés en situation d'illégitimité qu'on le veuille ou non, observez dans les mois qui viennent de quelle manière ils vont esquiver cette question, l'enterrer, pas question de lier nos revendications sociales à l'abrogation de ce traité et à l'abolition des institutions, de la Constitution, qui ont permis sa ratification, un acte antidémocratique, un coup de force auquel seule la mobilisation révolutionnaire peut répondre. Qui permet la ratification du TSCG ? Qui ratifient le TSCG ? Dans quel cadre ? Réponse : Les institutions. Ainsi la question de l'Etat et du pouvoir est posée aux travailleurs en France, en Grèce, en Italie, Espagne, Portugal et d'autres pays où l'acuité de cette question s'imposera afin de balayer les régimes en place et d'instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, le socialisme rétabli dans sa version originelle ou scientifique.

L'ennemi est dans notre propre pays, voilà la conclusion à laquelle les travailleurs de l'UE ne doivent surtout pas parvenir. C'est leur interdire de trouver la voie qui permettrait de résoudre la crise du capitalisme en faveur des masses exploitées, c'est soutenir l'ordre établi.

En complément, on pourrait revenir rapidement sur un argument fallacieux avancé par tous les partis sans exception qui appellent à la manifestation du 30 septembre, car il est révélateur de leurs réelles intentions, ils se démasquent eux-mêmes.

On nous dit qu'un gouvernement de gauche ne pourrait pas faire une politique sociale si le TSCG était ratifié, qu'est-ce que cela signifie ou implique ?

C'est très simple, que ce gouvernement dit de gauche n'abrogerait pas le TSCG. Cela signifie que tous ces partis s'en accommoderaient finalement. Ce qui n'empêche pas le POI de proclamer qu'il faudra combattre pour son abrogation une

fois ratifié, le double langage habituel que le développement de la situation met en lumière.

Cela ne les dérange-t-il pas ? Pas vraiment, pourquoi, parce qu'en découplant le combat contre le TSCG du combat contre les institutions, ils en ont fait une abstraction, ils ont par avance vidé de son contenu politique ce combat en le détournant des institutions, dès lors ils peuvent continuer sur le thème du TSCG puisque cela ne mène à rien ou n'entame pas la légitimité des institutions qu'ils s'emploient à protéger.

Leur conception de la lutte de classe est subordonnée à des objectifs immédiats qu'ils traitent comme des abstractions, peu importe le résultat puisque c'est finalement leur combat qui est réduit à l'état d'abstraction, qui se suffit à lui-même en dehors de tout objectif politique. L'orientation politique ou le contenu politique d'une bataille ne les intéresse pas, ils doivent demeurer dans le cadre du régime au lieu de se projeter au-delà, ce que signifierait remettre en cause la légitimité des institutions de la Ve République. Leur comportement est similaire à celui du PS.

Notre conception de la lutte de classe subordonne tout combat à la question de la construction du parti et à l'objectif de son combat, la prise du pouvoir, afin que les masses prennent conscience des tâches et objectifs qu'elles ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation, de gagner ses éléments les plus déterminés à en finir avec le capitalisme.

Deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques et incompatibles, parce qu'elles ne poursuivent pas le même objectif.

Titre : Fête de l'Huma : "*Il faut que Hollande mette la barre à gauche*" - Le Nouvel Observateur (16.09). C'est leur seul objectif politique.

Pour info, le PCF compterait 11000 élus et 130000 adhérents. (leparisien.fr 15.09). Précisons que la moitié ou plus sont des retraités ou ont atteint le quatrième âge...

Dernière info (IO n°217 page 8), on a appris que le POI avait adressé une "*lettre ouverte*" M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur pour lui demander de bien vouloir avoir l'obligeance d'"*abroger (la) loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale*", ce qu'il ne manquera pas de faire, n'en doutons pas.

Ils ont déjà envoyé une lettre à Hollande, une autre par l'intermédiaire de la Libre Pensée qui est un appendice du POI, une telle allégeance au régime en dit long sur leur indépendance politique...

En famille à la fête de l'Humanité.

"*Unis comme les doigts de la main*": Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ont insisté samedi sur leur "*unité*" lors de la fête de l'Humanité, assurant que le Front de gauche n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement.

Pierre Laurent a accueilli un parterre d'invités dont Guillaume Bachelay, futur numéro deux du Parti socialiste et David Assouline, porte-parole du PS.

"*Harlem Désir est là de tout coeur, matériellement il ne pouvait pas être là mais il n'y a pas de problème politique*", assure le porte-parole du PS.

"*Avec Guillaume Bachelay et moi, le haut niveau du PS est représenté*", souligne-t-il. La "*fête de l'Humanité est le lieu où la gauche se retrouve, elle débat*", explique Guillaume Bachelay. (AFP 16.09)

Ils ne loupent pas une occasion pour témoigner leur soutien à l'impérialisme américain.

Valls, dimanche, sur France 2, à propos de la vidéo "*Innocence of muslims*" et les réactions qu'elle a provoquées :

"*A partir de ce film insignifiant, insupportable, caricatural, vulgaire, on en vient à tuer des gens, assassiner l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye qui avait fait beaucoup pour la libération de ce pays*", a-t-il dit. (AFP 16.09)

Vivre sous le règne de la terreur et la charia doit être une véritable "*libération*" ! Quelle pourriture le PS !

Au regard des réactions en chaîne qu'a déclenché cette vidéo, cette opération pourrait avoir été orchestrée par Washington et Jérusalem pour conduire les gouvernements des puissances occidentales en proie à des manifestations à durcir leur arsenal répressif et liberticide au nom de la lutte antiterroriste.

Elle peut aussi avoir comme objectif de préparer psychologiquement les populations à une guerre contre l'Iran en présentant

les musulmans comme des fils de satan, afin que les peuples se rassemblent autour de leurs gouvernements qui soutiendraient Israël ; en quelques sorte, les manifestations salafistes serviraient à justifier une attaque contre l'Iran présenté comme un Etat terroriste à abattre une fois l'Islam et les musulmans diabolisés.

ACTUALITE EN TITRES

[La méthode Sarkozy fait des émules.](#)

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP
- Le ministère de l'Intérieur annonce un projet de loi antiterroriste - Le Nouvel Observateur

[La nausée.](#)

- Ayrault assure n'être "*pas du tout atteint par les critiques*" - Le Nouvel Observateur

Lui et sa clique de bras cassés, ils vous méprisent, on n'en attendait pas davantage d'eux.

[Le roi a dit je veux.](#)

- Ayrault veut des voitures consommant 2 litres aux 100 km - LeParisien.fr

Il est vrai que c'est quelque chose qui se décrète en se levant un bon matin, par contre la nationalisation de PSA, Doux ou Sanofi par exemple, c'est possible monsieur Ayrault, oui, mais cela il ne le veut pas...

[Thibault ou l'incurable médiocrité !](#)

- Thibault tacle les écolos sur les gaz de schiste et Fessenheim - L'Expansion.com

Thibault porte-parole du lobbying pétrolier et nucléaire...

[Des manifestations "*spontanées*".](#)

- Manifestation anti-américaine à Paris : l'opposition monte au créneau - Le Nouvel Observateur
- Manifestation anti-Poutine à Moscou, un test pour l'opposition - Reuters

[L'Etat sioniste joue la carte de la guerre et du chaos.](#)

- Israël: Netanyahu joue Romney contre Obama - AFP

Normal, dans la course à l'élection présidentielle américaine les sionistes supportent le candidat qui affiche les intentions les plus guerrières envers l'Iran, qui se présente comme le plus réactionnaire.

[Une formulation ambiguë ?](#)

- La troïka ne croit plus la Grèce capable d'atteindre ses objectifs - AFP

Les objectifs de la troïka ou de la Grèce ? Devinez, qui les a fixés et qui les impose à l'autre ? A moins qu'il faille interpréter que la Grèce a fait sienne les objectifs de la troïka et que malgré tout elle peine à les atteindre, parce qu'elle serait de mauvaise foi ou n'en aurait pas encore fait suffisamment et qu'il faille ajouter encore quelques mesures d'austérité supplémentaires.

J'ai lu dans le n°207 d'*Informations ouvrières* à la page 8 que "*la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum*", ainsi le clone du Front de gauche se démasque un peu plus chaque jour, c'est une bonne nouvelle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

L'opposition russe a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de personnes samedi à Moscou contre le pouvoir de Vladimir Poutine, malgré le durcissement du régime, mais la mobilisation s'effrite quatre mois après le retour de l'ex-agent du KGB au Kremlin.

La police a de son côté estimé à 14.000 le nombre de manifestants dans la capitale russe, tandis que le leader du Front de Gauche russe, Sergueï Oudaltsov, affirmait voir 150.000 personnes au meeting.

Alexeï Navalny, le plus charismatique des leaders de l'opposition, avocat libéral aux liens connus avec les milieux nationalistes, qui faisait scander à la foule il y a quelques mois les slogans les plus radicaux, a appelé les opposants à se préparer à une longue lutte et à se rendre aux manifestations comme ils se rendraient "*au travail*".

Autre figure majeure de l'opposition russe, mais d'un autre bord, Sergueï Oudaltsov, leader du Front de Gauche, a appelé les manifestants à prendre "*le contrôle de la rue*".

Des manifestants portaient également des bannières ou pancartes exigeant la libération des Pussy Riot.

La composition disparate de la marche illustre la difficulté de ce mouvement, rassemblé pour l'essentiel sur le slogan d'une "*Russie sans Poutine*", à dépasser ses divisions.

"*Nous ne les laisserons pas le transformer en goulag*" a dit l'ex-député Guennadi Goudkov.

Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, avec une affluence moindre: 2.500 personnes à Saint-Pétersbourg (nord-ouest), quelques dizaines à Vladivostok (Extrême-Orient), entre 350 et 800, selon les sources à Ekaterinbourg (Oural).

L'agence Interfax a fait état d'interpellations de manifestants à Nijni Novgorod (centre), la troisième ville du pays, où une centaine de personnes s'étaient rassemblées sans autorisation. (AFP 16.09)

Vous avez là tous les ingrédients présents en Tunisie, Egypte, Lybie, Syrie, les nationalistes instrumentalisés par Washington et ses alliés remplaçant les salafistes. Ils organisent des manifestations contre les régimes en place où se côtoient extrême droite et extrême gauche interdisant ainsi toute expression indépendante de la classe ouvrière.

Les Américains (et leurs alliés dont la France) se servent de dissidents ou d'opposants qu'ils manipulent ou qu'ils ont fabriqués eux-mêmes, puis encouragés et encadrés pour qu'ils s'attaquent à certains gouvernements tout en se servant de l'opposition légitime à ces régimes par une partie des masses qu'ils instrumentalisent en reprenant à leur compte leurs revendications de manière à présenter leur mouvement comme social et progressiste, alors qu'il a un contenu franchement réactionnaire et des intentions inavouées, servir les intérêts des puissances occidentales.

Il en va ainsi en Russie, en Chine, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie ou récemment en Argentine. C'est aussi une façon de noyauter ou récupérer toute forme d'opposition à ces régimes par les masses qui leur servent uniquement de caution démocratique, un de leur objectif est de pourrir l'opposition légitime ouvrière dans ces pays-là, afin d'éviter qu'une véritable opposition socialiste ne voie le jour et rassemble la majorité des exploités. Evidemment, tous les partis similaires au Front de gauche marchent les yeux fermés dans la combine contre-révolutionnaire de l'impérialiste américain.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

C'est dans un contexte social tendu que le président sud-africain ouvrira lundi matin le congrès du Cosatu, la grande confédération syndicale du pays, dont la fédération minière, le NUM, n'est jamais apparue aussi contestée par sa base.

Dimanche matin, les forces de l'ordre, qui ont reçu du gouvernement la consigne de mettre un terme aux troubles dans le

bassin minier de Rustenburg, avaient bloqué une nouvelle manifestation de mineurs du secteur du platine dans cette zone vitale pour l'économie nationale.

Barrant la route avec des véhicules blindés, la police a sommé les manifestants de quitter les lieux. Ces derniers ont obtempéré par peur de nouveaux affrontements.

Les mineurs, venus sans armes ni bâtons, voulaient marcher "*pacifiquement*" vers le poste de police pour protester contre les violences de la veille.

Samedi, la police avait opéré une spectaculaire descente nocturne dans les logements de Marikana, y confisquant armes blanches et bâtons. Les forces de l'ordre avaient ensuite dispersé un rassemblement de mineurs, usant de gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés.

Au moins 500 policiers sont entrés en action à 02h00 du matin (00h00 GMT), dans la première intervention policière depuis la fusillade du 16 août, qui avait réveillé les fantômes de la répression de l'époque de l'apartheid.

Environ 150 militaires ont été également positionnés en renfort dans la région. (1 200 soldats selon Le Figaro)

La chaîne d'information eNCA a indiqué que les policiers avaient opéré sans ménagement, "*mettant tout sens dessus-dessous*", y compris dans les pièces où étaient hébergées des familles. La police a rempli plusieurs camions de bâtons traditionnels et machettes saisis.

Après la descente de police, des mineurs se sont regroupés dans la matinée non loin du lieu de la fusillade du 16 août. C'est là que la police a fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser.

Ils se sont alors enfuis vers la zone de bidonvilles voisine, érigeant des barricades à l'aide de pneus incendiés et de rochers, et lançant des pierres sur les policiers qui les poursuivaient.

La police a répliqué par des tirs de balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés, dont au moins deux femmes, selon l'agence Sapa, six selon un autre témoignage.

"Les gens ont peur. La police a tiré sur des gens innocents qui ne faisaient que se rassembler pour entendre le compte-rendu (des négociations de la veille, ndlr), nous ne savons plus quoi faire", "ni où nous réunir", a déclaré à l'AFP Molisi Phele, un représentant des grévistes.

Dimanche, tandis que la manifestation se dispersait, un mineur, Lunsstone Bonase, 32 ans, affirmait aux journalistes: *"Le gouvernement est contre le peuple et permet qu'on tue des gens (...) Est-ce qu'on va travailler comme sous l'apartheid? Ils nous forcent à retourner au travail, comme ils le faisaient sous l'apartheid"*.

Les références au régime raciste et répressif de l'apartheid, disparu en 1994, se sont multipliées depuis que la police a tué 34 mineurs en grève le 16 août à Marikana, sur le site exploité par le britannique Lonmin. Les grévistes réclamaient un triplement de leurs salaires, à 12.500 rands mensuels (1.160 euros).

Samedi, l'évêque anglican Jo Seoka, médiateur dans les pourparlers entre les mineurs et leur direction, a mis en garde le pouvoir: *"Le gouvernement doit être fou pour croire que ce qui ressemble pour moi à la répression du temps de l'apartheid, puisse réussir"*.

"Le gouvernement ne peut pas tolérer une situation dans laquelle les gens manifestent dans les rues avec des armes dangereuses", a rétorqué M. Zuma.

Il a assuré que *"le gouvernement comprenait pleinement la détresse des pauvres et de la classe ouvrière du pays"*. Il a sommé les compagnies minières d'agir *"immédiatement"* pour se mettre en règle et notamment améliorer les logements.

L'activité devait reprendre lundi chez le géant australien Aquarius, et mardi chez Amplats, filiale du groupe Anglo American selon un communiqué.

Chez Lonmin, les négociations doivent reprendre lundi dans un lieu éloigné du site où depuis le 10 août, 3.000 foreurs refusent de redescendre sous terre. (AFP 16.09)

2- France

2.1- Une centaine de salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, promise à la fermeture, ont de nouveau laissé passer gratuitement pendant une heure les automobilistes au péage autoroutier de Senlis (Oise) dimanche soir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ce péage appartient à la société d'exploitation Sanef, "*dont la famille Peugeot est actionnaire*", selon la CGT, à l'initiative de cette manifestation.

"*C'est l'heure où les gens rentrent de week-end, ils sont aussi salariés et seront peut être confrontés au chômage. Nous voulons les sensibiliser car les licenciements, ça concerne tous les travailleurs*", a expliqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA Aulnay.

Selon le leader syndical de l'usine d'Aulnay, "*on ne peut compter que sur la force de mobilisation des salariés pour faire reculer les patrons*".

L'opération, qui s'est déroulée dans le calme sans intervention des forces de gendarmerie, a commencé vers 19H15 et s'est terminée vers 20H30. (AFP 16.09)

La police a reçu des ordres de ne pas intervenir, car en haut lieu on comprend que ce type d'action est la manifestation de l'impuissance qui ne peut que faciliter l'application du plan Varin que le gouvernement soutient. Ils préfèrent ce type d'actions bidons que l'occupation et la grève illimitée jusqu'au retrait du plan Varin, on comprend...

2.2- Une manifestation a rassemblé samedi matin à Rennes de 2.500 (préfecture) à 4.000 personnes (syndicats) pour la sauvegarde de l'emploi sur le site de l'usine PSA de Rennes-La Janais, où 1.400 emplois doivent être supprimés, a-t-on appris auprès de la préfecture et des syndicats.

"*C'est un jour très important pour nous, on défend notre avenir, on défend l'avenir de Rennes. Il faut absolument qu'ils nous accordent une voiture*" nouvelle à produire sur le site, "*mais avant 2016, sinon on va tous partir et on veut absolument conserver tous les emplois sur Rennes*", a déclaré à une journaliste de l'AFP Martine, 54 ans, dont 35 années chez PSA.

"*C'est la première fois qu'en intersyndicale on appelle les salariés à se mobiliser, c'est une journée symbolique*", a souligné Nadine Cormier (FO). "*C'est la journée du patrimoine et PSA La Janais, c'est le patrimoine industriel*", a estimé Pierre Contesse (FO). (AFP 15.09)

3- Espagne

Sous le slogan "*Ils veulent ruiner le pays, il faut l'empêcher*", une foule multicolore venue de toute l'Espagne a envahi Madrid samedi pour protester contre la politique de rigueur, au moment où le pays, miné par le chômage, tente d'éviter un sauvetage financier global. Les autorités ont estimé la participation à 65 000 personnes, mais les organisateurs n'ont pas donné de chiffre. Noyés dans les drapeaux rouge et blanc des syndicats, ou sous les petites pancartes portant ce seul mot "*NO*", les manifestants ont défilé par dizaines de milliers sur les avenues du centre de la capitale, pour se rassembler autour de la grande place Colón.

"*Ils baissent les salaires, ils augmentent les impôts, nous revenons 20 ou 30 ans en arrière*", lance Roberto Saldana, un pompier de 44 ans venu de Huelva, en Andalousie, uniforme bleu et casque rouge sur le crâne. Avec un groupe de collègues, il a voyagé toute la nuit en bus. "*Nous sommes cent pompiers à Huelva, et ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés*", raconte-t-il.

Tous dénoncent la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy : enseignants, parents et élèves en vert pour défendre l'éducation, cortège blanc de la santé, marche noire pour les fonctionnaires, défilé orange pour les personnes dépendantes et âgées, violet pour les femmes inquiètes pour leur droits, dont l'avortement. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont descendus des bus arrivés de toutes les régions du pays, de Catalogne, d'Andalousie, ou du nord de l'Espagne, portant les drapeaux régionaux et les couleurs des deux grands syndicats, UGT et CCOO. À la mi-journée, la foule s'est massée autour de la place Colón pour écouter les leaders syndicaux.

À deux pas de là, le siège du Parti populaire, au pouvoir, s'était transformé en camp retranché, protégé par des dizaines de fourgons de police. "*Nous voulons dire haut et fort au gouvernement que nous ne sommes pas d'accord, que sa politique fait trop de dégâts, que nous ne nous résignons pas*", a déclaré le secrétaire général de CCOO, Ignacio Toxo. Le leader de l'UGT, Candido Méndez, a affirmé que cette journée marquait le début d'un "*long*" combat contre l'austérité.

Le 19 juillet déjà, des centaines de milliers de personnes avaient défilé à Madrid pour crier leur colère contre les coupes budgétaires qui étranglent la population, durement éprouvée par un chômage frappant un quart des actifs. Mais depuis, le chef du gouvernement a annoncé que les efforts se poursuivraient, avec 102 milliards d'euros d'économies d'ici à la fin 2014, provoquant un mécontentement social grandissant. "*Mariano, Mariano, tu ne termines pas l'été*", prédit une petite pancarte, dans le hurlement des sifflets et les roulements de tambour. "*L'avenir, je le vois très noir*", résume Rian de los Rios, une

fonctionnaire madrilène de 55 ans. (Lepoint.fr et AFP 15.09)

4- Portugal

Plus d'une centaine de milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne et dans plusieurs villes du Portugal contre les mesures d'austérité du gouvernement de centre-droit qui a récemment mis le feu aux poudres en annonçant un renforcement de la rigueur.

"*Stop au terrorisme social*", "*Ceux qui volent le Portugal doivent être jugés*", "*Bientôt l'Etat volera les morts*", pouvait-on lire sur les nombreuses banderoles et affiches brandies à Lisbonne par les manifestants.

"*Que la troïka aille au diable*" était le principal slogan pour signifier le rejet des mesures de rigueur imposées par les trois bailleurs de fonds du Portugal, l'UE, le FMI et la BCE.

Selon des estimations des organisateurs, plus de 50.000 personnes ont manifesté à Lisbonne et un nombre sensiblement identique à Porto, la grande ville du nord du pays, tandis que plusieurs milliers se sont rassemblés dans une trentaine de villes. Habituellement, la police portugaise se refuse à toute évaluation.

A Lisbonne, des échauffourées ont eu lieu entre manifestants et policiers devant le Parlement sans faire de victimes.

"*Ce gouvernement va tuer le Portugal, et si nous ne faisons rien ce sera pire*", a déclaré Ivan Rodriguez, un trentenaire qui reconnaissait manifester pour la première fois. "*Je lutte pour préserver mon emploi et celui des autres*", ajoutait-il.

Les manifestations, convoquées sur Facebook par des universitaires, artistes, poètes ou musiciens, revendiquaient un caractère apolitique. Elles étaient toutefois soutenues par des partis d'extrême gauche et par le principal syndicat portugais, la CGTP, qui a prévu un grand rassemblement le 29 septembre.

Le mécontentement s'est nettement amplifié après les récentes décisions du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho de procéder cette année à de nouvelles augmentations d'impôts et de prévoir pour l'année prochaine une hausse de 11% à 18% des cotisations salariales, une mesure qui, selon des experts, équivaut à la perte d'un mois de salaire. De nombreuses banderoles brandies samedi par les manifestants invitaient le président à intervenir pour bloquer cette hausse des cotisations sociales.

Depuis l'obtention du plan de sauvetage, le gouvernement a déjà procédé à des baisses de salaires des fonctionnaires et des augmentations d'impôts avec en particulier des hausses sensibles de la TVA. (AFP et Reuters 15.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 septembre

CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir ou demain matin, ma connection est trop lente et bloque, j'ai perdu une heure à m'acharner dessus pour rien. On pourra lire notamment que ce sont les Israéliens qui sont à l'origine du film anti-islam diffusé en premier sur un support salafiste en Egypte pour faire pression sur les Américains dans leur quête un peu trop mole à leur goût ces derniers temps d'un Nouvel ordre mondial qui passe par la liquidation de la Syrie et une guerre contre l'Iran... On avait senti d'où pouvait provenir ce coup pourri, si vous avez lu la causerie que j'y ai consacré.

Un camarade a réagit à la causerie d'hier, à propos de Valls et du PS : "*Ils sont pire que la droite*", c'est une façon de dire les choses qui n'est pas fausse si l'on prend en compte la fonction contre-révolutionnaire du PS dans sa totalité.

C'est un fait qu'en prétendant être de gauche tout en agissant comme la droite ils brouillent les frontières entre la gauche et la droite au profit de cette dernière ; les travailleurs qui ne sont pas engagés dans un parti ou qui ne sont sympathisants d'aucun parti, soit 80 à 90% des masses, auront tendance à penser que la droite et la gauche se valent ou ne valent pas mieux l'un que l'autre, ce qui aura tendance à les détourner de tous les autres partis qui se disent de gauche ou qui sont catalogués à gauche, donc toujours au profit de la droite rassemblée dans le parti de l'ordre ; en agissant comme les partis capitalistes au nom du socialisme, le PS rend un service inestimable à la droite, à la fois en se faisant le fossoyeur du socialisme et en préparant le terrain à son retour au pouvoir une fois démontré qu'il ne pouvait pas faire mieux que la droite ; en se situant sur le terrain du capitalisme au nom du socialisme, le PS ne fait pas seulement que soutenir le capitalisme ou gérer la société pour son compte, il fait en sorte de rendre inaudible ou infâme le socialisme de façon à en détourner les travailleurs, de la sorte il entend leur

interdire toute issue politique à la crise du capitalisme sur le terrain de classe du prolétariat...

Une fois ce constat établi, et il est loin d'être exhaustif, ces faits relevés que personne ne peut nier, il serait peut-être plus juste de classer le PS à droite ou de le placer dans le camp de notre ennemi de classe, c'est d'ailleurs de cette manière que je le traite.

Tous les partis ou formations politiques qui s'adressent à lui à l'occasion de la ratification du TSCG, démontrent qu'ils se refusent à prendre en compte cette réalité, pour lui substituer une interprétation erronée des rapports qu'entretient le PS à l'Etat et au capitalisme, pour finalement refuser de rompre leurs relations avec ce parti du capital. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas tiré les enseignements de ces rapports et demeurera lié au PS, il sera incapable de se doter d'une orientation politique conforme aux intérêts historiques du prolétariat et de faire un pas en avant vers son émancipation.

Pour tout parti qui prétend représenter les intérêts collectifs de la classe ouvrière, la rupture avec le PS et ses satellites, avec les appareils pourris des syndicats, demeure un préalable à toute action de classe indépendante des capitalistes pour avancer vers le socialisme.

Le saviez-vous ?

Selon le rapport annuel X Wealth, les détenteurs d'une fortune supérieure à 30 millions de dollars ont perdu 1,8% de leurs avoirs sur un an. Pour ceux possédant entre 200 et 500 millions de dollars, la baisse a été de 11,4%. En revanche, les milliardaires ont eux vu leur fortune gonfler de 14% sur la même période. (Atlantico.fr 17.09)

Leur morale et la nôtre.

Etonnante déclaration du patron du quotidien L'Agefi : « *Tout a été fait pour ne pas paniquer le citoyen européen de base, quitte à oublier de l'informer purement et simplement* ». (Numéro 329, juin 2012) Un an avant, en mai 2011, Jean-Claude Juncker, président l'Eurogroupe, confiait : « *Quand ça devient grave, vous devez mentir* ». Difficile de faire mieux en matière de cynisme ! (liesi 15.09)

Il n'y a que les ignares, les lâches ou les vendus au capital pour encore croire la version officielle...

http://www.youtube.com/watch?v=9RC1Mepk_Sw&feature=player_embedded

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordres de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

Le Général Clark fulmine sur le fait qu'un petit groupe d'hommes dirige le pays sans en référer à quiconque, en fonction de leurs intérêts propres. (liesi 10.09)

A noter qu'à ce jour, pas un seul parti ouvrier en France n'a remis en cause la version de G. Bush, le titre s'adressait à leurs dirigeants vous l'aurez deviné.

Et pour cause !

Titre : *La manifestation de Benghazi, un attentat programmé* - Le Point 17.09

- " Si les Américains, après les condamnations de circonstances et l'hommage aux victimes du président et de la secrétaire d'État, observent, pour leur part, un discret silence radio, c'est peut-être parce que cette attaque est bien troublante. Elle montre en effet que, pas plus aujourd'hui qu'au moment du 11 Septembre, la CIA ne parvient à anticiper les actions terroristes." (lepoint.fr 17.09)

Comment Washington aurait dû "*anticiper*" des "*actions terroristes*" qu'il avait mis lui-même soigneusement au point ?

ACTUALITE EN TITRES

[Le PS poursuit la politique de Sarkozy, qui en doutaient ?](#)

- Loi antiterroriste de Valls: "*Un hommage à Nicolas Sarkozy*", selon Ciotti (Droite populaire de l'UMP - Ndlr) - L'Express.fr
- Droit de vote des étrangers : Valls en flagrant délit de retournement de veste ? - LePoint.fr
- Pierre Moscovici salue la mémoire d'Édouard Leclerc - LePoint.fr
- Sur Sanofi, Montebourg ménage la chèvre et le chou - Liberation.fr
- Le député socialiste René Dosière veut mettre les collectivités au régime - L'Express.fr

La méthode Sarkozy fait des émules, suite

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP

Trop facile !

- Berlusconi : "*L'arrogance de Sarkozy l'emporte sur son intelligence*" - Le Nouvel Observateur

La preuve que le TSCG est illégitime.

- Traité de Maastricht: vingt ans après, les Français voteraient à 64% contre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

La présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre, l'une des figures les plus importantes du Parti populaire (PP, droite) au pouvoir, cible favorite de la gauche et du mouvement des "*indignés*", a annoncé lundi sa démission surprise, secouant le monde politique en Espagne.

L'annonce d'Esperanza Aguirre, 60 ans, qui a évoqué des raisons personnelles et de santé.

Figure-clé de la vie politique espagnole, Esperanza Aguirre, ancienne ministre de la Culture (1996-1999) et ex-présidente du Sénat, est aussi un élément essentiel du PP au pouvoir, dirigé par le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

Connue pour ses positions pro-libérales, anti-avortement, pro-corrída et ses déclarations choc, elle a encore récemment dû présenter des excuses après avoir affirmé qu'il fallait "*tuer les architectes*" à l'origine d'un bâtiment d'une mairie de la banlieue de Madrid qu'elle trouvait hideux. (AFP 18.09)

2- Etats-Unis

Plus de 30 pays conduits par les Etats-Unis ont entamé autour du détroit d'Ormuz le plus gros exercice naval de déminage, dans un clair avertissement à Téhéran qui a renouvelé sa menace de fermer ce passage stratégique.

"*Il s'agit du premier exercice international dans cette région et du plus important jamais mené*" autour du Golfe, a déclaré lundi à l'AFP le lieutenant Greg Raelson, de la Vème Flotte américaine basée à Bahreïn.

Selon lui, "*plus de 30 pays*" participent à l'exercice, qui se déroule depuis dimanche et jusqu'au 27 septembre dans le Golfe, en mer d'Oman et dans le Golfe d'Aden, mais pas dans le détroit d'Ormuz.

Le QG naval américain a tenu à souligner le caractère "*globalement défensif*" de l'exercice, "*destiné à assurer la liberté de navigation dans les eaux internationales du Moyen-Orient et à promouvoir la stabilité régionale*".

Mais il intervient alors que l'Iran a renouvelé dimanche sa menace de cibler le détroit d'Ormuz, par où transite le tiers du trafic pétrolier mondial par voie de mer, en cas d'attaque militaire contre lui.

Les Américains ont deux importantes bases dans le Golfe, au Qatar et à Bahreïn, siège de la Vème Flotte. Des forces américaines disposent également de camps au Koweït et ont une présence dans des bases des Emirats arabes unis.

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari, avait affirmé dimanche que l'Iran était prêt à détruire Israël en cas d'attaque israélienne contre ses sites nucléaires, mais également à s'en prendre aux bases américaines dans la région.

"Les Etats-Unis ont beaucoup de vulnérabilités autour de l'Iran et leurs bases sont à portée de nos missiles", a-t-il déclaré.

"Si un conflit impliquant la République islamique éclate dans la région, cela aura naturellement des conséquences sur le détroit d'Ormuz", avait-il également prévenu.

Selon le scénario retenu pour l'exercice, les navires engagés *"répondront à une attaque simulée sous la forme d'un minage des eaux internationales en dégagant les routes maritimes pour faire respecter la liberté de navigation"*.

Les Etats-Unis ont déjà déployé des drones sous-marins capables de détecter et de détruire les mines navales iraniennes afin d'empêcher toute tentative de blocage de ce détroit stratégique, avait indiqué en juillet un gradé de l'US Navy. (AFP 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté lundi 42 mineurs en grève sauvage sur le site d'extraction de platine de Rasimone, exploité en commun par Royal Bafokeng Platinum et Anglo American Platinum près de Rustenburg.

En revanche, deux mines gérées par d'autres groupes ont rouvert après avoir dû suspendre leurs opérations en raison de mouvements semblables.

Dans la mine de platine de Marikana, exploitée par Lonmin, des négociations salariales devaient reprendre pour mettre fin à la grève violente qui dure depuis cinq semaines, et au cours de laquelle 45 personnes ont été tuées.

Le groupe britannique a parallèlement confirmé qu'il fermerait pour deux ans l'un des puits de Marikana afin d'économiser 500 millions de dollars, mettant fin au contrat de 1.200 sous-traitants.

La police a utilisé ce week-end des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, et l'armée est aussi intervenue, marquant la volonté du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC) d'employer la manière forte contre la série de mouvements, provoqués par la rivalité entre le Syndicat national des mineurs (NUM), proche de l'ANC, et l'Association des mineurs et des salariés du bâtiment (AMCU), en pointe de la contestation.

La mine de platine de Kroondal, exploitée par Aquarius Platinum, et un site d'extraction de chrome du groupe suisse Xstrata, proche de la ville de Rustenburg, ont rouvert lundi, mais la situation demeure tendue.

"Alors que nos employés retournaient au travail, il y a eu des cas d'intimidation comme dans l'ensemble de Rustenburg", a reconnu Christopher Tsatsawane, un porte-parole de Xstrata.

Anglo American Platinum, plus connu sous le nom d'Amplats, touché par une grève de 1.500 mineurs sur son site de Rasimone, a dû appeler la police qui a arrêté 42 personnes.

Amplats avait auparavant annoncé que le travail dans ses mines de Rustenburg reprendrait mardi, ce que l'un des meneurs a qualifié de *"plaisanterie"*.

"Ils peuvent envoyer l'armée, ils peuvent tirer sur des gens, tirer sur des vieillards dans leurs cabanes, utiliser des gaz lacrymogènes contre de jeunes enfants (...) soyons clairs, il y aura des répercussions", a prévenu Mamelwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

A Marikana, la police a empêché lundi Julius Malema, dissident de l'ANC et désormais opposant inconditionnel au président Jacob Zuma, de s'adresser à un groupe de mineurs et l'a conduit à distance, a rapporté un témoin à Reuters.

L'unité d'élite des "Hawks" (Faucons) de la police a ouvert une enquête contre Malema, accusé d'incitation à la violence et intimidations. (Reuters et AFP 17.09)

2- France

Les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont reçu un appel à faire grève jeudi pour aller manifester devant l'Élysée, où une délégation doit être reçue par le président François Hollande, a annoncé lundi le délégué CGT de l'usine, Jean Pierre Mercier.

"Tous les syndicats du site d'Aulnay appellent à la grève et à manifester devant l'Élysée pour soutenir la délégation qui sera reçue", a-t-il indiqué à l'AFP.

"A sa demande, l'intersyndicale de PSA Aulnay sera reçue par le président Hollande", précise un communiqué du SIA (Syndicat indépendant de l'Automobile), majoritaire à Aulnay.

L'Élysée n'avait pas confirmé lundi ce rendez-vous. (AFP 17.09)

3- Grèce

Juges et procureurs en Grèce ont appelé lundi à une grève pour protester contre des coupes prévues dans leurs salaires dans le cadre du nouveau plan d'économies que le pays s'appête à adopter sous contrainte de ses créanciers. La grève dans les tribunaux civils et pénaux doit durer jusqu'à la fin de la semaine, "le 22 septembre", tandis que dans les tribunaux administratifs elle doit se prolonger "jusqu'au 30 septembre", selon des communiqués des unions des juges. Durant cette période, juges et magistrats ne vont "ni présider les séances", ni "publier de jugements", selon leurs communiqués respectifs. Selon l'union des juges administratifs "les nouvelles coupes sont exagérées et au total la réduction pourrait dépasser 50% sur les salaires nets en deux ans".

Le mouvement des juges s'inscrit dans le cadre de grèves sectorielles entamées depuis début septembre par différentes catégories de fonctionnaires, juges, universitaires, médecins hospitaliers, pompiers, militaires ou policiers. L'ensemble de ces catégories sont frappées par les nouvelles coupes prévues dans le paquet de mesures de plus de 11,5 milliards d'euros, réclamées par la troïka des créanciers du pays UE, BCE, et FMI, en échange de la poursuite de leur aide financière au pays.

Le 6 septembre, notamment, l'union des magistrats avait manifesté devant le palais de Justice à Athènes. Depuis le début de la crise de la dette en Grèce en 2010, les multiples programmes d'austérité destinés à assainir les finances publiques du pays ont déjà fortement réduit les salaires dans la fonction publique, ainsi que les retraites. Dans le secteur privé, le salaire minimum a été réduit de 22% et des mesures pour davantage de flexibilité du travail sont encouragées en entreprise dans l'optique de soutenir une éventuelle relance économique. (lexpress.fr 17.09)

4- Portugal

Une grève des employés portuaires paralysait lundi la plupart des ports portugais tandis que des arrêts de travail affectaient également les principales raffineries du pays.

"Les ports sont totalement paralysés aussi bien ceux sur le continent que ceux des Açores et de Madère", a indiqué un représentant du syndicat des employés portuaires, Oficiaismar.

L'activité était ainsi au point mort dans les ports de Lisbonne, Setubal, Sines et Aveiro.

Les employés des ports protestent en particulier contre des réductions d'effectifs et réclament des améliorations des conditions de travail.

D'autre part, les deux principales raffineries du pays, celles de Sines (à 150 km au sud de Lisbonne) et de Matosinhos (près de Porto, la grande ville du nord du Portugal) étaient pratiquement à l'arrêt en raison d'une grève prévue pour trois jours. "La participation à la grève est supérieure à 90%", a indiqué un représentant syndical.

Les employés ont lancé ce mouvement pour protester contre le nouveau code du travail, entré en vigueur début août et destiné à assouplir le marché de l'emploi dans le cadre des réformes entreprises par le Portugal en échange du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros, accordé en mai 2011.

Le mécontentement social s'est nettement amplifié au Portugal après une récente décision du gouvernement de renforcer les mesures d'austerité tant cette année qu'en 2013.

Des centaines de milliers de Portugais ont manifesté samedi à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays pour protester contre ces mesures, une mobilisation exceptionnelle au Portugal depuis la mise en oeuvre du plan de sauvetage. (AFP 17.09)

Notons qu'il aura fallu deux jours à l'AFP pour rétablir la vérité, ils en étaient restés à 100 000 manifestants tout au plus, et voilà qu'ils étaient des centaines de milliers à manifester.

5- Belgique

ArcelorMittal a annoncé lundi renoncer à un plan d'investissement de 138 millions d'euros pour son site de Liège, en Belgique, qui se voit ainsi menacé d'une fermeture définitive.

Le numéro un mondial de l'acier avait annoncé en octobre 2011 la fermeture des deux hauts-fourneaux et de la fonderie sur le site, ce qui devait entraîner 500 pertes d'emplois selon les syndicats. Il avait cependant proposé d'investir dans le maintien d'une activité sidérurgique à Liège, permettant ainsi de préserver 2.000 emplois, mais à condition de négocier un accord sur la fermeture des opérations dites de phase liquide.

ArcelorMittal a fait savoir lundi qu'il n'était pas parvenu à s'entendre avec les organisations syndicales sur les modalités des suppressions d'emplois et qu'il abandonnait en conséquence son plan d'investissement.

Le syndicat libéral CGSLB a de son côté dénoncé des "*pratiques d'un autre siècle*", accusant ArcelorMittal de pratiquer du chantage afin d'imposer ses conditions pour l'arrêt de certaines activités.

ArcelorMittal, qui emploie actuellement 2.800 personnes à Liège, a dit regretter qu'un accord social n'ait pu être conclu en 11 mois. (Reuters 17.09)

6- Etats-Unis

6.1- Rahm Emanuel, le maire de Chicago, a prévenu dimanche qu'il allait demander une injonction à la justice pour contraindre à la reprise du travail les enseignants de la ville. Rahm Emanuel, l'ex-chef de cabinet de Barack Obama à la Maison Blanche et membre du SuperPAC Priorities USA Action, a fait connaître cette décision après que les syndicats eurent annoncé la poursuite du mouvement social au moins jusqu'à mercredi afin de consulter leur base.

Les enseignants des écoles publiques de Chicago, troisième plus grande communauté éducative des Etats-Unis et fief de Barack Obama, se sont mis en grève le 10 septembre, pour la première fois depuis 25 ans, réclamant au départ une hausse de 30 % de leurs salaires pour compenser des journées plus longues. Le maire de Chicago, Rahm Emanuel, avait rallongé de 10 jours l'année scolaire, qui était la plus courte des Etats-Unis. La grève, qui concerne 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques de Chicago, affecte quelque 350 000 élèves de maternelle, de primaire et de secondaire de la région.

Les deux parties se sont entendus vendredi sur une base de négociation afin de régler les sujets de contentieux, comme l'évaluation des enseignants ou les fermetures d'établissements. Mais plusieurs centaines de délégués syndicaux ont refusé dimanche de voter la fin de la grève. (lemonde.f 17.09)

6.2- Le pourcentage des Américains qui disent être descendu d'un cran de la classe moyenne pour la "*classe inférieure*" a augmenté de 25% au cours des quatre dernières années (sondage du Pew Research Center). Cette classe sociale dite inférieure voit son profil démographique changer. On compte de plus en plus de gens âgés de moins de 30 ans. Si l'on regarde selon le choix politique des citoyens, le nombre de républicains qui se disent appartenir à cette classe est en hausse importante. 23% se considèrent désormais comme classe inférieure, contre 13% en 2008. Parmi les démocrates, 33% se considèrent désormais comme classe inférieure, par rapport à 29% en 2008.

84% de cette classe inférieure disent qu'ils ont été contraint de réduire fortement leurs dépenses en 2011 contre 62% parmi les citoyens s'estimant de la classe moyenne. Le chiffre est de 41% pour ceux qui disent appartenir à la classe aisée.

Seulement la moitié des Américains pense que le travail scolaire peut assurer un bon salaire tant la crise est perçue comme profonde. Où est le rêve américain ? Le contingent de ceux qui pensent que les enfants connaîtront des jours encore plus difficiles ne cesse de progresser.

Environ un tiers de tous les adultes (32%) disent maintenant qu'ils appartiennent à la classe inférieure, par rapport à 25% au début

de 2008. 39% des adultes âgés de 18 à 29 disent qu'ils sont maintenant dans la classe inférieure, une augmentation de 14 points depuis 2008.

Aujourd'hui, environ le double de la proportion des adultes âgés de 65 ans et plus disent qu'ils font partie des échelons les plus bas de l'échelle sociale (39% contre 20% en 2008).

Ben Shalom Bernanke peut toujours imprimer. Cela ne sert qu'à gagner du temps pour un futur problème encore plus grave : celui de l'hyperinflation. (liesi 14.09)

ECONOMIE

1- BCE

Inutile de revenir sur le rôle des agences de notation et surtout des grosses banques de Wall Street (avec Goldman Sachs en tête) dans la débâcle des dettes souveraines des Etats européens. Un constat saute aux yeux : ce qui a commencé en Europe comme une crise financière, s'est petit à petit transformé en une crise existentielle, laissant au président de la BCE Mario Draghi, de plus en plus de pouvoir pour combler le vide laissé par une direction de politiciens absolument incompetents.

Du temps... pour liquider la classe moyenne

Mario Draghi, l'homme de Goldman Sachs, agit en concertation avec les financiers Geithner/Bernanke de Wall Street pour donner du temps au temps... Ces employés officieux du cartel bancaire, laissent au sommet de la pyramide, le temps de préparer le scénario de faillite globale. On l'a très bien compris : ils ne veulent plus de classe moyenne et il leur faut donc gérer la crise... pour siphonner les patrimoines de la classe moyennegrâce au soutien des politiciens chargés de voter les lois de crise au niveau des Etats européens.

La BCE va acheter de la dette souveraine des pays périphériques de la zone euro, comme l'Italie et l'Espagne, pour faire baisser leurs rendements obligataires et réduire leurs coûts d'emprunt. Officiellement, Mario Draghi prétend vouloir sauver l'euro. Là est l'intention officielle. L'intention non avouée est de gagner du temps, d'acheter du temps par la planche à billets pour ruiner les Européens au profit du Grand Œuvre : le Nouvel ordre mondial.

Dans le plan de rachat de dettes souveraines, il y a beaucoup d'imprécisions, assurent plusieurs analystes de banques américaines et européennes. Pourquoi ? D'aucuns pensent que tout cela va finalement miner le crédit de la BCE... Un ancien président de la Banque d'Angleterre confie qu'il pense que *"le défaut est inévitable pour certains pays de la zone euro. La priorité n'est pas de chercher à soutenir l'euro en difficulté, mais de trouver les moyens de caser la zone euro avant la débâcle. Quand Draghi affirme que l'euro est irréversible il dit n'importe quoi. L'un de mes professeurs d'économie disait toujours : rien, absolument rien n'est irréversible en économie"* (Lawson). (liesi 15.09)

2- Agences de notation

Petite histoire des agences de notation

« En 1868, aux Etats-Unis, Henry Poor, profitant du développement des chemins de fer, lance une publication annuelle de statistiques qui fait vite référence. Il sera suivi, vers 1900, par John Moody qui publiera ses propres manuels de notations financières, les *"ratings"*, c'est-à-dire, en français *"évaluations"* : c'est l'innovation majeure. A la suite de la crise financière de 1907, il était apparu qu'il devenait nécessaire de classer le plus clairement possible les différentes dettes. Moody sera suivi par Poor en 1916 puis par deux autres agences : Standard statistics en 1922 et Fitch (fondée par John Knowles Fitch, en 1913 à New York) en 1924. Poor et Standard fusionneront en 1941.

Depuis les années 1940, le *"métier"* de notation est resté entre les mains de l'oligopole des trois agences Moody's (Moody's Investors Service), Standard and Poor's (S&P), Fitch. En dépit de diverses tentatives, aucune autre agence n'est parvenue à s'imposer, dans la mesure où elles ont été rachetées, dès leurs premiers succès, par le trio précité : en 2008, ces trois agences représentaient 94 % du chiffre d'affaires mondial de l'activité de notation.

Quant aux 6 % restants, il s'agit de petites agences spécialisées dans des secteurs bien particuliers ou d'agences étrangères, comme Danong en Chine, mais avec lesquelles les trois grandes agences ont multiplié les accords de partenariat. A l'exception de Fitch (propriété de la holding française Fimalac, présidée par Marc Ladreit de Lacharrière), S&P et Moody's sont des sociétés états-uniennes » (Source: Rivarol). (Liesi 15.09)

3- France

Deux cent huit usines ont fermé depuis le 1er janvier et 130 ont ouvert en France, selon une étude réalisée par l'observatoire Trendeo pour Le Monde et publiée dans l'édition de mardi du journal.

Ces 208 fermetures représentent une hausse de 50% par rapport à la même période en 2011, selon le décompte fait par les auteurs de l'étude.

"Depuis le 1er janvier 2009, nous recensons 1.132 fermetures de sites industriels employant plus de dix salariés", selon David Cousquer, créateur et gérant de Trendeo, cité par le quotidien. "Dans le même temps, 786 sites ont été créés, soit un solde net négatif de 346 usines".

"Les grands sites comme celui de PSA à Aulnay font la une des journaux, mais la taille moyenne des installations concernées est de 73 emplois", souligne-t-il.

"Les fermetures d'usines se poursuivent alors que les créations d'usines ralentissent", estime Trendeo et les perspectives pour l'emploi sont sombres: "il est à craindre, compte tenu des efforts budgétaires annoncés pour 2013, que la baisse des emplois publics accompagne celle du privé", anticipe M. Cousquer. (lexpansion.com 17.09)

4- Etats-Unis

Le président américain Barack Obama va saisir lundi l'OMC contre la Chine, qu'il accuse de subventionner son secteur automobile pour favoriser ses exportations, une décision destinée à contrer les attaques de son rival Mitt Romney dénonçant sa faiblesse supposée envers Pékin.

Cette action intervient au moment où son adversaire républicain dans la course à la présidence de novembre prochain, Mitt Romney, l'accuse de timidité face à Pékin.

"Je veux m'assurer que si un pays triche comme la Chine triche, nous les rappellerons à l'ordre et nous ne les laisserons pas continuer", a déclaré la semaine dernière M. Romney, promettant notamment que s'il était élu, que Pékin "respecte les règles".

En période électorale, s'en prendre à la Chine est un argument traditionnel de campagne aux Etats-Unis.

Lundi, il plaidera que les mesures de la Chine sont un *"désavantage concurrentiel"* pour l'industrie automobile américaine *"et encouragent la délocalisation d'une partie de la production automobile en Chine"*, a dit le responsable.

Il dira les subventions supposées chinoises aux constructeurs automobiles locaux et aux équipementiers violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce en la matière.

Washington devrait également arguer que Pékin viole les engagements pris dans le domaine quand il a rejoint l'Organisation en 2001. Pour l'administration Obama, *"les subventions illégales"* de la Chine à son secteur automobile s'élevaient à au moins 1 milliard de dollars entre 2009 et 2011.

Plus de 770.000 personnes travaillent directement dans l'industrie automobile aux Etats-Unis, mais du secteur dépendent des millions d'emplois indirects, d'après les chiffres officiels.

En l'espace de dix ans, les exportations automobiles chinoises aux Etats-Unis ont flambé pour atteindre 69,1 milliards de dollars en 2011 contre seulement 7,4 milliards en 2001, selon Washington.

De leur côté, les constructeurs américains se remettent à peine de la grave crise de 2008-2009 dont certains (General Motors et Chrysler) ne se sont relevés qu'avec l'aide massive de l'Etat.

"Les faits sont indiscutables. La Chine subventionne son secteur des équipementiers automobiles (et) bloquent nos exportations", a affirmé l'Alliance pour l'industrie américaine (AMA), un groupe de pression qui estime à 1,6 million le nombre d'emplois menacés aux Etats-Unis par ces pratiques.

L'administration Obama avait lancé début juillet une action contre les droits de douane jugés *"injustes"* appliqués par la Chine aux exportations d'automobiles américaines. (AFP 17.09)

5-Chine

Plusieurs grands groupes japonais ont fermé lundi leurs usines en Chine et conseillé à leurs employés expatriés de ne pas sortir, à la suite de violentes manifestations provoquées par une querelle autour d'un archipel revendiqué par les deux pays.

De nombreuses écoles nippones, notamment à Pékin et Shanghai, ont également fermé leurs portes pour la semaine et la crainte s'est installée au sein de la communauté des expatriés nippons après un week-end de violences antijaponaises dans plusieurs villes de Chine.

Des milliers de nationalistes chinois ont manifesté contre le Japon après l'annonce par Tokyo du rachat à leur propriétaire privé d'un groupe d'îles en mer de Chine orientale que les Chinois appellent Diaoyu et les Japonais Senkaku.

Des violences ont éclaté dans au moins cinq villes. Essentiellement dirigées contre les représentations diplomatiques japonaises, elles ont aussi visé des boutiques, des restaurants et des concessionnaires automobiles de marques nippones, comme Toyota et Honda, qui suspend sa production en Chine pour deux jours à partir de mardi.

Mazda a également annoncé l'arrêt de la production à partir de mardi, pour quatre jours, dans son usine de Nankin, gérée conjointement avec Chongqing Changan Automobile et Ford.

"*Je veux partir*", a confié un cadre de Nissan, qui suspend aussi sa production en Chine pour deux jours à partir de lundi. "*Les manifestations près de chez moi étaient terrifiantes.*"

Toyota a, en revanche, précisé que ses usines fonctionnaient normalement et que le groupe n'avait pas demandé à ses employés japonais de quitter la Chine.

Parmi les distributeurs, Fast Retailing a annoncé qu'il fermerait mardi 19 de ses magasins Uniqlo, contre sept lundi. Seven & I a fermé 13 supermarchés et 198 supérettes et Aeon a demandé à ses employés japonais de ne pas se rendre en Chine en voyage d'affaires.

Dans l'électronique, le groupe Panasonic a annoncé qu'une de ses usines avait été victime d'actes de "*sabotage*" de la part d'employés chinois et que le site resterait fermé jusqu'au mardi inclus. Sony a encouragé ses employés à éviter les voyages d'affaires qui ne seraient pas essentiels. Selon la presse japonaise, le groupe Canon interrompra lundi et mardi la production dans trois de ses quatre usines en Chine.

La situation pourrait se tendre un peu plus car le Quotidien du peuple, organe du Parti communiste, rapporte qu'un millier de bateaux de pêche chinois naviguent vers l'archipel.

Tokyo a mis en garde ses ressortissants contre de probables nouvelles manifestations mardi, journée de commémoration en Chine de l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931.

Le Premier ministre japonais, Yoshihiro Noda, qui a rencontré lundi à Tokyo le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a exhorté les autorités chinoises à garantir la sécurité des ressortissants et des biens japonais.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a assuré que ce serait le cas. Il a toutefois jugé qu'il revenait au Japon de modifier sa position pour apaiser ces tensions.

"*Les conséquences profondément destructrices de l'acquisition illégale des îles Diaoyu ne s'interrompent pas et le Japon en porte la responsabilité*", a déclaré Hong Lei, porte-parole du ministère, demandant à Tokyo d'adopter "*une attitude et une approche correctes*".

Leon Panetta a déclaré que les Etats-Unis respecteraient leurs obligations aux termes du traité de sécurité les liant au Japon. Il a toutefois dit que Washington ne prendrait pas partie dans le contentieux territorial et a invité les deux voisins à la retenue.

Malgré leurs contentieux historiques et territoriaux, la Chine est le premier partenaire commercial du Japon. En 2011, leur commerce bilatéral a augmenté en valeur de 14,3% pour atteindre 345 milliards de dollars (263 milliards d'euros), un record.

Dans son édition internationale, le Quotidien du peuple prévient que le Japon risque d'être confronté à une nouvelle "*décennie perdue*" de stagnation économique, et pourrait même "*devoir se préparer à revenir vingt ans en arrière*" si la Chine recourait à des sanctions économiques.

"*La Chine est toujours extrêmement prudente quand il s'agit de jouer la carte économique*", poursuit le journal dans un éditorial en première page. "*Mais dans les luttes qui touchent à la souveraineté territoriale, si le Japon continue ses provocations, la*

Chine mènera bataille."

La Chine estime que ses frontières maritimes sont définies par son plateau continental alors que le Japon juge que la séparation entre les zones économiques exclusives des deux pays est déterminée par la médiane entre leurs côtes respectives. (Reuters 17.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre

CAUSERIE

Ils sont dépités au M'PEP ils terminent ainsi un article intitulé *Le 21 septembre 1792 naissait la République, 220 ans après elle agonise* ! daté du 18 septembre 2012 : "*Pauvre France et pauvres Français ! Se réveilleront-ils un jour ? De préférence avant qu'il ne soit trop tard !*". Demandez-vous plutôt pourquoi nous en sommes là, pourquoi la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction au cours des 70 dernières années, même à l'état embryonnaire.

Si au lieu de se morfondre et de se demander *220 ans après, que reste-t-il de la République ?* ils voulaient bien lui donner un contenu social, quelle classe l'a forgée et pour représenter quels intérêts peut-être qu'ils seraient sur la bonne voie pour répondre à la question précédente que j'ai soulevée. Cela vaut pour les autres partis.

Il y a deux manières antagoniques de défendre les valeurs de la République, soit en se tournant nostalgiquement vers un passé révolu et qui n'a pas vraiment été une partie de plaisir pour les ouvriers et paysans qui furent traités de la fin du XVIIIe siècle à la moitié du XXe pire que des chiens de nos jours, soit en se tournant vers le futur en reliant ce combat à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qui ne laisserait aucune couche d'exploités ou aucun travailleur sur le bord de la route.

Défendre la République en se tournant vers le passé est le signe de l'impuissance et du refus de rompre avec sa nature capitaliste ou l'ignorer ce qui revient au même.

Ces intellectuels ont un côté sympathique, je m'abstiendrai ici de porter un jugement sur leurs réelles intentions, je constate seulement qu'ils sont incapables d'aller au bout de leur analyse.

Je n'ai pas le temps ici de me lancer dans une démonstration sur la question qu'ils ont soulevée, je me permets de leur soumettre quelques pistes de réflexion qu'apparemment ils n'ont pas explorées ou qu'ils ont laissé de côté, volontairement ou inconsciemment je n'en sais rien, peu importe ici.

Si l'évolution du capitalisme mondial conduit à remettre en cause les valeurs ou principes de la République ainsi que les Etats-nations, cela signifie peut-être que les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine ont été profondément modifiés depuis, à l'échelle mondiale, car c'est à ce niveau qu'il faut se poser ces questions.

La concentration du capital et la division internationale du travail intervenue depuis l'avènement des Etats-nations et de la République y sont sans doute pour quelque chose, de même que le passage d'une phase ascendante à une phase décadente du capitalisme.

Le passage du capitalisme au socialisme impliquerait aussi qu'il soit mis fin aux Etats-nations et à la République tels que nous les connaissons aujourd'hui, dans une perspective diamétralement opposée à celle du Nouvel ordre mondial que l'impérialisme américain et sionisme entendent mettre en place.

Si aujourd'hui le capitalisme mondial avance dans cette voie selon les pays à coups de canon ou en broyant les avancées sociales et politiques conquises lors de la lutte de classe des XIXe et XXe siècle, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de son côté d'avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe et la liquidation du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est la faillite politique du mouvement ouvrier (international) et particulièrement de son avant-garde révolutionnaire qui est à l'origine de cette situation, son incapacité à accomplir ses tâches historiques ou l'énorme retard qu'il a pris pour en finir avec le capitalisme.

Le caractère monstrueux et cynique du capitalisme qui s'affiche chaque jour dans les différents médias ou publications des partis ouvriers est un terrible et gigantesque défi posé à la civilisation humaine qui doit dorénavant combattre pour sa survie, tandis que des peuples entiers sont broyés, décimés, liquidés pour assurer la survie du capitalisme.

Dès lors, hésiter, tergiverser, tourner autour du pot, repousser encore et encore cette discussion afin de se mettre d'accord sur

les moyens à mettre en oeuvre pour liquider le capitalisme, est tout aussi monstrueux et irresponsable que les conséquences de la survie du capitalisme au regard des milliards de travailleurs qui souffrent le martyr chaque jour qui passe. Chaque jour qui passe sans que cette question ne soit résolue donne une image épouvantable ou détestable du mouvement ouvrier que bien des travailleurs assimilent au capitalisme.

Répétons que nous ne voulons pas jouer au procureur ou porter des jugements sur les personnes, nous disons simplement à nos dirigeants et aux intellectuels, vous détenez entre vos mains l'issue à la crise du capitalisme, prenez vos responsabilités, dans le cas contraire ne vous étonnez pas que nous et les peuples vous assimilent à nos bourreaux.

Autre réflexion.

Il arrive que je reformate des articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca qui présentent des défauts, notamment le bout des lignes qui est rogné. J'ai contacté ces deux portails pour leur signaler ces problèmes, c'était la moindre des choses puisqu'ils nous rendent un fier service en nous délivrant des informations qu'on ne trouve nulle part (en français) ailleurs à ma connaissance.

Avec le dernier coup tordu du Mossad, les services de renseignement israélien, je fais référence au "*film*" islamophobe, en utilisant Internet, You Tube et Facebook pour lancer cette opération destinée à faire plier Washington qui rechigne à en finir avec le régime syrien et iranien, ils sont en train de révéler au monde entier pourquoi ces trois supports ont été mis gracieusement (quasi-gratuitement) à la disposition de la population mondiale.

Ils les avaient testés lors du soulèvement révolutionnaire en Tunisie, puis en Egypte, avant de poursuivre sur une autre échelle en Libye, enfin en Syrie, mais là l'opération à tournée court pour ceux qui s'en souviennent.

Dorénavant, on n'accordera plus aucun crédit aux blogueurs sortis de nulle part qui se présenteront comme des révolutionnaires ou des démocrates. On n'accordera plus non plus aucun crédit à leur version des faits repris en boucle par les agences de presse et les médias, sachant qu'il n'y a plus aucune limite à l'art de planifier une manipulation de masse en utilisant ces supports. Chaque fois on attendra d'en savoir plus par la voie de journalistes ou d'intellectuels indépendants bien informés, avant de se prononcer sur des événements survenus aux quatre coins du monde. Sinon, on prendra le risque d'être manipulé à notre tour.

Vous me direz qu'autrefois, lorsqu'il n'existait aucun des moyens de communication moderne que nous connaissons aujourd'hui, les dirigeants et militants des partis ouvriers devaient s'en remettre à des informations parvenues par le bouche à oreille des jours ou des semaines après que des faits s'étaient produits, qui étaient souvent approximatifs ou déformés ou parfois même erronés, c'était inévitable de même que les erreurs d'appréciation sur la situation qu'ils allaient entraîner sans qu'il y ait pour autant mort d'homme.

Quand on étudie le développement de la lutte de classe au XIXe et de la première moitié du XXe siècle, il faut avoir à l'esprit que certaines mesures prises, erreurs ou contradictions, ont été le fait d'informations défectueuses ou trompeuses, maintenant il est très difficile de les discerner, à moins d'être particulièrement bien documenté auprès de sources fiables.

Il faut admettre qu'on puisse être manipulé malgré nous comme je l'ai signalé dans une précédente causerie. Il faut donc s'accorder le droit à l'erreur, à condition de corriger une fois qu'on est en possession des infos correspondant à la réalité. Personnellement j'ai failli me faire avoir sur la Libye et cela m'est resté en travers de la gorge, j'en ai tiré les enseignements depuis, ce que démontre ma position sur la Syrie.

Dans un article, Thierry Meyssan du Réseau Voltaire est revenu sur la Libye dans des termes que j'ignorais encore hier :

- "*Le 15 février 2011, les salafistes avaient organisé à Benghazi une manifestation commémorative de la tuerie au cours de laquelle une fusillade éclata, marquant le début de l'insurrection de la Cyrénaïque et ouvrant la voie à l'intervention de l'OTAN. La police libyenne arrêta trois membres des forces spéciales italiennes qui avouèrent avoir tiré depuis les toits à la fois sur les manifestants et sur les policiers pour créer la confusion. Retenus prisonniers durant toute la guerre, ils furent libérés lors de la prise de la capitale par l'OTAN et furent exfiltrés vers Malte sur un petit bateau de pêche sur lequel je me trouvais avec eux.*"

Si j'avais eu cette information dans les jours ou les semaines qui suivirent cette provocation, jamais je n'aurais cru qu'on était en présence d'un soulèvement contre Kadhafi, j'ai été trompé par la présentation falsifiée des faits que les médias devaient ignorer eux-mêmes en partie ou en totalité, car on n'imagine pas que les renseignements généraux occidentaux se seraient vantés d'avoir monté cette opération avec en ligne de mire la liquidation de Kadhafi.

Quant à se ranger aveuglément derrière un principe, on sait ce que cela peut donner, par exemple la condamnation de la répression du soulèvement contre-révolutionnaire de Kronstadt par le gouvernement bolchevik, alors qu'il s'agissait de sauver la révolution russe et le fragile Etat ouvrier... Plus proche de nous, en novembre 2005, lors des émeutes des banlieues en appeler (le PT) au respect de l'ordre républicain au côté du gouvernement Chirac-de Villepin...

Si vous voulez en savoir plus sur l'orientation politique du réseau Voltaire et sur ces deux principaux animateurs, vous devez lire leur article *Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis : la CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale*.

En mars 2011 j'avais porté une appréciation plutôt sévère sur T. Meyssan, c'était une erreur, depuis j'ai rectifié.

Quand Ayrault lâche le morceau : hausse de la CSG, de la TVA au pluriel s'il vous plaît

Comment alléger le coût du travail ? Le gouvernement ne rechigne plus à se poser la question. Au contraire, il s'apprête à briser ses propres tabous sur le sujet. C'est ce que laisse entendre Jean-Marc Ayrault dans Le Point en kiosque jeudi. Le Premier ministre a confié qu'il y aurait non seulement une hausse de la CSG, "mais pas seulement". "Ce sera un mix. Il y aura aussi une part de TVA, de fiscalité écologique..." !

Après avoir fait campagne contre la TVA sociale, version Sarkozy (1,6 point de TVA supplémentaire contre 13,2 milliards d'allègements de charges pour les entreprises), après l'avoir fait annuler dès le budget rectificatif de 2012, François Hollande pourrait donc réintroduire partiellement la hausse de cet impôt, dans le cadre du chantier de la réforme du financement de la protection sociale !

Voir le gouvernement de François Hollande opter pour une hausse de la CSG, de la TVA et de la fiscalité écologique pour compenser une baisse du coût du travail ne manquerait pas de sel. L'UMP avait ouvertement évoqué l'utilisation de ce bouquet de taxes, lors de l'élaboration de son projet législatif, mis sur pied par Bruno le Maire. Le Medef en a également fait une de ses propositions-phares. (lepoint.fr 18.09)

PS. Il en faut du "courage" pour vouer des millions de travailleurs à une vie misérable

"On ne bâtit pas une politique en exploitant les frustrations, les inquiétudes, on conduit une politique en ayant du courage", a répliqué Bernard Cazeneuve dans l'émission "Preuve par trois", Public Sénat/AFP.

Pour Bernard Cazeneuve, il ne faut "pas ajouter de la crise à la crise" au risque d'entamer la "crédibilité" de la France, "dans l'adversité, face à des gouvernements conservateurs et face aux marchés qui attaquent les Etats en encourageant parfois la spéculation".

"Je dis à Pierre Laurent (secrétaire national du PCF, NDLR) qui développe l'idée qu'il pourrait y avoir une renégociation de ce traité (...) que demander ça aujourd'hui, c'est bloquer le fonctionnement de l'Union européenne", a averti le ministre.

Cela conduirait aussi, selon lui, à "bloquer les mécanismes de solidarité en faveur des pays qui souffrent, accélérer le paiement de la facture du redressement de l'économie et ajouter une couche de crise politique à la crise financière et monétaire". (AFP 18.09)

Le courage dont se targue ce casuiste, c'est de tourner le dos aux "frustrations" et aux "inquiétudes" légitimes qui découlent de ce traité chez les travailleurs qui en ont pris connaissance, le courage c'est aussi se placer délibérément au côté du capital pour lequel ce traité a été rédigé et qui en sera l'unique bénéficiaire. Il témoigne ainsi de quel côté de la barricade se situe le PS.

Il dit ici ouvertement qu'entre les "frustrations" et les "inquiétudes" des travailleurs d'un côté et "face aux marchés" de l'autre, il a choisi son camp.

Et ce n'est pas fini.

- Pour la chancelière allemande Angela Merkel entend obtenir la création en 2013 d'une convention chargée de réviser les traités européens dans le cadre des tractations en cours sous l'égide du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a quant à lui évoqué la semaine dernière la création d'une "fédération d'Etats-nations" par la révision des traités.

La porte n'est pas totalement fermée à une éventuelle révision des traités actuels.

"S'il faut aller au-delà de cela (...), alors la France est prête à faire ce saut", a expliqué Bernard Cazeneuve en reconnaissant des "différences" avec l'Allemagne.

"Si pour aller vers davantage de solidarité, il faut davantage d'intégration au-delà des traités actuels, alors il faudra des nouveaux traités." (Reuters 18.09)

La croissance était au TSCG, ce que la solidarité est à l'intégration de l'UE, un moyen pour justifier qu'on soutient toutes les décisions prises en amont par la Commission européenne et Berlin.

Front de gauche. Mobilisez-vous pour que le capitalisme renoue avec les jours heureux !

Alors qu'ils ont plus de 6 mois pour s'y préparer.

- Les élus de la gauche radicale se sont interrogés à l'occasion de leur journée parlementaire, mardi 18 septembre, sur la manière de mobiliser contre le traité européen dans les deux prochaines semaines. *'Nous avons du pain sur la planche !'*, reconnaît dans son discours d'introduction Nicole Borvo Cohen Seat, présidente du groupe CRC (communiste, républicain et citoyen) au Sénat. Le temps presse, explique l'élue, face aux parlementaires du Front de gauche réunis mardi 18 septembre à Vitry-sur-Seine dans l'amphithéâtre du Musée d'Art contemporain du Val-de-Marne.

Il ne reste plus que quinze jours pour convaincre, insiste-t-elle, quinze jours pour mobiliser et surtout quinze jours pour *'faire de la pédagogie'* à propos du traité budgétaire européen, contre lequel le Front de gauche est en campagne. Le projet de ratification du texte arrive en effet à l'Assemblée nationale le 2 octobre. C'est court, les parlementaires du Front de gauche le savent bien.

Opposer le déficit à la croissance, c'est dénoncer le mauvais capitalisme au profit du bon capitalisme, mode d'emploi fourni par le FdG.

- Elle avoue d'emblée que *'la bataille est loin d'être gagnée pour faire comprendre qu'il faut inverser les priorités entre les déficits et la croissance'*.

Elle est perdue d'avance quelle que soit la ligne politique adoptée par les différents partis, ce qui démontrent qu'elles étaient toutes sans exception erronées, aucun n'en conviendra évidemment puisqu'ils ont tous toujours raison dans leur coin.

Pire, cette bataille aura eu lieu pour rien, puisque son seul objectif n'aura pas été atteint et que le TSCG sera ratifié, alors que si on l'avait menée dans une autre perspective, celle de montrer aux masses que les institutions étaient illégitimes pour ratifier ce traité, les travailleurs auraient pu s'en servir comme levier pour décréter que seules leurs revendications étaient légitimes, ce qui ne sera pas le cas demain.

Pas d'adversaires... parce qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime en place.

- Pour autant, la tâche est rude, comme l'explique Eric Bocquet, sénateur du Nord. *"En 2005, la mobilisation pour le oui au traité européen était extraordinaire. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à argumenter. Le camp du oui est silencieux, absent du débat. C'est comme un combat de boxe sans adversaire."*

Et l'UMP, les centristes, le PS, le gouvernement, Hollande qui soutiennent le TSCG, ce ne sont pas des adversaires ? Pas vraiment car ils constituent l'ossature des institutions de la Ve République, les attaquer frontalement et rompre avec eux est impensable.

La preuve dans la bouche de Mélenchon.

- S'il déplore lui aussi l'absence de débat, il reconnaît que l'information manque. *"Je ne suis pas sûr que tous les élus locaux aient bien compris ce que ce mécanisme de soi-disant stabilité va apporter. Il va toucher les communes, les collectivités locales"*.

C'est vrai qu'ils sont tellement tarés ces élus qu'ils ne savent même pas lire, alors les travailleurs n'en parlons pas ! Du coup, il sera possible une fois ce traité adopté de prétendre que les députés se sont fait *"piéger"*, que ce n'est pas de leur faute, qu'ils ne sont pas ce qu'on croit, non, ils sont très bien en fait et la boucle est bouclée.

Soyons *"indulgent"*. Envers qui ?

- *"Il faut faire preuve d'indulgence envers vous-même. La confusion est entretenue et nous empêche de prendre pied dans le débat"*. Evelyne Didier, sénatrice de Meurthe-et-Moselle, avoue *"mesurer l'ampleur de la bataille idéologique. On essaie tellement de noyer le poisson, les gens ne s'y retrouvent plus"*.

Il faut au moins bac +10 pour comprendre les tenants et les aboutissants du TSCG qui ont fait l'objet d'une multitude d'articles dans la presse et la littérature des partis depuis plus de six mois.

Il est vrai que lorsqu'on est incapable ou plutôt qu'on n'a pas la volonté de se placer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, la *"bataille idéologique"* s'avère difficile, périlleuse même... sans se découvrir. En réalité, ce sont eux qui ne veulent pas la mener.

La manifestation du 30 septembre en soutien à l'Union européenne.

- Les députés et sénateurs veulent aussi travailler "*leur force d'opposition*" pour ne pas passer pour "*des eurosceptiques*", alors qu'ils estiment proposer "*une autre façon de faire l'Europe*", parce que l'UE, ses institutions et son fonctionnement ne se confondraient pas ou n'auraient pas été créés dans un objectif précis; se refuser à le reconnaître, c'est justement se couper des moyens de mener cette "*bataille idéologique*" contre le capital. (source : lemonde.fr 18.09)

Quand Mélenchon reprend à son compte le principal argument contenu dans le TSCG et qui est avancé par ses partisans pour le justifier.

- "*Nous sommes en droit de penser que cette politique (voulue par le traité budgétaire européen) ne conduit nulle part. L'austérité n'assainira pas les comptes publics*", a-t-il appuyé, car il y tient à l'assainissement des comptes publics contenu dans le TSCG, ce qui revient à faire payer aux travailleurs rubis sur l'ongle la dette des capitalistes. Un processus sans fin qu'apparemment Mélenchon ignore ou feint d'ignorer, car lui il sait lire !

Du côté du PS l'"*optimisme*" est de rigueur, et pour cause, la ratification est acquise.

- Malgré le FG, EELV, et les réticences affichées à l'aile gauche du PS, le gouvernement restait optimiste. "*On n'envisage pas le risque que ça ne passe pas*", expliquait-on mardi dans l'entourage du Premier ministre. Les parlementaires UMP, qui défendaient le texte sous présidence Sarkozy, ne pourront guère critiquer un texte identique, sous présidence Hollande. (source : AFP 18.09)

CFDT : le pire est à venir.

François Chérèque a annoncé mardi qu'il quitterait la tête de la CFDT fin novembre après dix années comme secrétaire général, pour laisser la place à son numéro deux Laurent Berger, qu'il présente comme le candidat "*pressenti*" pour lui succéder.

"*La période me paraît propice à ce passage de relais*", dit-il dans une lettre aux militants du syndicat.

Il invoque aussi dans sa lettre des raisons personnelles : "*Je ne voudrais pas faire l'année de trop, le match de trop comme disent les sportifs, au risque de ternir ces années passionnantes passées ensemble*". (Reuters 18.09)

J'ai lu quelque part mais je ne suis pas arrivé à remettre la main sur cet article, que Laurent Berger venait du syndicalisme chrétien, tout un programme. Et puis cela tombe bien, la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des classes et de la pauvreté, elle explique même que c'est un don de dieu pour atteindre le paradis céleste à condition toutefois de la supporter dans la dignité, bref, de s'en accommoder, ce qu'a toujours fait la CFDT.

Charlie Hebdo : le nouvel (?) instrument du Mossad.

L'hebdomadaire Charlie Hebdo publie mercredi des dessins satiriques représentant le prophète Mahomet, après une semaine de tensions et de violences dans le monde contre le film islamophobe "*L'Innocence des musulmans*". (AFP 18.09)

Chez les intellectuels, particulièrement chez ceux qui s'intitulent libertaires, on regorge d'idiots utiles et dangereux pour nos droits politiques. Je n'ai jamais acheté un numéro de ce journal et je m'en garderai bien.

ACTUALITE EN TITRES

Ça baigne pour eux !

- Microsoft augmente son dividende trimestriel de 15% - Reuters
- L'action Apple clôture pour la première fois au-dessus de 700 dollars - AFP

Le secteur automobile en coupe réglé.

- Restructuration en vue pour Ford en Europe - Reuters

- PSA proche de vendre Gefco à Russian Railways - Reuters

- Italie: polémique nationale sur la stratégie de Fiat - AFP

[Mensonges, promesses non tenues, défenseur des religions, le programme de la réaction, du PS.](#)

- Pour Hollande "*l'obscurantisme détruit les valeurs de l'islam*" - L'Express.fr

- Jean-Marc Ayrault brise le tabou de la TVA - LePoint.fr

- Contrôle d'identité: Valls entérine l'abandon du récépissé, selon Libération - AFP

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Transports - Le gouvernement dément toute remise en cause du service minimum - LePoint.fr

[Aux ordres des sionistes.](#)

- Égypte : le «*soutien vigilant*» de Fabius à Morsi - LeFigaro.fr

- Film sur Mahomet: l'Égypte va juger 7 coptes et le pasteur Jones - Reuters

- Bulgarie: ouverture du procès de dignitaires musulmans pour islamisme radical - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France

1.1- Caprice du bourgeois Fabius

Le Canard enchaîné épingle dans son numéro de mercredi le chef de la diplomatie Laurent Fabius pour une exposition organisée dans son ministère de toiles impressionnistes prêtées par le Musée d'Orsay, une opération qui revient à 85.000 euros, selon l'hebdomadaire.

Les toiles sont exposées jusqu'au 31 décembre dans les salons attenants au bureau du ministre des Affaires étrangères, précise le journal, en rappelant que Laurent Fabius est un grand amateur d'art.

Elles auront été accessibles au public uniquement lors des deux journées annuelles du Patrimoine organisées le week-end dernier en France, souligne l'hebdomadaire. (AFP 18.09)

1.1- Effroyable. Quoi, le socialisme ? Non la politique du gouvernement selon Parisot.

Le Medef a appelé mardi le gouvernement à tailler dans les dépenses publiques plus fermement qu'annoncé dans le projet de budget 2013, faisant part de son "*effroi*" face aux risques pour la compétitivité et la réindustrialisation.

"*Nous regardons ce qui est envisagé avec effroi*", a lancé la présidente de la plus grande organisation patronale de France, Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle, ajoutant: "*nous estimons qu'en agissant ainsi, le gouvernement prend le risque de créer un choc de non compétitivité*".

Tout en jugeant "*essentiel pour la crédibilité de la France sur les marchés*" d'atteindre l'objectif affiché par Paris d'un déficit public réduit à 3% du produit intérieur brut fin 2013, Mme Parisot a estimé qu'il y avait "*plusieurs façons d'atteindre un tel objectif*".

Pour elle, il conviendrait de présenter un budget qui "*réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires*".

"Nous craignons que les agents économiques que sont à la fois les ménages et les entreprises adoptent des comportements dès la présentation du budget, des comportements qui ne seront pas favorables à la consommation et à l'investissement et donc à la stimulation de la croissance", a-t-elle déclaré.

Le gouvernement a décidé de procéder en deux temps et envisage ultérieurement une loi de finances rectificative porteuse de mesures en faveur de la compétitivité des entreprises et fondée sur un rapport du commissaire général à l'investissement Louis Gallois attendu en octobre.

Mais, avertit Mme Parisot, "ce qui se prépare dans la foulée de la mission Gallois peut arriver trop tard". "Nous pensons qu'il est encore temps de résoudre ce qui apparaît aujourd'hui comme manquant de cohérence", a-t-elle enchaîné, alors que le projet de budget doit être présenté dans dix jours.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait promis le 11 septembre de présenter d'ici la fin de l'année des propositions donnant lieu à un "vrai choc de compétitivité" après la remise du rapport Gallois.

"Il est difficile d'imaginer que ce choc de compétitivité puisse réellement se réaliser si auparavant les engagements budgétaires votés créent absolument le contraire, voire engagent le pays vers un ralentissement sévère", a rétorqué mardi Mme Parisot.

"Nous sommes d'autant plus préoccupés qu'en réalité la réduction de la dépense publique annoncée de 10 milliards n'en est pas une" mais est "une réduction de l'augmentation des dépenses publiques", a lancé la patronne des patrons.

"Je ne dis pas que le gouvernement est anti-entreprises", s'est expliquée Mme Parisot. "Nous constatons que le gouvernement nous écoute", a-t-elle concédé, dans une allusion notamment au maintien du dispositif permettant de réduire son impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en cas d'investissement dans une PME ou de la réduction plutôt que l'élimination pour les entreprises de la possibilité de déduire leurs intérêts d'emprunt pour réduire leur impôt.

"Mais il reste des points qui sont totalement effrayants et c'est l'équilibre général que nous regardons avec effroi", a-t-elle insisté, ajoutant: "ce travail sur les dépenses publiques, il est fondamental". (AFP 18.09)

Quand elle revendique un budget qui "réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires", elle prend exemple sur la Grèce et l'Espagne notamment qui ont fait le bon "choix" budgétaire qui se traduit par une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

2- Chine

La Chine se réserve le droit d'entreprendre des «actions supplémentaires» dans le différend qui l'oppose au Japon en mer de Chine orientale. C'est le ministre chinois de la Défense qui a lancé l'avertissement mardi, exhortant Tokyo à «revenir sur ses erreurs» et se disant espérer toujours «une solution pacifique» au conflit. Le général Liang Guanglie a fait ces déclarations après une rencontre avec le secrétaire américain à la Défense, Leon P. Panetta, qui a appelé les deux parties au «calme et à la retenue». Les garde-côtes japonais ont affirmé hier que Pékin avait dépêché 11 navires gouvernementaux dans la zone sensible: 10 bâtiments de surveillance de l'Administration océanique d'État (SOA) et un du service de contrôle des pêches. Deux d'entre eux seraient entrés dans ce que les Japonais considèrent comme leurs eaux territoriales.

Par ailleurs, un millier de bateaux de pêche chinois seraient en route pour les îles contestées, appelées Senkaku par les Japonais et Diaoyu par les Chinois. Le patron du Pentagone, qui arrive de Tokyo, devrait normalement rencontrer le vice-président Xi Jinping mercredi. Mardi, la presse chinoise s'insurgeait contre la décision américaine d'étendre son bouclier antimissile en Asie, en installant un nouveau radar d'alerte avancée dans le sud du Japon.

En ce jour anniversaire de «l'incident de Moukden», qui en 1931 a servi de prétexte à l'invasion de la Mandchourie par les Japonais, les manifestations ont repris mardi en Chine. Des milliers de personnes hurlant des slogans nationalistes ont défilé devant l'ambassade du Japon à Pékin, avec en tête du cortège des portraits de Mao. Le gouvernement japonais a «pressé la Chine d'assurer la sécurité» de ses ressortissants, soulignant que «les entreprises japonaises jouent un rôle important dans l'économie et l'emploi chinois». En attendant, un voyage de 175 dirigeants d'entreprise nippons emmenés par le patron de Toyota pourrait être annulé. Une rencontre avec le premier ministre, Wen Jiabao, était au programme. L'équipe chinoise de badminton, elle, s'est retirée de l'Open du Japon. (lefigaro.fr 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Les grévistes de la mine de platine de Marikana (nord) sont parvenus mardi à arracher 22% d'augmentation, ce qui devrait mettre fin à près de six semaines d'une grève sanglante qui a fait trembler l'Afrique du Sud.

Les mineurs du site exploité par le groupe britannique Lonmin devraient reprendre le travail jeudi.

"Les travailleurs sont très contents de cet accord, et nous pensons que ce qui c'est passé ici est une vraie victoire pour les travailleurs, et ils vont reprendre le travail jeudi matin", a indiqué à la presse l'évêque anglican Jo Seoka, le principal médiateur religieux.

Les détails de l'accord devaient être rendus publics ultérieurement, une fois qu'il aura été signé par toutes les parties prenantes. Il comprend une prime unique de 2.000 rands (190 euros) qui sera versée à ceux qui retourneront bien à la mine jeudi.

"Les 2.000 rands seront payés en une fois, ce qui leur donnera de l'argent (...) pour leurs besoins, parce qu'ils n'ont pas été payés depuis trois semaines", a expliqué le prélat.

Les mineurs ont explosé de joie à l'annonce de l'accord. Mais tous ne sont pas ravis: Honesty, 26 ans, affirme qu'il est décidé à retourner au travail jeudi, mais est amer.

"Je ne me sens pas bien, parce qu'il y a pas assez d'argent et parce que le 16 (août) la police et la direction nous ont tués parce que nous voulions de l'argent. Je ne vais pas faire la fête (...) parce que nous n'avons pas obtenu 12.500" rands (1.170 euros) nets, la revendication sur laquelle les grévistes restaient arc-boutés depuis des semaines.

Les foreurs, qui avaient débuté le mouvement le 10 août, obtiendront finalement un peu plus de 11.000 rands (1.035 euros) bruts.

Outre Marikana, la mine d'or de KDC West, exploitée par le groupe Gold Fields au sud-ouest de Johannesburg, restait paralysée par une grève mardi.

La plupart des autres mines ont rouvert ces derniers jours, notamment les cinq sites du numéro un mondial du platine Amplats, filiale du géant minier Anglo American, qui avaient été fermés le 12 septembre.

La direction d'Amplats a menacé de licencier le personnel qui ne se rendrait pas au travail mercredi, notant que de *"nombreux"* mineurs n'avaient pas pointé mardi. Sa porte-parole Mpumi Sithole n'était pas en mesure de donner de chiffre. (AFP 18.09)

2- Bolivie

Plusieurs milliers de mineurs indépendants s'en sont pris à leurs homologues employés par l'Etat en attaquant à la dynamite le siège de la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB), a rapporté le commandant régional de la police de La Paz, le colonel Rosalio Alvarez.

Victor Cachi, leader de la FSTMB, a précisé aux médias locaux que quatre personnes avaient été touchées au moment de la chute du toit du bâtiment de la FSTMB, causé par un dynamitage.

Après ces heurts, la FSTMB a convoqué une réunion d'urgence et ses responsables n'écartaient pas d'éventuelles représailles.

Les mineurs indépendants regroupés au sein de coopératives sont en conflit avec les employés de la mine de Colquiri (250 km au sud de La Paz), qui refusent de partager l'exploitation de cette mine après sa nationalisation par l'Etat.

La semaine dernière, les mineurs des coopératives avaient organisé plusieurs manifestations et barrages routiers dans la capitale pour tenter de faire entendre leurs revendications. (AFP 18.09)

3- Etats-Unis

Les enseignants de Chicago ont voté, mardi 18 septembre, la reprise du travail après plus d'une semaine de grève contre des réformes lancées par le maire de la ville, Rahm Emanuel, un proche du président Barack Obama.

La décision met fin à une confrontation qui dure depuis le 10 septembre entre la municipalité et 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques du district scolaire de Chicago, qui ont fermé pendant sept jours. Ces établissements représentent 350 .000 élèves de maternelle, primaire et secondaire.

Quelque 800 délégués syndicaux ont voté pour suspendre le mouvement après plus de deux heures de débat sur le contenu d'un nouveau contrat de trois ans avec la mairie. Un compromis a été conclu offrant à Rahm Emanuel le feu vert pour certaines réformes qu'il réclamait, tout en donnant aux enseignants des garanties sur leur emploi. (LeMonde.fr 18.09)

ECONOMIE

1- Espagne

1.1- La zone euro imposera "des conditions très dures" à l'Espagne en échange d'une éventuelle aide financière, a affirmé mardi le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, sur une chaîne de télévision régionale allemande. (AFP 18.09)

1.2- Le taux de créances douteuses des banques espagnoles a battu en juillet un nouveau record historique en cinquante ans, avec désormais près d'un crédit immobilier sur dix considéré comme risqué, a annoncé mardi la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 9,86% du total des crédits en juillet, avec 169,330 milliards d'euros. C'est le taux le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1962. (AFP 18.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 septembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de mettre sous forme d'articles quelques causeries d'aujourd'hui et des derniers jours, ni de corriger les erreurs, ce sera pour demain.

Trois réflexions très brèves

1- A lire pour mieux comprendre la situation mondiale, en prenant un certain recul tout de même, comme d'habitude. ● Frappe contre la Syrie – cible: la Russie. (Horizons et débats) (10.09.12)

2- Selon le courant syndical *Où va la CGT ?* : "Pas de meeting (de rentrée -Ndlr) en fait, parce que ça grogne partout dans la confédération. Et pas qu'un peu.", pour "éviter les vagues et les porte-à-faux".

Après la prestation de Thibault sur Europe 1 il y a huit jours, ils notent que : "On sent bien que tout en portant quelques remarques critiques, le secrétaire de la CGT fait tout pour éviter de mettre le gouvernement en porte-à-faux. Voilà la rentrée syndicale de la CGT." (<http://ouvalact.over-blog.com> 12.09)

Si les syndicats ont leurs propres particularités, au moins sur la question qui vient d'être évoquée, ils sont tous d'accord. Nous ne sommes pas surpris, nous l'avions annoncé plusieurs mois avant le 6 mai.

Je remercie au passage le camarade qui m'a adressé cette info.

3- Ne dites pas : "La seule différence entre la droite classique et la social-démocratie, c'est pour les uns le bâton, pour les autres l'enfumage" (*Où va la CGT ?*), car en réalité les deux tiennent le même bâton et frappent sur les mêmes victimes.

Quant à l'enfumage, hormis l'usage que peuvent en faire naturellement l'UMP et le PS, il provient surtout des dirigeants des partis qui sont inféodés au capitalisme et qui s'emploient par des procédés malhonnête et sournois à présenter le PS comme un parti ouvrier, à le ménager (donc le régime), alors qu'en réalité rien ne le distingue du parti de l'ordre ; disons que l'UMP et le PS épargnent certaines couches distinctes de la petite-bourgeoisie qui leur sont acquises, c'est la seule différence notoire qui existe entre eux en réalité.

[TSCG. En famille on ne peut rien se refuser.](#)

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi à un "vote massif" de sa majorité sur le traité budgétaire européen, présenté mercredi en Conseil des ministres et dénoncé par une partie de la gauche, qui y voit l'institutionnalisation des politiques d'austérité.

Le Conseil des ministres a examiné en fait deux textes: d'une part celui sur la ratification du traité lui-même et d'autre part un projet de loi organique sur les finances publiques.

Le traité reprend la "règle d'or" limitant à 0,5% du PIB le déficit public structurel, qui sera appliquée dans une prochaine loi de programmation des finances publiques. Quant au projet de loi organique, il crée un Haut conseil des finances publiques placé auprès de la Cour des comptes qui se prononcera sur les prévisions de croissance du gouvernement et le respect des objectifs fixés.

Ces textes seront ensuite débattus la première quinzaine d'octobre à l'Assemblée.

A l'issue du Conseil des ministres, Jean-Marc Ayrault a appelé de ses vœux un "vote massif" au Parlement.

"Plus le vote sera fort, plus la voix de la France sera forte, plus nous pourrons continuer à travailler à la réorientation de l'Europe", a justifié le Premier ministre. Un argument repris par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius lors des journées parlementaires socialistes à Dijon.

Ayrault a affirmé mercredi que ce n'est pas le traité qui "impose" l'austérité mais plutôt la nécessité, selon lui, de "sauvegarder nos propres intérêts".

D'autre part, le gouvernement répète qu'à défaut d'avoir renégocié le texte du traité, l'élection de François Hollande "a fait bouger les lignes" en Europe. (AFP 19.09)

La preuve en est : les Grecs, les Portugais et les Espagnols sont voués à une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

L'escroquerie politique est la seule manière de gouverner que connaît le PS, la preuve :

Plus tôt sur RTL, Jean-Marc Ayrault avait affirmé que le dispositif présenté est à même de "sortir de la dictature des marchés financiers", alors qu'il conduit exactement à l'effet inverse.

Plus tard lors d'une conférence de presse, il a lancé un appel "à tous les parlementaires", donc également ceux du centre et de l'UMP : "L'appel que je lance à tous les parlementaires, c'est de prendre des responsabilités", a-t-il dit. Copé a déjà fait savoir qu'il serait au rendez-vous, en famille on ne peut décidément rien se refuser. (source : Reuters 19.09)

Au fait, si c'est l'UMP qui a été rejeté le 6 mai et le 17 juin et qui est minoritaire dans le pays qui permet au TSCG d'être adopté, cela signifie que cette ratification sera illégitime, que les institutions qui l'auront ratifié étaient illégitimes, non ? Quel parti va reprendre cet argument à son compte pour mener le combat jusqu'à la chute du régime ? On tient les paris : aucun.

TSCG. La véritable nature réactionnaire du PS mise en lumière.

Les réfractaires au traité européen à l'aile gauche du PS ne désarment pas. Dès l'ouverture des journées parlementaires socialistes, mercredi, à Dijon (Côte-d'Or), le député de l'Essonne Jérôme Guedj a affirmé que le non au traité européen pouvait être «un non de soutien» au chef de l'État. Au grand dam de Bruno Le Roux et de François Rebsamen, les présidents des groupes PS de l'Assemblée et du Sénat, qui ont martelé à l'inverse que «personne ne peut avoir raison contre la majorité» et qu'il «n'existe qu'un oui de soutien».

Tout en rendant hommage au travail de François Hollande, l'élu de l'Essonne a poursuivi: «Ce traité fait de la rigueur budgétaire l'alpha et l'oméga de la construction européenne. Il va être adopté, mais il est mort. Il va être difficile à appliquer. Ce qui m'intéresse, c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en -Europe.» Autre proche de Benoît Hamon, le député de Paris Pascal Cherki reste sourd aux rappels à l'ordre de l'Élysée et de Matignon, qu'il qualifie de «bruit de fond». «Je les écoute, je les entends. Cela ne me fera pas changer d'un iota dans ma position», affirme le maire du XIV^e arrondissement.

Plus sensible aux pressions de l'exécutif, Olivier Dussopt (Ardèche) confie: «J'ai envie de voter contre le traité, mais je m'abstiendrai par solidarité gouvernementale.» Même Philippe Martin (Gers), le premier vice-président du groupe à l'Assemblée, reconnaît qu'il émettra un «oui raisonnable» au traité européen, qui constitue «un petit progrès». Sans enthousiasme, donc. Un conseiller de l'Élysée fait confiance à «l'amicale pression» du ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, pour faire changer d'avis la petite vingtaine de députés nonistes. «En musique, les fausses notes sont rarement pardonnées», a prévenu Bruno Le Roux. (lefigaro.fr 19.09)

Ils sont formidables ses "*opposants*" au TSCG, ce qui intéresse Jérôme Guedj c'est de faire en sorte que la construction européenne aille à son terme en niant qu'elle serait tournée contre les intérêts des travailleurs alors qu'on le constate quotidiennement, quand il déclare "*c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en Europe*", qui entérinera la formidable régression sociale à l'oeuvre dans tous les pays où les travailleurs bénéficiaient encore d'avantages sociaux. Peu importe que l'UE s'aligne systématiquement sur le moins social dans tous les domaines pour l'imposer aux travailleurs de tous les pays. C'est là qu'on s'aperçoit si besoin était qu'ils sont totalement étrangers au milieu ouvrier, mieux qu'ils y sont hostiles, qu'ils le méprisent et le combattent pour le compte du capital.

PS. Parole de suppôt du terrorisme en Syrie et dans le monde.

Le président François Hollande s'est engagé mercredi dans la lutte "*contre toutes les formes de terrorisme*", qui fera l'objet d'un projet de loi tirant notamment les leçons des fusillades de Toulouse et Montauban, au printemps dernier.

"Le terrorisme, cette haine qui s'en prend à des civils désarmés, cette violence qui s'attaque à des hommes, à des femmes, à des enfants au hasard, est une ignominie. Ce terrorisme se place lui-même en dehors de l'humanité", a déclaré le chef de l'Etat dans les jardins des Invalides, à Paris. (Reuters 19.09)

Le peuple syrien en sait quelque chose, merci monsieur Hollande pour votre cynisme.

PS. Parole de banquier au service de l'ordre établi.

Jacques Attali dans une interview au Monde du 19 septembre.

Question : Le rapport de la commission que vous présidiez lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy proposait des réformes. Aucune n'a été véritablement appliquée.

Réponse : C'est inexact.(...) Au final, disons qu'un tiers des propositions a été mis en place : rupture à l'amiable du contrat de travail, dérégulation du commerce, réforme de la Haute Autorité de la concurrence, grand emprunt, regroupement des universités... Ensuite, le candidat Nicolas Sarkozy a repris, dans son programme, d'autres idées du rapport, mais sans les mettre en œuvre. Nous proposons notamment des économies budgétaires et des impôts nouveaux qui représentaient 30 milliards d'euros par an pendant trois ans. Ce qui doit être fait cette année. Si nous avions fait cet effort dès le budget 2010, la France aurait disposé d'une crédibilité bien supérieure auprès des marchés et de ses partenaires européens.

Question : Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ?

Réponse : Sans doute par manque de courage politique. Mais si les politiques ont peur de la révolte des Français, ils auront la révolution. (lemonde.fr 19.09)

Elle est inéluctable monsieur le banquier qui parle pour ne rien dire ou mêle en permanence dans son discours vérité et contrevérité, l'art de l'embrouille, la marque de fabrique du PS où il a effectivement sa place...

Parole d'internaute.

Non Charlie

Je ne suis pas d'accord avec vous et me battrais toute ma vie s'il le faut pour que vous ne puissiez pas, sous couvert de liberté, fouler au pied le sens de toute transcendance. Pour vous c'est la liberté qui transcende... pour eux, c'est la transcendance qui libère !

Non Charlie

Au nom de la liberté d'expression, ce n'est pas votre vie que vous mettez en jeu mais la vie d'autrui... Y avez-vous songé un tant soit peu ? À vos compatriotes au Caire, à Tunis, ou à Tripoli ? Qui n'auront bientôt plus l'occasion de vous lire...

Non Charlie

Votre caricature est une injure pour toute personne qui a deux grammes d'intelligence et un minimum de connaissance de l'état des lieux, des forces en présence et du désir de vengeance auquel vous venez de donner naissance.

Non Charlie

On n'a pas le droit de s'octroyer tous les droits, d'offenser et de défoncer les gens dans ce qu'ils ont de plus sacré : l'objet de leur foi ou de leur désarroi.

Non Charlie

Il n'y a pas que la liberté... il y a aussi le secret qui rime avec le plus grand respect que l'on doit à tous ceux avec lesquels nous désirons vivre et mourir en paix.

Non Charlie

Je sais que vous savez ce que tout le monde sait : que toute mauvaise cause entraîne les pires effets ... des innocents vont devoir payer votre petite liberté de libre penseur sans un brin de responsabilité.

Non Charlie

On n'a pas le droit de toucher au prophète quand on veut se payer des têtes. Si les islamistes ne vous reviennent pas... il faut aller le leur dire en face, sans violer avec vos sombres desseins, leur religion et leur trace.

Non Charlie

Ne parlez plus de liberté d'expression... mais de valeurs et d'échelle de valeurs.

Et sur cette échelle il est, semble-t-il important de vous rappeler que la liberté de conscience est première. On n'est pas obligé de l'honorer certes, mais on n'a pas le droit de la déshonorer.

Non Charlie

Votre caricature n'est qu'une imposture.

De plus, c'est du marketing qui va coûter la vie à tous ceux qui croient qu'on peut rire de tout et avec tout le monde. C'est une déclaration de guerre... guerre de religion dont aucune libre expression au monde ne peut être fière.

Non Charlie

Si l'offense est l'expression de votre liberté, admettez alors, la violence, comme expression de leur liberté ! Échange de mauvais procédés.

Non, ne dites pas "mais" ! Assumez... (20minutes.fr 19.09)

J'ai reçu un coup de fil du consulat de France inquiet sur mon sort, parce qu'ils croyaient que j'habitais toujours dans un quartier à majorité composé de musulmans, je n'ai pas eu le temps de les informer de mon changement d'adresse depuis un an. On nous a demandé d'éviter de sortir en ville vendredi et de se trouver à proximité d'une mosquée. Merci aux abrutis de Charlie Hebdo... qui a le soutien de la famille Rothschild. (Libération)

Ne vous inquiétez pas pour ma sécurité, j'habite en dehors de la ville dans un lotissement boisé entouré de murs et gardé jour et nuit. Et puis j'ai mon chien, je déconne, il passe son temps à dormir dans la maison au lieu de profiter du jardin qui finalement ne sert à personne. J'ai plus de considération pour cette brave bête que pour les propriétaires de Charli Hebdo dont le sort m'indiffère totalement.

[D'une pierre deux coups.](#)

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 Etats, annonce, mercredi 19 septembre, qu'elle va relancer ses efforts visant à inscrire le blasphème parmi les crimes et délits reconnus en droit international.

Pour Ekmeleddin Ihsanoglu, secrétaire général de l'OCI, il est temps que la communauté internationale cesse de '*se cacher derrière le prétexte de la liberté d'expression*'. '*Les abus délibérés, motivés et systématiques de cette liberté*', a-t-il ajouté, sont un danger pour la sécurité et la stabilité mondiales.

Il semble peu probable que l'OCI, qui mène campagne depuis plus de dix ans sur ce sujet, rallie les Occidentaux à leur

cause. D'autant plus que ces pays s'inquiètent de l'effet répressif des lois contre le blasphème en vigueur dans certains pays musulmans comme le Pakistan, où le blasphème est passible de la peine de mort. (lemonde.fr 19.09)

L'attaque perpétrée contre le consulat de Benghazi la semaine dernière, dans laquelle quatre Américains ont trouvé la mort, était une 'attaque terroriste' qui pourrait être liée à Al-Qaida, a déclaré, mercredi, Matthew Olson, directeur depuis 2011 du Centre national de l'antiterrorisme (National Counterterrorism Center, ou NCTC), au cours d'une audition au Sénat.

L'éventuelle planification de cette attaque fait l'objet d'un débat aux Etats-Unis entre l'administration Obama et les parlementaires républicains, qui affirment qu'elle a les caractéristiques d'une offensive préméditée. (lemonde.fr 19.09)

Ainsi la réaction cléricale islamiste peut s'en donner à coeur joie, c'est un autre aspect de cette affaire qui n'est pas négligeable.

[Quand le POI reprend à son compte la version officielle.](#)

Page 12 du n° 218 d'*Informations ouvrières*, Lucien Gauthier a occulté les désaccords existant à Washington et entre la Maison Blanche et Jérusalem à moins de deux mois des élections présidentielles aux Etats-Unis, sur la nécessité de s'engager directement dans la guerre contre le régime syrien et d'attaquer l'Iran.

Ainsi, les contradictions de l'impérialisme américain, dont les sionistes tentaient de profiter pour forcer la main aux Américains et leur implication dans la provocation qu'a constitué la sorti de ce film islamophobe pour détourner l'attention de la population mondiale vers une confrontation confessionnelle, passent à la trappe au profit des sionistes qui n'apparaissent nulle part dans son article.

On peut ajouter que le POI s'aligne une fois de plus sur la version officielle concoctée par Washington et reprise par la totalité des puissances occidentales, dont Paris évidemment. Ménager le gouvernement, ménager le PS, ménager l'Etat sionisme, pour qui roule le POI ? Gageons que la totalité des autres partis ouvriers sont sur la même ligne ou pire encore.

Rappelons qu'Israël est allié aux régimes despotiques du Golfe dont Al-Qaida et les mouvements djihadistes sont leurs créations, le tout chapeauté par l'impérialisme américain et britannique notamment. Rappelons aussi que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est partie prenante.

[Auto-esclavagisme ou la rançon de la subordination au capital.](#)

A peine 10% des auto-entrepreneurs en activité depuis plus de trois ans dégagent un revenu supérieur au smic, selon une étude de l'Insee publiée jeudi.

Sur les 328.000 personnes qui ont créé une auto-entreprise en 2009, première année pleine de mise en oeuvre de ce statut, 102.000 étaient encore actives économiquement fin 2011.

Mais seulement 79.000 ont pu dégager un revenu positif de façon continue sur la période et, pour neuf sur dix d'entre elles, il demeure inférieur au smic, indique l'institut. (Reuters 19.09)

Cela fait toujours 328.000 chômeurs en plus qui sortent des statistiques.

ACTUALITE EN TITRES

[PS. Mensonges, hypocrisie, reniements, etc. la panoplie complète du manipulateur, réactionnaire...](#)

- Le patron des petits patrons soulagé pour les PME - Liberation.fr

- Traité: Ayrault tente de séduire les borlooïstes - LeFigaro.fr

- Ayrault ne s'engage plus à faire baisser le chômage d'ici un an - L'Expansion.com

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet : pour Valls, la liberté d'expression est un 'droit fondamental' - LeMonde.fr

Quand on sait que certaines formations politiques sont censurées, certains films, documentaires, reportages, certaines photos, vidéos censurés par France Télévision...

On rejoindra Lénine qui estimait que défendre la liberté d'expression en général revenait à soutenir le régime en place qui en use pour étouffer ses opposants, et se donner un vernis démocratique afin de mieux asseoir son pouvoir ou sa dictature sur la classe des exploités.

Garde-à-vous !

- Les «*nonistes*» du PS sommés de voter le traité européen - LeFigaro.fr
- Les parlementaires PS priés d'éviter «*les fausses notes*» sur le traité européen - Public Sénat

Quand la misère intellectuelle devient nauséabonde.

- «*Charlie hebdo*» «*se cache derrière la liberté d'expression afin de faire du fric*» - 20minutes.fr

Le petit-bourgeois ou l'intellectuel qui n'a pas de conscience de classe ou est incapable de trancher entre la classe ouvrière ou celle des capitalistes, s'avère être en dernière analyse un réactionnaire ou fait le jeu de la réaction, on en a ici la preuve si nécessaire.

C'est le cas des écologistes, des féministes, des anti quelque chose d'un jour ou de toujours, etc. tous ceux qui sont fâchés avec la dialectique qui consiste à aller du particulier au général et vice versa pour comprendre les lois générales et les rapports qui sont à l'origine et participent au processus historique du développement et de l'évolution de la société ou du monde, dans quelle direction ils se dirigent pour mieux les combattre afin de les transformer.

Charlie Hebdo a vendu la totalité de ses 75.000 exemplaires dès mercredi. Il va procéder à un nouveau tirage et sera de nouveau en kiosque vendredi.

Une enquête a par ailleurs été ouverte par le parquet sur le piratage dont a été victime le site internet du journal. A Paris, la sécurité a été renforcée autour de l'immeuble abritant sa rédaction. (AFP 19.09)

L'Etat au chevet de ces provocateurs, à nos frais s'il vous plaît !

Un gouvernement socialiste aurait saisi et détruit ce numéro de Charlie Hebdo, et il aurait imputé tous les frais relatif à cette décision à son propriétaire, avant de le traduire en justice. S'agissant d'une récidive, d'emblée cette publication aurait été déclarée illégale, ses locaux fermés et son matériel confisqué, et son propriétaire aurait été interdit d'exercer la même activité pour un autre support médiatique ou dans un autre journal. Tous les frais de justice étant à la charge de ce torche cul infâme, qui en guise d'humour méprise tous ceux qui ne lui ressemblent pas, soit 99,99% de la société.

On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui avait dit Desproges, je crois.

Le tort de ce torchon, c'est de se croire seul au monde et de pouvoir agir en toute impunité. A l'heure d'Internet et de la mondialisation de l'information, c'est carrément criminel, il faut en avoir conscience. Si l'Etat laisse faire, c'est qu'il y trouve forcément son compte, ce qui ne serait pas le cas d'un Etat ouvrier qui n'aurait pas pour mandat de cultiver ou flatter la bêtise humaine, mais d'élever le niveau de conscience de la population pour qu'elle se prenne en mains et vive en harmonie et en paix...

Le Monde champion de l'instrumentalisation.

- Il faut voter le traité budgétaire européen - LeMonde.fr
- Non à la dictature de l'austérité - LeMonde.fr

Traduisez : Si vous êtes contre l'austérité, voter le TSCG, elle n'est pas belle celle-là ? C'est la ligne défendue par le gouvernement, sans rire.

En attendant, que vais-je faire... Il y a des signes qui ne trompent pas...

- Xavier Bertrand : "*Comment préparer l'alternance si l'on attend tous les jours un signe de Sarkozy ?*" - LePoint.fr

Hélas !

- Pour Ban Ki-moon, il n'y a pas de solution militaire en Syrie - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie, qui a décidé de fermer les bureaux de l'USAID à Moscou, a accusé mercredi les Etats-Unis d'utiliser cette agence d'assistance pour tenter de peser sur la vie politique russe et l'issue des élections.

Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères évoque aussi les activités de l'USAID dans plusieurs régions de Russie, notamment dans le Nord-Caucase, théâtre depuis plusieurs années d'une sanglante insurrection islamiste.

"Il s'agit de tentatives d'influer sur le processus politique, y compris sur les diverses élections et sur les institutions de la société civile via la distribution de subventions", dit le communiqué.

Les Russes ont laissé jusqu'au 1er octobre à l'USAID pour mettre fin à toutes ses opérations dans le pays.

Les Etats-Unis démentent que le financement des associations russes de défense des droits de l'homme vise à peser sur la politique intérieure russe.

Cela faisait vingt ans, après l'effondrement de l'Union soviétique, que l'USAID travaillait en Russie, dépensant plus de 2,6 milliards de dollars dans des programmes en faveur de la santé et de l'environnement, pour la modernisation de l'économie et la représentation de la société civile dans la vie politique.

Moscou souligne que la Russie, forte de ses richesses pétrolières, est devenue un pays donateur et n'a plus besoin d'une assistance financière de l'étranger.

Le ministère des Affaires étrangères a même précisé que la Russie était prête à coopérer avec l'USAID dans des programmes d'assistance à des pays tiers.

Quant au financement étranger de groupes russes pro-démocratie, le Kremlin estime que *"la société civile russe a suffisamment mûri et n'a pas besoin de recevoir de directives de l'étranger"*.

L'aide de l'USAID aux associations russes représentait environ 50 millions de dollars par an. Parmi les groupes russes qui seront les plus affectés par cette mesure figure Golos, qui surveille le déroulement des élections, et Memorial, une association de surveillance du respect des droits de l'homme.

Transparency International, qui traque les affaires de corruption, pourrait également être concernée.

"Pour nous, cela va être vraiment un problème", a déclaré mercredi Lilia Chibanova, directrice de Golos, dont l'organisation recevait 80% de ses financements de l'USAID.

Elle a ajouté ne pas pouvoir dire si Golos serait en mesure de surveiller les élections régionales du 14 octobre et a dénoncé la *"machine répressive du Kremlin contre les ONG depuis le retour de Poutine à la présidence"*.

En décembre dernier, au moment des élections législatives remportées par le parti de Vladimir Poutine, ce dernier, alors Premier ministre, avait accusé la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton d'encourager les manifestations de l'opposition. (Reuters 19.09)

En butte à la corruption pour obtenir la régularisation de mon titre de propriété il y a deux ou trois ans, j'avais essayé de contacter Transparency International, c'était pour voir ce qu'ils avaient dans le ventre comme on dit, je n'ai pas été déçu, je n'ai jamais reçu de réponse, sauf un courriel m'invitant à leur faire un don ! Cette organisation est chapeauté par la CIA en réalité et les Russes le savent.

2- Syrie

Le ministre iranien, Ali Akbar Salehi, dont le pays est l'allié régional de Damas, a souligné devant M. Assad "l'appui illimité" de Téhéran *"aux efforts pris par le gouvernement syrien pour ramener la sécurité et la stabilité"*. Peu avant, il avait souligné que le règlement de la crise se ferait *"uniquement à l'intérieur de la famille syrienne"*.

M. Assad a affirmé de son côté que *"la bataille qui se déroule actuellement ne vise pas seulement la Syrie mais tout l'axe de résistance"* à Israël, selon l'agence officielle Sana.

Aux yeux des Syriens, *"l'axe de résistance"* comprend la Syrie, l'Iran et leurs alliés libanais du Hezbollah et palestiniens du Hamas et du Jihad islamique.

Evoquant la réunion lundi au Caire du *"groupe de contact"* régional sur la Syrie (Iran, Egypte, Turquie et Arabie saoudite), M. Assad a souligné que la *"clé de (la) réussite"* des efforts pour un règlement dépendait *"des intentions sincères pour aider la Syrie, ainsi que du respect de sa souveraineté et du refus des interventions étrangères"*.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré mercredi que gouvernement et opposition en Syrie *"semblent déterminés"* à se battre jusqu'au bout, et a réitéré son appel à l'arrêt des combats et à un *"dialogue politique"*.

Il a estimé que le médiateur international Lakhdar Brahimi *"pourrait avoir une stratégie"* à proposer. M. Brahimi doit notamment rencontrer lundi les membres du Conseil de sécurité. (AFP 19.09)

3- Inde

Le retrait annoncé d'un parti clé de la coalition au pouvoir en Inde fait planer l'hypothèse d'élections anticipées au moment où le gouvernement espère imposer des réformes cruciales pour relancer l'économie, estimaient mercredi les commentateurs.

Le parti du Congrès Trinamool (TMC) a annoncé mardi que ses six ministres allaient démissionner vendredi du gouvernement pour protester contre des réformes telles que l'ouverture du commerce de détail aux multinationales étrangères, déjà repoussée l'an dernier face à l'opposition du TMC.

Cette formation régionale a aussi annoncé que ses 19 parlementaires allaient retirer leur soutien au parti du Congrès, qui dirige la coalition gouvernementale et dépend du TMC pour une majorité au parlement.

Selon les analystes et l'opposition, le retrait du TMC signifie que les jours du gouvernement du Premier ministre, Manmohan Singh, sont désormais comptés et que des élections générales pourraient avoir lieu avant la date prévue de 2014.

La presse notait par ailleurs que les perspectives de voir le gouvernement promulguer de nouvelles réformes s'étaient sérieusement amenuisées face au retrait annoncé du TMC, dirigé par la populiste Mamata Banerjee.

«Engager des réformes audacieuses dans le secteur bancaire, des assurances et des retraites est une tâche difficile. Une autre hausse des prix des carburants semble improbable», avançait le quotidien The Times of India.

Les réformes annoncées prévoient notamment de permettre aux géants de la distribution tels que Walmart, Tesco ou Carrefour, ainsi qu'aux compagnies aériennes étrangères, d'opérer sur le marché indien. Les mesures prévoient aussi une hausse de 12% du tarif subventionné du gazole.

Un appel à la grève a été lancé pour jeudi par commerçants et transporteurs. (20minutes.fr 19.09)

Effectivement, ce matin la grève (nationale) était très suivie, comme hier à Pondichéry.

Les multinationales de la distribution se foutent le doigt dans l'oeil avec l'Inde. A Pondichéry, il n'y a qu'un supermarché, ils comptent quatre caisses et la plupart du temps il n'y en a que deux ou trois d'ouvertes. C'est l'équivalent d'une grosse supérette de quartier chez vous en France. Et ils comptent engranger 450 milliards de dollars par an, ils rêvent ou méconnaissent l'Inde !

1- France

La direction a invoqué la surproduction liée à la baisse des commandes. Le syndicat Sud dénonce une « *aberration* », mercredi 12 septembre.

"*Les salariés fabriquent 800 véhicules par jour, or en octobre, nous n'avons que 300 commandes à satisfaire. Donc une fois qu'on aura fabriqué ce qui doit l'être, la direction va nous inviter à rester à la maison*", a indiqué Lionel Lerèche, secrétaire général de Sud, sur le site de Renault-Douai (Nord-Pas-de-Calais).

Selon lui, les salariés, qui ne doivent déjà pas travailler du 26 au 29 septembre pour cause de surcapacités, seront ainsi mis au repos forcé pour minimum 15 jours en octobre.

"*Quatre jours supplémentaires de chômage sont également à l'étude et pourraient venir s'ajouter aux deux semaines non travaillées*", a-t-il précisé.

Du côté de Renault, on justifie ce recours au chômage partiel par par "*le contexte difficile du secteur automobile en Europe*". "*98% de la production du site de Douai est destinée au marché européen, il est donc directement impacté par la crise du secteur*" a souligné une porte-parole de Renault.

"*Plutôt que de baisser la cadence de production de 60 véhicules par heure à 45 comme cela avait été envisagé, ils préfèrent mettre les gens au chômage, c'est une aberration, d'autant plus que certains autres sites du groupe sont eux débordés*", s'insurge Lionel Lerèche.

Mais selon la direction, cette option aurait eu pour conséquence le redéploiement d'un certain nombre de salariés sur d'autres sites du groupe. "*Il fallait que 450 salariés acceptent cette mobilité inter-sites, mis en place sur la base du volontariat, seuls 150 se sont portés volontaires*", a indiqué la porte-parole.

Quant à l'éventualité de rapatrier une partie de la production d'autres sites à Douai, "*cela nécessiterait des investissements de structure trop importants*". (usinenouvelle.com 12.09)

Ne serait-ce pas la mission d'un syndicat de proposer aux salariés de l'usine de se mobiliser pour imposer la baisse des cadences en se mettant en grève en cas de refus de la direction ? Sans réduction de salaire évidemment.

2- Portugal

Les manifestations monstres à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays ont rassemblées des centaines de milliers de personnes, les organisateurs évoquant même le chiffre d'un million. Le principal syndicat, la CGTP, a prévu une nouvelle journée de mobilisation à Lisbonne le 29 septembre prochain.

Ce mouvement, d'une ampleur exceptionnelle depuis le retour de la démocratie au Portugal en 1974, a été précédé de critiques non seulement de l'opposition mais aussi des hommes d'affaires et du patronat qui tous ont demandé une révision des mesures.

"*Pedro Passos Coelho a réussi à faire l'unanimité des Portugais contre le gouvernement*", a commenté dans un éditorial l'influent quotidien économique, Diario Economico. "*Il n'a qu'une solution pour sortir de cette crise : reculer*", a-t-il ajouté.

Au sein même de la coalition au pouvoir de vives tensions sont apparues et le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, s'est ouvertement déclaré opposé aux nouvelles mesures et demandé qu'elles soient renégociées avec les partenaires sociaux.

Silencieux depuis le début de la grogne, M. Passos Coelho devait rencontrer les partenaires sociaux mercredi dans la journée avant de réunir son parti dans la soirée.

Même le président portugais, Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est principalement protocolaire, a témoigné d'une certaine préoccupation en convoquant pour vendredi prochain une réunion du Conseil d'Etat pour, a-t-il expliqué, "*entendre ses conseillers*" sur la situation.

Les médias portugais n'ont pas manqué d'élaborer des scénarios catastrophe envisageant même une mise à l'écart de M. Passos Coelho ou des élections anticipées. (AFP 19.09)

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a de nouveau dispersé brutalement un rassemblement de mineurs mercredi dans la région minière de Rustenburg (nord).

Vingt-deux personnes au total ont été arrêtées pour possession d'armes ou pour rassemblement illégal. La veille, la police avait procédé à 42 arrestations.

Les mineurs s'étaient rassemblés près d'un bidonville attenant à la mine, lorsque la police leur a intimé l'ordre de se disperser.

"La police a prévenu les gens que ce rassemblement était illégal", a expliqué à l'AFP un porte-parole de la police, Dennis Adriaou.

"Ils ont refusé de se disperser, la police a dû recourir aux gaz lacrymogènes et aux grenades assourdissantes. Des balles en caoutchouc ont également été tirées", a-t-il poursuivi, affirmant n'avoir aucune information sur d'éventuels blessés.

Pendant ce temps, l'atmosphère semblait plus calme à la mine de platine de Marikana, où l'employeur Lonmin et les représentants des grévistes ont signé mardi soir un accord prévoyant de substantielles augmentations de salaires et une reprise du travail jeudi.

Nombre d'employés avaient déjà repris leur activité dès mercredi, a constaté l'AFP sur place.

Zolisa Bodlani, l'un des meneurs du mouvement qui s'adressait à la foule en langue tswana, a expliqué aux mineurs qu'ils n'avaient pas obtenu les 12.500 rands (1.170 euros) mensuels qu'ils réclamaient, mais que l'accord --qui prévoit entre 11 et 22% d'augmentation plus une prime unique de 190 euros-- leur était toutefois favorable.

Le délégué a également affirmé à la foule que Lonmin avait accepté de prendre en charge l'éducation et la nourriture des enfants des mineurs tués, "pour qu'ils ne viennent pas remplacer leur père comme foreurs, mais aillent à l'école jusqu'à l'université". (AFP 19.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 septembre

CAUSERIE

J'ai encore passé une nuit épouvantable à cause de trois coupures du courant, et après la coupure quotidienne de 6h à 9h du matin, ils ont remis cela sur les coups de 11h, du coup j'ai été obligé d'interrompre mon travail à 12h45 avant que la batterie soit à plat, j'en ai profité pour déjeuner rapidement. Après avoir déballé le portable et m'être remis au boulot sur une clé USB, le courant est revenu 15 minutes plus tard, j'ai tout plié et j'ai remis en route l'ordinateur de bureau pour continuer le boulot. C'est pénible et une source d'erreurs, mais bon, soyons patient, on passe son temps à faire preuve de patience...

J'ai commis quelques erreurs de formatage en oubliant des passages à la ligne dans certaines causeries, le 17 notamment, je viens de m'en apercevoir, je vais vérifier tout cela ce week-end, je n'ai pas relu ou corrigé les dernières causeries, pas le temps.

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, j'ai rassemblé des éléments et des prises de position en France et à travers le monde sur l'affaire du film islamophobe et des caricatures qui permettent de mieux comprendre le rôle des uns et des autres acteurs dans cette double provocation, on verra cela demain.

En attendant, il ne vous aura pas échappé que la détérioration des relations entre Obama et le Premier ministre israélien au cours des derniers mois et son refus d'intervenir directement militairement en Syrie et contre l'Iran, a été occultée par la quasi-totalité des commentateurs au cours des derniers jours, ou tout simplement leurs relations détestables à moins de deux mois des élections américaines, comme si la sortie de ce film et l'attaque du consulat américain en Libye le 11 septembre n'avaient aucun rapport avec la pression qu'exerce Israël sur Washington. C'est le rôle des sionistes dans la politique guerrière américaine qu'ils passent soigneusement sous silence en s'en faisant les complices.

Bon week-end à tous.

[Crevons l'abcès purulent qui consiste à faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas.](#)

Interview de L'Express. Pascale Boistard, députée PS de la Somme, avait dit "non" au traité constitutionnel en 2005. En 2012, elle va (probablement) dire oui. A Dijon, en marge des journées parlementaires du PS, elle explique pourquoi. Extraits.

Question : Vous défendiez le "non" au traité constitutionnel en 2005. Pourquoi, aujourd'hui, dire "oui" au traité budgétaire européen?

Réponse : On peut parler de valeurs et de principes, la politique, c'est aussi un contexte. Et le contexte actuel est grave: l'avenir de l'euro est en suspens, les nationalismes progressent, il en va de la cohésion européenne. Le texte n'est certainement pas entièrement satisfaisant, mais c'est un bon début.

(Si "c'est un bon début", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Sauvez l'UE et l'euro est leur priorité, quant aux intérêts des travailleurs : à la trappe ! - Ndlr)

Question : Laurent Fabius et Bernard Cazeneuve étaient également "nonistes", les voilà en charge des Affaires étrangères et des Affaires européennes, plaidant pour le traité...

Réponse : Disons que c'est un hasard bien choisi... Bernard Cazeneuve s'est montré très pédagogue et acharné, avec humour et sérieux, il m'a quasiment convaincue. S'il vous dit qu'il est allé au maximum possible dans la réorientation du texte, c'est que c'est vrai.

(Comme le "hasard" fait bien les choses parfois ! On voit ici nettement qu'elle se fout des conséquences de l'adoption de ce traité comme du sort des travailleurs en général d'ailleurs. Hollande, c'est la parole divine ! Quel horreur ce parti! - Ndlr)

Question : Ils n'ont pas convaincu tout le monde. Que répondez-vous à ceux qui annoncent leur refus de voter ce traité? Notamment à ceux qui veulent renégocier encore?

Réponse : Mais on ne revotera pas! Je respecte leur décision comme ils doivent respecter celle des autres. En revanche, j'estime que s'ils disent non au traité, alors ils doivent aussi dire non au budget, puisqu'il applique le sérieux inscrit dans le texte européen. Et là, ils affirment qu'il faut le voter, par solidarité avec le gouvernement...

(Elle a lâché le morceau, les soi-disant opposants à ce traité en votant le budget sont en réalité pour ! Excellent, merci madame pour ces précisions, enfoncez-vous bien un peu plus chaque fois que vous ouvrez la bouche. - Ndlr)

Question : Quelle est la bataille d'après?

Réponse : Je ne vous cache pas que je reste inquiète. Il va falloir trouver un bon équilibre dans les politiques économiques et budgétaires de chaque pays de l'Union européenne, pour retrouver de la croissance et introduire des mesures sociales tout en maîtrisant les dépenses. Et puis les prochaines batailles sont aussi électorales. La majorité allemande restera-t-elle la même en 2013? Le Parlement européen et la Commission européenne resteront-ils aussi libéraux après les élections de 2014? Notre marge de manoeuvre passe par les urnes, c'est important pour continuer à réorienter l'Europe.

(Elle a le droit d'être inquiète, car "l'équilibre" en question se fera au détriment des travailleurs et s'avèrera à terme explosif, et à ce moment-là plus personne ne vous écoutera. - Ndlr)

Commentaire d'un internaute

- "Boistard: "Hollande m'a convaincue sur le traité européen". Il s'agit pour nos élites avec ce traité de ne rien perdre de leurs privilèges tout en se défaussant de toutes responsabilités décisionnelles sur Bruxelles. Autrement dit on conserve les avantages du mandat électoral et on se débarrasse de toutes responsabilités sur les décisions prises au niveau européen, le marchandage est alléchant et nombreux sont ceux prêts à y succomber. Politique et puissance financière avance main dans la main pour ôter au peuple le maximum de recours et d'opposition à la mise en oeuvre de leurs projets néfastes.

Comment s'expliquer la politique actuelle du gouvernement faite de contradictions et de reniements si ce n'est par un pacte secret entre la gauche et la droite? C'est ce qu'avait déjà découvert Pierre Bérégovoy en d'autres temps et c'est ce qui lui a coûté la vie. Hollande/Sarkozy même combat gauche et droite main dans la main, bientôt un parti unique l'UMPS ce qui correspondrait bien mieux à la réalité que cette fausse opposition qui n'est qu'un simulacre destiné à distraire les esprits."

Au lieu de "pacte secret", on dira qu'ils sont de connivence et qu'ils sont du même bord politique, il n'y a que l'étiquette qui les distingue, oui, quelque part il s'agit d'un complot contre les exploités que tous les partis ouvriers s'emploient à occulter ou camoufler parce qu'ils n'ont pas rompu leurs liens avec le PS et les institutions.

[NPA. Pour le compte de qui ? Mystère !](#)

Le NPA a renouvelé jeudi, en termes beaucoup plus vifs, ses critiques contre Charlie Hebdo qui a publié la veille de virulentes caricatures de Mahomet, jugeant que l'hebdomadaire "participe à l'imbécillité réactionnaire du choc des civilisations".

Dans un communiqué, le Nouveau Parti anticapitaliste écrit qu'avec cette publication "*Charlie Hebdo a atteint son objectif : faire parler de lui, mais, ce faisant, il participe à cette agitation démagogique, politique des tensions et de diversion à laquelle les médias se complaisent à donner la plus grande publicité*". (LePoint.fr 20.09)

Les médias offrent une nouvelle tribune au NPA, normal il fonce tête baissée dans la provocation concoctée par les sionistes, qui consistait justement à dresser des couches de la population et les peuples les uns contre les autres.

Imbécilité serait trop faible pour qualifier les prises de position du NPA ou presque un compliment.

On leur rappellera que la théorie du choc des civilisations remonte (au moins) au début du XXe siècle et qu'elle a été avancée par le cartel des banquiers qui allaient créer la Fed pour exercer leur hégémonie sur le monde, repris ensuite à son compte par les nazis pendant la seconde guerre mondiale pour justifier l'antisémitisme, relancée à partir du 11 septembre 2001 par l'administration américaine qui avait mis au point les attentats survenus à cette date dans cette intention, afin de reprendre la main au Moyen et Proche-Orient afin de garantir son approvisionnement en pétrole et en gaz pour les années futures.

En ce mois de septembre 2012, cette théorie est réactivée par l'impérialisme sionisme pour diaboliser les nations arabes et obtenir le soutien des puissances occidentales, afin de justifier la guerre qu'il appelle de leurs vœux contre l'Iran et qu'elles s'y impliquent à leur côté, une fois le régime syrien abattu, ce qui n'est pas demain la veille puisque Washington a décidé pour le moment de ne pas s'impliquer directement ou davantage dans cette guerre, au grand dam des sionistes qui voient ainsi leur plan de Nouvel ordre mondial freiné, on n'ira pas jusqu'à dire remis en cause, parce qu'ils n'y renonceront jamais tant qu'Israël existera, d'où la nécessité de le liquider au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne, excluant toute référence à une religion.

La machine à consommer

L'obsolescence programmée, c'est ce qui explique qu'une cafetière, une imprimante ou un téléphone portable tombe en panne plus vite qu'avant, au bout de quelques années, voire quelques mois.

Depuis la Seconde Guerre mondiale c'est une notion controversée, sans définition officielle, dont certains nient même l'existence. Pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), c'est « *l'action des fabricants qui, par stratégie économique ou marketing, font que leurs produits ont une durée de vie limitée* », explique Alain Geldron, son chef du service recyclage. A titre d'exemple, cette durée de vie est de 18 mois en moyenne pour une batterie de téléphone portable. (20minutes.fr 20.09)

ACTUALITE EN TITRES

[Fissa les illusions dans le représentant du capital sous couvert de socialisme.](#)

- PSA-Aulnay : Hollande a déçu, les espoirs s'envolent - Liberation.fr

Demandez des comptes à ceux qui ont appelé à voter Hollande.

[Le PS tel qu'il est.](#)

- La France prête à apporter un soutien logistique pour intervenir au Mali - Libération.fr

- Hammadi (PS): "*inacceptable*" de dire que Valls est de droite - AFP

Allez, on en rajoute une couche, le PS est le pendant de l'UMP ou l'autre face de la même pièce qui représente le régime en place.

- Peillon: la liberté d'expression, un principe "*intangibles*" - AFP

Surtout quand elle sert les intentions de la pire réaction.

[Les sionistes reçoivent du renfort.](#)

- Quand Internet torpille la politique d'Obama - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet: Tirailée, la presse fait toutefois front derrière «*Charlie Hebdo*» - 20minutes.fr

Encore une "**démocrate**" instrumentalisée par l'impérialisme américain.

- Aung San Suu Kyi reçue avec les honneurs à la Maison blanche - Reuters

- A Washington, Aung San Suu Kyi appelle à la libération des Pussy Riot - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Comment embarrasser le gouvernement et plus spécialement François Hollande? Facile: répétez à qui veut l'entendre que le traité européen de stabilité n'a pas bougé d'un pouce. Laurent Wauquiez en donne un parfait exemple ce jeudi sur RFI. L'ancien ministre chargé des Affaires européennes a assuré: "*Dans ce traité, il n'y a pas une ligne qui a changé. Pas une! Pendant la campagne présidentielle, on a quand même eu un François Hollande qui nous a expliqué: 'Moi président, je renégocierai le traité européen. Moi président, il est hors de question que je signe un traité d'austérité'*".

Et pour enfoncer le clou, faites semblant de compatir avec le désarroi d'une partie de la gauche. "*Cela reste comme une grande duperie*", a ajouté l'élu de Haute-Loire. "*Je comprends très bien -mais ça, c'est le sujet de la gauche et de l'extrême gauche-, que des gens soient justes furieux, parce qu'ils ont été totalement dupés*". "*Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise, 'on le votera'*", a également déclaré le soutien de François Fillon pour la présidence de l'UMP. Une affirmation démentie quelques heures plus tard par deux députés... UMP.

Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres du collectif de la Droite populaire, ont critiqué vivement jeudi le traité budgétaire européen, y voyant "*un grave abandon de souveraineté*" et un "*déni de démocratie*" et réclamant pour le premier un référendum.

"*Contre ce tour de passe-passe anti-démocratique, les citoyens doivent exiger un référendum par une pétition nationale, pour conserver la souveraineté budgétaire et les droits du Parlement*", ajoute Lionnel Luca. (lexpress.fr 20.09)

Le Pen est sur la même ligne. Tout cela est excellent, une bonne leçon de chose pour les militants.

Quand le PS est au pouvoir, il fait une politique de droite, de son côté le parti de l'ordre réplique en se faisant passer pour un parti de gauche en prenant soi-disant la défense des intérêts des opprimés, puis une fois revenu au pouvoir, c'est à son tour de faire une politique de droite, tandis que le PS la critique en se faisant passer pour un parti de gauche et ainsi de suite. On comprend dès lors qu'ils sont dans le même camp contre la classe ouvrière, ce que réfutent tous les partis dits ouvriers et ceux qui gravitent autour. Ce qui guide l'action du PS, ce n'est pas son origine ouvrière lointaine avec laquelle il a rompu depuis belle lurette, mais bien l'objectif politique qu'il poursuit et partage avec l'UMP : assurer la survie du régime capitaliste et les institutions qui servent à le légitimer.

Cela fait près d'un siècle que cela dure, la meilleure c'est qu'il y en a qui en redemande dans nos rangs, des nantis sans doute. C'est de cette manière qu'ils assurent la stabilité du régime et qu'à tour de rôle ils gèrent la société pour le compte des capitalistes.

Briser cette spirale infernale qui conduit à la barbarie en rompant avec le PS, c'est ce à quoi aucun parti ouvrier n'est prêt aujourd'hui comme hier, hier comme avant-hier, et quand bien même les arguments seraient épuisés pour le justifier, ils vont en créer sur mesure, ce qui nous fait dire qu'il n'y a rien à attendre de tous ces partis ou leurs satellites et qu'il faut en construire un nouveau.

2- Israël

Israël a annoncé son refus de participer à une conférence sur la dénucléarisation du Proche-Orient prévue à Helsinki, a indiqué jeudi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères.

"*Cette annonce a été faite mercredi à Vienne lors d'une réunion de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) par le directeur de la Commission israélienne pour l'énergie nucléaire, Shaul Horev*", a affirmé à l'AFP Ygal Palmor.

Selon des informations du quotidien Haaretz, M. Horev a justifié sa position en soutenant que "*la situation explosive*" du Proche-Orient n'est pas compatible avec la participation d'Israël à cette conférence prévue fin 2012 ou début 2013 à Helsinki, et soutenue notamment par les Etats-Unis.

La conférence d'Helsinki doit se tenir sur fond de tensions autour du nucléaire iranien, l'Occident et Israël accusant Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert de programme civil, ce que l'Iran dément catégoriquement.

Israël est considéré comme la seule puissance nucléaire au Proche-Orient. Il est membre de l'AIEA, mais n'est pas signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). (AFP 20.09)

SOCIAL

1- France

1.1- PSA. La méthode pour faire passer le plan Varin : "*site par site*".

Mi-figue mi-raisin à sa sortie de l'Elysée, l'intersyndicale de PSA Aulnay n'a obtenu jeudi de François Hollande aucun engagement sur le gel des 8.000 suppressions de postes annoncées par le groupe automobile, mais des négociations tripartites (syndicats, Etat, direction).

"*Nous sommes satisfaits d'avoir obtenu la réunion tripartite avec le soutien ferme du président, mais il ne s'est pas engagé sur un gel du plan le temps de ces négociations*", a annoncé Tanja Sussest, déléguée du SIA (syndicat maison majoritaire à Aulnay) devant la presse.

"*Le président a accédé à la demande de réunions locales et nationales et fixé comme priorités la réindustrialisation des sites et la nécessité de trouver une solution d'emploi pour chacun*", a-t-on indiqué à l'Elysée.

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier a précisé que "*les négociations auront lieu site par site*", à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) que PSA entend fermer d'ici à 2014, supprimant quelque 3.000 emplois, comme à Rennes où 1.400 emplois sont en jeu.

Au même moment, plusieurs centaines de salariés de PSA Aulnay se dirigeaient vers l'Elysée, au cri de "*PSA assassin*" sous des banderoles disant notamment "*Non à la fermeture d'Aulnay*", "*Un milliard dans ses caisses et PSA veut fermer*" ou encore "*Hollande le changement, c'est le néant*". En fin d'après-midi les manifestants ont rebroussé chemin vers la gare Saint-Lazare, pour rejoindre Aulnay.

Mais, selon Jean-Philippe Hardy, délégué FO qui participait à la réunion à l'Elysée, le chef de l'Etat "*a dit qu'il n'avait pas de véritable pouvoir pour agir sur ces suppressions de postes*". (Ah ben s'il l'a dit, c'est cela doit être vrai, il n'y a plus qu'à s'asseoir dessus ! - Ndlr)

"*L'engagement de M. Hollande est un début, mais la bataille s'annonce longue*", a lancé la déléguée du SIA, appelant le président du directoire de PSA, Philippe Varin, "*qui promet un +dialogue social exemplaire+*", à "*tenir ses promesses*". (Il ne fait que cela ! - Ndlr) (AFP 20.09)

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier est également militant de Lutte ouvrière, il aurait été au PCF que cela aurait la même chose, la même méthode pour diviser les travailleurs de PSA et les empêcher de se dresser tous ensemble en même temps dans une grève illimitée pour le retrait du plan Varin, contre la direction et le gouvernement qui en est complice... ainsi que la CGT et LO notamment.

Méfiez-vous des dirigeants ou des délégués syndicaux qui parlent fort et qui gesticulent devant les caméras, ce sont généralement les pires fossoyeurs de la lutte de classe.

1.2- Manifestation des salariés de Sanofi.

Des centaines de salariés de Sanofi ont manifesté jeudi en France et appelé le gouvernement à la rescousse pour s'opposer à un projet de restructuration du groupe pharmaceutique qui menacerait des centaines d'emplois au nom, selon eux, du seul intérêt des actionnaires.

Ils étaient 280 ou 500 selon la CGT ou la police à Montpellier, 300 à Toulouse et entre 100 et 150 à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) selon l'AFP, autant de villes où Sanofi a des sites de recherche, le secteur qui risque de subir le plus durement

la réorganisation annoncée le 5 juillet.

La direction n'a pas encore précisé ses plans. Elle pourrait le faire le 25 septembre au cours de différents Comités centraux d'entreprise (CCE) par branche. Mais selon les syndicats, 1.200 à 2.500 postes pourraient disparaître en France, où Sanofi emploie environ 28.000 personnes sur 49 sites.

La recherche, qui fait travailler tout le site de Toulouse avec ses 650 salariés, et 200 des presque 1.200 employés de Montpellier, pourrait payer un lourd tribut.

Les salariés ont redit jeudi leur indignation devant le danger d'être sacrifiés par un groupe qui fait 8,8 milliards d'euros de profits, et ont appelé à l'aide les pouvoirs publics.

"On attend beaucoup du gouvernement. Qu'ils ne nous déçoivent pas", a dit Laurent Millet (syndicat Sud) à Toulouse, où le personnel, très mobilisé, a répondu dans sa très grande majorité selon les syndicats à un appel à la grève d'une journée pour aller pourfendre "Sanofric" sur la place du Capitole et chanter et danser "C'est la salsa du pognon".

Selon Laurent Besson-Imbert, autre adhérent à Sud, l'Etat dispose de nombreux moyens de pression sur Sanofi, comme la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments, ou l'octroi de 130 millions d'euros de crédit d'impôt recherche chaque année.

Les représentants de l'intersyndicale ont indiqué qu'ils seraient reçus vendredi par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg devant lequel ils "porteront l'exigence d'une intervention gouvernementale".

Les salariés de Toulouse et Montpellier multiplient les actions et s'emploient à rameuter les élus. Ils ont été reçus jeudi à Montpellier au conseil général, à Toulouse par le maire Pierre Cohen et le président de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy.

Aux deux personnalités socialistes, ils ont remis l'analyse d'un cabinet d'expertise les renforçant selon eux dans leur combat: "Ce sont les économistes qui le disent, ce ne sont plus seulement les salariés: les motivations de notre direction sont exclusivement financières", a dit Dominique Junyent, de la CFDT.

Le maire a partagé leur indignation. "Il y a vraiment tout pour considérer réellement qu'ils (les dirigeants de Sanofi) se comportent comme des patrons voyous", a-t-il dit. Il a suggéré en guise de leçon qu'une future loi contre les licenciements abusifs porte le nom de Sanofi.

Il demandera samedi à M. Montebourg "d'être très ferme" vis-à-vis de Sanofi. Mais il avoué être "très pessimiste" sur l'issue du conflit. (AFP 20.09)

C'est étrange, on croirait qu'ils n'ont jamais entendu parler du capitalisme, du patron ou de l'actionnaire de droit divin...

1.3- Grève à L'Equipe.

L'Equipe n'est pas paru, jeudi 20 septembre, à la suite d'une grève visant à protester contre un plan social. Le quotidien sportif, propriété du groupe Amaury, n'était déjà pas paru jeudi dernier pour les mêmes raisons. La direction a en effet annoncé, lundi 10 septembre, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, un plan social prévoyant la suppression de 46 postes sur 490. Parmi ceux-ci, 37 concerneront des journalistes et une dizaine des postes administratifs.

Les syndicats dénoncent "un plan très brutal" et demandent son retrait. "L'an dernier, pour la première fois depuis des lustres, le résultat opérationnel de L'Equipe a été négatif, constate Stéphane Antoine, secrétaire SNJ-CGT du comité d'entreprise. Ce n'est pas normal de faire payer les pots cassés aux salariés, alors que le journal a les reins solides."

Au même moment, le groupe Amaury s'appête à lancer L'Equipe HD sur la TNT, le 12 décembre, après s'être vu attribuer une fréquence par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. L'investissement sera de l'ordre de 30 à 50 millions d'euros, pour le groupe qui y voit un enjeu stratégique majeur. (lemonde.fr 20.09)

1.4- La SNCF délocalise.

L'américain IBM a entrepris de délocaliser en Europe de l'Est des activités de fonctionnement des logiciels de la SNCF, jusqu'ici réalisées en France, mais le patron de la SNCF a relativisé jeudi le nombre de ces délocalisations au regard des emplois générés par l'entreprise publique en France.

Le contrat emporté récemment par IBM était jusqu'à présent assuré par la société française de services informatiques Steria, dont

les salariés étaient détachés dans les locaux de la SNCF et travaillaient aux côtés des cheminots informaticiens.

Le pilotage de l'informatique du service des ressources humaines sera pour sa part transféré dans une filiale espagnole du groupe français Sopra.

Selon Hervé Giudici, secrétaire général de l'Union fédérale des cadres, 260 emplois de sous-traitants vont être supprimés et 45 postes de cheminots non remplacés. Il craint 500 emplois d'ici 2013.

"On est en train de parler de 150 postes (ndlr, récemment délocalisés) alors que la SNCF, c'est 400.000 emplois en France. Donc, c'est tout à fait marginal", a déclaré à l'AFP le président de la SNCF Guillaume Pepy.

"Il y a effectivement 150 postes toujours de sous-traitance informatique qui se trouvent dans d'autres pays d'Europe (République Tchèque, ndlr), quelques-uns en Espagne, quelques uns en Pologne et ces emplois-là sont des emplois de nos sous-traitants", a dit M. Pepy.

"Il faut savoir que la SNCF avec tout ce qu'elle achète chaque année c'est plus de 400.000 emplois en France et on a un motif de fierté particulier en 2012 c'est que la SNCF embauche plus de 10.000 jeunes même pendant la période de crise", fait-il valoir évoquant les embauches au niveau du groupe.

Pour le ministre du Travail Michel Sapin, *"la SNCF ne délocalise absolument rien du tout"*. M. Pepy *"a dit tout ce qu'il fallait dire: le nombre d'emplois que, grâce à la SNCF, on offre aux jeunes Français"* et *"on ne va pas aller vérifier à 10 unités près ce qui se passe (...)"* "derrière" le marché passé avec IBM", a-t-il déclaré à BFM-TV.

La seule entreprise historique SNCF compte plus de 150.000 cheminots; le groupe SNCF a atteint 246.000 personnes en 2011.

Environ 2.200 cheminots et 2.500 salariés sous-traitants travaillent pour les services informatiques de la SNCF, notamment en matière de réservations, d'affichage en gare et de sécurité de circulation des trains, selon la CGT.

La sous-traitance atteint aujourd'hui 54% de tous les systèmes d'information, selon le syndicat.

Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette démarche de filialisation et de délocalisation.

Pour M. Giudici, *"IBM re-rentre par la fenêtre et donne à la SNCF la possibilité d'externaliser avec des conséquences graves pour l'emploi"*.

"La SNCF agit sur le coût du travail en délocalisation, or c'est une entreprise publique dont l'Etat est l'unique propriétaire. La SNCF est toujours dans la feuille de route de Nicolas Sarkozy", a-t-il déclaré en demandant *"la réinternalisation"* des emplois pour éviter une *"fuite"* des savoir-faire.

"De manière assumée et délibérée, la SNCF passe un contrat avec IBM pour délocaliser", affirme pour sa part Sébastien Gillet, représentant de SUD. *"Faire piloter des installations (...) en France par des Polonais et des Tchèques, avec tous les problèmes de communication que cela induit, est une aberration"*, selon lui.

Pour la FGTE-CFDT, *"ces procédés confortent un dumping social européen organisé par l'absence d'harmonisation sociale européenne"*. *"Plus on filialise, moins on a la main sur les choses"*, s'est pour sa part inquiété Roger Dillenseger, secrétaire général adjoint de l'Unsa cheminots. (AFP 20.09)

1.5- Mouvement social chez Apple.

Les adeptes de la marque à la pomme pourraient lui trouver un goût amer vendredi, des salariés des magasins Apple en France ayant été appelés à faire grève pour leurs salaires et les conditions de travail le jour du lancement du nouveau téléphone multimédias iPhone 5.

L'appel à la grève a été lancé par le syndicat SUD qui représente 25% des quelque 1.000 salariés, après l'échec des négociations salariales, a annoncé jeudi un responsable syndical à l'AFP, expliquant que les propositions de la direction étaient *"insuffisantes"*.

Le syndicat CFTC, majoritaire au sein du groupe qui compte 13 magasins en France dont deux dans la capitale, n'a toutefois pas choisi la même ligne.

"*Nous restons sur la démonstration symbolique avec le port du bracelet*", a indiqué à l'AFP l'un de ses représentants, en référence à un bracelet vert, avec l'inscription "Believe" ("Croire", en allusion aux promesses de la direction) arboré par certains salariés depuis quelques jours pour manifester leur mécontentement.

Thomas Bordage, un responsable de SUD, a précisé au cours d'une conférence de presse que certains salariés des deux boutiques parisiennes prévoyaient de manifester devant l'Apple Store d'Opéra.

"*Ca ne gênera pas la sortie de l'iPhone 5*", a indiqué le syndicaliste. (Ouf! - Ndlr) "*Ce qu'on veut faire comprendre à la direction, c'est qu'on n'est pas très méchants et qu'on veut juste leur dire: + regardez, on se mobilise un petit peu (...), mais on est quand même pas contents, donc faites bien attention!*".

Les syndicats négociaient notamment sur les conditions de travail dans les magasins, l'attribution de tickets restaurant, le budget du Comité d'entreprise et l'attribution d'un 13e mois. Les négociations ont notamment achoppé sur ce dernier point.

D'après certains analystes, Apple pourrait vendre au niveau mondial jusqu'à 10 millions d'iPhone 5 le premier jour. (AFP 20.09)

2- Espagne

Le nombre de personnes ayant demandé de l'assistance à Caritas en Espagne a triplé entre 2007 et 2011, année où il a dépassé un million, a annoncé jeudi l'organisation caritative en lançant un cri d'alarme sur la progression de la pauvreté dans ce pays.

Le nombre de demandeurs d'aide est ainsi passé de 370.251 personnes en 2007, avant que n'éclate la crise économique, à 1.015.276 en 2011, a souligné l'organisation dans un rapport intitulé "*Les effets permanents de la crise*".

Parmi les causes principales de cette flambée de la pauvreté, Caritas a identifié "*un processus soutenu de destruction d'emplois, qui réduit de manière drastique les possibilités de rentrées financières dans de nombreux foyers ainsi que l'épuisement des aides sociales*".

Le chômage continue à progresser à des niveaux records en Espagne et frappe 24,63% de la population active, alors que le pays, en récession, est engagé dans une politique de rigueur sans précédent. 1.737.600 foyers ont à présent tous leurs membres au chômage.

Dans le cadre de nouvelles mesures de rigueur annoncées en juillet pour assainir les comptes du pays, le gouvernement de droite a réduit de 60% à 50% du salaire, au bout de six mois, les allocations chômage.

L'organisation caritative souligne que les demandes pour des denrées de base ayant le plus augmenté entre 2007 et 2011 concernent "*l'alimentation, suivie par les vêtements et les chaussures, puis le logement*". "*Viennent ensuite d'autres dépenses comme la santé*", ajoute Caritas. (AFP 20.09)

3- Afrique du Sud

La crise minière que traverse l'Afrique du Sud s'est poursuivie jeudi avec des échauffourées près des sites quasiment à l'arrêt d'Amplats, numéro un mondial du platine, à Rustenburg (nord), alors que le travail a repris à Marikana après six semaines d'une grève sanglante.

La police est intervenue dans la matinée au bidonville de Sondela, voisin d'une mine d'Anglo American Platinum (Amplats) touchée par une grève depuis une dizaine de jours, avant que les habitants ne bloquent les routes avec des pierres et des pneus enflammés.

Les policiers "*nous ont tiré dessus avec des balles en caoutchouc, et après ils ont lancé des gaz lacrymogènes, c'est pourquoi nous avons mis des pierres*" sur la route d'accès, a expliqué Mable Makgetla, 30 ans, dont le mari travaille pour un sous-traitant.

Amplats avait rouvert ses cinq sites de Rustenburg mardi après les avoir fermés pendant près d'une semaine, officiellement pour des raisons de sécurité alors que des manifestations menaçaient ses installations et ses employés.

Après avoir longtemps nié que ces derniers aient rejoint le mouvement social qui s'est étendu dans les mines de la région, la direction a reconnu jeudi que moins de 20% de ses employés avaient pointé dans quatre mines, sans donner de précisions sur la cinquième.

"*Personne n'est prêt à retourner (à la mine), absolument personne. Les gens en ont tout simplement assez et ils ne veulent pas être traités comme des esclaves au travail. Les gens en ont assez, les travailleurs en ont vraiment assez et ils savent ce qu'ils veulent*", c'est-à-dire de fortes augmentations, a indiqué Gadhafi Mdoda, l'un des meneurs des grévistes.

La plupart des employés de Marikana ont repris le travail dans le calme jeudi après un accord salarial. Le groupe Lonmin, qui exploite la mine de platine, a indiqué en fin de matinée que 77% des employés avaient pointé.

Mais la production ne devrait reprendre que dans quelques jours, le temps de faire passer des examens médicaux aux mineurs et de vérifier les installations.

Certains visages étaient fermés. Beaucoup se sont dit satisfaits de leurs augmentations de salaire de 11% à 22%, arrachées mardi au terme de cette grève sauvage commencée le 10 août.

D'autres étaient moins contents, mais sont retournés au travail en désespoir de cause après avoir été privés de paye pendant plus d'un mois. *"Je retourne au travail parce que j'ai vraiment faim"*, a reconnu Phumlile Macefane, 24 ans. (AFP 20.09)

ECONOMIE

1- France

L'activité dans le secteur privé français a enregistré en septembre son plus fort repli depuis avril 2009, accélérant sa contraction tant dans l'industrie manufacturière que dans les services, selon l'indice PMI publié jeudi par le cabinet Markit.

"L'activité chute brutalement dans le secteur privé français", relève dans un communiqué l'économiste de Markit Jack Kennedy.

"Plus inquiétant encore, les contractions des nouvelles affaires et de l'emploi s'accroissent tandis que les perspectives d'activité des prestataires de services se révèlent négatives pour la première fois depuis le début de l'année 2009", note-t-il.

Selon lui, la faiblesse de ces données laisse présager une contraction du produit intérieur brut (PIB) de la France au troisième trimestre de cette année, après neuf mois consécutifs de stagnation.

Cette violente rechute intervient après un léger mieux enregistré en août.

Selon les résultats de cette enquête auprès des entreprises, jugée par les analystes comme un bon indicateur avancé de la conjoncture, *"les fabricants français indiquent une baisse particulièrement forte de la production"*.

Les entreprises interrogées signalent une diminution du volume des nouveaux contrats pour le 7^e mois consécutif, avec un taux de repli au plus haut depuis plus de trois ans.

Cette tendance est attribuée à la faiblesse de la demande et au climat d'incertitude actuel incitant les clients à la prudence. Les fabricants français signalent également le plus fort repli des nouvelles commandes à l'export depuis 40 mois.

Du coup, le volume du travail en attente enregistre une baisse marquée, entraînant de nouvelles réductions d'effectifs. Le taux de contraction de l'emploi affiche un plus haut de 34 mois, les suppressions de postes s'accroissant tant dans l'industrie manufacturière que dans les services.

Selon les patrons, le taux d'inflation est élevé, à son plus haut niveau depuis avril, en raison du coût du carburant, des matières premières et des salaires.

Markit interroge chaque mois 750 entreprises de l'industrie manufacturière et des services en France. Cette première estimation, dite *"flash"*, porte sur 85% de ce panel. (AFP 20.09)

2- Espagne

L'audit indépendant du secteur bancaire espagnol mené ces derniers mois va probablement conclure que les besoins de recapitalisation de celui-ci s'élèvent entre 50 et 60 milliards d'euros, ont déclaré jeudi la deuxième banque du pays et le gouvernement.

Une porte-parole du ministère de l'Economie a déclaré qu'un tel montant serait conforme aux prévisions du ministre, Luis de Guindos, mais elle a ajouté que le montant demandé à la zone euro serait inférieur.

Elle a expliqué que certaines banques pourraient lever une partie des capitaux nécessaires directement sur les marchés, que les détenteurs de capital hybride seraient contraints d'accepter une décote sur leur investissement et qu'une partie des actifs à risques seraient transférés à la structure de défaisance que l'Etat est en train de créer pour y cantonner les actifs immobiliers et les créances douteuses qui plombent les bilans du secteur.

Les actifs à risques du secteur sont pour l'instant estimés à 185 milliards d'euros.

Des sources bancaires ont déclaré par ailleurs que les résultats de l'audit du secteur pourraient déclencher une nouvelle vague de concentration en Espagne, où le nombre de banques est passé de 40 avant la crise à 14 seulement aujourd'hui.

Francisco Gonzalez a dit s'attendre à ce que nombre tombe à une 10 d'ici un an, ajoutant que BBVA était prêt à racheter des établissements de plus petite taille.

"*Dans une première phase, il y a aura 10 entités: deux grandes banques, deux ou trois moyennes et quatre ou cinq petites*", a-t-il précisé. (Reuters 20.09)

3- Etats-Unis

3.1- La banque centrale des Etats-Unis (Fed), n'a absolument aucune idée de ce qu'il convient de faire pour sortir l'économie américaine de l'ornière, a déclaré mercredi un de ses dirigeants, Richard Fisher.

"*La vérité, cependant, est que personne au sein du Comité [de politique monétaire de la Fed (FOMC) ou de la banque centrale] ne sait réellement ce qui entrave l'économie*", a déclaré M. Fisher dans un discours à New York, selon le texte de son allocution distribué à la presse.

"*Personne ne sait ce qui marchera pour remettre l'économie sur la bonne voie*", a ajouté M. Fisher, président de l'antenne de la Fed à Dallas, au Texas (sud des Etats-Unis).

Prenant acte du ralentissement qui frappe la croissance économique américaine depuis le début de l'année, le FOMC a lancé la Fed dans de nouveaux rachats de titres adossés à des créances immobilières à raison de 40 milliards de dollars par mois, et annoncé qu'elle continuerait de la sorte tant que "*la perspective du marché du travail ne [s'améliorerait] pas nettement*".

Faisant valoir que des milliers de milliards de dollars prodigués abondamment par la Réserve fédérale dorment dans les coffres des banques, des entreprises, ou de fonds monétaires, M. Fisher estime que continuer à inonder le marché de liquidités ne mènera à rien.

Néanmoins, "*je prie pour que*" cela marche, a-t-il dit, exhortant une nouvelle fois le Congrès américain à agir pour compléter l'action de la Fed au lieu de faire selon lui "*tout pour décourager la création d'emplois*" en refusant de régler la question de la dette publique américaine, et en contribuant ainsi à alimenter un climat d'incertitude défavorable à l'investissement. (AFP 20.09)

3.2- Bank of America entend accélérer le rythme de la restructuration déjà engagée pour devenir plus flexible et réactive et prévoit de supprimer 16.000 emplois d'ici la fin de l'année, selon un document interne cité jeudi par le quotidien financier Wall Street Journal.

Le "*nouveau*" BofA comptera moins de succursales et aura réduit la voilure dans le crédit hypothécaire, à l'origine de ses déboires récents, selon le document cité par le WSJ. BofA prévoit de fermer 200 succursales cette année, après 178 en 2011.

Le Wall Street Journal fait remarquer que le groupe avait déjà prévu de supprimer 30.000 emplois, mais avec pour échéance la fin de l'année prochaine. Le groupe a donc nettement accéléré le rythme de ses réformes, note-t-il. Bank of America compte arriver à 8 milliards de dollars par an d'économies d'ici 2015. (l'express.fr 20.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 septembre

CAUSERIE

(Dans la journée j'ai ajouté une causerie sur le film et les caricatures islamophobes.)

Hier j'ai commis une erreur de formatage, l'article sur *l'obsolescence programmée* porte dorénavant le titre : La machine à consommer.

J'ai encore eu une nuit très courte à cause des coupures de courant. Le site est partiellement actualisé, la suite dans la journée, j'ajouterai un ou deux articles sur l'économie. Je dois absolument aller payer ma facture Internet, c'est le dernier jour ! et faire des courses... si je veux manger aujourd'hui...

Sionisme et islamophobie au service du Nouvel ordre mondial. Propagande et manipulation des masses.

Quand on se destine à analyser le discours d'un intervenant, on doit commencer par se demander à qui il s'adresse en particulier :

- A la population en général ;
- A ses partisans ou alliés ;
- A ses adversaires ;
- Enfin, à ses ennemis.

Une fois qu'on a répondu à cette question, on comprend mieux l'objectif de son discours qui n'est pas forcément formulé ou demeure implicite, parfois pour entretenir une certaine confusion ou permettre une double lecture, ce qui relève de la démagogie ou de la manipulation selon les cas. Et quand il figure explicitement, rien ne dit qu'il soit celui recherché effectivement, cela peut être un piège pour induire en erreur ses interlocuteurs ou ses lecteurs.

Commençons par le film islamophobe parti des Etats-Unis.

Rappelons qu'il a été diffusé en Egypte en premier sur un réseau salafiste la veille du 11 septembre, jour où une attaque s'est produite contre le consulat américain à Benghazi, on peut donc estimer que la sortie de ce film et les événements qui ont suivi dans plusieurs pays du Proche-Orient et en Afrique du Nord ne sont pas le produit du hasard.

La personnalité des producteurs et réalisateurs, présentés comme des coptes d'origine égyptienne, en réalité liés à la mouvance chrétienne extrémiste des néo conservateurs américains, laissait à penser que cette opération portait la marque des sionistes étroitement liés à cette mouvance ultra réactionnaire selon un rédacteur du Réseau Voltaire bien informé, précisant qu'ils avaient monté cette provocation en réaction au refus répété depuis des mois d'Obama d'intervenir militairement en Syrie et d'attaquer l'Iran, cette opération serait donc liée au désaccord existant au sommet de la classe dirigeante aux Etats-Unis sur la marche à suivre pour franchir une nouvelle étape sur la voie du Nouvel ordre mondial qui dicte leur politique et dont les sionistes sont les inspirateurs et les principaux bénéficiaires.

Voyons comment se sont positionnés les différents acteurs de ce mauvais scénario.

Google et You Tube, en fait les mêmes actionnaires, ont poursuivi la diffusion d'un extrait de ce film aux Etats-Unis, au nom de la liberté d'expression inscrite dans la Constitution. Par contre, ils l'ont retiré (censuré) dans plusieurs pays à majorité musulmane. Normal, puisque la cible se situait aux Etats-Unis : Obama et les démocrates.

- Un juge californien a rejeté jeudi une requête visant à contraindre le site de partage de vidéos YouTube à retirer le film L'Innocence des musulmans à l'origine de violentes manifestations de colère dans le monde arabo-musulman. (lemonde.fr 20.09)

En laissant se film sur You Tube à l'exception de quatre ou cinq pays, ils permettaient ainsi à la population des puissances occidentales alliés des Etats-Unis et comportant une forte minorité musulmane de visionner ce film et de réagir violemment en causant des troubles à l'ordre public, forçant les gouvernements de ces Etats à prendre des mesures répressives ou liberticides en conséquence en interdisant toute manifestation, mais surtout à exprimer leur soutien à la liberté d'expression dont se réclament les auteurs de ce film ainsi que la justice américaine, ce qui revenait à adopter la position que les commanditaires de ce film recherchait.

Cette provocation a fourni un prétexte aux islamistes radicaux instrumentalisés par Israël, le Qatar et l'Arabie Saoudite, pour tenter de dresser la population musulmane contre les Etats-Unis, contre l'administration démocrate aux commandes plus précisément, réaction violente conforme à ce que les auteurs de ce plan en attendaient.

- Washington a retiré depuis le 15 septembre une bonne partie de ses diplomates du Proche-Orient. Les ambassades des Etats-Unis prennent dans la région l'allure de forteresses assiégées. La vague de protestations provoquée par la diffusion du film L'Innocence des musulmans ne s'éteint pas. Elle donne l'image d'un monde musulman figé dans un antiaméricanisme irréductible.

Le film a servi de prétexte aux plus radicaux des islamistes. Ils l'ont exploité pour mobiliser contre les Etats-Unis et mettre en porte-

à-faux la famille politique qui s'installe au pouvoir dans le monde arabe, les Frères musulmans - lesquels ne demandent qu'à développer les meilleures relations avec l'Amérique.

Il reste que le film a été le détonateur d'événements, hélas ! prévisibles, dont le résultat est tragique : ils portent un coup sévère à la politique d'Obama ; ils se soldent par la mort de plusieurs personnes. A qui la faute ?

La réaction américaine a été à double détente. La secrétaire d'Etat affirme que les Etats-Unis n'ont rien à voir avec une "vidéo répugnante", destinée à "dénigrer une grande religion". Hillary Clinton ajoute que rien, cependant, ne peut justifier les violences qui ont été commises. Les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité.

Après les événements de Benghazi et du Caire, le gouvernement américain aurait suggéré à YouTube de retirer le film. Au nom du 1er amendement, YouTube a refusé – sauf en Egypte, en Libye, en Afghanistan et au Pakistan.

Professeur de libertés publiques à Harvard, Michael Ignatieff dénonce le chantage à la violence : "*S'il advient que plus aucun auteur n'ose insulter l'islam après l'affaire Rushdie ou après les attaques contre des caricaturistes danois, alors, nous y perdrons tous.*" C'est ce que sous-entendait Mme Clinton. (lemonde.fr 20.09)

Un élément jamais évoqué par ceux qui se réclament du 1er amendement de la Constitution américaine, le Patriot Act qui a mis sous surveillance la société américaine depuis le 11 septembre 2001.

A ce propos l'hypocrisie de Mme Clinton et ses semblables saute aux yeux, quand on a à l'esprit qu'il suffit de prononcer des paroles cataloguées par la CIA comme faisant partie du registre des terroristes à la terrasse d'un café par exemple en présence d'un de ces agents pour être immédiatement interpellé, on se dit que le respect de la liberté d'expression est à géométrie variable et susceptible d'être bafouée arbitrairement aux Etats-Unis.

Quand Mme Clinton dit que "*les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité*", elle en dit trop et pas assez à la fois, c'est le but recherché, car elle sait évidemment qui sont les manipulateurs, mais elle ne peut pas les nommer sans risquer pour sa vie.

Pour s'en sortir honorablement et enterrer l'affaire, elle n'a rien trouvé de mieux qu'annoncer la création d'une commission bidon qui serait nommée par elle ! Que pouvait-elle faire d'autres ? Dénoncer les républicains et le lobbying sioniste qui sévit aux Etats-Unis, qui contrôle la Fed ? En formulerait-elle seulement l'idée imprudemment en comité restreint qu'elle serait liquidée sur le champ avant de parler.

- Hillary Clinton a annoncé jeudi la création d'une commission d'enquête sur l'attaque du consulat américain à Benghazi, qui a coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye et à trois autres Américains.

Cette commission, composée de quatre personnalités choisies par la secrétaire d'Etat elle-même et par une autre personne désignée par la communauté du renseignement, sera présidée par l'ancien ambassadeur Thomas Pickering.

Près de deux ans après le début du "*printemps arabe*", certains parlementaires américains se sont interrogés sur le bien-fondé de maintenir une aide aux pays concernés par ces violences contre les intérêts des Etats-Unis.

"*Il y a à l'évidence de véritables défis à relever dans ces nouvelles démocraties, dans ces sociétés fragiles*", a dit Hillary Clinton.

"*Nous sommes inquiets, en tout premier lieu, pour nos propres ressortissants et pour nos installations mais nous sommes aussi inquiets au sujet de la sécurité intérieure dans ces pays, car, au bout du compte, ce sont les hommes, les femmes et les enfants de ces sociétés qui se trouvent en danger dans leur quotidien si des initiatives ne sont pas prises pour tenter de rétablir la sécurité*", a-t-elle ajouté. (Reuters 20.09)

On atteint là le comble du cynisme sachant que les Etats-Unis sont en guerre perpétuelle contre tel ou tel peuple qui ne les ont jamais agressés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Les pays arabes font cause commune avec les Etats-Unis et Israël contre leurs propres peuples et ceux de la région, un dernier élément le confirme. Leurs dirigeants savent que du jour au lendemain il peut leur arriver le même sort qu'à S. Hussein et Kadhafi, par exemple à l'issue des élections américaine de novembre prochain.

- Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais "*utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif*", a dit le diplomate américain Robert Wood.

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un "*geste de bonne volonté*" leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé. (Reuters 21.09)

Passons aux caricatures de Charli Hebdo.

Il ne s'agit pas d'une simple provocation de plus, mais d'une double provocation conduisant à dresser musulmans et non musulmans les uns contre les autres.

Elles sont parues dans la foulée de ce qui vient d'être évoqué. Leur auteur prétend agir au nom de la défense de la liberté d'expression, pour en fait se livrer à une vulgaire provocation, qui va d'un côté alimenter l'islamophobie ou la haine des musulmans, de l'autre provoquer une réaction violente de la part des islamistes radicaux qui n'en demandaient pas tant pour sortir du bois, qui sait, par ce biais se faire une légitimité qu'ils n'auraient jamais pu trouver autrement en s'affichant comme les champions de la défense de l'islam.

Personne n'a dû leur souffler de faire paraître ces caricatures grotesques, qui vont alimenter utilement la propagande sioniste islamophobe, qui est passée à l'échelon supérieur les jours précédents. Charli Hebdo = BHL d'une certaine manière, en plus rustre, plus grossier, méprisant, pire, humiliant envers les musulmans, pendant que les Etats-Unis diabolise le régime syrien et iranien, ils se complètent en tout cas. Est-ce inconsciemment qu'ils servent la cause de l'impérialisme américain et sioniste qui mène une croisade sur l'ancien territoire de l'empire ottoman à des fins économiques ? Il y a ainsi des gens qui n'ont pas besoin qu'on les instrumentalise pour être manipulés ou se faire les complices de crapules, de vermines.

- Concernant la photo publiée par le quotidien algérien Ennahar de Bernard-Henri Lévy en train de lire un exemplaire du journal satirique Charlie Hebdo qui avait fait scandale dans le passé, "Charia Hebdo", avec pour titre: "*Le sioniste Lévy derrière la campagne visant à porter atteinte au prophète*", le journal précise que son origine n'est autre que le site de BHL. (AFP 21.09)

Facebook a censuré une page du magazine Le Point qui contenait une caricature. Normal, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius est aux petits soins pour le Qatar, le Bahreïn, l'Arabie Saoudite et Israël, pas question de laisser perturber la politique internationale du gouvernement qui s'apprête à intervenir au Mali.

- Le réseau social Facebook a décidé, mercredi 19 septembre, de suspendre la page de l'hebdomadaire "*le Point*" après la mise en ligne sur cette page de l'une des caricatures de Mahomet publiées par "Charlie Hebdo".

Intitulé "*Pourquoi 'Charlie Hebdo' joue avec le feu ?*", ce message, publiée vers 18h, reprenait la caricature qui singe "*Le mépris*", dans laquelle le prophète interpelle langoureusement : "*Et mes fesses, tu les aimes, mes fesses ?*"

Moins d'une heure plus part, la publication est supprimée par Facebook, rapporte "*le Point*", et l'administrateur de la page reçoit un message d'avertissement : le contenu publié est "*en infraction avec les règlements*" du réseau social. La page est ainsi bloquée pour 72 heures.

Contacté, Facebook parle d'"*une erreur*", arguant que "*tout a été restauré dès que nous avons été avertis*".

La page Facebook du "*Point*" est de nouveau accessible, toutefois sans la publication polémique. Jérôme Béglé se dit "*content que la page soit revenue en ligne*", et "*ne veut pas en faire toute une histoire....*" (nouvelobs.com 20.09)

Bien entendu, les chefs des différentes religions en ont profité pour prôner la tolérance avec laquelle l'ignorance fait bon ménage, et apparaître ainsi comme des saints hommes.

- Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, basée au Caire, a condamné ces caricatures "*portant atteinte à l'islam et à son prophète*". L'Osservatore Romano, le journal du Vatican, a qualifié cette publication d'"*initiative discutable*", qui "*jette de l'huile sur le feu*", "*alors que l'on cherche péniblement à faire baisser la tension qui traverse le monde islamique en raison du film*" anti-islam.

L'évêque catholique d'Evry, Mgr Michel Dubost, et le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui, ont lancé un appel commun "*à la fraternité et au respect de l'égalité*". Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a également "*désapprouvé*" les caricatures.

L'exécutif français semblait tenter de calmer le jeu, prônant la défense de la liberté d'expression et rappelant qu'il était toujours possible d'en référer à la justice. (AFP 19.09)

La totalité de la presse et des médias (à ma connaissance), le gouvernement, les partis de droite comme de gauche, de la gauche de la gauche, de l'extrême gauche supportent Charlie Hebdo, ce qui n'a rien d'étonnant, un bel exercice d'union nationale en

défense de la religion et non de la liberté d'expression comme on voudrait nous le faire croire. Le Pen en profite pour appeler à l'interdiction du voile et de la kippa dans les lieux publics et dans la rue et la boucle est bouclée.

Ce journal se voulait libertaire, ce qui se traduit par faire ce que je veux quand je veux sans tenir compte du contexte environnant, de rien ni personne, on comprend pourquoi Marx et Engels avait viré Bakounine l'anarchiste de la Première internationale, pour avoir eu exactement le même comportement. (Lire Marx-Engels dans le texte à ce propos dans le site à la page *Défense du marxisme*.)

Les Etats-Unis et Israël peuvent être satisfait (provisoirement) du résultat de ces provocations, qui ont vu les pays arabes s'aligner derrière eux comme un seul lors de l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique. C'était peut-être là le fond de cette affaire puisque cette réunion était inscrite de longue date dans leur agenda, plus que faire pression sur Obama. A suivre.

(J'ai un peu bâclé la fin de cet article, car j'ai dû bosser sans ventilateur sous une chaleur écrasante, on n'a toujours pas de courant et je ne peux pas rester plus longtemps dans le bureau.)

[Un devoir de mémoire pour le mouvement ouvrier international.](#)

Le chef de l'Etat a rappelé le rôle de la France dans la déportation des juifs, comme il l'avait fait le 22 juillet lors de la cérémonie commémorant le soixantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. (Reuters 21.09)

Nous, nous rappellerons le rôle de la social-démocratie et du stalinisme dans le déclenchement de la Première et de la Seconde guerre mondiale, leur soutien au colonialisme, aux différentes guerres (selon les cas) qui ont eu lieu dans le monde depuis 1945 jusqu'à ce jour, y compris contre la Syrie. En cela, ils n'ont rien à envier au parti de l'ordre, l'UMP.

ACTUALITE EN TITRES

[Envers les dictateurs, pas d'hier mais d'aujourd'hui...](#)

- A Drancy, Hollande appelle au devoir de mémoire et fait l'éloge de la tolérance - AFP

[Parole de menteurs.](#)

- Matignon dit ne pas envisager de hausse globale de la TVA «à ce stade» - Liberation.fr

[La barbarie légitimée](#)

- La corrida autorisée à rester dans les arènes françaises - AFP

Le Conseil constitutionnel banalise la barbarie, normal.

[A défaut de guerre mondiale, la guerre sociale à froid.](#)

- GM prépare "une réduction importante" de ses effectifs en Europe - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Premier ministre portugais s'est déclaré vendredi prêt à discuter avec les partenaires sociaux des dernières mesures d'austérité qui ont provoqué une vague de contestation populaire et conduit le président à convoquer une réunion du Conseil d'Etat.

Le Premier ministre a rappelé qu'il avait déjà rencontré récemment les partenaires sociaux et devait entendre leurs propositions au cours d'une nouvelle réunion, lundi prochain.

"*Nous n'accepterons aucune modification des barèmes des cotisations sociales, qui entraînerait une baisse de salaires même d'un centime*", a déclaré après une rencontre avec le Premier ministre, Armenio Carlos, le secrétaire général de la CGTP, le principal syndicat portugais. La CGTP a prévu un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre.

Les nouvelles mesures de rigueur ont provoqué une vague de critiques et la colère des Portugais dont plusieurs centaines de milliers ont défilé samedi dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays.

Les déclarations du Premier ministre ont précédé une réunion du Conseil d'Etat, un organe consultatif, convoqué par le président Anibal Cavaco Silva, inquiet lui aussi de l'ampleur de la contestation.

La réunion devait être suivie soit d'une déclaration du président, soit d'un communiqué, a indiqué la présidence.

Alors que le Conseil était réuni, des milliers de personnes se sont rassemblées devant la présidence pour protester contre le renforcement de la rigueur.

"*Voleurs, voleurs...*", "*le peuple est fatigué d'être volé et humilié*", ont scandé les manifestants qui répondaient à l'appel sur les réseaux sociaux d'un mouvement apolitique, déjà à l'origine des manifestations de samedi dernier.

Plus de 15.000 personnes avaient annoncé sur Facebook leur intention de manifester à Lisbonne pour démontrer leur "*extraordinaire volonté de changement*" tandis que des rassemblements ont eu lieu dans une quinzaine de villes.

Les nouvelles mesures d'austérité ont également provoqué une vive tension au sein de la coalition au pouvoir, entre le Parti social démocrate (PSD) de M. Passos Coelho et le parti conservateur (CDS-PP) du ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, partisan d'une révision des mesures.

Le président Cavaco Silva, a toutefois estimé que le risque d'une crise politique "*était derrière nous*" après que les deux partis eurent, la veille au soir, réaffirmé qu'ils comptaient préserver la coalition. (AFP 21.09)

2- Afrique du Sud

La justice sud-africaine a lancé un mandat d'arrêt contre Julius Malema, ancien dirigeant du mouvement de jeunesse du Congrès national africain (ANC) et opposant déclaré au président Jacob Zuma, pour fraude, blanchiment d'argent et corruption.

Confirmant une information révélée par l'hebdomadaire City Press, une avocate de Malema a déclaré à l'agence Reuters vendredi que les autorités sud-africaines avaient prévenu son client qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Julius Malema fait toutefois l'objet d'une enquête de police pour corruption présumée portant sur des contrats publics dans sa province natale du Limpopo.

L'ancien président de la Ligue des jeunes de l'ANC, qui milite pour la nationalisation des mines et l'expropriation des fermiers blancs, a été suspendu pour cinq ans des rangs du parti en novembre dernier.

Mais lui qui se disait alors "*politiquement fini*" a repris pied dans la vie politique sud-africaine à l'occasion de la sanglante grève des mineurs. Il entend couper la route de Jacob Zuma lors de l'élection interne à la tête de l'ANC, en décembre.

La contestation dans le secteur minier s'est étendue vendredi au producteur d'or AngloGold Ashanti, sur le site de Kopanang, qui compte 5.000 employés, théâtre d'une grève sauvage.

Gold Fields, quatrième producteur mondial d'or, a en revanche annoncé que le travail reprendrait d'ici la fin du week-end sur la section Ouest de son site KDC, où quinze mille mineurs avaient lancé une autre grève sauvage, il y a onze jours. (Reuters 21.09)

3- Libye

Des centaines de manifestants ont délogé vendredi soir le groupe salafiste d'Ansar al-Charia de la caserne qu'il occupait au centre de Benghazi, dans l'est de la Libye, et ont mis le feu à l'installation militaire, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sous la pression des manifestants, les membres du groupe qui avait été montré du doigt dans l'attaque du consulat américain, ont

tiré en l'air avant de quitter la caserne qui a été envahie par des centaines d'habitants de Benghazi qui protestaient contre les "milices hors la loi".

Aux cris de "le sang des martyrs n'a pas été versé en vain", les manifestants sont entrés dans la caserne qui a été saccagée, pillée et incendiée, selon un correspondant de l'AFP.

"Cette brigade était un grand problème pour nous et pour tout le monde. C'était un foyer de extrémiste", s'est félicité un des manifestants, Taoufik Mohamed 32 ans.

Auparavant, des dizaines de milliers de Libyens avaient manifesté à Benghazi contre les milices armées, dix jours après l'attaque du consulat américain du 11 septembre 2012 qui avait coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis Chris Stevens et trois autres Américains.

"La mort de l'ambassadeur était l'étincelle qui a mis le feu", a estimé Adallah, un jeune manifestant.

Avant de se diriger vers la caserne d'Ansar al-Charia (les partisans de la loi islamique) les manifestants avaient déjà délogé une autre milice qui avait élu domicile dans un bâtiment de la sécurité libyenne dans le centre de la ville.

Selon des témoins, Ansar al-Charia a évacué aussi l'hôpital al-Jala qu'elle contrôlait, sous la pression des manifestants. La police militaire a pu prendre possession par la suite du bâtiment.

Au moins quatre autres installations publiques ont été désertées par des milices à l'arrivée des manifestants.

Selon un journaliste de l'AFP, des centaines d'habitants se sont dirigés vers une autre caserne située dans la région d'al-Hawari à une quinzaine de km du centre de Benghazi, occupée par la "brigade de Raf Allah Sahat", un autre groupe salafiste jihadiste.

Vers 00H00 locale (22H00 GMT) des membres de ce groupe ttaient en l'air pour tenter de disperser les manifestants, dont certains sont armés. (AFP 21.09)

SOCIAL

1- France

Dans un échange de près de deux heures, Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a de nouveau affirmé que le projet du laboratoire était "inacceptable" sans pour autant prendre d'engagement concret mais en assurant que sa porte restait ouverte aux syndicats, ont-ils ajouté.

"Le ministre a soutenu être à nos côtés pour demander le retrait pur et simple de ce plan social dans la mesure où Sanofi dégage des milliards de bénéfice mais aussi parce qu'il a des obligations vis-à-vis de l'Etat et des citoyens", a déclaré Pascal Vially, le coordonnateur CFDT.

A la CGT, son homologue Thierry Bodin, a souligné que le ministre "a réaffirmé que le plan de la direction était inacceptable et qu'il comptait travailler avec les organisations syndicales pour faire en sorte que la direction revienne sur son objectif".

Selon ce syndicaliste, Arnaud Montebourg a déclaré que si Sanofi mettait en oeuvre son plan, "ce serait la porte ouverte pour tous les autres".

Prié de dire s'ils craignent, comme le cas de PSA, que le gouvernement tempère au final son opposition à la restructuration, l'intersyndicale répond qu'elle saura rappeler au ministre les propos qu'il leur a tenus et, qu'en tout état de cause, c'est la mobilisation des salariés qui poussera le gouvernement à intervenir.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC) a remis au ministre le rapport d'un expert mandaté par le CCE de la recherche du groupe dans le cadre d'une procédure de droit d'alerte.

Ce rapport, remis par les syndicalistes à des journalistes se conclut ainsi : "compte tenu de la situation économique et financière du groupe et de ses perspectives, il est parfaitement possible de sauvegarder l'intégralité du potentiel scientifique de Sanofi, en particulier sur sa base française". (Reuters 21.09)

La grève pour dénoncer un plan de restructuration de la Banque de France, qui prévoit entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes, a été "extrêmement" bien suivie, selon les syndicats, notamment en région où la direction reconnaît un taux de grévistes de près de 50%.

"Dans le réseau de succursales (de province), directement visé par les annonces faites devant le comité central d'entreprise (qui s'est réuni vendredi, ndlr), des dizaines d'unités sont fermées et le taux de grévistes dépasse 80%", selon un communiqué de l'intersyndicale SNABF, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, CFDT, Unsa et Syndicam qui appelait les 13.000 agents de la Banque de France à la mobilisation.

"La grève est extrêmement bien suivie", assure à l'AFP Denis Durand, secrétaire général de la CGT, mais pour lui, *"la grande surprise"* du mouvement, est que *"la grève est aussi massivement suivie au siège"* (à Paris), ce qui est *"vraiment inhabituel"*.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'institution a estimé le taux de grévistes total à 29%, précisant que le taux était de 11,2% dans les services centraux (à Paris), de 8,2% sur les sites industriels (où se fabrique la monnaie) et de 49,3% sur le réseau en province.

En Rhône-Alpes, l'opération *"banque morte"* est un *"grand succès"* selon le premier syndicat de la Banque, le SNABF: la quasi-totalité des agences normalement ouvertes au public a été fermée (Lyon, Annecy, Chambéry, Cluses, Grenoble, Valence, Privas, Saint-Etienne, Roanne, Bourg-en-Bresse...).

En Midi-Pyrénées, la CGT fait état de 75% de grévistes parmi les 9 établissements de la Banque de France (Toulouse et les préfectures des sept autres départements de la région, plus une antenne à Castres).

En Bretagne, *"la plupart des unités sont fermées"* et *"on serait sur l'ensemble à 90% de grévistes"*, selon Patrick Hubert, délégué CGT qui précise qu'environ 320 salariés travaillent pour la banque dans la région.

A Nantes, une trentaine de salariés ont manifesté devant les grilles de la Banque de France, demandant *"le retrait pur et simple du projet de réforme actuel"*. Ils dénonçaient *"un service public qui va disparaître, notamment vis-à-vis des personnes surendettées"*.

A Strasbourg, sur la porte de la succursale de la ville, une affichette indiquait la fermeture *"en raison d'un mouvement social"*.

Pour l'intersyndicale, *"cette puissante mobilisation traduit la colère du personnel devant les menaces contenues dans les projets annoncés qui se traduiraient par 2.000 suppressions d'emplois dans le réseau, sans compter 500 suppressions de postes dans les services centraux et dans les centres industriels"*.

Le mouvement a reçu de nombreux soutiens comme celui de la FSU, deuxième syndicat de la Fonction publique d'Etat qui estime que le plan *"met gravement en cause les missions de la Banque de France"*.

La Banque de France gère notamment tous les dossiers de surendettement. (AFP 21.09)

2- Espagne

"La Commission est en contacts étroits avec les autorités espagnoles et collabore avec elles pour mettre sur pied cet important programme de réformes structurelles", a affirmé vendredi Simon O'Connor, le porte-parole de la Commission en charge des Affaires économiques lors d'un point de presse.

L'objectif est *"d'aider dans nos moyens l'Espagne avec ce programme de réformes"*, a-t-il poursuivi. Ce train de réformes sera présenté le 27 septembre, a récemment annoncé le ministre espagnol des Finances, Luis de Guindos. (L'Expansion.com 21.09)

L'Espagne envisage de geler les retraites et d'accélérer la procédure repoussant l'âge du départ en retraite dans le but de réaliser de nouvelles économies et de se conformer aux conditions qui lui seront sans doute imposées si elle fait appel à une aide internationale, selon des sources bien informées.

Ces mesures lui permettraient d'économiser au moins quatre milliards d'euros par an et de respecter les recommandations publiées dans un document de la Commission européenne publié en mai et qui, selon des sources de la zone euro, sert de base aux négociations en vue d'un éventuel plan de sauvetage.

Le report de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans devait être étalé sur 15 ans mais rétrécir le calendrier est chose acquise, alors que l'abandon du plan d'alignement des retraites sur l'inflation est encore à l'étude, selon les sources.

Ces initiatives sur les retraites, qui pourraient être annoncées dès la semaine prochaine avec la présentation du budget 2013, seraient un signal fort pour les investisseurs de la volonté de l'Espagne d'engager des réformes structurelles reportées jusqu'ici

en raison de leur impopularité.

Le président du gouvernement Mariano Rajoy, qui a dû revenir sur sa promesse de campagne électorale de ne pas alourdir la fiscalité, a aussi régulièrement affirmé qu'il ne toucherait pas aux retraites mais la marge de manoeuvre qui lui reste pour réduire les dépenses de l'Etat est sérieusement limitée.

Il a d'ailleurs tempéré ses propos la semaine dernière, déclarant que ce serait "*la dernière chose*" qu'il ferait.

Mardi, la vice-présidente du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria a déclaré de son côté que le gouvernement n'envisageait pas de diminuer les retraites "*pour le moment*".

Des sources bien informées estiment que les commentaires de Mariano Rajoy signalent bien un changement de position.

"*Il a juste dit qu'il ne réduirait pas les retraites. Mais avez-vous entendu autre chose? Nous savons bien tous les deux qu'il y a plusieurs manières de (les) baisser. L'une d'entre elle est tout simplement de les laisser inchangées face à l'inflation,*" a souligné l'une des sources.

De nombreux économistes estiment également qu'un gel des retraites est inévitable.

Le budget 2012 prévoit un ajustement des retraites de 1% pour prendre en compte l'inflation - soit un milliard d'euros - mais l'inflation se rapproche de 3%, ce qui veut dire que quatre milliards supplémentaires devraient être versés aux retraités en janvier, qui seraient inscrits sur le budget 2012.

L'abandon de la promesse d'ajustement des retraites sur l'inflation permettrait ainsi de réaliser une économie d'environ cinq milliards d'euros sur le budget de l'Etat.

Pour les années à venir, sur la base d'une inflation de 2%, ce qui est la référence utilisée par la Banque centrale européenne pour fixer ses taux directeurs, un ajustement des retraites sur l'inflation coûterait quatre milliards d'euros.

"*Il n'y a rien à faire. Il faut couper le lien avec l'inflation et geler les retraites l'an prochain*", selon Jose Carlos Diez, économiste chez Intermoney à Madrid.

"*Et pour moi, ce ne serait qu'un début. (...) Les retraites, les allocations chômage et les coûts d'emprunt sont en train de phagocyter tous les efforts faits du côté des dépenses; c'est pourquoi il faut agir sur ces terrains-là*", ajoute-t-il.

La suppression de l'ajustement sur l'inflation et l'accélération de la réforme repoussant l'âge de la retraite sont des exigences de longue date de la Commission, qui seraient une des principales conditions de mise en oeuvre du programme de rachats de dette espagnole, selon des sources de la zone euro.

Les pays ayant reçu une aide, comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ont tous dû réduire drastiquement leurs retraites. (Reuters 21.09)

ECONOMIE

Brésil

Le Brésil a menacé vendredi d'adopter de nouvelles mesures contre les mouvements de capitaux étrangers à visées spéculatives, un tir de semonce dans une "*guerre des devises*" dont il rend responsable le recours massif à la planche à billets par les grandes banques centrales.

Le ministre des Finances, Guido Mantega, a déclaré que son pays ne laisserait pas sa monnaie s'apprécier exagérément et qu'il était prêt à prendre des mesures pour l'empêcher, y compris "*celles que nous avons prises par le passé*".

"*Si nécessaire (...), nous avons (la possibilité) de taxer les capitaux à court terme*", a-t-il précisé à des journalistes en marge d'une conférence à Londres.

Le Brésil a mis en oeuvre depuis 2009 un certain nombre de mesures visant à freiner l'afflux de capitaux en dollars sur ses marchés, qui a pour effet une appréciation rapide du real, mais il a récemment adouci ce dispositif.

Guido Mantega est un adversaire déclaré des politiques d'achats massifs d'actifs sur les marchés mises en oeuvre par les banques centrales des principaux pays industrialisés pour soutenir l'activité économique. A ses yeux, ces politiques équivalent à une dévaluation de fait des monnaies des pays concernés pour renforcer leur compétitivité internationale.

Une partie des capitaux injectés ces dernières années dans le cadre de ces politiques dites d'"*assouplissement quantitatif*" (QE) ont été réinvesties dans les pays émergents où les taux d'intérêt et les rendements sont plus élevés.

Pour Guido Mantega, la décision de la Réserve fédérale américaine ce mois-ci de lancer un troisième "QE" et l'annonce similaire de la Banque du Japon il y a quelques jours risque de raviver la "*guerre des devises*" mondiale en obligeant d'autres pays à prendre des mesures pour protéger leur économie.

"(Les Etats-Unis et le Japon) vont attiser la guerre des devises en poussant tous les pays à mener eux aussi cette guerre", a-t-il dit. "Il est naturel que d'autres pays se défendent."

La banque centrale brésilienne intervient déjà régulièrement et massivement sur les marchés pour tenter de maintenir le real autour du seuil de deux pour un dollar. Elle a parallèlement abaissé son principal taux directeur à 7,5% fin août.

Guido Mantega a assuré vendredi que ce processus se poursuivrait.

"La banque centrale achètera davantage de réserves, nous disposons déjà d'un très haut niveau de réserves et nous en achèterons davantage si l'offre de dollars dans l'économie brésilienne est forte", a-t-il dit, en concluant: "Nous ne laisserons pas notre économie devenir non-compétitive."

L'économie brésilienne, la sixième du monde selon le Fonds monétaire international, a vu sa croissance chuter depuis 18 mois après une expansion de 7,5% en 2011. Les économistes prévoient une hausse du PIB limitée à 1,5% cette année, tandis que le gouvernement table sur 2%. (Reuters 21.09)

Le QE, c'est la planche à billets, les centaines ou milliers de milliards de dollars, euro ou yen que les banques centrales créent et mettent à disposition des banquiers et institutions financières.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre

CAUSERIE

Je remercie le camarade qui m'a envoyé un bref message hier.

[Ce qui les "dépasse" et les "rassemble" : la même idéologie réactionnaire, les mêmes intérêts économiques.](#)

Entendu lors du deuxième grand dîner de la Grande Loge de France (GLDF), organisé le 22 septembre au siège de l'obédience.

- Le gaulliste d'extrême-gauche Régis Debray : " *Être fraternel, c'est faire famille avec ceux qui ne sont pas de la famille... car la fratrie c'est souvent la férocité* ". Ou : " *On est frères en quelque chose qui nous dépasse... car c'est ce qui nous dépasse qui nous rassemble.* " (L'express.fr 22.09)

L'intérêt général, autrement dit les intérêts de la classe dominante... Etre franc-maçon et sioniste, juif de préférence, c'est une chose, mais il y a aussi des sionistes qui ne sont pas juifs et qui font partie de la même "*famille*", les néo conservateurs et leur équivalent en France, mais aussi des représentants de certaines couches de la population qui partagent leur idéologie.

Dans sa jeunesse Régis Debray était maoïste ou guévariste et gauchiste si je ne me trompe pas. Que L'Express le qualifie de "*gaulliste d'extrême-gauche*" m'a fait sourire, on connaissait le "*gaullisme social ou de gauche*" aussi bien présent au parti de l'ordre qu'au PS ou ses satellites (MRC), la gauche de la gauche (Front de gauche) qui tourne autour sans pouvoir s'en détacher, l'extrême gauche (NPA et LO) qui en fait autant quand elle ne fait pas dans le sectarisme, les autres sont ailleurs et partout à la fois, c'est pratique quand à l'omniprésence vient s'adjoindre l'omniscience !

Avouons modestement que toutes ces qualités nous font défaut, eux se déterminent les uns par rapport aux autres sachant qu'il suffit qu'un seul soit lié à l'Etat pour qu'ils y soient tous, nous, notre opposition de gauche se rapporte à l'Etat des capitalistes, c'est vis-à-vis de lui que nous sommes indépendants, du coup nous le sommes de tous ces partis, facile à comprendre, non ? Le

même raisonnement vaut pour les syndicats, qui, financés par l'Etat, y sont tous liés ou subordonnés, leur indépendance n'est qu'une illusion pour tromper les naïfs ou les ignorants.

Qui sont Hollande et ses principaux ministres, quels sont leurs points communs ?

Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

François Hollande - Président de la République : Franc-Maçon du Grand Orient de France, il prône l'intégration de la « *laïcité* » dans la Constitution. Millionnaire, il déclare une fortune d'1,17 Million d'euros, omettant la Société Civile La Sapinière, qu'il gère avec Ségolène Royal, dont le capital s'élève à plus de 900 000 €. Membre du club Le Siècle. Sioniste, il participe à plusieurs reprises aux diners du CRIF, qui salue sa victoire. Il est également membre de la fondation atlantiste French-American Foundation. En 2005, il fit campagne pour le « *Oui* » au référendum visant à ratifier le Traité Constitutionnel Européen. Lors du vote de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du traité de Lisbonne, il s'est abstenu. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'est également abstenu. Il est élu Président de la République avec moins de 40% des suffrages exprimés. Il est mis en cause par la plainte d'Emmanuel Verdin, qui l'accuse d'avoir couvert les agissements pédophiles qui auraient été perpétrés par Jack Lang.

Jean-Marc Ayrault – Premier Ministre : Notable du PS depuis près de 4 décennies. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote parlementaire sur le Mécanisme Européen de Stabilité (qui brade une nouvelle fois un pan de la souveraineté Française aux instances européennes), il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes dont il dirige le groupe, permettant ainsi l'adoption du MES à la majorité absolue. Est mandaté durant la campagne par François Hollande pour traiter la question du vote juif et récupérer les voix, et surtout le soutien, de la communauté. En 1997, il est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour une affaire de favoritisme dans l'attribution d'un marché public, et a depuis 2007 obtenu une « *réhabilitation* » « exposant quiconque évoquant ces faits à des poursuites ». En 2008, maire de Nantes, il fait voter une subvention de 400 000€ destinée à la rénovation et à l'agrandissement du local servant aux « *réunions* » de 7 loges maçonniques (face aux critiques de l'opposition, il dû finalement abandonner le projet). Il est membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste.

Laurent Fabius - Ministre des Affaires Etrangères : Issu d'une famille juive. Opère le « *tournant de la rigueur* » au début des années 80 en tant que 1er Ministre de Mitterrand, entraînant la rupture des communistes avec le PS. Il est mis en cause à cette époque dans l'affaire tragique du Rainbow Warrior, bateau de Greenpeace dynamité par des agents de la DGSE. Également mis en cause dans la sinistre affaire du sang contaminé, au cours de laquelle des poches de transfusion sanguine ont été contaminées par le virus du sida, faute de mesures préventives. Il est ministre sous Jospin lors du passage à l'euro et de la création d'Areva. Lors du Congrès de Versailles de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il ne prend pas part au vote. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme les autres parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Au début de l'année 2012, il se rend en Israël où il rencontre le Président Shimon Peres et le Ministre de la Défense Ehud Barak. Il participe aux diners organisés par le club Le Siècle. Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Il prend part aux diners du CRIF. Il participe à des réunions maçonniques, son appartenance à la Franc-Maçonnerie n'est pas officielle mais évidente.

Manuel Valls – Ministre de l'Intérieur : Né à Barcelone en 1962. N'a acquis la nationalité française que par naturalisation en 1982. Ami avec Alain Bauer – qui est le parrain de l'un de ses fils – Grand Maître du Grand Orient de France de 2000 à 2003. Le 4 Février 2008, il vote pour la réforme de la Constitution permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Se définit comme « *blairiste* » et « *clintonien* ». Favorable à l'instauration de la TVA Sociale ; favorable à l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à une retraite à taux plein ; favorable à l'alignement des régimes spéciaux de retraites avec le régime général. En 2010, il se déclare favorable au contrôle par la Commission Européenne des budgets nationaux. Participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Il se prétend « *lié de manière éternelle à Israël* », et s'est opposé à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. Intervenant au CRIF, notamment lors du « *congrès des amis d'Israël en France* » de 2012. Membre du club Le Siècle.

Pierre Moscovici - Ministre de l'Economie : Issu d'une famille juive. Soutien historique de Dominique Strauss-Kahn. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Directeur de campagne de François Hollande durant la campagne de 2012, il est Vice-Président du Cercle de l'Industrie (Lobby patronal européen, en lien avec le MEDEF), dont Strauss-Kahn fut également Vice-Président et initiateur avec Raymond H.Lévy (PDG de Renault), et Maurice Lévy (président du directoire de Publicis, participant aux réunions du Groupe Bilderberg). Les principales entreprises représentées au sein de ce lobby sont celles du CAC40. Participe à la rencontre entre Manuel Valls, François Hollande et Richard Prasquier, président du CRIF, lors d'une entrevue où Hollande s'engagea à « *combattre fermement l'antisémitisme et l'antisionisme* ». Membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste. Il faudrait rajouter qu'il fait partie de l'ECFR (la branche européenne du CFR bien connu).

Michel Sapin – Ministre du Travail : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Durant la campagne de François Hollande, il est chargé du programme présidentielle de François Hollande. A propos du Traité de Maastricht, qui préfigure le Traité de Lisbonne, il déclare : « *Maastricht apporte aux dernières années de ce siècle une touche d'humanisme et de Lumière qui contraste singulièrement avec les épreuves cruelles du passé* ». Lors du Congrès de Versailles en 2008, il vote pour la

réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote qui permit la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Il participe aux dîners du CRIF, en particulier en 2003 où il est présent aux « *12 heures pour l'amitié France-Israël* » avec François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy, Pierre Lellouche et Benyamin Netanyahu (1er ministre de l'entité sioniste). Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg, notamment en 1992 aux côtés de Jacques Toubon, Ernest-Antoine Seillière, Philippe Villin, André Levy-Lang ou encore Bernard Arnault.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « *république spirituelle* », considérant « *la Franc-Maçonnerie et la laïcité* » comme « *religions de la république* ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « *une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe* ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Jean-Yves Le Drian – Ministre de la Défense : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Européiste, il se prononce en 2005 pour la ratification du Traité Constitutionnel Européen. En 2008, il avait menacé de quitter le PS si ses « *camarades* » ne ratifiaient pas le Traité de Lisbonne. Milite pour une « *harmonisation européenne des politiques de défense* », donc pour la perte de la souveraineté militaire de la France. Sioniste, il est proche du CRIF. Le piratage de la base de donnée du site du CRIF mentionna Le Drian parmi la liste des utilisateurs abonnés.

Stéphane Le Foll – Ministre de l'Agriculture : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Sioniste, déclare à propos du dîner du CRIF « *On n'avait pas de raison de dire non, c'est le genre de dîner où tout le monde va. (...) Le CRIF, on y est allé quasiment tout le temps, c'est comme ça, il y a des choses qui s'installent* ». Il participe également au groupe de liaison CRIF-PS mis en place en 2006, aux côtés notamment de Richard Prasquier (président du CRIF), François Hollande, Razzye Hammadi, Malek Boutih. Il se prononce en faveur de la ratification par la France du Traité de Lisbonne. Il est l'un des rares parlementaires socialistes à avoir osé se prononcer pour le Mécanisme Européen de Stabilité. En février 2012, il déjeuna avec l'ambassadeur des Etats-Unis, accompagné notamment de Michel Sapin.

Arnaud Montebourg – Ministre du Redressement Productif : Franc-Maçon, membre de la French-American Foundation (fondation atlantiste). Il ne prend pas part au vote lors du Congrès de Versailles de 2008 qui modifia la Constitution pour permettre la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, à l'instar de la plupart des parlementaires socialistes, il s'abstient. Lié au CRIF, en particulier par sa compagne Audrey Pulvar qui en est l'auxiliaire zélée.

Marisol Touraine - Ministre de la Santé : Fille du sociologue Alain Touraine, aux accointances maçonniques de notoriété publique. Elle est membre du club Le Siècle. Européiste, elle vote en 2008 pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient comme la majorité des parlementaires socialistes, permettant ainsi son adoption à la majorité absolue.

Aurélie Filippetti - Ministre de la Culture : Participe aux dîners du CRIF. Lors du Congrès de Versailles de 2008, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote permettant l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient. Elle milite contre l'antisionisme et se revendique ouvertement sioniste. Interrogée par Robert Ménard sur le voyage de Dieudonné en Iran, elle explique « *qu'il existe des personnes plus légitimes que d'autres pour parler des droits de l'homme [...] et que Dieudonné ne s'est pas beaucoup illustré dans le respect des droits de l'homme* ».

Nicole Bricq – Ministre de l'Energie et du Développement Durable : En 1991, elle soutient la Guerre du Golfe. En 2008, en tant que sénatrice PS, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Elle s'est déclarée favorable à l'instauration du Mécanisme Européen de Stabilité, et s'est abstenue comme les autres parlementaires socialistes. Elle fit partie des signataires de la lettre ouverte envoyée à Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, lui demandant de ne pas reconnaître l'État Palestinien à l'ONU. Elle est membre du très sioniste Cercle Léon Blum, comme Pierre Moscovici, Aurélie Filippetti, Julien Dray...

Jérôme Cahuzac - Ministre du Budget : Probable appartenance au Grand Orient de France. Frère d'Antoine Cahuzac, qui fut président du directoire de HSBC Private Bank France (avant d'être nommé en Janvier à la tête d'une importante filiale d'EDF). Lors du vote de la réforme constitutionnelle de 2008 permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote à propos du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient. Afin de « *préserver la confiance des investisseurs* », il se prononce pour une rigueur budgétaire, précisant que cet « *objectif interdit la création de postes dans la fonction publique durant le prochain quinquennat* ». Il fait de la « *confiance des marchés* » sa priorité.

A propos du club Le Siècle, la fondation atlantiste French-American Foundation, le Groupe Bilderberg, à la page International du site (Dossier international par pays) figurent des articles sur ces organisations ainsi que des dizaines d'autres (think tanks) aux Etats-Unis notamment.

Quant au Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement sionistes, voici la liste de son *comité d'honneur*

ASSOULINE David, (Sénateur, Adjoint au maire de Paris)
AYRAULT Jean-Marc, (Président du Groupe PS à l'Assemblée Nationale)
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)
BLISKO Serge, (Député du XIIIe arrondissement de Paris)
BOURGUIGNON Pierre, (Député - Maire de Sotteville-lès-Rouen)
BOUTIH Malek, (Ancien Président SOS Racisme)
CAZENEUVE Bernard, (Maire de Cherbourg)
CHARASSE Michel, (Sénateur, ancien ministre)
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)
COLLOMB Gérard, (Sénateur - Maire de Lyon)
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)
DRAY Julien, (Député)
ESTIER Claude, (Sénateur)
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)
FITERMAN Charles, (Ancien ministre)
FREDERICK Bernard, (Journaliste à l'Humanité)
GEISMAR Alain, (Universitaire)
HUCHON Jean-Paul, (Président du Conseil Régional d'Ile de France)
JAZOULI Adil, (Sociologue)
KLUGMANN Patrick, (Adjoint au Maire de Paris)
KOMITES Pénélope, (Adjointe au maire de Paris)
KOUCHNER Bernard, (Ministre)
MALVY Martin, (Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées)
MAUROY Pierre, (Sénateur, ancien premier ministre)
MOATI Serge, (Réalisateur)
MOSCOVICI Pierre, (Ancien ministre, député du Doubs)
PARIS Henri, (Général 2ème DB)
PEILLON Vincent, (député européen)
POIGNANT Bernard, (Député européen, président de la délégation socialiste française au Parlement européen)
SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, (ancien ministre)
SINCLAIR Anne, (Journaliste)
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),
VAILLANT Daniel, (Député - Maire du 18ème Arrondissement de Paris, ancien ministre)
VAUZELLE Michel, (Président du Conseil Régional de PACA)

Avertissement. Camarades, nous sommes sur un terrain glissant, alors attention aux dérapages !

Ne confondez pas l'antisionisme, le combat contre l'Etat d'Israël, et l'antisémitisme qui consiste à diaboliser les juifs, ce qui n'est évidemment pas notre propos. Que les sionistes soient juifs de préférence est un constat. Certains seraient tentés de leur trouver les mêmes défauts, puis de généraliser, alors que ces défauts sont partagés par la majeure partie de la population qui n'est pas juive d'origine ou de religion. Enfin, rappelons que Marx et Trotsky étaient juifs par leurs parents sans avoir épousé le judaïsme, ce qui ne les a pas empêchés de mener le combat pour le socialisme, et si leur principal défaut était d'être juif, on voudrait bien l'être !

Autre chose.

Au-delà de ce que nous savons sur le PS, vous vous demandiez peut-être pourquoi Hollande et son gouvernement avaient été si prompts à soutenir le plan Varin chez PSA, en consultant la liste des membres du Cercle de l'Industrie, vous n'en aurez plus. Je mets en ligne cette liste.

Devinez qui en était les fondateurs ? Dominique Strauss-Kahn et Raymond H. Lévy. Et qui en est le président ? Philippe Varin, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën. Ce n'est pas tout . Qui en sont les vice-présidents ? Alain Lamassoure et Pierre Moscovici, Raymond H. Lévy en est le Président d'Honneur.

Vous avez compris que le PS est lié au CAC40 comme les doigts de la main.

Alors, est-il exagéré de parler d'un complot entre la classe des capitalistes, le parti de l'ordre officiel, l'UMP, et le parti de l'ordre officieux, le PS ? Voilà pour qui on vous a demandé de voter le 6 mai et le 17 juin, voilà le parti avec lequel depuis plus de 60 ans on vous instrumentalise pour réaliser un front unique.

Hier après-midi je me suis souvenu des propos de Lénine et Trotsky qui n'avaient pas hésité à reconnaître qu'ils avaient commis une multitude d'erreurs, ce qui était inévitable, quand ils étaient tous les deux vivants, en confrontant leurs idées ou réflexions l'un pouvait corriger l'autre, mais une fois Lénine disparu, il n'y avait plus personne du même niveau de conscience politique pour critiquer et éventuellement corriger les prises de position ou les analyses de Trotsky, du coup, ce qu'il nous a légué après 1924 n'a fait l'objet d'aucune étude sérieuse, puisque ceux qui se réclament du trotskisme étaient et sont toujours de farouches dogmatiques pour lesquels la parole de Trotsky était quasi divine.

On se souvient que le principal défaut de Trotsky était sa fâcheuse tendance à vouloir concilier dans tous les domaines ce qui pour Lénine était inconciliable, ce qu'il reconnaîtra modestement en donnant raison à Lénine. Qui nous dit maintenant que ce penchant ne s'est pas manifesté inconsciemment à nouveau par la suite et que les militants le prenant à la lettre n'ont pas cessé de le reproduire sans tenir compte de l'évolution de la situation mondiale et des modifications intervenues dans les rapports entre les classes ?

C'est un sujet tabou qui nous vaut l'excommunication des rangs des trotskistes, ce dont on se fout éperdument du reste, nous, nous essayons de comprendre pourquoi en 70 ans on n'a pas été foutus de contruire le parti et l'Internationale.

Eux demain, ils vont pondre des articles dithyrambiques après le recul du gouvernement portugais, dans le genre : c'est la voie à suivre pour faire reculer le gouvernement, voyez que c'est possible, patati patata, car c'est là leur seul objectif et non le renversement du régime.

Des victoires comme celle-là, le prolétariat en a remportées des dizaines, des centaines au cours de la seconde moitié du XXe siècle, pour quel résultat à l'arrivée, quelle situation, sans se demander sur quelle orientation politique cette victoire a été obtenue, puisqu'ils n'ont pas d'objectif politique au-delà des revendications alimentaires qui permettent aux masses exploitées de mieux supporter le capitalisme, pourquoi, pardi, parce qu'ils ne combattent pas dans la perspective de son renversement, ils ne conçoivent pas chaque lutte comme un moment du combat pour en finir avec le régime mais comme une fin en soi, ce sont de vulgaires réformistes bourgeois, quel rapport cela a-t-il avec le trotskisme direz-vous, posez-leur la question, pour nous aucun.

ACTUALITE EN TITRES

[Alors dégage !](#)

- Hollande : "*Je demande à être jugé sur les résultats*" - Le Nouvel Observateur

[La blanchisseuse a changé de locataire le 6 mai.](#)

- Affaire du Carlton : les poursuites contre DSK bientôt abandonnées ? - Le Nouvel Observateur

[Tiens, chez les Le Pen aussi.](#)

- Marine Le Pen a un problème avec le voile, pas la kippa - L'Express.fr

La "*famille*" sioniste s'est agrandie...

[Acte de présence.](#)

- Fiat s'engage à sauvegarder la présence industrielle du groupe en Italie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) s'est prononcé samedi contre la ratification du traité budgétaire européen, qui sera examinée début octobre au Parlement, recommandant aux parlementaires écologistes de voter en conséquence.

Le texte "*mandate le Bureau exécutif (d'EELV) pour engager des discussions avec le gouvernement et les autres formations politiques de la majorité pour déterminer avec elles un nouvel agenda européen de la France, dans le respect des propositions écologistes, visant à poursuivre et amplifier la réorientation de l'Union européenne*".

Il souhaite que l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB en 2013, fixé par le gouvernement, "*soit différé*" dans la préparation du budget pour l'année prochaine.

Eva Joly a indiqué qu'elle ne participerait pas à la manifestation du 30 septembre à Paris organisée par le Front de gauche contre l'austérité et le traité européen, soucieuse, comme plusieurs autres, de montrer que son non au traité n'a rien de commun avec celui des "*souverainistes*" ou du Front de gauche.

"*Si on vote contre le traité, la logique voudrait qu'on vote contre la loi organique et contre le budget et qu'on sorte du gouvernement. C'est ça la cohérence*", a remarqué la sénatrice Laïla Aïchi, en appelant à ratifier le traité pour que la France "*pèse plus dans l'Europe*". (AFP 22.09)

Vous aurez compris qu'ils sont contre... tout en étant pour ! C'est la marque de fabrique de ce parti bourgeois. La même que le PS repeint en vert !

2- Portugal

Le gouvernement portugais a accepté dans la nuit de vendredi à samedi de négocier des solutions de rechange à une hausse des cotisations sociales à l'origine de mouvements de contestation attisés par le renforcement du plan d'austérité élaboré avec l'Union européenne et le FMI, l'an passé.

Alors que des milliers de manifestants s'étaient réunis dans le quartier de Belém, devant le palais présidentiel, le gouvernement a annoncé au terme d'une réunion de huit heures que des négociations se dérouleront entre le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales.

"*Le gouvernement a informé le conseil (d'Etat, organe consultatif) qu'il était prêt à étudier, dans le cadre d'une négociation sociale, d'autres solutions au changement du taux de cotisations sociales*", indique un communiqué publié après la réunion.

Le texte précise que "*les difficultés qui pouvaient affecter la solidité de la coalition au pouvoir ont été surmontées*", confirmant que les deux formations dirigeantes restent unies pour parvenir à atteindre les objectifs du plan de sauvetage financier.

"*La mesure emblématique de la baisse des cotisations patronales, compensée par la contribution accrue des travailleurs, est mort-née. Paix à son âme*", a commenté samedi le quotidien Diario de Noticias dans un éditorial.

L'ampleur de la contestation a surpris la classe politique et pris de court les syndicats. De crainte de perdre la main, la principale centrale, la CGTP, a annoncé un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre. (Reuters 22.09)

3- Iran

La guerre d'Israël contre l'Iran "*finira par arriver*", a déclaré samedi le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Gardiens de la révolution (Pasdaran), affirmant que son pays était prêt à cette confrontation et détruirait l'Etat hébreu.

"*La guerre finira par arriver mais il n'est pas certain quand et où elle aura lieu*", a dit le chef de l'armée d'élite du régime islamique, cité par les agences Isna et Fars.

C'est la première fois qu'un haut responsable iranien reconnaît la possibilité d'un conflit armé avec l'Etat hébreu, son ennemi juré, un scénario jugé jusqu'ici improbable par les dirigeants qui qualifiaient les déclarations israéliennes sur des frappes de bluff.

Le général Jafari, cité par l'agence Fars, a ajouté que l'Iran "*déployait tous ses efforts pour renforcer ses capacités (militaires) afin de pouvoir se défendre en cas d'agression*".

"*Nous sommes devenus plus sérieux face aux menaces de notre ennemi contre notre pays*", a-t-il ajouté.

L'Iran a mené plusieurs exercices de simulation de guerre cette année.

Mercredi, Israël a mené un exercice militaire surprise sur le plateau du Golan, à la frontière avec la Syrie, considéré comme un allié

de l'Iran. Des manoeuvres militaires conjointes israélo-américaines sont prévues le mois prochain dans la région.

Les Etats-Unis supervisent quant à eux depuis dimanche le plus gros exercice naval de déminage autour du détroit d'Ormuz, auquel participent plus de trente pays.

Israël a menacé à plusieurs reprises de frapper les sites nucléaires iraniens si les sanctions et les efforts diplomatiques ne parvenaient pas à convaincre Téhéran de cesser ses activités nucléaires sensibles.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu multiplie les déclarations en ce sens, malgré les mises en garde de pays amis, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France qui privilégient à ce stade des sanctions économiques internationales en vue d'un règlement diplomatique.

Vendredi, l'Iran a mis en garde l'Etat hébreu et son allié américain contre toute attaque, assurant que sa réponse serait "*immédiate*". (AFP 22.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Ikea

Le magasin d'ameublement Ikea Roissy/Paris nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise) est resté fermé samedi en raison d'un mouvement de grève qui pourrait se poursuivre dimanche, a appris l'AFP auprès d'un syndicat.

L'appel a été lancé vendredi par FO (majoritaire) et la CGT, rejoints par la CFDT.

En raison de cette grève, le magasin est resté portes closes toute la journée de samedi.

Les syndicats dénoncent un "*sous-effectif devenu chronique*", des changements d'organisation qui ont mis fin aux jours de repos fixes et fortement réduit le temps de travail à salaire majoré (nuit, dimanche), ce qui ampute les rémunérations, alors qu'un salaire moyen oscille entre 1.200 et 1.400 euros.

Pour les syndicats, aucune des trois dernières négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires n'a permis de trouver un accord entre syndicats et direction. Cette dernière fait de son côté valoir que les salaires ont été augmentés de 2,3% en avril et de 1,5% en moyenne en septembre.

Les syndicalistes déplorent aussi "*un climat délétère*" dans ce magasin qui compte 480 employés. (AFP 22.09)

1.2- Les motards rackettés par l'UE

Des milliers de motards ont manifesté samedi à Paris et dans plus d'une vingtaine d'autres villes, Strasbourg notamment, pour protester contre le projet de futur contrôle technique européen, a-t-on appris auprès de la Fédération française des motards en colère (FFMC).

Cette "*journée d'action européenne*" concernait également la Belgique, la Finlande, l'Irlande et d'autres pays d'Europe.

Plus de 4.500 motards ont manifesté à Bruxelles à proximité du siège de la Commission européenne, et de 1.900 à 6.000 (selon la police et les organisateurs) devant le siège du Parlement européen à Strasbourg.

A Paris, quelques milliers de manifestants se sont répartis sur plusieurs cortèges pour distribuer des tracts aux automobilistes en différents endroits de la capitale, notamment à des portes du périphérique, a précisé à l'AFP Eric Thiollier, délégué général de la FFMC.

Selon la préfecture de police, la manifestation parisienne a rassemblé "*près de mille participants*".

Des rassemblements de protestation se sont aussi formés devant des centres de contrôle technique "*Dekra*", grosse enseigne accusée par les motards en colère d'avoir inspiré ce projet imaginé par "*les technocrates de la Commission européenne*".

Les manifestants considèrent qu'il s'agit d'"une nouvelle contrainte que rien ne justifie" et qui n'améliore en rien la sécurité. Pour eux, c'est une concession accordée aux industriels pour accroître leur profit.

Ce futur contrôle technique (CT) européen "consiste à augmenter la fréquence des visites techniques obligatoires des véhicules, à renforcer la sévérité des contrôles et à y soumettre les deux-roues motorisés dans les 11 pays de l'Union où il n'y a pas de CT pour les motos", avait rappelé la fédération à la veille des manifestations.

La principale proposition de la Commission européenne est de rendre obligatoire une inspection des motos et des scooters à deux ou trois roues, ce qui n'est pas le cas actuellement dans de nombreux pays européens (Belgique, Bulgarie, Chypre, Finlande, France, Grèce, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Roumanie). Tous les autres imposent des contrôles techniques pour les motos et les scooters.

"Nous avons bon espoir d'être entendus par les députés européens, qui ont à coeur d'être un rempart démocratique face à une Europe technocratique", a ajouté Eric Thiollier. (AFP 22.09)

2- Grèce

La municipalité de Acharnes, au nord d'Athènes, a décidé de suspendre toutes ses activités par manque d'argent.

Le conseil municipal s'est réuni ce jeudi soir et a voté pour cesser de fournir autre chose que des services de base en raison de son incapacité à payer les salaires des employés et les dépenses courantes.

«La municipalité d'Acharnes restera fermée indéfiniment, jusqu'à ce que le problème financier puisse être résolu », a déclaré l'autorité locale dans un communiqué.

La municipalité fonctionnera avec le personnel minimum, les poubelles ne seront collectées que devant les écoles.

Le maire, Sotiris Douros, doit rencontrer les responsables ministère de l'Intérieur, ce vendredi, pour discuter des problèmes de la municipalité.

Il veut que le gouvernement réduise de 11,5% à 5,5% le taux d'intérêt sur un prêt à la municipalité. Douros soutient que les remboursements mensuels de 500.000 euros est trop élevé. (okeanews.fr 21.09)

ECONOMIE

1- Fed

La décision prise par Bernanke d'ouvrir encore un peu plus les vannes de la création monétaire, traduit, selon certains analystes, une certaine panique. Il y a bien sûr plusieurs lectures à cette décision, chacune étant juste et complémentaire.

On peut y voir à la fois la démonstration que les banquiers centraux sont très inquiets de la situation macro-économique et qu'ils utilisent leurs dernières cartouches avec un QE quasiment sans limite ni plafond. On peut aussi y voir un soutien en faveur de B. Obama dans le contexte actuel de la présidentielle américaine. La manne des dollars devrait logiquement soutenir l'évolution du SP500 et donc permettre aux démocrates de présenter une vitrine éblouissante aux électeurs.

En tout cas, tout cela confirme l'évidence d'un profond déclin de l'économie mondiale. Il suffit de se pencher sur les paquets de licenciements des grandes firmes américaines pour la rentrée...

La Chine ralentit de façon spectaculaire et des pays comme l'Australie le ressentent au niveau de leurs exportations. Même le marché de l'immobilier australien donne des signes d'inquiétude aux investisseurs.

Les banquiers centraux font tourner la planche à billets mais que fera l'économie réelle ? Qu'en sera-t-il sur le plan du chômage ? Malheureusement, la création de mauvaise monnaie destinée à la spéculation ne changera pas grand-chose. En attendant, on va inviter les gogos à épargner, comme en France, en augmentant le plafond de certains produits (livrets). Le filet va s'ouvrir largement pour les mesures imposées au gouvernement Ayrault par les Marchés... dans quelques mois. (liesi 16.09)

2- Italie

Après l'interdiction de retirer à la banque plus de 1.000 euros en liquide, l'Italie s'apprêterait à franchir une nouvelle étape sur le chemin du contrôle absolu des transactions effectuées par les individus.

En effet, une loi a été déposée devant le parlement visant à interdire toute transaction en liquide d'un montant de plus de 50 euros. Au-delà, seul l'usage de la carte bancaire électronique serait accepté. Le gouvernement a annoncé qu'il souhaiterait que cette mesure soit appliquée dès 2013.

Prévue au prétexte de la lutte contre le blanchiment d'argent, le travail au noir et l'économie parallèle, cette nouvelle mesure coercitive représenterait également un moyen supplémentaire de contrôle de la population, désormais encore plus étroitement « traçable » dans toutes ses activités quotidiennes. Pour certains observateurs, elle représente également une étape vers la suppression pure et simple de l'argent liquide au profit des transactions uniquement électroniques.

Alors que l'oligarchie financière jongle avec les milliards dans la plus parfaite opacité et la plus totale impunité, le « *vulgum pecus* » voit ainsi Big Brother resserrer son emprise et les banques, qui ont pourtant démontré depuis le début de la crise leur irresponsabilité voire leur malhonnêteté, obtenir encore un peu plus de pouvoir. (liesi 19.09)

3- Etats-Unis

Joseph Stiglitz souligne qu'une personne sur six est en situation de sous-emploi, et que huit millions de familles ont perdu leur maison. Il note qu'en 2007, les 0,1% des ménages qui gagnaient le plus gagnaient 220 fois plus que les 90% du bas, qu'1% des ménages détenaient un tiers de la richesse du pays et que de 2002 à 2007, 65% des gains totaux de revenus du pays sont allés à ce même 1% (93% en 2010 !).

Depuis 30 ans, « ceux qui sont dans les derniers 90% ont vu leur revenu progresser de 15% quand ceux qui font partie des 1% du haut ont connu une augmentation de 150% et ceux du 0,1% de plus de 300% ». Le top 1% reçoit 57% des revenus du capital et depuis 30 ans a cumulé près de 90% de la hausse des revenus du capital (quand les 95% du bas n'en ont eu que 3%).

Il dénonce l'illusion de la croissance des années passées en expliquant que 80% des ménages dépensaient 110% de leurs revenus (en empruntant le reste) et qu'aujourd'hui, ils doivent dépenser moins de 100% pour réduire leur endettement, tout en souffrant du chômage, d'une baisse des pensions de retraites qui étaient capitalisées et alors que certains ont perdu leur maison.

Pire, le pays souffre d'un système de santé aussi cher qu'inefficace (le pays est classé 40ème par la Banque Mondiale, moins bon que Cuba, la Biélorussie ou la Malaisie pour la mortalité infantile par exemple).

Il souligne que le niveau d'inégalités du pays approche celui de l'Iran, de la Jamaïque ou de l'Ouganda.

Il souligne encore l'effondrement du taux d'imposition marginal sur le revenu (70% sous Carter, 28% sous Reagan et 35% aujourd'hui). Il note l'injustice du taux d'imposition des revenus du capital (à 15%), qui aboutit à ce que les 400 ménages qui gagnent le plus paient 16,6% de taux d'impôt contre 20,4% en moyenne en 2007. Il trouve paradoxal que « *dans un pays plus inégal que la moyenne, le gouvernement fasse pourtant moins pour corriger ces inégalités par les impôts ou les dépenses publiques* ». (liesi 18.09)

4- Dubaï

La banque britannique Royal Bank of Scotland, l'allemande Commerzbank et la sud-africaine Standard Bank ont annoncé leur intention de poursuivre en justice l'émirat de Dubaï pour dettes impayées. Les trois banques expliquent dans un communiqué commun qu'elles n'ont « *pas d'autre alternative que de poursuivre en justice* » Dubaï Group, une division de Dubaï Holding, le bras d'investissement de l'émir Mohammed ben Rachid Al Maktoum.

Dubaï négocie avec un groupe de créanciers bancaires depuis plus de deux ans pour restructurer une dette de quelque 10 milliards de dollars, que l'émirat n'était plus en mesure de rembourser ni d'en payer les intérêts. « *Nous voulons toutefois dire clairement que notre préférence est toujours de conclure un accord à l'amiable sans recourir à des moyens juridiques, et nous restons ainsi ouverts à cette éventualité si une résolution commerciale acceptable était en vue* », précisent les trois banques.

Jusqu'à présent les banques avaient évité d'aller devant les tribunaux contre l'émirat pour recouvrer leurs créances. Dans d'autres affaires similaires, les créanciers avaient ainsi accepté de rééchelonner des milliards de dollars de dettes.

Célèbre pour ses projets immobiliers faramineux, l'émirat du Golfe s'était retrouvé en grande difficulté fin 2009 dans le sillage de la crise financière mondiale et avait demandé un moratoire sur sa dette. (Liesi 19.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 septembre

CAUSERIE

On est dimanche soir, on essaie de se détendre un peu, pas facile avec les bruits de bottes aux quatre coins de la planète, on en a tous besoin, il faut que les neurones se reposent et que le cerveau respire un peu, reprenne son souffle avant la prochaine bataille ou poursuivre celles en cours. Quand j'en aurai fini je me passerai quelques extraits de concert de Metallica, Iron Maiden, etc. avant d'aller me coucher...

Connaissez-vous un guitariste du nom de Michael Angelo Batio ou encore Stevie Ray Vaughan ? Le premier joue avec deux guitares à la fois, parfois trois ou quatre, en fait il s'agit d'une guitare à bras multiples, oui, c'est cela comme Shiva ! Le second peut vous jouer en entier un morceau d'Hendrix avec la guitare dans le dos. Les deux sont des virtuoses, des guitaristes d'exception, chaque fois que je les écoute, j'ai la chair de poule et je suis transporté dans un autre monde, idéal, comme celui pour lequel nous combattons. Il faut bien parfois sortir de leur vieux monde pourri, car on suffoque à la longue, non ?

Imaginez que ma fille a oublié de me fêter mon anniversaire le 11 septembre, elle n'est pas la seule, peu importe. Si je lui dis que ce n'est pas grave, elle va penser que je me fous qu'elle pense ou non à moi, et si je le prends mal elle va me traiter de vieux con, la ligne médiane c'est encore de penser qu'elle avait la tête ailleurs, c'était d'ailleurs le cas puisque deux jours seulement avant elle a été informée qu'elle avait un poste dans une maternelle à Toulouse, du coup elle s'est retrouvée avec un boulot monstrueux et elle avait autre chose à penser que son vieux papa, je l'adore. Ce n'est pas le bordel à part cela à l'Education nationale !

Continuons en faisant un peu de politique, l'air de rien, tranquillement. Il y a des formations politiques qui se plaignent qu'on les ignore ou les ostracise, et quand on leur fait de la pub, soit en parlant d'eux dans des termes positifs, soit en mettant un lien vers un de leurs textes, ils vous font la gueule parce que par ailleurs vous avez osé les critiquer et les caractériser, les critiquer passe encore, les caractériser là cela ne passe plus du tout, ils ont la mentalité de petits dictateurs qui s'ignorent en réalité. On a envie de dire : mais pour qui se prennent-ils ? Ils sont assez insignifiants et se conduisent de la sorte, imaginez un instant qu'ils aient le pouvoir et vous voilà condamner au baignoire au minimum, c'est du niveau de l'inquisition. Je ne les nommerai pas, ils sont trop nombreux !

Moi, ma référence, c'est Lénine. C'est ringard et désuet, je sais, obsolète cela m'étonnerait. Il a dû supporter la même chose dans son propre parti et les faits lui ont donné raison, c'est un peu lâche de ma part, je suis toujours du côté du plus fort, je plaisante. Aujourd'hui, quand un dirigeant ou un responsable d'un parti ouvre la bouche ou tape un mot sur un clavier, il y réfléchit à deux fois, bon, plutôt dix, moi, je m'en passe et cela vaut mieux. Attention les médias et la cohorte des chiens de garde du régime veillent ! On s'en contrefout éperdument, on dit ce qu'on pense vraiment, ensuite chacun pense ce qu'il veut en connaissance de cause. On table sur l'intelligence des militants et des travailleurs à faire la part des choses.

Dans un document j'ai relevé cette citation de Lénine qui tombe à pic alors que le POI et le M'PEP célèbrent la République du 21 septembre 1792, oui, ils se sont encore trompés de révolution : "*Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français, que de transposer dans notre temps le jargon de l'époque de la grande Révolution française de 1792.*" (Lénine, La guerre et la révolution, mai 1917, Œuvres t. 24, p. 411) Ils n'ont pas de bol décidément ! Et leurs dirigeants sont trop vieux pour changer, comment avouer la faillite de toute une vie politique ?

Ces camarades ont également cité Trotsky, à mon avis sans avoir eu la bonne réaction : "Nous ne pouvons pas nous en tenir aux revendications quotidiennes du prolétariat. Nous devons donner aux travailleurs les plus arriérés le mot d'ordre concret qui répond à leurs besoins et mène dialectiquement à la conquête du pouvoir par la violence." (Trotsky, Discussion sur le Parti ouvrier, 21 mars 1938, Œuvres t. 17, p. 54)

Trotsky s'adressait à des dirigeants américains en 1938 qui devaient intervenir dans le prolétariat américain particulièrement arriéré, alors qu'en France et les pays semblables de nos jours il y a des pans entiers du prolétariat qui le sont beaucoup moins ou qui sont prêts à en découdre avec les capitalistes, ce qu'on appelle l'avant-garde des exploités auxquels on est incapable de s'adresser, bien qu'ils seraient à même de saisir un discours révolutionnaire. Cela confirme qu'on n'a pas avancé d'un millimètre depuis 1938 et qu'on n'a pas assimilé les leçons du marxisme.

C'est là tout le problème des citations et ce qu'on en fait. Et la raison pour laquelle j'évite d'y recourir.

Ici, on pense avec sa tête, son expérience, on ne demande la permission à personne et on ne copie personne. Les militants devraient trouver cela génial, eh bien non ! Pas de flic, pas de procureur, personne pour vous juger, chacun se prend en charge et assume comme il peut, la vie n'est facile pour personne et personne n'est parfait. On mène un combat, donc forcément il y a des rapports plus durs que d'autres, parce que sur certaines questions il ne peut y avoir plusieurs interprétations valables, auquel cas cela se traduirait par un écart (ou l'abandon) de notre objectif. Etre ferme et souple à la fois sur et dans l'application de nos principes pour avancer vers notre objectif, si possible en ordre de bataille, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui.

Je continue lundi matin. Il n'y a pas de courant donc je ferai court. On peut comprendre que des gens deviennent complètement paranos dans leur société en décomposition, deux éléments (au moins) peuvent conduire à renforcer cette tendance.

Le premier, l'hyper inflation monétaire qui en principe se traduira un jour ou l'autre dans la vie quotidienne par la ruine de tous ceux qui ont épargné un peu d'argent ou qui ont souscrit une assurance vie ou encore qui ont économisé pour leur retraite. J'en fais partie puisque je vis uniquement sur le petit capital que j'ai placé dans une banque d'Etat indienne, à côté je ne possède rien, je suis locataire.

Le second, c'est qu'en cas de guerre mondiale les entreprises pharmaceutiques ne produiront plus les médicaments qui sont indispensables quotidiennement à la survie de millions et millions de patients, diabétiques, cancéreux, porteur du VIH, cardiaques, etc. cette guerre fera des millions de morts civils innocents, c'est le cas de mon épouse.

Je ne caricature pas la situation, c'est être lucide et regarder la réalité en face aussi cruelle soit-elle, c'est notre exercice favori.

Demain ou dans les jours qui viennent on refera un point sur la situation en France et dans le monde. J'arrête là à cause de la coupure de courant. Dès que possible dans la journée j'ajouterai une dizaine d'articles de sources diverses.

Bonne semaine à tous.

[Confirmation. A quoi sert la liberté d'expression aux Etats-Unis ? Réponse.](#)

Une campagne d'affichage débute lundi 24 septembre 2012 dans le métro de New-York. On peut lire sur les affiches :

« *Dans toute guerre entre l'homme civilisé et le sauvage, soutenez l'homme civilisé. Soutenez Israël. Battez le djihad.* »

Cette opération est promue par American Freedom Defense Initiative (AFDI), une association pro-israélienne qui tente par divers moyens de susciter la phobie de l'islam. (Réseau Voltaire 21.09)

Ne vous fatiguez pas à vous demander si un affichage dans le métro new-yorkais affirmant qu'il faut traduire devant un tribunal populaire Bush pour crime contre l'humanité serait possible, vous n'auriez pas de quoi vous le payer et on ne vous le permettrait pas.

[Hollande et son gouvernement n'ont pas de majorité.](#)

Dans un entretien à Mediapart diffusé dimanche, le Premier ministre s'adresse "*notamment à une partie de la gauche*", opposée au traité.

"*Qu'ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas!*", demande Jean-Marc Ayrault. "*Pour l'instant, ils n'osent le dire car ils savent que l'opinion ne les suivrait pas. La conséquence logique de leur démarche c'est la sortie de l'euro!*"

"*J'appelle à la responsabilité*", ajoute Jean-Marc Ayrault.

"*Je voudrais que tout le monde dise la vérité sur les conséquences d'un refus du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), c'est-à-dire une crise politique en Europe. Et je ne prendrai jamais la responsabilité devant le peuple français de jouer avec l'avenir de l'euro. Ce serait d'une gravité exceptionnelle.*"

Si des députés de la majorité votent non, "*c'est grave*", a dit Claude Bartolone dimanche sur Radio J, au lendemain de la décision du Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts de se prononcer contre le traité.

"*Je veux lancer un appel à la gauche*", "*je lance un appel à la raison*", "*ce n'est pas ce traité seul qu'on vote, c'est un ensemble avec "le paquet de croissance" et le "principe d'une taxe sur les transactions financières"* qui peut voir le jour "*d'ici la fin de l'année*", a déclaré Pierre Moscovici, invité de 12/13 politique sur France 3. Il a fait valoir que tout cela, ce n'était "*pas rien*".

À ceux qui au PS sont tentés de voter contre le traité budgétaire européen, le ministre a fait valoir que "*quand on soutient, on vote oui*". (Reuters et LePoint.fr 23.09)

Que craignent-ils, qu'au lendemain de la ratification du TSCG il apparaisse clairement que Hollande et son gouvernement ne disposent pas de majorité pour gouverner et qu'ils sont obligés de réaliser un front unique avec l'UMP et les centristes ? Mais nous nous en réjouissons. L'illégitimité des institutions de la Ve République n'en serait que plus évidente, il ne faudrait pas qu'un parti ou qu'un mouvement s'en saisisse et en fasse son axe de bataille politique... Rassurez-vous, pour le moment ce n'est pas le cas.

Un ministre ouvertement sioniste qui piétine la laïcité au passage.

Déjà très en forme dans les sondages, Manuel Valls a reçu dimanche matin un accueil triomphal de la part de la communauté juive à l'occasion de la cérémonie des vœux de la nouvelle année.

Le Président du Consistoire Joël Mergui, le Grand rabbin de France Gilles Bernheim et le Grand rabbin de Paris Michel Gugenheim ont reçu le ministre de l'intérieur et des cultes Manuel Valls avec beaucoup de chaleur salle Jérusalem à la Grande synagogue de la Victoire dans le 9^e arrondissement de Paris. Le président du Consistoire a tenu à remercier Manuel Valls pour l'attention qu'il porte à la communauté juive de France, mais aussi pour la fermeté dont il a tout de suite fait preuve lors de l'affaire Merah. Le Grand rabbin de France a ajouté : « *depuis l'élection présidentielle, c'est un sans faute* » au sujet de l'action du ministre.

Manuel Valls a alors débuté son discours en souhaitant un « amical, chaleureux, laïque et républicain chana tova ». Très applaudi lorsqu'il a répété par deux fois : « *Oui les juifs de France peuvent porter avec fierté leur kippa* », il répondait directement aux propos de Marine le Pen rapportés dans Le Monde de vendredi 21 septembre qui appelait à interdire le port du voile et de la kippa dans la rue. « *Notre modèle républicain reste un modèle de vivre ensemble. La laïcité est un cadre, chaque religion a ses rites et ses traditions. La liberté de croyance c'est la liberté de porter la kippa, de manger cacher, de faire une circoncision* » a-t-il expliqué. Manuel Valls a redit ce qu'il avait déjà confié au JDD, à savoir que Marine le Pen était une « *incendiaire du débat public* » sur cette question.

Alors "*oui, les juifs de France, comme le fait aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, peuvent porter avec fierté leur kippa*", a-t-il martelé.

« *La France a besoin des juifs de France* » a-t-il là aussi répété deux fois, sous les applaudissements de la salle. Enfin, il a conclu sur l'attachement de la France à la sécurité d'Israël, se situant dans la lignée de Blum, Pierre Mendès-France, Lionel Jospin et François Mitterrand, « *toujours aux côtés de l'Etat hébreu.* »

Manuel Valls s'était rendu la veille à Troyes pour la messe de béatification du Père Louis Brisson, et sera jeudi prochain à l'inauguration de la Mosquée de Strasbourg... Le ministre de l'intérieur a décidé d'être hyper présent sur le terrain des cultes. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec un précédent ministre de l'intérieur. (<http://blogs.lexpress.fr> 23.09)

Il y a des militants qui le savent mais ne le diront pas, pourquoi, devinez, et il y a des militants qui l'ignorent, quand des imposteurs (se faire passer pour socialistes) se retrouvent au pouvoir, pour masquer leur escroquerie bien connue dans le milieu de la classe dominante et imposer leur autorité, mériter qu'on les respecte dans leur famille politique (droite et gauche confondues ici), ils doivent en faire plus que les réactionnaires du parti de l'ordre qui les ont précédés à la tête de l'Etat, oui, vulgairement ils doivent être encore plus pourris tout en prétendant l'être moins cela va de soi, le tout relayé généreusement en boucle par les médias et le tour est joué... ou presque, car à trop prendre les travailleurs pour des abrutis, ils vont finir par être aussi isolés que le précédent gouvernement, bon, ils auront encore le Front de gauche pour protéger les institutions, jusqu'à quand ?

On a sans doute le gouvernement le plus sioniste de la Ve République, totalement à la botte de Washington et Bruxelles, réactionnaire quoi, c'est ce qu'on dirait de n'importe quel parti dans cette situation-là, nous sommes bien d'accord, alors cela s'applique également au PS, il n'y a aucune raison de le ménager.

Répetons notre mise en garde d'hier.

On ne traite pas du sionisme comme une abstraction déconnectée de la lutte des classes, il représente (notamment) les intérêts du cartel des banques américaines au sein de la Fed auquel est liée l'oligarchie financière israélienne en guerre contre tous les peuples.

La plupart des juifs sont des croyants sincères, les sionistes se servent du judaïsme pour imposer leur domination sur le monde, y compris sur les juifs de condition modeste qu'ils manipulent parfois ou qui leur servent de chair à canon selon les circonstances, leur cynisme ou cruauté est sans borne, donc ne pas confondre et pas d'amalgame entre les deux.

Un "manchot" capitaine de "pédalo".

«*Un jour, on fait ci, le lendemain on fait ça, le surlendemain n'importe quoi. J'étais mieux préparé à gouverner que cette bande de manchots*», lance le coprésident du Parti de gauche, invité ce dimanche d'Anne-Sophie Lapix sur Canal+. (LeParisien.fr 23.09)

Le pauvre manchot (oiseau palmipède) ne pouvant pas voler, on ne dira pas ça ne plane pas haut, mais ça nage en eaux boueuses, Mélenchon sachant très bien qu'il ne gouvernera jamais rien en dehors de sa carrière d'infumateur professionnel.

ACTUALITE EN TITRES

Plus dure sera la chute

- Sondages : Hollande en chute libre - LeFigaro.fr
- Déficit: Bartolone estime que Bruxelles devrait assouplir l'objectif des 3% - AFP
- Collomb plaide pour une accélération des réformes - LeFigaro.fr

Un juste retour des choses.

- Titre : *Le site d'information Rue89 récompensé aux États-Unis* - LePoint.fr

Extrait de la causerie du 31 juillet :

- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "tares" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

1- Le mythe Romney

Mitt Romney promet de "remettre l'Amérique au travail", mais dans l'Illinois, les salariés d'une usine automobile implorent le candidat républicain à la Maison Blanche d'empêcher Bain Capital, le fonds d'investissement qu'il a fondé, de délocaliser en Chine.

Rachetée par Bain Capital en janvier 2011, l'usine de la petite ville de Freeport, dans le nord des Etats-Unis, est en train de fermer et Tom Gaulrapp, 33 ans d'expérience, se sent humilié d'avoir à former des ingénieurs chinois appelés à le remplacer.

Comment le républicain peut-il promettre de créer 12 millions d'emplois quand il n'a qu'à passer un appel au fonds qu'il a quitté à la fin des années 1990 pour en sauver 170, s'interroge-t-il.

Le maire de cette ville en crise de 26.000 habitants, George Gaulrapp (pas de lien avec Tom), est amer lui aussi. "*On ne peut pas continuer à délocaliser des emplois et maintenir l'existence de la classe moyenne*", se désole-t-il.

Bain Capital a racheté Sensata pour 140 millions de dollars. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 130 millions, dont les trois quarts en Asie, justifient les dirigeants de Sensata.

"*Il est préférable d'être proche du consommateur du point de vue du transport et de la coordination*", assure son porte-parole Jacob Sayer, qui reconnaît que la fermeture de l'usine de Freeport est un "*événement malheureux*" pour ses ouvriers qui ont eu près de deux ans pour s'y préparer.

Ils se sont mis à organiser pétitions et manifestations lors de différentes étapes de la campagne républicaine. Ils ont également installé un campement de tentes en face de l'usine pour attirer l'attention sur leur sort. On y est accueilli par une banderole souhaitant "*Bienvenue à Bainport, un avant-goût de l'économie selon Romney*".

Républicain encarté, Mark Schrek y a même amené ses enfants. Pour lui, "*ce n'est pas un problème pour les démocrates ou les républicains, c'est un problème pour l'Amérique*".

A 36 ans, c'est la seconde fois que son emploi est délocalisé en Chine. A chaque fois, l'activité était rentable, mais pas

suffisamment aux yeux de ses patrons, selon lui.

Tout en veillant à côté du feu de camp, il se montre pessimiste: "*C'est difficile de saisir combien la situation est sombre par ici. Je cherche un boulot depuis janvier et je n'en trouve aucun*". (AFP 23.09)

2- Poker menteur.

L'attaque du consulat américain de Benghazi, au cours de laquelle l'ambassadeur en Libye a été tué, n'est pas liée aux manifestations provoquées par un film anti-islam, a affirmé dimanche le chef de la commission du renseignement à la Chambre des représentants.

La Maison Blanche a finalement affirmé jeudi qu'il s'agissait d'une "*attaque terroriste*" mais Washington enquête sur le caractère opportuniste ou non de l'attaque.

Pour Mike Rogers (républicain), l'administration Obama est également à blâmer dans cette affaire car elle "*a donné de la crédibilité à cette vidéo que personne en Amérique et très peu de personnes au Moyen-Orient n'avaient vue*" en faisant passer des messages publicitaires au Pakistan pour condamner ce film. (AFP 23.09)

Rectifications, l'ambassadeur américain en poste à Benghazi n'a pas été tué, il est mort asphyxié par la fumée qui avait envahi la pièce dans laquelle il s'était réfugié suite à cette attaque, rien ne dit que les assaillants voulaient le liquider, c'est une extrapolation gratuite mais orientée de l'AFP qui roule pour l'impérialisme américain.

La sortie de ce film et cette attaque se sont télescopés pour finalement aboutir à occulter la responsabilité d'Israël qui en tire profit sur le plan international, voir les infos en bref d'hier, c'est l'essentiel.

Obama sait pertinemment qui est derrière ce film qui apparemment n'était pas destiné à être diffusé aux Etats-Unis, s'il s'en est saisi pour le brandir comme une menace, c'est contre ses commanditaires pour faire baisser la pression qu'ils font peser sur lui, pour qu'il infléchisse sa position par rapport à Israël....

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre

CAUSERIE

Vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter au site, on y reviendra le 1er octobre lorsque j'aurai les statistiques complètes de septembre. La semaine dernière on est passé de 100 à plus de 130 visites par jour en moyenne. Vous avez fait le choix de l'indépendance de classe face à l'Etat et à notre ennemi, bravo !

La lutte de classe n'a rien d'une balade tranquille, c'est ainsi, il faut se battre jusque dans nos propres rangs, c'est même un devoir. On combat des idées ou une idéologie pas des militants, ne confondons pas. On est embarqué dans la même galère camarades, sauf qu'il y en a parmi nous qui savent mieux nager que d'autres qui veulent nous précipiter par le fond, ce dont à quoi nous nous refusons, c'est légitime.

Mélenchon a regretté hier ou avant-hier que le "*capitaine de pédalo*" n'accélère pas... la mise en oeuvre des contre-réformes qu'il a dans ses tiroirs. De la part de Mélenchon c'est réactionnaire, parce qu'il refusera de les combattre au bout du compte, comme il a refusé l'unité que le POI lui avait proposée contre les licenciements ou le TSCG... De notre part, cela prend une connotation diamétralement opposée, allez-y monsieur Hollande, frappez, frappez toujours plus fort, allez-y, oui sur toutes les couches exploitées, vous allez finir par dresser l'ensemble des travailleurs contre le régime, faites en sorte qu'ils cherchent et trouvent la voie pour renverser l'ordre établi, on est prêt à mener ce combat, reste à y préparer les travailleurs et les militants. Mélenchon est pire que le "*capitaine de pédalo*" car il lui dit d'accélérer sans lui donner le cap dans lequel il doit s'orienter. Chez nous la question est réglée : le socialisme, les Etats-Unis socialistes d'Europe...

Je suis désolé de ne pas pouvoir en faire plus aujourd'hui car nous n'avons pas de courant, on est reparti pour des coupures de 10h par jour ou plus, c'est infernal et épuisant ! J'hésite à déboursier 10.000 roupies dans une batterie supplémentaire. Heureusement que j'ai la santé et que je tiens le coup. Grâce à mon moral d'acier, je plaisante, mais cela doit être vrai quelque part, beaucoup de problèmes de santé proviennent de désordres psychosomatiques. Marx disait avoir la "*foi*", c'est d'actualité (sic!), la foi dans les travailleurs et le socialisme, c'est la seule qui vaut le coup d'être vécue à fond. Vous voulez donner un sens à votre vie, étudiez le socialisme et combattez sous le drapeau de la révolution socialiste.

Juste un mot, observez ce qui se passe dans le monde sur les plans économique et politique, vous vous apercevrez qu'on retrouve les mêmes ingrédients qu'au début du XXe siècle, les mêmes antagonismes entre les différents Etats, en plus exacerbés du fait de la montée en puissance d'Etats comme la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, l'Argentine, le Mexique, avec des mêmes bruits de bottes aux quatre coins du monde, la même menace, parfois feutrés ou retenus comme entre l'Allemagne et ses voisins, la France notamment, si la guerre de 14-18 avait donné le signal d'un repartage du monde en fonction des nouveaux rapports économiques entre les Etats, les plus puissants réclamant la part qu'ils estimaient leur revenir, celle de 39-45 ne fut pas tellement différentes, elle déboucha sur la décolonisation qui aujourd'hui est remise en cause en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient sur fond de guerre pour s'emparer du pétrole, du gaz et d'autres matières premières essentielles à leur développement futur, ce qui fut le prétexte aux deux premières guerres mondiales pourrait l'être pour une troisième dont on entend déjà raisonné les canons de la mort du côté de Kaboul, Bagdad, Tripoli, Damas... J'ai établi une petite liste au brouillon : Chine-Japon, Israël-Iran, Chine-Etats-Unis, Argentine-Grande-Bretagne, Allemagne-France, Etats-Unis-Venezuela, UE-Russie, Soudan du Nord-Soudan du Sud, Corée du Nord-Corée du Sud, Pakistan-Inde, Etats-Unis-Irak, Etats-Unis-Afghanistan, Israël-Liban, Mali- puissances occidentales, Syrie-puissance occidentale, à compléter... Dans tous les conflits locaux on retrouve en toile de fond l'antagonisme Etats-Unis alliés aux puissances occidentales européennes, plus le Japon et l'Australie, l'Inde aussi, contre la Chine et la Russie ou les Brics.

Cet argument est à développer et à soumettre aux travailleurs qui croient naïvement, comme les générations qui les ont précédés avant les deux précédentes guerres mondiales que ce fut la der des der ou que la guerre n'arrivera jamais jusqu'à leur porte, que le capitalisme serait synonyme de progrès social continue à défaut par ignorance de ne pas penser en terme de lutte de classe.

Dites-leur qu'on les a menés en bateau (ou en pédalo !) et que si ils ne réagissent pas avant qu'il ne soit trop tard, leur réveil sera terrible, effroyable, dites-leur la vérité en face, c'est maintenant qu'il faut s'organiser pour être prêt le jour venu à renverser le régime en place afin de s'épargner cette guerre ou tout du moins pouvoir y faire face pour qu'elle débouche sur une révolution socialiste, ensuite seulement ils pourront entrevoir leur avenir sous des jours meilleurs, sinon le pire cauchemar de leur vie les attend. En ouvrant en grand les vannes de l'hyper inflation monétaire, la BCE vient de transférer sur recommandation des Etats-Unis, des Etats-Unis à l'Europe le fléau qui a mis le feu aux poudres dans les années 30 en Allemagne, ils sont en train de reproduire le même scénario avec la montée de l'extrême droite et la mise en place de régimes profondément antidémocratiques, celui de Hollande en fait partie, d'ici peu on s'en apercevra, Hollande vient de partir à Washington chercher sa "feuille de route". (A suivre)

Par défaut.

Dans son analyse du sondage paru dans le JDD, le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi, parle de "désenchantement" vis-à-vis de François Hollande, mais pas de sentiment de "trahison" des Français. "C'est un aspect positif de cette vague. Il y a encore un crédit pour Hollande", dit-il. (Reuters 24.09)

Parler de "crédit" peut se concevoir pour les plus favorisés qui ont voté PS le 17 juin...

Apparemment en France, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes et supérieures, l'aristocratie ouvrière, parviennent encore à maintenir leur niveau de vie, ce sont elles qui ont été votées pour les candidats du PS le 17 juin, ce sont elles qui ont donné cette majorité à Hollande qui n'en est pas une, puisqu'elle représente moins de 25% de l'électorat. Elles espéraient être épargnées par Hollande et son gouvernement, c'est la raison pour laquelle elles les ont soutenus. Et si elles se mobilisent demain, ce sera uniquement pour conserver leurs avantages et non pour changer la société afin que l'ensemble de la classe puisse profiter des mêmes conditions. Mais sans perspective politique au-delà du régime en place, le prolétariat divisé par les syndicats et les partis qui leur sont subordonnés parce qu'ils refusent de les dresser contre le régime et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, il arrivera un moment où elles seront broyées comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie.

Toutes illusions se paient cruellement un jour ou l'autre. Au lieu de rassembler travailleurs des secteurs public et du privé pour mener le combat de front contre le gouvernement et le patronat, chacun entend défendre ses intérêts corporatistes, à ce petit jeu-là, tous seront perdant. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu, souvenez-vous en.

Hollande pourra dire : merci L'Humanité "d'abord" !

Près d'un Français sur deux désapprouvent le choix d'une ratification parlementaire du traité budgétaire européen au détriment de la voie référendaire, selon un sondage CSA pour L'Humanité à paraître mardi.

Les Français étaient fin août très nettement favorables à un référendum sur le traité budgétaire européen (72%).

Dans l'hypothèse de la tenue d'un référendum sur le traité, une majorité de Français l'approuveraient (52% contre 32%, 16% ne se prononçant pas). (Reuters 24.09)

Heureusement que le TSCG va être ratifié, ajoutons, par les institutions illégitimes de la Ve République. En réalité, ce sondage

tombe à pic pour soutenir Hollande et son gouvernement.

Le FN, la Droite populaire de l'UMP, les gaullistes souverainistes, le Front de gauche ainsi que 25 organisations qui sont plus ou moins des appendices du PS ou du PCF réclament un référendum pour un "bon traité, en elle-même cette démarche suffit à légitimer le pouvoir en place en France et l'UE.

Nous, nous ne demandons rien au gouvernement et à l'UE, nous nous adressons aux travailleurs en leur proposant la perspective d'un gouvernement ouvrier qui rompt avec les institutions de la Ve République et l'UE, condition préalable à la satisfaction de leurs revendications sociales...

ACTUALITE EN TITRES

[Dictature, fanatisme, barbarie...](#)

- Apple déçoit le marché en vendant "seulement" 5 millions d'iPhone 5 - AFP

[Que craignent-ils ?](#)

- Lagarde donne du poids au "problème de financement" de la Grèce - AFP

- Espagne: le FMI conseille de "ralentir" l'assainissement budgétaire, selon Lagarde - AFP

- Sous l'austérité, l'Europe du sud face au risque de chaos social - 20minutes.fr

[Comment, une faille dans la première agence de renseignement du monde ?](#)

- Facebook dément toute faille dans la sécurité des données - Reuters

[Va-t-en-guerre. Suicide.](#)

- Hillary Clinton exhorte le monde à se dresser contre les "extrémistes" - AFP

Contre les Etats-Unis et Israël alors...

- Laurent Fabius a bon espoir d'un accord pour intervenir au Mali - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-France

1.1- Austérité sous couvert de vases communicants

Alors le projet de loi de finances 2013, qui sera présenté vendredi en Conseil des ministres, prévoit 10 milliards d'euros d'économie, le ministère de l'économie veut donner l'exemple sur la rigueur. "Tout le monde fait un effort", a déclaré dimanche le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici. Sur la période 2013-2015, le budget de Bercy sera diminuée "de 4,3%", a-t-il expliqué. "On va rendre 2.500 emplois", a-t-il ajouté. "C'est difficile" mais "c'est indispensable", a insisté le ministre.

Il a cité un tableau publié cette semaine dans le quotidien Les Echos, selon lequel le ministère de l'Agriculture subira sur cette période le plus fort repli de crédits (-10,2% en 2015 par rapport à 2012), suivi du ministère de l'Egalité des territoires et du Logement et celui de la Culture (-5,5% chacun). Les vainqueurs sont, à l'horizon 2015, l'Outre-mer (+12,9%), les Affaires sociales et la Santé (+7,9%), la Justice (+4,9%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+3%) et l'Education nationale (+2,5%).

Sur la seule année 2013, ce tableau prévoit une hausse des crédits pour l'Outre-mer (+5%), les Affaires sociales et la Santé (+3,8%), la Justice (+3%), le Travail, l'Emploi et la Formation professionnelle (+3%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+2,1%) et l'Education nationale (+0,6%).

Tous les autres budgets seront en baisse l'an prochain, y compris celui de l'Intérieur (-1%), pourtant une priorité du gouvernement. Le ministère de Manuel Valls verra toutefois ses crédits progresser de 1,1% d'ici 2015. (L'Expansion.com avec AFP 24.09)

1.2- Les gangsters qataris qui arment les mercenaires sanguinaires intervenant en Syrie au secours des salafistes qui pourrissent les banlieues ouvrières.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a approuvé la semaine dernière la création d'un fonds à capitaux qataris pour les zones françaises paupérisées d'au moins 100 millions d'euros, croit savoir Libération ce lundi.

Selon Libération, l'Etat français prendra une participation dans ce fonds mais le Qatar y restera majoritaire. Cette structure ne sera plus destinée qu'aux seules banlieues mais aussi aux zones rurales paupérisées. (20minutes.fr 24.09)

Commentaire d'un internaute.

- Pourquoi le Qatar n'a pas financé le métro du Caire plutôt que d'investir dans nos banlieues....ça aurait évité à Fabius de faire un chèque de 300 millions d'euros à l'Égypte !

2- Chine

Trois navires chinois ont brièvement pénétré lundi dans des eaux que Tokyo considère comme relevant de sa souveraineté dans le secteur des îles Senkaku-Diaoyu, en mer de Chine orientale.

L'agence de presse officielle Chine nouvelle a confirmé que deux bâtiments civils de surveillance avaient effectué une patrouille de "défense des droits" sur un territoire relevant du droit de la République populaire de Chine. La présence d'un troisième bateau chinois a également été détectée.

"Ces derniers jours, le Japon a constamment provoqué des incidents à propos du problème des îles Diaoyu, violant la souveraineté territoriale de la Chine d'une manière grave", écrit l'agence, qui ajoute que cette patrouille avait pour but d'exercer "l'autorité administrative" de la Chine sur ces îles.

Le ministère japonais des Affaires étrangères a aussitôt émis une protestation officielle auprès de l'ambassadeur de Chine à Tokyo. Selon les gardes-côtes japonais, les trois bateaux avaient quitté le secteur dans l'après-midi.

Le Japon et la Chine s'opposent sur le contrôle de ces îles dont les deux pays revendiquent la propriété.

Le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, Chikao Kawai, est attendu lundi à Pékin.

La situation pourrait toutefois prendre un tour nouveau, un groupe de pêcheurs de Taiwan ayant appareillé à destination des îles contestées. Taiwan considère également que les îles Senkaku-Diaoyu lui appartiennent.

La flottille, escortée par des bâtiments de la marine taïwanaise, devrait arriver sur zone dans la journée. (Reuters 24.09)

SOCIAL

1- Chine

Le géant chinois Taiwan Foxconn Technology Group a fermé ce lundi son usine de Taiyuan, dans la province du Shanxi, dans le nord de la Chine, après une bagarre impliquant 2.000 ouvriers dans un dortoir la nuit dernière, rapporte Reuters. Quarante personnes ont été blessées.

Cette usine, qui emploie environ 79.000 travailleurs, fabrique des composants électroniques automobiles, des composants électroniques grand public et des moulures de précision. Un employé a déclaré à Reuters que l'usine fabrique également des pièces et l'assemblage de l'iPhone 5 d'Apple.

Dans un communiqué, Foxconn a déclaré qu'un conflit opposant des ouvriers était à l'origine de cette bagarre et qu'une enquête était en cours. L'agence Chine nouvelle rapporte que près de 5.000 policiers ont été dépêchés sur les lieux pour rétablir le calme.

Le géant chinois Foxconn emploie environ un million de travailleurs dans le pays. En Chine, l'entreprise est accusée de mauvaises conditions de travail et de mauvais traitements. (20minutes.fr 24.09)

2- Grèce

2.1- Grève dans les médias.

Des centaines de journalistes, employés de presse et techniciens ont protesté dans le centre d'Athènes contre "les conditions moyennâgeuses" rencontrées dans le secteur. "*Non à la suppression de la dignité humaine*", "*les hommes au-dessus des bénéfices des éditeurs*", proclamaient les banderoles.

Les médias ont subi un coup important depuis 2010, début de la crise de la dette. Quotidiens et chaînes de télévision ont fermé et les licenciements sont monnaie courante pour ceux qui n'acceptent pas de contrats individuels avec réduction salariale à la clé. "*On nous a demandé de signer des contrats avec une réduction de 25% de notre salaire ce qui annule la convention collective*", déplore ainsi Fotini Karagoussi, technicienne travaillant à la radio privée Alpha depuis 13 ans. "*Le personnel d'Alpha s'élève actuellement à 30 personnes contre 130 il y a cinq ans*", dit-elle.

Pour Dimitri Trimis, président de l'Union des rédacteurs (Esiea), les médias subissent "*une nouvelle attaque contre les droits des journalistes, ce qui menace la démocratie*". (lexpress.fr 24.09)

2.2- L'extrême droite chien de garde du régime et de la religion.

Si ce n'était pas si effrayant, cela serait en fait hilarant. La police grecque a arrêté l'administrateur d'une page Facebook vendredi dernier : il est accusé de « *blasphème malveillant* » et « *insulte à la religion* ».

Commençons par le début : il y a quelques années, l'extrême droite (et pas uniquement apparemment) a découvert en Grèce un moine, Elder Paisios , qui était supposé être une personne très spirituelle, prophète même et (après sa mort) un faiseur de miracles.

Les sceptiques ont rejeté ces allégations et ont même commencé à rendre en satire la fixation des gens envers Elder Paisios. L'une des plus récentes satire qui a eu un grand succès a été Elder Pastitsios.

Une explication rapide pour ceux qui ne parlent pas le grec : le Pastisio est un plat, semblable à la moussaka mais avec des pâtes, qui sonne comme le nom du moine.

Il y a quelques jours, le 17 Septembre, un député de la l'Aube Dorée a mentionné la page Facebook de Leder Pastitsios au Parlement et a demandé l'intervention de la brigade spécialisée en cyber criminalité de la police grecque, qui a eu lieu selon le communiqué de presse, le 21 Septembre. L'administrateur de 27 ans a été arrêté.

Notons que l'Eglise orthodoxe grecque n'a pas encore fait de commentaire sur la question.

Ces événements soulèvent de sérieuses questions au sujet de la liberté d'expression en Grèce, ses limites et l'influence de l'Aube Dorée sur l'État. (oceanews.fr 24.09)

ECONOMIE

FMI

La patronne du FMI, Christine Lagarde, a pointé lundi le "*problème de financement*" qui persisterait en Grèce en dépit de l'aide internationale et pourrait augurer d'un nouveau plan de soutien à Athènes sur fond de ralentissement de l'économie mondiale.

Alors que le gouvernement grec et ses bailleurs de fonds de la troïka cherchent 11,5 milliards d'économies, condition au versement d'une nouvelle tranche d'aide, la directrice générale du Fonds monétaire international a prévenu: "Nous n'avons pas seulement besoin" de cela.

"*Etant donné l'immense retard du processus de privatisation (...) et la collecte limitée des recettes fiscales, il y a un problème*

de *financement de l'Etat grec*", a souligné Mme Lagarde, lors d'une allocution dans un centre de réflexion de Washington.

Qui paierait l'addition en cas de nouveau plan ? Le FMI a officiellement toujours botté en touche mais des sources internes assurent que le soutien financier à Athènes a atteint ses limites.

"*Tout fonds additionnel viendra exclusivement de l'Europe. Le FMI a épuisé toutes ses possibilités*" de prêts, a récemment indiqué le représentant grec au Fonds, Thanos Catsambas.

Plus généralement, la patronne du FMI, qui doit rencontrer mercredi la chancelière allemande Angela Merkel, a délivré son vade mecum pour pays européens en crise : ils doivent, si possible, "*ralentir*" le rythme de la réduction des déficits et s'attacher davantage aux "*mesures*" qu'aux "*objectifs*" chiffrés.

"*Quand c'est nécessaire et possible, (il faut) réduire le rythme de l'ajustement budgétaire. C'est certainement une position que nous avons soutenue dans le cas du Portugal et de l'Espagne*", a déclaré Mme Lagarde lors d'un discours à Washington. (AFP 24.09)

Il semblerait que les dernières mobilisations en Espagne et surtout au Portugal aient quelque peu refroidi leur ardeur à s'attaquer de front aux acquis fondamentaux de la classe ouvrière, attention, ils n'ont pas capitulé pour autant, c'est reculé avant la prochaine tentative.

Haut de page ↗

Le 26 septembre

CAUSERIE

Je suis dans la même situation qu'hier, pas de courant. Ce matin je suis allé commander un panneau solaire pour recharger la batterie pendant que je travaillerai la journée, il sera installé demain dans la matinée. Ensuite, j'irai acheter une seconde batterie pour avoir du courant la nuit et faire fonctionner un ventilateur pour enfin pouvoir passer une nuit entière. Hier soir ils ont coupé de 22h à 23h, ils ont remis cela à minuit jusqu'à 1h du matin, puis une troisième fois de 3h à 4h et enfin de 6h à 9h, puis de 10h30 à midi.

Dans ces conditions c'est impossible de se reposer vraiment, on finit par être complètement crevé, je marche au café et à la clope, ce n'est pas l'idéal. Je me mets à la place des travailleurs indiens qui n'ont pas les moyens de se payer un convertisseur de courant, des batteries et des panneaux solaires, et qui doivent bosser le lendemain matin, les moustiques en prime, car dans ce cas-là ils dorment dehors, dans les maisons on étouffe littéralement. Vous comprenez pourquoi parfois je suis sur les nerfs, si vous me connaissiez, vous verriez que je ne suis pas du genre excité. Les Indiens ne sont pas plus violents que d'autres peuples, ce sont nos conditions de vie infernales qui font qu'on est sur les nerfs et qu'au premier accrochage cela dégénère.

Vous excuserez les éventuels erreurs dans le site, tenez-moi informé SVP, merci d'avance pour les autres lecteurs.

Un lien pour voir les images de la manifestation hier devant le Parlement espagnol à Madrid : <http://actualutte.com/25s-le-direct/> ou le lien suivant au format pdf (Acrobat Reader) où figure le déroulement de cette manifestation et de nombreuses images : ● Cliquez ici -23 pages

Le régime "*durable*".

Titre : Manuel Valls, garant de la gauche durable - LeMonde.fr

Parole d'un internaute.

- "*Les socialistes recommencent les mêmes erreurs qu'ils ont fait en 2002 et avant, c'est à dire faire une politique contraire à ce qu'ils avaient annoncé avant les élections, une politique de droite sous le vernis du socialisme. C'est précisément ça qui a dérouté et déçu les gens auparavant. Ils réitèrent les mêmes erreurs, ils n'ont rien compris, c'est à se demander si ils sont si intelligents que ça, diplômés et titrés qu'ils sont.*"

Votre constat est juste en partie, car ils ne commettent aucune erreur, leur parcours est un sans-faute au contraire, votre conclusion est approximative ou erronée : vous n'avez pas compris dans quel camp se situait le PS, celui des capitalistes contre les travailleurs.

Effectivement le socialisme n'est qu'un "*vernis*" trompeur, pour ceux qui avaient envie ou besoin d'être trompés plutôt, le PS

est étranger au socialisme depuis près d'un siècle quand même, car parmi les électeurs qui ont refusé de voter le 17 juin pour un candidat du PS (ou d'un autre parti) des millions et millions de travailleurs savent pertinemment à quoi s'en tenir avec ce parti de l'ordre, officieux.

Vous voyez à quoi cela mène de faire croire que le PS serait encore un parti ouvrier, à ce qu'un siècle plus tard il y en ait encore pour le croire, vous me direz qu'il se trouverait toujours des arriérés (politiquement) pour le croire, certes, mais ce n'est pas une raison pour leur donner raison ou les encourager dans leurs illusions.

Le vers était dans le fruit.

Titre : EELV dit "*non*" au traité européen, mais reste "*ouvert*" à la règle d'or - L'Express.fr

On va se marrer avec EELV, ils sont capables de voter non au TSCG et oui à la "*règle d'or*" qui revient à appliquer le TSCG ! Je ne sais pas si EELV a attrapé la "*mélenchonite*" (le député socialiste de Paris Christophe Caresche), ce serait moins pire que la cohnbenditite diarrhéique aiguë devant les gangsters de la finance dont fait preuve le PS.

En famille. Un "*deal*" vaut mieux que deux tu l'auras.

C'est une première : François Hollande a signé mardi 18 septembre le décret de nomination du très sarkozyste Philippe Parini, nouveau trésorier-payeur général (TPG) de Paris, contre l'avis de Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, respectivement ministre des Finances et ministre du Budget. La proximité de Philippe Parini avec l'ancien président est connue : il fut trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine et chargé en 2008 par Nicolas Sarkozy d'effectuer la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique.

Philippe Parini, qui fut écarté de Bercy par le gouvernement Jospin, sauve cette fois sa tête. Au prix d'étranges manoeuvres.

La semaine dernière, François Hollande en a décidé autrement, sans même attendre une réunion de la commission administrative paritaire de Bercy, généralement consultée pour avis. Pour quelle raison ? Mystère. Intervention d'émissaires de Sarkozy auprès de Hollande ? Deal politique en relation avec les futures élections municipales ? Les initiés se perdent en conjectures. Une chose est sûre pour le moment : l'association des trésoriers-payeurs généraux, plus que troublée par cette pratique d'un genre nouveau, envisage de déposer un recours. (nouvelobs.com 25.09)

Il a effectué "*la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique*", il méritait bien une récompense, il pourrait être chargé d'organiser la liquidation des 2.500 postes programmée dans ce ministère.

TSCG et "*règle d'or*"

Assemblée nationale

L'Assemblée nationale, qui débattera la semaine prochaine du traité budgétaire européen, votera le mardi 9 octobre sur ce texte et le mercredi 10 octobre sur la règle d'or budgétaire, a décidé mardi la Conférence des présidents de groupes et de commissions de l'Assemblée. Les députés procéderont sur ces textes à des "*votes solennels*", et non à main levée.

Comme prévu, la discussion sur le traité sera précédée le mardi 2 octobre d'une déclaration du Premier ministre Jean-Marc Ayrault "*sur les nouvelles perspectives européennes*". Cette intervention sera suivie d'un débat, mais le Premier ministre n'a pas encore décidé si elle serait suivie ou non d'un vote qui, en tout état de cause, n'engagera pas la responsabilité du gouvernement, aux termes de l'article 50-1 de la Constitution.

Deux jours de discussion, puis le vote.

Interviendra ensuite les 2 et 3 octobre, et éventuellement le 4, la discussion sur la ratification du "*Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*", avec donc un vote le 9 octobre.

Le lundi suivant, 8 octobre, débutera l'examen sur "*le projet de loi organique relative aux finances publiques*", qui crée la structure chargée de contrôler le respect de la règle d'or, soit de la limitation du déficit public structurel à 0,5% du PIB. Le vote sur ce texte interviendra donc le mercredi 10 octobre. (L'Express.fr 25.09)

PS

Le bureau national du Parti socialiste, réuni mardi soir, a adopté à l'"*unanimité*" des présents (28 personnes) un texte qui appelle à la ratification, entre autres, du traité budgétaire européen, a annoncé Harlem Désir devant la presse à l'issue de la réunion.

"Les groupes socialistes" à l'Assemblée et au Sénat "vont maintenant débattre de leur attitude (...) la semaine prochaine. Sur une décision aussi importante, il est demandé à l'ensemble des parlementaires socialistes d'être soudés, d'être cohérents, d'être rassemblés derrière le président de la République et en cohérence avec la position qui vient d'être adoptée", a-t-il ajouté le futur premier secrétaire du PS. (AFP 25.09)

EELV

Les deux chefs de clan d'EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili et François de Rugy, se sont dits "ouverts" à l'instauration d'une règle budgétaire via le vote de la loi organique... tout en restant opposés au traité budgétaire européen. Explications. Les députés écologistes voteront en majorité contre le traité budgétaire européen, mais restent "ouverts" à un vote de la loi organique instaurant une règle d'or budgétaire. Non, mais peut-être oui, donc.

Interrogée sur un vote en faveur de la loi organique, Barbara Pompili a répondu: "On est ouverts, on peut avancer ensemble (avec les socialistes, ndlr) sur cette loi organique et avec les amendements et le débat aboutir à quelque chose de constructif".

Pour le président du groupe EELV à l'Assemblée nationale, François de Rugy, la position des écolos reste cohérente et n'est pas incompatible avec celle de la majorité. "C'est une loi faite par le gouvernement, discutée au Parlement avec des amendements qui peuvent être faits, donc nous participerons à ce processus et nous aurons un vote à la fin", a-t-il déclaré. L'élue de Loire-Atlantique a fait valoir que cette loi "a une direction, la réduction des déficits et un meilleur suivi des finances publiques. Et ça nous, les écologistes, y avons toujours été favorables". (L'Express.fr 25.09)

UMP

La droite tient sa revanche : François Hollande devra s'appuyer sur l'opposition, contre une partie de sa majorité, afin d'obtenir la ratification du traité budgétaire européen, le "traité Sarkozy" pour une UMP prompte à dénoncer les "reniements" et "revirements" du président socialiste.

"Nous, à l'UMP, nous voterons le traité sans états d'âme", répète son secrétaire général Jean-François Copé. Sans états d'âme et avec un rictus de contentement, les élus ne s'en cachent pas.

L'occasion est trop belle pour la droite, qui n'espérait pas prendre l'avantage aussi tôt dans sa délicate cure d'opposition, brouillée par l'affrontement pour la présidence de l'UMP.

"Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise", souligne François Fillon, aujourd'hui député de Paris.

"Ce texte n'a pas changé d'une virgule", commentait mardi Jean-Christophe Lagarde, président du groupe centriste de l'Union des démocrates et indépendants (UDI).

"Ceux qui avant l'élection (présidentielle) disaient qu'il n'était pas bon demandent aujourd'hui de l'adopter. Il y a ceux qui sont restés en cohérence, les Verts et le Front de gauche et une partie du PS, puis ceux qui ne sont pas cohérents", a dit le député de Seine-Saint-Denis. "Que M. Hollande se soit renié ne nous empêchera pas de le voter".

Hostile à un texte imposant une stricte discipline budgétaire à tous les pays membres de l'Union européenne, François Hollande avait réclamé sa renégociation durant la campagne présidentielle. Après son élection, il a finalement obtenu l'adjonction d'un "pacte de croissance".

"Je comprends que les supporters de M. Hollande s'y perdent un petit peu", a ironisé l'ancien Premier ministre Alain Juppé.

Christian Jacob, chef de file des députés UMP, opposait mardi la "logique" de la droite aux "incohérences" de l'exécutif socialiste dont il juge l'autorité remise en cause par le "non" des Verts au TSCG.

"Ce traité nous convenait sous Nicolas Sarkozy, le même traité avec François Hollande nous convient", a-t-il expliqué lors de son point de presse hebdomadaire.

Les écologistes, les élus du Front de gauche, les souverainistes du Mouvement républicain et citoyen (MRC), les deux députés du Front national ont annoncé qu'ils voteraient contre le texte, tandis qu'une partie de l'aile gauche du Parti socialiste s'interroge.

Une alliance objective avec l'UMP s'impose donc à François Hollande, épreuve de plus dans la zone de turbulences qu'il traverse. L'équation n'est toutefois pas nouvelle, un tel front commun fut notamment nécessaire à la ratification du traité de Maastricht en 1992.

Thierry Mandon, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée, a assuré mardi que *"plus de 95%"* des députés PS se prononceraient en faveur du traité.

"Je suis sûr, mesdames et messieurs les députés de la droite, que toute la gauche saura prendre ses responsabilités", a lancé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi à l'Assemblée.

L'unisson opportun de la droite souffrira aussi quelques discordances. Selon Christian Jacob, une dizaine de députés UMP voteront contre le traité. Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres de la Droite populaire, dénoncent dans le traité *"un grave abandon de souveraineté"*.

"Cette dépossession des droits du Parlement n'a qu'un exemple dans l'histoire républicaine (...), celui du vote des pleins pouvoirs donnés au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940", estime le premier. *"La purge budgétaire imposée par ce traité va aggraver de manière inéluctable la récession économique"*, ajoute le second. (Reuters 25.09)

Assemblée générale de l'ONU

Hollande. La surenchère du Bonaparte en campagne.

Le président français François Hollande a appelé solennellement mardi à une action *"urgente"* de la communauté internationale pour tenter de dénouer les crises au Sahel et en Syrie, lors de sa première intervention à la tribune des Nations Unies.

"Nous avons le devoir d'agir, d'agir ensemble et d'agir vite, car il y a urgence" sur ces deux sujets, a-t-il lancé, appelant ses pairs à soutenir une résolution du Conseil de sécurité *"pour permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale"* tandis que l'ONU doit aussi, selon lui, *"protéger les zones libérées"* par la rébellion en Syrie.

"La première des urgences s'appelle la Syrie", a insisté le président français, en critiquant l'*"impuissance de la communauté internationale"*. *"Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que l'ONU réagisse ? Combien de morts faudra-t-il attendre, comment admettre plus longtemps la paralysie de l'ONU ?"*, a-t-il lancé.

La France s'engage à *"reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, lorsqu'il sera formé"*, a répété le chef de l'Etat, avant de demander aux Nations Unies d'accorder *"dès maintenant au peuple syrien tout le soutien qu'il nous demande"* en protégeant *"les zones libérées"* et *"en assurant une aide humanitaire pour les réfugiés"*.

Le président français s'est cependant abstenu de préciser les contours pratiques d'une telle initiative.

"J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations, il n'a pas d'avenir parmi nous", a dit le chef de l'Etat dans une allocution quelque peu éclipsée par le discours fleuve de Barack Obama.

Si la diplomatie française espère obtenir des avancées à New York pour permettre rapidement une intervention au Mali, Paris n'a guère d'espoir d'isoler le régime syrien qui bénéficie toujours du soutien de la Chine et de la Russie, deux membres permanents du Conseil de sécurité.

Le président français a fait part de sa frustration face à l'impuissance de la communauté internationale à résoudre le conflit.

"L'Onu est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples", a déploré François Hollande, dont la politique étrangère est largement critiquée par l'opposition en France.

"Si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités", a-t-il ajouté.

Il a également fustigé l'ingérence *"inacceptable de l'Iran en Syrie"*, lors d'une conférence de presse dans la foulée.

"Nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens humains et matériels en Syrie et c'est inacceptable", a déclaré M. Hollande sans plus de précisions. (AFP 25.09)

Pas les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, etc. Dans le site il y a des dizaines d'articles qui le prouvent.

Il faut bien qu'il mérite son qualificatif de réactionnaire, qu'il fait bien partie du club, vous en aviez douté, c'était une grave illusion.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! Pas touche à la Syrie, au Mali, au Liban et à l'Iran !

Obama. Le cynisme en prime.

Le président américain Barack Obama a affirmé pour sa part que le régime Assad devait "*prendre fin*", appelant à des sanctions en cas de poursuite de la répression. "*L'avenir ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple*", a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée générale, en présence de dizaines de chefs d'Etat.

Les Etats-Unis feront "*ce qu'ils doivent faire*" pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, a déclaré mardi Barack Obama à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président américain a en outre exhorté son auditoire à dresser un front uni contre les récentes violences anti-américaines dans le monde musulman et à promouvoir la tolérance malgré la colère suscitée par le film islamophobe "*L'innocence des musulmans*".

Le président américain a jugé que la voie diplomatique n'était pas épuisée pour tenter d'apaiser les tensions liées au programme nucléaire iranien. Il a toutefois averti que "*le temps n'est pas illimité*".

Face aux pressions d'Israël en faveur d'un durcissement de sa position, Barack Obama a certes répété sa détermination à ne pas laisser l'Iran se doter d'un arsenal nucléaire que les Etats-Unis tenteraient ensuite d'endiguer. Il a toutefois refusé d'imposer à l'Iran une "*ligne rouge*" à ne pas franchir sous peine d'action militaire, ainsi que le réclame le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu.

"*Un Iran doté de l'arme nucléaire n'est pas une menace qui pourrait être endiguée. Il menacerait Israël d'une élimination, il menacerait la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale*", a dit le président américain avant d'indiquer : "*Les Etats-Unis feront ce qu'ils doivent faire pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.*"

Benjamin Netanyahu laisse planer la menace d'un bombardement des installations nucléaires iraniennes, un projet que Barack Obama récuse à l'heure actuelle. De même, le chef du gouvernement israélien demande au président américain d'imposer un ultimatum à l'Iran, ce qu'il refuse.

Signe de ces tensions, Barack Obama a décidé de ne pas rencontrer Benjamin Netanyahu lorsque ce dernier viendra à New York cette semaine.

En allusion apparente à la crise autour du nucléaire iranien, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a pour sa part déclaré mardi que "*toute attaque (d'un pays contre un autre) serait dévastatrice*".

Lundi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré qu'Israël n'avait "*aucune racine*" au Moyen-Orient et qu'il serait "*éliminé*". Ces propos ont été jugés "*écoeurants*" par la Maison blanche.

Sans citer le président iranien, Barack Obama a déclaré mardi que la communauté internationale devait "*laisser de côté*" ceux qui nient l'extermination des juifs par les nazis ou prônent l'élimination d'Israël. (Reuters 25.09)

Jusqu'à présent les puissances occidentales justifiaient la possession de l'arme atomique en disant que c'était une arme de dissuasion qui empêcherait les guerres dans le futur, et voilà qu'elle serait une menace...

Qatar. La voix de la charia.

Le Qatar a appelé mardi devant l'Assemblée générale de l'ONU à une intervention militaire de pays arabes en Syrie.

Constatant que "*tous les moyens avaient été employés (...) en vain*", l'émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, a préconisé que "*les pays arabes eux-mêmes interviennent conformément à leurs devoirs national, humanitaire, politique et militaire et fassent ce qu'il faut pour mettre fin au bain de sang en Syrie*".

Le Qatar, qui soutient l'opposition syrienne au président Bachar al-Assad, a fait référence à un "*précédent*", l'intervention décidée par la Ligue arabe au Liban en 1976 pour tenter de mettre un terme à la guerre civile libanaise. Une force arabe de dissuasion de 30.000 hommes --composée majoritairement de troupes syriennes-- avait été envoyée au Liban en octobre 1976. (AFP 25.09)

La voix de son maître.

- Syrie: le Qatar appelle devant l'ONU à une intervention militaire arabe - AFP -
- Devant l'ONU, Hollande exhorte à une action "*urgente*" en Syrie et au Sahel - AFP

Rien de plus normal.

- Sanofi: Montebourg a-t-il raison d'être satisfait? - L'Expansion.com
- PSA: pas d'annulation du plan social pour vice de forme -L'Expansion.com

Lire de droite

- Un rapport préfigure ce que serait une RGPP de gauche - LeMonde.fr

C'est un échec relatif mais il faut continuer. Telle est la conclusion du rapport rendu mardi à Jean-Marc Ayrault sur la Révision générale des politiques publiques (RGPP) engagée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. (LeMonde.fr 25.09)

Pas vraiment en fait.

- Duflot n'est pas plus incohérente que Hollande ! - LePoint.fr

Qui a dit le contraire ? Ceux qui ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS le 17 juin, il faut bien qu'ils se justifient après coup.

Le sionisme commande, ses laquais s'exécutent.

- Delanoë écourte le conseil de Paris pour cause de Yom Kippour - LeParisien.fr

Quel bande de rats !

Racket de l'Etat. Plus d'excès de vitesse en prévision.

- La vitesse bientôt à 70 km/h sur le périphérique parisien - LeFigaro.fr

En voilà une excellente idée. L'ennemie est dans notre propre pays

- A Madrid, des manifestants veulent occuper le Parlement - LeMonde.fr

A Athènes les manifestants se rassemblent devant le Parlement, à Madrid les manifestants encerclent le Parlement, en France on va se balader à Bruxelles, cherchez l'erreur.

C'est la ligne politique que nous défendons : ce sont les institutions illégitimes dans chaque pays qui justifient (juridiquement) l'existence du capitalisme et la politique antisociale (les traités signés dans le cadre de l'UE) mise en oeuvre par les différents gouvernements qu'il faut renverser, pour pouvoir appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, ce qui nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer sur la voie du socialisme, seule théorie révolutionnaire définissant ces tâches et objectifs que le prolétariat doit se fixer et atteindre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Parlement européen

Un mois après leur condamnation à deux ans de camp pour «*hooliganisme motivé par la haine religieuse*», les trois jeunes Russes membres des Pussy Riot ont rejoint la liste des nominés pour le Prix Sakharov.

La liste des nommés pour la prestigieuse récompense a été publiée ce mardi par le Parlement européen, rapporte le Figaro. Le «*Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit*» récompense chaque année un ou plusieurs militants des droits de l'Homme.

Un prix et 50.000 euros.

Figurent sur la liste le vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) Ales Bialiatski, emprisonné en Biélorussie, le réalisateur iranien Jafar Panahi et sa compatriote Nasrin Sotoudeh, une avocate ayant défendu les prisonniers politiques de Mahmoud Ahmadinejad. Ont aussi été nominés Joseph Francis, président du Patri national chrétien pakistanais, et trois Rwandais: Victoire Ingabire Umuhoya, Déogratias Mushayidi et Bernard Ntaganda, des opposants politiques à Paul Kagamé. (20minutes.fr 25.09)

Le Parlement européen ou la voix de la contre-révolution. Ils recrutent, encouragent, financent des "*militants des droits de l'Homme*" qui sans conscience de classe sont instrumentalisés et se font la voix de la réaction internationale.

2- Espagne

2.1- Des violents affrontements ont opposé manifestants et policiers mardi à Madrid lors d'un rassemblement contre les mesures d'austérité que doit annoncer jeudi le gouvernement de Mariano Rajoy dans le cadre du budget 2013.

Des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place Neptune dans le centre de Madrid pour former une chaîne humaine autour du Parlement, dont l'accès était bloqué par plus de 1.500 policiers.

Les policiers ont utilisé leurs matraques et des balles en caoutchouc, dans un premier temps contre ceux qui voulaient faire tomber des barrières et ensuite pour disperser la foule.

Selon un bilan fourni par la police, 22 personnes ont été interpellées et au moins 32 autres ont été blessées dont quatre policiers.

Alors que les députés quittaient le parlement peu après 22h00, dans des voitures officielles ou à pied, quelques centaines de personnes continuaient de manifester devant le bâtiment. La plupart s'est dispersée peu de temps après.

Les participants à la manifestation, organisée via internet par différents groupes d'activistes, semblaient plus jeunes que dans les récents rassemblements qui ont eu lieu, à l'appel des syndicats institutionnels.

Les manifestants accusent l'Etat d'avoir réduit les aides sociales au profit d'un renflouement du secteur bancaire. «*Mon salaire annuel a chuté de 8.000 euros et s'il continue à baisser je ne pourrai pas joindre les deux bouts*», explique Luis Rodriguez, un pompier de 36 ans qui participait à la manifestation. Il dit envisager de quitter l'Espagne. «*J'ai dû renoncer à mon appartement*», raconte Ondina, 30 ans, diplômée des Beaux-Arts est sans emploi. Elle fait état d'une allocation-chômage de 260 euros par mois.

Selon des sources proches du gouvernement, Madrid étudie le gel des pensions de retraite ajustées sur l'inflation, qui représentent un quart des dépenses publiques.(20minutes.fr 25.09)

Commentaire d'un internaute

- "*C'est tout de même bizarre ce silence des médias français. Il faut attendre 2h30 du matin pour en entendre parler alors que les incidents ont débuté vers 19h et que le peuple espagnol a manifesté dans toutes les grandes villes dès le début de l'après-midi. Aucune news aux journaux télévisés non plus.*"

Cela s'appelle un black out. Normal. Cher monsieur, nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, il faudrait peut-être vous réveiller un jour...

2.2- Plusieurs milliers d'indignés espagnols manifestaient mardi soir autour du Congrès des députés à Madrid, transformé en camp retranché derrière un dispositif policier ultra-renforcé, pour dénoncer une démocratie "*séquestrée*", assujettie "*aux marchés financiers*".

"*Mains en l'air, c'est un hold-up*", criait la foule massée face aux policiers casqués et aux barrières bleues dressées dans les rues menant au Congrès, reprenant le cri de ralliement des manifestations qui se répètent contre la politique d'austérité du gouvernement conservateur.

"*Non aux privilèges des politiciens*", "*Démocratie économique*", proclamaient des pancartes.

"*Nous voulons une dissolution de l'assemblée, un référendum et une assemblée constituante pour que les gens puissent avoir leur mot à dire*".

"*Ils ont demandé un sauvetage sans convoquer de referendum et là ils vont demander un second sauvetage sans consulter le peuple, qui va en subir toutes les conséquences*", lance Romulo Banares, un artiste de 40 ans.

Plusieurs organisations et mouvements d'indignés avaient convoqué cette manifestation via les réseaux sociaux.

"*Ils nous ont volé notre démocratie. Nous avons perdu la liberté, notre Etat providence avec les coupes dans la santé et l'éducation. J'ai deux filles et cette année j'ai dû payer beaucoup plus pour leurs études*", explique Soledad Nunez, une commerçante de 53 ans venue de Castille-et-Leon, dans le nord de l'Espagne. (AFP 25.09)

La "*providence*", c'est comme les mirages, cela ne dure que le temps d'une illusion. L'ignorance se paie toujours un jour ou l'autre.

Encore un petit effort et ils passeront de la dissolution au renversement des institutions héritées du franquisme.

3- Russie

La Douma, la chambre basse du Parlement russe, a voté mardi une résolution qui appelle à condamner à des peines allant jusqu'à trois ans de prison toute personne qui offenserait les sentiments religieux.

Cette déclaration n'est pas contraignante mais elle donne une idée du contenu d'un projet de loi que Iaroslav Nilov, chef de la commission parlementaire pour les organisations sociales et religieuses, veut faire adopter dès cette semaine.

La résolution affirme que les meurtres de chefs spirituels, le vandalisme contre des propriétés de l'Eglise, et "*les actes blasphématoires de hooliganisme*" menacent la Russie et doivent être combattus.

Pour ses détracteurs, ce texte ne respecte pas le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat. (Reuters 25.09)

4- Chine

La situation en mer de Chine orientale s'est encore compliquée mardi avec l'irruption dans ces eaux revendiquées par le Chine et le Japon de bateaux de pêche de Taiwan, île considérée comme une province renégate par Pékin et qui revendique aussi les îles Senkaku-Diaoyu du petit archipel.

Les gardes-côtes japonais ont fait usage de canons à eau pour contraindre ces 40 bateaux de pêche, accompagnés de 12 bâtiments des gardes-côtes taiwanais, à rebrousser chemin.

"*Le Japon doit renoncer aux illusions, entamer une réflexion et prendre des mesures concrètes pour réparer ses erreurs et revenir au consensus et aux accords conclus par les dirigeants de nos deux pays*", a dit le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhang Zhijun, à son homologue nippon, Chikao Kawai.

Signe des tensions, la Chine a reporté une cérémonie marquant le 40e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le président de Toyota, Fujio Cho, celui du patronat japonais, Hiromasa Yonekura, et d'autres représentants de groupes d'amitié Chine-Japon assisteront tout de même à un événement jeudi à Pékin, a dit un responsable de l'Association économique sino-japonaise.

Le risque de confrontation militaire est tenu mais les observateurs craignent que le moindre incident ne dégénère dans ce contexte tendu. "*Si du sang était versé, les gens perdraient la raison*", a déclaré à Reuters Koichi Kato, député japonais d'opposition présidant le groupe d'amitié Japon-Chine et qui se rendra lui-même à Pékin. (Reuters 25.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 900 suppressions de postes chez Sanofi, Montebourg satisfait.

Sanofi a annoncé mardi qu'il visait la réduction d'environ 900 postes en France à l'horizon 2015, notamment dans la recherche et sur la base du volontariat, dans le cadre de la revue de l'évolution de ses activités dans le pays.

"Aucune délocalisation de site et aucune modification du nombre de sites industriels en France n'est prévue", a souligné le groupe pharmaceutique dans un communiqué.

La vocation du site de recherche de Toulouse, qui emploie près de 600 chercheurs, "reste à préciser", a cependant ajouté Sanofi, qui a dit avoir identifié, pendant l'été, "des acteurs susceptibles d'y poursuivre des activités scientifiques ou technologiques".

Un groupe de travail réunissant des représentants de Sanofi, du gouvernement et des acteurs publics locaux va être constitué rapidement avec pour mission de concrétiser, au cours des prochains mois, des solutions pour le site de Toulouse, a précisé le groupe.

Sanofi entend réaliser les réductions de postes annoncées via des aménagements de fin de carrière, ainsi que des propositions de mobilité et de repositionnement en France.

Pour riposter aux annonces de Sanofi, l'intersyndicale du groupe a immédiatement fait savoir qu'elle organiserait une journée de mobilisation le 3 octobre, dont les modalités restent à définir.

Elle compte par ailleurs reprendre contact, dès cet après-midi, avec Arnaud Montebourg.

"Le groupe confirme bien trois restructurations, dans la recherche, ses vaccins et ses services supports", a dit Thierry Bodin, le coordonnateur CGT du laboratoire.

"Il confirme sa volonté de se désengager de Toulouse et d'arrêter les activités de recherche sur Montpellier. Nous ne savons pas sur quoi ce chiffre de 900, qui est un minima, repose."

Pascal Vially, coordonnateur de la CFDT, observe lui aussi que "la seule nouveauté est l'annonce du chiffre de 900 qui ne tient pas compte des effectifs de Toulouse".

Au total, poursuit-il, "1.500 postes risquent d'être supprimés, ce qui reste dans la fourchette basse de ce que l'on craignait mais c'est toujours trop". (Reuters 25.09)

1.2- Grève chez Brittany Ferries.

Les négociations entre syndicats et direction de la Brittany Ferries pour tenter de mettre fin à un conflit social qui immobilise à quai depuis vendredi les navires de la compagnie maritime ont été interrompues mardi soir et devaient reprendre mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

"La direction veut toujours un accord global avant la reprise des bateaux, mais nous on ne va pas signer n'importe quoi", a indiqué Cyril Toulan, élu CFDT au comité d'entreprise, indiquant que les négociations achoppaient notamment sur l'annualisation du temps de travail. "Ils veulent que les gens travaillent 15 jours de plus" par an, a-t-il précisé.

Délégués CFDT et CGT du personnel navigant et direction négociaient depuis 09H00 au siège de l'entreprise afin de parvenir à la signature d'un accord-cadre devant servir de fil conducteur pour des négociations à venir en termes d'emplois, de salaires et de temps de travail.

"Pour l'instant les navigants sont remontés et pour eux il n'est pas question de lâcher quoi que ce soit", avait indiqué plus tôt M. Toulan.

Les marins ne veulent pas renoncer à certaines primes. Ils refusent que ceux percevant des bas salaires se voient retirer des primes d'un montant plus élevé que ceux recevant des rémunérations plus importantes.

Ils souhaitent aussi que la direction adopte une clause de "retour à meilleure fortune", à savoir que les efforts consentis en termes de salaires soient limités dans le temps jusqu'à ce que les finances de la compagnie aillent mieux.

"C'est le petit qui donne et les gros salaires ne donnent pas, il n'y a pas d'équité", regrette Thierry Caboche, 49 ans, second de cuisine à bord du Pont Aven, bloqué le long d'un quai à Brest depuis vendredi.

"*Tout le monde est prêt à donner, parce que tout le monde a envie de garder son emploi, mais pas dans les conditions qu'on nous propose*", ajoute le cuisinier, embauché en 1990 et à qui l'on veut retirer, selon lui, une prime de 150 euros par mois sur un salaire de 1.900 euros nets. (AFP 25.09)

Quand on " *est prêt à donner*", on est cuit, c'est le début de la fin ou faim !

3- Afrique du Sud

3.1- Amplats, la filiale platine du géant Anglo American, a entamé mardi pour la première fois des négociations avec les grévistes sud-africains de ses cinq mines du bassin de Rustenburg (nord) sous l'égide de médiateurs indépendants.

"*Nous avons commencé par discuter de notre mémorandum qui porte sur les salaires. Nous attendons d'Anglo American qu'il vienne mettre quelque chose sur la table et s'ils n'en sont pas capables, la grève va continuer*", a indiqué à l'AFP un représentant des salariés, Gadhafi Mdoda.

"*Formellement ce sera le début de la grève*", a-t-il précisé, le mouvement ayant été déclaré illégal par la justice sud-africaine, saisie par Amplats.

Prenant exemple sur les salariés du groupe britannique Lonmin sur le site voisin de Marikana, où une grève illégale a coûté la vie à 46 personnes, les mineurs d'Amplats ont débrayé il y a deux semaines pour réclamer de fortes augmentations de salaire.

Amplats a d'abord réagi en suspendant ses opérations pendant une semaine pour des raisons de sécurité puis en exigeant la reprise du travail. Le groupe a menacé de licencier les employés qui ne seraient pas allés pointer mercredi 19 au soir, avant de repousser son ultimatum au jeudi 20, puis au lundi 24.

Deux mines d'or sud-africaines demeuraient paralysées mardi, dont le site du groupe sud-africain AngloGold Ashanti employant environ 5.000 personnes près d'Orkney, à 170 km au sud-est de Johannesburg, à l'arrêt depuis le 20 septembre.

"*La situation n'a pas changé. Nous n'avons pas eu de contacts formels avec les grévistes à ce stade*", a déclaré à l'AFP un porte-parole, Alan Fine.

Même impasse à la mine d'or KDC West du groupe sud-africain Gold Fields, quatrième producteur d'or mondial: "*Le travail n'a pas repris*", a indiqué à l'AFP son vice-président Willie Jacobsz.

Le site de KDC West, qui emploie 15.000 personnes à Carletonville (sud-ouest de Johannesburg), est à l'arrêt depuis le 9 septembre, les mineurs ayant cessé le travail pour exiger des augmentations de salaires.

Les mineurs contestent également la puissante fédération minière du NUM qui a négocié les salaires dans la branche avec le patronat, un accord en principe non modifiable avant juin 2013.

Tout au plus le NUM a-t-il obtenu de pouvoir en renégocier les termes plus tôt que prévu en début d'année prochaine, a indiqué à l'AFP Kenneth Buda, un coordinateur national du NUM.

"*Aucune négociation n'a lieu car le problème est que nous avons signé un accord pour deux ans avec la Chambre des mines en vigueur jusqu'à l'an prochain. Mais nous venons de nous mettre d'accord sur le principe de démarrer les négociations en tout début d'année prochaine*", a-t-il dit. (AFP 25.09)

3.2- L'Afrique du Sud retenait son souffle mardi à la veille de la comparution en justice du jeune tribun Julius Malema, ennemi numéro un du président Jacob Zuma, dans sa ville de Polokwane (nord) qui a été placée en état d'alerte, les autorités attendant des milliers de manifestants.

"En accord avec le Parquet, M. Malema comparaitra devant le tribunal régional de Polokwane mercredi", a annoncé son avocate Nicqui Galaktiou. L'audience est prévue à 08H30 (06H30 GMT).

L'ex-chef de file des jeunes de l'ANC, exclu du parti au pouvoir en avril pour indiscipline, est accusé de blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon les chefs d'accusation lus mardi par le tribunal, qui a également entendu quatre hommes d'affaires.

L'intéressé --à qui le fisc réclame en outre 16 millions de rands (1,5 million d'euros)-- ne cesse de clamer son innocence, et crie au complot.

Son passage devant le tribunal vient juste au moment où les autorités ont repris la main dans la sanglante crise sociale qui secoue les mines du pays depuis début août, en instaurant une sorte d'état d'urgence dans la région de Rustenburg (nord).

Or Malema avait appelé les mineurs à la révolution, jurant de rendre le secteur "ingouvernable".

Il est devenu un opposant acharné du président Jacob Zuma, son ancien mentor, dont il veut empêcher la reconduction à la tête de l'ANC lors de son prochain congrès, à Mangaung (Bloemfontein, centre) fin décembre.

La Ligue de jeunesse de l'ANC, que présidait "Jujū" et qui lui est restée fidèle, dit ne pas organiser directement de manifestation à Polokwane, mais "des camarades vont venir de tout le pays pour apporter leur soutien à Julius Malema", selon son dirigeant Thabo Kupa.

Les "Amis de la Ligue de jeunesse", sa nouvelle organisation, ont affrété des bus.

La police a renforcé son dispositif à Polokwane, prévenant qu'"aucun désordre ne sera toléré et (que) ceux qui ne respectent pas la loi seront immédiatement arrêtés".

"Nous nous sommes déjà déployés, nous avons fermé certaines rues autour du tribunal", a précisé mardi soir le brigadier Hangwani Mulaudzi à l'AFP. "Nous nous attendons à ce que beaucoup, beaucoup de gens viennent." (AFP 25.09)

ECONOMIE

1- FMI

Rachat d'obligations, taux d'intérêt quasi-nul : les remèdes anti-crise des banques centrales aux Etats-Unis ou en Europe pourraient produire des "effets indésirables" à l'heure où la réforme du secteur financier reste en friche, selon un rapport du FMI publié mardi.

Des deux côtés de l'Atlantique, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne ont considérablement assoupli leur politique monétaire, notamment en maintenant durablement leur principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

Couplée à de vastes programmes de rachat de titres de dette, cette action "a été et reste utile pendant la crise", souligne le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière mondiale.

En raison de taux proches de zéro, "les profits que les banques tirent d'activités traditionnelles (principalement les prêts, ndr) devraient rester faibles pour une longue période", souligne le Fonds.

En réaction, les banques pourraient se tourner vers le type d'activités "plus rémunératrices" et plus risquées qui les avaient plombé il y a cinq ans quand elles avaient massivement parié sur des crédits immobiliers à risque ("subprime") aux Etats-Unis.

Un flot croissant de liquidités pourrait par ailleurs se déverser vers "le système bancaire parallèle" ("shadow banking") qui englobe des activités des acteurs "parabancaires" (assurances, fonds d'investissement...), lesquelles sont menées hors du contrôle des régulateurs et inquiètent le FMI.

"Des fonds de pension ou des compagnies d'assurance (...) pourraient ressentir l'envie de se tourner vers des activités plus risquées pour payer leurs assurés ou les pensions des retraités", a commenté Laura Kodres, co-auteur du rapport, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le rapport s'attarde sur la réforme internationale en cours du secteur bancaire, baptisée Bale III, qui obligera notamment les établissements financiers à augmenter leur niveau de capitaux propres et qui rencontre de nombreuses résistances.

Cette réforme, censée entrer en vigueur en janvier 2013, pourrait conduire les banques à réaliser "des économies d'échelle" pour absorber les coûts de la nouvelle régulation, aboutissant à une concentration "encore plus forte" du secteur, note le FMI.

"Il y a un risque que certains établissements mondiaux deviennent incontournables, renforçant le problème des banques" que les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser faire faillite sans risquer de déstabiliser tout le système, alerte le rapport.

Certaines banques mettent par ailleurs au point de "*nouveaux produits financiers*" qui permettent de contourner les nouvelles régulations, s'inquiète le rapport.

"Les vulnérabilités demeurent et l'application des réformes est inégale", souligne le FMI. (AFP 25.09)

Ah ben alors, qui l'aurait cru ! Ils disent eux-mêmes que l'oligarchie financière se comporte comme des voyous, on aurait tort de ne pas le dire puisque c'est la stricte vérité.

2- BCE

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a appelé mardi les gouvernements de la zone euro à mettre en oeuvre des réformes structurelles pour compléter les mesures de soutien prises par les autorités monétaires face à la crise de la dette dans la zone euro.

"L'action de la BCE ne peut être qu'un pont vers l'avenir. Le projet doit être complété par des mesures décisives des gouvernements, à la fois individuellement et collectivement, a affirmé Mario Draghi" (Reuters 25.09)

C'est la réponse à notre mot d'ordre : il faut faire table rase du passé. Au fait qui ose le reprendre aujourd'hui ?

3- MES

L'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande ont publié mardi un communiqué commun semblant revenir sur l'essentiel de ce qui avait été convenu lors du sommet européen de juin en matière de recapitalisation directe des banques en difficulté.

Dans ce communiqué, rendu public à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Finances à Helsinki, ces trois pays établissent les conditions en vertu desquelles ils seraient disposés à autoriser le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) à recapitaliser le secteur bancaire.

Le texte établit une nette distinction entre les problèmes que le secteur bancaire pourrait rencontrer à l'avenir et ceux du moment, déclarant en substance qu'il est de la responsabilité des pays concernés de traiter la question des banques très endettées d'Espagne, d'Irlande et de Grèce.

Une position qui ne plaira ni à l'Espagne ni à l'Irlande en particulier, ces deux pays estimant que le sommet de juin consacrait le principe de dissocier le lien douloureux entre dette publique et situation du secteur bancaire.

"Le MES peut assumer directement la responsabilité des problèmes survenant dans le cadre de la nouvelle supervision mais les difficultés héritées du passé doivent être de la responsabilité des autorités nationales", lit-on dans leur communiqué.

"Du point de vue irlandais, (ce communiqué) laisse la situation dans une incertitude extrême", a réagi John Fitzgerald, de l'Economic and Social Research Institute, un centre de réflexion de Dublin.

"Suivant comme on l'interprète, il peut ou pas permettre à l'Etat irlandais de vendre au MES ses parts dans les banques irlandaises survivantes".

Pour un haut fonctionnaire de Bruxelles, ce communiqué est un retour en arrière intégral, qui risque de saper à la base les efforts pour endiguer une crise de la dette qui sévit dans la zone euro depuis deux ans et demi et contribue largement au marasme économique mondial

"Quelques pays veulent faire marche arrière mais je ne crois pas qu'ils pourront réunir les forces nécessaires", a dit ce haut fonctionnaire, faisant référence à la Finlande et aux Pays-Bas.

"Ces 'difficultés héritées du passé' c'est nouveau dans le débat et ça témoigne surtout d'une tendance à vouloir se dissocier des décisions prises".

Un haut fonctionnaire d'un des trois ministères des Finances auteurs du document s'est employé à en minimiser l'importance, déclarant qu'il se contentait de clarifier ce qui a été convenu en juin.

Selon lui, dès que le MES sera apte à recapitaliser les banques directement, ce qui ne pourra se faire qu'une fois établi l'an prochain, sous la houlette de la BCE, un nouvel organe de supervision européen, il s'agira de déterminer quelles banques de la zone euro sont viables et quelles banques ne le sont pas.

Seules les premières pourraient prétendre à une recapitalisation par le MES. Les autres devraient tenter leur chance dans le secteur privé ou être liquidées par l'Etat. (Reuters 25.09)

Quand même, on avait eu le pif en avançant il y a quelques semaines que leur union bancaire européenne avait pour objectif de liquider les banques les plus faibles pour aboutir à une nouvelle concentration du capital entre quelques mains. Les banques qui auront sauvé leur peau dans l'UE seront plus facilement sous la coupe de l'oligarchie financière mondiale qui trône à la Fed.

4- Grèce

La BCE refuse une restructuration de la dette grecque qu'elle détient, a déclaré Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne dans un entretien au quotidien allemand Die Welt à paraître mercredi.

"Une restructuration aux dépens de la BCE n'est pas envisageable", a dit M. Asmussen, au journal. "L'éventuel besoin de financement supplémentaire de la Grèce peut seulement être mené par les membres de la zone euro", a-t-il ajouté.

"La BCE ne pourrait pas participer à une telle restructuration car ce serait un financement monétaire d'un Etat, ce qui est interdit" par les statuts de la Banque Centrale, a-t-il continué.

La BCE n'a jamais donné le montant de la dette qu'elle détient. Selon le document mentionné mardi par le ministre grec: "des obligations grecques d'une valeur d'environ 28 milliards d'euros et détenues par l'Eurosystème arriveront à maturité entre 2013 et 2016". L'Eurosystème désigne la BCE et les 17 banques centrales de la zone euro. (AFP 25.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 septembre

CAUSERIE

Il manquerait des profs en France, avec mon petit diplôme universitaire en principe je peux enseigner le français dans un établissement public, mais j'ai calculé que si je me remettais au boulot en France demain, pour partir à la retraite je devrais attendre d'avoir 77 ans, cela fait un peu tard à mon goût, dommage.

En fait, le site est davantage un portail d'information, puisque très peu d'articles mis en ligne font l'objet d'un commentaire ou d'une analyse, par manque de temps et de moyens.

Comme quoi les partis ouvriers n'ont plus le renversement du régime en place comme objectif ou le socialisme, Lucien Gauthier pour le POI a retenu de la gigantesque mobilisation des masses portugaises que : "*C'est le mouvement d'un peuple, c'est le mouvement qui monte d'en bas, c'est le mouvement de ceux qui veulent vivre*" (Informations ouvrières n°219 page 2), vivre mieux sous les auspices du régime capitaliste et ses institutions politiques, voilà en guise d'objectif politique ce qu'en réalité vous propose le POI, le reste étant du baratin, non merci sans façon !

Et D. Gluckstein de faire une découverte : "*Chaque jour un peu plus, la politique du gouvernement Hollande dévoile son véritable visage*", non, pas possible, qui l'aurait cru franchement, il est vrai que le PS a une existence si courte qu'il fallait bien lui donner une chance de faire ses preuves avant de se prononcer sur ses réelles intentions, il est vrai aussi que Hollande et son gouvernement sont des inconnus...

Ceci dit, je suis favorable à la participation des militants aux comités mis en place par le POI et des militants d'autres formations politiques qui rassemblent aussi des travailleurs non organisés.

C'est le genre d'initiative qu'il aurait fallu prendre il y a plus de 60 ans.

Leur défaut est de rassembler essentiellement des militants et non des travailleurs non organisés, ainsi que l'axe politique trade-unioniste ou réformiste sur lequel ils se situent, ils fonctionnent comme des lobbyings faisant pression sur le gouvernement ou le patronat pour obtenir des miettes et ainsi mieux supporter le capitalisme, au lieu de servir en premier lieu à aider les travailleurs à élever leur niveau de compréhension de la société pour les amener au socialisme.

De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire. La même chose devrait être envisagée en direction des travailleurs associés à ces comités, en partant de leurs expériences de la vie quotidienne, en abordant les questions de société, afin qu'ils acquièrent à

leur rythme la méthode du matérialisme dialectique qui permet de penser librement et d'avancer dans la compréhension du monde.

Il est démontré que ce n'est pas en cavalant derrière chaque revendication ou uniquement par la lutte, que les travailleurs renoueront avec l'idée qu'il est possible de changer la société ou avec l'idéal du socialisme.

On voit bien en Grèce, au Portugal et en Espagne quel drame est en train de se jouer, les travailleurs étant incapables de penser au-delà du capitalisme et des institutions en place. Ils n'y ont pas été du tout préparés, au contraire le mouvement ouvrier n'a eu de cesse de les endormir, alors le réveil est brutal, sans direction ou orientation il est voué à l'échec, d'où la nécessité d'armer théoriquement les travailleurs, de saper les bases du régime en amont tout au long des années qui précèdent le prochain affrontement entre les classes.

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un manifestant espagnol déclaré : "*je suis venu pour m'asseoir tranquillement devant le Parlement pas pour l'attaquer, je ne remets pas en cause le Parlement*". C'est bien là qu'est le problème, alors même que l'existence de ce Parlement pose problème, il se limite à fustiger les parlementaires qui devraient changer de politique, tandis que c'est impossible en conservant ce Parlement, réflexion à laquelle il ne peut s'élever car il faudrait envisager qu'il soit illégitime, or il n'est pas du tout préparé à cette idée.

Lénine évoquera souvent le travail de sape en profondeur réalisé par les bolcheviks entre 1905 et 1917, qui ne se contentaient pas de défendre des revendications alimentaires, mais harcelaient en permanence le régime et les institutions jugés illégitimes du point de vue des intérêts des travailleurs, la nécessité de liquider, de renverser le régime en place, de prendre le pouvoir revenait sans cesse dans leur propagande, de telle sorte que le moment venu, au moment de passer à l'assaut du régime les travailleurs estiment légitimes leur action ou de se fixer cet objectif politique.

Les travailleurs ne doivent pas se placer sur leur propre terrain de classe uniquement pour défendre leurs droits sociaux, ils doivent également acquérir ce réflexe, cet état d'esprit ou ce niveau de conscience également sur le plan politique pour avancer vers leur émancipation du capital. C'est à cela que devrait servir ces comités, notamment.

Répétons-le encore une fois, les travailleurs ont participé à des milliers de batailles au cours de la seconde moitié du XXe siècle sans que leur niveau de compréhension de la société progresse, il est donc prouvé que cela ne suffit pas de participer à la lutte de classe. Si on avait bien voulu se pencher sur cette question et lui apporter une réponse adéquate, qui était également valable pour la première moitié du XXe siècle, on n'en serait peut-être pas là où nous en sommes.

Savez-vous par quel mot commençait le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864 et rédigé par K. Marx, à qui il s'adressait ? Réponse : "*Ouvriers !*".

Je fustige les ouvriéristes qui flattent l'ignorance des travailleurs et les confortent ainsi dans leur bêtise, donc cette référence est d'une toute autre nature. Marx et Engels organisaient des ouvriers, menuisiers, maçons, peintres, etc., ils s'adressaient à eux, normal puisque ce sont eux qui doivent prendre la direction de la transformation révolutionnaire de la société, tandis que nos dirigeants s'adressent aux dirigeants des partis, à des élus, des démocrates, des républicains, des intellectuels, etc. cherchez l'erreur.

Le 30 septembre, ils vont encore s'adresser aux députés du PS, normal dans ces conditions que les travailleurs leur tournent le dos, non ? Est-ce qu'ils le comprendront un jour ?

Se détourner de la classe ouvrière, c'est tourner le dos au socialisme.

Hier je me suis fait une réflexion en repensant au combat mené pour le socialisme depuis la moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Marx compris très vite que cela n'allait pas être facile, à son époque il partait de zéro pratiquement, il dut affronter plusieurs scissions au sein des différentes sections de la Ligue des communistes. Plus tard, Engels dut batailler contre le courant liquidateur impulsé par Dühring et Bernstein au sein de la social-démocratie allemande, comme quoi la victoire du marxisme était précaire. Ensuite ce fut à Lénine de recourir à la scission de la branche pourrie du parti ouvrier social-démocrate russe, les mencheviks. Enfin, il revint à Trotsky de sauver les meubles du marxisme contre la gangrène stalinienne.

Il précisa que dorénavant le prolétariat devra acquérir un niveau de conscience beaucoup plus élevé que le prolétariat russe pour s'emparer du pouvoir, apparemment ce constat tomba dans les oubliettes puisque personne ne s'en est vraiment soucié par la suite. Peut-on croire que spontanément les masses pourront balayer les institutions qui incarnent des siècles d'exploitation et d'oppression ? Il y en a pour le croire, force est de constater que l'inertie de l'histoire est plus puissante que les meilleures intentions du monde demeurées à l'état d'incantations stériles.

Une dernière réflexion.

Ne croyez pas ceux qui vous disent ou écrivent que la BCE serait un organisme indépendant des Etats (IO n°219 page 14), c'est un faux grossier pour justifier leur politique axée contre l'UE au lieu d'être axée contre les institutions de la Ve République. Vérifions-le.

- Mario Draghi a été nommé par le Conseil européen président de la BCE.
- Le Conseil européen désigne le sommet des chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne, sous la tutelle d'un président chargé de faciliter l'apparition d'un compromis.
- Le directoire comprend le président, le vice-président et quatre autres membres, tous choisis parmi des personnes ayant une autorité et une expérience professionnelle reconnues en matière monétaire ou bancaire. Ils sont nommés d'un commun accord par les chefs d'État ou de gouvernement des États de la zone euro, sur recommandation du Conseil de l'Union européenne et après consultation du Parlement européen et du Conseil des gouverneurs de la BCE (ou du Conseil de l'Institut monétaire européen (IME) pour les premières nominations).
- Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, le gouverneur de la Banque de France est nommé par décret du président de la République
- Le conseil des Gouverneurs se compose du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales de la zone euro.
- Le conseil général se compose du président et du vice-président de la BCE, des gouverneurs des BCN de la zone euro et des gouverneurs des BCN du reste de l'UE, c'est-à-dire des États membres n'ayant pas (encore) adopté l'euro, faisant l'objet d'une dérogation. (source : <http://fr.wikipedia.org>)

Vous pouvez retourner la question dans tous les sens, la BCE comme toutes les institutions de l'UE n'existe que par la volonté de l'Etat et de ses représentants successifs, mieux encore, les membres de ces différentes institutions à l'exception du Parlement européen sont tous nommés par les chefs d'Etat.

Donc tous les coups que l'on prend de l'une ou l'autre institution européenne sont à mettre au compte du chef de l'Etat, donc Hollande et sa "*majorité*" PS-UMP-UDI.

Vous pouvez prendre le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, etc. la participation de la France à ces institutions du capital ne serait pas possible sans l'aval du chef de l'Etat dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui intègre les traités signés précédemment... qu'il s'agit précisément de protéger vous l'aurez compris.

Sans la participation et le soutien du chef de l'Etat en exercice à ces institutions, il leur serait impossible d'entreprendre la moindre action contre les travailleurs, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience au plus vite. Non, ce n'est pas par la grâce de Dieu que l'UE et ses institutions existent.

Vous avez un accident sur la route avec un autre véhicule, vous allez vous attaquer à coups de lattes à la bagnole, au constructeur, aux ingénieurs qui l'ont conçue, aux ouvriers qui l'ont réalisée ou tout simplement à vous ou à l'autre conducteur qui a commis une imprudence ? C'est aussi basique que cela. Toute confusion est pitoyable, effrayant même.

Quand vous êtes victime d'une mauvaise digestion après un repas chargé, vous vous en prenez aux aliments qui pourtant étaient sains, à la personne qui a préparé ce repas ou vous ne vous en prenez qu'à vous-même de vous être goinfré ? (j'allais écrire au-delà du raisonnable, mais ce ne serait pas approprié, se goinfrer est antinomique avec le fait de penser, cela demeure un acte inconscient.)

Vous êtes subordonné au capitalisme au point de vous encombrer l'existence d'un tas de choses finalement inutiles, vous vous en prenez au capitalisme de vous avoir dévoyé, à vos parents de vous avoir mal éduqué ou à vous-même de ne pas être capable de faire la part des choses et de résister à l'appel de cette société de consommation à outrance ?

Si vous estimez finalement que vous n'y êtes pour rien - l'ouvriérisme s'applique de préférence à soi-même, dites-vous bien que la barbarie a encore de beaux jours devant elle. Quand on pratique le matérialisme dialectique, en principe on ne confond pas la cause, la manière et l'effet ou l'origine, les moyens et les conséquences... Entre nous, c'est préférable dans la vie de tous les jours.

[Le plus loin possible de l'Assemblée nationale illégitime.](#)

J'ai appris que la manifestation du 30 septembre partira de place de la Nation pour se terminer place d'Italie en passant par le boulevard Diderot.

En Grèce, au Portugal et en Espagne les travailleurs manifestent devant le Parlement ou le siège du gouvernement, en France pour cause de soutien au régime ou sous couvert de défense de la République, on manifeste le plus loin possible des institutions, cherchez l'erreur.

Ces gens-là sont insignifiants, mesquins, misérables.

Ségolène Royal, qui avait convoqué la presse pour faire valoir sa participation à la réunion du présidium de l'Internationale socialiste, fait son apparition... au moment précis où la délégation française, le président de la République et ses ministres, Laurent Fabius et Yamina Benguigui en tête, arrivent au rez-de-chaussée du North Lawn Building de l'ONU.

Intense moment de trouble dans le staff élyséen, qui n'a visiblement pas été informé et s'arrête net, à quelques mètres de là. Sous un panneau lumineux "exit", François Hollande tourne le dos aux objectifs, pendant que son équipe s'interroge. Cruel dilemme : pour se rendre au sommet sur le Sahel, le chef de l'Etat doit passer derrière Mme Royal. Et donc inévitablement la saluer, sous l'œil gourmand des caméras...

Pur hasard ou nouveau coup de l'ancienne candidate à la présidentielle ?

Mais de "rencontre" ou de "bonjour", il n'y aura point. La scène est surréaliste, qui voit le chef de l'Etat et son équipe rebrousser chemin afin de faire le tour du bâtiment. (lemonde.fr 26.09)

Hollande a peur d'une caméra, des médias, du qu'en-dire-t-on, alors imaginez ce qui doit en être des gangsters de l'oligarchie financier avec son armée de l'ombre qui ne recule devant aucun crime... Mitterrand en avait pissé de trouille dans sa culotte, avait avoué son épouse Danielle Mitterrand.

Que se cache-t-il derrière les bruits de bottes ?

Les violents soubresauts en Chine et au Japon, tous plus obscurs les uns que les autres, mort de l'ambassadeur japonais, disparition temporaire du futur président chinois, "suicide" du ministre des finances, menaces publiques contre les obligations japonaises ou de blocage des terres rares ... sont intimement liés à la Guerre Monétaire. L'ASEAN s'apprêterait à lancer en novembre une forme d'espace monétaire commun... Certaines rumeurs parlent même de monnaie partiellement garantie par les métaux précieux. Personnellement, je doute que ceci puisse avoir lieu à une date aussi proche, mais soyez sûr d'une chose, c'est que l'heure d'une telle Réforme monétaire approche à grands pas et devient de plus en plus tangible. Seul le timing est toujours âprement discuté. Ce qui entraîne un certain niveau de violence, qui pourrait, hélas, changer d'intensité comme on le sait avec le rassemblement de forces navales dans le Golfe Persique. (liesi 26.09)

Le cartel des banques de la Fed a eu la peau de Lincoln, de Kennedy, de Kadhafi, il aura plus de mal à avoir celle de l'ensemble des dirigeants de l'ASEAN. Il leur reste la possibilité de déclencher une guerre qui serait mondiale pour empêcher que l'hégémonie américaine ne soit remise en cause. A suivre.

Le "choc pétrolier" des années 70 a été lui aussi fabriqué de toutes pièces.

En 1973, la menace d'embargo pétrolier des pays de l'OPEP, pure fiction dont le scénario avait été écrit par un groupe d'oligarques de la Haute Finance Internationale et du Cartel des Pétroles (le Club Bilderberg) et dont la mise en œuvre avait été dirigée par Kissinger, avait amené ce qu'on a appelé "le choc pétrolier". Dans les livres d'histoire version officielle, les arabes de l'OPEP imposaient aux pays consommateurs une très forte hausse du prix du baril, mettant brutalement fin aux trente glorieuses. Dans la réalité, un accord avait été mis en place pour sauver le Dollar, banques de la City et de WS et les 7 Sœurs, les compagnies pétrolières dominantes. La hausse des prix du baril allait créer un flux de pétrodollars, qui devait transiter par les banques de la City et devaient s'investir en bons du Trésor américain. Ainsi, la domination monétaire US pouvait se perpétuer, quelque soit la qualité de la gestion économique et financière des gouvernements successifs à la Maison Blanche.

Lorsque l'Irak et l'Iran annoncèrent qu'ils allaient rompre ce statu quo et allaient vendre leur pétrole ou leur gaz dans la devise de leurs clients, en Euro pour les Européens, en Yen pour les Japonais ou en RMB pour les Chinois, ces pays sont devenus des Etats terroristes pour Washington, Londres et bien sûr leurs sbires de Tel Aviv. On connaît la suite.

La Chine, puissance montante et l'un des principaux créanciers des Etats-Unis, a œuvré dans le même sens en mettant progressivement en place des échanges bilatéraux avec ses principaux fournisseurs ou clients, en excluant l'usage du dollar. Russie, Japon, Brésil, Chili, Inde, Corée, Australie, Afrique du Sud et Iran ont signé de tels accords, qui affaiblissent considérablement la monnaie américaine et donnent une stature internationale au RMB. Depuis plusieurs mois, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite auraient également rejoint cette coalition visant à renverser la domination monétaire unipolaire américaine. En mars dernier, les Etats-Unis avaient interdit tout commerce avec l'Iran, menaçant de sanctions économiques et financières toutes les banques facilitant des transactions avec Téhéran. On se souvient que l'Inde avait tourné le problème en annonçant un troc Or contre Gaz. Le black-out de l'Inde pourrait avoir été une sanction sévère pour n'avoir pas suivi le diktat américain.

Au milieu de ce jeu monétaro-géopolitique, on trouve BP, le géant britannique du pétrole. British Petroleum, à l'instar d'ENRON ou de JPM, est un des plus gros acteurs sur le marché des dérivés. Le désastre écologique de Deepwater Horizon, qui a été

longtemps couvert par les différents ministères du gouvernement américain, est depuis le 5 septembre l'objet de poursuites par le Ministère de la Justice US, qui l'accusent de négligences coupables. BP espérait ne pas avoir à aller devant un tribunal pour minimiser amendes et frais de réparation et surtout, ne pas risquer une dégradation de sa note par les agences de notation. Certains analystes comme Jim Willie considèrent que cette attaque par le Ministère de la Justice US est à rapprocher de l'attaque contre les Banques anglaises au sujet des manipulations du LIBOR. Est-ce une simple escarmouche ou une attaque frontale du géant britannique, qui pourrait se prolonger sur le marché des dérivés ?

Les raisons de cette attaque

La Grande Bretagne était net exportatrice de pétrole jusqu'en 2001, mais la production de Mer du Nord ayant fortement baissé, le Royaume Uni est aujourd'hui obligé d'importer, ce qui pèse lourd sur l'économie britannique en stagflation. Actuellement, BP achète des produits raffinés à Mangalore Refinery & Petrochemical Ltd, une compagnie indienne, qui reçoit l'essentiel de son pétrole brut d'Iran, pour le revendre à BP avec une prime. Les capacités de raffinage de BP ne sont certes pas saturées, mais la compagnie britannique ne peut pas acheter directement le pétrole iranien sans être en contravention avec l'interdit de Washington. Elle contourne donc le problème par ce tour de passe-passe pour constituer ses réserves hivernales. Le jeu de l'Alliance est donc rompu par le premier partenaire des Etats-Unis. Les alliés se retrouvent divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Iran pour des raisons basiques mais impérieuses d'approvisionnement. La Grande Bretagne va-t-elle devoir assouplir sa politique agressive au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) pour pouvoir répondre à ses besoins énergétiques ?

La Fed peut-elle et voudra-t-elle atteindre BP par le biais des produits dérivés pour sanctionner cette violation de la règle ?

La Grande Bretagne est par ailleurs aujourd'hui dépendante de la Russie pour le gaz, qu'elle achète à des cours fixés par Gazprom, qui ne tiennent pas compte des manipulations observées sur les marchés américains. Le tandem Poutine-Medvedev semble avoir pris la main sur l'échiquier. Ils ont aujourd'hui des moyens de pression, qu'ils n'avaient pas il y a dix ans. La roue tourne.

Dans le Grand Jeu, que va devenir le pion Israël, créé ex nihilo par les Cartels anglo-américains pour diviser la région et mieux la dominer ?

Obama vient de claquer publiquement la porte aux Israéliens qui réclamaient une coopération militaire pour détruire le nucléaire iranien. Netanyahu est, on le sait, un allié dangereux difficilement contrôlable, dont les services secrets ou les services spéciaux pratiquent aujourd'hui à grande échelle les méthodes terroristes à la manière du Groupe Stern. Cette politique sioniste est couverte par un réseau médiatique surpuissant, qui maîtrise la Guerre de l'Information, comme on l'a vu pour le 11 septembre, notamment, mais aussi pour le Printemps Arabe, la Libye, la Syrie, le film récent, etc ...

Quel va être le prochain mouvement de ce dangereux électron libre ? (liesi 25.09)

[La BCE et les gouvernements de l'UE, des instruments pour instaurer un Nouvel ordre mondial.](#)

Plusieurs analystes affirment que cet été, en s'arrogeant des prérogatives en termes d'achat de titres, la BCE s'est enfin transformée en une véritable banque centrale. Il est vrai que dans le monde de la financiarisation à outrance dans lequel on vit, cet instrument d'intervention de la BCE est déjà largement pratiqué par d'autres banques centrales comme la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre ou la Banque centrale japonaise.

Doit-on conclure que les grands manitous de la finance ne veulent pas, pour le moment, d'un éclatement de la zone euro ? D'ailleurs, le geste de la BCE est applaudi par M. Le Marché puisque les taux des dettes périphériques de la zone euro se sont détendus. Les grands décideurs cherchent à consolider l'auréole de l'ex employé de Goldman Sachs, Mario Draghi, afin que les Européens lui accordent encore plus de confiance pour la suite des opérations.

Faut-il en conclure qu'il n'y a plus de risque systémique ? A première vue, oui, mais les marionnettistes ont plus d'un tour dans leur sac pour opérer des revirements de situation extraordinaires. Et ils vont user de ces tours pour obtenir ce qu'ils veulent : un Nouvel Ordre Mondial, qui passe par l'anéantissement de la souveraineté nationale. Les gouvernements européens ont donc un rôle crucial à jouer contre les intérêts de leurs populations et, bien sûr, de leurs électeurs. Les crises sont toujours générées pour des objectifs précis. Elles traduisent une volonté criminelle de la part de ceux qui se cachent derrière les événements pour en tirer de savants profits, pas toujours d'ordre financier. D'ailleurs, les plus grands criminels de la cabale financière supranationale sont plus dans une recherche mystique que derrière la recherche d'un gain à plusieurs chiffres alignés les uns derrière les autres. C'est pourquoi les sociétés secrètes sont toujours entourées d'un certain secret, car le bien que l'on fait pour les autres, on le fait toujours à la lumière. (liesi 24.09)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant, la preuve.

- Sondages de l'Elysée: quand Hollande change d'avis - L'Express.fr
- Quand les députés font travailler leur famille - LeFigaro.fr
- Bernard Tapie considéré «*insolvable*» mais toujours millionnaire - LeParisien.fr

Non, c'est l'UMP soutenu par le PS.

- Michel Sapin : «*Les 3 millions de chômeurs, c'est Nicolas Sarkozy*» - Public Sénat

Normal dans un pays qui donne des leçons de "*démocratie*" à la terre entière.

- Un Américain ayant toujours clamé son innocence exécuté au Texas - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Bernard Tapie, qui a touché 308 millions d'euros de dédommagement de la part de l'État suite à l'arbitrage rendu en sa faveur dans l'affaire du Crédit Lyonnais, serait toujours considéré comme «*insolvable*» en France, selon Le Canard Enchaîné dans son édition du mercredi 26 septembre.

Plus de trois ans après le versement de ces fonds par le Trésor, l'homme d'affaire serait toujours considéré en liquidation personnelle, c'est-à-dire en faillite. Comment cette situation très singulière est-elle possible ? En fait, selon le Canard Enchaîné, plusieurs dettes anciennes continueraient de bloquer la procédure, empêchant Bernard Tapie de ne plus être considéré comme insolvable. L'hebdomadaire cite notamment une dette de 3,8 millions d'euros auprès de l'Urssaf des Bouches-du-Rhône, résultant de l'époque où l'homme d'affaires s'était porté caution lors de la faillite de l'Olympique de Marseille. Bernard Tapie conteste cette dette, et l'affaire traîne donc en justice.

Dans ces conditions, Bernard Tapie semble être le contribuable en situation d'insolvabilité le plus riche de France. Ses récentes dépenses, effectuées par des sociétés logées dans des paradis fiscaux, ont défrayé la chronique: yacht de luxe à 40 millions (qu'il loue 570 000 euros la semaine), jet privé à 24 millions et villa de rêve à Saint-Tropez pour 47 millions. Une dernière acquisition qu'il a démenti mardi d'un magnifique «*je vous emmerde*» sur Europe 1.

Même si sa situation évoluait, Bernard Tapie aurait très peu de risques de payer de lourds impôts en France car l'homme d'affaire aurait domicilié l'essentiel de son patrimoine et la plupart de ses entreprises en Belgique. (LeParisien.fr 26.09)

2- Allemagne

Berlin a fait le dernier pas vers la ratification du traité instituant le nouveau fonds de sauvetage de la zone euro en confirmant les conditions posées par la Cour constitutionnelle allemande.

Sur la même ligne que l'avis de la cour de Karlsruhe, la déclaration émanant du cabinet de la chancelière Angela Merkel précise que le Parlement disposera d'un droit de veto concernant une éventuelle augmentation de la contribution allemande au Mécanisme européen de stabilité (MES), fonds de sauvetage doté de 700 milliards d'euros.

Berlin en est le plus gros contributeur, à hauteur de 190 milliards d'euros.

"*La déclaration correspond aux lignes directrices édictées par la Cour constitutionnelle*", a déclaré à la presse le porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert.

L'Allemagne est ainsi le dernier des 17 pays de la zone euro à compléter la ratification du Mécanisme européen de stabilité

(MES). (Reuters 26.09)

3- Grèce

3.1- Après avoir informé le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la Marine et de la mer Egée a indiqué qu'un navire de la garde côtière turque qui faisait des manoeuvres risquées a violé les eaux territoriales grecques avec comme conséquence un choc avec le navire grec qui effectuait une mission dans le cadre de l'opération POSEIDON 2012.

L'ambassade de Grèce à Ankara a demandé des éclaircissements et souligne que de tels actes ne contribuent pas à la gestion efficace de l'immigration illégale.

L'épisode a commencé lorsqu'un navire turc de la garde côtière a demandé au navire de la patrouille FRONTEX, près de Farmakonissi, dans les eaux territoriales grecques de... s'éloigner. L'équipage de l'Agence Frontex s'est retiré du site de l'incident en informant simultanément la garde côtière grecque.

Le commandant du navire turc a exigé du navire grec de quitter la zone marine, en disant: « ici c'est la Turquie ». Le commandant grec a rétorqué « ici c'est la Grèce et vous devez quitter immédiatement la zone ».

Le résultat fut une collision frontale des 2 navires. L'incident a atteint son paroxysme lorsque les 2 équipages ont désécurisé leur armement pour finalement conserver leur calme. (oceanews.fr 27.09)

3.2- Panos Kammenos, le président du parti des « Grecs Indépendants » est féroce contre les politiques d'austérité appliquées sans succès en Grèce. Il y a quelques mois, il a accusé le frère de Georges Papandréou, Andréas, de s'être enrichi à la faveur de la crise en jouant avec les CDS depuis son entreprise d'investissement basée en Suisse.

Hier, Panos Kammenos a lancé un appel sur sa page Facebook pour demander le support des utilisateurs dans le cadre de cette affaire. Dans ce message, il semble accuser Andrikos Papandréou de lui avoir proposé 1 million d'€ pour se taire.

L'impression écran du message sur sa page Facebook :

Message de P. Kammenos sur son mur Facebook

Ce jeudi 27 septembre, je vous demande votre présence et votre soutien au tribunal de l'ancienne Académie à 9h devant le bâtiment 4 où Andrikos Papandréou me propose 1 million d'€ contre mon silence pour le vol des 26 milliards d'€ dans le cadre des CDS de la banque postale.

C'est la bête qui fait des profits sur le dos de nos familles.

Si il ne vient pas comme la dernière fois, nous ferons le procès devant sa maison....

Nous sommes nombreux

Nous sommes indépendants

Nous sommes grecs

P. Kammenos semble donc accuser Andrikos Papandréou de vouloir acheter son silence. Réelle info ou second degré ? Dur à dire tant P. Kammenos n'en est pas à sa première rumeur. Néanmoins, cette affaire de CDS est sérieuse car en juillet dernier, le procureur Grigoris PEPONIS a appelé à un complément d'enquête sur l'implication éventuelle d'Andrikos Papandréou dans les opérations de credit default swaps (CDS) sur la dette grecque par la Postbank hellénique, à un moment où Papandréou était premier ministre du pays.

Après le scandale des 10 milliards qui auraient été détournés par 3 cadres de la Nouvelle Démocratie et la liste des 32 politiciens (ND, PASOK, KKE, Grecs Indépendants et LAOS) pour lesquels la SDOE, la brigade financière grecque, a des suspicions de corruption, cette affaire est donc à suivre avec attention.

A noter : Andrikos Papandréou s'appelle en réalité Andréas Papandréou, mais il est plus souvent appelé Andrikos pour éviter toute confusion avec son père Andréas, fondateur du PASOK. (oceanews.fr 25.09)

4- Egypte

Le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a déclaré mercredi que son pays était hostile à toute intervention militaire étrangère en Syrie, tout en prônant un règlement négocié du conflit.

Les déclarations du chef de l'Etat égyptien tranchent avec la position adoptée par l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, qui a appelé mardi les pays arabes à passer outre le Conseil de sécurité de l'Onu et à intervenir directement pour faire cesser le bain de sang en Syrie. (Reuters 26.09)

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs a dépassé trois millions en août en France, a confirmé mercredi le ministre socialiste du Travail, qui en a imputé la responsabilité au gouvernement de droite précédent.

Michel Sapin, qui anticipait de quelques heures l'annonce officielle d'une hausse du chômage pour le 16e mois de suite, a estimé que c'était une raison du changement de président, de majorité et de gouvernement en France, en mai et juin derniers.

Il a laissé entendre que le gouvernement précédent et les chefs d'entreprise avaient "*caché, dissimulé ou repoussé de mois en mois*", pour des raisons électorales, des plans sociaux qui, aujourd'hui, sont en train d'exploser.

"Donc, je dirais que ce n'est pas quelque chose qui est dû à notre politique", a ajouté le ministre du Travail. "C'est malheureusement ce qui est dû à la politique précédente."

(Mais comme il est appelé à faire la même politique... -Ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé que l'objectif d'une inversion de la courbe du chômage d'ici fin 2013 serait "*difficilement*" atteignable dans un contexte de croissance nulle ou "*molle*".

"C'est un pari risqué", a-t-il dit sur Europe 1. "Quand on a une croissance proche de zéro, le chômage augmente, il y a un effet quasi mécanique puisque l'activité n'est pas là."

(Mailly s'en fout visiblement, pour lui c'est un "*pari*" ! - Ndlr)

Son homologue de la CFDT, François Chérèque, a cependant jugé sur RMC et BFM-TV que le phénomène n'était pas "*inéductible*", bien que la France connaisse le chômage de masse depuis 30 ans.

"Je crains qu'on ne s'habitue trop à cette situation", a-t-il poursuivi. "Il est temps d'aller sur le fond (...) Nous avons un tissu productif qui n'est pas assez efficace et compétitif (...) La France n'est pas adaptée à la mondialisation." (Reuters 26.09)

(Le jaune fidèle à lui-même ! Lui aussi, il s'en tape complètement, qui parmi les chômeurs peut s'y "*habituer*" ? - Ndlr)

2- Grèce

2.1 - Avions cloués au sol et trains à l'arrêt, magasins rideaux tirés et service minimum dans les hôpitaux, la Grèce a tourné au ralenti mercredi lors de la première journée de grève nationale contre l'austérité depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition en juin.

A Athènes, près de 70.000 personnes ont marché en direction de la place Syntagma, devant le Parlement dont les accès étaient barrés par la police, en scandant "*Ne plions pas devant la troïka*" des bailleurs de fonds et "*UE, FMI, dehors !*"

A Salonique, deuxième ville du pays, dans le nord, la participation étaient évaluée à près de 18.000 personnes.

A l'issue du rassemblement place Syntagma, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes sur des dizaines de jeunes manifestants cagoulés qui leur jetaient des pierres, des bouteilles et des cocktails Molotov, tandis que des hélicoptères survolaient le quartier.

Des arrêts de bus ont été saccagés et des conteneurs à ordures incendiés. Il y a eu 120 interpellations.

Les policiers ont empêché un retraité de se rendre devant les bureaux du Premier ministre avec une pancarte portant les photos de plusieurs chefs du gouvernement présentés comme *"les pires traîtres de l'histoire grecque"*.

L'appel à la grève a été lancé par les deux principaux syndicats du pays, Adedy pour la fonction publique et Gsee pour le secteur privé, qui représentent deux des quatre millions d'actifs.

A Athènes, le défilé le plus fourni était celui du front syndical communiste Pame, uni derrière les slogans *"Insoumission"* et *"Pas de nouveaux sacrifices pour la ploutocratie"*. L'autre cortège était mené par les deux centrales syndicales GSEE et Adedy, organisatrices de cette journée d'action destinée à *"repousser les nouvelles mesures dures, injustes et inefficaces"*.

Il s'agit du premier test important pour le gouvernement du Premier ministre Antonis Samaras, qui a bénéficié du calme de la rue au cours de la traditionnelle trêve estivale.

"On ne peut plus supporter ça. Nous sommes exsangues, ce n'est plus possible de nourrir nos enfants", déclare Dina Kokou, enseignante de 54 ans et mère de quatre enfants qui doit vivre avec 1.000 euros par mois. *"Les hausses d'impôts et la baisse des salaires sont en train de nous tuer."*

"Hier, les Espagnols sont descendus dans la rue, aujourd'hui c'est nous, demain ce sera les Italiens et plus tard tous les peuples d'Europe", a lancé à la foule Yiorgos Harisis, un responsable de l'Adedy.

"Avec cette grève, nous envoyons un message fort au gouvernement et à la troïka. Leurs mesures ne passeront pas, même si elles sont votées au Parlement, parce que les jours de ce gouvernement sont comptés", a-t-il ajouté.

Les navires sont restés à quai dans les ports du pays, les magasins ont baissé leurs rideaux et les musées et monuments ont été fermés pour la journée. Les contrôleurs aériens ont également cessé le travail pendant trois heures tandis que les hôpitaux n'ont assuré que les services d'urgence.

Un sondage réalisé la semaine passée par l'institut MRB révèle que 90% des Grecs estiment que ces coupes budgétaires sont injustes et qu'elles pèsent avant tout sur les pauvres.

Le gouvernement d'Antonis Samaras, confronté au risque de faillite et à une éventuelle sortie de la zone euro, n'a guère d'autre choix que d'imposer des mesures impopulaires.

La Grèce connaît sa cinquième année consécutive de récession et les observateurs estiment que la patience de la population est en train de s'épuiser et pourrait faire exploser la fragile coalition gouvernementale. (Reuters 26.09)

2.2- Les propriétaires de voitures qui n'ont pas assuré leurs véhicules, tel que requis par la loi, peuvent s'attendre à recevoir une notification du Secrétariat Général des Systèmes d'Information leur demandant de produire un contrat d'assurance ou de payer 250 euros et voir leur voiture assurée. Une vérification a révélé que près de 2 millions de propriétaires de véhicules n'ont pas d'assurance.

S'ils ne respectent pas l'avis de l'agence du ministère des finances, leurs données seront ensuite transmises à la police pour appliquer les sanctions prévues par la loi, des peines de prison allant de 2 à 12 ans.

Les données du ministère des Transports et des assureurs semblent montrer que sur 7 millions de véhicules sur les routes du pays, pas plus de 5 millions sont assurés.

Bien qu'un certain nombre de véhicules n'ont pas besoin d'assurance, tels que les voitures d'Etat et diplomatique, les véhicules de la police, etc , leur nombre exact n'est pas connu. (oceanews.fr 26.09)

3- Afrique du Sud

Julius Malema s'est livré mercredi à la police dans sa ville de Polokwane (nord) en prélude à sa comparution devant un tribunal local en lien avec des marchés publics suspects, a constaté l'AFP.

Malema doit être inculqué pour blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon un brouillon de l'acte d'accusation.

Des accusations niées par l'intéressé dont l'entourage et les partisans dénoncent une manoeuvre politique destinée à faire taire celui qui depuis un an se livre à des attaques incessantes contre le président Jacob Zuma et les ratés de l'Afrique du Sud

post-apartheid.

Des centaines de sympathisants s'étaient massés près du commissariat de police de Polokwane pour assister à l'arrivée de Malema.

Ancien président de l'aile jeunesse de l'ANC au pouvoir et ancien soutien de M. Zuma, Julius Malema, 31 ans, a été exclu en avril pour indiscipline après avoir multiplié les dénonciations virulentes de la pauvreté dans laquelle vit la majorité des Sud-Africains 18 ans après la fin du régime raciste en 1994.

Son passage devant le tribunal survient juste au moment où Malema est revenu sur le devant de la scène à l'occasion des grèves qui secouent le secteur clé des mines et qui ont dégénéré en une éruption de violences.

Il a appelé les mineurs à la révolution et juré de rendre "ingouvernable" un secteur dont il demande la nationalisation. (AFP 26.09)

ECONOMIE

France

Les PDG des deux constructeurs automobiles français ont tiré la sonnette d'alarme face à la dégradation du marché européen et français et appelé les pouvoirs publics à lancer de toute urgence le chantier du coût du travail dans l'Hexagone.

A la veille de l'ouverture à la presse du Mondial de l'automobile, Carlos Ghosn, PDG de Renault, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, ont tous deux dressé un constat alarmant devant l'évolution des ventes de voitures sur le continent depuis l'été.

Carlos Ghosn souligne que le problème de Renault était moins lié aux surcapacités qu'à la compétitivité de ses usines françaises. "*Aujourd'hui, le principal sujet de Renault, notre urgence même, c'est notre compétitivité en France*", dit-il.

"*Renault ne peut pas traiter tout seul le problème de la compétitivité de la France*", estime Carlos Ghosn, disant maintenant attendre du gouvernement "*des choix et un plan d'action*".

"*Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail, notamment dans l'industrie*", a-t-il poursuivi. En interne, Carlos Ghosn entend engager d'ici la fin de l'année une concertation avec les syndicats sur ce sujet.

PSA a déjà négocié en juillet un accord de compétitivité - flexibilité accrue et gel des salaires - en échange de l'attribution d'un nouveau modèle et du maintien des emplois sur son site de Sevelnord (Nord).

"*Il est extrêmement important d'alléger les charges sur les emplois industriels*", a souligné lui aussi Philippe Varin. "*Si nous arrivions à baisser nos coûts salariaux de 5 à 10%, ce serait très substantiel pour le groupe*".

Le groupe sochalien, tout comme Renault, ont actuellement recours au chômage partiel pour ralentir la cadence de leurs usines et ajuster la production à une demande en berne. Philippe Varin a une nouvelle fois prôné la possibilité d'utiliser ce dispositif sur des périodes plus longues, sur le modèle allemand du "*kurzarbeit*". (Reuters 26.09)

Carlos Ghosn, PDG de Renault (et Nissan), près de 10 millions d'euros de salaire annuel, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, plus de 3 millions d'euros de salaire annuel, ils demandent aux syndicats de négocier des baisses de salaires des salariés et cette pourriture acceptée, cherchez l'erreur.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 septembre

CAUSERIE

Rectificatifs.

J'avais oublié l'article *L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "attaqué par des lobbies"* (25.09), j'avais aussi omis de mettre en italique certains passages dans plusieurs articles.

J'ai rectifié la phrase suivante dans la causerie d'hier, il fallait lire : "De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire", j'avais oublié de mettre à la forme négative la dernière proposition !

Un courriel reçu d'un camarade et vieux militants.

- "C'est peu dire que tu est bon, sur tous les sujets qui demandent une réelle connaissance technique : commerce, géopolitique, économie, et beaucoup d'autres sujets que je ne peux moi analyser qu'avec ma conscience de classe et mon intuition de prolo qui se réfère je ne dirais pas au marxisme (que je ne suis pas capable de maîtriser complètement) mais seulement au Manifeste communiste, je mesure au bout de ma vie le manque de connaissances, et quelque part cela me fout le cafard.

En son temps je te disais que tu serais plus utile à la classe ouvrière en France dans un parti, sinon a sa tête, finalement je ne suis pas sûr, le site établi de l'Inde te permet de réfléchir et de travailler pour ceux qui comme moi en ont un grand besoin. Fraternellement et merci."

Ton courrier me touche beaucoup. Moi aussi je suis un ouvrier et je le resterai jusqu'à la fin de mes jours. Si je te disais que je regrette de ne pas avoir une capacité intellectuelle plus grande, tu vas me répondre qu'on est d'accord, et si j'ajoutais de ne pas être un intellectuel, là tu ne me comprendrais plus, ce que je veux dire par là c'est que les intellectuels sont écoutés, respectés, alors que la parole des ouvriers ne vaut pas grand chose, la société est ainsi faite et les partis reproduisent ce genre de rapports. J'en connais qui se moquent de mes causeries, ils me l'ont écrit, ce qui me laisse indifférent.

Entre nous, il y a bien des choses que je ne comprends pas, mais cela ne me pose pas de problèmes. Raison de plus pour rester modeste.

L'avantage de ma situation en Inde, c'est que je peux consacrer la quasi-totalité de mon temps au site ou notre cause, ce qui ne serait pas le cas en France. Mercredi soir et dans la nuit il a plu et il y avait du vent, du coup j'ai pu dormir les fenêtres ouvertes sans même utiliser le ventilateur, du coup j'ai bien dormi, à peine cinq heures alors que j'ai des années de sommeil à rattraper, mais cela m'a suffi, je me suis levé à 5h20 en pleine forme avec le lever du jour et sur les coups de 6h j'étais au boulot, par chance ils n'ont pas coupé le courant. Voilà ce qui explique pourquoi j'ai bien bossé hier.

C'est vrai qu'en France je perdrais beaucoup de temps dans des discussions à n'en plus finir qui ne serviraient à rien la plupart du temps, chacun étant convaincu d'avoir raison, comme si les idées qu'il défendait lui appartenaient, on s'identifie avec ses idées, c'est une erreur, au niveau d'un parti c'est dramatique quand les dirigeants ne sont pas à la hauteur, et dans la vie en général cela l'est tout autant, je parle en connaissance de cause pour avoir commis cette erreur autrefois, ce qui m'a coûté de perdre la femme que j'aimais éperdument, ce n'est pas rien car elle est irremplaçable et me manque toujours. Engels avait raison, c'est une perte de temps de discuter avec des militants qui à défaut d'être capables de réfléchir par eux-mêmes, répètent comme des perroquets la soupe que leur servent leurs dirigeants, alors qu'il y a des millions de travailleurs inorganisés qui ne demandent qu'à comprendre ce qui se passe.

Je te rassure, tu n'as pas à avoir le cafard parce que tu manques de connaissances comme tu dis, ce serait formidable si les travailleurs et même les militants avaient ton niveau de conscience politique, je te le dis sincèrement, c'est cela le plus important au bout du compte, les connaissances, il y en a qui en regorgent et ne savent pas quoi en faire ou qui ne trouvent pas à les employer à bon escient.

J'ai connu un militant à l'OCI qui était capable de réciter des pages entières d'ouvrages qu'ils avaient lues, et quand une femme s'adressait à lui le malheureux se mettait à rougir tellement il était mal dans sa peau et avait des problèmes à régler avec lui-même, en comparaison j'oublie dans la seconde qui suit ce que j'ai lu, en fait je n'en garde que la substance que je traduis sous une forme pratique, par contre je me sens parfaitement bien dans ma vieille peau, cela n'a pas toujours été le cas, j'ai fait des progrès sur ce plan-là aussi. Avec mon ex-épouse qui militait avec moi à l'OCI, on avait fait le constat un jour que la plupart des militants de cette organisation avaient de graves problèmes personnels, pour eux militer c'était une sorte de psychothérapie de groupe, donc critiquer leur parti ou leurs dirigeants c'était comme attenter à leur vie sur le plan psychologique, processus se déroulant inconsciemment évidemment.

On est comme on est, à condition de travailler sans cesse à s'améliorer sur tous les plans, quant au reste, on n'en est pas comptable, on ne peut pas se débarrasser totalement des tares que leur société pourrie nous a léguées. Quelque part j'ai quand même une vie de privilégié, je suis un rentier, cela me fait marrer chaque fois que j'y pense, un rentier qui se démerde pour avoir juste de quoi survivre. Je pourrais être porté à tout relativiser, c'est ce que font les intellectuels en général, sauf que voilà, contrairement au PS je n'ai jamais rompu avec mon origine ouvrière, du coup je suis resté très sensible aux difficultés quotidiennes que rencontrent les couches inférieures de la classe ouvrière, je baigne dedans en permanence en Inde, celles qui n'intéressent personne, cela tombe bien puisque c'était les couches auxquelles s'adressaient autrefois les marxistes, s'en écarter, c'est abandonner le socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les partis pour en avoir la confirmation, je n'invente rien hélas !

Le problème dans la vie ou le militantisme pour s'en sortir c'est d'être capable de faire la part des choses, c'est difficile, il faut acquérir les bons outils pour y parvenir, le marxisme évidemment, c'est quelque chose qui se travaille sans cesse. On a vu des marxistes remarquables comme Kautsky ou Plekanov sombrer complètement, cela donne à réfléchir. Quand je dis réfléchir, c'est y réfléchir aussi souvent et aussi longtemps que nécessaire jusqu'à trouver une réponse satisfaisante. Cher camarade, c'est une qualité formidable de reconnaître honnêtement ses faiblesses comme tu le fais, ce qui signifie que tu as forcément progressé dans la vie, tu peux donc dormir tranquille si je peux me permettre ce jugement.

On arrête là et on va faire un peu de politique pour rester en forme.

A propos des institutions européennes qui seraient indépendantes, poursuivons la causerie d'hier.

Il m'est venu un complément à l'esprit, comme quoi je ne me contente pas de penser une fois à un sujet et puis basta, c'est à prendre ou à laisser, non je gratte, je creuse, je veux aller le plus loin possible dans chaque analyse, ce qui ne garantit pas du résultat il faut le préciser.

Ce sont les Etats qui alimentent en commissaires, en gouverneurs, en technocrates, etc. les institutions européennes, et en fonds aussi. Donc si vous ne coupez pas à la source l'approvisionnement de ces institutions, il n'y a aucune raison qu'elles disparaissent un jour. C'est évident, c'est facile à comprendre, non ? Qui peut démontrer le contraire ?

Une dernière info qui le confirme : La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

Contrairement à beaucoup d'autres, je ne balance pas une idée puis je m'y accroche désespérément, non, à partir des faits qui nous sont soumis je vérifie si ce que j'ai écrit précédemment était confirmé ou invalidé et si nécessaire j'affine mon point de vue ou je le corrige. C'est ce que j'ai fait à propos de la Libye.

Vous voulez vous attaquer au MES, alors attaquez-vous au ministre des Finances.

Il existe deux conceptions de la lutte de classe. L'une qui ne s'attaque qu'aux conséquences de la survie du capitalisme, c'est celle adoptée par la totalité du mouvement ouvrier qui consiste à faire en sorte que les travailleurs supportent l'existence du capitalisme, donc y soient totalement subordonnés, enchaînés et sans d'autres perspectives politiques, l'autre qui fait le lien avec ses fondements et les institutions qui le légitiment et s'attaque aux trois à la fois, seule manière pour parvenir à comprendre les rapports qui existent entre nos besoins insatisfaits, le capitalisme et ses institutions politiques.

Tous les partis et tous les syndicats sans exception s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux députés, ainsi ils les légitiment et ferment la porte à toute issue politique au-delà des institutions de la Ve République et du capitalisme. Ils font ainsi exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire pour que la classe y gagne en indépendance, ainsi que leurs organisations et partis.

Quand vous faites dépendre votre destin des institutions (le chef de l'Etat, ses ministres, les députés), comment allez-vous vous y prendre pour expliquer ensuite aux travailleurs qu'elles sont illégitimes et qu'il faudra les renverser, votre discours sera incohérent, il vous sera impossible d'inspirer confiance aux travailleurs. Comment vous y prendrez-vous ensuite pour les convaincre de se mobiliser ou seulement de s'intéresser à des questions qui les concernent une fois que vous les avez dépossédé de leur responsabilité en vous en remettant à des élus ?

Ensuite ces partis ou formations politiques peuvent émettre des réserves ou se perdre en conjectures, cela n'y change rien, ils soutiennent le régime, et vous savez pourquoi, parce qu'il pourrait devenir pire demain, ils veulent éviter aux travailleurs de connaître le drame que vivent les Grecs, les Portugais et les Espagnols, alors que chacun sait qu'ils n'y échapperont pas, heureusement, sinon vous pourriez dire adieu au socialisme, malheureusement, parce qu'il n'existe à ce jour aucun parti révolutionnaire pour avancer dans cette voie, ils ont tous capitulé honteusement.

Ce sont les intellectuels qui portent la responsabilité de la situation actuelle, ceux qui sont organisés dans des partis et les autres, ils sont atteints d'une régression intellectuelle aiguë, alors ne jugez pas durement les ouvriers qui peinent à réfléchir dans des conditions autrement plus difficiles.

Les intellectuels sont des fainéants et des nantis qui se laissent vivre et dissertent à longueur de temps sur la société qu'ils ne se sont même pas donnés la peine d'étudier sérieusement. C'est plus confortable d'adopter les idées de la classe dominante, de se dire que le capitalisme est l'horizon indépassable et de tirer un trait sur le socialisme. Les intellectuels qui militent conceptualisent les rapports qui existent dans la société, ils sont incapables de saisir de quelle manière les masses les vivent au quotidien, sauf rares exceptions qui confirment la règle.

Le propre de l'intellectuel, c'est d'avoir réponse à tout, même à ce qu'il ignore totalement, et si dans un accès de modestie il lui

vient l'idée de vous demandez votre avis sur un sujet, ce ne sera pas pour en tenir compte mais pour la comparer à l'idée communément admise derrière laquelle il se rangera généralement, car il a avant tout un esprit comptable, et s'il partage votre point de vue, ce sera parce qu'il a le sentiment que cela vient de lui ! Pour un ouvrier qui aborde les choses simplement, un intellectuel sera passablement insupportable.

Les intellectuels n'ont pas été foutus d'interpréter correctement le développement historique du capitalisme, ils n'y ont rien compris, et ce sont eux qui sont en charge de l'éducation des masses laborieuses à travers l'école, l'université, les médias, les partis politiques et les institutions, l'Etat. Il faudra attendre une terrible défaite ou une catastrophe pour qu'ils se secouent les méninges...

L'homme est ainsi fait qu'habituellement il ne peut pas accéder à la compréhension du monde ou autres choses autrement qu'en étant confronté à une épreuve pénible ou pire encore. S'il lui reste une marge de manoeuvre pour s'en sortir à temps, tant mieux, sinon tant pis, et le pire, c'est que dans ce cas-là comme il n'aura pas été en état de réfléchir posément, il n'en tirera aucun profit pour le futur et ainsi de suite.

On conçoit dès lors qu'il soit difficile de faire progresser le niveau de compréhension de la société des travailleurs, une des conditions pour changer la société.

On partage le constat que le capitalisme a su trouver les ressources nécessaires pour surmonter chaque crise depuis un demi-siècle. Par contre, ce que l'on ne peut pas admettre, c'est que la gigantesque crise qui pointerait forcément à l'horizon avec le développement de la Chine et de la Russie une fois rétablie le capitalisme dans ces pays-là et la féroce concurrence qu'ils se livreraient avec les Etats-Unis et les puissances occidentales européennes, n'ait pas été prévue ou intégrée dans la perspective ou la stratégie de la révolution socialiste internationale, au point de se retrouver totalement désarmés le moment venu pour l'affronter, ce qui est le cas aujourd'hui. Parce que l'effondrement du capitalisme et le risque de guerre mondiale avaient été écartés pour un temps, on a perdu de vue qu'ils se réaliseraient un jour ou l'autre, on a "oublié" d'y préparer les masses qui tombent soudain des nus.

Dans ce contexte, la première réaction (inconsciente) a été d'essayer de sauver ce qui pouvait l'être encore, sans réaliser que sans situer notre combat dans une autre perspective au-delà du régime en place, finalement on serait broyé.

La réaction suivante a consisté à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, généralement on qualifie un tel processus de réactionnaire je le rappelle en passant, à revenir au capitalisme du début de la seconde moitié du XXe siècle ainsi que les institutions qui allaient avec, d'où les odes en direction de la République, de la démocratie, du Conseil national de la résistance, de la IVe République, se réfugiant dans un passé révolu au lieu de prendre appui sur les contradictions actuelles du capitalisme dans une perspective révolutionnaire.

Quelque part les travailleurs sentent bien que les choses ne seront plus jamais comme avant, que "l'âge d'or" des Trente glorieuses qui a profité à certains appartient au passé. Par contre, ils sont incapables de se projeter dans le futur puisque, soit on les enferme dans le présent, soit on leur demande de se tourner vers le passé, ce qui dans les deux cas ne présentent aucun avenir pour eux.

Renouer avec le socialisme, c'est se projeter dans le futur, c'est la seule voie pour que l'horizon apparaisse sous un jour nouveau ou se dégage. Mais renouer avec le socialisme, c'est renouer avec les enseignements qui sont issus du niveau le plus élevé jamais atteint par l'expérience du mouvement ouvrier international, la révolution russe, le léninisme qui en est la quintessence, en l'adaptant à notre époque, en tenant compte des transformations de la société et du monde, sans en renier les principes.

Les capitalistes ne sont pas des philanthropes.

Jean-Marc Ayrault a estimé que la stratégie du groupe n'était pas claire. "*Quelle est la stratégie de Mittal ? C'est de faire disparaître la fabrication d'acier en Europe pour développer ses activités en Asie ?*" a-t-il demandé lors de l'émission "Des paroles et des actes" sur France 2. (Reuters 27.09)

Les entreprises vont s'installer là où le marché est appelé à se développer, où elles réalisent déjà ou réaliseront dans un futur proche le maximum de profit, normal, non ? Comment, on ne vous avait pas averti ?

Le capitalisme vous condamne à vivre de plus en plus en plus mal, à vivre un véritable cauchemar ou pire encore, telle est la réalité, soit vous l'accepter, soit vous vous organisez et vous essayer de comprendre ce qui est en train de se produire pour changer les bases de la société, telle est l'alternative qu'il faut soumettre aux travailleurs.

On va encore nous rétorquer que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, il est vrai qu'en employant un langage qu'ils ne peuvent pas comprendre, on arrive forcément à cette conclusion. Je prétends le contraire, à chaque situation, aussi complexe soit-elle, il est possible de procéder par analogie ou métaphore pour leur rendre accessible, c'est une question de volonté mais pas seulement, il faut avoir confiance dans la capacité des travailleurs à comprendre la société dès lors qu'on

leur explique simplement.

ACTUALITE EN TITRES

Effets d'annonce et reniement à venir.

- Face aux plans sociaux, Ayrault promet un Etat fort, qui "*jamais*" ne renonce - AFP

- Montebourg: "*c'est un bras de fer qui s'engage avec Mittal*" - L'Expansion.com

Il avait tenu le même discours à propos de PSA...

- "Des paroles et des actes" : Jean-Marc Ayrault laisse la porte ouverte à la CSG sociale - LePoint.fr

Une majorité pour le TSCG pas sur le cumul des mandats, sans blague !

- Bel (PS): "*pas de majorité sur l'interdiction du cumul des mandats au Sénat*" -

En famille

- Islam - Copé : "*Je suis très heureux de voir que Manuel Valls reprend mes propositions*" - LePoint.fr AFP

Parole de nantis.

- ArcelorMittal : «*Il est urgent d'attendre*» dit Force Ouvrière - Liberation.fr

Dictature du capital. Juge et partie.

- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

"*Le président allemand Joachim Gauck a signé aujourd'hui le décret qui ratifie le traité du 2 février 2012 instituant un Mécanisme de stabilité européen*", a écrit le présidence allemande dans un communiqué.

"*Je salue l'entrée en vigueur du traité du MES*", après la signature des décrets de ratification en Allemagne, a réagi Jean-Claude Juncker, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro dans un communiqué à part.

"*L'Estonie va ratifier le traité dans les jours qui viennent, mettant un point final au processus de ratification par les 17 Etats de la zone euro*", a-t-il indiqué, soulignant le rôle central du MES dans la réponse à la crise.

La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a approuvé jeudi un budget 2013 marqué par l'austérité, dans un climat d'intense protestation sociale et de regain de tension des marchés, impatients de voir la quatrième économie de la zone euro solliciter son sauvetage financier.

Pour rassurer, le plan de 43 réformes également approuvé jeudi inclut donc *"la mise en marche d'une autorité budgétaire indépendante qui sera chargée d'anticiper les dérapages qu'il pourrait y avoir dans le budget"*, a annoncé la porte-parole.

Ce train de réformes, négocié avec Bruxelles, inclut la poursuite de la réforme du travail, un allègement de l'appareil administratif et des mesures destinées à libéraliser des secteurs comme l'énergie ou les télécommunications.

Sans surprise, la Commission européenne a salué ce plan, le commissaire en charge des Affaires économiques Olli Rehn estimant qu'il *"comporte des mesures concrètes, ambitieuses et bien ciblées"*.

Il s'agit en effet d'un exercice crucial pour Madrid: *"de la crédibilité (de ce budget auprès des investisseurs) dépendra le déclenchement de la demande d'aide"*, prévient la maison de courtage Link Securities.

A ce contexte tendu s'ajoute une véritable crise politique et sociale à l'intérieur du pays, secoué par des manifestations, parfois violentes, contre l'austérité, pendant que la Catalogne, agitée par une poussée indépendantiste, a annoncé des élections anticipées pour novembre.

Malgré tout, le gouvernement garde le cap sur la rigueur et son plan annoncé jeudi est perçu par les analystes comme l'avant-dernière étape avant de demander le sauvetage.

Signe de la grave situation dans laquelle se trouve le pays, avec un taux de chômage de près de 25%, les deux tiers (63,6%) du budget sont consacrés aux dépenses sociales.

En 2013, les seuls postes qui augmentent sont les pensions de retraite, qui devraient monter de 1%, les bourses dans l'éducation et les intérêts de la dette publique, ces derniers bondissant de 34% à 38,6 milliards d'euros sous la pression des marchés.

Le reste du projet est marqué par une succession de coupes: les dépenses des ministères sont réduites de 8,9% en moyenne pour économiser 3,9 milliards, les salaires des fonctionnaires sont gelés pour la troisième année consécutive et la rigueur appliquée aux régions, où sont gérés les budgets de la santé et de l'éducation, doit rapporter 7 milliards.

Côté recettes, la plus grande partie découlera de la hausse de la TVA et d'autres impôts, avec 15 milliards attendus. (AFP 27.09)

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a estimé jeudi que la seule manière d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire était de fixer une *"ligne rouge claire"* à ne pas franchir à Téhéran pour l'inciter à mettre un terme à son programme controversé d'enrichissement d'uranium.

"Il n'y a qu'une seule manière d'empêcher pacifiquement l'Iran de se doter de bombes atomiques, c'est de fixer une ligne rouge claire au programme d'armes nucléaires iranien", a-t-il déclaré devant l'Assemblée générale de l'Onu.

"Les lignes rouges ne mènent pas à la guerre. Les lignes rouges empêchent la guerre", a-t-il ajouté.

Alors que le dossier du nucléaire iranien a fait naître des désaccords sur la marche à suivre entre Israël et les Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a une nouvelle fois minimisé les divergences avec son allié américain.

"Israël est en discussions avec les Etats-Unis sur cette question et je suis confiant sur le fait que nous arriverons à définir la marche à suivre ensemble", a-t-il déclaré.

Barack Obama et Benjamin Netanyahu souhaitent tous les deux empêcher l'Iran de se doter de l'armée nucléaire, a indiqué la Maison blanche peu après le discours du Premier ministre israélien.

"Comme le Premier ministre l'a dit, les Etats-Unis et Israël partagent le même objectif, celui d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire", a déclaré le porte-parole de la Maison blanche, Tommy Vietor. *"Le président l'a clairement dit à la communauté internationale lors de son discours à l'Assemblée générale de l'Onu cette semaine. Nous allons poursuivre notre proche coopération pour atteindre cet objectif."*

Israël a brandi la menace d'une attaque préventive contre les installations nucléaires de la République islamique, qui affirme pour sa part ne poursuivre que des buts civils. Selon Netanyahu, d'ici l'été prochain, l'Iran sera sur le point d'avoir suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une bombe nucléaire. (Reuters 27.09)

4- Japon

Le Japon ne fera aucun compromis sur les îles Senkaku-Diaoyu, au coeur d'un contentieux avec la Chine, l'histoire et le droit prouvant que l'archipel dépend de la souveraineté japonaise, a déclaré le Premier ministre Yoshihiko Noda, mercredi.

"Elles sont parties intégrantes de notre territoire au regard de l'histoire et du droit international. Il n'y a pas de problème territorial en soi. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun compromis qui représenterait un recul par rapport à cette position", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée en marge de l'Assemblée générale de l'Onu.

Selon l'agence Chine nouvelle, la délégation chinoise avait déclaré dans la journée que l'archipel faisait partie de son "territoire sacré". (Reuters 27.09)

SOCIAL

1- France

Loire-Atlantique (Reuters) - Près de 500 salariés ont débrayé jeudi matin pendant une heure aux chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), inquiets du "silence du gouvernement" depuis leur entrevue avec Arnaud Montebourg le 11 juin dernier à Paris.

Ils ont demandé un nouveau rendez-vous au ministre du Redressement productif, mais cette fois "à Saint-Nazaire, sous l'autorité du Premier ministre et avec la participation du ministre de l'Economie et des Finances", précisent la CGT, la CFDT et Force ouvrière, à l'origine du mouvement.

Ce dernier survient alors que la direction de l'entreprise, qui emploie 2.100 personnes, a annoncé fin août 19.625 jours de chômage partiel en septembre et octobre, dans un contexte de multiplication des plans sociaux dans toute la France.

Aucune nouvelle commande n'a été enregistrée depuis l'annulation en avril de celle passée en décembre par Viking Ocean Cruises, en raison semble-t-il de la complexité du montage financier de l'opération.

"On s'inquiète de l'absence totale de communication du gouvernement et de notre actionnaire majoritaire", explique Nathalie Durand-Prinborgne, secrétaire de la section Force ouvrière de STX France, qui réclame la nationalisation de l'entreprise, dont l'Etat français est actionnaire minoritaire.

"A l'époque, il n'y avait quasiment pas de chômage total", rappelle Nathalie Durand-Prinborgne. *"Là, c'est beaucoup plus violent : la quasi-totalité des secteurs sont plus ou moins touchés par le chômage partiel. Le vendredi, par exemple, on n'est pas loin de l'opération Entreprise morte."*

"En 2010, on avait aussi obtenu la construction d'un paquebot et de navires militaires, grâce à l'activité du gouvernement de l'époque", ajoute-t-elle. *"On en attend au moins autant du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui nous avait soutenus comme maire de Nantes."*

Les ex-chantiers de l'Atlantique doivent livrer en mars 2013 un paquebot à l'armateur italo-suisse MSC, initialement commandé par une compagnie d'Etat du régime libyen, puis en mai un petit paquebot à l'armateur allemand Hapag Lloyd.

Il ne leur restera alors plus que deux navires militaires à construire, d'ici à 2014 et 2015, pour la Marine russe. (Reuters 27.09)

2- Afrique du Sud

Dans le pays, les mouvements sociaux se sont poursuivis jeudi. Une grève des routiers a été émaillée de violences, faisant six blessés en 48 heures et 45 personnes ont été interpellées.

Dans le secteur minier, le plus affecté depuis août par les arrêts de travail sauvages, le numéro un mondial du platine Amplats a annoncé l'ouverture de procédures disciplinaires contre ses mineurs en grève sauvage, pouvant aller jusqu'au licenciement.

L'entreprise a précisé que moins de 20% de ses 26.000 employés avaient rejoint leur poste de travail jeudi.

Les revendications salariales dans le secteur minier, qui ont touché ou touchent d'autres géants du platine ou de l'or, ont

été exacerbées par les événements de la mine de platine de Marikana en août et septembre.

A sa façon, la ministre des mines Susan Shabangu a illustré l'impuissance du gouvernement jeudi, en déclarant publiquement, plus d'un mois après les événements dramatiques de Marikana: "*Il y a des grèves partout dans le monde, les nôtres posent problème à cause de leur caractère violent. Je n'ai pas la solution mais nous devons tous nous interroger sur ce qui ne marche pas et ce que nous devons corriger*".

Quant aux raisons qui poussent les mineurs à débrayer sans préavis, sans présenter de revendications dans les formes, et à rejeter le puissant syndicat des mines, le NUM, elle a affirmé que c'était du jamais vu: "*Nous étudions le phénomène, et pour l'instant, c'est difficile de dire pourquoi nous avons ça (...)*". (AFP 27.09)

ECONOMIE

France

La dette publique de la France va atteindre le niveau record de 91,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, soit un peu plus encore que les 90,6% attendus jusqu'ici, affirment jeudi Les Echos à la veille de la présentation du projet de budget du gouvernement.

En revanche, grâce à des taux d'intérêt très bas, la charge de la dette restera relativement "*contenue*", selon le site internet du quotidien économique le projet de loi de finances estime qu'elle s'élèvera à 46,9 milliards d'euros en 2013.

De son côté, le taux de prélèvements obligatoires bondirait lui l'an prochain à 46,3% du PIB, globalement en ligne avec le projet électoral du président François Hollande, tout comme les dépenses publiques, stables à 56,3% du PIB. (AFP 27.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 septembre

CAUSERIE

On a eu un gros orage avec de fortes pluies en milieu d'après-midi hier, depuis plus de courant, il est 12h15 du matin. On devait m'installer un panneau solaire avant-hier, puis hier, rien, j'ai donc annulé ma commande et j'ai acheté une seconde batterie qu'on doit me livrer dans l'après-midi. Ma batterie est complètement déchargée et je n'ai presque plus de kérosène pour alimenter le générateur, je vais finir par me retrouver totalement sans courant, donc le site sera actualisé au minimum aujourd'hui et peut-être demain.

J'écrivais encore récemment que tout rapport avec des Indiens était une source d'emmerdement à n'en plus finir, même pour gonfler les pneus de la moto c'est un problème, il faut discuter avec l'employé qui veut les surgonfler de 50%, du coup je roule à moitié à plat ! Pour la même raison je repousse depuis un mois mon prochain passage au bureau d'immigration pour obtenir un visa de 15 ans.

Au fait, bonne balade dimanche à Paris, Hollande et le gouvernement en tremblent déjà !

Défense du marxisme

Paul Lafargue - *Les trusts américains. Leur action économique, sociale et politique* - avril 1903

- Les leaders de la démocratie américaine réclament des marchés avec des discours de "*sang et de tonnerre*". - "*Nous avons besoin des marchés du monde et nous avons besoin de la terre entière, parce que nous avons plus d'intelligence et plus d'esprit d'entreprise que qui que ce soit*", dit Poultney Bigelow, dans une conférence sur la lutte future pour les marchés de l'Est. *Nous avons exterminé les Indiens Peaux-rouges et ce faisant nous sommes devenus un exemple remarquable de la survivance du mieux adapté : cette idée depuis la guerre Hispano-Américaine nous l'avons inculquée aux nations de l'Europe. Nous avons besoin des marchés de la terre, parce que toutes les guerres de notre histoire ont été des luttes pour des marchés. En 1776 et en 1812, nous avons clamé pour ce que nous appelions le libre-échange et quand nous l'avons obtenu nous avons dressé le mur de la protection. L'exposition de St-Louis commémore une lutte pour des marchés. Quand on étudie la guerre de 1861, on s'aperçoit qu'elle était une lutte pour le marché national. Nous avons besoin de forcer les gens du Sud à payer des 20, 30 et 40 % pour mettre en train les industries du Nord. Aujourd'hui nous approchons d'une lutte pour de nouveaux marchés.*" (2).

(2) Deuxième discours d'une série de Conférences sur nos nouveaux problèmes dans le monde de la politique, délivrées par Poultney Bigelow à la Ligue pour l'Education politique. 1903.

Rien n'a changé depuis un siècle, à ceci près qu'à la lutte pour de nouveaux marchés est venue s'ajouter celle à travers le monde pour s'approprier les matières premières indispensables à leur développement futur, c'est ce que nous mettons en lumière dans une causerie ces derniers jours. Cet ouvrage de Lafargue est en ligne dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Paroles de vendus

PCF. Après la présentation du budget 2013 en conseil des ministres hier matin

Le secrétaire national du PCF et sénateur Pierre Laurent y voit une « *erreur de diagnostic* ». " *Le cap principal est mis sur le désendettement, alors qu'il devrait être un budget de soutien à la relance*". (AFP 28.09)

Faire repartir la machine capitaliste, ils y tiennent, normal ils en vivent, pas nous !

PdG. " *A partir d'aujourd'hui, les Français ont la confirmation que le budget est fait sur le modèle d'austérité* ", a déclaré le coprésident du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon lors d'une conférence de presse.

" *Nous avons la certitude que c'est un contre sens économique d'organiser, comme sont en train de le faire tous les dirigeants européens, une politique d'austérité*", a-t-il ajouté.

" *Si c'est un budget de combat, je vois mal ce qui est combattu*", a-t-il estimé, devant la presse.

M. Mélenchon ne s'est toutefois pas prononcé à ce stade sur une consigne à donner aux groupes parlementaires: ces derniers " *évalueront ce que la discussion budgétaire (à l'Assemblée et au Sénat, ndlr) aura donnée*", a-t-il dit.

" *Voter +contre+, c'est quand on n'arrive à parler de rien. Voter +pour+ c'est dans le cas où le chef du gouvernement comprend que la règle des 3% nous mène nulle part. L'abstention est un refus de soutenir et une suspension du jugement quand à la condamnation*", a-t-il affirmé. (AFP 28.09)

Il voit " *mal ce qui est combattu*", nous nous le voyons très bien, nos droits et nos acquis. Si le gouvernement ne combat pas le capitalisme, qui combat-il sinon son pendant, les travailleurs, non ?

CFDT. A propos du budget 2013. Selon Véronique Descacq, secrétaire nationale de la CFDT : « *Pour la CFDT, ça va dans le bon sens* » (Public Sénat 28.09)

Parole de jaune, normal.

Remerciement. Avec la caution des syndicats. Les bienfaits de la privatisation.

La hausse de 2% des tarifs du gaz pour les ménages en France est insuffisante et aurait dû atteindre 6,1% pour couvrir les coûts de GDF Suez, estime la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans un avis publié vendredi au Journal officiel.

GDF Suez, dont l'Etat détient 36% du capital, s'appuie sur la loi pour formuler ses demandes de hausses des tarifs réglementés pour les ménages, qui concernent quelque 9 millions de foyers.

Le groupe a déjà obtenu cet été l'annulation d'un gel des tarifs décidé par le précédent gouvernement et, en conséquence, une hausse rétroactive.

Les tarifs réglementés sont aujourd'hui calculés en fonction d'une formule qui prend en compte les coûts d'approvisionnement, de transport, de stockage, de commercialisation et de distribution du groupe.

En vertu d'un accord conclu fin 2009 entre GDF Suez et l'Etat, ils sont susceptibles d'être révisés tous les trois mois en fonction de l'évolution des coûts d'approvisionnement et sous contrôle de la CRE.

" *La hausse de 2% des tarifs réglementés de vente prévue par le projet d'arrêté n'est pas suffisante pour couvrir les coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement de GDF Suez estimés au 1er octobre 2012*", écrit la CRE. (Reuters 28.09)

Dans cette page à lire l'article : *La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)*.

La composition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) figure dans le site à l'adresse suivante : <http://www.luttudeclasse.org/textes.htm>. Il leur suffit de déclarer qu'un des éléments entrant dans le coût du prix du gaz a augmenté pour augmenter indéfiniment leur tarif, voilà ce que la présence des syndicats dans la CRE légitime. L'indépendance des syndicats existe, la preuve, ils soutiennent les actionnaires de GDF Suez !

Décryptage.

Beaucoup de gens ne lisent ou ne retiennent que les titres des infos qui leur sont proposés par les médias, on avait évoqué cette question dans une causerie récemment.

Titre : Un des auteurs de "L'innocence des musulmans" arrêté - Reuters

Réaction du lecteur lambda : vous voyez bien que ni les démocrates ni les républicains n'étaient dans le coup, encore moins Israël, vous racontez n'importe quoi, vous êtes sous l'emprise de la théorie du complot...

Mais qu'en est-il en réalité ? Ils ont arrêté l'un des producteurs du film islamophobe "L'innocence des musulmans", Nakoula Basseley Nakoula, mais pour un tout autre motif : il a été placé jeudi en détention provisoire par une juge de Los Angeles parce qu'il n'avait pas respecté une des clauses de sa remise en liberté conditionnelle en 2011 qui lui interdisait d'utiliser Internet et un pseudonyme, et non pour avoir participé à la production de ce film puisque la liberté d'expression est protégée par l'amendement numéro un de la Constitution américaine.

La liberté d'expression telle que la conçoivent les maîtres du monde est bien utile, c'est elle par exemple qui a permis à G. Bush de prétendre que l'Irak posséderait des armes de destruction massive, même si c'est une pure fiction.

POLITIQUE

1- France

Le général français Jean-Paul Paloméros est devenu vendredi l'un des principaux responsables de l'Otan, avec la lourde charge d'adapter l'Alliance atlantique aux nouvelles menaces stratégiques malgré les restrictions budgétaires.

A 59 ans, l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air devient le militaire français le plus haut gradé au sein de l'Otan. Il succède à son compatriote Stéphane Abrial, dont la nomination en 2009 avait marqué le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique, dont le général de Gaulle avait claqué la porte en 1966.

Présent à Norfolk, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a rendu un hommage appuyé au "*bilan exceptionnel*" du général Abrial.

Ce dernier a eu la haute main depuis trois ans pour mettre en oeuvre l'une des priorités fixées par M. Rasmussen, le concept de "*défense intelligente*" ("smart defence").

Cette initiative a été lancée sur la base d'un constat alarmant. En raison de la baisse des budgets militaires, "*il est de plus en plus difficile dans tous les pays de l'Alliance d'acquérir, voire de maintenir les capacités*" militaires, selon le général Abrial.

Cette tendance risque de creuser encore davantage le fossé entre les pays européens, les plus touchés par les réductions, et les Etats-Unis, qui représentent déjà à eux seuls 75% des dépenses militaires de l'Otan.

L'intervention menée en Libye en 2011 a révélé aux Européens certaines lacunes de leurs armées, en particulier le manque d'avions ravitailleurs et les déficiences dans les moyens de reconnaissance.

"*Il y a matière à être inquiet*", a récemment déclaré le général Abrial. Tous les Etats membres "*ont exprimé leur souhait de maintenir à au moins 2% de leur PIB leur dépenses de défense. Or rares sont ceux qui y arrivent*".

Les Européens doivent parallèlement s'adapter à la nouvelle posture stratégique des Etats-Unis, qui ont fait de l'Asie-Pacifique leur priorité et vont donc réduire leurs forces en Europe.

La "*défense intelligente*" se veut "*une réponse efficace à ces défis*" car elle promeut les projets de coopération ciblés, a

déclaré vendredi M. Rasmussen. Une liste de 150 projets a été établie et 24 d'entre eux "*sont déjà en cours*".

A la tête de l'Allied Command for Transformation (ACT), qui emploie un millier de personnes dont la moitié à Norfolk, le général Paloméros sera chargé d'inscrire dans la durée ce "*changement d'état d'esprit*" alors que nombre de pays sont toujours réticents à partager leur souveraineté et continuent à donner priorité aux intérêts de leur industrie de défense.

Son autre charge sera de tracer un avenir à l'Otan lorsque prendra fin son opération en Afghanistan, qui la mobilise depuis plus de dix ans. Cette intervention est de loin la plus longue, complexe, coûteuse et meurtrière que l'Alliance ait menée depuis sa création en 1949.

"Il va falloir se préparer à affronter de nouvelles sortes de menaces stratégiques après l'Afghanistan", a expliqué le général Paloméros.

Pour s'y préparer, l'Otan a lancé l'initiative "*Connected Forces*", qui vise à renforcer les manoeuvres communes entre armées alliées une fois qu'elles ne combattront plus ensemble sur le théâtre afghan. (AFP 28.09)

Après l'Afghanistan, le Mali, l'Iran ? C'est sous Hollande que la France va participer au plus haut niveau de l'Otan à l'oeuvre "*civilisatrice*" engagée à travers le monde par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux au lendemain du 11 septembre 2001. Cela doit être un exercice d'internationalisme prolétarien, si, si, je rassure ceux qui ont appelé à voter pour lui...

2- Grèce

Twitter s'enflammait hier depuis l'insulte proférée par Evangelos Meimarakis, soupçonné d'avoir participé au détournement de 10 milliards de fonds publics, à un de ses collègues dans les couloirs du parlement. Son collègue a parlé de l'affaire aux médias, ce qui lui a valu les foudres du président du parlement.

Selon des journalites présents sur place, le président du parlement aurait dit :

« J'ai entendu ce matin que tu es allé voir Chatzinikolaou[RealNews] pour le sucer. Suce moi, c'est mieux ! »

Les lecteurs d'OkeaNews connaissent déjà bien le théâtre politique grec. Il semble qu'il ne s'arrange pas et qu'il s'éloigne de plus en plus de Platon, Socrate et Aristote... (okeanews.fr 28.09)

3- Etats-Unis

Barack Obama et Benjamin Netanyahu ont exprimé vendredi leur détermination commune à ne pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire, signe que les deux hommes cherchent à apaiser les récentes tensions entre eux sur ce dossier. Le président américain et le chef du gouvernement israélien se sont entretenus par téléphone, a annoncé la Maison blanche.

'Les deux dirigeants ont souligné qu'ils étaient pleinement d'accord sur leur objectif partagé d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire', écrit la Maison blanche dans un communiqué. Rien n'indique en revanche que les deux hommes se soient rapprochés sur la définition d'une '*ligne rouge*' imposée à l'Iran, que réclame Benjamin Netanyahu. Des deux côtés, on juge cependant que la période est à l'apaisement après un mois de septembre marqué par de vives tensions.

A l'approche de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a publiquement pressé Barack Obama ces dernières semaines de fixer un ultimatum à la République islamique, ce que le président américain refuse. Il a en outre déclaré mi-septembre que les Etats-Unis n'avaient pas le 'droit moral' d'empêcher Israël d'agir contre l'Iran. Cette tactique a été perçue au sein de l'administration Obama comme une ingérence intolérable dans la campagne électorale.

Benjamin Netanyahu a laissé entendre jeudi qu'Israël n'attaquerait pas l'Iran avant le scrutin présidentiel du 6 novembre aux Etats-Unis. Ce geste a été interprété comme le signe de la volonté israélienne de calmer le jeu avec Washington.

Benjamin Netanyahu a aussi eu un échange téléphonique avec Mitt Romney, l'adversaire républicain du président démocrate lors du scrutin du 6 novembre. Mitt Romney accuse Barack Obama d'être trop dur à l'égard d'Israël, proche allié des Etats-Unis, mais trop faible vis-à-vis de l'Iran.

S'adressant aux journalistes à bord de son avion de campagne, le candidat républicain a rapporté qu'il s'était entendu avec Benjamin Netanyahu sur le fait que l'Iran ne devait pas posséder l'arme nucléaire. Il n'a toutefois pas donné son accord à d'éventuelles "*lignes rouges*" imposées à l'Iran. "*Je ne crois pas au bout du compte que nous aurons à entreprendre une action militaire*", a dit Mitt Romney. "*J'espère assurément que nous n'aurons pas à le faire. Je ne peux pas exclure cette option.*" (lemonde.fr 28.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hollande président de la "**compétitivité**".

François Hollande s'est engagé vendredi à soutenir la "**compétitivité**" du secteur automobile en réponse aux appels lancés par les patrons des deux grands constructeurs français, lors de sa visite au Mondial automobile de Paris.

"Ma présence au salon, c'est une promotion, un encouragement pour tous les constructeurs français qui innovent, cherchent, inventent des nouveaux styles, des nouveaux moteurs, et l'Etat continuera à les appuyer", a assuré le président de la République.

Notant que "*les constructeurs demandent aussi des mesures pour la compétitivité*", il a fait valoir que celle-ci ne dépend pas "*pas simplement (du) coût du travail*". La compétitivité, c'est aussi "*tout ce qui peut soutenir l'innovation et également le dialogue social dans les entreprises et c'est ce que le gouvernement a engagé*", a estimé M. Hollande.

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin a plaidé pour une baisse du coût du travail, estimant qu'une baisse des coûts salariaux de 5 à 10% serait "*très substantielle*" pour son groupe.

Il attend à présent "*avec intérêt les conclusions du rapport*" sur la compétitivité confié à Louis Gallois, ancien patron du groupe européen d'aéronautique et de défense EADS, attendues début octobre.

Il a aussi vanté le système allemand du "*Kurzarbeit*" (chômage partiel) pour surmonter la crise. "*On a un bon système en France mais si on compare au système allemand, (...) quand un secteur est déclaré en crise en Allemagne, le +Kurzarbeit+ permet de tenir plus longtemps*", a-t-il estimé.

Le numéro 2 de Renault, Carlos Tavares a mis en avant l'urgence de s'attaquer à la compétitivité dans les usines françaises et a lancé une réflexion à ce sujet avec les organisations syndicales. (AFP 28.09)

1.2- La répartition des salariés au smic dans les différents secteurs d'activité.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires.

Sont notamment exclus les secteurs de l'agriculture et de l'administration. La Dares a donc confirmé que le nombre de personnes touchant le Smic "*augmente dans une majorité de branches et de secteurs en 2011*".

Les secteurs les plus touchés seraient ceux du commerce et des services alors que l'industrie semble épargnée. Ainsi, dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, 35% des salariés touchent le Smic, un chiffre qui s'élève à 60% pour les personnes en temps partiel. Dans l'habillement, le cuir et le textile, ils sont 25% de concernés. Au contraire, les branches des banques, des établissements financiers, des assurances, de la métallurgie et de la sidérurgie abritent quelques 5% de smicards.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires. (atlantico.fr et lepoint.fr 28.09)

1.3- Au tour des retraités...

Les retraités seront mis à contribution dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera présenté lundi. La ministre déléguée aux Personnes âgées, Michèle Delaunay, a confirmé ce vendredi qu'un prélèvement annuel de 0,15% s'imposerait à partir de 2013 aux pensions des retraités soumis à l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement étend ainsi la contribution solidarité autonomie (CSA) aux retraités. Instaurée en 2004 par le gouvernement Raffarin pour financer la dépendance, elle est versée par les entreprises, qui s'acquittent d'un montant de 0,3% de leur masse salariale. Les salariés, en «*échange*», travaillent un jour de plus dans l'année - c'est la fameuse journée de solidarité. Ce mécanisme a rapporté 2,33 milliards aux pouvoirs publics l'an dernier.

En 2013, les recettes issues de ce nouveau prélèvement sur les retraités contribueront au redressement des comptes de la Sécurité sociale. Elles devraient ensuite être affectées au financement de la dépendance, dont la réforme est promise par la ministre déléguée pour 2014.

En appliquant cette contribution de solidarité autonomie aux seuls retraités soumis à l'impôt sur le revenu, le gouvernement ne touche, selon le ministère des Affaires sociales, que la moitié de ces 15 millions de personnes. (lefigaro.fr 28.09)

1.4- Chômage partiel chez PSA.

L'usine PSA Peugeot Citroën de Mulhouse (Haut-Rhin) mettra à l'arrêt ses deux lignes de production pendant la première semaine de novembre et prévoit une deuxième semaine de chômage partiel à la fin du même mois pour la seule ligne d'assemblage des véhicules Citroën, a annoncé vendredi la CGT.

L'annonce a été faite lors d'un comité d'entreprise.

L'équipe de nuit affectée à la production des Citroën C4 et DS4 sera arrêtée à compter du 17 novembre, ce qui concernera 380 salariés et entraînera des fins de contrats pour 170 intérimaires, a ajouté le syndicat.

L'usine emploie environ 9.000 personnes. (Reuters 28.09)

2- Italie

Environ 30.000 personnes ont défilé pacifiquement vendredi dans Rome à l'appel de deux des principaux syndicats italiens pour protester contre les coupes budgétaires mises en oeuvre par le gouvernement de Mario Monti.

Cette manifestation, à laquelle participaient surtout des salariés du secteur public, conclut une semaine marquée par des affrontements à Madrid et à Athènes en marge de rassemblements similaires contre l'austérité.

"*Cessez de frapper les plus faibles, nous avons déjà assez donné*" : le mot d'ordre visait le nouveau coup de rabot sur les dépenses publiques décidé en août par le gouvernement de Mario Monti alors que les salaires dans la fonction publique sont déjà gelés depuis plus de deux ans.

Depuis août, la colère contre l'austérité et les suppressions d'emploi monte et avec elle les conflits sociaux.

Professeurs d'université, fonctionnaires, personnels des secteurs de la santé et éboueurs ont cessé le travail pour soutenir le défilé. Les personnels du Colisée et du Forum ont eux aussi quitté leurs postes, ce qui a entraîné la fermeture de ces deux sites, très prisés des touristes.

Mario Monti a pour la première fois clairement déclaré jeudi qu'il serait prêt à rester à la tête du gouvernement après les élections législatives prévues au printemps 2013 si le scrutin ne débouchait pas sur une majorité claire. (Reuters 29.09)

C'est comme s'ils avaient déjà supprimés les élections et le Parlement...

3- Grèce

Les personnes handicapées manifestaient hier à côté du parlement grec, place Syntagma. Ils protestaient contre les coupes dans les aides au handicap que le gouvernement veut mettre en place dans le cadre du nouveau plan d'économie de 11.5 milliards d'euros

Il était environ midi quand les personnes handicapées sont arrivées place Syntagma. Environ 700 personnes étaient présentes pour l'occasion. La police avait placé 2 bus de CRS pour bloquer l'accès à la rue Leoforos Vasilissis Sofias.

Grâce à la pression des manifestants, une délégation a été autorisée à rentrer dans le parlement pour rencontrer les autorités et expliquer leur demande. Rien de concret n'est d'ailleurs vraiment sorti de cette entrevue, la requête a été «*prise en compte*».

Pendant que la délégation s'entretenait dans le parlement, les manifestants sont restés sur les lieux de la manifestation et ont tenté

de forcer le barrage de la police anti-émeute. Les CRS ont commencé par répliquer de manière violente et habituelle.

Suite à cet épisode (qui m'a permis de réviser « *Le petit cours de grec accéléré sur l'insurrection sociale* »), les CRS se sont repris et ont décidé de reculer vers l'autre entrée du parlement, à l'angle des rues Akadomia et Leoforos Vasilissis Sofias. (oceanews.fr 28.09)

ECONOMIE

Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal s'est établi à 6,8% du PIB au premier semestre 2012, encore loin de l'objectif de 5% fixé pour l'ensemble de l'année, ce qui oblige le gouvernement à adopter de nouvelles mesures de rigueur alors que la grogne sociale augmente.

En dépit d'une "*nette réduction des dépenses courantes*", l'effort de redressement budgétaire a été pénalisé par une "évolution négative des recettes courantes", a expliqué l'Ine dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit prépare actuellement le budget de l'Etat pour 2013, qui comprendra un nouveau train de mesures de rigueur afin d'obtenir 4,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires.

Le Premier ministre Pedro Passos a d'ores et déjà indiqué qu'il étudiait de nouvelles hausses d'impôts, en particulier sur le revenu des salariés du secteur privé, ce qui risque d'attiser encore le mécontentement croissant contre sa politique de rigueur.

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'austérité le 15 septembre dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays, lors du plus grand rassemblement populaire depuis que le Portugal a obtenu une aide extérieure de 78 milliards d'euros.

Une nouvelle manifestation est prévue samedi après-midi dans la capitale portugaise à l'appel de la principale confédération syndicale, la CGTP, avec le soutien des mouvements de citoyens qui avaient organisé celles de la mi-septembre. (AFP 28.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 septembre

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre seront mis en ligne demain au format pdf (Acrobat Reader). Je mettrai aussi quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles au même format, après avoir corrigé les fautes d'orthographe ou de frappe.

[Un scénario bien réglé.](#)

Vous ouvrez les frontières sans que les questions sociales n'aient été réglées au préalable dans le pays ou au niveau de l'UE (notamment), sur fond de chômage de masse et de précarité, on jugera au passage criminelle l'attitude des ouvriéristes ou tiers-mondistes qui ignorent cet aspect de la situation, ensuite vous avez un afflux d'immigrés de toutes sortes qui sont incapables de subvenir à leurs besoins, cela entraîne évidemment des problèmes de toutes natures, généralement inextricables et qui vont contribuer à pourrir un peu plus la situation autant qu'à détourner les travailleurs des responsables de leurs difficultés, des frictions entre les différentes couches de la population se produisent, finalement ce processus va servir utilement le régime puisqu'il va alimenter le racisme, dresser les travailleurs les uns contre les autres au moment où chaque capitaliste entend faire valoir ses droits sur ses voisins ce qui se traduit par la montée en puissance du nationalisme et de l'extrême droite sur fond de bruits de bottes aux quatre coins du monde qui pourraient préfigurer le déclenchement d'une guerre mondiale, c'est comme si sur le plan psychologique on assistait au prélude à une répétition générale.

- Europe Ecologie-Les Verts et le Parti de gauche ont protesté samedi contre l'intervention d'habitants d'un quartier de Marseille pour chasser des familles roms installées à proximité, les premiers exigeant l'ouverture d'une enquête, les seconds fustigeant "de la violence raciste". (AFP 29.09)

Nous, nous accusons Europe Ecologie-Les Verts, le Parti de gauche et tous les partis qui ont soutenu la construction européenne

qui a inclu le traité Schengen, d'être responsables de cette situation. Car finalement, l'air de rien, ces soi-disant opposants à l'Union européenne, ces internationalistes de salon se revendiquent de Schengen.

Fidèles à cet engagement, ils ne leur restent plus qu'à jouer au procureur de la classe ouvrière en opposant différentes couches d'exploitées qu'ils ont eux-mêmes contribué à se dresser les unes contre les autres, et pour camoufler la nature aventureuse et criminelle de leur engagement il ne leur reste plus qu'à prendre partie la larme à l'oeil pour la plus faible ou déshéritée, tandis que l'autre n'a plus qu'à se réfugier auprès de l'extrême droite pour être entendue et la boucle est bouclée.

Voilà comment ce cauchemar qui se nomme la gauche ou la gauche de la gauche ou encore la gauche radicale, participe à l'autoliquidation de la classe ouvrière, fait le lit du fascisme, après lui avoir interdit toute issue politique conforme à ses intérêts.

Vous pouvez prendre la quasi-totalité des revendications ou mots d'ordre de ces partis et vous vous rendrez compte que chaque fois c'est la même orientation, le même mécanisme infernal qui est mis en oeuvre ensuite.

Quand ils revendiquent contre l'austérité, c'est pour mieux soutenir le capitalisme qui devrait redémarrer, on sait à quelles conditions ou quel prix pour les travailleurs, eux se passeront bien de s'arrêter sur ce "*détail*", et puis après tout il n'est pas possible de faire autrement, donc estimez-vous heureux de votre sort bien que vos conditions d'existence ne cesse de se dégrader, au nom de quoi, pardi, parce que cela pourrait être pire encore, regardez en Grèce !

Ils veulent sauver les entreprises qui exploitent les travailleurs, pourquoi cela serait-il un problème, on ne peut pas se passer du capitalisme et cela ne se discute pas à défaut de défendre une alternative au capitalisme, ce qui nécessiterait de rompre avec lui et ses institutions, ce dont ils sont totalement incapables, ceci explique cela.

Quand ils sont contre l'UE, c'est pour la "*réformer*", quand ils sont contre la BCE, c'est pour "*réorienter*" sa mission, quand ils sont contre l'euro, c'est pour que par le biais de la dévaluation de la monnaie les capitalistes en France regagnent des places sur le marché mondial afin que l'Etat puisse financer des réformes sociales, quand ils sont contre le TSCG, c'est pour que l'UE leur concocte un "*bon*" traité favorable aux travailleurs, on pourrait continuer longtemps ainsi, finalement quand ils sont contre l'oligarchie financière qui mène cette danse macabre, c'est pour appeler à voter pour un bonaparte ou un monarque républicain qui s'apprête à gouverner sous ses auspices en sauvegardant ses intérêts.

Diviser, dévoyer le mouvement ouvrier, le mener systématiquement dans une impasse, lui interdire toute issue politique indépendant, le livrer en pâture à ses bourreaux, s'apitoyer ensuite bruyamment devant les médias qui en sont les complices sur les conséquences qui en découlent, voilà le fond commun, la principale fonction de tous ces partis dont Mélenchon, Laurent, Poutou sont les principaux porte-parole.

Quant au POI qui se démarque de ces partis, dont la place est déjà dans la poubelle de l'histoire de la lutte des classes, il a dû ravalé son front unique qu'il agite comme un fétiche depuis plus de 60 ans, pour en arriver à quoi, à un constat amer prévu d'avance que D. Gluckstein a inscrit à la suite de son éditorial "*Combien serons-nous ? (le 30 septembre dans la rue- Ndlr) Difficile de le dire par avance : l'appel tardif des principaux organisateurs, la manière hésitante avec laquelle ils ont préparé cette manifestation—même après y avoir appelé — aura nécessairement pour effet d'en limiter la portée.*", il n'a pas encore compris que depuis les années 30, lorsque le front unique n'est pas imposé par la base, il n'a aucune chance de se réaliser ou alors sur des bases tellement pourries qu'il sera totalement dénaturé avant même de voir le jour ou de se manifester au grand jour, il sera pour ainsi dire liquidé de l'intérieur.

C'est une méthode bien rodée des staliniens et leurs semblables de monter soudain en première ligne pour prendre la tête d'un mouvement de contestation qui s'est développé sans leur participation, afin de le dévoyer, d'en limiter la portée, de le pourrir finalement, pour le compte du régime évidemment, tout effet comporte une cause ou une origine.

Donc appeler les staliniens à prendre la direction d'un front unique, vous pouvez imaginer d'avance la suite, c'est imparable depuis les années 30, hier quoi, apparemment Gluckstein et sa cour n'ont toujours pas tiré les enseignements de cette période.

Lénine avançait le front unique en direction des partis communistes qui devraient en prendre la direction ou à condition que ce soit les partis communistes qui en dictent le contenu, autrement dit, que tous les autres partis reprennent à leur compte les mots d'ordres des partis communistes, afin que la bataille (de front unique) soit menée dans une orientation politique correcte contre les régimes en place. Lénine s'adressait à des partis communistes qui étaient en mesure de revendiquer ou de prendre la direction du mouvement ouvrier, qui combattaient dans cette perspective politique, ce qui ne peut pas être le cas du POI avec ses quelques milliers d'adhérents ou militants. Lénine proposait d'adopter le front unique à des partis communistes, pas à des partis staliniés ou étrangers au communisme, je ne suis pas sûr que Trotsky est saisi ou retenu cette nuance capitale lorsqu'il rédigea le Programme de transition... Pour approfondir cette question, vous pouvez lire les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, en ligne dans le site évidemment.

La tactique du front unique appliquée au mouvement ouvrier avait été conçu pour démasquer les social-traitres qui se réclamaient du socialisme ou parlaient au nom de la classe ouvrière, il n'avait pas été conçu comme une stratégie dans la perspective de

faire aboutir une revendication, encore moins pour prendre le pouvoir, c'est par déformation que les Lambert et Gluckstein et bien d'autres en ont fait un objectif en soi, une stratégie à défaut d'être capable de s'adresser à la classe ouvrière, ensuite ils en ont fait leur unique orientation politique qui nous a conduit à la situation actuelle, en redorant chaque fois au passage le blason du PS et du PCF qu'ils se sont évertués à protéger contre leur décomposition inexorable, jusqu'à ce qu'elle les atteigne eux-mêmes, par la suite, ils n'ont eu de cesse d'y recourir et de le justifier en adaptant leur orientation politique au rythme de l'évolution de la situation économique et sociale, sans jamais parvenir à construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui, ce dont apparemment ces dirigeants se moquent éperdument puisqu'ils persistent dans la même voie.

Les travailleurs sachant de leur côté à quoi s'en tenir envers le PS et le PCF, pour justifier le recours au front unique dans leur direction, les dirigeants du POI (du PT et de l'OCI avant lui) ont dû renier ou brader leurs principes les uns après les autres par des moyens déloyaux et malhonnêtes allant même jusqu'à réhabiliter Bakounine et les anarchistes ou encore Jaurès contre Marx et Lénine, au nom de la défense du marxisme ou du trotskysme, ce qu'on comprend parfaitement, puisque dorénavant leur parti est composé en grande partie d'anarcho-syndicalistes et de transfuges du PS et du PCF qui n'ont jamais adhéré à la révolution socialiste internationale.

Refuser le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF ainsi que leurs satellites, ne signifie pas pour autant qu'on nierait l'existence de ces partis ou qu'on ne s'adresserait pas à leurs militants, cela relève d'une autre conception de la lutte de classe conforme au léninisme et adaptée à notre époque.

En règle générale comment les choses se présentent ?

Les masses commencent à bouger sur une question sociale, la base des différents partis aussi ou s'en fait le relais au sein de leurs instances, si cela prend des proportions importantes au risque de perdre le contrôle de la situation ou d'en laisser la direction à un autre parti ou regroupement politique, leurs dirigeants décident d'en prendre la direction pour si possible stopper nette cette mobilisation, la faire refluer, toujours en la détournant de son objet, comment, en adoptant un discours radical à l'encontre du régime qu'ils s'emploient par ailleurs à préserver. Une fois la mobilisation retombée et la défaite consommée qui va avec, ils accusent les travailleurs de ne pas s'être mobilisés massivement pour faire aboutir cette revendication, alors qu'ils ont été les fossoyeurs de leur mobilisation.

On connaît l'affaire par coeur, à quelques variantes près, c'est toujours le même scénario qui se reproduit depuis les années 30. On nous demande de marcher dans cette combine pourrie qui a bien des égards est responsable de l'état misérable du mouvement ouvrier en France et de l'impasse politique actuelle, qu'on nous autorise à refuser catégoriquement d'y participer.

En guise d'épilogue un petit mot personnel.

Dans la vie pour avancer, on a le choix entre passer un certain nombre de compromis ou s'y refuser sur nos principes, nos valeurs, les idées dans lesquelles on croit ou qu'on défend, etc. Par exemple, pour réaliser un projet on peut avoir besoin de l'aide de certaines personnes que l'on estime par ailleurs infréquentables, cela nous coûte de s'adresser à elles, mais sans leur aide on ne voit pas comment on pourrait s'y prendre, on est donc face à un dilemme, abandonner notre projet ou le mettre en oeuvre en empruntant des moyens que l'on condamne. Et bien dans ce cas de figure, je choisis d'abandonner mon projet ou je vais tenter de le réaliser d'une autre manière, disons plus saine, sinon je ferai une croix dessus et je passerai à autre chose voilà tout, ce n'est pas mortel après tout, non ? J'ai toujours mené ma vie de cette manière-là.

Cela m'a coûté très cher, certes, mais je l'assume, à côté de cela je peux encore me regarder dans un miroir sans me détester. On ne peut pas dire aux autres de ne pas faire quelque chose pour le faire soi-même, il faut être cohérent avec soi-même et les idées qu'on défend. Notre vie pratique devrait être en accord avec les idées ou la théorie que l'on prétend représenter. Il m'est arrivé de me retrouver face à un patron qui me posait une question et je savais que mon sort dépendrait de la réponse que je lui fournirais, là on aborde un cas extrême, et bien la plupart du temps, disons neuf fois sur dix je lui ai dit ce que je pensais vraiment au risque de me faire virer, et généralement par la suite j'ai bien été viré. Je ne l'ai jamais regretté, ils voulaient me casser, m'obliger à me renier, à m'humilier moi-même, je leur ai démontré que mes idées étaient supérieures aux leurs. Voilà qui explique en grande partie pourquoi j'ai atterri dans ce trou en Inde.

On va arrêter là aujourd'hui, il pleut et ils ont coupé le courant. Depuis hier midi j'ai une seconde batterie de secours qui me donne une autonomie supplémentaire de quatre heures environ. Ensuite, il faut que le courant revienne pour les recharger pendant une douzaine d'heures, sinon retour à la case départ !

Un dernier mot.

Je crois l'avoir déjà évoqué, on se demande qu'est-ce qui se passe, pourquoi on ne parvient plus à gagner des batailles, sauf à la marge, pourquoi désormais aucune réforme sociale collective ne peut être mise en oeuvre, pourquoi tout fout le camp inexorablement et on en est qu'au début, mieux, le gros morceau reste à venir, pourquoi ?

On a maintes fois répondu à cette question, une autre vaut peut-être mieux d'être posée : quelle ligne politique, quelle

stratégie adoptée face à cette situation, qu'est-ce que cela signifie ou implique ? On ne va qu'effleurer le sujet ici.

Que le réformisme est mort et enterré, pas ses partisans qui n'ont jamais été aussi nombreux paradoxalement puisque les trotskystes institutionnels s'y sont ralliés notez bien. Le programme minimum des revendications sociales transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises est impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer d'emblée aux fondements du capitalisme, ce qui nous fait dire qu'il coïncide avec la mise en oeuvre du programme de la révolution socialiste. Quelle horreur, n'est-ce pas !

Mais les travailleurs en sont très éloignés dirons certains sceptiques. Bravo, voilà une observation qui a demandé des années d'études ! En effet, et c'est ce qui explique que la situation semble inextricable ou qu'on est dans une impasse politique, cela dit, en ce qui nous concerne on ne s'arrêtera pas à ce genre de considération qui nous sert de point d'appui pour développer notre programme révolutionnaire et contruire le parti, tout du moins, c'est ce que devrait faire un parti véritablement communiste, on peut toujours intervenir dans la lutte de classe sur cette ligne politique.

Le problème c'est que les travailleurs n'ont pas été préparés à affronter cette situation, à devoir s'attaquer frontalement à l'Etat, puisque c'est de lui dont il s'agit en premier lieu. A quel moment au cours des 64 années de l'existence de la Ve République avons-nous boycotté les institutions ? Jamais, pas une seule fois, sous différents prétextes et cela rejoint la question abordée plus haut, on a fait en sorte de les légitimer en participant à chaque élection ou en appelant à voter pour les candidats de tel ou tel parti. Face à la dictature du capital au cours de cette longue période, avons-nous préparé les travailleurs à exproprier les capitalistes ? Même réponse. On les a laissés dans l'illusion que leur sort s'améliorerait pour ainsi dire mécaniquement au fil du temps jusqu'à temps que le socialisme soit réalisé, je ne plaisante pas du tout, à quel moment leur a-t-on expliqué, pas à la marge ou dans des programmes les jours de fête mais dans la propagande quotidienne ? Même réponse. Les fonctionnaires ont-ils ne serait-ce qu'une petite idée de ce qu'est l'Etat, leur employeur ? Même réponse, aucune évidemment. A quel moment leur a-t-on décrit simplement le fonctionnement du capitalisme ? Jamais ou si peu ou si mal qu'ils n'y ont rien compris ou qu'ils n'en ont rien retenu, ce qui est normal, il ne faut pas les blâmer. On aurait pu se contenter d'une seule question qui les résume toutes : à quel moment leur a-t-on vraiment dit la vérité en face et ce qui les attendrait un jour ou l'autre ? Jamais ou en passant rapidement à autre chose de plus rassurant, il ne fallait surtout pas les effrayer, en fait se sont les colporteurs de ces illusions qui mouillaient leurs culottes à l'idée d'un effondrement du capitalisme qui signerait également leur mort politique.

On a voulu construire un parti d'ignorants ou de bénis oui-oui au lieu de forger un parti de combattants conscients, ou un parti dans lequel le niveau de conscience politique des militants devrait coïncider avec l'application d'une ligne politique définie par ses dirigeants, sans qu'ils puissent s'élever au niveau de la compréhension générale du monde et de son évolution à venir auquel cas ils auraient pu douter de la ligne politique impulser par leurs dirigeants ou comprendre qu'ils se fourvoient ou pire encore.

Il y a quelques jours je me suis attaqué aux intellectuels sans pour autant les mépriser puisqu'ils sont à l'origine des partis ouvriers, donc on a besoin d'eux. Par contre, s'agissant de nos intellectuels, ceux qui ont épousé la cause de la classe ouvrière, eux sont responsables d'avoir été incapables de mener leurs analyses jusqu'au bout, d'avoir opté pour la solution de facilité qui consistait à se ranger derrière le Programme de transition dont ils ont fait une lecture discutable, à ce propos, il faudrait qu'ils conviennent une fois pour toute que, soit ils en ont donné une interprétation erronée, soit Trotsky s'était trompé quelque part, ou les deux à la fois, il n'y aurait pas mort d'homme à le reconnaître. (A suivre)

Un dernier mot encore.

Dire à bas le TSCG ou à bas l'austérité ne mène à rien, sinon à de nouvelles illusions quand on ne les relie pas au combat contre les institutions, je viens d'expliquer pourquoi (brièvement) dans le passage précédent. En Espagne des manifestants scandaient hier "*démission*" à l'adresse du gouvernement, idem au Portugal, en Grèce ils sont déjà passés par cette étape, pour quel résultat ? Une majorité et un gouvernement en remplace un autre et ainsi de suite sans qu'on n'ait avancé d'un millimètre. Il faudrait donc changer de registre, non ?

Le mot d'ordre *A bas l'Etat des capitalistes* concentre à lui seul toutes les contradictions de la situation, les uns voulant sa peau pour instaurer une dictature mondiale, les capitalistes, les autres devant le liquider pour instaurer leur propre Etat afin de pouvoir satisfaire leurs besoins, les travailleurs. Il préfigure l'affrontement direct entre les classes qui se profile à l'horizon dans les semaines ou mois à venir. N'est-ce pas le meilleur moyen de préparer et d'armer théoriquement et politiquement travailleurs et militants en vue de cette lutte à mort déjà engagée ? On y reviendra.

ACTUALITE EN TITRES

[Qui sème le vent récolte...](#)

- Austérité : les banquiers centraux ont choisi la répression, ils auront la révolution ! - Atlantico.fr

C'est marrant que ce ne soit pas un parti ouvrier qui le dise, vous avez remarqué aussi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a transmis samedi au Parlement un projet de budget austère pour 2013.

Selon le texte diffusé par le ministère, de nombreuses coupes budgétaires seront appliquées: les prestations chômage baisseront notamment de 6,3%.

Les budgets des ministères seront réduits en moyenne de 8,9%, celui de l'Industrie chutant de 21,3%, celui de l'Agriculture de 25,4% et celui de l'Education, de la Culture et des Sports de 17,2%.

La maison royale sera elle aussi mise à contribution, avec une diminution de son budget de 4%.

Mais le texte révèle aussi que les besoins de financement de l'Espagne repartiront à la hausse, après avoir baissé ces dernières années: le gouvernement table sur des besoins bruts de financement de 207,173 milliards d'euros en 2012 (48,020 milliards nets, sans tenir compte de l'amortissement des précédentes émissions).

Pour 2011, les besoins bruts avaient été fixés à 86 milliards (36 milliards nets).

La dette publique continuera elle de grimper: alors qu'elle avait fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle atteindra 85,3% du PIB fin 2012 puis 90,5% en 2013, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes, en raison notamment du prêt de la zone euro aux banques espagnoles. (AFP 29.09)

2- La réaction mobilisée.

2.1- Pologne.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Varsovie pour dénoncer la politique du gouvernement centriste de Donald Tusk, à l'appel d'organisations syndicales, religieuses et de partis d'opposition de droite.

La police polonaise ne communique pas les chiffres de manifestants. Selon les médias polonais, leur nombre pourrait avoisiner 40.000, alors que les organisateurs avaient annoncé 100.000 participants.

Brandissant des drapeaux nationaux blancs et rouges, des drapeaux de Solidarité, et des pancartes avec des slogans contre le gouvernement Tusk, les manifestants protestaient contre "*l'absence de dialogue social*" et le relèvement à 67 ans de l'âge de la retraite.

Les manifestants réclamaient également "*le respect des droits civiques et la pluralité des médias*", protestant contre le refus des autorités audiovisuelles polonaises d'accorder à la chaîne de télévision ultracatholique Trwam une place sur le bouquet numérique de la télévision nationale.

Après la messe, les manifestants ont parcouru environ trois kilomètres vers le quartier historique de la capitale en entonnant des chants religieux et patriotiques.

Sur la place devant le Château royal, le président de PiS Jaroslaw Kaczynski a fortement soutenu Radio Maryja et la télévision Trwam du père rédemptoriste Tadeusz Rydzyk.

"*Nous avons aujourd'hui besoin d'un renouveau, surtout d'un renouveau moral*", a-t-il lancé à la foule qui l'a ovationné.

"*Les Polonais sont aujourd'hui exploités par ceux qui manipulent les gens, par ceux qui ne respectent aucune loi. La démocratie devient une fiction*", a-t-il affirmé.

"Nous ne voulons pas de fiction, nous voulons la démocratie. Nous réclamons le droit à la liberté, c'est pour cela que nous voulons la télévision Trwam", a-t-il dit. (AFP 29.09)

2.2- Géorgie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Tbilissi à l'une des plus grandes manifestations de l'opposition en Géorgie, au terme de la campagne pour des élections législatives cruciales lundi

La principale coalition d'opposition dirigée par le milliardaire Bidzina Ivanichvili a rassemblé des dizaines de milliers de personnes sur la place de la Liberté au coeur de la capitale, selon des journalistes de l'AFP, les autorités ne publiant aucune estimation.

"J'espère qu'Ivanichvili va mettre fin à l'injustice en Géorgie", a déclaré à l'AFP une manifestante, Nino Taktakichvili.

"Il nous a donné de l'espoir pour le changement", a renchéri Nona Garnochvili, une chômeuse participant au rassemblement.

Au même moment, des milliers de sympathisants pro-Saakachvili ont participé à un rassemblement à Batoumi, ville située au bord de la mer Noire.

Le chef de l'Etat a également prononcé des discours lors de rassemblements dans deux autres villes, Poti et Ozougeti. Une autre manifestation en faveur du pouvoir avait lieu également à Koutaïssi, la deuxième ville du pays.

Le parti au pouvoir et l'opposition ont jeté leurs dernières forces pour ce scrutin au cours duquel le Mouvement national unifié de M. Saakachvili -- qui détient 119 des 150 sièges de l'assemblée sortante -- pourrait être mis en difficulté, une semaine après la révélation d'un scandale de torture de détenus. (AFP 29.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hausse du tabac. Racket de l'Etat

Tabac à rouler ou cigarettes manufacturées, tous les produits du tabac vont augmenter d'au moins 6,5% ce lundi, et plus aucun paquet ne sera vendu à moins de 6,10 euros, ce qui représente la hausse la plus importante depuis 2003/2004.

Dès lundi, tous les paquets de cigarettes seront vendus 40 centimes plus cher. Les paquets premier prix (Gauloises Blondes) seront à 6,10 euros. La marque la plus vendue (Marlboro, près de 25% de parts de marché) sera vendue 6,60 euros. Pour le haut de gamme, il faudra déboursier plus de 7 euros. Le paquet de tabac à rouler de 30 grammes augmente lui de 60 centimes, avec un prix plancher à 6,45 euros.

Si une hausse des prix avait été prévue par l'ancien gouvernement puis confirmée par le nouveau, l'augmentation arrondie à 40 centimes pour les cigarettes et à 60 centimes pour le tabac à rouler, va au-delà des 6% annoncés.

Ces augmentations pourraient rapporter un milliard d'euros supplémentaire à l'Etat, à volume de vente constant. En 2011, le tabac, taxé à 80%, a rapporté 13,8 milliards d'euros aux finances publiques. Cependant, depuis le 1er janvier, les ventes de tabac en volume ont reculé de 3,2% (-3,7% à jours de vente comparables), selon le blog Lemonedutabac, proche de la filière du tabac.

Cette augmentation est la plus importante depuis 2003/2004, au moment où, au nom de la politique de santé publique, avaient été décidées plusieurs hausses successives, qui s'étaient traduites par un renchérissement du paquet d'environ 40%. (L'Expansion.com avec AFP 29.09)

1.2- Le chômage à 25%, c'est pour bientôt.

Près de trois salariés sur quatre (74%) estiment faible le risque de se retrouver au chômage dans les mois à venir, un chiffre en hausse, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche à paraître dimanche. Quelque 43% jugent même ce risque "très faible".

Lors des dernières enquêtes, les salariés semblaient plus inquiets: en février 2012, les personnes interrogées n'étaient que 68% à estimer ce risque faible. En janvier 1998, elles étaient 62%, et en janvier 1993, 58%.

Au contraire, 26% jugeaient grande cette menace.

C'est moins qu'en février dernier (32%), en janvier 1998 (33%) et en janvier 1993 (38%). (AFP 29.09)

1.3- Grève chez Ikéa.

Les salariés d'Ikea Roissy/Paris Nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise), en conflit avec la direction sur l'organisation du travail, étaient à nouveau en grève samedi, ce qui a entraîné la fermeture du magasin, déjà paralysé le week-end dernier, a constaté l'AFP.

"*On va poursuivre le mouvement, mais on ne sait pas quand*", a précisé François Mrissa, délégué CGT, soulignant qu'une quatrième journée de grève ce dimanche, un jour où le salaire horaire est majoré, risquait d'être trop lourd à supporter financièrement pour les grévistes. Les employés doivent être consultés dimanche matin.

L'enseigne était déjà restée portes closes le week-end dernier en raison d'une grève. Elle avait rouvert partiellement dimanche 23 septembre dans l'après-midi.

Selon l'intersyndicale FO-CGT, un samedi, journée de forte influence avec jusqu'à 20.00 visiteurs, rapporte en cette période un chiffre d'affaires de 500.000 euros au magasin.

La direction s'est engagée mardi à ne pas toucher aux heures majorées qu'avait l'habitude de faire chaque salarié jusqu'en février 2013, selon l'intersyndicale, garantissant ainsi le maintien d'une partie du salaire qui pouvait atteindre 300 euros par mois.

Estimant que cette promesse ne suffisait pas, les salariés ont repris la grève samedi. Dans l'après-midi, la direction a également consenti à ne plus faire travailler les salariés six jours consécutifs, ce qui leur faisait parfois cumuler plus de 50 heures sur six jours, selon FO et la CGT.

Mais les discussion achoppent sur la principale revendication des salariés, qui demandent à la direction de renoncer à supprimer le principe d'un jour de repos fixe par semaine.

"*Je suis divorcé et j'ai une garde alternée pour mes enfants, comment faire si on n'a pas de jour de repos fixe ? Rien que pour la cantine scolaire, il faut prévenir six semaines à l'avance, or on a nos plannings que de deux semaines en deux semaines*", a déploré un salarié, qui souhaite rester anonyme, auprès de l'AFP.

"*On ne fait pas grève en demandant de nouveaux avantages, mais pour garder des acquis*", a pointé M. Redouani, selon lequel ces changements d'organisation du travail, introduits il y a quelques semaines à Paris Nord 2, n'ont pour l'instant été mis en oeuvre dans aucun autre magasin Ikea en France. (AFP 29.09)

2- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais se sont rassemblés samedi à Lisbonne à l'appel des syndicats pour crier leur refus de la politique de rigueur menée par le gouvernement de centre-droit, qui s'apprête à l'accentuer afin de tenir ses engagements internationaux.

Vers 17H00 locales (16H00 GMT), les manifestants avaient rempli la Place du Commerce, située au coeur de la capitale et qui, selon les estimations de la presse, peut contenir entre 70.000 et 175.000 personnes.

Cette manifestation "*contre le vol des salaires et des pensions de retraite*" était organisée par la CGTP, la principale confédération syndicale portugaise mais comptait sur le soutien des mouvements d'indignés et d'un groupe de citoyens qui, via les réseaux sociaux, avait mobilisé deux semaines auparavant plusieurs centaines de milliers de personnes dans une trentaine de villes.

Dans l'Espagne voisine aussi, l'exaspération sociale devient plus perceptible alors que le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy compte poursuivre sur le chemin de l'austérité.

Aux cris de "*démission*", des milliers de manifestants ont répondu à l'appel de la mouvance des indignés et se sont une nouvelle fois rassemblés samedi en fin de journée autour du Congrès des députés à Madrid, pour dénoncer les coupes budgétaires face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse.

Haranguant la foule réunie à Lisbonne, le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos, a appelé à "*l'unité de toutes les victimes de cette politique*" et annoncé la tenue le 3 octobre d'une réunion de la centrale syndicale qui "*discutera de la convocation d'une grande grève générale*".

Sur la place aux abords du fleuve Tage, les manifestants ont scandé "*A bas l'austérité !*" en brandissant pancartes et drapeaux

des syndicats des administrations locales, des enseignants et même des forces de l'ordre, avant de se disperser dans le calme.

"*Notre avenir est hypothéqué par les mesures de la troïka (UE-BCE-FMI, qui représente les créanciers du pays, ndlr). Le peuple portugais en a marre*", s'est indigné Francisco Lopes, un fonctionnaire de 56 ans venu avec son fils, Rui, qui participait à sa première manifestation.

"*Nous sommes dans une spirale sans fin et je ne vois pas comment ma génération pourra avoir du travail, un logement, une famille*", s'est inquiété le jeune homme de 27 ans.

Maria José Oliveira et son mari, deux ouvriers du textile au chômage, étaient venus en autocar de Braga (nord-ouest) pour clamer leur "*indignation*". Le couple de quinquagénaires ne descendait plus dans la rue depuis la révolution qui a renversé la dictature d'Antonio Salazar, le 25 avril 1974.

"*Tout va mal! Nos dirigeants doivent changer de mentalité et nous trouver du travail, leurs mesures sont injustes*", a-t-elle dit à l'AFP. (AFP 29.09)

3- Espagne

À Madrid, une manifestation convoquée sur les réseaux sociaux a rassemblé samedi soir des dizaines de milliers de personnes sur la Plaza de Neptuno, à quelques pas du Parlement. L'accès au Congrès des Députés était protégé par plusieurs files de policiers, qui avaient déployé des grilles face aux manifestants.

Les participants, sympathisants pour la plupart du mouvement des indignés, entendaient d'abord protester contre la répression violente d'une manifestation organisée au même endroit mardi dernier. Mais la présentation jeudi dernier du très austère budget 2013 leur a donné de nouveaux arguments. «*Je vais à toutes les manifestations, expliquait Rafa, un trentenaire qui travaille dans l'audiovisuel. Manifester, c'est tout ce qu'il nous reste. Mais le gouvernement est incapable de nous écouter. Au Portugal pourtant, j'ai vu qu'ils avaient renoncé à certaines mesures*».

"*NON*", "*démission*", "*démocratie*" proclamaient de petites pancartes pendant que la foule hurlait "*ils ne nous représentent pas*", face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse autour du Parlement, et affluait sur les grandes avenues du centre de la capitale espagnole. (AFP et lefigaro.fr 29.09)

4- Tunisie

4.1- Indignation, colère et dégoût se lisaient sur tous les visages à Tunis lors d'un rassemblement de protestation vendredi soir contre le sort d'une Tunisienne violée par des policiers et menacée de poursuites par la justice.

Sous un tableau de femme nue à l'entrée d'un petit théâtre privé, militants, artistes, étudiants ou femmes au foyer se bousculaient pour dénoncer le viol qui a fait scandale en Tunisie.

La jeune femme violée début septembre par deux agents de police alors qu'elle se trouvait avec son ami, a porté plainte avant de se voir convoquer par un juge pour "*atteinte à la pudeur*", un délit passible de six mois de prison.

Selon le ministère de l'Intérieur, le couple a été appréhendé le 3 septembre dans une "*position immorale*". Deux agents avaient alors violé la femme pendant qu'un troisième retenait le fiancé menotté. Les trois policiers ont été incarcérés.

"*Je suis indigné par le cours que prend cette affaire et d'autant plus choqué de voir que les violeurs sont deux agents des forces de l'ordre censés protéger les citoyens. Le pire c'est que la victime se retrouve sur le banc des accusés*", renchérit Jamel Bouzlama, un médecin défenseur des droits de l'Homme.

Selon lui, "*le gouvernement est gêné par l'immense courage de la jeune femme qui a osé porté plainte*". Et de saluer "*la vitalité de la société civile post-révolution qui lutte contre la violence qu'elle soit le fait de la police ou des salafistes*".

"*Je viens partager un sentiment de profonde indignation et dénoncer les tentatives de justifier un acte infâme*", lâche Lobna Jridi, députée de gauche à l'Assemblée nationale constituante, exprimant sa "*stupeur de voir comparaître une femme victime de viol et torture sous prétexte d'atteinte à la pudeur*".

Silence brisé sur la violence faite aux femmes.

"*Un verrou a sauté, le silence a été brisé autour de la violence faite aux femmes, mais aussi aux hommes*", ajoute-t-elle, soulignant la responsabilité des élus à édicter des lois conformes à l'esprit de la révolution.

"Je suis ahurie, de quelle pudeur parle-t-on pour justifier la sauvagerie de flics malades? Jamais plus je ne m'arrêterai à un contrôle policier", lance une étudiante anonyme venue "saluer le courage" de la femme violée.

Emna Mnif du mouvement Kolna Tounes évoque "une logique qui se confirme de jour en jour: à chaque fois que quelqu'un ose lever la tête ou contester il se transforme en accusé!", déplore-t-elle.

"On a vraiment peur, c'est peut-être la partie visible de l'iceberg, parler de viol est difficile", lance l'actrice Martine Gafsi.

"Nous devons lutter pour les libertés individuelles parce qu'il y a une dictature islamiste qui est en train de s'instaurer", met-elle en garde, dénonçant le harcèlement des femmes pour leur tenue vestimentaire ou leur mode de vie.

Le ministère de la Justice a justifié les poursuites à l'encontre de la femme violée et, au sein du gouvernement dominé par le parti islamiste Ennahda, seule la ministre de la Femme, Sihem Badi (gauche), a condamné le viol.

"Être fidèle à la révolution, c'est apporter protection et assistance à la victime", a-t-elle indiqué, louant le courage de la victime pour avoir dénoncé ses agresseurs.

Pour Raja Ben Slama, universitaire féministe, "il faut séparer le juridique du moral, sinon c'est le fascisme qui s'installe". (AFP 29.09)

4.2- Des centaines de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis pour réclamer du travail et appelé à la chute du gouvernement dirigé par les islamistes du parti Ennahda, a constaté une journaliste de l'AFP.

A l'appel de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), les manifestants se sont rassemblés devant le siège de la centrale syndicale (l'Union générale des travailleurs tunisiens, UGTT) avant de défiler sur l'avenue Habib Bourguiba, artère principale de la capitale hautement surveillée par la police.

La marche soigneusement encadrée par un dispositif policier comprenant des unités anti-émeutes se déroulait sans incident, les manifestants étaient tenus à distance de l'ambassade de France protégée par des barbelés et des véhicules militaires depuis la publication de caricatures de Mahomet en France.

"Travail, liberté, dignité!", "Où sont tes promesses, gouvernement menteur", "Ni peur, ni terreur, la rue appartient au peuple", "Le peuple veut la chute du gouvernement", scandaient les manifestants.

"Y en marre d'attendre des promesses sans lendemain", a déclaré à l'AFP Majid Rihai, un diplômé de l'université, âgé de 28 ans.

D'autres jeunes enveloppés dans des drapeaux, rouge et blanc, de la Tunisie ont dénoncé la nonchalance du gouvernement. "Ce gouvernement ne prend pas nos problèmes au sérieux et ne parle du chômage que pour nous instrumentaliser", a renchéri Amira Sassi, 25 ans.

Dans un communiqué, l'UDC a réclamé la publication des listes de candidats admis dans des concours d'embauche dans la fonction publique et de confier le recrutement à une instance autonome pour "garantir la transparence et mettre fin au népotisme".

Le gouvernement a lancé un programme d'emploi pour 25.000 personnes dans la fonction publique, en plus de milliers d'autres dans le secteur privé.

Le taux de chômage est tombé à 17,6% en septembre 2012 contre 18,9% durant l'année 2011 (14% en 2010), les diplômés formant le tiers de quelque 750.000 demandeurs d'emploi dans le pays.

Ce taux de chômage national cache d'importantes disparités régionales allant de 50% dans des régions déshéritées enclavées à moins de 6% sur la côte centre-est nantie. (AFP 29.09)

[Haut de page ↗](#)